



UNIL | Université de Lausanne

Unicentre

CH-1015 Lausanne

<http://serval.unil.ch>

Year : 2018

Les partis politiques suisses en mutation (1991 - 2007)

Rossini Carolina

Rossini Carolina, 2018, Les partis politiques suisses en mutation (1991 - 2007)

Originally published at : Thesis, University of Lausanne

Posted at the University of Lausanne Open Archive <http://serval.unil.ch>

Document URN : urn:nbn:ch:serval-BIB_DE8FBAB1343B0

Droits d'auteur

L'Université de Lausanne attire expressément l'attention des utilisateurs sur le fait que tous les documents publiés dans l'Archive SERVAL sont protégés par le droit d'auteur, conformément à la loi fédérale sur le droit d'auteur et les droits voisins (LDA). A ce titre, il est indispensable d'obtenir le consentement préalable de l'auteur et/ou de l'éditeur avant toute utilisation d'une oeuvre ou d'une partie d'une oeuvre ne relevant pas d'une utilisation à des fins personnelles au sens de la LDA (art. 19, al. 1 lettre a). A défaut, tout contrevenant s'expose aux sanctions prévues par cette loi. Nous déclinons toute responsabilité en la matière.

Copyright

The University of Lausanne expressly draws the attention of users to the fact that all documents published in the SERVAL Archive are protected by copyright in accordance with federal law on copyright and similar rights (LDA). Accordingly it is indispensable to obtain prior consent from the author and/or publisher before any use of a work or part of a work for purposes other than personal use within the meaning of LDA (art. 19, para. 1 letter a). Failure to do so will expose offenders to the sanctions laid down by this law. We accept no liability in this respect.



UNIL | Université de Lausanne

FACULTÉ DES SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES

INSTITUT DES ÉTUDES POLITIQUES, HISTORIQUES ET INTERNATIONALES

Les partis politiques suisses en mutation (1991 – 2007)

Les réponses des partis face aux défis de la compétition électorale

THÈSE DE DOCTORAT

présentée à la

Faculté des sciences sociales et politiques
de l'Université de Lausanne

pour l'obtention du grade de

Docteur en sciences politiques

par

Carolina Rossini

Directeur de thèse

Oscar Mazzoleni, Professeur titulaire et MER, Université de Lausanne

Jury

André Mach, Professeur, Université de Lausanne
Alfio Mastropaolo, Professeur, Université de Turin
Damir Skenderovic, Professeur, Université de Fribourg

LAUSANNE
2018



UNIL | Université de Lausanne

Faculté des sciences
sociales et politiques

IMPRIMATUR

Le Conseil de la Faculté des sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne, sur proposition d'un jury formé des professeurs

- Oscar MAZZOLENI, directeur de thèse, Professeur à l'Université de Lausanne
- André MACH, Professeur à l'Université de Lausanne
- Alfio MASTROPAOLO, Professeur à la Università degli Studi di Torino
- Damir SKENDEROVIC, Professeur à l'Université de Fribourg

autorise, sans se prononcer sur les opinions de la candidate, l'impression de la thèse de Madame Carolina ROSSINI, intitulée :

« Les partis politiques suisses en mutation (1991-2007) »

Jean-Philippe LERESCHE
Doyen

Lausanne, le 12 janvier 2018

Résumé

Notre travail de thèse vise à analyser les principaux changements produits par les partis politiques suisses (UDC, PS, PRD et PDC) dans l'organisation et les productions symboliques pendant les campagnes pour les élections nationales suisses entre 1991 et 2007. Cette analyse est faite à travers une approche socio-historique du politique dans le but de comprendre comment réagissent les partis politiques suisses aux transformations internes et/ou externes qui sont apparues depuis le début des années 1990 en Suisse. Les recherches internationales ont produit des résultats intéressantes, notamment avec Mair, Müller et Plasser (2004). En effet, selon ces derniers, les partis politiques réagissent à des changements externes et/ou internes avec le développement de réponses dans plusieurs domaines. La disponibilité de sources d'archive des partis politiques suisses nous permet de montrer ces réponses, mises en place en Suisse dans un contexte où la compétitivité électorale se fait toujours plus importante. Nos résultats permettent de mettre en évidence plusieurs éléments de continuité avec le passé (comme la grande autonomie des sections cantonales et la nécessité très importante des ressources pour légitimer un changement). Ils montrent également de nouveaux facteurs dus essentiellement au contexte conjoncturel et surtout à la présence d'antagonistes politiques 'renouvelés' (notamment de l'UDC). Ce regard a surtout permis de combler des lacunes dans la littérature helvétique et internationale. Enfin, la grande innovation de cette recherche est représentée par le fait que, pour la première fois, les documents analysés sont rendus publiques et font l'objet d'une analyse scientifique.

Summary

The aim of our PhD research is to analyse major changes of Swiss political parties (SVP, SP, FDP and CVP) in their organisation and symbolic production in the recent period between 1991 and 2007. This analysis adopts a socio-historic approach which intends to understand how political parties react to internal or external transformations that appears in Switzerland at the begin of 1990s. Here the electoral competitiveness is always more important. International researches produced interesting studies with Mair, Müller and Plasser (2004). In fact, they support the thesis that political parties react to internal or external choc with responses in different domains. The availability of archives of Swiss political parties has allowed to develop these responses in the Swiss context. Our results permit to underline how Swiss election campaigns of political parties are in continuity with the past (large autonomy of organisation of cantonal sections as well as the requirement of big resources to maintain this autonomy). At the same time, parties develop changes (as centralisation process, nationalisation, homogenisation, and so on) derived from the conjunction situation and especially the new political antagonists (as the new ideology of SVP). This new regard on Swiss election campaigns consents to discover lacks on literature on Swiss and international political parties' analysis, which rarely adopt an organisational and a symbolic approach together. Lastly, another innovation of this research is represented by the primary sources that we have been analysing. In fact, recent parties' archives have been for the first time available to the public and to scientific studies.

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	9
Liste des tableaux	11
Liste des graphiques	11
Liste des figures	11
Liste des annexes.....	12
Liste des abréviations	13
Introduction	15
Structure de la recherche	16
1. Problématique.....	19
1.1 Les partis politiques et leur transformation.....	19
1.1.1 Une esquisse de définition des partis politiques.....	20
1.1.2 La théorie du changement dans les partis politiques.....	21
1.1.3 Les réponses des partis politiques aux situations critiques	23
1.1.4 Les approches organisationnelles et symboliques dans l'étude des partis politiques	25
1.2 Les campagnes électorales : des moments privilégiés d'analyse.....	28
1.2.1 L'importance des campagnes électorales pour les partis politiques	28
1.2.2 Les mutations des partis en campagne électorale.....	30
1.3 Les partis politiques et les campagnes électorales en Suisse	33
1.3.1 Le paysage partisan en Suisse	34
1.3.2 L'analyse des campagnes électorales des partis politiques en Suisse.....	42
1.4 Les questions de recherche	45
2. Les approches et les méthodes.....	47
2.1 Le cadre d'analyse.....	47
2.1.1 Le contexte fédéraliste suisse	47
2.1.2 Les relations sous-jacentes aux transformations	50
2.2 Le modèle des mutations dans les partis politiques	52
2.2.1 Les changements dans l'organisation des campagnes électorales.....	54
2.2.2 Les changements dans la production symbolique des campagnes électorales.....	58
2.3 Les hypothèses de recherche	62
2.4 Les sources	64
2.4.1 Les types de documents.....	65
2.4.2 La méthodologie d'analyse des sources d'archive	67
Les principales mutations des partis politiques suisses	69
1. Articulation des structures	71
1.1 L'articulation des structures dans la littérature internationale et suisse.....	72
1.2 L'intensification des relations au sein de l'UDC : entre difficultés et facilités.....	75
1.3 Les relations du PS : entre intégration et autonomie	81
1.4 Le PRD, sa faible intégration verticale et sa grande inclusion horizontale.....	86

1.5 L'intégration des structures du PDC	91
1.6 Les analogies et différences	96
1.7 Conclusion.....	99
2. Concentration du leadership	101
2.1 La question du leadership dans les études internationales et suisses	102
2.2 L'UDC et sa personnelle stratégie de centralisation du leadership.....	104
2.3 La stabilité organisationnelle du leadership du PS.....	110
2.4 La faible centralisation du leadership dans le PRD.....	115
2.5 Le PDC et la grande immobilité de son leadership.....	120
2.6 Les analogies et différences	126
2.7 Conclusion.....	129
3. Développement de l'appareil administratif	131
3.1 L'appareil administratif des partis politiques dans la littérature internationale et suisse	132
3.2 La large autonomie organisationnelle de l'UDC et ses changements récents.....	134
3.3 Le secrétariat du PS avec plus de compétences politiques.....	140
3.4 Une structure bureaucratique de pointe pour le PRD.....	145
3.5 Le secrétariat comme coordinateur des campagnes du PDC	150
3.6 Les analogies et différences	156
3.7 Conclusion.....	159
4. Gestion des ressources : les membres et les finances.....	161
4.1 Les ressources des partis politiques dans la littérature internationale et suisse	161
4.2 La stratégie gagnante de l'UDC : plus de membres et plus d'argent	164
4.3 La principale ressource du PS : les membres	170
4.4 L'importance des ressources financières au sein du PRD suisse	175
4.5 Les ressources du PDC en diminution	180
4.6 Les analogies et différences	185
4.7 Conclusion.....	188
5. Gestion du profil identitaire	191
5.1 L'identité des partis politiques dans les études internationales et suisses.....	192
5.2 La naissance de la 'nouvelle' identité de UDC dans les années 1990	195
5.3 L'identité au sein du PS : entre traditions et renouvellements pas partagés	200
5.4 Libéraux, radicaux et démocratiques : les courantes de l'identité du PRD	205
5.5 Le PDC qui fatigue à se distancier de la tradition.....	211
5.6 Les analogies et différences	216
5.7 Conclusion.....	218
6. Élaboration des programmes électoraux	221
6.1 L'élaboration des programmes électoraux dans la littérature internationale et suisse	222
6.2 La radicalisation des thématiques au sein de la 'nouvelle' UDC.....	224
6.3 Les réponses programmatiques du PS : une réaction aux Verts et à l'UDC	230
6.4 Le PRD entre traditions, renouvellements et autonomies programmatiques	236
6.5 Les programmes hétérogènes du PDC en évolution	241

6.6 Les analogies et différences	247
6.7 Conclusion.....	250
7. Mobilisation des représentations des électeurs.....	253
7.1 La représentation des électorats dans les recherches internationales et suisses	254
7.2 Des nouveaux électeurs pour l'UDC issus des autres partis	256
7.3 Le parti des ouvriers, le PS, en quête de nouveaux électeurs.....	261
7.4 Les classes moyennes et supérieures au centre des stratégies du PRD	267
7.5 L'électorat d'appartenance comme groupe cible du PDC	272
7.6 Les analogies et différences	278
7.7 Conclusion.....	281
8. Construction des communautés imaginaires	283
8.1 La construction symbolique des territoires dans la littérature suisse et internationale	284
8.2 L'identité territoriale promue par l'UDC : une clé de son succès	287
8.3 Le PS : un parti ouvert et international.....	292
8.4 Le rapport entre PRD et enjeu territorial.....	297
8.5 Le PDC et le soutien des intérêts régionaux	301
8.6 Les analogies et différences	306
8.7 Conclusion.....	309
Conclusions	311
Bibliographie.....	327
Annexes	343

Remerciements

Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont contribué de différentes manières à la réalisation de ce travail qui a occupé plusieurs années de mon parcours.

En premier lieu, je remercie mon directeur de thèse, Oscar Mazzoleni, pour ses précieux conseils et pour m'avoir accompagnée durant l'entier de mon parcours de doctorat. Aux membres du jury de thèse, André Mach, Alfio Mastropaolo et Damir Skenderovic, je tiens à les remercier d'avoir accepté le défi de juger mon travail et des précieux commentaires.

Ce travail de doctorat a été possible grâce à des financements externes. Tout d'abord, je remercie le *Fonds national suisse de la recherche scientifique* (FNS) qui a financé le projet « Partis politiques et campagnes électorales dans la Suisse de l'après-guerre », dans lequel cette recherche s'insère, ainsi que la *Bourse de recherche pour chercheurs débutants* qui m'a été octroyée par l'État du canton du Tessin et qui m'a donné le temps supplémentaire nécessaire à la finalisation de ce travail.

À tout le groupe du FNS, composé des professeurs Damir Skenderovic et Oscar Mazzoleni et de la doctorante Zoé Kergomard, je les remercie pour l'encadrement de cette étude de thèse au sein du projet et les bonnes discussions qui ont permis d'arriver à la conclusion de ce travail.

Je suis reconnaissante aux partis politiques (cantonaux et nationaux) qui, grâce à l'accès à leurs archives, m'ont permis d'entrer dans leur jardin secret, ce qui est aujourd'hui encore, très peu analysé par des recherches scientifiques. Les archives se trouvant au sein des secrétariats ou auprès des archives cantonales ou nationales, je tiens également à remercier les archivistes ainsi que tout le personnel des Archives fédérales (Berne), de la Bibliothèque nationale (Berne), de l'Archive d'État du canton du Tessin (Bellinzona), des Archives sociales (Zurich) et des Archives cantonales vaudoises (Lausanne). Dans toutes les situations, les documents disponibles se sont révélés très riches et intéressants et le premier défi de cette recherche a été de trouver le fil d'Ariane dans ce labyrinthe de sources primaires. Cette étude ne rend qu'en partie l'ampleur de ces matériaux, qui mériteraient une attention encore plus grande.

À mes anciens collègues et avant tout amis, de l'Observatoire de la vie politique régionale (OVPR) : Andrea, Maxime et Virginie. Votre soutien a été précieux pour l'achèvement de ce travail. Vos conseils scientifiques ainsi que les nombreuses discussions éclectiques à l'ombre de Géopolis ont été d'un grand appui et m'ont aussi donné de la force, dans les moments de moindre motivation.

Un grand merci aussi à tous les autres membres de l'Institut d'études politiques, historiques et internationales (IEPHI) de l'Université de Lausanne et à mes amis dispersés en Suisse. Merci notamment à Tiziana, Giulia, Elisa, Emanuela et Yari avec la petite Agata.

Enfin et surtout, j'exprime un chaleureux merci à mon conjoint, Matteo, à mes parents, Daniela et Paolo et à ma sœur Vanessa. Ils ont toujours cru en moi et m'ont constamment soutenu tout

au long de mon parcours avec sourires et encouragements. Ils m'ont incité à ne pas abandonner, même si la voie du doctorat est raide et que des obstacles apparaissent parfois sur le chemin. Ils m'ont appris à toujours terminer ce que l'on commence. Je crois avoir suivi leurs enseignements. Ce n'était ni facile, ni acquis mais ils ont toujours été présents pour moi et mes besoins de doctorante. Bien que cela soit peu de chose dans la vie, je leur dédie cette thèse. Merci.

Carolina

Liste des tableaux

Tableau 1. Les quatre partis suisses majeurs selon la typologie des clivages de Lipset et Rokkan	47
Tableau 2. Présidents de l'UDC suisse, 1991 – 2007	106
Tableau 3. Présidents du PS suisse, 1991 – 2007.....	111
Tableau 4. Présidents du PRD suisse, 1991 – 2007	118
Tableau 5. Présidents du PDC suisse, 1991 – 2007	123
Tableau 6. Secrétaires de l'UDC suisse, 1991 – 2007	135
Tableau 7. Secrétaires du PS suisse, 1991 – 2007	141
Tableau 8. Secrétaires du PRD suisse, 1991 – 2007	146
Tableau 9. Secrétaires du PDC suisse, 1991 – 2007	152
Tableau 10. Amendements proposés par l'UDC Berne, Reconviillier, 23.01.1999	228
Tableau 11. Dichotomies dans le programme du PRD suisse de 1999	238
Tableau 12. Schéma des partis qui influencent principalement le programme électoral d'un autre parti, au niveau national et selon l'année électorale.....	249
Tableau 13. Référence quantitative au mot « Suisse » dans les programmes électoraux de l'UDC suisse, 1991 – 2011	289
Tableau 14. Lieux des principales rencontres UDC en année électorale	291
Tableau 15. Congrès organisés en année électorale du PS suisse et des sections cantonales	293
Tableau 16. Référence quantitative au mot « Suisse » dans les programmes électoraux du PS suisse, 1991 – 2007	295

Liste des graphiques

Graphique 1. Répartition des mandats au Conseil national, 1991 – 2007	49
---	----

Liste des figures

Figure 1. Les relations inter- et intra-partisanes dans les partis politiques suisses	51
Figure 2. Design de recherche	54
Figure 3. Actualisation du design de recherche	313

Liste des annexes

Annexe 1. Répartition des mandats au Conseil national (1919 – 2015)	343
Annexe 2. Répartition des sièges au Conseil national, selon le canton et le parti	344
Annexe 3. État des lieux des archives consultées	345
Annexe 4. Apparetements pour les élections nationales de 1991, 1999 et 2007	347
Annexe 5. Sous-apparetements pour les élections nationales entre 1971 et 2007	348
Annexe 6. À propos de Christoph Blocher	349
Annexe 7. À propos des présidents et des personnalités de l'UDC suisse.....	349
Annexe 8. Composition et responsabilités des organes dirigeants de l'UDC	350
Annexe 9. Composition et responsabilités des organes dirigeants du PS	352
Annexe 10. À propos des présidents et des personnalités du PS suisse.....	354
Annexe 11. Composition et responsabilités des organes dirigeants du PRD.....	355
Annexe 12. À propos des présidents du PRD suisse.....	357
Annexe 13. Composition et responsabilités des organes dirigeants du PDC.....	358
Annexe 14. À propos des présidents du PDC suisse.....	360
Annexe 15. Introduction de nouveaux statuts entre 1991 et 2007	361
Annexe 16. Organes des partis politiques suisses	362
Annexe 17. À propos des secrétaires de l'UDC suisse	363
Annexe 18. À propos des secrétaires du PS suisse	364
Annexe 19. À propos des secrétaires du PRD suisse	365
Annexe 20. À propos des secrétaires du PDC suisse	366
Annexe 21. Tables des matières des plateformes électorales, UDC suisse, 1991 – 2007.....	367
Annexe 22. Tables des matières des plateformes électorales, PS suisse, 1991 – 2007.....	368
Annexe 23. Tables des matières des plateformes électorales, PRD suisse, 1991 – 2007	369
Annexe 24. Tables des matières des plateformes électorales, PDC suisse, 1991 – 2007	370
Annexe 25. Affiches de l'UDC suisse	371
Annexe 26. Mots-clés dans le programme électoral de l'UDC suisse de 1991	372
Annexe 27. Mots-clés dans le programme électoral de l'UDC suisse de 1999	372
Annexe 28. Mots-clés dans le programme électoral de l'UDC suisse de 2007	373
Annexe 29. Représentations de la Suisse, des Suisses et du rôle du parti dans différentes campagnes électorales par le PDC suisse, 1991 – 2007.....	374

Liste des abréviations

Partis politiques, mouvements et organisations proches

AL	Alternative Liste
ALRA	Associazione liberale radicale per l'ambiente
CDU	Christlich Demokratische Union Deutschlands
CES	Communauté de travail économie et société
EDU	Eidgenössisch-Demokratische Union
EVP	Evangelische Volkspartei
FPS	Freiheits-Partei der Schweiz
FSS	Fédération socialiste suisse
GLP	Grünliberale Partei
GPS	Grüne Partei der Schweiz
JS/JUSO/GISO	Jeunesse socialiste/Jungsozialistinnen/Gioventù socialista
LdU	Landesring der Unabhängigen
OCST	Organizzazione cristiano sociale ticinese
PAB/BGB	Parti des paysans, artisans et des bourgeois/Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei
PAI	Parti des paysans, artisans et indépendants
PBD/BDP	Parti bourgeois démocratique/Bürgerlich-Demokratische Partei
PCS	Parti chrétien-social suisse
PDC/CVP/PPD	Parti démocrate-chrétien/Christlichdemokratische Volkspartei/Partito popolare democratico
PDCV	Parti démocrate-chrétien vaudois
PLRT	Partito liberale radicale ticinese
PLV	Parti libéral vaudois
PNP	Parti national paysan
POP	Parti ouvrier et populaire
PRD/FDP/PLR	Parti radical-démocratique/Freisinnig-Demokratische Partei/Partito liberale radicale
PRV	Parti radical vaudois
PS/PS/SP	Parti socialiste/Sozialdemokratische Partei/Partito socialista
PSA	Partito socialista autonomo
PSS	Parti socialiste suisse
PST	Partito socialista ticinese
PSU	Partito socialista unitario
PSV	Parti socialiste vaudois
PSZH	Parti socialiste zurichois
SD	Schweizer Demokraten
SKVP	Schweizerische Konservative Volkspartei
SPD	Sozialdemokratische Partei Deutschlands
UDC/SVP/UDC	Union démocratique du centre/Schweizerische Volkspartei/Unione democratica di centro
VPOD	Verband des Personals Öffentlicher Dienste
ZLKV	Zürcher landwirtschaftlicher Kantonalverein

Cantons suisses

AG	Argovie	NW	Nidwald
AI	Appenzell Rhodes-Intérieures	OW	Obwald
AR	Appenzell Rhodes-Extérieures	SG	Saint-Gall
BE	Berne	SH	Schaffhouse
BL	Bâle-Campagne	SO	Soleure
BS	Bâle-Ville	SZ	Schwyz
CH	Suisse	TG	Thurgovie
FR	Fribourg	TI	Tessin
GE	Genève	UR	Uri
GL	Glaris	VD	Vaud
GR	Grisons	VS	Valais
JU	Jura	ZG	Zoug
LU	Lucerne	ZH	Zurich
NE	Neuchâtel		

Autres

ACV	Archives cantonales vaudoises	DRS	Radio der deutschen und rätoromanischen Schweiz
AdMo	Données d'adresses et de la mobilisation	ECPR	European Consortium for Political Research
AELE	Association européenne de libre-échange	EEE	Espace économique européen
AF	Archives fédérales	EM	État-major
Art.	Article	FNS	Fonds national suisse
ASB	Archivio di Stato di Bellinzona	FPC	Fond. Pellegrini-Canevascini
ASIN	Action pour une Suisse indépendante et neutre	n.d.	l'information n'est pas disponible
ASS	Archives sociales suisses	NdA	Note de l'auteur
AVS	Assurance vieillesse et survivants	NZZ	Neue Zürcher Zeitung
CdE	Conseil des États	OFS	Office fédéral de la statistique
CEC	Commission électorale cantonale	ONU	Organisation des Nations Unies
CEE	Communauté économique européenne	PME	Petite et moyenne entreprise
CEO	Chief Executive Officer	SbT	Sistema bibliotecario ticinese
CFF	Chemins de fer fédéraux suisses	SVG	Schweizerische Vereinigung für Geothermie
CMP	Comparative Manifesto Project	TdA	Traduction de l'auteur
CN	Conseil national	UE	Union européenne
		WAKO	Wahlkommission

INTRODUCTION

Il est généralement accepté que le contexte politique actuel en Suisse a énormément changé par rapport au passé. Notamment à partir du début des années 1990 avec l'apparition de nouveaux mouvements politiques, la désaffection croissante des électeurs envers la politique (avec la perte relative de membres pour les partis politiques), les crises économiques qui ont engendré plus d'insécurité, etc. les partis suisses ont vu leur habitat naturel et leurs rapports au pouvoir changer (Ladner & Brändle, 2001 ; Ladner, 2004). Face à une période de stagnation électorale qui a duré jusqu'à la fin des années 1980, les années 1990 et 2000 ont représenté une période de très grande compétition électorale. La théorie du changement développée par Janda et Harmel (1994) puis reprise par Mair, Müller et Plasser (2004) trouve dans le contexte helvétique, des bases idéales où se développer. Des changements externes et internes aux partis politiques peuvent apparaître de manière différente dans chaque contexte cantonal, étant donné le fédéralisme encore fortement présent en Suisse (du point de vue des systèmes politiques ou des influences sociales et culturelles spécifiques à chaque canton). En outre, cela est encore plus accentué par le fait qu'en Suisse, il n'existe pas un parlement de professionnels ou des financements étatiques des partis politiques. Si la littérature par rapport aux partis politiques suisses est nombreuse, notamment dans des recherches 'monothématiques', le sujet du changement interne aux partis politiques n'a pas encore trouvé de réponse. Ce qui manque surtout en Suisse (mais aussi dans la recherche internationale), c'est une analyse depuis l'intérieur des partis politiques qui permet de comprendre quelles sont les transformations que les partis politiques mettent en place afin de répondre à des moments difficiles, ou à de nouvelles situations, pas nécessairement critiques. Le contexte suisse donne un champ privilégié d'analyse, car l'autonomie des sections cantonales des partis politiques est très élevée, ce qui pourrait engendrer des réponses différenciées par rapport au contexte pris en considération.

Mais comment les partis politiques suisses répondent à un contexte changeant, notamment plus concurrentiel, typique des années 1990 ? Le type de réponse dépend fortement de la perception que le parti a du danger et surtout de la possibilité réelle de perdre des positions au pouvoir. Lorsque le parti ne perçoit pas le changement interne ou externe comme un péril, il est très probable qu'aucune mutation ne sera mise en œuvre. Les réponses des partis aux changements se développent surtout dans deux domaines de recherche : l'organisation et la production symbolique. Le but de ce travail est de comprendre si et comment les partis politiques suisses rendent visible des transformations du point de vue de l'organisation et de la production symbolique, dans la période des campagnes électorales. Ces dernières sont l'un des contextes privilégiés où les partis politiques peuvent développer des réponses (pas nécessairement liés à la campagne). Pendant ces périodes en effet, les partis politiques redéfinissent leur identité et mettent en place des transformations. Les partis suisses opèrent notamment dans un contexte fédéraliste où l'autonomie des sections est potentiellement très importante.

Notre démarche théorique alternative vise à étudier les transformations dans l'organisation et la production symbolique des partis politiques en Suisse, à travers plusieurs concepts comme celui de centralisation, d'autonomie, d'intégration, d'unification ou de nationalisation. Par ces concepts, définis dans le cadre de la problématique, il s'agit de vérifier empiriquement en quoi l'organisation et les productions symboliques des campagnes électorales des partis politiques suisses sont caractérisées par des processus de transformations. Processus au pluriel car, tout comme dans l'étude du cas suisse, ces changements peuvent être expliqués à travers l'analyse de nombreuses relations inter et intra-partisanes qui surviennent. Ces mêmes processus prennent des formes différentes et peuvent entraîner plusieurs réactions.

Pour ce faire, nous allons utiliser une méthode qualitative visant à exploiter les archives des partis politiques pour répondre à nos questions d'un point de vue souvent négligé par les recherches : le *party-centered*. Ces documents font, pour la première fois, l'objet d'une étude si étendue. Il sera mis en exergue l'évolution de l'organisation et de la production symbolique des partis eux-mêmes. Les partis sont donc vus comme des acteurs qui, avec les médias et les électeurs, sont au centre des campagnes électorales. L'approche utilisée est celle de la sociohistoire du politique qui nous permet, à travers des sources historiques, d'expliquer de manière sociologique des transformations de phénomènes politiques. Premièrement, nous mettrons l'accent sur des indicateurs qui touchent l'organisation des partis politiques. Deuxièmement, nous privilégierons des indicateurs qui permettent de montrer les continuités et les transformations dans la production symbolique.

Notre étude, qui se veut relationnelle et diachronique, porte sur les quatre principaux partis politiques suisses (Parti démocrate-chrétien — PDC, Parti radical-démocratique — PRD, Parti socialiste — PS, Union démocratique du centre — UDC) au sein de trois cantons (Tessin, Vaud et Zurich) et au niveau fédéral entre les années 1990 et 2000.

Structure de la recherche

Ce travail de recherche se divise, outre une introduction théorique afin de situer notre étude par rapport aux recherches menées jusqu'à présent, en huit chapitres d'analyse, qui représentent les indicateurs potentiellement touchés par des transformations. Tout d'abord, il est essentiel de définir la problématique du travail. Cette dernière tient compte de la littérature principale sur les partis politiques et la théorie du changement au sein de ces derniers. Les différentes réactions, stratégies et tactiques mises en place par les partis politiques seront ainsi décodées. Dans cette partie, se trouvent également le questionnement et les hypothèses de travail. L'analyse en tant que telle, se positionnera sur les deux grands axes mentionnés : celui des indicateurs qui renvoient à l'organisation et celui qui se réfère à la production symbolique. Les partis seront analysés de manière individuelle pour chaque indicateur expliqué dans l'introduction théorique, ce qui permettra au lecteur de mieux les comparer. Les premiers indicateurs (1-4) se développeront autour de quatre dimensions strictement liées à l'organisation des campagnes des partis politiques suisses : celles-ci font notamment référence à l'articulation des structures, à une concentration du leadership, à un développement de l'appareil administratif pendant les campagnes électorales et à une gestion des ressources (matérielles et symboliques). Les quatre autres indicateurs (5-8) souhaitent expliquer les

changements dans la production d'un ensemble de significations symboliques. Dans ce but, nous envisageons d'analyser les discours des partis, leur production d'affiches, les processus qui amènent à la construction des programmes électoraux, le déroulement des congrès, etc. afin de montrer le travail de production symbolique que les partis exercent tout au long de la campagne. Dans ces chapitres, se trouveront la gestion du profil identitaire des partis, l'élaboration des programmes électoraux, la mobilisation des électeurs et enfin une explication de la construction des communautés imaginaires. Enfin, la conclusion générale retracera les apports théoriques majeurs de notre approche et parcourra les résultats les plus importants de cette recherche en tissant des liens avec la littérature suisse mais aussi internationale. En même temps, la conclusion permettra de montrer les principales articulations entre les deux dimensions analysées (organisation et production symbolique).

1. Problématique

1.1 Les partis politiques et leur transformation

Les partis politiques ont fait l'objet d'innombrables études, qui portent sur leurs multiples caractéristiques et activités. Plusieurs aspects de ces organisations ont été mis en lumière selon les contextes et les moments historiques : les idéologies, les stratégies, le personnel, leurs actions dans différentes arènes institutionnelles et politiques, etc. Différentes approches ont aussi été exploitées et différents résultats mis en avant. Dans la littérature scientifique sur les partis, nous pouvons distinguer deux visions majeures de ces organisations qui essaient de répondre aux changements sociaux (Stonecash, 2013 : 1). D'un côté, nous trouvons les études qui présupposent que les partis sont « candidate centered », ce qui signifie que les partis jouent le rôle de support et d'assistance au candidat (Menefee-Libey, 2000 ; Herrnson, 2008). De l'autre côté, la vision alternative (« party centered ») présuppose que les partis politiques ont eu un rôle central dans la conception de la politique et des changements (Masket, 2009). Cette deuxième approche, « party centered », voit le parti comme un réseau d'acteurs qui mobilise les candidats, les ressources et le vote (Stonecash, 2013). Ils peuvent aussi adopter des comportements spécifiques selon le contexte (Gibson & Römmele, 2001). De manière plus spécifique, les partis peuvent développer des visions différentes de leur rôle : premièrement, de support aux candidats ; deuxièmement, le parti est au centre de l'action et les candidats sont seulement des outils à mobiliser. De plus, cette approche a été beaucoup plus exploitée dans la littérature.

En effet, la plupart des recherches partagent l'affirmation que les partis politiques ne sont pas des acteurs immobiles¹ : au contraire, ils changent dans le temps et l'espace. Les raisons imputées à ces changements sont différentes, comme cela a été enquêté et théorisé par Harmel et Janda (1994) : à partir du personnel politique qui est au sommet, en passant par le système politique dans lequel les partis se retrouvent à travailler, pour en arriver au contexte culturel et social qui est en transformation. Tous ces chocs externes ou internes, comme le soulignent Mair, Müller et Plasser (2004) peuvent engendrer dans les partis politiques des réactions qui les amènent à des transformations (mineures ou importantes). Les changements peuvent aussi toucher différents domaines, comme les stratégies, les politiques soutenues, les groupes cibles, les relations avec les autres partis, etc. Afin de mieux comprendre comment et pourquoi les partis politiques changent, il s'agit de mieux définir ce qu'est un parti politique. En effet, dans la littérature, la conception différente des partis politiques a influencé les résultats obtenus par les chercheurs dans la théorie du changement. Nous irons enquêter seulement dans un deuxième temps, les facteurs qui peuvent influencer un changement dans un parti politique mais également les différents types de changements pris en compte par les partis. Tout d'abord, il faut retourner à la définition de parti politique et montrer quels sont les domaines d'analyse privilégiés par les analyses scientifiques.

¹ La conception des partis politiques comme acteurs souligne déjà un rôle actif donné à ces organisations dans le développement de la vie politique. De plus, ils peuvent interagir entre eux.

1.1.1 Une esquisse de définition des partis politiques

Comme l'a expliqué Schattschneider (1942), la démocratie moderne ne peut pas être appréhendée en faisant abstraction des partis politiques. Mais qu'est-ce qu'un parti politique ? De quoi s'occupe-t-il et quel est son rôle dans la société ? Dès le dix-neuvième siècle, de nombreuses définitions de 'parti politique' sont apparues dans les contextes philosophiques, politiques, etc. essayant de définir ces organisations avec lesquelles tout citoyen d'un État démocratique doit faire face. Plutôt qu'essayer de réduire la discussion à la recherche d'une définition finie et précise, qui restera cependant toujours partielle, il est plus utile selon nous, de passer en revue les différentes définitions des partis politiques formulées par les chercheurs.

Les premiers à aborder le problème de l'organisation concrète de la démocratie, tout en ne considérant pas les partis simplement comme des obstacles à celle-ci, sont Ostrogorski, Michels et Weber. Tous les trois partagent l'idée, pour reprendre la formulation de Weber, que « ces nouvelles formations sont des enfants du suffrage universel, de la nécessité de recruter et d'organiser les masses » (Weber, 1959 : 154). Michels va même plus loin, en voyant les partis comme un moyen qui permet l'accès à la politique de la part des 'faibles'. Il écrit « la démocratie ne se conçoit pas sans organisation. L'organisation est, entre les mains des faibles, une arme de lutte contre les forts » (Michels, 1971 : 25). Cette perspective commune amène ces trois auteurs à dépasser la simple description des partis et concevoir avant tout, le parti comme une forme organisationnelle. Tous considèrent également que les partis politiques modernes sont voués à se professionnaliser et à se bureaucratiser et donc, à s'autonomiser par rapport à leur base sociale. Ces chercheurs sous-entendent donc que les partis politiques se transforment et changent au cours du temps. Cette articulation entre l'organisation des partis politiques et la réflexion sur leurs changements restera en arrière-plan de nombreuses études postérieures.

La première définition essentielle des partis politiques est celle produite par deux politologues en 1966, Joseph La Palombara et Myron Weiner, qui considèrent les partis comme « une organisation durable : c'est-à-dire une organisation dont l'espérance de vie est supérieure à celle de ses dirigeants en place. Une organisation locale bien établie et apparemment durable, entretenant des rapports réguliers et variés avec l'échelon national. La volonté délibérée des dirigeants nationaux et locaux de l'organisation de prendre et exercer le pouvoir seul ou avec d'autres, et non pas simplement d'influencer le pouvoir. Le souci enfin de rechercher un soutien populaire à travers les élections ou de toute autre manière » (La Palombara & Weiner, 1966 : 6). Cette définition permet de différencier les partis d'autres organisations qui n'auraient pour objectif, que d'influencer le pouvoir, voire les syndicats ou des groupes d'intérêts. Cependant, cette première définition semble dépassée par l'histoire : en effet, que faire des organisations liées à leurs dirigeants, comme c'est le cas avec les nouveaux partis de l'extrême droite ? De plus, la durabilité nommée par les deux chercheurs ne dit rien sur les transformations et les changements que ceux-ci pourraient subir au cours de leur vie.

Duverger va plus loin et dans le livre *Les partis politiques*, il définit les partis politiques comme ayant (1) un même rôle, « qui est de conquérir le pouvoir politique et de l'exercer » (Duverger, 1977 : 23) et (2) tirant « their support from a broad base » au contraire des groupes de pression, qui « represent a limited number with a particular or private interest » (Duverger, 1972 : 1-2).

La première partie de cette définition implique que les partis peuvent exister sans contester des élections, c'est-à-dire qu'ils ne remettent pas en cause la procédure des élections, au contraire ils veulent y participer. La deuxième partie essaie de distinguer les partis politiques des groupes d'intérêts. Selon Janda, cette deuxième partie représente un point critique commun à plusieurs définitions des partis politiques, qui se veulent 'complètes', car les différences sont plus importantes entre groupements d'intérêts et partis politiques (Janda, 1993 : 166). L'analyse de Duverger, à laquelle nous nous référerons encore par la suite, a pour principal inconvénient de rester dans un cadre purement politique. Elle ne place pas les partis politiques dans leur contexte social, c'est-à-dire dans une réalité sociale qui influence sans doute leur type d'organisation et qui parfois, peut les transformer.

La définition minimaliste de Sartori suggère que le parti « is any political groups identified by an official label that presents at elections, and is capable of placing through elections (free or nonfree), candidates for public office » (Sartori, 1976 : 63). Dans cette définition, Sartori inclut aussi les partis dans les systèmes de partis uniques, où seul un parti se présente dans la course électorale. Cependant, Sartori ne se positionne pas par rapport aux organisations qui prennent du pouvoir en dehors du processus électoral. De plus, comme Duverger, la réalité sociale n'a aucune importance ni influence dans cette définition.

Panbianco (1988) souligne également des points analogues à Sartori par rapport à la compétition électorale, qui représente une des activités permettant de distinguer les partis politiques des autres organisations. Le chercheur italien va aussi plus loin et propose son modèle qui passe par une institutionnalisation, une définition du pouvoir et enfin de la 'coalition dominante'. Panbianco représente la base théorique pour les recherches qui s'orientent sur les transformations dans les partis politiques. Bien que satisfaisantes, ces définitions ne représentent que le point de départ.

1.1.2 La théorie du changement dans les partis politiques

Plus récemment, les recherches sur les partis politiques se questionnèrent moins sur la définition et plus sur leurs transformations, voire leur évolution dans certains contextes. Différents auteurs se sont questionnés sur les changements dans les systèmes de partis (Mair & Smith, 1990 ; Mair, 1997 ; Mudde, 2014) ; moins d'attention a cependant été portée aux changements internes à l'intérieur des partis mêmes. Entre les recherches qui se situent dans ce champ d'études nous remarquons celles de Panbianco (1988), Harmel et Janda (Harmel & Janda, 1994 ; Janda et al., 1995), Katz et Mair (1995), Mair, Müller et Plasser (2004). Des résultats utiles peuvent aussi être introduits à travers la théorie de l'innovation de Schumpeter (1999), développée dans le système économique. Il étudie les cycles économiques et les innovations technologiques à travers l'importante figure de l'entrepreneur. Des concepts importants comme équilibre, déséquilibre ou adaptation apparaissent dans son discours. Malgré cela, cette théorie porte en soi un a priori : l'innovation introduit un changement 'nouveau', ce qu'il ne s'agit pas toujours le cas. De plus, l'entrepreneur, qui représente l'acteur social par excellence, développe ces changements de manière consciente. Dans le cas des partis politiques, les changements peuvent aussi ne pas être représentés par une action volontaire. Les recherches des changements à l'intérieur des partis aident mieux la compréhension de leurs dynamiques internes.

Tout d'abord, Panebianco (1988) souligne comment une théorie du changement interne aux partis politiques peut se réduire à trois grandes transformations. En premier lieu, la vie d'un parti politique est résumée selon un 'cycle de vie' et il impute les « organizational change as the effect of changes in alliances among organizational actors, not as stemming from an organization's necessary development »² (Panebianco, 1988 : 239). Deuxièmement, les changements sont en même temps rationnels et non rationnels. Troisièmement, ces changements sont causés essentiellement par des causes externes aux partis.

Sur ces recherches de Panebianco se basent aussi les théories de Katz et Mair (1992, 1995, 2008), qui rendent compte des changements survenus du point de vue organisationnel à l'intérieur des partis. La théorie qui est proposée par les deux chercheurs veut montrer que les partis s'adaptent aux contextes nouveaux dans lesquels ils sont insérés, et notamment qu'ils s'adaptent au déclin de la participation avec un rapprochement à l'État et à la sphère publique en devenant des 'partis cartel'.

Ce que ces auteurs enseignent est fort important, surtout car cela permet de comprendre que les partis politiques se transforment. Cependant, deux remarques majeures peuvent être menées à l'encontre des recherches de Panebianco (1988) et Katz et Mair (1995). Tout d'abord, ces recherches prennent en considération uniquement des transformations 'figées', c'est-à-dire que l'analyse rend seulement compte des changements qui ont eu du succès et donc mis en place. Au contraire, il manque toute une série de discussions et de stratégies que les partis peuvent développer afin d'arriver à la solution finale. Il manque alors les revendications d'autonomie ou les courants minoritaires dans les partis qui doivent accepter ces nouvelles transformations décidées par la soi-disant 'coalition dominante'. De plus, dans ces recherches il manque aussi une référence aux fins spécifiques des partis politiques. En effet, les mêmes stratégies adoptées par différents partis politiques peuvent amener à des conclusions différentes selon les souhaits des partis.

Les premiers à avoir proposé une théorie du changement dans les partis politiques en lien avec les buts des partis eux-mêmes sont Harmel et Janda (1994). Les deux auteurs proposent trois postulats afin de fonder leur théorie. Premièrement, les partis poursuivent beaucoup de fins, mais seulement l'une d'entre-elles est prioritaire ; deuxièmement, les chocs externes provoquent des changements importants dans les partis (même si d'autres facteurs pourraient aussi entrer en jeu) ; troisièmement, les changements sont plus importants et ont plus d'impact quand ceux-ci touchent le but primaire des partis. Les buts nommés par Harmel et Janda sont la maximisation du vote, la maximisation des postes d'autorité, la promotion de politiques publiques et la maximisation de la démocratie à l'intérieur du parti. Ces finalités vont donc, selon les deux chercheurs, influencer les transformations internes aux partis. Pour conclure leur théorie du changement interne aux partis, les deux auteurs proposent dix-sept propositions théoriques, regroupées en trois catégories. Les cinq premières propositions théoriques sont « about power motivated party change » (Harmel & Janda, 1994 : 279). Dans cette catégorie, on traite les changements dans la coalition dominante, au sens de Panebianco, et les effets de

² C'est ce que Panebianco entend par la « coalition dominante ».

changement à la tête du pouvoir du parti a sur l'ensemble du parti même. Les deuxièmes propositions regroupent aussi cinq théories qui se réfèrent au « concerning goal motivated party change » (Harmel & Janda, 1994 : 280). Enfin, la dernière catégorie contient sept propositions qui distinguent les effets que les autres catégories, ensemble, ont sur le changement.

Les théories proposées par Harmel et Janda sont très intéressantes et surtout proposent des variables indépendantes qui peuvent être valables encore aujourd'hui (notamment le changement au sein du leadership, les changements dans la faction dominante, les stimulus externes, etc.). Ce qui manque cependant dans cette analyse, c'est d'interpréter les possibles réponses que les partis politiques mettent vraiment en acte afin de dépasser les situations de crise. Les deux chercheurs se limitent en effet à proposer une théorie des changements internes aux partis en expliquant pourquoi un parti change alors que la manière dont il change n'est pas prise en considération.

1.1.3 Les réponses des partis politiques aux situations critiques

Les chercheurs qui peuvent nous éclairer sur 'comment' les partis politiques répondent à ces chocs (internes ou externes) sont Mair, Müller et Plasser (2004). Tout d'abord, leur étude propose des réponses possibles mises en place par les partis politiques suite aux changements électoraux, causées essentiellement par des changements dans la structure sociale de l'électorat, par la baisse d'identification des électeurs dans les partis, par les changements dans les valeurs, par la compétition croissante sur les thématiques, par la fluctuation entre partis d'opposition et au gouvernement et enfin aux crises internes aux partis. Par rapport aux causes nommées par Harmel et Janda, les trois chercheurs identifient une seule dimension : les changements dans le système de parti. À cette dimension, est lié tout un ensemble de motivations, qui peuvent expliquer partiellement différents chocs, qu'un parti politique peut assumer. Pour cette raison, les chocs internes et externes nommés par Harmel et Janda semblent mieux expliquer les différents changements qui adviennent à l'intérieur et à l'extérieur du parti. Malgré cela, Mair, Müller et Plasser expliquent mieux les réponses que les partis politiques peuvent développer en réaction à des changements.

Les auteurs nomment six réponses possibles des partis au gouvernement :

1. La première consiste dans une '**non-réponse**', motivée essentiellement par la faible importance attribuée au changement. Plusieurs motivations peuvent donner lieu à une telle situation. Dans les contextes avec une faible compétition électorale, le déplacement des votes ou le déclin électoral peut devenir long et il est lu par les instances dirigeantes des partis comme un phénomène marginal, qui ne représente pas un péril. Un comportement pareil peut dériver de la certitude que le rôle à l'intérieur du système de gouvernement recouvert par le parti est encore fondamental et la sécurité qu'aucun poste au pouvoir est en danger réel.
2. Une autre possibilité est donnée par la '**réponse organisationnelle**', qui se concrétise dans une tentative de réformer les structures internes de chaque parti, en les rendant par exemple, plus professionnalisés ou en les centralisant. Ces changements sont souvent

associés à la conviction qu'il n'y a rien de faux à la base du parti, mais que simplement le parti ne réussit plus à faire passer son message. Les partis peuvent aussi répondre en changeant la distribution du pouvoir au sein du parti.

3. La troisième est une '**réponse stratégique par rapport aux électeurs**'. Elle correspond à la redéfinition du propre électorat de référence. Ceci peut signifier une attraction de nouvelles catégories d'électeurs, par exemple avec le suffrage universel, avec l'extension du droit de vote aux femmes, ou bien à des groupes qui n'étaient pas considérés précédemment. On peut aussi distinguer, dans cette réponse, deux conséquences possibles : la substitution du groupe d'électeurs cible ou bien l'ajout de ceux-ci au groupe soi-disant 'traditionnel'.
4. La '**réponse stratégique par rapport aux autres partis**' consiste au contraire à entretenir de nouvelles relations avec les autres formations politiques. En particulier, les partis peuvent établir de nouvelles alliances ou nommer de nouveaux 'antagonistes'.
5. La '**réponse programmatique**' prévoit le changement des positions politiques. Une option possible consiste dans la réaction et l'inclusion immédiate dans les programmes des nouvelles thématiques émergentes : par exemple, la question écologique a été de plus en plus d'actualité à partir des années 1970. Un facteur important de ce type de réponse est les rapports que les partis entretiennent avec les groupes d'intérêt.
6. Enfin, la dernière est la '**réponse institutionnelle**', qui prévoit un changement de règles du jeu. Les partis majoritaires au gouvernement peuvent choisir de changer les règles électorales afin d'éviter une éventuelle défaite.

Les auteurs ont le mérite d'avoir construit dans leur livre, des catégories importantes dans les réponses que les partis politiques peuvent adopter. Cependant, l'analyse qui suivra l'introduction du livre, où les trois auteurs présentent les différentes catégories, n'est pas schématique et des différences importantes apparaissent. Tout d'abord, l'un des éléments les plus importants de l'analyse, la perception du changement par les partis politiques, est analysé seulement dans les chapitres sur la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Autriche. Étant donné que dans la plupart des cas, c'est cette perception du changement qui influence le type de réponse, les analyses ne sont pas uniformes et balancées. En deuxième lieu, une autre remarque qui peut être faite aux chapitres individuels est le nombre de partis pris en considération : en effet, certains prennent en considération seulement les deux partis principaux, tandis que d'autres regardent tous les partis ou les partis plus importants. La conclusion peut cependant aider dans la comparaison, et à partir de tous les chapitres empiriques, on peut en conclure que l'adhésion de masse aux partis a été marginalisée en faveur d'une approche plus professionnalisée, d'un leadership et d'une stratégie centrée sur les campagnes électorales.

L'un des points faibles de la recherche est que les auteurs utilisent le concept de 'stratégie' de manière indistincte pour définir les réponses des partis politiques. Mair, Müller et Plasser en effet, ne se questionnent pas sur la portée et la signification de ce concept. Cependant, les

réponses des partis politiques aux changements peuvent être visibles non seulement à travers des stratégies mais aussi dans des tactiques et surtout des pratiques. Issus du vocabulaire de l'art de la guerre, ces termes sont encore repris aujourd'hui, notamment dans le marketing. Les stratégies représentent des plans décidés par les chefs des partis politiques avec toutes les ressources mobilisées pour atteindre un but sur le long terme. La tactique est la mise en place de ressources pour parvenir à des buts à plus court terme. La stratégie répond donc à la question 'comment' : comment va-t-on atteindre l'objectif ? En même temps, la tactique répond au 'quoi' de la question : qu'est-ce que nous allons faire concrètement pour atteindre notre objectif ? Ces deux termes restent encore très éloignés de ce que les partis mettent vraiment en pratique afin de réaliser leurs objectifs. Pour cette raison, nous introduisons aussi le concept de 'pratique', c'est-à-dire le développement pratique de ces stratégies et tactiques décidées en théorie.

Pour être plus complète, l'étude de Mair, Müller et Plasser aurait peut-être aussi dû développer moins de réponses (ou les englober en deux grandes dimensions) et les analyser dans les différents cas d'étude de la même manière. Les deux dimensions auraient pu être la dimension organisationnelle et la dimension symbolique. En effet, depuis les catégories proposées, nous pouvons enlever la 'non-réponse', qui, du point de vue de l'enquête, peut être intéressante seulement lors d'un discours homogène sur les perceptions que les partis politiques ont des changements mis en place. Les catégories stratégiques (par rapport aux électeurs et autres partis) et les changements dans les programmes peuvent être mis ensemble, car il s'agit toujours de la dimension plus symbolique. Enfin, la réponse institutionnelle ne concerne pas les changements internes que les partis politiques peuvent modifier. À la fin donc, en poussant le discours à l'extrême, afin de répondre à des changements ou chocs internes et externes, les partis politiques peuvent proposer des transformations à un niveau organisationnel ou à un niveau plus symbolique.

La littérature scientifique a souvent proposé des recherches sur ces deux dimensions dans les partis politiques ; elle les a cependant traités de manière séparée. Ces changements sont également rarement vus comme des réponses à des situations critiques, comme nous le propose la recherche de Mair, Müller et Plasser (2004). Ces auteurs démontrent aussi qu'un moment spécifique, toujours plus important pour les partis politiques, est représenté par les campagnes électorales. Il s'agit donc de comprendre comment ces événements ont changé d'importance dans le temps et comment elles peuvent représenter le contexte idéal où les partis politiques rendent visibles leurs changements organisationnels et symboliques.

1.1.4 Les approches organisationnelles et symboliques dans l'étude des partis politiques

La plupart des approches classiques qui mettent au centre de leur étude les partis politiques, nous l'avons vu, conçoivent ces derniers comme des organisations. Ce sont les recherches que Sawicki nomme « entrepreneuriales/organisationnelles » (Sawicki, 1994). Le chercheur qui a en premier développé ce domaine de recherches dans le contexte francophone est Maurice Duverger, le politologue français qui au début des années 1950, a publié un ouvrage de référence, avec tous ses limites et défauts, sur les partis politiques. En premier lieu, il conçoit les partis essentiellement comme des organisations et de cette manière, il faut les étudier. Cette

approche a une limite qui vient du fait que Duverger nie toute spécificité aux organisations partisans par rapport aux autres types d'organisations (syndicats, mouvements, associations, etc.). Sont-elles vraiment tout à fait semblables aux organisations sociales ? Le chercheur a le mérite d'avoir avancé des concepts comme structure, élément de base, articulation organisationnelle et centralisation du pouvoir. Il utilise des variables dépendantes et indépendantes pour expliquer l'organisation des partis. Pour Duverger, par exemple, la centralisation du pouvoir dans un parti politique est une cause de la cohésion à l'intérieur du parti même et, est normalement causée par une idéologie de gauche, laquelle aspire à une plus grande cohésion. Il explique aussi l'organisation du parti par son origine (par exemple, si le parti naît dans ou en dehors du parlement). Dans sa recherche, il distingue deux types de partis selon leur naissance : les partis de cadres et les partis de masse. Les premiers cherchent à réunir des notables et se situent plutôt à droite ; leur fonctionnement est décentralisé. Quant aux partis de masse, par exemple les partis socialistes, ils cherchent à fédérer les militants. Ils sont plus professionnalisés et ont un type d'organisation plus centralisé. Comme toutes les classifications, le modèle de Duverger a la limite de ne pas réussir à inclure tous les partis. Les partis qui assument des formes différentes ne trouvent pas de place dans sa classification. De plus, en suivant sa théorie, des processus de centralisation ne peuvent pas être vus dans l'évolution des partis politiques soi-disant de cadres.

Toujours dans le suivi de la pensée de Duverger, plusieurs chercheurs en science politique ont essayé de diviser et différencier les partis politiques selon leur mode d'organisation et les différents changements en cours après les années cinquante. Kirchheimer (1966) introduit dans les années 1960, le terme de 'catch-all parties', qui se veulent des partis 'attrape-tout' et perdent ainsi le but de représenter des intérêts particuliers pour gagner une confiance généralisée. Plus récemment, Panebianco (1988) a proposé le parti électoral professionnalisé³, une variante plus définie en termes organisationnels. Poguntke (1987) introduit le « new politics party » qui voit les nouveaux partis comme des organisations qui mettent beaucoup leur participation démocratique⁴. Katz et Mair (1995) proposent leur 'cartel party' : où le parti utilise les ressources de l'État pour maintenir ses positions dans le système politique. Le travail à l'intérieur du parti devient toujours plus professionnalisé autant pendant les élections qu'en dehors des échéances électorales. Enfin, Hopkin et Paolucci proposent en 1999, leur « business firm party »⁵ (1999). Toutes ces proliférations de catégories ne font souvent que confondre plus que clarifier les types d'organisation des partis politiques. En effet, les définitions sont peu claires et les recherches qui se basent sur de mêmes catégories de partis ne font pas toujours référence aux mêmes critères. Par exemple, le 'catch-all party' est devenu une définition générale des partis contemporains, même si leurs caractéristiques ne sont pas constamment bien définies. Un autre défaut de toutes ces catégories, c'est le fait que ces études ont été développées dans des recherches basées sur des États de l'Europe occidentale. Il devient très difficile

³ Cette typologie de parti veut que ces organisations soient vouées à la participation aux élections ; qu'il existe, à l'intérieur, une figure de leader et surtout la centralité des professionnels.

⁴ Le « new politics party » pour Poguntke pourrait être caractérisé par quatre dimensions : une nouvelle idéologie politique, une organisation du parti basé sur la participation, un style politique pas conventionnel et enfin un profil des membres et des électeurs qui soutiennent des nouveaux arguments politiques (Poguntke, 1987 : 81).

⁵ Toutes les activités des partis sont gérées par des contacts formels, un régime de services et contre-services est mis en place (Krouwel, 2006).

d'utiliser les mêmes catégories pour étudier des partis qui se sont développés dans des contextes différents.

Beaucoup d'autres auteurs se sont inspirés des analyses de Duverger, sans nécessairement essayer de développer des typologies de partis. Par exemple Janda (1980) a interprété Duverger à travers la littérature de la théorie organisationnelle afin de partager deux dimensions très importantes dans la structure organisationnelle : le niveau de l'organisation et la centralisation du pouvoir. Le niveau de l'organisation, qui est très semblable à l'articulation de Duverger, se réfère à la complexité de la structure dans les différents contextes. La centralisation du pouvoir, toujours en suivant Duverger, est référencée selon Janda, à la distribution du pouvoir. Son analyse de ces dimensions, et d'autres comme la cohésion, le factionnalisme, etc. dans plus de 100 partis, ont donné lieu à une analyse empirique jamais répétée. Une des limites de cette analyse, c'est de trop se concentrer sur le codage des différentes dimensions et comme toute analyse quantitative, de négliger le côté plus qualitatif. Les écarts à la règle ne sont pas considérés ; les comportements divergents et duals ne sont pas mis en évidence par la recherche de Janda (1980).

À côté des analyses organisationnelles, d'autres analyses se sont penchées sur la relation au social des partis politiques. Les premiers qui se sont intéressés à ce champ particulier et pionnier d'études ont été le politologue norvégien Stein Rokkan et le politologue américain Seymour Lipset. Selon eux, on ne peut pas étudier l'organisation d'un parti sans prendre en compte son positionnement envers quatre clivages fondamentaux. Les deux premiers sont le produit de la révolution nationale, État/Église et centre/périphérie ; les deux autres ressortent de la révolution industrielle, urbain/rural et possédants/travailleurs (Lipset & Rokkan, 1967). Daniel-Louis Seiler a poursuivi la recherche de Lipset et Rokkan et à l'aide de ces clivages, a pu identifier huit familles partisans en Europe aujourd'hui (Seiler, 2011). Par exemple, le clivage possédants/travailleurs est le plus répandu en Europe, en donnant lieu à beaucoup de partis ouvriers opposés à des partis bourgeois libéraux sur le plan économique. Le clivage Église/État distingue les partis proches de l'église et les anticléricaux. Le conflit centre/périphérie permet l'apparition de partis centralistes et partis autonomistes, etc. Ce cadre analytique prend peu en considération les changements historico-conflictuels qui peuvent affecter les partis politiques et encore moins l'influence du personnel politique à la tête du parti sur le programme des partis mêmes. Parler du Parti socialiste français ne signifie pas la même chose que parler de celui de Suisse : bien que les deux partis sont dans la même famille politique, ils ont des traditions différentes et leur rôle dans leur société respective diffère aussi.

Comme toute catégorisation idéale typique, ces analyses restent à un niveau trop éloigné de la réalité. En effet, ces clivages structurent encore la société d'aujourd'hui ? Y en a-t-il de nouveaux ? Ont-ils le même poids dans tous les pays ? Seiler, par exemple, range le parti écologiste, qui a vu le jour à partir des années 1980, dans la lignée des partis agrariens : or, il essaie de préserver une similitude avec la théorie de Lipset et Rokkan, sans par contre créer un nouveau mouvement ou un nouveau clivage. Cependant, l'électorat des partis écologistes se recrute souvent en Europe, non pas dans les campagnes, mais dans les villes. Pour cette raison, ces remarques nous éloignent un peu du modèle original, qu'il ne faut pas cependant

abandonner tout court. En effet, elles suggèrent qu'il faut s'en emparer sans parti pris et analyser empiriquement la question du rapport au social d'un nombre de partis bien défini. En résumé, les partis sont donc porteurs, selon l'expression de Pizzorno, de « matrices de cultures et d'identités politiques » (1991 : 366). Il faut les analyser dans une étude microsituée pour se rendre compte de quoi il s'agit.

Une des défaillances majeures que nous pouvons imputer à la théorie de Lipset et Rokkan, c'est de concevoir les partis seulement comme des objets, c'est-à-dire qu'ils sont influencés par le social et par conséquent, porteurs de certaines cultures qui influencent directement leurs stratégies, leur organisation, leurs idéologies, etc. Leur théorie ne conçoit pas directement les partis comme des « architectes du social » (Lazar, 1992 : 187), où les partis sont donc des acteurs et peuvent influencer eux-mêmes leurs stratégies.

Un point de vue qui n'a pas été souvent adopté, c'est l'imbrication entre partis comme acteurs, où ils sont donc les seuls responsables de leurs actions, et partis comme porteurs de culture, c'est-à-dire que leurs actions sont dues à une dimension subjacente. De plus, ces approches que nous venons de montrer ne permettent pas (ou que partiellement) de s'apercevoir comment et pourquoi les partis politiques changent et se transforment dans le temps et les différents contextes.

1.2 Les campagnes électorales : des moments privilégiés d'analyse

Si les définitions proposées au début sont confirmées, l'un des buts des partis politiques est de participer au pouvoir. Pour ce faire, dans les démocraties occidentales, un parti politique doit tout d'abord participer à une compétition électorale. Cette dernière est toujours précédée par une période appelée 'campagne électorale' qui permet au parti d'afficher son programme, ses candidats, etc. aux électeurs. Il s'agit donc de moments particuliers qui rendent visibles d'éventuelles stratégies, pratiques et tactiques de changements proposés par les partis. Nous allons, dans un premier temps, analyser quelles sont les dimensions que la littérature a mises en évidence entre partis politiques et campagnes électorales. Dans un deuxième temps, nous allons enquêter les stratégies qui peuvent affecter ces moments importants dans la vie des partis, afin de faire face à des changements externes ou internes.

1.2.1 L'importance des campagnes électorales pour les partis politiques

Les campagnes électorales des partis figurent aussi parmi les objets les plus considérés dans la recherche scientifique en science politique, histoire, sociologie, etc. (Ostrogorsky, 1903 ; Michels, 1971 ; Dinkin, 1989 ; Ritter, 1997 ; Mergel, 2005 ; Farrell, 2006 ; Brox & Shaw, 2006). Certes, les campagnes électorales dans les systèmes démocratiques sont loin d'être circonscrites à l'action des partis. Les électeurs et les journalistes sont également partie prenante de ce phénomène complexe que l'on nomme 'campagne électorale'. En effet, définir une 'campagne électorale' ne constitue pas une tâche aisée. Son sens semble évident, et il est souvent considéré comme inutile de définir, car chacun semble savoir de quoi il s'agit. Cependant, une définition est nécessaire pour cadrer ce que nous entendons par ce concept.

Dans la littérature, nous identifions trois approches qui semblent définir au mieux une campagne électorale. En premier lieu, l'« approche communicationnelle » conçoit la campagne électorale comme un processus d'interaction entre les partis, les électeurs et surtout les médias (Gerstlé, 1992 ; Gulati et al., 2004 ; Weaver et al., 2004). D'après cette approche, la communication électorale est intimement liée à l'organisation et à la transmission des informations par des moyens adéquats dans l'espace politique. La contribution des médias à la campagne n'est donc pas à négliger : ils contribuent avant tout à modeler l'agenda politique, de même qu'ils façonnent l'image que les électeurs ont des candidats et des partis politiques. Les médias, dans ce type d'études, sont donc considérés de plus en plus comme des acteurs à part entière du processus électoral à tel point que dans ces études, le rôle des médias est presque surévalué, jusqu'à mettre en deuxième position le rôle des partis politiques. Pourtant, l'approche communicationnelle n'est pas la seule approche utilisée pour expliquer les campagnes. Christiane Restier-Melleray nous offre la possibilité de comprendre et d'expliquer ce phénomène à travers d'autres approches.

Nous pouvons distinguer encore l'« approche historique » et l'« approche sociologique » (Restier-Melleray, 2002 : 16). Selon l'approche historique, l'institutionnalisation de la campagne est analysée sous l'angle de l'acculturation, des transformations des savoir-faire et de la mobilisation d'agents spécialisés dans le cadre d'une compétition électorale (Déloye, 2011 : 98 ; Offerlé, 2010 ; Ridolfi, 1999). L'émergence de la campagne électorale et son institutionnalisation correspondent donc, selon Restier-Melleray, « à la mise en œuvre progressive d'activités systématiques de conquête des suffrages opérant selon de nouvelles modalités » (2002 : 18) qu'elles soient individuelles ou collectives. Les contextes historiques influencent donc les moyens utilisés en campagne. Dans cette approche, le rôle des partis est subordonné à l'influence du contexte historique. Celui-ci prime sur les actions choisies et les moyens utilisés par les acteurs. Quant à l'approche sociologique, elle met l'accent sur les effets produits par les campagnes auprès de l'électorat (Lazarsfeld & Katz, 2008) ; un autre accent est mis sur les fonctions des campagnes (Gaxie & Lehingue, 1984 ; Graber et al., 1998) et sur le développement d'une troisième caractéristique qui inscrit les campagnes électorales dans des temporalités définies (Sawicki, 1991 ; Garrigou, 1992). Ce sont des approches qui tirent leurs thèses des « modèles écologiques » et « individualistes » de la sociologie électorale. De plus, l'approche sociologique s'intéresse aux activités et aux moyens de mobilisation (Butler & Ranney, 1992). Faire campagne signifie faire circuler des documents écrits (manifestes, biographies, flyers de propagande, etc.), mener un travail de porte-à-porte visant les électeurs potentiels, organiser des meetings et des assemblées publiques dans lesquels les candidats font leur profession de foi, diffuser des journaux et des posters afin de renforcer son image de représentant de parti, sélectionner et promouvoir des candidats, etc. Dans ce type d'activités, les partis politiques ont souvent un rôle crucial.

À la croisée des approches sociologiques, historiques et communicationnelles, de multiples études se sont penchées sur l'évolution des campagnes électorales dans les démocraties occidentales depuis les années 1960 (Farrell, 1996 ; Blumler & Kavanagh, 1999 ; Farrell & Webb, 2000 ; Norris, 2000a). Parmi les différentes études, les plus influentes dans le monde anglo-saxon portent sur l'américanisation et la modernisation des campagnes électorales. Ces

études se fondent sur le présupposé suivant : dans leurs campagnes électorales, les partis politiques et les candidats sont passés de contacts personnels et d'un travail intensif organisationnel de masse à une campagne permanente et professionnalisée (Swanson & Mancini, 1996 ; Blumler & Kavanagh, 1999). Ces travaux comparatifs incluent des études de cas qui essaient de définir une périodisation de l'évolution des campagnes électorales, notamment avec la division en 'ères' distinctes (Farrell, 1996 ; Norris, 2000b). Les développements qui sont survenus dans les campagnes électorales sont interprétés dans la littérature comme des réponses à deux défis : d'un côté, celui de l'augmentation de la volatilité de l'électorat et de la baisse des membres des partis (Dalton & Wattenberg, 2002 ; Dalton, 2006). De l'autre côté, le défi concerne le développement puissant de la télévision et en général de la couverture médiatique des campagnes électorales (Sarcinelli, 1998). Dans ces études, le rôle des acteurs politiques est considéré comme un objet qui change selon les différents stimulus provenant des nouveaux médias et auxquels ces acteurs s'adaptent. Pourtant, ces études partent du principe que les transformations dans les campagnes électorales des partis politiques adviennent à cause des changements survenus dans le domaine de la communication. Ce domaine n'est cependant pas le seul qui a vu des transformations dans les dernières décennies. En effet, comme nous venons de voir les théories du changement proposé par Harmel et Janda (1994) nous poussent plus loin et rendent compte de stimulus externes et internes. Ainsi, les nouveaux moyens de communication en sont qu'un stimulus entre autres.

1.2.2 Les mutations des partis en campagne électorale

Les partis politiques exploitent donc toujours plus les occasions que la campagne électorale leur donne pour rejoindre leur but, voire maintenir et augmenter leur place au pouvoir. L'étroit lien entre partis politiques et campagnes électorales est de plus, souligné par la définition 'minimale' de Sartori « any political group that presents at elections, and is capable of placing through elections, candidates for public office » (1976 : 64). Si l'une des conditions nommées par Harmel et Janda (1994) se développe au cours du temps et si cette nouvelle situation est perçue comme difficile par les partis, ces derniers se retrouvent obligés de proposer des changements. Ceci se produit quand leur but, soit celui d'avoir du succès et de gagner du pouvoir dans les institutions, est en péril pour plusieurs raisons. Que ce soit en période de campagne ou non, les deux domaines où des réponses peuvent être mises en place, sont les domaines de l'organisation et de la production symbolique. Il est donc nécessaire de comprendre comment les partis politiques répondent avec des changements internes et externes afin de contraster avec des situations changeantes pendant la campagne électorale. Celle-ci rend simplement plus visibles ces transformations.

1.2.2.1 Les changements dans l'organisation

La dimension organisationnelle et ses changements dans le temps pendant les campagnes électorales ont été le champ d'études de plusieurs chercheurs. Il s'agit notamment du filon de recherche américain né sous l'impulsion de Pippa Norris (2000a, 2000b) et David Farrell (Farrell, 1996 ; Farrell & Webb, 2000 ; Farrell, 2006). Ces recherches partent du principe qu'étant donné la relation de symbiose qui s'est développée entre les partis politiques et les campagnes électorales, il est nécessaire « to have a clear idea of how parties operate in elections and elections affect parties » (Farrell & Webb, 2000 : 102).

Tout d'abord, du point de vue organisationnel, la première assumption que ces chercheurs font, est que la période de préparation des campagnes électorales a augmenté. Cette constatation influence les partis et leur organisation au moins sur quatre points (Farrell, 2006). Tout d'abord, (1) ils identifient une organisation plus complexe, avec un staff approprié, à temps plein, des commissions dédiées uniquement à la campagne, etc. (2) Deuxièmement, les spécialistes des campagnes et des agences de communication jouent un rôle toujours plus central. Un recours plus fréquent à ces spécialistes est essentiellement dû aux requêtes majeures dans le champ de la communication et de la publicité. Ce n'est pas un hasard si, selon l'auteur, dans un nombre croissant de pays, cette tendance a contribué à l'émergence d'une 'industrie des campagnes'. (3) Troisièmement, le rôle du leader du parti a grandi avec une personnalisation toujours plus importante due essentiellement à la concentration des ressources autour du leadership. (4) Quatrièmement, un changement important dans les campagnes se développe du point de vue des finances : beaucoup plus de ressources sont nécessaires afin de mener une campagne. Bien qu'intéressantes, les recherches de Farrell nous montrent qu'une seule partie des changements internes pendant les campagnes électorales. De plus, toute sa recherche veut montrer « that new campaign styles have required political parties to adapt their organizational dynamics » (Farrell, 2006 : 130). Implicitement donc, l'auteur voit la cause de tous les changements dans les campagnes (qui sont pour lui, des adaptations) dans les nouveaux styles de campagnes. Au contraire, nous soutenons plus la thèse de Harmel et Janda (1994) qui souligne comme ce ne sont pas les styles de campagne à avoir influencé les changements internes, mais plutôt l'opposé. Les changements que Farrell nomme ne sont cependant pas à négliger et nous pourrions les intégrer dans les recherches qui affirment qu'une stratégie de centralisation organisationnelle des campagnes électorales a eu lieu.

Mais qu'est-ce que signifie une stratégie de centralisation de l'organisation ? Esquisser une définition de la centralisation de l'organisation nous paraît fondamental. Dans une organisation hiérarchisée, on appelle normalement centralisation le processus qui consiste à transférer un pouvoir de prise de décision ou d'organisation à un niveau plus élevé mais le pouvoir peut également être transféré dans un seul lieu ou une seule instance dirigeante. Dans la littérature, ce sont souvent les partis nationaux d'États 'unitaires' qui ont été pris en compte dans l'analyse de ce processus, car l'unité et la prise de décision centralisée ont plus de chance d'exister. Mais la centralisation de l'organisation est aussi un processus qui permet l'augmentation de la cohésion dans des partis politiques 'fédéraux', qui sont tenus de gérer les diversités dans une sorte d'unité. Ce processus qui peut être vu sur le long terme peut potentiellement apparaître aussi dans ces contextes plus fragmentés. En effet, de nombreuses études ont démontré que dans des États fédéraux, les niveaux subnationaux ont beaucoup d'autonomie, ce qui pourrait leur laisser beaucoup de marge de manœuvre. Le processus de centralisation organisationnelle aurait donc plus de chance de se produire dans ces contextes où l'autonomie est large. Ceci ne peut se produire que lorsque l'un des niveaux est faible et lorsque la centralisation organisationnelle est légitimée. Effectivement, ce processus présuppose une perte d'autonomie des niveaux inférieurs (ou des factions minoritaires dans les partis).

Le processus de centralisation de l'organisation des campagnes électorales représente un pas important dans la structuration des partis politiques (Janda, 1980). La centralisation d'après

Janda et Panebianco est strictement liée à des modèles d'organisation des partis. Dans aucun cas, elle ne peut se développer dans d'autres champs, comme celui de la communication. De plus, cette conception de la centralisation est très 'moderniste', c'est-à-dire que c'est un processus répandu dans plusieurs démocraties occidentales et le changement a lieu depuis un stade A, moins centralisés, vers un stade B, plus centralisé. Au sujet de cette conception de la centralisation, nous pourrions avancer au moins deux critiques majeures. Tout d'abord, cette vision de la centralisation est trop linéaire et ne conçoit pas d'écarts ou de réactions des ailes du parti qui vont perdre de l'autonomie décisionnelle. Il est vrai que le processus de centralisation impose une réduction de certains espaces d'autonomie de la faction minoritaire ou d'un niveau inférieur dans le parti. Lorsque ce processus est légitimé et accepté comme tel, peu de réactions sont envisageables. Au contraire, lorsqu'une faction dominante ou même le parti national impose une réduction de l'autonomie à travers un processus de centralisation sans une légitimation, les niveaux qui perdent du pouvoir vont réagir. Deuxièmement, la vision d'un stade A à un stade B du processus de centralisation ne nous dit rien sur les caractéristiques de ce processus de centralisation. En effet, il peut se référer à un certain indicateur plutôt qu'à un autre. Pour cette raison, il faut étudier le processus de centralisation grâce à plusieurs indicateurs pour montrer s'il s'agit vraiment d'un processus général ou simplement d'une tentative sporadique de centralisation de l'organisation.

1.2.2.2 Les changements dans la production symbolique

Les résultats concernant les changements dans la production symbolique ont plutôt été hétérogènes dans la recherche scientifique. En effet, selon l'indicateur analysé, différentes tendances ont été montrées : unification, désidéologisation, nationalisation, etc. Il devient donc nécessaire de montrer les principales recherches ainsi que leurs résultats.

De premiers résultats en ce sens ont été développés par les analyses sur l'américanisation des campagnes électorales. Ces travaux soutiennent directement ou indirectement l'idée que nous assistons à une américanisation et/ou à une modernisation des campagnes. Sous ces concepts, nous identifions une tendance reconnue dans plusieurs démocraties occidentales (Doolan, 2009 ; Ludger & Helms, 2004 ; Lamprinakou, 2008). Une nouvelle forme de campagne a émergé et s'est développée surtout aux États-Unis. Par ailleurs, la théorie de l'américanisation porte avec elle l'idée que les campagnes électorales de différents pays puissent converger vers le seul « modèle américain » (Nadeau & Bastien, 2003 : 171). Il n'y a pas d'uniformité dans la littérature concernant ces modèles. Malgré cela, nous pouvons mentionner au moins cinq transformations qui essaient de définir l'américanisation des campagnes électorales (Donges, 2000 : 27) : professionnalisation, « negative campaigning », personnalisation, médiatisation, désidéologisation.

Mis à part le premier concept, les autres se réfèrent tous à une dimension plus de production symbolique des campagnes électorales. Le « negative campaigning » a rendu compte de l'augmentation de la teneur négative dans les discours politiques pendant les campagnes électorales. La 'personnalisation' est le processus qui voit l'image du candidat acquérir, durant la campagne, beaucoup d'importance dans la présentation aux médias. Ceci peut être causé par la 'médiatisation' grandissante, c'est-à-dire l'augmentation de la couverture médiatique de ces

périodes par les moyens de communication. Enfin, la ‘désidéologisation’ a montré l’affaiblissement des clivages idéologiques dans les discours de campagne. Les contenus idéologiques perdraient en effet de l’importance au profit de l’image du candidat (personnalisation).

Les critiques au modèle de l’américanisation des campagnes électorales ont été nombreuses dans l’histoire (Negrine & Papathanassopoulos, 1996 ; Hallin & Mancini, 2004). Notamment, l’une des critiques majeures à cette théorie se réfère au fait qu’elle se limite à analyser le domaine de la communication produite par les partis pendant les campagnes électorales. La communication n’est pas le seul domaine qui est susceptible de montrer la production symbolique d’un parti. Malgré cela, nous retenons de ces études surtout la théorie que les partis politiques changent et réagissent à des transformations internes et/ou externes.

Si d’autres indicateurs de production symbolique sont pris en compte, comme la production des programmes électoraux ou celle des identités, nous voyons que d’autres transformations se sont développées au sein des partis politiques. Mair, Müller et Plasser (2004) en effet ont montré comment les programmes électoraux peuvent être touchés lorsque les partis veulent répondre à des situations changeantes. Malgré cela, les programmes électoraux ne dépendent pas uniquement de ces situations. En effet, pendant une élection, les différentes relations entre les niveaux en question (local, sub-national et national) vont aussi influencer ces instruments. Ainsi, des recherches montrent qu’une nationalisation touche toujours plus les partis politiques au niveau local (Parodi, 1983). Sawicki a en même temps montré qu’« une nationalisation des pratiques et des thèmes était un enjeu permanent dans le parti, qui ne dépendait pas forcément de l’unique intérêt de la direction nationale à ‘dépolitiser’ l’élection, mais aussi de la nature des ressources dont dispose la structure emboîtée et de la stratégie de ses leaders » (Sawicki, 1988 : 26). Plusieurs vont donc être les variables qui influencent un tel changement au sein des partis.

Ce concept de nationalisation est employé par Sawicki dans un questionnaire plus général sur le processus d’homogénéisation des diversités dans les partis politiques. En effet, la nationalisation des diversités est un processus qui peut être développé dans le but d’homogénéiser, soit réduire les différences, de tout un ensemble de productions symboliques.

1.3 Les partis politiques et les campagnes électorales en Suisse

Les recherches existantes sur les partis politiques qui répondent à des moments en transformation se concentrent sur des contextes où l’homogénéité du système politique est très étendue. Peu ou rien n’a été mené dans la littérature récente sur les réponses des partis politiques qui agissent dans des contextes fédéralistes, où l’autonomie des niveaux inférieurs peut engendrer des réponses différenciées selon le niveau pris en considération. La Suisse est un exemple de pays où les niveaux inférieurs, i.e. les cantons, en raison d’une subsidiarité importante, structurent encore aujourd’hui toute l’organisation et la production symbolique des partis politiques. De plus, des recherches ont démontré qu’en Suisse, la situation des partis politiques est très spéciale par rapport aux autres démocraties occidentales : les financements publics sont interdits, il n’y a que très peu de transparence dans ce champ spécifique, le travail

de parlementaire est établi sur une base de milice, où les professionnels sont donc presque inexistants.

Cependant, jusqu'à quel point ont été développées les études en Suisse ? Quels sont les aspects les plus étudiés dans les analyses sur les partis politiques ? Quelles sont les caractéristiques de chaque contexte cantonal ? Sont-elles prises en compte dans ces études ? Tout d'abord, en guise d'introduction à cette partie, il faut souligner que la structure fédéraliste du pays influence certainement le développement d'études spécifiques dans le contexte suisse. Fréy schématise, en 2006, les principales caractéristiques du fédéralisme : « Un État à plusieurs niveaux : commune, canton, État fédéral. Principe de subsidiarité : division des tâches et autonomie. Concurrence fiscale et de prestations entre les collectivités territoriales. Possibilité de 'voter avec les pieds'. Cohésion entre les États membres, assurée par l'État fédéral. Codécision des États membres au niveau fédéral : Conseil des États et règle de décisions à la majorité des cantons » (2006 : 19). Aujourd'hui, cela va de soi, ce n'est plus le même type de fédéralisme que nous trouvions au dix-neuvième siècle : une vague de centralisation a eu lieu en Suisse au vingtième siècle et elle ne s'est pas encore arrêtée. La mondialisation, la concurrence, etc. ont modifié le système fédéraliste suisse. La Constitution fédérale de 1848, par rapport à la précédente configuration de la Confédération, a amené la Suisse à une augmentation claire du centralisme. Aujourd'hui, le droit civil et le droit pénal sont unifiés ; le droit militaire également. D'autres tâches n'ont pas été transférées des cantons à la Confédération, mais cette dernière les a automatiquement assumées, quand de nouveaux problèmes se sont présentés. L'alinéa 1. du nouvel article 43a de la Constitution⁶ prévoit en effet que la Confédération assume seulement les « tâches qui excèdent les possibilités des cantons ou qui nécessitent une réglementation uniforme ». Qu'est-ce qu'il faut entendre par « possibilités des cantons » ? Cela vaut-il pour tous les cantons ? De quel type de possibilité s'agit-il : politique, financière, etc. ? La dimension historique est donc centrale dans l'étude des partis politiques suisses. Nous allons y revenir, après avoir réalisé un état de la littérature suisse au sujet des partis politiques et de leurs transformations.

1.3.1 Le paysage partisan en Suisse

Les études sur l'histoire des partis politiques suisses sont aussi assez rares : Gruner est l'un des pionniers avec son ouvrage publié en 1969 et réédité sept ans plus tard (1977). Il y a eu ensuite différentes études historiques plus centrées sur des courants spécifiques. Nous pensons par exemple, au conservatisme catholique étudié par Urs Altermatt (1986, 1995). Récemment, il y a eu une prise de conscience de l'importance de ce type d'étude, comme le montrent le numéro thématique de la Revue *Traverse* (2007) ou l'ouvrage collectif édité par Mazzoleni et Rayner (2009).

Le système de parti suisse se caractérise, selon les thèses de Ladner, par deux éléments (2007 : 316-319) : une grande stabilité du rapport de force entre les partis (jusqu'au début des

⁶ Cet article a été accepté en votation populaire le 28 novembre 2004. Il est en vigueur depuis le 1er janvier 2008. Constitution fédérale de la Confédération suisse. URL : <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html>. Dernière consultation le 9 août 2017.

années 1990) et par une importante fragmentation « horizontale » et « verticale »⁷. Premièrement, la « fragmentation horizontale » souligne un nombre très élevé de partis. Depuis l'introduction du système proportionnel dans les élections du Conseil national, jusqu'à seize partis ont réussi à élire au moins un représentant dans la Chambre basse du Parlement. Aujourd'hui, dans cette institution onze partis y sont représentés⁸. Deuxièmement, la « fragmentation verticale », due essentiellement au fédéralisme suisse, fait que les partis politiques suisses comptent des sections cantonales et communales qui jouissent d'une grande autonomie par rapport au parti national. Plusieurs facteurs structurels du système suisse de parti en sont la cause : « hétérogénéité linguistique, confessionnelle, sociale et culturelle du pays ; la structure décentralisée de l'État (fédéralisme) ; l'adoption de la proportionnelle pour l'élection du Conseil national et le système de la démocratie directe » (Pilotti, 2017 : 108). La démocratie directe est souvent nommée comme facteur explicatif également pour la naissance des partis politiques suisses tant et si bien que Gruner, dans son travail fondateur, les définit comme les « enfants des droits populaires » (1977 : 25). En effet, c'est après l'introduction du droit de veto (autour des années 1830-40) que les premières organisations partisans ont (selon lui) vu le jour en Suisse. Des comités issus du champ conservateur et ensuite libéral, ont fait recours à cet outil référendaire pour contester des décisions et les soumettre à des votations populaires. Le premier canton à proposer cet outil a été Saint-Gall en 1831, suivi par le Valais et Lucerne en 1839 et 1840 puis Vaud, Berne et Genève en 1845 et 1846. L'utilisation de l'outil référendaire a fait que des mouvements s'organisent et proposent ainsi un premier exemple de spécialisation des activités politiques (Gruner, 1977 : 28). Les partis politiques suisses se sont donc constitués de mouvements de masse organisés dans les différents cantons à partir des luttes référendaires.

Ces thèses de Gruner ont été fortement attaquées par Jost. Ceci avec une approche critique a situé plus les partis politiques suisses par rapport, d'un côté à l'ensemble des structures sociopolitiques typiques de la Suisse et de l'autre côté aux traditions historiques et des coutumes populaires (Jost, 1986 : 318). Premièrement, Jost reproche à Gruner le fait que les mouvements de masse organisés lors de luttes plébiscitaires aient disparu aussi vite qu'ils se soient créés (juste après les votations) ; deuxièmement, ces mouvements ont été provoqués et dirigés par une élite politique déjà présente : les cercles de notables. Leur origine n'est donc pas « populaire ». Selon lui, la formation des partis politiques nationaux « est le résultat d'une activité politique accentuée qui s'est amorcée avec la révision totale de la Constitution en 1872/74. (...) la modification du discours politique des années 70, ponctuée par des clivages partisans approfondis, n'est que l'aspect superficiel qui marque la nouvelle phase de l'histoire des partis » (Jost, 1986 : 326).

Récemment, les mêmes thèses de Gruner ont reçu des nouvelles critiques de Schorderet. Selon lui, la conclusion de Gruner (soit l'importance de ces mouvements démocratiques pour la naissance des partis politiques suisses) a porté les politologues venus après à négliger d'autres

⁷ En effet, le système de parti suisse selon l'« effectif numéro de partis » index est un des plus fragmentés (Ladner, 2007 : 316).

⁸ Résultat des élections au Conseil national de 2011 : 54 (sièges) UDC, 46 PS, 30 PLR, 28 PDC, 15 *Les Verts*, 12 *Parti vert-libéral*, 9 PBD, 2 *Parti évangélique*, 2 *Ligue des Tessinois*, 1 *Parti chrétien-social* et 1 *Mouvement Citoyen Genevois*.

explications dites classiques : « d'une part, l'évolution des factions parlementaires, de l'autre, les luttes autour de l'extension du droit de vote » (Schorderet, 2009 : 23). En effet, premièrement, il ne faut pas l'oublier, la Suisse est une démocratie représentative et c'est à partir des années 1830 que se généralisent au niveau cantonal les élections directes des représentants. Cette lecture, sommée à l'histoire conceptuelle développée par Gruner, fait que ce n'est qu'à partir de 1875 que, tant du point de vue de l'histoire réelle que de celui de l'histoire conceptuelle, les partis politiques suisses voient le jour (Schorderet, 2009 : 33). Une brève contextualisation du développement des partis politiques suisses nous permet de mieux comprendre les imbrications auxquelles aujourd'hui ils doivent faire face. Ainsi, dans un premier temps, nous allons nous concentrer sur l'évolution des quatre partis politiques majeurs en Suisse (UDC, PS, PRD et PDC) et dans un deuxième temps nous allons développer le même discours dans trois cantons qui nous paraissent emblématiques pour leurs différences (le canton le plus peuplé pour chaque région linguistique a été choisi : Zurich, Vaud et Tessin). Ces deux prochains chapitres servent aussi à développer une première revue de la littérature sur les partis politiques suisses, notamment avec des études monographiques sur les différents partis.

1.3.1.1 Les partis politiques nationaux

Au dix-neuvième siècle, il n'existait pas encore de parti radical dans le sens moderne du terme, mais une coalition d'individus rapprochés par leurs opinions. Le radicalisme s'identifie pleinement à l'État fédéral : il sort gagnant de la Guerre du Sonderbund de 1847 et contribue à la naissance du nouvel État fédéral en 1848. Cependant, les radicaux se révélèrent longtemps incapables de créer un parti moderne, avec des structures solides. Il y a en effet, tout au long de la deuxième partie du dix-neuvième siècle, des divisions entre radicaux centralisateurs (comme Escher, cofondateur de la Suisse moderne) et les radicaux fédéralistes (Meuwly, 2010 : 19). Ce n'est en effet qu'en 1894, que le *Parti radical-démocratique suisse* fut fondé à Olten, comme organisation faitière des partis radicaux cantonaux⁹. Cette création d'un nouveau grand parti offre au radicalisme la structure d'action qui lui a manqué tout au long du dix-neuvième siècle. Dans la suite du siècle, le PRD détient au niveau national (et dans la plupart des cantons) la majorité au pouvoir. La concurrence augmente cependant tout au long du siècle et il perd en importance. Les recherches sur les radicaux sont sensiblement les moins développées dans le contexte suisse en raison surtout de son statut de premier parti. Meuwly a développé plusieurs recherches sur le parti à ses origines (Meuwly, 1999, 2007) ; d'autres auteurs ont questionné l'évolution des programmes (Labrot, 1999 ; Strebel, 2010).

En 1848, la nouvelle constitution fédérale a été acceptée à la majorité de quinze cantons et demi contre six et demi. Les catholiques-conservateurs avaient jusque-là toujours vu avec méfiance le développement de l'État fédéral centralisé (qui continue cependant à porter le nom de « confédération »). La politique, même après ce moment très significatif pour l'histoire suisse, se jouait encore surtout au niveau cantonal, toutes les ressources se mobilisaient en effet à ce niveau. Pour les catholiques ce n'est qu'à partir des mobilisations référendaires postérieures à 1874 que la gestion d'une organisation plus structurée et centralisée des deux piliers crée en

⁹ D. V. Moser-Léchet, « Parti radical-démocratique », in Dictionnaire historique de la Suisse (DHS), version du 20.03.2017 (traduit de l'allemand), URL : <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F17378.php>.

1841 (la *Studentenverein*, la société d'étudiants) et en 1856 (la *Piusverein*, l'association suisse de Pio IX) va émerger. Après plusieurs essais face aux radicaux, toujours sans succès, ce n'est qu'avec l'union des forces entre les sections de la *Piusverein*, la fraction parlementaire, les autorités cantonales et communales des cantons catholiques qu'un mouvement donnant l'impression d'unité lutte contre la nouvelle révision de la Constitution en 1874. Depuis lors, ce nouveau mouvement dégage trois tendances (Altermatt, 1995 : 67-79) : une tendance conservatrice et fédéraliste (Suisse centrale et Berne) ; une tendance fédéraliste, mais contre toute collaboration avec les protestants (Fribourg et Valais) ; et une dernière tendance, plus « jeune », issue de la *Studentenverein* qui réunit plusieurs cantons et est ouverte à l'État fédéral et en même temps est centralisée. C'est cette dernière qui pose les bases pour le groupe de parlementaires qui joue dans les débats le rôle d'une « droite » catholique conservatrice, mais qui (comme les radicaux) n'avait ni statut formel ni programme. Après l'*Association conservatrice suisse* (1874), les conservateurs catholiques rebaptisèrent le parti *Union conservatrice* en 1881, *Parti populaire catholique* (1894), *Parti conservateur populaire* (1912) puis *Parti conservateur chrétien-social* (1957) et enfin, depuis 1970 *Parti démocrate-chrétien*¹⁰. Le Groupe de l'Assemblée fédérale, constitué formellement en 1882, a exercé un rôle fondamental pour la cohésion nationale et en 1891, le Lucernois Joseph Zemp entre au Conseil fédéral, comme premier membre d'un parti autre que celui radical. Il a alors débuté le compromis historique entre le radicalisme et le catholicisme politique. Les recherches sur le catholicisme se sont développées de manière plus homogène par rapport au radicalisme étant donné l'école 'fribourgeoise' avec à sa tête Altermatt (Altermatt, 1995, 1986, 2000, 1993, 2012 ; Altermatt & Fagagnini, 1979 ; Ludwig, 2009 ; Zurbriggen, 2004 ; Geser, 1997 ; Geissbühler, 1999 ; Frey, 2008 ; Baumgartner, 1998).

Au contraire des deux 'premiers' partis suisses, les conservateurs et les radicaux, ce n'est qu'à la fin du dix-neuvième siècle que le troisième parti suisse, celui socialiste, apparaît sur la scène politique helvétique. Vers le milieu du siècle, on vit apparaître différents groupements, généralement locaux, défendant les opinions des ouvriers. Cependant, le système majoritaire suisse les a obligés à s'allier pendant les élections avec le radicalisme bourgeois. À la différence des libéraux et des conservateurs, le *Parti socialiste*¹¹ n'avait pas une longue tradition de gestion politique au niveau cantonal. Il existait des groupements proches des ouvriers analogues à des partis dans certains cantons comme Genève, Berne, Bâle, Zurich, Glaris et Grisons. Le PS suisse ne vit le jour qu'en 1888, avec un programme esquissé par Albert Steck, ancien radical. Il entre au Conseil fédéral en 1943 pour la première fois avec Ernst Nobs. À la différence des autres partis, le PS se forma immédiatement au niveau national. Les sections cantonales étaient dès le début dépendantes du centre. Ce parti, surtout, a souvent essayé d'être plus analytique. Ainsi, différentes études, commissionnées par les instances dirigeantes du parti ont vu le jour (Lang, 1988 ; Behrens, 2013). D'autres chercheurs ont davantage analysé les comportements des socialistes et leur rôle dans les institutions ou l'évolution de leur vote (Degen, 1993 ; Longchamp & Rickenbacher, 1996 ; Nicolet & Sciarini, 2010).

¹⁰ U. Altermatt, « Conservateurs catholiques », in Dictionnaire historique de la Suisse (DHS), version du 10.08.2005 (traduit de l'allemand), URL : <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F17376.php>.

¹¹ B. Degen, « Parti socialiste suisse », in Dictionnaire historique de la Suisse (DHS), version du 10.03.2017 (traduit de l'allemand), URL : <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F17393.php>.

L'actuel premier parti politique suisse, l'*Union démocratique du centre* (UDC)¹² ne vit le jour officiellement sous ce nom qu'en 1971, descendant de l'ancien PAB¹³ agrarien (créé officiellement au niveau national en 1936). Le PAB entre pour la première fois au Conseil fédéral, en 1929, avec un candidat du parti bernois. Cette élection montre l'hégémonie du parti sur les autres partis cantonaux. En 1971, le parti fusionne avec les partis démocratiques des cantons de Glaris et des Grisons et change son nom. Peu à peu, le parti se tourne, surtout dans le canton Zurich, avec un jeune Christoph Blocher « vers des principes libéraux, un conservatisme agressif, vers les valeurs patriotiques, contre l'omniprésence de l'État social, contre le modernisme culturel prêté à la gauche, contre les engagements internationaux de la Suisse, contre tout ce qu'il déclare 'antinational' » (Meuwly, 2010 : 126). Les changements survenus à l'intérieur de l'UDC ont fait qu'aujourd'hui, il est le parti le plus étudié en Suisse, notamment du point de vue de son évolution (Kriesi et al., 2005 ; McGann, 2005 ; Hartmann & Horvath, 1995 ; Boschetti, 2007 ; Schnydrig, 2007 ; Hildebrand, 2017). Souvent, ce parti a été étudié dans le cadre de recherches qui l'ont associé aux partis de l'extrême droite (Skenderovic, 2005, 2007 ; Betz, 1998).

1.3.1.2 Les partis politiques cantonaux

L'histoire des partis politiques suisses se veut dans la plupart des cas l'histoire d'organisations partisans au niveau cantonal. Ils sont en effet nés à partir d'une fédération de partis à l'échelon cantonal. Il est alors fondamental dans ce travail d'esquisser une courte histoire de la situation politique et sociale pour contextualiser le développement de ces organisations. En raison du fédéralisme suisse, qui permet donc beaucoup d'autonomie aux sections cantonales, nous avons choisi de présenter trois contextes cantonaux : celui du canton de Zurich, du canton de Vaud et du canton du Tessin. Premièrement, ces trois cantons représentent les trois régions linguistiques de la Suisse. Deuxièmement, ils sont les trois cantons les plus peuplés pour chaque région. Troisièmement, ils représentent des contextes différents : Zurich, canton de type urbain, représente le centre économique de la nation. Le canton de Vaud est principalement peuplé dans les agglomérations, son territoire est varié : de la chaîne du Jura aux Alpes en passant par le Plateau suisse. Enfin, le Tessin est un canton de frontière, placé au sud du Gothard, le seul entièrement italophone et dont une partie importante du territoire est constituée par des montagnes.

Le canton de Zurich est le canton suisse plus peuplé avec aujourd'hui environ 1'406'000 habitants. Dès 1351, il rejoint l'Éternelle Ligue des Confédérés en réaction à la montée en puissance des Habsbourg. Cependant, comme pour les cantons du Tessin et Vaud, son histoire moderne commence en 1803. Les périodes de la Médiation et de la Restauration (jusqu'en 1831) se développent sous un régime gouverné par les aristocrates-conservateurs (Schmid, 2003). Pour la période de la Régénération, les libéraux trouvent un nouvel élan suite à la Révolution française de juillet de 1830 : ils parviennent à proposer une révision de la constitution cantonale qui sera acceptée par la première votation populaire cantonale du 10 mars 1831. À partir de 1830, Zurich se place parmi les cantons libéraux « régénérés ». Après le

¹² D. Skenderovic, « Union démocratique du centre », in Dictionnaire historique de la Suisse (DHS), version du 10.03.2017 (traduit de l'allemand), URL : <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F17389.php>.

¹³ Parti des paysans, artisans et bourgeois (PAB).

Züriputsch¹⁴ de 1839, l'opposition conservatrice gagne temporairement le pouvoir pour le so-disant « Septemberregime ». Il ne dure pas longtemps : déjà en 1845 les libéraux reprennent le pouvoir dans le canton. Zurich devient dans la première moitié du dix-neuvième siècle un pôle très important en Suisse. Cependant, il n'a pas réussi à devenir la « ville fédérale » : en 1848, Berne est choisie comme siège du gouvernement et Zurich se contente d'être la « capitale secrète » du pays¹⁵. Entre autres grâce au développement des industries, du secteur bancaire et des assurances, la population de Zurich croît et la ville s'étend dans la campagne des environs. Cela provoque un changement dans la structure traditionnelle de la population, car la ville n'est plus dominée par les bourgeois et les artisans, mais par les ouvriers et les employés. En 1893, naît la fraction *Social-démocrate* au gouvernement cantonal de Zurich, issue de la fusion de l'*Association zurichoise des travailleurs (Zürcher Arbeitervereine)* et du *Mouvement du Grütli* (Schmid, 2003 : 213). Le gouvernement de la gauche politique dans le canton de Zurich a été étroitement lié à la scission du groupe social-démocrate de l'aile gauche du parti libéral (Gruner, 1977 : 36). Toute la première partie du vingtième siècle est caractérisée par un durcissement des positions des anciens et des nouveaux partis politiques : avec le détachement du mouvement ouvrier des démocrates, le rapprochement entre démocrates et libéraux, et enfin les émergences de groupes d'intérêts paysans (*Zürcher Bauernbund*, 1891) (Fritzsche & Lemmenmeier, 1994 : 237). En 1928, les Sociaux-démocrates obtiennent pour la première fois la majorité absolue au Conseil municipal (*Stadtrat*) et au Conseil communal (*Gemeinderat*) de la Ville de Zurich (jusqu'en 1949). C'est le début pour la ville de Zurich de la période dite de la « Rote Zürich »¹⁶. Au niveau cantonal, c'est bien cependant le *Parti des paysans (Bauernpartei)* fondé dans le Canton Zurich en 1917¹⁷ qui détient presque un quatrième des sièges au Grand Conseil dans les années 1920 (König et al., 1994 : 262).

Jusqu'à la seconde moitié des années soixante, le système de parti cantonal zurichois reste assez stable. À partir de là, différents groupes issus de la gauche ou de la droite voient le jour : certains ne sont pas allés plus loin que des mouvements protestataires (*Revolutionäre Marxistische Liga*) ; d'autres durent encore aujourd'hui (« *Grünen* »). Au Grand Conseil, dans les années 1950 et 1960, les partis représentés étaient huit¹⁸ ; à partir de 1991 ils sont douze¹⁹.

¹⁴ Révolution menée le 6 septembre 1839 par la population rurale et conservatrice à l'égard de la ville libérale de Zurich.

¹⁵ Les trois villes qui faisaient partie du choix final du siège du gouvernement suisse étaient Berne, Lucerne et Zurich. Le choix a été effectué le 28 novembre 1848 en faveur de Berne, qui pouvait compter sur la proximité de la Suisse francophone et des considérations militaires. Par contre, Zurich avait de très bonnes infrastructures et une mentalité cosmopolite mais ne reçoit pas le soutien de toute la Suisse orientale. Cette réserve peut s'expliquer probablement par une tendance générale qui voudrait éviter de renforcer un centre déjà puissant. Solution qui aurait contrevnu au fédéralisme (Stadler, 1971).

¹⁶ Pour une histoire du *Parti social-démocrate* de Zurich sous la « Rote Zürich » : (Lindig, 1979).

¹⁷ En 1917, 305 délégués de l'*Association agricole cantonale de Zurich (Zürcher landwirtschaftlicher Kantonalverein ZLKV)* ont décidé lors d'une réunion extraordinaire de créer un parti paysan. Quelques semaines après cet événement, il remporte 47 sièges lors des élections cantonales et devient la deuxième force après les sociaux-démocrates (Fritzsche & Lemmenmeier, 1994 : 217).

¹⁸ Schweizerische Volkspartei (SVP), Sozialdemokratische Partei der Schweiz (SP), FDP.Die Liberalen (FDP), Christlichdemokratische Volkspartei (CVP), Evangelische Volkspartei (EVP), Schweizer Demokraten (SD), Landesring der Unabhängigen (LdU), autres.

¹⁹ Schweizerische Volkspartei (SVP), Sozialdemokratische Partei der Schweiz (SP), FDP.Die Liberalen (FDP), Grüne Partei der Schweiz (GPS), Grünliberale Partei (GLP), Christlichdemokratische Volkspartei (CVP),

Le canton de Vaud est le canton romand le plus peuplé et son territoire est très différencié : villes et campagnes y cohabitent. Il entre dans la Confédération suisse en 1803. Essentiellement jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle, le 34 % de la population active travaillait pour l'agriculture (Meuwly, 2003 : 9). Les bouleversements économiques survenus à la fin du siècle ont modifié ce pourcentage, mais aussi le contexte politique. Jusqu'au milieu du siècle, c'étaient les libéraux et les radicaux de gauche qui gouvernaient le canton. Après de nombreux débats, en 1885, fut signée la nouvelle Constitution qui accompagnera tout le vingtième siècle vaudois. Vers la fin du siècle, apparaît, aidé par la question sociale, le *Parti socialiste*²⁰, qui prend naissance à partir de la rupture entre le parti radical et son aile gauche en 1891. Aux élections cantonales de printemps 1893, deux socialistes sont élus : Aloys Fauquez et le président de l'Union ouvrière de Lausanne Kaufmann (Freymond, 1953 : 185). Durant les premières années du vingtième siècle, les tensions sociales augmentent : les conflits se multiplient. Le *Parti socialiste* est le plus touché à cause d'une vague d'anarchisme qui le déstabilise. Mais l'échec de la grève générale de 1907 permet au parti de se réorganiser et d'affiner son identité.

L'introduction de l'élection proportionnelle pour les élections au Conseil national de 1919 semble propice à la formation d'un nouveau parti, le *Parti national paysan* (PNP). Ce nouveau parti répond mieux aux attentes surtout des paysans vaudois et il gagne vite des voix aux dépens des radicaux. Cependant, le Parti radical²¹ n'attend pas sa défaite, et il essaie alors de limiter les pertes avec une réorganisation, afin de mieux prendre en considération les intérêts de la paysannerie. Le PNP devient en 1936 le *Parti des agriculteurs, artisans et indépendants* (PAI), et amorce à son tour un virage à droite comme c'était le cas pour les radicaux en réaction à l'avancée de la gauche. Malgré cela, le canton de Vaud et en particulier la ville de Lausanne, se tourne toujours plus vers la gauche au cours des années 1930. L'extrême gauche communiste se réorganise sous le nom de *Parti ouvrier et populaire* (POP)²². Cela advient en mai 1943 : ce nouveau parti, bien qu'il fût considéré par les adversaires comme un mouvement de transition, aura une longue histoire dans le canton. En 1953, le *Parti socialiste* dépasse le *Parti libéral* et devient le deuxième parti du canton au Grand Conseil.

Par ailleurs, le canton de Vaud est le premier canton de Suisse à accorder en 1959 le droit de vote aux femmes sur le plan cantonal (Meuwly, 2003 : 74). L'autre grande réforme concerne le développement du scrutin proportionnel pour l'élection du Grand Conseil (Ruf, 2000) : l'élection de 1962 est une date clé. Elle représente l'année du début de la « formule magique » vaudoise, avec une composition du gouvernement cantonal qui va diriger le canton pendant trente-deux ans : 3 radicaux, 1 libéral, 2 socialistes et 1 agrarien. Cette même année commence l'alliance entre radicaux, libéraux et agrariens nommés par la suite l'*Entente vaudoise*. Cette stabilité vient remise en cause, en 1994, avec l'élection au gouvernement d'un membre des *Verts* au lieu d'un radical.

Evangelische Volkspartei (EVP), Bürgerlich-Demokratische Partei (BDP), Eidgenössisch-Demokratische Union (EDU), Alternative Liste (AL), Schweizer Demokraten (SD), autres.

²⁰ Pour une histoire du *Parti socialiste vaudois* (PSV) voir : (Jeanneret, 1982).

²¹ Pour une histoire du *Parti radical vaudois* (PRV) entre 1918 et 1919 : (Pellegrini, 1998).

²² Outre Sarine et à Genève ce parti est appelé *Parti du Travail* (*Partei der Arbeit*).

Le canton du Tessin entre dans la Confédération avec le canton de Vaud, en 1803, suite à la fusion des deux cantons (Bellinzone et Lugano) formés par la Constitution de la République helvétique du 12 avril 1798. Lors de sa naissance, le canton du Tessin était composé par huit districts. Bien que peu éloignés, ils variaient dans les lois ainsi que dans les us et coutumes (Bianchi, 1989). Pendant plusieurs décennies, même après 1803, l'histoire cantonale du Tessin s'est orientée entre modernisation et tradition. Les deux partis rivaux fondent leurs racines dans la première moitié du dix-neuvième siècle, entre ceux qui promeuvent les nouveautés amenées par les Français, les « libéraux » et ceux qui restent plus réactionnaires et liés aux traditions, les « conservateurs ». Ceci a empêché un sentiment d'appartenance à un territoire commun de se consolider. Martinola a retracé l'histoire et la genèse des partis politiques tessinois à partir des débats au parlement entre 1830 et 1839 : « nel qual frastornante incrociarsi di voci degli onorevoli si riesce tuttavia a distinguere i fili conduttori dei partiti in incubazione, più che riconoscerli sulla stampa, la quale non è sempre credibile »²³ (Martinola, 1980 : 13).

C'est seulement à la fin du dix-neuvième siècle qu'un point de rencontre a été trouvé entre les libéraux et les conservateurs, pour que la tradition soit intégrée dans le processus de modernisation. Ce n'est en effet qu'après la révolution du 11 septembre 1890, lors d'un coup d'État mené par les militants libéraux contre le gouvernement conservateur, que les luttes entre les deux factions se sont achevées. Gruner parle de « sonderfall der Machtrotation »²⁴ (Gruner, 1977 : 69) pour caractériser le système partisan du dix-neuvième siècle tessinois. Le Tessin devient, suite à l'intervention des autorités fédérales, une sorte de laboratoire politique de la représentation proportionnelle (appliqué pour la première fois en Suisse) et du consociationalisme. Aux premières élections proportionnelles du Grand Conseil, les libéraux obtiennent la majorité. Les problématiques du vingtième siècle apparaissent beaucoup moins importantes par rapport aux conflits du dix-neuvième siècle et la situation économique, en partie suite à l'ouverture du chemin de fer du Gothard (1882) améliore. Le parti socialiste pose ses bases au début du vingtième siècle²⁵ à partir d'une base électorale composée par les ouvriers des chemins de fer et des caves, mais au début, il n'obtient pas beaucoup de succès, car les indigènes sont souvent déjà liés aux partis historiques.

Dans la suite de l'histoire contemporaine du canton, le système politique tessinois a connu tout au long du vingtième siècle de nombreux « bouleversements » sans par contre véritablement changer un système politique très stable (Bianchi, 1989 ; Rossini, 2015). De nouvelles formations politiques ont vu le jour tout au long du siècle : notamment les « agrariens »²⁶, qui se voulaient défenseurs des intérêts des agriculteurs et qui se proposaient de lutter contre l'hégémonie de partis bourgeois. Au cours du vingtième siècle, les partis tessinois ont vu en

²³ « c'est dans la croisée des voix des parlementaires qu'il est possible de distinguer les premiers fils rouges des partis politiques en incubation. Celui-ci n'est pas visible dans la presse, qui la plupart du temps n'est pas crédible » Traduction de l'auteur (d'ici TdA).

²⁴ « cas particulier de la rotation du pouvoir » (TdA).

²⁵ Le 5 août 1900 a été fondé sur le Mont Ceneri, le *Parti socialiste tessinois* (PST), après une longue période d'incubation, pendant laquelle des organisations et des journaux socialistes avaient fait leur apparition (Bianchi, 1989).

²⁶ Le 19 décembre 1920 à Bellinzone a été fondé le *Partito agrario ticinese* lors d'une assemblée constitutive, le premier statut a été approuvé le 16 janvier 1921. Aujourd'hui, ce parti fait partie de l'UDC.

leur intérieur surgir des « mouvements » qui ont amené à des scissions : pour les libéraux entre 1934 et 1946²⁷, les socialistes en 1969 et 1992²⁸ et pour les conservateurs, en manière un peu différente, en 1933²⁹. Cependant, le vrai changement dans le système de partis a eu lieu au Tessin pour les élections cantonales d'avril 1991 : le 17 janvier naît la *Lega dei Ticinesi*. Aux élections cantonales de 2011, la *Lega* devient le premier parti cantonal en nombre de suffrages au détriment des deux partis historiques (PLRT et PPD).

Il est donc facile à comprendre que les trois situations cantonales et la situation nationale présentent des études de cas différents où les traditions historiques, le poids de chaque parti ainsi que les circonstances historiques, sociales et culturelles sont très hétérogènes. Nous nous attendons donc à des résultats différents dans la recherche, mais il peut aussi en résulter des situations communes qui se retrouvent dans différents contextes à cause des relations que les partis politiques entretiennent entre eux. Nous concevons alors les partis politiques comme des institutions plus ou moins ouvertes, même si comme le rappelle Angelo Panebianco, leur degré d'ouverture est très inégal (Panebianco, 1982). Cette première partie introductive et historique nous a permis d'illustrer de quelle manière les relations entre les partis et entre les acteurs partisans sont à la base de la construction de l'histoire politique suisse.

1.3.2 L'analyse des campagnes électorales des partis politiques en Suisse

Le système de partis suisse est divisé en vingt-six différents systèmes de partis cantonaux, où les partis ont des forces différentes et présentent des positions idéologiques distinctes selon les régions (Ladner, 2011). Ceci est normalement dû à des influences culturelles, sociales, politiques, etc. Cependant, dans les dernières décennies, nous assistons à des transformations dans ce système : pensons surtout aux changements qui l'ont affecté depuis 1990, amenant à des politiques plus compétitives, polarisées et de confrontation (Papadopoulos, 1997). Ceci nous amène à vouloir rendre compte de l'influence de ces nouvelles configurations dans l'organisation et la production symbolique des partis politiques pendant les campagnes électorales. En effet, l'UDC, depuis le début des années 1990, a progressé au point de contribuer à la repolitisation des élections fédérales, en d'autres termes, il a introduit de la concurrence pour l'occupation des postes au gouvernement, ces derniers n'étant pas remis en cause par les partis au pouvoir pendant la période dite de la « formule magique » (1959 – 2003). L'UDC a créé de l'incertitude dans les élections, car il a augmenté considérablement sa « nationalisation » dans la distribution des votes (Caramani, 2004)³⁰. Au contraire de la stratégie compétitive de l'UDC, les rivaux sont restés très immobiles et liés aux tendances traditionnelles (Mazzoleni, 2012).

Ces changements n'ont que rarement fait l'objet d'études. D'autres enjeux ont été étudiés dans l'analyse des partis politiques en Suisse : les membres des partis, les questions relatives aux

²⁷ Scission entre le *Partito liberale-radical democratico ticinese* et le *Partito liberale radicale ticinese* (Bianchi, 1989).

²⁸ Pour une histoire du *Partito socialista autonomo* (PSA) voir : (Macaluso, 1997).

²⁹ Il y a une tentative des conservateurs filo-fascistes membres de la *Guardia Luigi Rossi* de pousser plus à droite le parti. La tentative échoue tout de suite, et la *Guardia Luigi Rossi* reste un mouvement interne au *Partito popolare democratico* pour mobiliser les jeunes (Bianchi, 1989).

³⁰ « Nationalisation » dans le sens de soutien électoral homogène partout dans le pays.

financements, la professionnalisation croissante (Ayberk et al., 1991 ; Ladner & Brändle, 2001 ; Ladner, 2004), la sélection des parlementaires (Blanchard et al., 2009 ; Pilotti, 2017), les élites politiques (Bühlmann et al., 2012 ; Eichenberger et al., 2016), etc. Les périodes étudiées sont cependant mélangées : en campagne et hors campagne représentent des périodes bien distinctes et différentes dimensions peuvent apparaître.

Des études plus centrées sur les élections ont été développées dans des recherches quantitatives (Kriesi et al., 1998 ; Lutz, 2010). Les résultats de ces recherches, exploités aussi par les partis politiques mêmes, se concentrent davantage sur les candidats, le type de l'électorat qui vote un certain parti, etc. Cependant, peu d'éléments ont été analysés dans ces recherches depuis l'intérieur des partis ; les analyses se réfèrent en effet beaucoup aux résultats des élections mis en lien avec des caractéristiques des partis politiques. Ce qui manque donc, c'est une analyse des archives des partis politiques qui permet de définir et comprendre les stratégies, les tactiques et surtout les pratiques utilisées par les partis politiques dans une période où la compétition électorale s'est développée.

D'autres études enquêtent sur une activité à la base de la campagne électorale : la sélection des candidats à une élection. Généralement, le système de partis suisse est considéré comme intégré verticalement, dans lequel les partis cantonaux ont un rôle important dans la détermination des carrières nationales (Stolz, 2003 ; Bolleyer, 2012). Des études antérieures le confirment : généralement, la carrière politique en Suisse commence au niveau local pour ensuite aller au niveau cantonal et enfin au niveau national (Plüss & Rusch, 2012 : 55). L'organisation locale du parti conserve une influence considérable dans la sélection des candidats (Ladner & Brändle, 2001). Cependant, ces analyses ont toujours été faites à travers d'études empiriques qui se basent sur des données quantitatives (presse, biographies, etc.) ou bien des analyses ethnographiques (entretiens). Jusqu'à ce jour, nous n'avons pas encore d'étude sur la sélection des candidats à partir de documents internes qui permettent de comprendre vraiment le processus de sélection et pas seulement la biographie collective des élus (Pilotti, 2017).

Les dimensions symboliques produites par les partis politiques suisses aussi n'ont pas été très abordées jusqu'à maintenant. La construction de la Suisse n'a pas pu s'appuyer sur des codes culturels propres aux nations tels que la langue ou l'homogénéité religieuse. Ceci implique que la Suisse soit un système territorial avec un haut degré de régionalisation en raison de la forte cantonalisation de la politique (Bochsler, 2005). Cette vision a été néanmoins remise en question par plusieurs chercheurs dans les vingt dernières années à travers notamment des études qui ont démontré une polarisation grandissante de l'arène électorale (Giugni & Sciarini, 2008), une nationalisation et une américanisation des campagnes (Skenderovic, 2009a ; Weinmann, 2009), etc. On arrive aussi à définir le discours sur l'« Überfremdung » (la proportion excessive de la population étrangère), un instrument utile pour l'homogénéisation nationale en Suisse (Kury, 2003 : 48). Le point faible de ces études se trouve dans le fait qu'elles donnent trop de pouvoir aux changements engendrés par l'UDC. Bien que les apports de ce parti au renouvellement des campagnes électorales ne soient pas en discussion, il s'agit, dans notre étude de cas, de mener des analyses distinctes de chaque parti. Celles-ci permettront de constater les différentes transformations des campagnes, afin que nous puissions enquêter

empiriquement quels sont les processus de réponse développés par les partis. Les études portant sur la question du discours national ont plutôt par exemple mis en exergue un processus de nationalisation qui s'appuie sur des mythes (Froidevaux, 1997).

Les recherches internationales ont rendu compte d'une 'américanisation' progressive de la communication dans les campagnes électorales occidentales. Hardmeier (2003) parvient à la conclusion que les campagnes électorales suisses ne sont pas 'américanisées' (du point de vue de la communication). Malgré cela, la réponse se révèle plus compliquée. Comparer la situation suisse et celle des États-Unis s'avère un travail complexe en raison des données et des moyens disponibles : par exemple, les consultants politiques n'existaient pas (encore) en 1999. Les discours ne montraient pas une désidéologisation ou une personnalisation très poussée. La campagne électorale de 1999 a vu surtout la mise en avant d'une anti-campagne pour le PS de la part de l'UDC. La montée de Christoph Blocher était beaucoup moins en lien avec les modes de construction de la campagne électorale qu'avec les modes utilisés par les médias pour mettre en scène l'homme politique Blocher (Kriesi et al., 2005). L'étude d'Hardmeier se concentre seulement sur Zurich, contexte très particulier pour l'étude de l'évolution des campagnes électorales. En effet, l'UDC nationale doit beaucoup de son pouvoir à la section zurichoise, d'où est issu Christoph Blocher. Il s'agirait donc de relater les trois indicateurs exploités par Hardmaier, comme la « Zielgruppeorientierung », la « konstruktion von Images und Personalisierung »³¹, dans la suite des années 2000, notamment après l'arrivée au pouvoir de l'UDC.

Une autre étude, plus récente, portant sur l'évolution des élections fédérales de 1999 et de 2007 est celle de Engeli et Tonka (2010). Dans leur étude, ces derniers remettent en question la théorie de la modernisation sur la base d'annonces publicitaires (pour 1999 et 2007) et d'un questionnaire envoyé à l'ensemble des candidats aux élections fédérales de 2007. Leurs résultats montrent que les campagnes électorales en Suisse suivent un processus de modernisation en demi-teinte, qui est influencé par les caractéristiques du contexte. En Suisse, en effet, le contexte institutionnel se distingue largement du contexte américain, à tel point qu'Engeli et Tonka préfèrent parler de modernisation plutôt que d'américanisation pour expliquer les transformations dans les élections (2010 : 399). Pour ne citer que quelques exemples : la loi interdit la publicité politique à la télévision et à la radio ; les élections fédérales se réfèrent uniquement à l'Assemblée fédérale et ont lieu dans des circonscriptions électorales, ce qui lie très fortement les élections au contexte local ; enfin, les stratégies que les partis adoptent dans ces moments sont très diversifiées. Ces contraintes juridiques et institutionnelles (Farrell, 2005) peuvent donc influencer l'évolution de caractéristiques reconnues ailleurs. Cependant, les partis réagissent de différentes manières aux transformations. Alors que nous pouvons observer une personnalisation très poussée dans l'UDC, les autres partis ont développé des stratégies plus « traditionnelles ». Pour ces motifs, la modernisation en Suisse peut, selon eux, se définir mitigée. De plus, les campagnes traditionnelles et les campagnes modernes devraient être des modèles idéaux typiques différents. Les auteurs le découvrent aussi : les campagnes suisses ne se sont pas 'modernisées'. Ce résultat peut être compris comme quoi les

³¹ « Les groupes cibles, la construction des images et la personnalisation » (TdA).

campagnes suisses accusent un retard par rapport aux autres démocraties occidentales à cause des spécificités de leur contexte. Nous gardons à l'esprit les résultats d'Engeli et Tonka, mais nous nous distançons de leur approche, celle de la modernisation, qui premièrement contient selon nous, un jugement de valeur face aux campagnes électorales plus anciennes et deuxièmement conçoit les changements comme un processus linéaire et continu.

Un autre exemple tout récent des faiblesses des études sur les partis politiques suisses est donné par la thèse de Line Rennwald, qui s'est penchée sur la base électorale du parti socialiste : même si elle note qu'« en Suisse, le parti socialiste s'est éloigné de son caractère ouvrier pour s'implanter essentiellement, comme en France, dans des segments des classes moyennes salariées. (...) Il y a donc des différences importantes entre l'ancien et le nouvel électorat du parti socialiste, mais il ne faudrait pas non plus les surestimer » (Rennwald, 2015 : 245-246). En effet, les classes moyennes salariées ont beaucoup en commun avec les ouvriers. De plus, les ouvriers du vingt-et-unième siècle ne sont pas les ouvriers du début 1900. Malheureusement, la chercheuse n'analyse que le développement de l'électorat des socialistes, et non pas l'image que le parti veut donner de lui-même : en effet, nous ne comprenons pas si ces changements dans l'électorat sont dus aux changements de la société entière ou bien à une volonté du parti de s'éloigner des classes plus populaires. Il est en effet important aussi d'évaluer l'image que le parti veut donner de lui-même.

Les lacunes empiriques existantes dans les études sur la Suisse sont assez importantes. Comme il a été expliqué ci-dessus, par rapport aux enjeux traités, nous avons des manques importants concernant plusieurs dimensions rattachées à l'organisation et à la production symbolique des partis politiques et à leurs transformations. Quant à la représentativité, nous n'avons pas encore eu d'études de cas qui permettent une comparaison entre plusieurs cantons de régions différentes pour ainsi analyser les divers contextes existant en Suisse. Enfin, en ce qui concerne la temporalité analysée, nous disposons d'études surtout synchroniques, qui ne permettent pas de mettre en lumière les continuités et les transformations dans l'organisation et dans la production symbolique des partis politiques suisses dans les années 1990 et 2000.

1.4 Les questions de recherche

Le problème majeur qui a été soulevé par cette revue de la littérature expose du point de vue interne aux partis politiques, puisque les recherches existantes au niveau international et suisse ne permettent pas de le comprendre, quelles sont les procédures mises en place par les partis eux-mêmes afin de répondre à des situations en transformation. Ce travail se propose donc de répondre à la **question principale** suivante :

Q Quelles sont les principales mutations de l'organisation et de la production symbolique des partis politiques suisses des années 1990 et 2000 ?

Tout d'abord, les mutations peuvent être causées par toute une série de changements externes et internes aux partis politiques. Une partie des changements a déjà été nommée par Harmel et Janda (1994) et des types possibles de réponses par Mair, Müller et Plasser (2004). Les

situations de transformation peuvent apparaître à l'intérieur du parti, par exemple la prise de pouvoir d'une autre aile du parti ou le changement du leader du parti, et à l'extérieur du parti, comme le déclin électoral, l'émergence de nouveaux acteurs, la volatilité de l'électorat, etc. Ces chercheurs ont démontré comment les réponses peuvent apparaître surtout à deux niveaux : celui de l'organisation et celui de la production des symboles. Ces recherches n'ont cependant pas analysé des contextes fédéralistes, où l'autonomie des niveaux inférieurs pourrait engendrer des réactions à ces changements. De plus, les changements peuvent être différents selon le contexte où ils sont mis en place et influencés par d'autres facteurs.

Si la littérature a essayé dans d'autres contextes d'étudier les variations dans ces deux dimensions, ils n'ont jamais essayé de proposer une analyse qui les combine. En effet, les études sur les changements dans l'organisation des partis politiques ne développent pas ceux qu'il y a aussi eu du point de vue de la production symbolique (et vice-versa). Les campagnes électorales sont le meilleur moment d'analyse, étant donné que les partis peuvent se réinventer et proposer des changements afin d'attirer plus d'électeurs et rejoindre ainsi le but de participer au pouvoir.

Les recherches ont montré plusieurs processus de transformations dans le cadre de ces deux dimensions : centralisation, nationalisation, homogénéisation, unification, etc. Les stratégies, les tactiques ou les pratiques que les partis politiques produisent sont donc nombreuses.

De ce fait, d'autres **questions secondaires** apparaissent dans le contexte suisse :

- | | |
|----|---|
| q1 | Quelles sont les principales stratégies, tactiques et pratiques adoptées ? |
| q2 | Comment sont-elles légitimées ? |
| q3 | Existe-t-il des réponses différentes selon la dimension étudiée (organisation et production symbolique) ? |
| q4 | Quelles réactions se rendent visibles suite à certaines transformations ? |

Dans la suite du travail, nous allons présenter comment nous nous proposons de répondre à ces questions de recherche avec le développement de notre approche spécifique et des méthodes utilisées.

2. Les approches et les méthodes

Après cette revue, les lacunes dans la littérature suisse apparaissent comme importantes. Notre travail se propose donc de les combler en adoptant une approche innovatrice du point de vue de la littérature internationale et suisse. Tout d'abord, nous allons motiver le cadre d'analyse en soulignant les particularités du contexte pris en compte. Ensuite, l'attention sera portée sur les possibles mutations des partis politiques et les deux dimensions où elles peuvent apparaître. Ces dernières seront ensuite motivées et les indicateurs qui les composent décrits. La description de cette approche nous permettra de développer nos hypothèses et aussi de motiver le choix de notre méthodologie d'enquête.

2.1 Le cadre d'analyse

2.1.1 Le contexte fédéraliste suisse

Notre étude de cas est composée essentiellement des périodes des campagnes électorales des quatre principaux partis politiques suisses (PDC, PRD³², PS et UDC) dans les élections fédérales de 1991, 1999 et 2007. Ces quatre partis sont les principaux dans le paysage suisse depuis la deuxième moitié du vingtième siècle. De plus, leurs histoires spécifiques en font des partis essentiellement différents, qui peuvent donner lieu à des typologies de partis bien distinctes. Les quatre clivages classiques identifiés par Lipset et Rokkan (1967) ont aussi été utilisés pour une meilleure compréhension de l'espace politique suisse. En effet, Linder (2005) explique les différences entre ces quatre partis majeurs en les positionnant dans la typologie des clivages de Lipset et Rokkan (Tableau 1).

Tableau 1. Les quatre partis suisses majeurs selon la typologie des clivages de Lipset et Rokkan

	Anticléricaux		Religieux	
	Urbain	Rurale	Centre	Périphérie
Ouvriers	PS			
Possédants	PRD	UDC		PDC

Source : (Linder, 2005 : 86)

En tenant compte de la structure fédérale du système politique suisse, notre étude n'observe pas uniquement les partis au niveau national, mais aussi au niveau cantonal, notamment les cantons de Zurich, Vaud et Tessin, qui représentent les plus grands cantons dans chacune des trois régions linguistiques. Le choix de ces trois cantons comme étude de cas est donné par les critères suivants. Premièrement, tous les quatre partis étaient présents dans l'entière période sélectionnée (sauf l'UDC au Tessin qui est un parti secondaire en raison de la présence de la *Lega dei ticinesi*). Deuxièmement, il existe un clivage entre les cantons plutôt urbanisés et ceux plus ruraux. Les campagnes électorales peuvent donc s'organiser et avoir des significations différentes selon le lieu où elles se développent. Enfin, les trois régions linguistiques sont

³² Dans le cadre de cette recherche, nous parlerons davantage de PRD, étant donné que le PLR au niveau suisse nait officiellement qu'en 2009.

représentées afin de tenir aussi compte de l'hétérogénéité des médias disponibles dans le contexte suisse.

Nous avons choisi les trois dates les plus récentes retenues par le projet de recherche du Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) sur les partis politiques et les campagnes électorales de l'après-guerre³³, dirigé par Oscar Mazzoleni et Damir Skenderovic. L'analyse des dates antérieures à 1991 (1947, 1959, 1971 et 1983) sera menée par Zoé Kergomard, doctorante à l'université de Fribourg. Notre travail de thèse s'inscrit justement dans le cadre de ce projet dont nous nous inspirons largement en ce qui concerne les méthodes et les outils de recherche. La période récente du projet FNS coïncide aussi avec la progressive augmentation de la compétition électorale en Suisse. Comme le montre l'Annexe 1, suite à l'introduction de l'élection proportionnelle pour l'élection du Conseil national, la répartition des mandats est restée relativement stable jusqu'à la fin des années 1980. Depuis 1991, une importante transformation des rapports de force est en train de se produire en Suisse. De plus, chaque année électorale représente un moment historique où des facteurs contextuels et/ou de transformation du système de parti, entraînent de nouveaux défis pour les quatre principaux partis. En effet, l'élection de 2007 a été fortement marquée par l'UDC, parti qui a dominé et polarisé la campagne électorale. La montée des nouveaux partis d'opposition constitue un autre exemple ; cela a été le cas en 1999, où l'UDC abandonne son ton de parti agrarien et représente désormais la droite nationale-conservatrice en endossant la même année, le rôle de premier parti en Suisse. Prenons encore l'influence d'importants enjeux dans la campagne, comme en 1991, avec la thématique de la guerre dans l'ex-Yougoslavie. Avec une telle sélection de cas, il est possible d'effectuer des recherches approfondies sur chaque année de campagne, pour axer ainsi notre regard sur les changements et les continuités dans le temps, qui sont en lien avec notre approche qualitative.

Il s'agit donc premièrement d'appréhender la dynamique diachronique, car les élections se répètent au fil du temps, mais n'en sont pas pour autant automatiquement comparables : l'offre et la demande changent avec les années. Deuxièmement, il convient donc d'explorer la dynamique interrégionale, puisque si l'objet d'étude est le même, les règles, les enjeux et les acteurs peuvent largement se différencier d'une région à l'autre en Suisse. Enfin, il faut enquêter aussi sur la dynamique multi-niveaux : parfois, les mêmes électeurs sont appelés à élire leurs représentants du niveau local au niveau national.

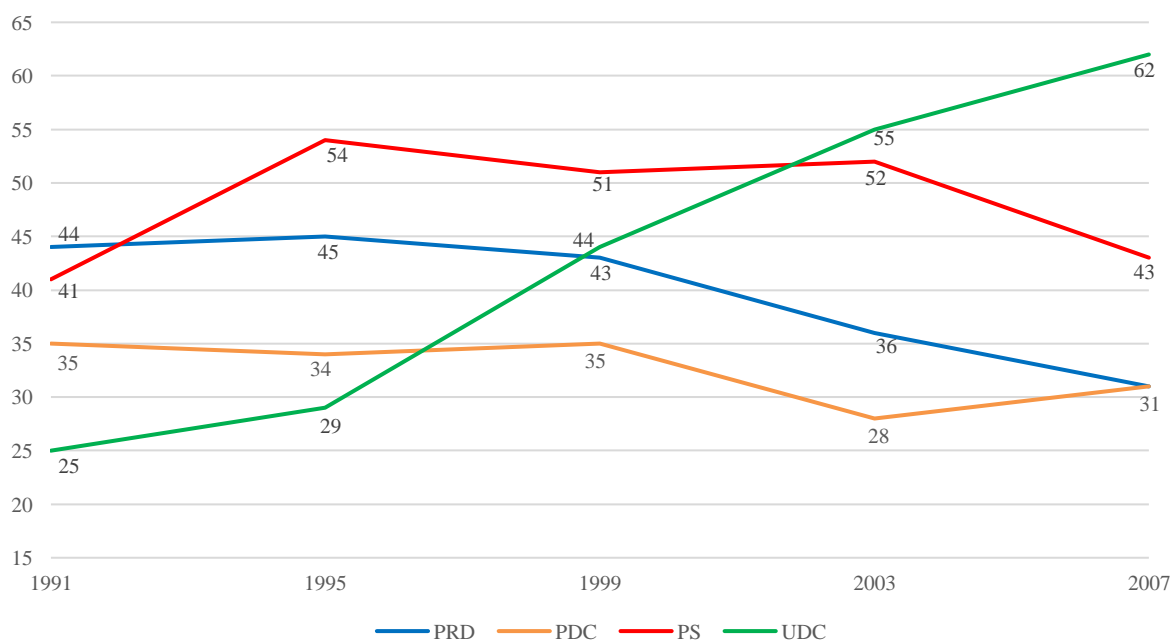
Durant la période étudiée, le paysage politique suisse a vu un changement important dans la répartition des mandats à l'Assemblée fédérale, et surtout au Conseil national. Dans l'ensemble de la Suisse, le poids de chaque parti change selon le canton et parfois aussi entre les différentes élections.

Dans notre étude de cas, les cantons de Zurich, de Vaud et du Tessin ont été choisis en raison de leurs caractéristiques différentes et configurations du système de parti différent. À Zurich,

³³ Le résumé et l'ensemble des publications du projet sont visibles sur la page web du projet. URL : <http://p3.snf.ch/project-137811>. Dernière consultation le 9 août 2017.

plus du 50 % des suffrages ont été récolté par UDC et PS. Au Tessin, il existe toujours la forte lutte entre le PLRT et le PDC, qui se distancient toujours dans les résultats par moins de 5 %. Tandis que dans le canton de Vaud, la force électorale de PS et UDC est quasiment équivalente, suivis de près par les Verts et des radicaux. En général, nous pouvons affirmer que le paysage politique suisse était beaucoup plus bigarré en 1991 qu'en 2007, avec au moins quatre partis dominants dans des régions distinctes : le PRD dominait l'ouest de la Suisse, le PDC faisait de même avec l'ensemble des cantons et régions catholiques, l'UDC dominait à Berne, Zurich, et dans peu d'autres cantons. Le PS n'arrivait en tête que dans quelques centres industriels et banlieues de gauche. Depuis 1991, l'UDC a progressivement colonisé pratiquement l'ensemble du pays, et le PS en a profité pour avancer dans les grandes villes. L'UDC arrive aux élections de 1999 à devenir le premier parti suisse (22,5% des voix), ce qui a été reconfirmé en 2003 et 2007. Son succès a évidemment enlevé des voix aux autres partis, ce qui a représenté une vraie défaite pour les partis historiques (PRD et PDC) (Graphique 1)³⁴.

Graphique 1. Répartition des mandats au Conseil national, 1991 – 2007



Source : OFS, Neuchâtel.

Dans ce travail, nous adoptons une approche diachronique comparée à l'aide originel de la sociohistoire, qui repose sur la combinaison des 'principes fondateurs' de l'histoire et de la sociologie. Nous proposons d'étudier le monde contemporain et pour cela nous nous tournons vers le passé, afin de comprendre la genèse des phénomènes (Noiriel, 2006). Avec une telle sélection de cas, il est possible d'effectuer des recherches approfondies sur chaque année de campagne, pour ainsi axer notre regard sur les changements et les continuités dans le temps, qui sont en lien avec notre approche qualitative.

³⁴ L'Annexe 2 montre les résultats obtenus.

De plus, l'analyse comparative au niveau des cantons et au niveau national, nous permettra de combler les lacunes dans l'étude de l'évolution des campagnes électorales suisses en ne portant pas seulement l'attention sur un parti ou un canton, mais en mettant aussi en lumière les (éventuelles) différences de contexte. L'analyse comparative est devenue aujourd'hui très importante dans les études en sciences sociales à cause de plusieurs raisons (Esser & Hanitzsch, 2012). Premièrement, la recherche comparative est indispensable pour « établir une généralisation des résultats et confirmer la validité des interprétations d'un seul contexte » (Kohn, 1989 : 77). Donc, la recherche comparative prévient le danger de prendre comme 'normal' un cas isolé et visible dans un seul contexte (Livingstone, 2012 : 416). La comparaison est indispensable pour nous et se développe sur l'axe temporel et sur l'axe géographique. Nous ne tomberons donc pas dans le défaut de prendre comme normal un processus qui peut-être a eu lieu seulement à un certain moment donné. D'habitude, les études de cas sur une seule nation n'adoptent pas une analyse comparée, mais nous allons éviter cette limite en mettant en relief les relations entre niveaux cantonaux et niveau national des partis politiques suisses. Pour cette raison, l'analyse développée dans un contexte fédéraliste comme celui suisse s'avère fondamentale.

2.1.2 Les relations sous-jacentes aux transformations

Les stratégies, tactiques et pratiques que les partis développent en réaction à des transformations internes et/ou externes sont nombreuses et dépendent aussi des différentes relations qui existent entre les partis et à l'intérieur même des partis. Nous n'allons pas simplement comparer les différentes situations. Ce que nous essaierons surtout de faire, c'est une liaison, car les acteurs agissent en concordance avec cette double relation : les relations internes au parti (intra-partisanes) et les relations avec les autres partis (inter-partisanes). Ce chapitre souhaite donc développer les prémisses essentielles qui sous-tendent selon nous les réponses développées par les partis politiques.

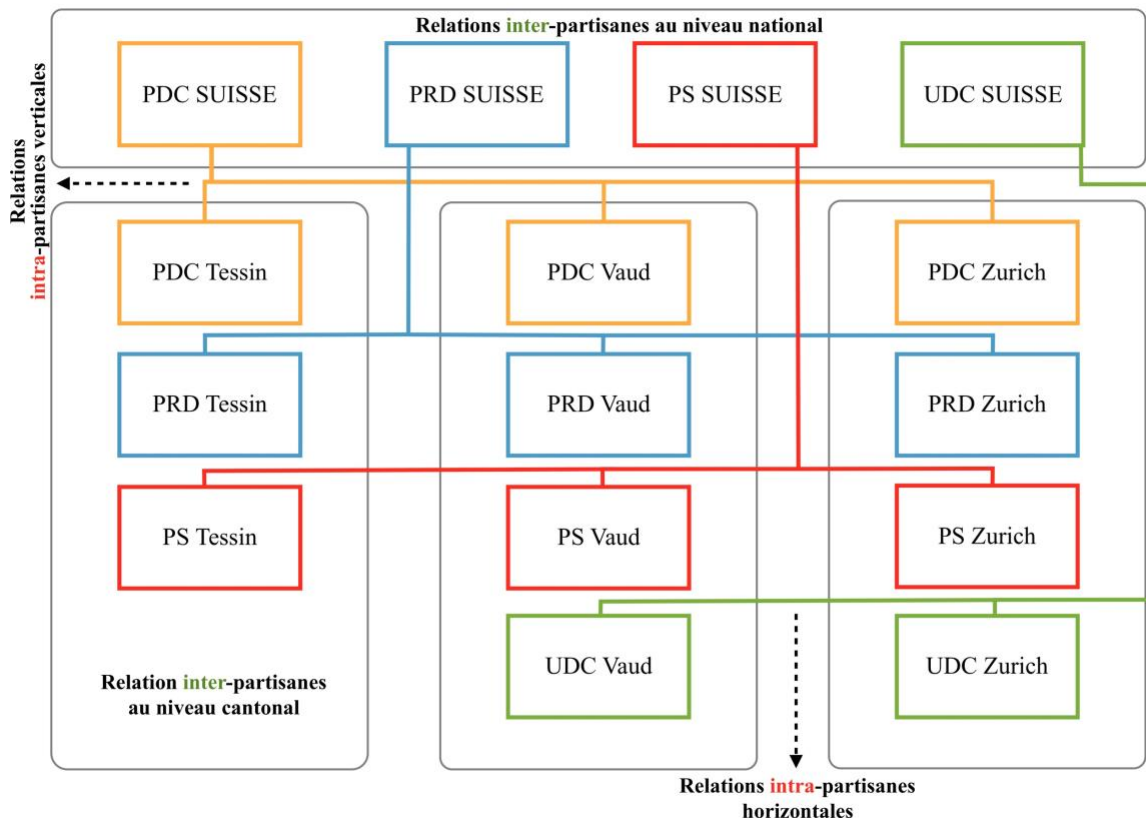
De nombreuses théories sociologiques³⁵ supposent qu'entre les acteurs, il existe des interactions. Ces relations, lorsqu'elles sont transposées au contexte des partis politiques, mettent en lumière les différents types de relations qui peuvent surgir entre les partis, mais pas seulement.

Étant donné que les partis politiques sont composés d'acteurs, il y aura des négociations et des régulations dans le cadre même du parti : cette relation sera dès à présent appelée relation intra-partisane. En d'autres termes, ce sont les relations entre les différents acteurs qui agissent dans le même parti politique. Le contexte que nous voulons développer ici est basé sur une perception que le parti politique est une unité ouverte. Ceci signifie que le parti est vu comme une arène de discussion et décisionnelle et que les acteurs intra-partisans jouissent d'une certaine marge d'autonomie (Barnea & Rahat, 2007 : 376). Dans les campagnes électorales, l'une des occasions où les relations intra-partisanes sont le plus visibles et plus répandues, c'est par exemple la sélection des candidats.

³⁵ Pensons à l'interactionnisme symbolique de l'école de Chicago ou à la théorie du choix rationnel de Coleman.

Les relations entre les différents partis seront en revanche appelées relations inter-partisanes. En effet, les partis politiques entretiennent des relations à différents niveaux avec les autres partis : dans notre étude de cas, au niveau national ou bien au niveau cantonal. Ces relations ne sont généralement pas formalisées dans les statuts, mais apparaissent souvent en période de campagne électorale lorsque des apparentements sont discutés entre les acteurs partisans de deux partis, dans des débats inter-partitiques, etc. La Figure 1. montre les différentes relations qui peuvent surgir dans notre recherche.

Figure 1. Les relations inter- et intra-partisanes dans les partis politiques suisses



Nous partons du constat que les partis politiques sont bien évidemment composés d'individus. Ils ne peuvent pas pour autant être considérés comme un simple rassemblement d'individus isolés. Leur fonctionnement s'appuie alors sur une multiplicité de liens qui les relient entre eux au moyen d'un ensemble de structures et sur la base de systèmes de valeurs et de normes. Le schéma ci-dessus vise à illustrer les différents types de relation qui peuvent surgir entre les acteurs partisans (relations intra/inter-partisane), à plusieurs niveaux (cantonal/national) et le sens de cette relation (horizontal/vertical). En effet, cette dernière est très importante, car elle permet d'identifier l'autonomie laissée aux niveaux inférieurs. Au total, six types de relations nous intéressent entre celles qui peuvent surgir entre les différents niveaux et contextes : les relations intra-partisanes au niveau national, les relations inter-partisanes horizontales au niveau national, les relations intra-partisanes verticales entre les deux niveaux, les relations intra-partisanes au niveau cantonal, les relations inter-partisanes au niveau cantonal et les relations intra-partisanes horizontales au niveau cantonal.

2.2 Le modèle des mutations dans les partis politiques

Notre *design de recherche* se veut tout d'abord descriptif, visant à décrire un processus qui dans le contexte suisse n'a jamais été étudié et pour lequel la recherche scientifique n'a jamais utilisé ces méthodes (l'analyse des documents d'archives) afin d'en rendre compte. Ces sources primaires restent en effet en grande partie inexplorées dans le cadre des recherches scientifiques. Inévitablement de bonnes descriptions donnent lieu aussi à la question 'pourquoi?' et ainsi il faudra inévitablement aussi dédier une partie de la recherche aux explications. Certes, ces explications ne se veulent pas définitives ni une vérité absolue. Notre analyse permettra de faire ressortir des motivations que les acteurs eux-mêmes donnent aux actions de changement qu'ils entreprennent. Plus précisément, ces actions seront vues comme des réactions, des stratégies de réaction que les partis politiques suisses mettent en place (qui deviennent ainsi des pratiques), pour répondre à des situations qu'ils perçoivent comme critiques, ou en tout cas comme nécessitant une réponse stratégique. Afin de rejoindre notre but, nous avons construit un modèle de mutations dans les partis politiques suisses qui nous permet d'indiquer de manière synthétique les principales dimensions analysées dans cette recherche ainsi que les interrogations concernant les réponses des partis politiques pendant les campagnes électorales. En effet, l'accent sera mis sur ces événements particuliers, lesquels sont susceptibles d'assumer des formes d'organisation et des productions symboliques différents par rapport aux situations habituelles, c'est-à-dire hors campagne électorale. Les principales dimensions structurelles sous-jacentes aux changements analysés dans cette recherche sont les relations inter et intra-partisanes. L'importance respective de toutes les possibles relations est discutée de manière plus approfondie tout au long du travail. Les indicateurs que nous utilisons pour rendre compte des mutations des partis politiques suisses renvoient à deux dimensions :

Dimension organisationnelle. Cette première dimension souhaite enquêter des indicateurs qui ressortent de l'organisation des partis politiques. La dimension organisationnelle a souvent été analysée par les chercheurs classiques de la science politique qui ont essayé de classifier les partis politiques selon leur modèle d'organisation (Michels, 1971 ; Duverger, 1977 ; Panebianco, 1988 ; Katz & Mair, 1995). Malgré cela, peu de recherches se sont penchées sur les mutations de l'organisation des partis politiques dans un contexte d'augmentation de la compétition électorale après une longue période de stabilité électorale. L'organisation qui touche les partis politiques se réfère à beaucoup d'aspects. Il ne s'agit pas ici de tous les mobiliser. Cependant, il s'agit de montrer les indicateurs qui sont le plus censés être touchés par une mutation. Dans cette partie, l'une des transformations les plus importantes qui a été découverte dans l'organisation des partis politiques est le processus de centralisation de leur organisation. Cette dernière est définie comme un processus qui consiste à transférer un pouvoir de prise de décision à un niveau central. En même temps, elle représente aussi un processus qui permet l'augmentation de la cohésion dans des partis politiques 'fédéraux' qui sont donc tenus de gérer leurs diversités dans une sorte d'unité. Les indicateurs qui peuvent potentiellement montrer une telle transformation sont l'articulation des structures, la concentration du leadership, le développement de l'appareil administratif et la gestion des ressources.

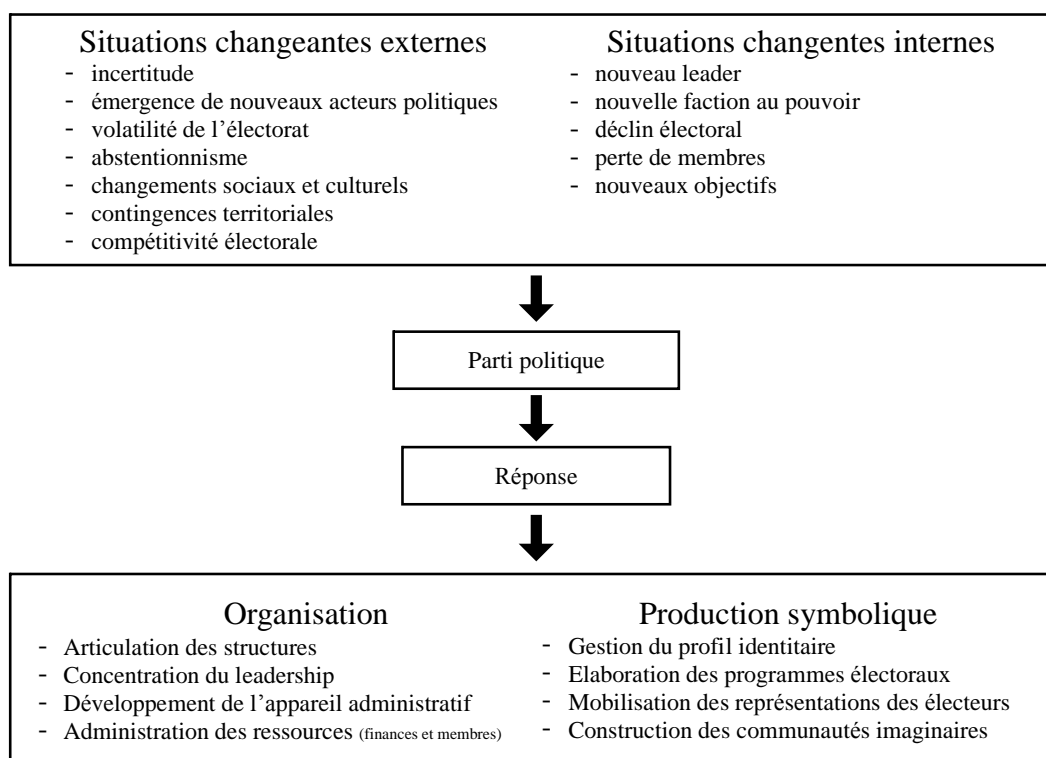
Dimension symbolique. Tout comme pour la dimension organisationnelle, il s'agit de tenir compte des changements et des continuités qui ont eu lieu en Suisse selon une dimension de

production symbolique. En effet, Sawicki a montré qu'il manque encore dans la recherche scientifique une combinaison des deux dimensions où l'analyse des partis politiques s'est le plus développée. Associée à la dimension d'analyse organisationnelle, nous y ajoutons donc une dimension de production symbolique. Les partis politiques, comme tous les acteurs sociaux en effet, désignent, nomment et mettent en relation plusieurs éléments (buts, objets, acteurs, valeurs, etc.) afin de construire des représentations. Ces dernières produisent pour les partis eux-mêmes du sens et en même temps, impliquent qu'ils soient reconnus comme tels à l'extérieur. Issue des recherches de Bourdieu, une analyse de la production symbolique produite par les partis permet donc de dégager l'ensemble de la signification et des représentations du monde faites par les partis eux-mêmes. Plusieurs indicateurs peuvent être touchés par cette dimension de production symbolique. En effet, l'ensemble de la production symbolique d'un parti politique peut ressortir de l'identité qu'il veut proposer à son électorat, de la définition même de son électorat cible, ainsi que de la construction des programmes électoraux ou des communautés imaginaires. Pour cette raison, les indicateurs pris en compte dans le cadre de cette deuxième dimension sont la gestion du profil idéologique des partis, l'élaboration des programmes électoraux, la mobilisation des électeurs et enfin une explication de la construction des communautés imaginaires.

La Figure 2 montre graphiquement notre travail d'analyse et les sections qui le composent. Tout d'abord, le sujet de cette thèse est le parti politique ; des situations changeantes internes ou externes peuvent l'amener à mettre en place des réponses. Ces dernières se développent à deux moments distincts, qui peuvent aussi être interdépendants (donc avoir des influences mutuelles) : la période ordinaire et la période des campagnes électorales. Nous allons nous concentrer sur les réponses qui apparaissent, pendant les campagnes électorales, sous la forme de deux dimensions : la dimension organisationnelle et la dimension symbolique. Malgré cela, il nous paraît indispensable de nommer les réponses adoptées dans des périodes ordinaires de la vie d'un parti politique. En effet, le choix de montrer les réponses développées pendant la période des campagnes électorales ne signifie pas que ces transformations se réfèrent uniquement à cet événement. Il s'agit donc que d'une limitation temporelle nécessaire pour définir notre sujet d'étude. Pour cette raison dans le design de recherche nous ne concevons pas les deux périodes comme des périodes de réponse distingués.

Chacune de ces dimensions est composée de quatre indicateurs. Ces derniers nous permettent d'identifier les éléments de continuité ou de rupture dans les campagnes électorales suisses, au cours des vingt dernières années par rapport à l'organisation et à la production symbolique. Nous allons mobiliser au total huit indicateurs : quatre pour la dimension organisationnelle et quatre plus liés à la dimension symbolique.

Figure 2. Design de recherche



2.2.1 Les changements dans l'organisation des campagnes électorales

Les changements dans l'organisation des partis politiques pendant la période des campagnes électorales peuvent toucher plusieurs indicateurs. Les quatre indicateurs pris en compte pour analyser les transformations dans l'organisation des partis politiques nous permettent d'inclure dans l'analyse la plupart des champs qui entrent en jeu pendant une campagne électorale. Ils ont été choisis après une revue attentive de la littérature et en intégrant la précieuse analyse et conceptualisation de la centralisation de Janda (1980), transformation qui a souvent été associée aux transformations majeures au sein des partis politiques dans les dernières décennies en lien avec l'organisation.

Le problème majeur qui a été mis en exergue par la littérature est la confusion entre le concept de centralisation et d'organisation, ainsi on croit souvent qu'un haut degré d'organisation pour un parti politique signifie aussi avoir une haute centralisation du pouvoir. Janda propose des exemples où cette relation n'est pas visible : notamment « the existence of federalism, for example, might explain why some highly organized parties are also decentralized, and low levels of institutionalization should account for some parties that are centralised but loosely organized » (1980 : 108). Les indicateurs que nous avons choisis permettent de dépasser cette difficulté et démontrent les possibles réponses que les partis développent pendant les campagnes électorales. La centralisation est alors seulement conçue comme un processus que les partis peuvent développer afin de changer un indicateur de leur organisation.

Articulation des structures. Dans des contextes fédéralistes, l'organisation des partis politiques doit compter avec différentes échelles avec des compétences diversifiées. Chaque niveau en

effet est séparé des autres et maintient ses compétences et autonomies. Il existe donc dans les partis des structures horizontales et des structures verticales qui influencent l'organisation de toute activité interne (et externe). L'articulation de toutes ces structures veut donc montrer comment les différents échelons interagissent entre eux. Dans ces contextes, l'intégration verticale et l'influence sont des aspects importants afin d'étudier l'étendue des relations entre les niveaux et afin d'analyser l'influence des branches locales sur les niveaux plus hauts (Wilson, 2013). L'intégration verticale a été étudiée dans plusieurs contextes à travers des études quantitatives (Thorlakson, 2011 ; Fabre, 2011). Ce qui manque est une analyse des mutations développées par les partis politiques en réponse à des transformations internes ou externes. En effet, les partis politiques peuvent décider notamment de plus ou moins articuler les différentes relations verticales et/ou horizontales, internes ou externes.

Un concept qui peut être introduit de manière propice dans ce premier indicateur est aussi celui de stratararchie. Selon les travaux d'Eldersveld (1964), Katz et Mair (1995) et Carty (2004), la stratararchie est présentée comme étant un autre modèle de l'organisation des partis ; elle se base sur le fait que le pouvoir au sein des partis ne peut pas être localisé dans un seul lieu. Le parti central a besoin d'instances sur le territoire qui soient localisées, car les votants doivent être mobilisés à la base, alors que le parti central contrôle et intègre l'ensemble de l'organisation (Eldersveld, 1964 : 9). Il existe alors des strates où le pouvoir se partage. Nous trouvons peu de recherches récentes consacrées à l'analyse interne des partis politiques sous ce point de vue spécifique. Bolleyer, sur la base des théories de la stratararchie (à savoir Eldersveld et Carty), présente une triple typologie d'organisation des partis politiques. Il les présente comme le parti hiérarchique, le parti « stratarchique » et le parti fédération. Le premier est le plus centralisé et il correspond à un modèle d'organisation hiérarchique « haut-bas » de contrôle (Bolleyer, 2012). C'est le modèle d'organisation typique dans le « parti de masse ». Les deux autres modèles donnent plus de pouvoir d'organisation aux sections : ils les laissent autonomes. La différence entre ces deux derniers modèles est la division du pouvoir : pour les partis « stratarchiques », le pouvoir est divisé entre les niveaux ; pour les partis « fédération », le pouvoir est divisé entre les régions.

Si la stratararchie est un concept utile afin d'expliquer les relations existantes entre les différents niveaux du pouvoir d'un parti politique (i.e. les relations verticales), la dimension horizontale des relations peut être expliquée avec celui d'intégration ou d'autonomie. En effet, en raison de la grande hétérogénéité des partis politiques, il faut aussi montrer l'articulation des structures horizontales existantes. Celle-ci se développe notamment à l'intérieur des partis politiques entre sensibilités politiques ou groupements (femmes, jeunes, seniors, etc.) mais en même temps, à l'extérieur aussi des partis dans les relations inter-partisanes (coalitions, apparentements, etc.). L'organisation de ces différents groupes peut être intégrée dans celle du parti 'mère' ou alors jouir d'une large autonomie de gestion et d'organisation.

L'articulation des structures est un indicateur très hétérogène, nombreux sont les objets qui peuvent y être étudiés. Malgré cela, il ne permet qu'en partie de montrer les transformations dans l'organisation produite par les partis politiques. Il existe en effet d'autres indicateurs plus spécifiques qui permettent une analyse plus détaillée des changements de rapports internes ou

externes aux partis comme réaction à des situations beaucoup plus concurrentielles. Les prochains indicateurs de la dimension organisationnelle en sont un exemple.

Concentration du leadership. La concentration du leadership par exemple est un indicateur qui montre, du point de vue des relations verticales, comment se structure le pouvoir au sein d'un parti politique. Duverger avait analysé la manière dont le pouvoir est distribué à l'intérieur des différents niveaux du leadership (Duverger, 1977 : 72). La concentration du pouvoir dans les mains de peu de personnes dans un parti politique signifie, pour lui, centraliser toutes les décisions prises. Selon Janda « 'leadership concentration' refers to the number of individuals who constitute the top party hierarchy and who are regarded as key decision makers within the party » (1980 : 116-117). Au cours des campagnes électorales, toute une série de décisions importantes doit être prise (à partir de la sélection des candidats, du programme à suivre, des événements, etc.) et le pouvoir interne au parti peut se concentrer dans les mains de peu de personnes, voire dans une seule personne. Les organes dirigeants déjà présents dans les périodes hors campagne des partis assument donc une importance majeure aussi pendant les campagnes électorales. Les changements dans les organigrammes des partis influencent aussi la procédure de décision pendant les campagnes, car plus ou moins de personnes sont incluses dans le processus. Une enquête sur les différents organes, leur influence et pouvoir dans les campagnes électorales et surtout les changements qu'ils ont subis d'un côté formel semblent donc nécessaires afin de réaliser comment les partis politiques conçoivent leur organisation interne et comment celle-ci change.

Le choix du parti politique de répondre à des transformations internes et externes avec une centralisation du leadership (avec donc la réduction des organes ou la réduction du numéro de personnes dans la procédure de décision pendant les campagnes) peut venir tout d'abord du souhait d'inclure qu'une seule vision ou une seule aile à l'intérieur du groupe qui choisit ; il s'agit donc de limiter l'apport d'une certaine courante à la vie politique du parti.

À l'extrême, cette centralisation du pouvoir peut aussi être vue comme une sorte de personnalisation. Poguntke et Webb explicitent cette réalité en affirmant que « (l)à où le pouvoir au sein du parti peut être vu comme la capacité des leaders de soumettre le parti à leur volonté, le fait d'avoir de l'autonomie au sein du parti peut être interprété comme l'habileté d'ignorer ou de contourner le parti dans son ensemble » (Poguntke & Webb, 2005 : 343). Une analyse des leaders et de leurs pouvoirs dans les partis semble donc nécessaire afin de comprendre si cette concentration du leadership est détenue par un seul membre du parti. C'est le cas dans les analyses sur les partis populistes de droite, qui ont été conduits à la radicalisation (s'ils existaient déjà) ou bien ils ont été fondés par des leaders charismatiques.

Développement de l'appareil administratif. Les tâches qu'un parti politique doit affronter sont toujours plus complexes. Celles-ci ressortent de la gestion des membres ou des sub-sections, des communications avec les élus, de l'administration financière, etc. En périodes hors campagne électorale afin d'administrer toutes ces tâches le parti emploie du personnel lorsque les moyens financiers le permettent. Pendant les campagnes, à côté des activités administratives ordinaires, il s'agit aussi de développer et gérer les tâches administratives propres à ces événements

extraordinaires. Plus précisément les tâches administratives pour la campagne ressortent de la gestion des communications avec les candidats, l'organisation des événements de campagne, la publication des manifestes électoraux, etc. Les changements et surtout la complexification des tâches font que les partis se voient obligés de développer leur appareil administratif. Ce développement se réfère alors à tout un ensemble de transformations subies par cette partie du parti souvent négligé par la recherche scientifique.

Il faut distinguer deux concepts très importants dans l'analyse de ce troisième indicateur. En effet, il paraît essentiel de montrer les différences qui existent du point de vue empirique entre la notion de bureaucratisation et de professionnalisation. Ces deux concepts ont été associés aux changements majeurs au sein de l'appareil administratif des partis. Malgré cela, ils apparaissent parfois dans les mêmes études sans que l'on se préoccupe de bien maîtriser les différences. Afin de ne pas faire les mêmes fautes méthodologiques, nous allons proposer une différenciation basée sur la définition de ces deux concepts. La bureaucratisation implique « a growth of a specific type of political professionals » (Panebianco, 1988 : 231). Tandis que la professionnalisation « involves the increase in the number of experts employed in the organization » (*ibidem*). Le premier concept se réfère donc aux administrateurs du parti qui interviennent dans l'organisation entière des partis politiques, ces personnes ne sont pas nécessairement des employés du parti, il peut s'agir de travail volontaire. Le deuxième concept s'approche plus du type de travail et des compétences des personnes qui travaillent à l'intérieur des partis politiques, qui sont censées être toujours plus spécialisées. Un lien existe cependant entre ces deux concepts, car, pour qu'une professionnalisation ait lieu, il faut qu'une bureaucratisation importante soit présente dans le parti.

Des recherches démontrent comme les activités, que les partis politiques occidentaux doivent affronter pendant les campagnes électorales, profitent toujours plus de l'appui de professionnels (Lilleker & Negrine, 2002 ; Smith, 2006). Le travail était autrement et en grande partie assurée sur base volontaire. Ceci est dû à la nécessité toujours plus répandue d'adopter un style de communication bien défini et spécifique. La communication est en effet une des tâches que pendant et hors les campagnes électorales résulte plus importante pour les partis. Les secrétaires généraux des partis politiques occidentaux, les chefs des secrétariats des partis, démontrent toujours plus de liens avec cette spécialité et ces compétences. Mais la professionnalisation ne se réfère pas qu'au domaine de la communication, en effet plusieurs compétences doivent apparaître aussi dans les domaines de la gestion financière, de la gestion organisationnelle de la campagne, des formations pour les candidats, etc.

Gestion des ressources (financières et des membres). Parmi les tâches que le secrétariat doit administrer et gérer afin d'assurer le bon fonctionnement du parti politique, il y a la gestion des ressources. Les ressources disponibles pour un parti politique déterminent, de manière assez importante, son succès aux élections mais elles permettent aussi au parti de se maintenir saillant au cours de la législature. Il est possible de distinguer au moins deux types de ressources essentielles : les ressources matérielles et les ressources symboliques. Duverger soulignait déjà ce point, comme étant à la base du succès électoral (1977). Un parti basé sur les membres formait alors selon lui, un parti de masse ; celui qui s'appuyait plus sur les moyens financiers

d'une élite, était un parti de cadres. Les ressources matérielles se traduisent donc dans le financement des partis politiques et par conséquent dans le financement de l'ensemble de la machine électorale. Les ressources symboliques s'expriment dans la participation politique des adhérents du parti par leur mobilisation de terrain.

Ces deux ressources ont subi de grands changements dans le contexte occidental. Les partis disposent notamment de financements majeurs (internes ou externes) et une désaffection des membres aux partis politiques est en cours de se produire. Ces transformations posent les bases pour que les partis politiques réagissent et développent ainsi des réponses du point de vue de leur organisation. Des recherches, notamment dans le marketing, ont démontré que des organisations, tels que les partis, peuvent décider de centraliser la gestion de ces deux ressources en exerçant leur volonté de gestion plus optimisée. Cette stratégie en effet ressort de la gestion des entreprises. En effet, organiser et administrer le parti politique comme une entreprise permet aux leaders d'assumer plus de pouvoirs et de centraliser une partie de celles-ci afin de les redistribuer dans un deuxième moment. Dans cette vision, des chercheurs ont développé le concept de « business-firm party » (Hopkin & Paolucci, 1999 ; Krouwel, 2006 ; Mazzoleni & Voerman, 2016a). Ce type de parti politique conçoit les membres seulement comme un réservoir de votes plutôt que comme un mouvement de participation à sa base. Ces partis sont créés par une « individual entrepreneurial leadership and, in contrast to the cartel party, mainly supported by private sector resources » (Mazzoleni & Voerman, 2016a). Une analyse de comment les partis politiques suisses organisent la gestion de ces ressources, membres et finances, pendant les campagnes électorales (et pas seulement) permettra de positionner cette recherche aussi par rapport cette thématique.

2.2.2 Les changements dans la production symbolique des campagnes électorales

La deuxième dimension qui s'avère intéressante et qui n'a pas souvent été combinée à la dimension organisationnelle est la dimension symbolique. En effet, l'organisation des campagnes électorales des partis politiques ne peut pas être complètement dissociée d'une production symbolique que les partis développent dans le but d'attirer le maximum d'électeurs à voter pour eux. La production symbolique permet aux partis de construire des représentations d'eux-mêmes à l'extérieur et de cette manière, être reconnus par les électeurs. La deuxième dimension a souvent été enquêtée seule, c'est-à-dire sans des liens avec la dimension organisationnelle des partis politiques, en faisant référence par exemple aux programmes des partis politiques qu'ils développent au cours de la campagne (Mergel, 2005 ; Benoit & Laver, 2007) ou bien les identités qu'ils mettent en jeu. Les campagnes électorales sont en effet des lieux où des représentations sociales et politiques sont produites et reproduites par les partis à travers des images, des codes ou des discours (Bösch & Domeier, 2008). Jamais, ou rarement, cependant cette dimension n'a été vue comme un domaine sensible et susceptible de changer en réaction à des situations en transformation. La situation actuelle a plus été enquêtée, plutôt que de rendre compte comment ces symboles changent s'ils sont contextualisés dans un espace fédéraliste.

Les mutations produites par les partis politiques dans leur production symbolique peuvent toucher plusieurs domaines.

Gestion du profil identitaire. Plusieurs chercheurs ont étudié les identités des partis comme un élément central pour ces organisations. Celles-ci se différencient des idéologies, terme communément employé pour décrire l'ensemble des idées de base d'un parti politique. Ce terme est cependant souvent imprécis et possède une connotation négative. Une idéologie de parti est vue comme une « characterization of a belief system that goes to the heart of a party's identity » (Mair & Mudde, 1998 : 220). L'identité est alors plus profonde et partagée à l'intérieur du parti. De plus, le parti développe des représentations de soi pour ainsi être reconnu par les membres et les électeurs. Nous appelons ce processus gestion du profil identitaire. Malgré cela, l'identité d'un parti bien qu'elle soit durable peut changer et les campagnes électorales sont des moments privilégiés d'analyse de ces éventuels changements. En effet, selon ce qu'affirme Janda, l'identité partisane est « the image that citizens have in mind when they think about the party. Political parties develop their identities through the different face they present to the public while in and out the government » (Janda et al., 1995 : 171). Cette image semble être très liée aux politiques soutenues par le parti dans l'arène politique et aux activités qui se développent dans les institutions et en dehors. Ce que cette définition ne met pas en lumière, c'est l'influence que peut avoir sur l'image du parti un changement interne au parti, comme l'arrivée au sommet du pouvoir d'un nouveau leadership.

L'identité du parti trouve généralement un large consensus à l'intérieur du parti lui-même. Lorsque ce consensus n'est pas unanime, nous assistons à des dissidences, qu'il s'agisse seulement de quelques petits groupes de personnes, ou alors d'une personne seule, ou encore d'une aile politique autonome. L'apparition, dans un parti politique, d'une aile politique avec des idées différentes n'a pas toujours comme conséquence une séparation (*split*) du parti d'origine. La présence de plusieurs ailes politiques implique que l'identité du parti est hétérogène et si, d'un côté, elle peut potentiellement attirer plus d'électeurs, elle risque aussi de créer un manque de cohésion interne au parti. En effet, les recherches existantes ont montré qu'en Suisse, les partis politiques qui font preuve de plus de cohésion interne sont les deux partis les plus polarisés (PS et UDC) (Lanfranchi & Lüthi, 1999 ; Blanchard et al., 2009). Les partis au centre de l'échiquier politique incluent dans leurs rangs, de nombreuses sensibilités et sont très hétérogènes. Pour arriver à ces conclusions, les chercheurs ont exploité les positions prises par les membres du Conseil national lors de votations. Cet indicateur, bien qu'il puisse représenter un premier signe de cohésion interne au parti, ne nous dit rien sur les changements dans les positionnements identitaires des partis. Il faut alors enquêter des sources plus internes aux partis, comme des procès-verbaux ou des discours. Cela permet ainsi de décoder les transformations du point de vue des identités lorsque les partis se sentent en devoir de changer pour réagir à des situations externes ou internes en transformation.

Élaboration des programmes électoraux. Le programme électoral d'un parti, même s'il peut être très proche de l'identité du parti, ne l'est pas toujours. En effet, un parti politique peut posséder une certaine identité, un consensus de ses membres à propos de plusieurs thématiques, mais dans le programme électoral, soit ce qu'il met à l'ordre du jour, ne mettre en avant qu'une seule partie de celles-ci. En différenciant cette attitude, Mair et Mudde définissent l'identité par « what they are » (Mair & Mudde, 1998 : 220) et, par extension, le programme du parti est « what they do ». Le programme électoral est donc ce que les partis politiques se proposent de

faire pendant les législatures. L'ensemble des préoccupations et des priorités peut différer selon le temps et l'espace. La situation conjoncturelle, les transformations dans les programmes des autres partis politiques ainsi que l'aile au pouvoir au sein du parti, peuvent proposer des programmes différents et faire en sorte que les partis assument des positionnements peu en ligne avec le passé.

Les recherches existantes ont déjà enquêté le développement des programmes électoraux dans plusieurs pays. Ce sont les recherches du *Comparative Manifesto Project* (CMP). Celles-ci rendent compte de l'évolution et du positionnement des programmes des partis politiques selon l'échelle gauche — droite. Tout d'abord, les résultats sont susceptibles d'être influencés par la méthodologie employée : le codage par quasi-sentences des phrases incluses dans les programmes. Deuxièmement, ces programmes ne tiennent pas en compte des discussions qui ont amené à leur version définitive et donc aux différents points de vue qu'existent dans les partis politiques. Dans ce cas alors, les différentes identités à l'intérieur des partis politiques peuvent montrer des positionnements différents par rapport à certaines thématiques.

Les programmes électoraux, surtout grâce à leur grande disponibilité de consultation, ont fait l'objet de nombreuses études. Les transformations qui ont été développées par les recherches scientifiques dans ce domaine montrent qu'il existe une nationalisation progressive des thématiques, lorsque l'échelle analysée est celle du local (Sawicki, 1988). L'analyse des programmes électoraux des partis politiques suisses pendant les campagnes pour des élections nationales peut encore plus montrer une nationalisation des thématiques, particulièrement si elles sont proposées par les partis nationaux et non pas par les partis cantonaux. Les thématiques se réfèrent alors à une dimension nationale et sont surtout égales partout dans le pays. Habituellement, ce concept de nationalisation dans la recherche scientifique a été employé par rapport au soutien homogène partout dans les pays pour un certain parti politique (Caramani, 1994, 2004).

Mobilisation des représentations des électeurs. Dans une campagne électorale, les partis ont pour but de mobiliser et persuader les électeurs. Cependant, ceux-ci ne sont pas un groupe homogène et plusieurs relations peuvent être mobilisées afin de recueillir plus de voix. De plus, des recherches ont démontré comment le lien traditionnel qui liait les partis aux électeurs est en train de se dissoudre. Nous sommes plutôt convaincus que ce lien n'est pas en train de disparaître mais plutôt de se modifier. Quelle est donc la représentation des électeurs aux yeux des partis et des candidats ? Quel est le 'groupe cible' d'électeurs que le parti définit ? Cette question part du présupposé que la campagne électorale est une sorte de marché, où ses règles dominant le champ. Lipset et Rokkan en ont donné une première théorisation des différentes familles partisanes, en lien avec leurs électorats, au cours des années 1960 par rapport à quatre clivages traditionnels (Lipset & Rokkan, 1967). Les quatre clivages traditionnels peuvent être divisés en deux grandes catégories : les premiers sont les différents rapports que les partis entretiennent avec État/Église, et centre/périphérie ; les deux autres ressortent de la révolution industrielle, urbain/rural et possédants/travailleurs.

Traditionnellement donc, les partis socialistes sont plus proches des travailleurs, les catholiques de l'Église, les agrariens du domaine rural, etc. Cependant, les changements dans la société du point de vue de la structure, le lien à la religion, la scolarisation de masse, l'électorat moins fidèle aux traditions politiques familiales, etc. ont bouleversé aussi les liens traditionnels entre groupes d'électeurs et partis politiques. Les partis ont donc dû changer envers les électeurs, lesquels n'appartiennent plus qu'à un certain groupe bien déterminé et défini. Pour cette raison, Kirchheimer a démontré l'apparition de 'partis attrape-tout' (Kirchheimer, 1966 ; Krouwel, 1999 ; Wolinetz, 2002), soit des partis qui ont comme but d'attraper le maximum de voix. Pour rejoindre ce but, ils se rallient aux idées du camp adverse, ont changé leur électorat traditionnel, etc. Les stratégies, les tactiques et les pratiques sont nombreuses à être associées à ces partis. Malgré cela, comme toute catégorisation, les exceptions à la règle ne sont pas prises en compte. C'est-à-dire qu'un parti politique peut essayer de rejoindre de multiples électorats mais en même temps, en son sein, ne pas abandonner son électorat traditionnel.

De plus, les différents contextes dans lesquels les partis politiques fédéralistes sont susceptibles de travailler, peuvent influencer la manière dont chaque échelon du parti conçoit et voit ses électeurs. Ceci se révèle particulièrement exact lorsque les contextes sub-nationaux ont une large autonomie et que les caractéristiques politiques, sociales, historiques, économiques, etc. sont différentes du contexte.

Construction des communautés imaginaires. Le territoire est toujours très important dans une élection. Tout d'abord, il importe l'échelle où se tient la consultation électorale : locale, subnationale et nationale. Deuxièmement, elle invite à prendre acte des continuités, mais aussi des renouvellements des façons dont les territoires continuent à jouer un rôle dans la vie démocratique³⁶. Il s'agit alors d'étudier comment ces réalités territoriales sont conçues, saisies et discutées, de façon parfois concurrente par les différents partis et les acteurs impliqués dans le processus. La production symbolique des territoires dans une campagne électorale signifie rendre compte de toutes les références aux territoires de l'élection, les symboles qui différencient « nous » et les « autres », les renvois à toute une production d'identités qui fait référence à une composante géographique, une spatialité qui essaie de les renforcer et les rendre plus 'réelles'. Il s'agit alors de ce qu'Anderson appelle la « construction des communautés imaginées nationales » (1996). Les communautés imaginaires sont une représentation d'un groupe homogène qui est défini à travers plusieurs critères et l'un de ces critères est celui de la territorialité. Anderson, dans ses recherches, a donc essayé de produire une théorie sur la 'nation' et le 'nationalisme'. Les théories développées à ce propos ont ensuite été différentes (Bazin et al., 2007 ; Keating, 2004 ; Schakel, 2012). Dans la plupart des cas, le 'nationalisme' est conçu comme une idéologie qui est incarnée avec l'appui d'un État dans une 'nation'.

Au cours du temps, les changements dans la société et les différentes influences que chaque échelon a dans la mise en place des politiques du parti, font que les rapports à l'espace et à la nation se modifient et que ces représentations changent. L'analyse peut se porter sur la façon

³⁶ À ce propos, des journées d'étude ont eu lieu à l'Université de Strasbourg en novembre 2015. *Territoires d'élection(s). L'espace du politique en recomposition.*

dont les partis politiques pendant les campagnes électorales reflètent des préoccupations relatives à la construction des communautés 'territoriales'. Dans ce contexte, le développement de partis politiques populistes et leur prise de pouvoir au sein des systèmes politiques occidentaux impliquent qu'une sauvegarde des communautés nationales est en train de se produire. Ce n'est donc pas un hasard, si l'on trouve le mot 'nationaliste' associé à une étude sur les partis politiques de droite. Si le lien de ces partis au nationalisme a été développé de manière propice, nous n'en savons souvent rien par rapport à la gestion des communautés imaginaires nationales des autres partis politiques.

2.3 Les hypothèses de recherche

En incorporant des perspectives micro (l'acteur partisan) et méso (les partis politiques) dans l'enquête, on doit pouvoir arriver à une évaluation plus large et meilleure des réponses que les partis politiques suisses développent pendant les campagnes électorales afin de répondre à des situations en transformation. De plus, dans l'étude ci-dessous à partir de notre modèle sur les relations existantes entre les acteurs partisans et pour dépasser les lacunes existantes dans la littérature suisse, nous formulons plusieurs hypothèses portant sur les réponses produites par les partis politiques suisses à des situations en transformation.

Les hypothèses que nous émettons ici se proposent de répondre à nos questions secondaires de recherche. La première hypothèse que nous posons dans ce travail est centrée sur les stratégies, tactiques et pratiques adoptées dans les deux dernières décennies par les partis politiques afin de répondre à des situations en transformation. Étant donné qu'il y a deux dimensions analysées dans le cadre de ce travail (l'une organisationnelle et l'autre symbolique), nous divisons cette première hypothèse en deux parties. Tout d'abord, en ce qui concerne la dimension organisationnelle, les résultats obtenus par les chercheurs anglophones sur l'évolution des campagnes électorales (Farrell & Webb, 2000 ; Farrell, 2006) peuvent nous aider à développer certains processus. Notre première hypothèse veut cependant montrer les particularités qui apparaissent dans le contexte suisse, lorsque nous analysons les archives internes des partis politiques. Par rapport aux contextes anglophones analysés par Farrell et Webb, en effet, le système de parti en Suisse est beaucoup plus fragmenté et le fédéralisme qui y est présent permet une large autonomie organisationnelle des différents niveaux des partis. Malgré cela, nous émettons l'hypothèse suivante :

Hypothèse 1.1 : La centralisation organisationnelle est, dans le contexte suisse aussi, l'une des réponses que les partis politiques suisses développent. En même temps, en raison des spécificités helvétiques (comme la large autonomie cantonale, le faible professionnalisme des politiciens et le manque de financement public), cette centralisation se révèle moins un processus linéaire et plus un changement ponctuel.

En ce qui concerne la dimension de la production symbolique, la littérature a été plus partagée sur les transformations récentes produites par les partis politiques. Les recherches de Mair, Müller et Plasser (2004) ont montré que les partis développent des réponses du point de vue des transformations dans leurs programmes électoraux. Ceci a aussi été confirmé par les recherches du CMP en ce qui concerne les partis politiques suisses. D'autres recherches, comme

celles qui se développent sous le nom de l'américanisation, bien qu'elles possèdent de nombreux points faibles, ont décrit d'autres changements dans la production symbolique. Il existe notamment dans le domaine de la communication, une progression du 'negative campaigning', une désidéologisation, une personnalisation et une médiatisation majeure. Ces processus ont des conséquences sur la manière dont les partis développent et mettent en place leur production symbolique. Pour cette raison, selon nous :

Hypothèse 1.2 : Les mutations susceptibles de se produire dans le domaine de la production symbolique sont différentes et dépendent largement de l'indicateur pris en considération. Parmi les principales stratégies, nous trouvons l'adaptation des programmes électoraux, la nationalisation et l'homogénéisation. Ces changements se reproduisent, comme pour la dimension organisationnelle, de manière ponctuelle.

L'une des raisons qui permet d'expliquer cette particularité par rapport aux contextes anglophones est le fait que le contexte suisse, en raison du fort fédéralisme qui structure encore aujourd'hui toute la vie politique, est plus susceptible que d'autres contextes de soutenir une large autonomie décisionnelle des niveaux inférieurs. Notre deuxième hypothèse se base donc sur cette constatation à propos du fédéralisme. Les niveaux inférieurs possèdent en effet, encore aujourd'hui, une forte autonomie et indépendance par rapport au niveau national, bien que le fédéralisme suisse ait subi plusieurs modifications au cours du XX^e siècle (Frey, 2006). De plus, notre deuxième hypothèse veut démontrer comment les élections nationales, étant donné qu'elles se développent au niveau des cantons, font que ces niveaux se conçoivent comme encore plus responsables pour toute la campagne électorale.

Hypothèse 2 : La légitimation donnée par les niveaux supérieurs pour le développement d'une stratégie, tactique ou pratique est influencée par le souhait de changement et de réaction. Cette légitimation dépend cependant aussi de l'autonomie de chaque échelon et des ressources que ceux-ci possèdent afin de limiter les changements.

Comme les recherches existantes de Harmel et Janda (1994) et de Mair, Müller et Plasser (2004) le soulignent, mais ne le démontrent pas empiriquement, les stratégies pour répondre à des situations en transformation peuvent apparaître à différents niveaux. Nous avons déjà expliqué pourquoi nous avons choisi d'analyser la dimension organisationnelle et la dimension symbolique étant donné que les recherches plus empiriques n'ont jamais analysé de manière contiguë ces deux dimensions (Sawicki, 2001a). Mener une analyse parallèle entre elles, pourrait donc produire des réactions différentes ou similaires. Lié à la deuxième hypothèse, nous formulons donc une troisième hypothèse, qui prend en compte ces deux dimensions mais aussi les spécificités suisses. Il s'agit surtout de se positionner par rapport aux influences mutuelles qu'ont ces deux dimensions spécifiques.

Hypothèse 3 : Les deux dimensions, où des mutations peuvent apparaître, sont celles organisationnelles et celles symboliques. Les stratégies se développent cependant de manière assez autonome et cela ne signifie pas qu'un changement dans l'organisation implique nécessairement une transformation dans la production symbolique (et vice-

versa). En même temps, si nos hypothèses 1.1 et 1.2 se confirment (i.e. que des mutations se produisent uniquement de manière ponctuelle), elles pourraient avoir des influences mutuelles.

Enfin, notre quatrième hypothèse se positionne par rapport aux réactions dérivantes de la mise en place de certaines mutations. Les partis politiques en Suisse sont en effet très hétérogènes. Cet élément est visible tout d'abord par les différents systèmes de parti qui règnent au niveau des cantons. La place et le rôle que chaque parti politique assume au sein de ces niveaux respectent différentes situations. De plus, à l'interne, les partis politiques sont également très hétérogènes, notamment les partis historiques qui sont l'union de plusieurs sections cantonales en une organisation mère. De ce fait, les sections cantonales peuvent, en leur sein, garantir une large autonomie programmatique, identitaire et organisationnelle face aux partis nationaux. Les réponses développées face à des situations en mutations impliquent que le parti aussi change et parfois, il peut arriver que des changements touchent aussi différents niveaux ou différentes sensibilités à l'intérieur du parti. Pour cette raison, nous émettons l'hypothèse suivante :

Hypothèse 4 : Les réactions dépendent largement de la légitimation donnée à une certaine réponse. Si la stratégie, la tactique ou la pratique développée réduit l'autonomie d'un certain niveau ou d'une faction à l'intérieur du parti, ceux-ci peuvent réagir en s'opposant au changement.

2.4 Les sources

Notre analyse se fondera essentiellement sur les archives des quatre partis politiques suisses. Les documents d'archives se trouvent pour la plupart dans les bureaux des partis. Ce type de matériel peut sans doute être qualifié de « sensible » (Laurent, 2003), ce qui nous a obligé à nous adresser directement aux partis politiques pour en demander l'accès. S'il existe une « indifférence relative » (Roussellier, 1988) des partis politiques à l'égard de leurs archives, nous avons aussi eu des expériences où les partis ont montré une grande attention à la conservation de leur mémoire historique³⁷. La possibilité pour les partis politiques de déposer leurs fonds auprès des Archives cantonales, qui leur assurent la gestion et une ouverture possible au public (après autorisation évidemment), en est un signe. Cette prise de conscience s'est développée, dans nos études de cas, dans les années 1960-1970.

Les archives peuvent, tout d'abord, décrire ce que les partis retiennent comme étant importants dans une campagne électorale, ou alors les enjeux qui étaient les plus débattus dans une certaine période. D'ailleurs, les archives nous permettent de saisir avec précision l'organisation interne du parti. Il existe des variables qui peuvent influencer le développement de celui-ci : le lieu, la culture locale, les conjonctures internes et nationales, le moment dans le 'cycle de vie' du parti (fondation, déclin, naissance de nouveaux partis concurrents, etc.). Parfois, l'accès à l'information est facilité pour le chercheur, notamment dans les cas où la discipline partisane est faible. D'autres fois, le terrain peut se refermer. Il est donc fondamental de contextualiser le

³⁷ Voir l'Annexe 3 pour un état des lieux des archives des partis politiques suisses et cantonales étudiés dans le cadre de cette recherche pour la période 1991-2007.

matériel trouvé. Cette exigence d'historicisation a le mérite non négligeable de faire émerger des zones d'incertitude, des silences, et nous rappelle que les archives ne disent pas tout. Les documents disponibles dans les archives recouvrent de plus une double fonction, comme l'ont justement remarqué Poncet et Anheim : « les sources archivées dont dispose l'historien ont été fabriquées en deux temps : une première fois en tant que documents, une seconde en tant qu'archives, c'est-à-dire des documents conservés, classés et inventoriés » (Anheim & Poncet, 2004 : 3). Cette mise en garde se relève particulièrement pertinente dans le cas des archives de partis confiés aux Archives cantonales (ou fédérales). Dans les autres cas, où les archives sont encore conservées chez les partis politiques, ils ont moins souvent subi un deuxième tri, ou des bouleversements des logiques initiales, c'est-à-dire leur ordre reste celui souhaité par le responsable à l'intérieur du parti (normalement le secrétaire) et non celui du responsable aux archives.

Au total, il s'agit de plus de 300 dossiers³⁸ qui ont été numérisés entre juillet 2012 et décembre 2013. Les structures des archives sont très hétérogènes et complexes : elles se composent en effet de différents blocs ordonnés par thématique, période de production ou selon le traitement particulier qui leur a été réservée par les archivistes. Souvent, ce matériel est déjà sous forme numérique, lorsque nous enquêtons sur la période la plus récente : quelques documents de 1999 et le plus souvent les documents de 2007. La richesse de documents se heurte parfois à la pauvreté d'autres archives ou d'autres périodes³⁹. Nous avons essayé de tout récolter pour la période concernée. Cependant, il faut faire face à la fois à des pertes, à des sélections des archivistes ou des membres des partis ou encore des disparitions de matériaux. Ce n'est donc pas notre but de restituer une réalité exhaustive de l'ensemble de la période en ce qui concerne l'évolution des campagnes électorales des partis politiques suisses entre 1991 et 2007. Cependant, nous proposerons une étude sélectionnée de ces changements selon une reconstruction la plus détaillée et précise possible, par rapport à notre thématique et nos sources disponibles.

2.4.1 Les types de documents

Les documents récoltés dans les archives sont assez hétérogènes.

Les *procès-verbaux* des organes des partis sont comme des témoins des discussions et des prises de position des principaux représentants du parti dans le cadre de la politique cantonale et fédérale. Dans le cadre d'une campagne électorale, les procès-verbaux peuvent nous montrer les discussions internes sur les enjeux, la sélection des candidats, etc. Ce type de document est parfois riche et complet et d'autres fois, surtout au niveau cantonal, moins complet. Normalement, il serait idéal de posséder tous les procès-verbaux de tous les organes dirigeants (avec les ordres du jour), mais ce n'est pas toujours le cas. Ces documents permettent de comprendre le rôle informel des différents organes et des acteurs partisans qui prennent la

³⁸ Ce numéro représente une moyenne entre toutes les archives cantonales et nationales des partis étudiés. Des fois, le matériel est disponible dans des dossiers, autres fois dans les cartons ou enveloppes.

³⁹ Pour cette raison et à cause de l'impossibilité de l'accès à certaines archives de l'UDC (notamment suisse), nous avons demandé et obtenu l'accès aux archives de l'UDC Berne qui permet de combler certaines lacunes dans les archives pour ce parti.

parole. Il faut faire attention parfois au nouveau rôle que le procès-verbal a aujourd'hui acquis : il est toujours plus un relevé des décisions prises, sans plus aucune sorte de discussion. Les traces des débats internes sont plus éparpillées, voire introuvables. La connaissance du débat est réduite aux participants aux réunions.

Les *statuts* et les *programmes* sont des sources importantes pour établir l'organisation formelle du parti politique et les intentions à court et long terme. Les programmes permettent de dévoiler quels sont les enjeux et les thématiques à cœur d'un parti politique à un certain moment historique de sa vie.

Les interactions entre les différentes sections (entre cantons, cantons — parti national, canton — communes), connues à travers la *correspondance* par exemple, nous permettent de dévoiler les différents degrés où sont prises les décisions. Les interactions entre le parti national et les cantons ont lieu souvent à sens unique : parti national envers les sections cantonales à travers des communiqués, des circulaires, des annonces de rendez-vous, etc. Un autre type de correspondance, tel que les lettres aux candidats, permet de comprendre quel est leur rôle dans la conception de la campagne électorale : le parti est seulement le support au candidat ou bien le candidat est l'image du parti politique ?

Il ne faut pas non plus oublier les *analyses* et les *résultats* que les partis font après les élections. Ces documents permettent de dévoiler les objectifs des partis et leur réaction à *posteriori*. Parfois, des critiques sur l'organisation et le développement de la campagne électorale permettent de découvrir un regard critique envers soi-même.

Nous nous intéressons aussi au matériel produit en campagne tels que les *flyers*, les *affiches*, les *cartes de visite des candidats*, etc. Tout ce matériel de « propagande » fait partie de la communication politique qu'un candidat ou un parti politique choisit d'utiliser en période de campagne. Bien qu'aujourd'hui les possibilités de communiquer offertes aux partis se soient multipliées, les affiches et toute une série de matériaux « visuel » sont encore très répandues vu leur potentiel de diffusion. Ils sont très visibles, donc ils se distinguent par toute une série de slogans, un langage simple, concis et surtout qui reste à l'esprit.

Dans les archives des partis, nous retrouvons aussi des *articles de presse* sur eux-mêmes et sur les autres partis. Ces documents peuvent nous aider à reconstruire l'histoire de la campagne électorale, mais aussi les éventuels débats qui n'apparaissent pas dans les procès-verbaux. Les médias contribuent à la construction de la mémoire historique, mais surtout ils participent à la construction de la campagne électorale. Si les partis politiques et les électeurs représentent les acteurs principaux lors des campagnes électorales, la communication est souvent réglée par des médias.

Pour cette raison, l'utilisation de sources externes aux archives des partis politiques, comme l'utilisation des microfilms ou des bases de données de journaux sont aussi exploités dans ce travail. En raison des différentes langues présentes en Suisse et de l'ancrage très local de la presse quotidienne, nous nous appuyons sur différents quotidiens et hebdomadaires. Nous

utiliserons surtout l'*Archivio dei Quotidiani e Periodici*⁴⁰, projet lancé et mis en place par la Bibliothèque de Lugano pour le Système bibliothécaire tessinois (SBT). La base de données couvre les quotidiens et les hebdomadaires tessinois à partir de leur création. La base de données *Scriptorium*⁴¹ est une plateforme créée par la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne qui met à disposition les journaux publiés dans le canton de Vaud. D'autres quotidiens romands permettent l'accès aux archives historiques à tout public. C'est le cas des *Archives historique Le Temps*⁴² et des *Archives historiques l'Express et L'impartial*⁴³. Le seul quotidien digitalisé de la Suisse allemande est la *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ) qui met à disposition ses archives depuis 1993⁴⁴. Les années plus anciennes ou bien les autres quotidiens de la presse suisse allemande ne sont pas pour l'instant digitalisés. Il est possible cependant d'en consulter les microfilms qui se trouvent à la Bibliothèque nationale à Berne⁴⁵.

2.4.2 La méthodologie d'analyse des sources d'archive

Comme nous l'avons déjà souligné, notre approche se situe dans la sociohistoire du politique. En suivant la définition de Noiriel, « la sociohistoire a délimité sa propre sphère d'activité en reprenant aux historiens leur définition du travail empirique, fondé sur l'étude des archives, destiné à comprendre et non à juger les actions humaines. Elle a repris aux sociologues le but même qu'ils s'étaient fixé : étudier les relations de pouvoir et les liaisons à distance qui lient les individus entre eux » (Noiriel, 2006 : 14). Nous avons alors choisi d'adopter une méthodologie d'enquête répandue en histoire, l'analyse de sources documentaires, afin d'expliquer des processus issus de la science politique et les mutations proposées par les partis politiques suisses.

Les nombreux documents récoltés dans les archives des partis politiques ont alors fait l'objet d'une analyse qualitative approfondie. Notre but est de décrire et d'analyser des processus sociaux et surtout d'en suivre l'évolution. L'analyse de nos sources d'archive nous a permis de mener une recherche « inductive, réursive et itérative » (Paillé & Mucchielli, 2010 : 73). En effet, la problématique a été ajustée au fur et au mesure que l'analyse des sources procédait.

L'analyse de l'ensemble des sources d'archive récoltées dans les archives des partis politiques a été faite en plusieurs étapes. En premier lieu, nous avons ordonné les sources selon les différentes archives puis par parti politique. Ensuite, nous avons catalogué les différentes sources à travers des balises. Cela a été possible grâce au logiciel *DevonThink Pro*, un gestionnaire de base de données. De cette manière, il a été plus facile de s'orienter dans les archives et dans les différentes thématiques qui sont introduites dans les documents. Les

⁴⁰ L'accès à la base de données est limité en dehors de quelque emplacement autorisé (dans les bibliothèques tessinoises et à la Bibliothèque nationale de Berne). URL : <http://www.sbt.ti.ch/bclu/?m=quotidiani>. Dernière consultation le 9 août 2017.

⁴¹ URL : <http://scriptorium.bcu-lausanne.ch/#c=welcome>. Dernière consultation le 9 août 2017.

⁴² 200 ans d'histoire depuis la création de *Le Temps* et des quotidiens dont il est héritier. URL : <http://www.letempsarchives.ch/>. Dernière consultation le 9 août 2017.

⁴³ URL : <http://www.lexpressarchives.ch>. Dernière consultation le 9 août 2017.

⁴⁴ URL : http://alt.genios.de/intranet/nzz/b_ssuche/nzz.ein. Dernière consultation le 9 août 2017.

⁴⁵ Liste des microfilms existants de journaux suisses. URL : http://www.nb.admin.ch/nb_professionnel/erhalten/00701/index.html?lang=fr. Dernière consultation le 9 août 2017.

étiquettes données à chaque source sont multiples. Tout d'abord, une série de tags indique de quel type de document il s'agit (procès-verbal, affiche, programme, statut, etc.). Une deuxième série de tags explicite les thématiques majeures contenues (mobilisation des électeurs, organisation du parti, gestion des ressources, etc.). En même temps, de nombreuses notes ont été ajoutées à chaque document pour permettre une meilleure analyse.

Une autre question a été posée par la démarche de la rédaction. Nous avons adopté une méthode de retranscription qui nous a semblé la plus rigoureuse : toutes les citations sont en langue originale (donc français, allemand ou italien) avec en note de bas de page la version traduite en français. Cela permet aux lecteurs de se confronter directement avec la langue originale de la source et seulement dans un deuxième temps, avec la traduction faite en français.

LES PRINCIPALES MUTATIONS DES PARTIS POLITIQUES SUISSES

1. Articulation des structures

L'articulation des structures représente le premier indicateur que nous avons choisi d'analyser. Ceci en raison du fait que nous avons décidé de montrer les réactions aux changements des années 1990 et 2000 développés par les partis politiques suisses du point de vue de l'organisation. Dans des contextes fédéralistes, l'organisation des partis politiques doit compter avec différentes échelles, elles-mêmes faites de compétences diversifiées. Chaque niveau est en effet séparé des autres et maintient ses compétences et son autonomie. Dans les partis politiques, qui se développent dans ces contextes, il existe des structures horizontales (organisations proches, autres partis politiques, etc.) et des structures verticales (niveau local, cantonal et national, etc.) qui influencent l'organisation de toute activité, pendant ou en dehors des campagnes électorales. L'articulation de toutes ces structures montre donc comment les différents échelons, ou les ailes politiques interagissent entre eux.

Tout d'abord, dans le cadre de notre analyse, l'intégration verticale s'avère un indicateur important afin de montrer des relations entre les différents niveaux du parti et notamment pour étudier l'influence des sections locales sur les niveaux supérieurs (et vice-versa) (Wilson, 2013). L'intégration verticale a été étudiée dans plusieurs contextes à travers des études quantitatives (Thorlakson, 2011 ; Fabre, 2011). Il manque cependant une analyse des raisons sous-jacentes à cet indicateur. En effet, en réponse à des bouleversements internes ou externes, les partis politiques peuvent décider de plus centraliser et donc augmenter l'intégration verticale à l'intérieur du parti. De la même manière, les relations horizontales internes aux partis politiques définissent l'étendue et l'autonomie qui est garantie aux différentes sections ou factions du parti⁴⁶. Mais l'on peut se demander si toutes les sections ont le même poids dans les prises de décisions du parti pendant ou en dehors des campagnes électorales. Quelles autres associations, proches au parti, sont incluses dans le processus décisionnel et dans l'organisation ? Ces associations peuvent-elles rester autonomes et donc posséder des structures décisionnelles indépendantes ? Quelles ont donc été les mutations subies par cet indicateur dans un contexte où la compétition électorale s'est accrue ?

Les recherches scientifiques à ce propos en Suisse sont limitées. Dans ce chapitre, nous commencerons tout d'abord par expliquer en quoi ces recherches possèdent des limites et pourquoi la Suisse, en tant que contexte fédéraliste, représente un cas d'étude idéal de l'organisation des partis politiques. Nous préciserons aussi cet indicateur et montrerons les principaux items où il peut se développer. Dans un deuxième temps, nous allons développer les réactions que les partis politiques suisses mettent en place du point de vue de cet indicateur. Les partis suisses occupent dans chaque échiquier politique cantonal des positions différentes et possèdent des ressources différentes. Nous allons ensuite montrer les analogies et les différences par rapport à l'articulation des structures que les quatre grands partis suisses développent lorsqu'il s'agit de répondre à des transformations. En effet, la perception de ces

⁴⁶ Il s'agit des relations qui surviennent entre les sections locales ou entre les sections cantonales du même parti national. Potentiellement, des relations différentes peuvent aussi surgir entre les différentes factions du parti.

changements peut être différente de parti en parti et montrer ainsi des réactions différentes ou au contraire développer des réponses similaires du point de vue de cet indicateur. Enfin, nous allons conclure cette partie dédiée à ce premier indicateur, avec une généralisation afin de comparer les mutations produites par les partis helvétiques à la littérature internationale existante.

1.1 L'articulation des structures dans la littérature internationale et suisse

L'analyse d'un indicateur comme l'articulation des structures, cela va de soi, peut mieux se développer dans des contextes où différents niveaux institutionnels sont présents et influencent le modèle d'organisation des partis politiques. Les recherches à propos de l'organisation des partis politiques se sont au contraire développées tout d'abord dans des contextes unitaires (Deschouwer, 2006 : 291) et le niveau pris en considération était le niveau national, le responsable de toute l'organisation du parti. Au contraire, dans des contextes fédéralistes, les partis politiques sont influencés par cette structuration de l'État et les différents niveaux se retrouvent obligés d'y interagir. En d'autres termes, un système fédéraliste permet aux partis politiques de 'se battre' pour le pouvoir dans plusieurs 'espaces'. Ces espaces peuvent être différents et Bolleyer (2012), notamment, appelle les partis qui divisent le pouvoir entre niveaux, des partis « stratarchiques » ; pour les partis où le pouvoir est divisé entre régions, il s'agit de partis « fédération ».

Les recherches internationales qui ont pris en considération ces deux types de partis politiques (stratarchiques ou fédération) se sont souvent penchées sur le cas canadien, allemand ou encore celui des États-Unis (Deschouwer, 2006 ; Fabre, 2008 ; van Houten, 2009 ; Fabre, 2011). Le cas suisse a moins souvent été pris en compte, probablement en raison de la grande fragmentation du système partisan suisse. La Suisse est cependant « another interesting example (...), where electoral competition also occurs at the cantonal level and between cantonal parties. These are, however, aggregated at the federal level in federal party organizations. Elections results have meaning at both levels, but the importance of the lower cantonal level is evident » (Deschouwer, 2003 : 217). La présence des élections au niveau cantonal fait donc que les partis à ce niveau possèdent une large autonomie dans plusieurs secteurs, comme l'organisation ou la production symbolique. De plus, bien que des élections nationales existent, la circonscription électorale est représentée par le canton, ce qui augmente encore l'importance de ce niveau particulier.

Les dimensions étudiées par la littérature suisse

Malgré les faibles études développées sur le cas helvétique par rapport à l'articulation des structures, certains résultats peuvent être rappelés, étant donné que cet indicateur peut être étudié selon différents items. Avant de les citer, il faut cependant souligner que ces recherches démontrent comment deux dimensions peuvent se développer en Suisse : une dimension verticale et une dimension horizontale.

Les relations verticales au sein des partis politiques

La répartition du pouvoir au sein des partis suisses, selon une division verticale à trois niveaux (national – cantonal – local), implique qu'ils peuvent être définis comme des partis

‘stratarchiques’. En effet, ces partis sont « characterized by the interplay of organizational units that act, to varying extents, autonomously, but in the end remain interdependent. The central party needs the local units because voters have to be mobilized on the ground, while the central party ensures the overall integration of the organization » (Bolleyer, 2012 : 316)

Tout d’abord, la dimension verticale, il est vrai, n’a pas souvent été analysée dans les études de science politique ou histoire en Suisse. Les recherches scientifiques se concentrent davantage sur un seul niveau donné (celui national, cantonal ou local). Dans ces recherches ‘mono-niveau’, plusieurs champs d’études ont été analysés, comme les ressources essentielles aux partis politiques ou les différents niveaux décisionnels. Malgré cela, la dimension intra-partisane verticale ressort parfois comme importante et des études ont montré l’existence de flux entre les niveaux : il s’agit par exemple, du transfert des ressources financières à l’intérieur des partis politiques, décrit dans l’étude menée par questionnaire, de Ladner et Brändle (2001).

De manière générale, la littérature suisse montre qu’il existe un large consensus concernant l’importance du niveau cantonal dans le système politique suisse (Ladner, 2001a : 123). Selon cette conception, les partis politiques suisses sont censés être des partis, comme souligné par Thorlakson (2009), « ‘vertically integrated’ but with high autonomy of the cantonal branches » (Müller, 2010 : 2)⁴⁷. Cette structure des partis politiques suisses est essentiellement expliquée par deux concepts : celui d’idéologie et celui de fédéralisme. Généralement, les chercheurs partagent l’affirmation que les libéraux et les conservateurs sont, en Suisse, deux partis qui s’organisent de manière décentralisée (influence idéologique) ; de plus, les partis politiques sont le miroir de l’organisation structurelle de l’État suisse (qui est fédéraliste). La recherche basée sur le canton de Glaris, menée par Sean Müller, confirme ces deux hypothèses (2010). La plupart de ces recherches ont cependant des difficultés à cerner une analyse complète, qui rend compte des différentes relations existantes entre les sections cantonales et le parti national. Nous en savons, en effet, que très peu sur la stratarchie suisse, soit la distribution du pouvoir au sein et entre les différents niveaux décisionnels et comment ceux-ci ont changé dans le temps. En effet, si nous considérons comme valable l’hypothèse que les niveaux cantonaux en Suisse montrent une large autonomie par rapport aux partis nationaux, nous nous attendons à des résultats différents dans les types de relations selon la section cantonale prise en compte dans l’analyse.

Des items d’analyse de la dimension verticale

La comparaison s’avère donc très importante dans un contexte multi-niveau comme celui helvétique. L’articulation des structures de manière verticale peut apparaître premièrement dans des dimensions plus ‘organisationnelles’, avec la création de commissions intermédiaires, qui souhaitent une plus ample démocratisation du processus décisionnel à l’intérieur du parti. Cela s’observe tout d’abord lors des campagnes électorales avec la sélection des candidats. En Suisse, cette sélection des candidats est influencée par le fédéralisme, dès le moment que celle-ci se développe au niveau cantonal et que les cantons représentent les circonscriptions

⁴⁷ Les partis suisses sont intégrés verticalement puisqu’ils sont un ensemble de partis nationaux qui possèdent des branches cantonales ; en même temps, ces branches cantonales possèdent une large autonomie en raison de la subsidiarité qui implique que la plupart des questions politiques sont traitées par le niveau le plus bas possible.

électorales pour les élections du Parlement fédéral. La dimension verticale des carrières des candidats a été étudiée par Koch, Mazzoleni et Müller (2013). Leur recherche confirme, le développement des carrières de manière *bottom – up* ainsi que l'importance des niveaux locaux et cantonaux dans les expériences préalables des candidats aux niveaux nationaux⁴⁸.

Un deuxième item censé subir des changements entre les niveaux verticaux est la structure de la communication. En effet, dans les années 1980 et 1990, les partis en Suisse (mais aussi dans de nombreuses autres démocraties occidentales) sont confrontés à de nouveaux moyens de communication et leurs communications internes s'intensifient. Internet permet notamment une communication plus directe entre le parti national et les membres, ou les électeurs en général. Avant l'arrivée de ce moyen de communication (ou des newsletters), les possibilités pour le parti national de 'parler' directement aux membres étaient très faibles et toutes les communications devaient passer par les partis cantonaux (et parfois aussi locaux). Malheureusement, le contexte suisse n'a jusqu'à maintenant, fait que rarement l'objet d'études dans ce domaine spécifique. Ceci est essentiellement dû à la haute fragmentation du système de la presse partisane.

Les relations horizontales au sein des partis politiques

Quant à la dimension horizontale, elle a été un peu plus abordée par les études scientifiques en Suisse. Quelques recherches ont montré le développement et les changements dans les relations horizontales entre, par exemple, les partis politiques et les associations faitières (ou groupes d'intérêts). Il s'agit dans le premier cas donc d'un type de relation intra-partisan (donc une relation qui apparaît à l'intérieur du parti). À ce propos, citons l'étude de Rennwald (2015) sur les liens entre syndicats et Parti socialiste ou celle de Neidhart (1986) qui illustre le caractère très concurrentiel des relations que les partis entretiennent avec les groupes d'intérêts dans le contexte suisse. D'autres études, plus historiques, ont montré le rôle de certaines organisations incluses progressivement au sein des partis nationaux et cantonaux ayant leurs propres spécificités, par exemple les groupes féminins (Chaponnière, 2001 ; Bereni, 2006 ; Amlinger, 2017). Amlinger surtout dans sa thèse en histoire, montre comment suite à l'introduction du suffrage universel en 1971 en Suisse, les partis réagissent en intégrant des organisations féminines dans leurs structures avec le but de mobiliser davantage de femmes (Amlinger, 2017). Les groupements des jeunes ont moins connu dans le contexte helvétique, de telles recherches sur leur évolution et leurs rapports aux partis respectifs de référence. Ce qui manque dans ces recherches, ce sont les prises de décisions internes aux partis politiques et comment ces derniers changent leurs relations à ces groupes plus 'sectoriels' afin d'influencer le poids de leur présence dans le processus décisionnel.

Des items d'analyse de la dimension horizontale

Un premier item qui permet d'analyser les relations horizontales et leurs éventuelles mutations sont les relations existantes à l'intérieur du parti entre ailes politiques ou entre groupements. Leur inclusion ou exclusion dans le processus décisionnel peut changer au cours du temps et

⁴⁸ Nous avons aussi confirmé ce résultat dans le chapitre 1 de ce travail. Les présidents des partis suisses ont en effet nombreuses expériences politiques préalables à différents niveaux.

représenter une réaction à des événements externes ou internes. Outre les relations avec les groupes des femmes et des jeunes, un deuxième élément qui caractérise la dimension horizontale dans les partis renvoie aux relations inter-partisanes qui se développent lors des campagnes électorales. Le grand indicateur des relations et des réactions qui changent selon le temps et l'espace, c'est l'évolution des apparentements. Aucune recherche en Suisse n'a essayé de comprendre depuis l'intérieur quelles sont les raisons qui amènent un parti politique à négocier un apparentement de liste avec un autre parti. La seule étude menée en Suisse se réfère uniquement à l'apparementement parmi les partis à gauche, entre Parti socialiste et Verts (Bochsler, 2010). Le but est donc ici de montrer les mutations produites au cours des deux dernières décennies par les partis suisses envers les autres partis, il s'agit de ce que Mair, Müller et Plasser appellent une 'réponse stratégique envers les autres partis' (2004 : 12).

Nous allons, dans la suite du chapitre, montrer quelles sont les principales réponses que les partis politiques suisses développent du point de vue de cet indicateur en réaction aux changements qui ont touché la Suisse pendant les deux dernières décennies.

1.2 L'intensification des relations au sein de l'UDC : entre difficultés et facilités

Le premier parti politique analysé dans le cadre de ce travail, par rapport à l'articulation des structures verticales et horizontales est l'UDC, le parti qui a apparemment su le plus réagir et changer son organisation pendant les deux dernières décennies et devenir ainsi le premier parti en Suisse. Pendant les années 1990 ce parti a connu une période de radicalisation qui avait comme but de « creating a more unified national organization from a regional base in the context of a relatively decentralized political system » (Heinisch & Mazzoleni, 2016 : 13). Les niveaux semblent donc interagir et la mutation adoptée par l'UDC a été d'intensifier les relations entre les différents niveaux tout en gardant une autonomie des sections. Dans ce sous-chapitre, nous allons tout d'abord montrer comment les relations intra-partisanes verticales ont changé afin de réagir à une stagnation des soutiens qui caractérisait l'UDC entre les années 1970 et 1980. Dans un deuxième temps, nous nous concentrerons sur les mutations développées par le parti en termes de relations horizontales, à l'intérieur et à l'extérieur du parti.

Les relations verticales : des relations qui s'intensifient

Comme dans les autres partis politiques suisses, l'UDC a toujours donné à travers ses statuts depuis sa fondation en 1971, une très grande autonomie aux branches subnationales. Au début des années 1990, Blocher et ses partisans se trouvent face à un parti qui a une organisation avec très peu d'intégration verticale et qui changera seulement dans les années 2000 pour une plus grande intégration verticale, c'est-à-dire une majeure coordination entre parti national et sections cantonales (Thorlakson, 2009). Sous le nouveau leadership, en effet, le parti vit une profonde transformation vers une plus grande complexité, une meilleure articulation des structures et surtout une plus forte centralisation des relations verticales. Plusieurs items nous permettent de motiver cette affirmation. Nous en avons choisi notamment deux qui soulignent, pendant la période des campagnes électorales, cette évolution.

En premier, nous l'avons montré dans l'introduction à cet indicateur, la sélection des candidats est l'un des items qui permet de comprendre comment se développe une partie de l'intégration

verticale dans un parti politique pendant la période des campagnes électorales. Deuxièmement, la thématique de la presse partisane est un outil important à disposition des partis politiques afin de tisser des liens avec leurs membres et les électeurs.

La sélection des candidats et la publicité partisane

Dans leur zone d'influence, les sections cantonales ont la responsabilité de développer les principes de l'UDC suisse, de représenter ses intérêts face à l'opinion publique et aux pouvoirs publics et enfin, de trouver de nouveaux adhérents. Seuls les dossiers considérés d'intérêt national sont de compétence de l'UDC suisse. Dans ce cas, les sections peuvent cependant prendre des décisions et des positions tout à fait différentes de celles du parti national.

Le niveau local apparemment, ne semble pas vraiment impliqué dans l'organisation de la vie de tous les jours de l'UDC. Il existe cependant deux activités pour lesquelles ce niveau joue encore, dans tous les cantons un rôle significatif pendant les campagnes électorales : la sélection des candidats et la diffusion de la publicité du parti.

En ce qui concerne le premier point, bien évidemment, comme nous l'avons déjà dit, c'est le niveau cantonal qui choisit les candidats pour les élections. Cependant, les sections locales peuvent proposer des noms : cette apparente démocratisation du choix des candidats fait que chaque section a la même possibilité de voir ses candidats sur la liste pour le Conseil national.

Le deuxième point a toujours été plus développé par le parti national qui à travers des publications spécifiques, s'adresse de manière plus fréquente aux sections locales et aux électeurs mêmes. Le lien parti national — sections locales est donc pris en compte par le parti. En 2007, le parti national, dans un CD-ROM adressé à toutes les sections (cantonales et locales) et aux candidats, évoque les activités que celles-ci peuvent mettre en place afin de soutenir les candidats et le parti en général, à acquérir des voix. Il s'agit d'une stratégie commune sur le plan local et dirigé par le parti national. Les sections locales sont vues comme une ressource par le parti national qui leur permet de mobiliser un contact personnel avec les électeurs. Le niveau local permet donc au parti national de développer des contacts de proximité avec les électeurs, avec une stratégie homogène développée à un niveau supérieur. De plus, le parti exploite cette ressource à un coût très bas et la diffusion, avec la nouvelle *extensiveness* des sections locales⁴⁹, atteint l'ensemble du pays.

Le développement de la presse partisane : au niveau national et des cantons

Un autre item permet d'analyser ces relations verticales internes au parti. Il s'agit de la presse partisane. Afin de renforcer le sentiment d'appartenance, l'homogénéité et la proximité entre parti national et membres⁵⁰, l'UDC en 1987 lance son journal mensuel en langue allemande *SVPja*. Il est quand même significatif que le recours à cet outil de communication ait lieu dans une période historique pas très favorable à la presse partisane en Suisse qui, depuis les

⁴⁹ L'*extensiveness* des sections locales est à voir dans la création intense tout au long des années 1990 de sections locales dans les régions où le parti était moins développé. L'*extensiveness* augmente donc la nationalisation du parti, qui était plutôt limitée aux régions de la Suisse alémanique et protestante jusqu'à la fin des années 1980.

⁵⁰ Éditorial de Adolf Ogi, alors président du parti, dans le premier numéro du journal. *SVPja*, n.1, septembre 1987.

années 1970, connaît un déclin progressif en faveur de l'apparition de journaux pluralistes et non liés à un parti politique. Le tirage est resté assez constant dans le temps (environ 50'000), mais est énorme comparé aux essais (échoués) des autres partis suisses ou même comparé à la version en français *Le Pays romand* sortie en 1997, qui a dû être retiré une année après, à cause du petit nombre d'inscriptions⁵¹. En 2000, une deuxième tentative de l'UDC aboutit permettant au parti de diffuser en Suisse romande aussi son journal mensuel « Franc-parler », avec un tirage qui se monte aujourd'hui à 5'500 exemplaires. Le parti a donc profité de l'augmentation exponentielle de sections et de nouveaux membres dans la Romandie afin de diffuser son journal. Une forte diffusion du journal du parti national permet à celui-ci de diffuser ses idées directement aux électeurs.

Les sections cantonales plus fortes ont elles aussi leur propre journal, qui sort plusieurs fois par année. Le journal cantonal le plus développé, qui compte plus d'abonnées et qui sort le plus souvent est celui de la section zurichoise avec l'hebdomadaire *Der Zürcher Bote*⁵². Le journal permet à la section d'informer les membres, mais pas seulement, à propos des activités organisées, la récolte des signatures, etc. Surtout pendant les élections, le journal permet de diffuser le programme politique, les présentations des candidats⁵³, etc. Dans le canton de Vaud, le journal du parti paraît aujourd'hui six fois par année. « Le nouveau Pays vaudois » est tiré à 2'500 exemplaires. En 1999 encore, ce journal était un bimensuel. Les instances dirigeantes ont toujours plus de la peine à maintenir en vie le journal, étant donné qu'il est devenu très onéreux de publier un magazine et que le paysage de la presse est toujours plus compétitif avec l'arrivée des médias en ligne. Les sections les plus petites n'ont pas les moyens de publier des journaux, qui requièrent une rédaction *ad hoc* et des professionnels. Le sommet du contact direct entre parti national et électeurs a cependant été atteint en 2010, avec la publication et l'envoi à tous les foyers suisses (même ceux qui ne souhaitent pas de publicité) d'un tous-ménages de propagande sur la politique d'asile⁵⁴.

Les relations horizontales complexes et difficiles au sein de l'UDC

Certaines relations verticales ont donc subi à l'intérieur de l'UDC une stratégie de concentration en ce qui concerne l'organisation générale du parti. Cette stratégie ne s'affiche cependant pas nécessairement à l'occasion des campagnes électorales. Dans cette partie du chapitre, le but est de montrer comment l'UDC a su concilier son extraordinaire réussite électorale, due essentiellement à la stratégie politique adoptée par la nouvelle faction dominante, avec le maintien ou le changement des rapports avec, d'un côté, les organisations internes et, de l'autre côté, avec les autres partis politiques. S'il est facile de comprendre comment les autres partis politiques se sont positionnés envers l'UDC (ouverture ou déni de la nouvelle politique du

⁵¹ *Le Pays romand*, n. 11, décembre 1997.

⁵² Le journal a une diffusion de plus de 10'000 exemplaires.

⁵³ La présentation des candidats peut se faire par exemple avec la publication de textes écrits par les candidats eux-mêmes, comme c'était le cas en 1999.

⁵⁴ Le parti nie tout lien avec de telles opérations, très coûteuses, avec les élections fédérales de 2011 mais dès lors, plusieurs tous-ménages ont été distribués dans les foyers suisses et la publicité pour le parti a augmenté. De plus, cette publication est arrivée dans les boîtes aux lettres, quelques jours avant le 1er août: moment symbolique puisqu'il s'agit de la fête nationale suisse (la première page du tous-ménages étaient d'ailleurs rouge avec un gros drapeau suisse au milieu).

parti), il paraît moins évident et cela n'a pas encore été étudié dans le contexte suisse, comment le rapport de l'UDC avec les autres partis politiques suisses a changé.

Les relations horizontales intra-partisanes

Du point de vue des relations internes, le parti national développe aussi la structure de ses sections affiliées. C'est-à-dire que le parti porte initialement son attention sur la représentation interne des différents groupes sociaux. Ainsi, il est, par exemple, créé en 2004, la section nationale des UDC seniors, après la section des jeunes qui avait été créée en 1968 et celle des femmes en 1972. La création de telles sections au niveau cantonal se fait avant celles au niveau national, car la proximité avec les membres est essentielle dans ce type d'organisations. Ces différentes organisations ont cependant des rôles et des tâches différents à l'intérieur du parti.

Le groupement interne avec le plus de pouvoir est celui des jeunes. En effet, ils ont les mêmes droits et devoirs qu'une section cantonale. Cependant, en 1999, l'UDC est plutôt favorable à l'intégration des jeunes sans qu'ils forment un groupe à part⁵⁵. Ce choix signifie ainsi un contrôle majeur des membres plus jeunes du parti qui, dans le passé, ont souvent été sceptiques face aux lignes directrices des partis⁵⁶. Les relations que le parti national entretient avec eux pendant les campagnes électorales sont cependant limitées. L'autonomie qui leur est garantie et la faible intégration dans le parti pendant les processus décisionnels font que leur influence est plutôt faible.

Le groupement des femmes ne trouve que peu de place dans l'UDC, surtout au niveau national. Après une apparente ouverture, avec l'inclusion de la présidente des femmes UDC suisses dans le Comité directeur du parti national, dans un deuxième moment, on assiste à un changement d'attitude. Tant et si bien que la composition de l'organe dirigeant sera encore modifiée avec l'éloignement de la représentation des femmes dans les instances dirigeantes. Le point culminant de cette désaffection entre femmes UDC et parti national sera atteint en 2016, lorsque les femmes UDC vont cesser leur activité et que le groupement sera retiré du parti national⁵⁷ : de manière similaire en 2014, les femmes zurichoises avaient cessé leur activité afin d'être 'intégrées' directement dans le parti.

Le troisième groupement, créé en 1992, est le groupe *SVP international* dont le but est de créer des contacts entre les Suisses qui vivaient à l'étranger. De plus, le parti voulait apporter « une

⁵⁵ Procès-verbal du Comité directeur de l'UDC Vaud, 2 décembre 1999. Archives UDC Vaud, Lausanne.

⁵⁶ Les mouvements contestataires survenus partout en Europe et en Suisse aussi à la fin des années 1960 avaient été supportés par les sections des jeunes des partis qui venaient de se créer.

⁵⁷ Avec la section des femmes, le Comité directeur de l'UDC a décidé en janvier 2016, de retirer aussi sa section Seniors. Selon Silvia Baer (secrétaire générale adjointe du parti), le parti estime « qu'aujourd'hui il n'a plus besoin de telles sections centralisées. En revanche, nous saluons le fait que les cantons continuent à en entretenir selon leurs besoins » et que « la présence d'une section Femmes au niveau national a perdu en importance au fil du temps. Aujourd'hui, lorsque l'on parle d'asile par exemple, quelle différence existe-t-il entre les hommes et les femmes ? ». « Les Femmes UDC suisse, en mode survie, tirent leurs dernières cartouches », *Le Temps*, 7 avril 2016. L'affaiblissement de ces sections autonomes est le signe d'une mise à l'écart de la question féminine, qui dans l'UDC, ne trouve pas place. De plus, on pourrait voir ce changement comme le signe d'une volonté d'homogénéiser encore plus l'organisation interne au parti, sans mettre en relief les différences avec la création d'organisations faitières comme celle des femmes ou des seniors, lesquelles mettent en avant les différences plutôt que l'unité interne au parti.

contribution à la défense des intérêts des Suisses de l'étranger en Suisse »⁵⁸. À l'instar des jeunes, ce groupement a le même statut qu'une section cantonale et que les jeunes. Avec le même statut que les femmes (jusqu'en 2016), il existe depuis 2004 un groupement de 'seniors', crée afin de représenter leurs intérêts dans le parti national. Leur vie n'a pas été très longue, vu qu'en 2016, le Comité directeur a aussi proposé leur disparition, tout comme la section nationale des femmes.

La stratégie adoptée pendant les deux dernières décennies par l'UDC nationale a donc été de limiter l'apport, parfois contestataire, de ces groupements à l'intérieur du parti et de la structure organisationnelle des campagnes électorales. Il s'agit donc d'une stratégie de centralisation de l'organisation qui laisse vraiment peu d'espace à d'éventuelles réactions. Une telle stratégie n'a jamais été développée dans les autres partis suisses qui au contraire, ont plutôt essayé de garantir une juste représentation de toutes ces caractéristiques dans leurs partis (dans une mesure plus ou moins égale).

Ces mutations ne trouvent pas confirmation au niveau des cantons. En effet, les groupements des femmes et des jeunes jouissent d'un plus grand succès à ces niveaux (sauf à Zurich, où ils ont connu un sort semblable au groupement des femmes de l'UDC suisse). Pendant les campagnes électorales, dans beaucoup de sections cantonales, les femmes et les jeunes ont le droit d'avoir leur propre représentant dans la Commission créée *ad hoc*. Des publications thématiques font aussi leur apparition, surtout au début des années 1990, au moment où la thématique 'féminine' était très à la mode dans tous les partis⁵⁹. Cependant, lors des élections nationales, les femmes jamais dans nos trois cantons n'ont présenté une liste seule, détachée du parti cantonal, comme c'est souvent le cas dans les sections socialistes en Suisse.

D'autres critères ont été soutenus pendant les élections par les sections de l'UDC. Pendant plus d'une dizaine d'années (1983-1999), l'UDC à Zurich a toujours proposé des listes qui mettaient en avant les différents districts (ville/campagne ; etc.). La dimension territoriale semblait alors importante et il fallait justement représenter les différents districts du canton (jusqu'en 1999). Le parti ajoute à ces listes, à partir de 1987, une autre liste : la liste « jeune »⁶⁰. Ces différentes listes n'apportent que peu de succès au parti. En 2003, la section cantonale choisit de ne plus partager les listes entre districts, mais d'y ajouter le groupement de l'UDC international (une nouveauté en Suisse). Dans les deux autres cantons pris en considération, aucun sous-apparement n'a été développé entre 1991 et 2007. De manière générale, les statuts des partis suisses ne légifèrent pas à propos des apparements ou des sous-apparements (Schiess Rütimann, 2010 : 538). Toutes ces décisions sont discutées dans le Comité directeur des sections cantonales et ensuite ratifiées par les comités cantonaux ou par les assemblées des délégués. Le parti national a donc un rôle très secondaire dans ce choix.

⁵⁸ Site web SVP International. URL : <http://www.svp-international.ch/index.php/fr/>. Dernière consultation le 9 août 2017.

⁵⁹ Faltprospekt « Frauen 91 », Archives UDC Berne, Berne. La publication d'un tel document avait été encouragée par le groupe interparti qui avait été créé à l'occasion de 700 ans de la fondation de la Confédération suisse.

⁶⁰ L'UDC a été le premier parti en 1987, dans nos trois cantons, à mettre en avant la dimension de l'âge.

Relations inter-partisanes autonomes au niveau cantonal

Du point de vue des apparentements, le parti national ne prend pas position sur les éventuelles liaisons cantonales lors des élections. Il s'agit donc d'une large autonomie disponible pour les sections cantonales dans le choix de leurs relations inter-partisanes. Dans son concept de campagne envoyé aux sections en 1991, le parti national explique de cette manière les apparentements :

«Listenverbindungen können für Sitzgewinne oder –verluste ausschlaggebend sein. Sofern Listenverbindungen eingebürgert sind oder von einer politischen Seite angewendet werden, besteht praktisch ein rechnerischer Zwang zu Listenverbindungen. Häufigste Partner der SVP sind eindeutig FDP und CVP. Es stellt sich jedoch die Frage nach weiteren Listenverbindungen, vor allem mit Extremparteien wie Autopartei und Schweizer Demokraten. Die Opportunität derartiger Listenverbindungen ist auf Wunsch der Kantonalparteien durch den Leitenden Ausschuss zu beurteilen. Beschluss Leitender Ausschuss: Empfehlung an Kantonalparteien, mit Extremparteien keine Listenverbindungen einzugehen.»⁶¹

Les sections qui souhaitaient proposer des apparentements avec des partis extrémistes (*Autopartei* notamment) étaient celles du canton de Zurich, de Thurgovie et de Genève. Au final, l'UDC Zurich apparente en 1991 sa liste avec la coalition du centre – droite : PDC, PRD et EDU. Suite à sa radicalisation idéologique, la section s'apparentera en 1999, avec la liste du parti de la liberté et le parti des automobilistes (*FPS Freiheits-Partei/Die Autopartei*). La liaison se confirme comme étant bien plus à droite sur l'échiquier politique par rapport à 1991. En 2007, en raison du mouvement vers la droite du PRD dans le canton, l'UDC proposera un apparentement avec ce parti bourgeois historique.

Traditionnellement, l'UDC vaudois fait partie, pour les élections au Conseil des États, de l'entente du Centre Droite vaudois (avec le Parti radical, le Parti libéral et l'UDC). Jusqu'à 1999, l'entente s'autopositionnait plus au centre – droite, en raison de la présence du PDC parti qui n'a qu'une petite place dans la politique cantonale vaudoise. En 2007, l'Entente propose une liaison plus à droite, comme la section zurichoise. Le but de ces apparentements est d'aider les deux partis à élire leurs propres représentants au Conseil des États, afin de défier la gauche qui, possède un poids important dans le canton.

En parallèle, la situation tessinoise voit plutôt l'UDC s'allier avec la Lega, qui est le plus souvent une concurrente en raison des thèmes de campagne. Le PDC et le PRD, dans ce canton, sont plus au centre de l'échiquier politique par rapport au contexte zurichois. De ce fait, une alliance avec ces partis ne peut pas se mettre en place. Jusqu'à la fin des années 1990, l'UDC tessinoise avait encore de forts liens avec l'aile modérée, car son président était un agriculteur

⁶¹ « Des apparentements de liste peuvent être mis en place où il existe des chances de gagner ou de perdre des sièges. Au cas où des apparentements ou des ententes politiques sont mis en place, une contrainte pratique existe car il se met en place une répartition arithmétique. Les partenaires les plus fréquents pour l'UDC sont le PRD et le PDC. À partir de là, se pose la question des autres apparentements, avec des partis de l'extrême droite comme le Parti des automobilistes et le Démocrates suisses. L'opportunité de mener des apparentements avec ces partis est à juger par les dirigeants des partis cantonaux. Le conseil du parti national est de ne pas conclure des apparentements avec ces partis extrémistes » (TdA). « Eidg. Wahlen 1991. Wahlstrategie und Wahlziele », 3 décembre 1990, Archives UDC Berne, Berne.

de la vieille aile paysanne du parti. En 1991 cependant, le leadership de l'UDC Tessin, contre les indications du parti national, propose à la Lega d'apparenter les deux listes pour le Conseil national⁶². L'apparement est seulement retardé, le parti se radicalise pendant les années 1990, sur l'exemple du parti national. En 1999, il propose une alliance de la droite : UDC et Lega se présentent ensemble aux élections fédérales. Cette stratégie de se lier à la Lega était due au fait que ce mouvement pouvait assurer à l'UDC un nombre important de voix, qui leur permettrait d'accéder au Conseil national⁶³.

1.3 Les relations du PS : entre intégration et autonomie

Si l'UDC a opéré des changements dans l'articulation des structures, afin de réagir à une situation stagnante dans la politique suisse mais aussi en raison de l'arrivée au sommet d'une nouvelle faction dominante, le Parti socialiste, dans la même période, a vu augmenter la compétition électorale pour des postes au profit d'un opposant politique.

Les relations verticales : intenses, mais qui garantissent une forte autonomie

Les relations internes au parti sont très intenses et se développent visiblement de manière verticale, c'est-à-dire entre les sections locales, cantonales et le parti national. Le fédéralisme suisse influence donc la structure organisationnelle du PSS. De ce fait, aussi pendant la période spécifique des campagnes électorales, les différents échelons sont mobilisés par le parti socialiste : niveau local, cantonal et national travaillent ensemble afin de proposer aux électeurs la meilleure campagne. L'intégration verticale dans le PSS est étendue et, comme le souligne Detterbeck, celle-ci « denotes the extent of formal and informal organisational linkages and political co-operation between national and regional party units » (2011 : 249). Les compétences de chaque échelon diffèrent certes selon le temps et l'espace, mais il existe des constantes que nous pouvons identifier. Nous allons montrer ces compétences et la façon dont elles se transfèrent d'un niveau à l'autre en réaction à des situations changeantes.

Le niveau local et ses nouvelles compétences

Les niveaux locaux sont responsables de l'organisation de congrès et rencontres entre la population et les candidats, sous le strict contrôle de la section cantonale. Par exemple en 1991, la Commission électorale vaudoise envoie aux sections locales une liste d'actions déjà planifiées et l'information que les sections devaient s'annoncer pour en organiser d'autres. La Commission électorale aurait ainsi pu répartir des candidats pour les élections nationales dans le canton aux différentes manifestations prévues⁶⁴. Ce contrôle devient plus strict et centralisé au cours des années 1990 et surtout 2000. Les sections locales peuvent toujours organiser des manifestations, cependant en 2007, elles doivent strictement respecter les indications de la Commission électorale : par exemple, les lieux d'organisation ; les actions permises ou non ; etc. Cette stratégie montre un important contrôle sur l'uniformité des actions organisées par le parti.

⁶² « Uhlmann : 'La Lega è un partito estremista' », *Corriere del Ticino*, 23 août 1991, p. 13. La Lega décidera ensuite de ne pas accepter l'ouverture proposée par la direction de l'UDC, afin d'entamer des discussions sur un éventuel apparement. « Nessun accordo tra Lega e UDC », *Il Dovere*, 7 septembre 1991, p. 5.

⁶³ Le premier Conseiller national élu de l'UDC tessinoise sera Pierre Rusconi, en 2011 seulement.

⁶⁴ « Lettre d'information aux sections 91/06 », 18 juin 1991, Archives PS Vaud, Lausanne.

L'organisation de congrès, débats contradictoires, réunions ou fêtes est assumée par les sections locales aussi à Zurich au Tessin. L'organisation des congrès est, dans ces deux contextes aussi, décentralisée étant donné que cette tâche relève de la responsabilité principale des sections, tandis que le parti cantonal s'occupe généralement de la communication aux membres (invitations ; envois des brochures thématiques ; etc.). L'implication des sections locales reste donc importante dans l'organisation des congrès et cela malgré l'opinion selon laquelle ceux-ci revêtaient une moindre importance pour les partis politiques. Relevons cependant que des recherches ont quelque peu nuancé ce propos en montrant que les congrès gardent leur importance, mais que par rapport au passé ils ont simplement pris de nouvelles formes (Mazzoleni et al., 2004).

Les tâches changeantes des niveaux cantonaux et supra-cantonaux

En ce qui concerne les relations entre le PS suisse et les sections cantonales, nos analyses n'ont pas dévoilé des spécificités particulières.

Au niveau supra-cantonal, il existe dans le PS une entité qui voulait amener et soutenir les intérêts des sections romandes auprès des instances dirigeantes du PS national. Il s'agit de la Coordination romande (CR) constituée en 1987⁶⁵. La Coordination romande était née pour assurer une meilleure représentation des souhaits des sections romandes face à la majorité suisse allemande. La section vaudoise affirmait par exemple que jusqu'au début des années 1990, les publications du parti national étaient surtout axées sur des préoccupations de la Suisse allemande. Pour répondre à ces revendications, le parti national avait donc proposé la création de cette Coordination. Ce nouvel échelon obtient deux résultats majeurs : d'un côté, il permet à la Romandie d'amener des revendications de manière plus uniforme au parti national ; de l'autre côté, les sections cantonales romandes ont un lieu de discussion qui leur permet d'interagir et coordonner leur action pendant les campagnes électorales. Dans les années 1990, le rôle de la Coordination s'élargit aussi aux périodes hors campagne et le parti national l'exploite ainsi toujours plus comme un lieu de communication avec les sections romandes.

Cela n'empêche que des 'dissidences' par rapport au parti national puissent apparaître : ainsi, suite aux élections fédérales de 2007, la Coordination romande critique la ligne du PS suisse et certaines stratégies adoptées, qui se réfèrent surtout à un public urbain et typiquement suisse allemand. Plusieurs cantons estiment notamment que la campagne du PS suisse menée sur le plan national a nui à leur propre campagne⁶⁶.

La majeure influence du parti national dans l'organisation

Jusqu'en 1987, le PS national n'intervient que « pour un recensement des candidats annoncés par les partis cantonaux, mais il ne s'insère pas dans le processus de désignation ni dans la tactique électorale »⁶⁷. Généralement, le parti national produit des documents de propagande

⁶⁵ La coordination romande inclut les présidents (ou vice-présidents) et secrétaires des partis socialistes des six cantons romands et du Jura bernois.

⁶⁶ Voir par exemple l'affiche « avion contre centrale nucléaire ». Séance de la coordination romande du 29 novembre 2007 à Lausanne, Archives PS Vaud, Lausanne.

⁶⁷ « Organes et structures du Parti socialiste vaudois », août 1990, Archives PS Vaud, Lausanne.

que les sections cantonales sont libres de reprendre et diffuser. Au cours des années 1990, le parti national essaie de plus intervenir sur les différentes campagnes cantonales en ce qui concerne les élections fédérales. Une plus grande production d'affiches, de programmes, etc. est réalisée et parfois adaptée selon les régions de diffusion (seule une adaptation à la Suisse romande, avec une traduction en français, est mise en place). Le contexte italoophone en effet, jouit de plus d'autonomie dans l'élaboration de ce matériel de campagne. Des recommandations aux sections cantonales seront toujours plus fréquentes, comme le fait de proposer des listes féminines, de tisser des alliances (donc des apparentements) avec les autres partis de gauche ou de former des listes pour le Conseil des États⁶⁸. L'autonomie des sections cantonales baisse par rapport au parti national. Néanmoins, ceci ne signifie pas que les sections cantonales perdent complètement leur autonomie. En effet, les ressources financières majeures que certaines sections cantonales possèdent, par exemple la section zurichoise, leur permettent encore de mener une campagne très autonome.

Les mutations dans la communication entre parti national et membres

Cette dernière affirmation est confirmée par les changements que le parti national et ses sections cantonales ont apportés en ce qui concerne la diffusion de leur journal. En effet, un moyen exploité par presque tous les partis politiques suisses afin de maintenir des relations verticales (surtout dans une direction du haut vers le bas, c'est-à-dire les électeurs) est la publication d'un journal avec une fréquence qui change selon les périodes et les destinataires. Lors des campagnes électorales, cet instrument devient un outil incontournable et permet de tisser un lien entre le parti national et les membres. Pour le PS national, il a toujours été important de publier des journaux spécifiques selon les différentes régions linguistiques. Ainsi en Romandie, nous trouvons le journal *Socialistes.ch*, qui apparaît aujourd'hui six fois par année, et en Suisse allemande *links.ch*, publié huit fois par année. Les deux publications sont assez autonomes et proposent des articles axés sur les thématiques propres aux deux grandes régions de la Suisse. Le Tessin est pris en compte par le parti national pour la première fois avec une publication spécifique en italien à partir de l'année électorale 2007. Le nouveau magazine s'appelle *ps.ch*. Les trois appellations ont une forme unitaire - le fait d'apparaître comme un site web avec « .ch » mais possèdent aussi des différences. L'appellation du journal en français et en italien met en relief le parti et son appellation ; tandis qu'en allemand c'est plutôt la position sur l'axe gauche-droite. De plus, *links* peut aussi signifier 'liens' et c'est le but ultime du journal : créer des liens entre le parti national et les membres du parti qui lisent la publication. La publication du journal aussi en italien signifie s'ouvrir vers l'électorat tessinois, qui ne comptait jusqu'alors seulement sur un journal cantonal (avec des prises de positions peut-être un peu différentes par rapport au parti national).

Les journaux pour la Suisse romande et la Suisse allemande sont conçus de manière différente. Une partie du journal est dédiée aux communications du parti national, et à des approfondissements sur des thématiques en votations. Une autre partie est laissée, moyennant paiement, aux sections cantonales lesquelles, en finançant la publication, peuvent ainsi personnaliser l'envoi et présenter leurs candidats, les activités des organes directeurs et

⁶⁸ Procès-verbal du Comité directeur du PS Vaud, 18.11.1998, Archives PS Vaud, Lausanne.

l'agenda. Le PS Zurich exploite souvent cette opportunité en publiant avec les pages de *links.ch*, son *links.zh*. Par contre les cantons romands et notamment le PS Vaud en raison de la publication de son mensuel partisan, n'utilisent cette méthode que lors des élections. L'autonomie des sections est assurée tout en gardant une publication centralisée depuis le parti national. La stratégie de réaction adoptée par le PS suisse par rapport aux autres partis est sans doute plus 'centralisatrice' dans les deux dernières décennies, en ce qui concerne l'articulation des structures verticales, avec le développement de cette publication.

Les relations horizontales : le développement d'un intense réseau de relations

Les relations verticales entre les différents niveaux et échelons du parti ne sont cependant pas les seules exploitées et changées dans le PS. En effet, les relations horizontales peuvent également subir des modifications.

Le parti socialiste regroupe des organisations qui font partie intégrante du PS (c'est-à-dire qu'elles ont des droits et devoirs, sont représentées dans les instances directrices, etc.) et pourtant elles sont indépendantes : elles ont donc une autonomie face au parti national plus grand de celle reconnue aux sections cantonales. Au sein du PS suisse la Jeunesse socialiste (JS), les Femmes socialistes, le PS60+ et tout dernièrement le PS migrant-e-s trouvent place. Plusieurs stratégies ont été développées par le PS par rapport à ces mouvements, nous allons en décoder les principales mutations dans ces relations horizontales.

L'inclusion des mouvements affiliés au sein du PS

Par rapport aux autres partis suisses, le parti socialiste a été confronté depuis le début de son histoire (ou presque) à des mouvements affiliés. Les femmes et les jeunes ont particulièrement assumé dans le temps, une importance dans les commissions électorales et les organes dirigeants du parti. Ces deux mouvements, pendant les élections, cherchent à voir les thématiques qui leur sont chères représentés dans les programmes du parti et surtout d'amener plus de candidats de leurs groupements dans les listes officielles. Le parti national a parfois incité les sections cantonales, tout en laissant toujours une autonomie de choix, à proposer des listes féminines ou de jeunes.

En ce qui concerne les femmes dans notre sélection de cas, soit les cantons de Vaud, Zurich et Tessin entre 1991 et 2007, il n'y a eu que deux créations de liste féminine à côté de celle des hommes : en 1991 à Zurich et en 1999 dans le canton de Vaud. Depuis 1991, les femmes socialistes ont souvent changé de stratégie pour augmenter leur nombre d'élues et avoir ainsi une meilleure représentation. En 1991, elles font adopter par le parti national un manifeste sur l'égalité ; en 1995, elles élaborent une plateforme électorale et reçoivent un montant de 120'000 CHF, de la part du parti national pour mener leur propre campagne autonome⁶⁹ ; en 1999, les femmes élaborent à nouveau une plateforme électorale et mènent une campagne spécifique séparée de celle du parti national :

⁶⁹ « Donne socialiste : un programma autonomo », *Corriere del Ticino*, 20 mai 1995, p. 6.

«Mit dem Slogan **«Teilen ist Zukunft!»** steigen die SP-Frauen wiederum mit einer eigenen Wahlplattform in die Wahlen. Statt ein eigenes Wahlhandbuch zu schreiben, sorgen die SP-Frauen – zusammen mit der Gleichstellungskommission – dafür, dass sämtliche Kapitel des SP-Wahlhandbuches auch unter dem Aspekt der Gleichstellung abgehandelt werden. »⁷⁰

Pour ne pas produire seulement du matériel adressé aux femmes, en collaboration avec la commission de l'égalité, les femmes dédient un chapitre du manuel électoral du parti national aux femmes. De cette manière, tous les candidats PS, hommes et femmes seront sensibilisés. L'inclusion des femmes a donc été assez soutenue et poussée par le parti national avec également des moyens financiers. La stratégie d'inclure dans le même manuel des domaines plus féminins, permet aussi au parti national de mieux contrôler le travail du groupement des femmes.

Au sujet des groupements des jeunes, il est visible cependant à partir de la fin des années 1990 une autre stratégie. Contrairement aux groupements féminins, celui des jeunes a toujours été plus critique envers les instances dirigeantes du parti. Cette posture critique a cependant changé selon l'époque : « Dictature du prolétariat au début de siècle, revendications pacifistes pour la suppression de l'armée dans les années 60 et 70, thèses écologistes ou européennes début des années 90, service public au tournant du siècle » (Bouverat et al., 2006 : 66). Ces sujets étaient à la une dans les discussions, qui ont presque toujours touché uniquement l'« idéologique ». À partir de la fin des années 1990, les groupements cantonaux des jeunes socialistes commencent à proposer leurs listes jeunes afin aussi de donner un statut majeur à ces revendications. Par rapport aux femmes, le parti national n'a jamais incité la proposition de listes jeunes, peut-être pour éviter que les critiques envers le parti ne se diffusent pas trop à l'extérieur.

Les femmes et les jeunes ne sont toutefois pas les seuls groupements avec lesquels le parti doit collaborer pendant les campagnes électorales. De plus, ce type de relations est interne au parti. Il en existe d'autres, externes, qui sont très importantes au sein du PSS : les relations horizontales avec les syndicats. Pendant l'histoire du Parti socialiste beaucoup d'élus et dirigeants avaient des liens étroits avec le milieu syndical. Pendant l'organisation des élections de 1991, le parti vaudois soulignait à nouveau ce lien : « La collaboration avec les syndicats est importante, car elle nous permet de toucher des citoyen-ne-s proches de nos idées, les élections de 1987 en furent la preuve. Il faut donc susciter le plus tôt possible un travail commun au niveau cantonal »⁷¹. Dans la section zurichoise, ce travail commun se traduit par l'inclusion de candidats proposés par les syndicats dans la liste officielle du parti. La stratégie adoptée cependant par le parti socialiste est de garder les syndicats uniquement comme partenaire externe, utile, car il peut amener beaucoup de voix pour le parti.

⁷⁰ « Avec le slogan 'Partager est le futur' les femmes du PS se proposent dans la campagne électorale avec une plateforme individuelle. Au lieu d'écrire un manuel électoral, les femmes se sont préoccupées, avec la commission de l'égalité, de rédiger et contrôler que les chapitres du manuel officiel soient aussi traités du point de vue de l'égalité » (TdA). « Sozialdemokratische Frauen haben eine eigene Geschichte », Archives PS suisse, Berne.

⁷¹ « Les élections de 1991. Papier destiné à la conférence cantonale du 24 novembre », Archives PS Vaud.

Les apparentements : signe tangible des stratégies adoptées dans les relations inter-partisanes
Enfin, les relations horizontales que le PS développe pendant les campagnes électorales et qui ont souvent permis aux sections du PS de profiter d'avantages électoraux sont les apparentements avec des mouvements proches. En effet, depuis les années 1980 en Suisse on a vu l'apparition du mouvement écologiste, très proche des politiques du PS. Le parti des Verts a créé de la concurrence à gauche. La réponse à cette concurrence qui peut entraîner des pertes électorales a été d'effectuer un rapprochement de la part du PS. En 1991, la stratégie du parti national allait dans ce sens : « compte tenu de la situation de base actuelle, nous devons avoir pour objectif de réaliser le plus possible l'intégration sur la gauche. »⁷²

Les concurrents politiques deviennent donc des alliés qui pourraient aider le parti à obtenir plus de voix et surtout à récupérer en quelque sorte les électeurs qui ne soutiennent plus le PS mais qui restent néanmoins des électeurs de gauche. Le parti propose donc des apparentements, lesquels restent dans tous les cas de compétence de la section cantonale.

1.4 Le PRD, sa faible intégration verticale et sa grande inclusion horizontale

Le troisième parti politique analysé est le Parti radical-démocratique. Généralement, la littérature scientifique développée dans le contexte helvétique affirme que les radicaux sont le parti national qui laisse le plus d'autonomie aux sections locales et cantonales. Cet élément est probablement dû à la légitimité donnée par les grands moyens financiers à disposition des sections des niveaux inférieurs (cantonal et local). Nous allons tout d'abord montrer comment le PRD s'est développé au cours des deux dernières décennies et quelles ont été les mutations qu'il a adoptées afin de faire face à la montée en force de l'UDC.

Les relations verticales : faibles et garantes d'une forte autonomie des niveaux cantonaux

Conformément à la littérature scientifique suisse, nous partageons l'idée que le PRD est un parti qui a fait du fédéralisme et de l'autonomie des sections cantonales (par conséquent aussi de l'autonomie du parti national par rapport aux sections) l'un de ses chevaux de bataille (Gruner, 1977 ; Ladner & Brändle, 2001). Pourtant, les relations verticales, entre parti national, sections cantonales et sections locales, se développent dans le parti de manière constante.

Les relations entre le PRD national et ses sections locales et cantonales

Le parti national organise toujours plus d'évènements dédiés aux candidats pendant la période des campagnes électorales, même si ceux-ci sont des représentants des cantons et doivent être élus dans leur canton de résidence. La gestion des candidats est donc mise en commun avec les partis cantonaux, qui sont autonomes dans le choix (les manières de choisir la liste électorale sont différentes), mais ensuite une grande coordination est mise en place en ce qui concerne la campagne électorale. En 1999, dans son concept de campagne le PRD national souligne :

« La campagne électorale est toujours davantage menée par les médias. Il ne s'agit pas seulement de la radio, de la TV et des journaux, mais aussi de lettres, prospectus et papillons. On ne mène pas une campagne électorale en dilettante. Il est indispensable de coordonner les actions du PRD suisse, des partis cantonaux, des sections locales. Les candidates et candidats doivent rechercher le contact réciproque et

⁷² *Ivi.*

tirer à la même corde. Veuillez à observer la répartition du travail telle que décidée par votre parti cantonal. »⁷³

Cette citation illustre comment le parti national laisse libre choix aux sections cantonales sur la manière de gérer et organiser leur propre campagne. Cependant, il les rend attentifs qu'une bonne organisation et collaboration entre les différents niveaux est nécessaire afin d'obtenir des résultats : une intégration verticale est donc souhaitée. Cette dernière se réfère à un domaine, celui de la communication et des médias, devenu très important pour les partis politiques qui veulent participer à la compétition électorale.

Le développement de la communication partisane interne au PRD

Jusqu'aux années 2000, le parti national ne communiquait que très peu de manière directe avec les électeurs. La communication avait lieu avec la publication des journaux et pendant les campagnes électorales des journaux électoraux. Pour le PRD, la presse de parti a toujours été importante au niveau cantonal et dans les différents cantons, plusieurs journaux avaient des liens étroits avec le parti⁷⁴. La crise électorale du parti s'accompagne à celle de la presse partisane : plusieurs journaux ont ainsi disparu ou se sont transformés en hebdomadaire. À ce propos, le cas tessinois est très exemplaire avec la disparition du quotidien *Il Dovere* (organe officiel du PRD tessinois) remplacé en 1992 par le quotidien *La Regione Ticino*, qui se veut indépendant et lié à aucun groupe d'intérêt ou parti politique. Le rôle joué pendant très longtemps par l'ancien quotidien *Il Dovere* est finalement repris depuis 1992 par le mensuel *Opinione liberale* qui dédie, surtout en période de campagne électorale, un large espace aux thématiques du parti cantonal et aux candidats. Cette revue entretient une relation verticale avec les membres qui sont de cette manière informés par le parti cantonal des activités et des positions du parti⁷⁵. Les autres cantons latins publient des journaux cantonaux, comme la *Tribune* dans le canton de Vaud. Les cantons suisses allemands ont, pour leur part, un journal commun : entre 1979 et 2000, il s'appelait *Der Freisinn*, et depuis 2001, il s'appelle *Schweizer Freisinn* (et depuis l'union avec les libéraux, il devient une publication bimensuelle). Les sections cantonales de Suisse allemande peuvent, comme c'est le cas dans d'autres partis, ajouter leurs propres pages, plus axées sur la politique cantonale. C'est le cas notamment de la section zurichoise qui publie son supplément au journal national (*Zürcher Freisinn*) par exemple. Cette configuration et diffusion des journaux de parti fait du PRD le parti avec le plus faible degré de centralisation dans la diffusion des informations. Une grande fragmentation est présente dans le contexte helvétique. En effet, le parti national n'a pas une diffusion identique dans tout le pays avec la publication d'un journal propre pour tous les membres. Celui-ci est produit seulement pour une partie des membres (les Suisses allemands) et c'est un signe important du référent principal de la politique adopté par le parti national.

⁷³ « Nous voulons gagner les élections 1999. Check-list Campagne électorale 1999 », Archives PRD Tessin, Camorino.

⁷⁴ Voir par exemple la *Neue Zürcher Zeitung* à Zurich, *Der Bund* à Berne, *La Nouvelle revue de Lausanne* dans le canton de Vaud, *Il Dovere* au Tessin, etc.

⁷⁵ Jusqu'à 1992, cette tâche était accomplie par le quotidien *Il Dovere*. L'évolution du rôle des quotidiens au Tessin est bien décrite par les récents ouvrages de Morresi (2014, 2017).

L'autonomie du PRD tessinois face au parti national

Parmi les trois cantons analysés, une situation est différente et 'spéciale', par rapport aux deux autres. La situation tessinoise apparaît comme spécifique par rapport aux relations entre le parti national et les autres sections cantonales en Suisse. En effet, le seul canton entièrement italophone ne fait pas toujours l'objet d'une campagne particulière de la part du parti national. Seule exception, quand en 2003, le parti national organise son service de traduction et produit du matériel réservé à son électorat tessinois. Au contraire en 2007, le parti national se concentre sur la Romandie et la Suisse allemande : dans ce cas, le Tessin n'est pas oublié, mais le parti national couvre en partie les coûts de la campagne électorale de la section tessinoise afin qu'elle puisse aussi proposer une partie de la campagne développée par le parti national. La stratégie adoptée dans les deux échéances électorales est différente et surtout la deuxième centralise tout le pouvoir de la campagne dans les mains du PRD tessinois ; tandis que dans le cas de 2003, la centralisation a lieu à un niveau plus haut : le parti national (lequel organise aussi les campagnes électorales nationales dans le reste du pays). Cette « sous-traitance » de l'organisation de la campagne au niveau cantonal tessinois est liée à la spécificité du Tessin étant, comme déjà rappelé, le seul canton entièrement italophone. Les coûts pour mener une véritable campagne nationale dans ce canton seraient trop élevés. De ce fait, le parti national garantit des ressources financières dont la gestion relève entièrement de la responsabilité de la section cantonale qui reste donc plus autonome par rapport aux autres sections.

Cette autonomie apparaît dans une moindre mesure dans le canton de Zurich, où la section du PRD doit se confronter aussi à une intense campagne du parti national. Dans le rapport à propos des élections nationales de 1991, le parti cantonal met en exergue cette différence :

« Anderseits ist es wohl so, dass sich die FDP auf eidgenössischer Ebene eher den Vorwurf der Unentschlossenheit gefallen lassen muss, als dies für unsere Kantonalpartei zutrifft. Als Beleg für diese Aufgabe sei etwa auf den schweizerischen Programmparteitag hingewiesen, der die Unterschiede zwischen der Zürcher und der Schweizer FDP recht klar zum Ausdruck gebracht hat. »⁷⁶

Les différences entre le PRD national et celui zurichois ont été rendues visibles par le congrès qui a décidé le programme politique adopté par le parti national. Lors du congrès de Fribourg du 25 avril 1991, le PRD a discuté de ses objectifs 1991 – 1995 et la section zurichoise a proposé de nombreux postulats, notamment par rapport à l'armée, ou la politique des réfugiées⁷⁷. Ses positions étaient plus restrictives par rapport à celles choisies par le parti national.

En parallèle, le PRD Vaud organise sa propre campagne, mais il participe et encourage ses candidats à participer aux manifestations organisées par le parti national, notamment le lancement de la campagne. Les candidats sont encouragés à y assister et à montrer leur

⁷⁶ « Autrefois, on remarquait cependant que le PRD au niveau national est plus indécis par rapport à des thématiques où notre parti cantonal a des opinions bien précises. Nous avons pu le voir lors du congrès du parti suisse dans les discussions sur le programme, lequel a exprimé des différences par rapport à notre programme cantonal » (TdA). « Analyse NRW 91 », Archives PRD Zurich, Zurich.

⁷⁷ « Abänderung und Ergänzungsanträge zu den Zielsetzungen 91/95 », Archives PRD Tessin, Camorino.

rattachement à la section vaudoise⁷⁸. L'intégration verticale de la section vaudoise inclut un niveau de plus par rapport aux Suisses allemands, en assistant à des conférences latines. Ces rencontres permettent aux différentes sections cantonales de se coordonner et de proposer une politique unie face au parti national. De plus, lors des campagnes, cette 'coordination romande' organise ensemble des manifestations comme des conférences de presse, afin de présenter les candidats. Ces réunions montrent donc aussi la présence de relations horizontales à l'intérieur du parti.

Les relations horizontales : grands changements internes au PRD

Les relations verticales qui apparaissent au sein du PRD expressément pendant les périodes de campagne électorale n'empêchent pas l'apparition de possibles relations horizontales (internes ou externes au parti). Il existe en effet, dans le PRD, plusieurs niveaux où des relations horizontales peuvent se développer. Un niveau souvent peu mis en relief dans les autres partis est l'interaction entre les différentes sections cantonales. Ce niveau supra-cantonal est important, car au niveau national, seule une assemblée des délégués est inscrite dans les statuts ou bien des relations apparaissent cependant au niveau régional, comme dans le cas du Parti socialiste avec la Coordination romande. Dans le PRD, les sections se rencontrent notamment dans le cadre des réunions du Comité des présidents, ou bien à l'occasion des rencontres des secrétaires ou des responsables des campagnes. Leurs rencontres vont donc au-delà de ce que permet une Assemblée des délégués où les discussions trouvent moins de place et il s'agit souvent d'un organe statutaire disponible au parti afin de ratifier des décisions prises ailleurs.

Les liens avec les organisations proches

Le parti national entretient aussi de fortes relations avec des organisations proches : il s'agit de relations horizontales intra-partisanes ou inter-partisanes. Si le Parti socialiste a toujours été très proche des syndicats ; les radicaux ont toujours tissé des liens avec des groupes d'intérêts proches de l'économie⁷⁹. Le parti national reconnaît dans ses statuts ces organisations seulement depuis la réforme de 2000 : « les organisations proches du parti, qui se sentent engagé par les principes radicaux, sont des organisations autonomes, qui prennent leurs décisions de façon indépendante »⁸⁰ mais aussi « la conférence des présidents peut désigner des organisations proches du parti qui peuvent déléguer des représentants à l'assemblée des délégués et à la conférence des présidents »⁸¹. Par rapport aux autres partis, le PRD au cours de son histoire, inclut dans son organisation interne de nombreuses organisations (notamment au niveau des cantons). Malgré cela, toutes les organisations n'ont pas un rôle important dans l'organisation de la vie du parti et surtout pendant les campagnes électorales.

Les organisations proches qui ont aussi une place dans le Comité directeur sont les Femmes PRD et les jeunes PRD.

⁷⁸ Lettre envoyée par le secrétaire général du PRD Vaud, Nicolas Imhof, aux candidats radicaux, 10 août 1999, Archives cantonales vaudoises, Lausanne, PP552/553/1.

⁷⁹ Des recherches récentes montrent comment le PRD (depuis 2009 le PLR) a augmenté les liens d'intérêts dans le domaine économique de ses parlementaires entre 1990 et 2010 (Eichenberger et al., 2016 : 199). Ce domaine était plus présent au début des années 1990 dans les liens des parlementaires UDC.

⁸⁰ Statuts du PRD suisse de 2010, art. 25.

⁸¹ *Ibidem*.

L'organisation des femmes pendant les élections s'engage à assurer une mobilisation importante de l'électorat féminin aux urnes. Depuis l'introduction du droit de vote aux femmes en 1971 au niveau fédéral, le PRD a toujours eu peur que les femmes, étant plus conservatrices que les hommes, supportent plutôt son rival historique, c'est-à-dire le PDC. Cela ne s'est pas produit et une bonne partie des femmes dès le début du suffrage universel en Suisse, a voté pour le PRD (dans une moindre mesure par rapport aux hommes en tout cas) (Studer, 2003). Le parti national encourage en 1999 et 2007, les sections cantonales à proposer plus de femmes sur leurs listes, afin de faire élire un plus grand nombre de femmes du parti. La stratégie est donc différente par rapport aux sections socialistes en Suisse qui préfèrent, pour mettre en relief les candidatures féminines, proposer des listes différentes.

Les jeunes dans le parti ont toujours eu plus de difficultés à s'imposer. Le parti national les intègre dans les commissions et les organes principaux, mais leur vivacité et leur esprit d'entreprise est très faible, selon les sources d'archive, surtout en raison de la petite marge de manœuvre et d'autonomie qu'ils trouvent dans le parti. Surtout dans les grands cantons, où la possibilité d'apparaître sur la liste du parti principale est faible, comme à Zurich ou dans le canton de Vaud. Les jeunes proposent donc leurs propres listes. En ce qui concerne la campagne électorale que ces mouvements de jeunes mènent au niveau cantonal, il s'agit de deux stratégies différentes. Dans le cas tessinois, les jeunes suivent la campagne du parti cantonal en raison des faibles moyens à leur disposition. Pour les deux autres cas, les jeunes reçoivent un financement de la part du parti cantonal et proposent une campagne parallèle avec parfois l'exploitation des formations internes organisées par le parti.

Les apparentements du PRD

Le PRD entretient cependant aussi des rapports horizontaux avec les autres partis politiques, il s'agit donc de relations horizontales inter-partisanes. Au niveau national, une forte liaison a eu lieu avec les libéraux qui ont ensuite amené le parti en 2009, à faire une fusion dans le but de réunir des électors similaires et ainsi essayer d'arrêter la perte constante d'électeurs connue par les deux partis. Il s'agit de la réponse stratégique vue par Mair, Müller et Plasser comme une réponse par rapport aux autres partis politiques. Dans le cadre de cette fusion, le président du parti national incitait lors de l'élection au Conseil national précédente, les sections cantonales à déjà mettre en place des apparentements de liste avec ce parti.

« Avec les libéraux, nous devons faire l'apparement systématiquement. Les apparements pour le CN sont possibles avec beaucoup d'options. Au niveau du PRD suisse, nous n'allons pas faire d'alliances. »⁸²

Les apparements relèvent donc de la compétence des sections cantonales, lesquelles ont des sensibilités différentes envers les autres partis, en raison aussi de leurs ancrages et positionnements dans l'échiquier politique cantonal. Par exemple, au Tessin, le PRD en raison de son ancrage social qui le voyait encore en 2007 comme un parti avec une majorité relative

⁸² Fulvio Pelli lors de la Conférence des Présidents des partis cantonaux et Comité directeur du PRD suisse, 30 juin 2006, Archives PRD Tessin, Camorino.

dans le gouvernement, n'a jamais profité des apparentements de liste externes ; seulement en 2007, il s'est apparenté avec sa sous-liste de l'ALRA, l'association écologique du parti⁸³.

La stratégie de la section zurichoise dans les apparentements de liste avec les autres partis a été plus compliquée et discontinuée. En 1991, une coalition englobant PDC, EDU, PRD et UDC avait vu le jour. En 1999, le parti a voulu se distancier de l'UDC surtout à propos des thématiques économiques et il n'a donc pas pris part à l'apparement. De plus, les membres du PRD zurichois ne voulaient pas être associés à l'UDC et à son apparement avec le *Freiheits-Partei*⁸⁴. Pendant l'Assemblée des délégués, des avis favorables à cet apparement étaient arrivés de la part de l'aile droite du parti ; l'ensemble du parti avait cependant préféré y renoncer. En 2007 pourtant, PRD et UDC créent à nouveau un apparement.

Quant au PRD Vaud, il met en place des apparements de liste seulement en ce qui concerne le Conseil des États et notamment avec l'apparement du Centre-droite. La situation dans le contexte romand est fort différente par rapport à la Suisse allemande et les radicaux se retrouvent à opérer dans un contexte où les libéraux sont plus forts.

« Il semble que plusieurs partis cantonaux radicaux romands s'adressent en priorité à la classe moyenne, puisqu'ils doivent affronter sur leur droite, auprès des couches les plus aisées de la population, un concurrent quasiment absent outre Sarine : le parti libéral. »⁸⁵

Ici, il ne s'agit pas d'une relation horizontale performante, mais plutôt de la définition du principal antagoniste de la part du PRD vaudois. Ce concurrent l'empêche de tisser des liens avec des électeurs comme pour le parti national ou les sections suisses allemandes. Cela fait que les vaudois voyaient les libéraux comme des antagonistes et que cela les a amenés à rejeter la fusion dans un premier temps et encore plusieurs années après l'achèvement de la fusion au niveau national, les deux sections restaient très éloignées (Meuwly, 2007).

1.5 L'intégration des structures du PDC

Enfin, le dernier parti dont nous rendons compte des stratégies développées du point de vue de l'articulation des structures est le Parti démocrate-chrétien. Ce parti, ainsi que le PRD, a été créé comme une fédération de sections cantonales ; celles-ci ont donc pu bénéficier d'une très importante autonomie dans le temps. Les ressources financières mineures ont cependant garanti au parti national une légitimité pour imposer sa propre campagne électorale sur les niveaux inférieurs.

Les structures verticales : une centralisation majeure pendant les campagnes électorales

En ce qui concerne les structures verticales, les statuts définissent formellement, d'une part, le degré d'autonomie des sections cantonales par rapport au parti national et, d'autre part, que les sections locales sont encadrées par le parti cantonal (au Tessin par exemple, les statuts des

⁸³ Procès-verbal du Comité cantonal du 24 mai 2007, Archives PRD Tessin, Camorino.

⁸⁴ Procès-verbal du Parteivorstand, 15 juillet 2007, Archives PRD Zurich, Zurich.

⁸⁵ « Stratégie du parti 1998-2007, réponses du PRD Vaud à la consultation », 5 juin 1998, Archives cantonales vaudoises, Lausanne, PP552/553/2.

sections locales sont intégrés explicitement dans les statuts du PDC Tessin⁸⁶). La concentration du ‘pouvoir’ a lieu donc, formellement, au niveau du parti cantonal en ce qui concerne le PDC. Cette autonomie cantonale se traduit pendant l’organisation des campagnes électorales, dans la possibilité de choisir librement les candidats (aucune indication par rapport au genre, à la classe d’âge, etc.), dans les éventuelles conjonctions de liste⁸⁷, ou dans la liberté de choisir sa propre stratégie cantonale.

De manière moins formelle, le parti national augmente cependant son pouvoir sur les niveaux cantonaux. Le choix des thématiques clés et des positions des sections cantonales est en effet défini pendant les congrès électoraux organisés par le parti national, dans lesquels on discute le programme électoral. Le parti fait preuve d’une cohésion accrue étant donné que le parti national peut proposer dans différents endroits, les mêmes thématiques, les mêmes affiches, etc. Cette prise en compte majeure par les partis cantonaux des stratégies nationales peut être due au fait que les sections cantonales ont toujours plus besoin de l’appui et des compétences du parti national. Leur autonomie financière est toujours importante, mais elle baisse par rapport au passé.

Le rôle grandissant du parti national

De manière générale, le parti national semble avoir un rôle qui se développe dans quatre domaines et entre les différents niveaux pendant les différentes campagnes⁸⁸: préparation (faire en sorte que la campagne électorale s’effectue dans les meilleures conditions possible avec des Assemblées nationales, Congrès, préparation d’une stratégie commune nationale); formation (préparation des candidats des partis à la campagne électorale)⁸⁹; campagne électorale de soutien (offrir aux partis cantonaux et aux candidats les meilleurs soutiens possibles en termes de formations, appuis organisationnels); campagne électorale directe (stratégies similaires partout en Suisse).

Ce qui semble avoir changé dans le temps est le fait que, pour assurer une campagne similaire et égale partout en Suisse, il faut la coordonner et la gérer depuis le parti national de Berne, mais surtout, il faut toujours plus développer une « stratégie globale »⁹⁰. Cette stratégie globale est perçue de manière différente dans les divers contextes. En effet, surtout au Tessin et à Zurich, où le PDC récolte plus de voix, le parti cantonal ressent le besoin de promouvoir lui-même une stratégie pour les élections fédérales. Dans les sections plus dépendantes du niveau

⁸⁶ « Statuto del partito popolare democratico ticinese », Art. 28-33, dernière mise à jour le 1 octobre 2004, Archives PDC Tessin, Bellinzone.

⁸⁷ La possibilité de faire des conjonctions de listes est laissée aux stratégies cantonales, qui peuvent choisir selon le contexte.

⁸⁸ « Gagner ! Élections 1995. Concept », document interne produit par le PDC suisse et diffusé aux partis cantonaux concernant la stratégie à adopter pendant la campagne, Archives PDC Tessin, Bellinzone.

⁸⁹ En 1991, le parti national a distribué aux candidats un « Manuel électoral »; pendant toutes les années électorales, il a été aussi organisé au moins un cours de formation pour les candidats (non obligatoire). Généralement, le cours de formation étant organisé en Suisse allemande ou romande, les Tessinois n’y ont pris part que rarement. Par contre, il est à remarquer que le Tessin organise lui-même des cours de formation pour ses candidats.

⁹⁰ Communiqué de presse du PDC suisse à propos de la conférence de presse relative aux élections 2003, 10 juillet 2002, Archives PDC suisse, Berne.

national et avec moins de moyens, l'appui du parti national est alors vu comme une bonne chose.

En 1999 et 2007, le parti national comprend l'importance de soutenir aussi les partis cantonaux pendant leurs campagnes pour les élections cantonales. Le PDC suisse décide alors de soutenir les sections de Zurich et Lucerne, où ont eu lieu, au printemps 2007, des élections cantonales. Cette stratégie permet de mobiliser plus d'électeurs sur une longue période. L'intervention du parti national advient dans un fief électoral (Lucerne) et dans un canton où la compétition électorale est très poussée (Zurich). Cette intervention, du haut vers le bas, fait que les ressources de mobilisations pour ces deux sections cantonales augmentent, par rapport aux autres sections cantonales qui ne bénéficient pas de l'intervention du parti national. Par contre, l'implication du parti national, notamment dans l'envoi de newsletters, pour des cantons spécifiques, affaiblit l'autonomie de ces cantons. Nous pourrions donc avancer l'hypothèse qu'une sorte de nationalisation de la campagne est en cours. La nationalisation n'est pas vue ici comme une homogénéisation du vote pour un certain parti, dans l'ensemble du pays (Caramani, 2004), mais plutôt comme la concentration de la campagne électorale sur des thématiques nationales (Erber et al., 2016).

Le journal du PDC : un instrument de campagne qui permet une intégration verticale

Un autre flux vertical entre le parti national et les sections cantonales fait référence à la publication en campagne de journaux. Afin d'améliorer la communication interne, le secrétariat général a distribué mensuellement aux sections cantonales une feuille d'informations nommée « *Inside* » préparée par la responsable de la campagne électorale. Cette publication mensuelle avait comme but de créer un canal d'information entre le parti national et les partis cantonaux. Lors d'une des premières réunions du groupe de campagne (*Teamsitzung* « *Wahlkampf '91* »), un des membres expliquait de cette manière le but de la publication :

« Man beabsichtigt, abwechselnd in jedem Kanton eine politische Veranstaltung durchzuführen. Im Gegensatz zur Deutschschweiz (CH-Magazin) besteht in der Romandie kein kontinuierlicher Informationskanal zu den Ortsparteien, bzw. zur Basis. Das "Inside" ist zur Abdeckung dieses Bedürfnisses kein taugliches Mittel. Die Conférence Romande wird daher das Konzept für ein Informationsorgan entwickeln, das den Bedürfnissen entgegenkommt. Das "Inside" wird zumindest bis dahin weitergeführt. »⁹¹

Cependant, la création d'un vrai journal pour une communication directe avec les sections cantonales ne verra pas le jour en 1991. L'expérience d'« *Inside* » se poursuit en 1999 avec la publication de la « *Gazette du PDC* » qui cependant s'adresse à tous les membres et non pas aux seules sections cantonales. Cet instrument ne veut pas remplacer les journaux déjà présents dans les différentes réalités régionales (par exemple « *Popolo e libertà* » au Tessin), mais se

⁹¹ « On a l'intention d'effectuer une manifestation politique dans chaque canton. Contrairement à la Suisse allemande (où CH-Magazin est présent), en Romandie n'existe aucun canal d'information directe avec les partis locaux, ou avec la base. 'Inside' ne représente pas la couverture de ce besoin. La conférence romande va développer le concept d'un tel organe d'information. 'Inside' va paraître au moins jusqu'à ce moment » (TdA). Procès-verbal de la 4. Teamsitzung « *Wahlkampf '91* » du 9 janvier 1991, Archives PDC suisse, Berne.

veut un « Kopfblatt den Kantonalparteien »⁹². Cet instrument qui n'est plus conçu seulement comme instrument de campagne (il apparaîtra en effet dans les années suivantes) permet de rassembler toutes les sections cantonales en valorisant un même concept de parti⁹³. Cette tentative de centralisation de la communication pendant la campagne est quand même moins poussée par rapport à ce qui avait été fait pendant les élections de 1991, car dans la « Gazette électorale » de 1999, les sections cantonales pouvaient ajouter des parties plus centrées sur la campagne et les candidats cantonaux.

Les structures horizontales : autonomie limitée des organisations proches

Les relations horizontales à l'intérieur du PDC ont principalement lieu à deux échelons : entre les sections cantonales et entre le parti national et les organisations proches. En ce qui concerne les relations horizontales entre les différentes sections cantonales, force est de constater qu'au sein du PDC celles-ci sont très faibles. Seules des rencontres nationales avec des délégués des cantons ont lieu. De plus, pour la Romandie et le Tessin, il existe une conférence où les sections peuvent développer une stratégie commune. Par contre, les relations que le parti entretient avec ses organisations proches (PDC 60+, PDC Femmes, les Jeunes démocrates-chrétiens, les syndicats) s'avèrent plus significatives. Au niveau cantonal et national, ces groupements se proposent de représenter des intérêts particuliers au sein du parti (notamment les intérêts des seniors, des femmes et des jeunes). Tant et si bien que certains délégués de ces organisations font ainsi partie aussi des organes dirigeants et dans les campagnes électorales ils jouent un rôle toujours plus important, surtout en ce qui concerne la préparation des listes. Une bonne liste doit être en mesure de représenter plusieurs clivages traditionnels (homme — femme ; ville — campagne ; jeune — moins jeune ; etc.).

L'inclusion ou l'exclusion des groupements proches pendant les campagnes du PDC

Il est possible de remarquer deux modèles qui peuvent apparaître lors des campagnes électorales dans la composition des listes. Tout d'abord, on remarque la 'construction' d'une seule liste avec une représentation plus ou moins adéquate des différents intérêts (jeunes, seniors, femmes, villes – campagne, etc.). Deuxièmement, le parti choisit la construction de plusieurs listes séparées. Cette deuxième option permet aux jeunes — c'est en effet leur groupement le plus touché dans les vingt dernières années au sein du PDC — d'être plus visibles dans toute la campagne électorale, car ils peuvent proposer une seule liste composée uniquement de jeunes. Il s'agit dans ce cas, d'une mise en valeur de certains candidats qui autrement auraient été 'phagocytés' par la seule liste PDC. Précisons cependant que le choix de proposer une liste des jeunes ne relève souvent pas d'une décision interne du parti cantonal ou de la commission en charge de composer les listes qui choisissent de mettre en évidence ses jeunes. Ce sont plutôt ces derniers qui se mobilisent, car ils estiment ne pas être assez considérés par le parti cantonal et de ce fait ils souhaitent obtenir plus de visibilité sur le plan de la politique cantonale et nationale et revendiquer ainsi plus d'autonomie face au parti national.

⁹² « Journal général des partis cantonaux » (TdA). Procès-verbal de la séance des secrétaires CVP des sections cantonales du 14 février 1998 à Berne, Archives cantonales vaudoises, Lausanne, PP985/13.

⁹³ Procès-verbal de la conférence des secrétaires des sections cantonales du PDC du 14 février 1998, Archives PDC suisse, Berne.

Depuis 1991, le PDC zurichois a toujours voulu valoriser la section des jeunes en présentant une liste spéciale. Aucun candidat jeune n'a cependant jamais réussi à être élu. À partir de 1999, le PDC Vaud adopte aussi cette manière de faire, voire la création de listes différentes, en proposant une liste « Génération 20-40 » et une liste « femmes – hommes »⁹⁴. La section jeune, née en 1997, se proposait de donner une place privilégiée aux jeunes vaudois au sein de la politique cantonale, mais aussi nationale, et à l'intérieur du parti même. Le PDC Tessin est finalement le dernier à reconnaître une visibilité accrue aux jeunes avec la création en 2007 de la liste *Generazione giovani*. Dans ce canton, l'essai de proposer une liste jeune avait été mené tout d'abord en 2003, pour les élections cantonales. En effet, ce n'est qu'en 2002 que les jeunes tessinois se sont réunis en une organisation dépendante des jeunes PDC suisses. Cependant, seul parti avec les Verts, le PDC ne comptait en 2007 aucun Conseiller national âgé de moins de 35 ans⁹⁵. La stratégie de la composition des listes différenciées pour les jeunes ne semble donc pas payante pour eux.

Par rapport aux sections des femmes cantonales, celles des jeunes semblent avoir toujours plus un statut autonome (avec des statuts indépendants)⁹⁶ qui les rapproche beaucoup du statut attribué à une section cantonale du parti. Les jeunes collaborent avec le parti cantonal et pendant les campagnes électorales, ils participent aux mêmes événements (assemblés, congrès, comices...), ils utilisent la même ligne graphique et parfois, ils proposent aussi des publications avec la section. Toutefois, il paraît toujours plus important pour eux (mais aussi pour les sections des femmes) de proposer leurs propres publications, indépendantes du parti cantonal. Au contraire, les sections féminines du PDC sont un groupe interne au parti politique, qui possèdent plus d'influence par rapport aux jeunes PDC au sein des instances dirigeantes. Leur but est de mieux défendre les revendications des femmes et leurs intérêts prioritaires. Surtout pour le PDC, l'objectif est moins celui de promouvoir l'égalité homme – femmes (comme le PS), mais beaucoup plus celui de mobiliser l'électorat féminin envers le parti. C'est pour cette raison qu'en 1991 aucune liste différenciée homme – femme n'apparaît dans les candidatures PDC pour le Conseil national.

Les apparentements au sein du PDC

Enfin, si nous analysons les changements dans les apparentements établis par le PDC dans les deux dernières décennies, nous remarquons qu'une grande stabilité est visible dans les trois situations cantonales analysées. Au Tessin, aucun apparentement n'a été mis en place par le parti cantonal, en raison du rôle important assumé par le parti dans le système partisan cantonal (deuxième puis troisième parti par rapport au nombre d'électeurs). Dans le canton de Vaud, au contraire, en raison de sa faiblesse électorale, le parti tisse des liens stricts avec d'autres partis au centre de l'échiquier politique (notamment PRD et UDC jusqu'en 1999). La situation est

⁹⁴ Courrier envoyé aux membres de la Section Nyon – La Côte, Archives cantonales vaudoises, Lausanne, PP985/36/1.

⁹⁵ « Ziel nicht erreicht – die JCVP bleibt am Ball ! », Simon Oberbeck, président des jeunes CVP, sur les pages du Jahresbericht 2007, Archives PDC suisse, Berne.

⁹⁶ Discours de Alessandro Simoneschi, président des jeunes PDC suisse et vice-président du mouvement juvénile du PDC Tessin, « Elezioni cantonali ticinesi : grazie ai Giovani, tenuta e miglioramento del PPD », communiqué de presse du 10 avril 2003, Archives PDC suisse, Berne.

semblable dans le canton de Zurich, où le parti ne recueille qu'un faible consensus et s'apparente, à partir de 1999, avec d'autres petits partis au centre-gauche.

1.6 Les analogies et différences

Dans ce chapitre, nous avons montré de manière plus approfondie comment les partis politiques suisses ont réagi aux changements survenus pendant les deux dernières décennies dans le contexte helvétique avec la mise en place de réponses dans l'articulation de leurs structures. Cet indicateur, mesuré à travers différents domaines comme les relations internes aux partis, avec les organisations proches ou la publication de journaux, se réfère aux relations verticales et horizontales qui se développent à l'intérieur et à l'extérieur des partis politiques, notamment dans des contextes multi-niveaux. La conceptualisation de cet indicateur et les différentes relations existantes dans les partis politiques suisses peuvent être vue dans la Figure 1. Le cas helvétique a donc été très intéressant pour l'analyse de cet indicateur. La littérature avait déjà souligné comment l'organisation des partis suisses laissait beaucoup d'autonomie aux niveaux subnationaux (Gruner, 1977 ; Fagagnini, 1978 ; Ladner, 1996, 2007). Pourtant, nous avons montré que cette autonomie n'empêche cependant pas le développement de relations intenses entre les niveaux.

Avant de montrer de manière comparée comment les partis politiques suisses ont changé leurs relations verticales et horizontales, il faut souligner que les raisons qui amènent les partis à changer et modifier l'articulation de leurs structures sont différentes. En effet, la manière dont les partis politiques perçoivent les changements n'est pas identique. Pour l'UDC, les changements internes par rapport aux relations verticales et horizontales sont la réaction à l'arrivée au sommet de son échelle du pouvoir d'un nouveau leadership, au sens de Harmel et Janda (1994). Cette nouvelle faction dominante va changer les rapports avec les autres partis et avec ses sections cantonales. Notamment, la nouvelle *extensiveness* du parti va modifier le rapport que le parti national entretient avec les sections cantonales plus fortes. Pour les trois autres partis politiques analysés, l'une des raisons qui influence des réactions est le développement électoral de l'UDC. En effet, ce changement dans les rapports de force oblige les partis politiques à entretenir de nouvelles alliances ou à nommer de nouveaux antagonistes politiques s'ils veulent obtenir du succès pendant les élections.

Les réactions qui intensifient les relations verticales

Nous allons tout d'abord montrer comment les partis politiques suisses ont mis en place des stratégies, des tactiques et des pratiques qui leur ont permis de développer leurs relations internes verticales. Le domaine qui a particulièrement subi des changements a été, pour presque tous les partis politiques, le domaine de la communication. En effet, à cause de la perte d'importance des journaux partisans en Suisse pendant les années 1980 et 1990⁹⁷, les partis politiques nationaux se sont retrouvés avec une structure de communication interne envers les membres très affaiblie. À cette situation, le parti qui a voulu développer un journal interne 'national' de manière plus convaincue est le Parti socialiste, lequel a toujours montré des

⁹⁷ A. Clavien et A. Scherrer, « Presse », in Dictionnaire historique de la Suisse (DHS), version du 01.06.2012 (traduit de l'allemand), URL : <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F10464.php>.

relations verticales internes plus intenses par rapport aux autres partis politiques. Pendant les années 2000, ce parti développe aussi une édition en italien pour ainsi combler le manque de communication qui existait avec cette partie des membres et électeurs. La stratégie adoptée a été de développer et garantir partout en Suisse une information de ‘première main’ depuis le parti national aux membres. Le PS, tout en laissant une autonomie aux sections cantonales dans la gestion des relations avec les membres, développe et rend plus fortes ses relations internes verticales du point de vue des communications. Il envisage donc d’intégrer verticalement la communication aux membres : il s’agit d’une sorte de centralisation au niveau national de celle-ci. Cela permet au parti de minimiser les risques de développement d’une communication différente et maximise le contrôle sur les thématiques qui sont envoyées aux membres et aux sympathisants. Cette tendance se développe aussi de manière plus limitée, dans les autres partis politiques. En effet, des espaces d’autonomie dans ce processus sont encore laissés dans tous les partis.

Au sein de l’UDC nationale, des journaux sont apparus au cours du temps, mais ils n’ont pas eu énormément du succès. En effet, le seul journal qui existe encore aujourd’hui est celui qui couvre la région alémanique de la Suisse (*SVPja*). Ce n’est pas un hasard si aucun autre journal ne se développe pas en Romandie ou au Tessin. En effet, les situations sont beaucoup plus difficiles et l’UDC n’a pas eu le succès qu’il a connu en Suisse allemande. Pour cette raison, le parti ne trouve pas un terrain fertile pour développer une communication verticale intense avec ses membres partout dans le pays.

En ce qui concerne les deux autres partis politiques, le PRD et le PDC, l’autonomie laissée aux sections cantonales influence aussi la communication verticale interne au parti. Ceci est particulièrement valable pour le PRD. En effet, au sein de ce parti seulement dans la région alémanique il existe un journal produit par le parti national (comme c’est le cas de l’UDC). Dans le PRD, c’est notamment le niveau cantonal qui est responsable de la gestion des communications avec les membres.

Les changements qui centralisent les relations horizontales

La même autonomie est parfois laissée aux organisations proches. Ici, nous passons à l’analyse des relations horizontales qui se développent à l’intérieur et en dehors des partis politiques. Tout d’abord, du point de vue interne, les partis politiques suisses ont connu, dans des périodes différentes, la création de ‘sous-organisations’, comme les organisations des femmes ou des jeunes, lesquelles ont été intégrées de manière différente au parti. En effet, c’est une stratégie que les partis politiques mettent en place pour inclure dans leurs thématiques des sensibilités différentes, pour ouvrir le parti à de nouveaux groupes d’électeurs, qui s’ajoutent aux électeurs traditionnels. Il s’agit donc d’une réponse que nous ne retrouvons pas dans celles de Mair, Müller et Plasser (2004) mais qui pourrait très bien y être ajoutée. En effet, à côté de la réponse programmatique, c’est-à-dire l’inclusion dans les programmes de nouvelles problématiques à la une, les partis politiques incluent aussi ces nouvelles sensibilités d’un côté plus formel, avec la création de sous-organisations proches qui s’occupent de leur diffusion à l’intérieur et à l’extérieur du parti. La réaction des partis politiques suisses à ces organisations a été différente au fil du temps. On passe de l’apparente inclusion dans les organes dirigeants et la mise en

place de leurs thématiques comme programme interne au parti (Parti socialiste) à la limitation de leurs pouvoirs comparée à ceux des sections cantonales (comme dans le cas de l'UDC). Au sein de l'UDC, on assiste à la mise en place d'une stratégie qui veut confiner encore plus l'influence de ces organisations avec l'élimination des organisations proches : les femmes ont disparu au sein de l'organisation du parti en 2016 ainsi que les seniors (ayant fait leur apparition sur la scène nationale en 2004).

Les partis politiques entretiennent des relations horizontales pas seulement avec des organisations internes. Il existe en effet aussi des organisations, des groupes d'intérêts qui sont inclus dans les prises de décisions du parti pendant l'organisation des campagnes. Ceci fait qu'une décentralisation majeure est mise en place. Il s'agit par exemple, des syndicats dans les partis socialistes (en moindre mesure aussi dans le PDC), lesquels font partie du parti et lors des élections peuvent compter sur un nombre considérable de candidatures qui sont réservées à leurs candidats. Dans les autres partis, les groupes d'intérêts possèdent apparemment⁹⁸ moins de pouvoirs : comme les agriculteurs au sein de l'UDC, les groupements économiques dans le PRD.

Enfin, les relations horizontales externes se développent aussi et surtout entre les partis politiques. Les différentes stratégies que les partis politiques mettent en place nous renseignent sur leur collocation sur l'axe gauche-droite et surtout sur leurs relations avec les autres partis. La réussite électorale de l'UDC a entraîné une concurrence majeure dans le système politique suisse, qui jusqu'aux années 1980 – 1990 était resté très statique. De cette manière, les partis ont dû réagir avec de nouveaux 'apparentements' pour ainsi chercher à concurrencer la droite nationaliste⁹⁹. Le Parti socialiste a tout d'abord changé son avis par rapport aux autres partis de la gauche (notamment les Verts) et dans plusieurs cantons, il a proposé des apparentements. Cette stratégie permet au parti de réagir et de récupérer en quelque sorte une partie des votes, que les écologistes avaient réussi à gagner au détriment justement du PS. Selon les réponses décrites par Mair, Müller et Plasser, il s'agit de la « strategic response vis-à-vis other parties » (2004 : 12). Le PRD dans différents cantons, a cherché à profiter de la force électorale de l'UDC en s'associant avec lui. Ces apparentements changent selon le canton pris en considération. L'héritage historique pèse également dans la décision d'établir ou pas des alliances. Un tel héritage par exemple ne permet pas encore un apparentement entre PRD et PDC au Tessin, en raison de fortes divergences qui ont marqué l'histoire politique du canton italophone.

Ces remarques se résument dans l'affirmation que nous voyons comment la plupart des partis suisses au début des années 1990, montrent une faible intégration verticale. Malgré cela, au cours des vingt dernières années, les partis (de manière différenciée et avec des motivations diverses) changent en partie cette articulation des structures et les relations entre niveaux se

⁹⁸ Les archives de ces partis nous ont rien ou peu restitué par rapport à cette thématique. L'inclusion de ces groupements au sein des partis, par rapport à celle des syndicats dans le Parti socialiste semble être nettement mineure. Malgré cela, la thématique des groupes d'intérêts et leurs influences sur les partis politiques est encore très peu transparente en Suisse.

⁹⁹ L'Annexe 4 et l'Annexe 5 montrent les apparentements et les sous-apparentements établis par les sections du Tessin, de Vaud et de Zurich des partis politiques suisses.

font plus intenses, notamment celle, qui n'existait pas, entre parti national et membres (à travers la communication directe permise par les journaux mais aussi via les nouveaux moyens de communication). Tandis que certaines activités se centralisent (publication des journaux) ou s'intègrent, nous assistons à la garantie d'espaces d'autonomie pour les niveaux inférieurs. Il s'agit par exemple du cas des élections cantonales, qui sont de compétence des sections cantonales et où les partis nationaux n'ont que peu de pouvoirs. Face à la centralisation, le maintien de ces espaces d'autonomie garantit un très large consensus et une réduction des possibles réactions de la part des niveaux qui perdent du pouvoir. Les relations horizontales aussi sont concernées par des stratégies qui les ont soumises pendant les campagnes électorales à des changements. Dans nombreux cas, nous avons remarqué des limitations de l'autonomie des organisations proches, signe que les décisions sont toujours plus prises par un centre stratégique.

1.7 Conclusion

Les mutations décrites dans le cadre de ce premier chapitre, à propos de l'articulation des structures, montrent donc comment les partis suisses ont répondu à une situation toujours plus importante de compétition électorale avec une intensification de leurs relations internes et plus particulièrement avec des réponses ponctuelles de centralisation de leur organisation. Cette centralisation se manifeste notamment en deux items spécifiques : la gestion d'une partie de la communication avec les membres et l'intégration des groupements proches dans la vie organisationnelle du parti politique.

Tout d'abord, un premier concept permet de mieux comprendre la mutation développée dans l'organisation des partis politiques suisses selon l'articulation des structures verticales : l'intégration verticale. Ce concept, introduit aussi par Thorlakson (2009), qui l'avait défini comme étant très faible dans le contexte suisse, se renforce dans les deux dernières décennies. L'intégration verticale qui se produit par exemple particulièrement dans le domaine de la communication aux membres, à travers des publications spécifiques, laisse aussi en même temps des espaces d'autonomie aux niveaux cantonaux. Cette spécificité suisse est surtout due à la structure stratarchique assumée par les partis politiques, qui possèdent plusieurs centres de pouvoir très indépendants.

Un deuxième concept, celui de l'autonomie, est donc aussi central lors des campagnes électorales suisses et en général, lorsque nous analysons l'organisation stratarchique d'un parti politique. L'indépendance d'un niveau inférieur nécessite une légitimité, ainsi que la stratégie de centralisation ou d'intégration proposée par un autre niveau. Cette légitimité est donnée par la disponibilité de ressources des différents niveaux. En raison de ces larges espaces d'autonomie qui se développent en même temps qu'une structure plus intégrée (comme dans le cas de la communication par exemple), les réactions à la centralisation ponctuelle sont faibles.

À une analyse 'verticale' de l'articulation des structures, nous avons aussi associé les mutations dans les relations horizontales. Les relations horizontales externes des partis politiques suisses sont influencées par la concurrence majeure qui survient au cours des années 1990 à cause du succès électoral connu par l'UDC. Ce succès change les rapports de force et les réponses que

les autres partis politiques (mais aussi la stratégie adoptée par l'UDC lui-même) développent afin de gagner à nouveau des électeurs et limiter ainsi les pertes électorales. C'est expressément dans ce contexte que les réponses nommées par Mair, Müller et Plasser sont aussi confirmées par celles qui sont développées en Suisse (notamment la réponse stratégique envers les autres partis). Au contraire, les apparentements, les relations qui surviennent donc entre des partis politiques proches, représentent une stratégie développée par les partis eux-mêmes qui permet de répondre à la perte d'électeurs. Des relations 'amicales' sont souhaitées lorsqu'elles peuvent amener des avantages électoraux aux deux partis.

Plus encore que les recherches de Mair, Müller et Plasser, nous avons montré comment la compétition électorale peut aussi changer les relations horizontales internes aux partis. En effet, les groupements proches (comme les femmes, les jeunes, etc.) assument des positionnements différents selon la période. Leur création est, par exemple, une réponse à la prise en charge dans le parti d'une certaine sensibilité nouvelle. Face à cette inclusion, il apparaît récemment, surtout au sein de l'UDC, une pratique d'exclusion.

Dans le cadre de ce chapitre, nous avons fait un premier survol général de l'articulation des structures, et dans les chapitres suivants, nous approfondirons trois autres indicateurs qui permettent de mieux comprendre cette articulation des structures : les relations internes aux partis dans le processus décisionnel (la concentration du leadership), le développement de l'appareil administratif et la gestion des ressources financières et les transferts existants. Ces trois autres indicateurs nécessitent, en effet, des chapitres à part entière, étant donné qu'ils subissent des changements importants.

2. Concentration du leadership

Le deuxième indicateur souhaite ici montrer dans quelle mesure les partis politiques suisses développent une concentration du leadership dans leur organisation. La question du leadership a été au centre des réflexions de différents auteurs. Associé aux partis politiques, le leadership a été étudié tout d'abord par le politologue français Maurice Duverger (1977), qui opère une différenciation entre partis de cadres et partis de masse qui se fonde non pas sur le nombre d'électeurs, mais sur la structure organisationnelle et évidemment sur la répartition du pouvoir à l'intérieur du parti. Par extension, nous employons cet indicateur en l'associant aux mutations que les partis politiques mettent en place au sein de leur organisation afin de redistribuer le pouvoir à l'intérieur des différents niveaux organisationnels. Il s'agit donc d'un indicateur avec des liens intenses avec l'articulation des structures dont nous venons de montrer les principaux changements.

Les leaders d'un parti sont de vraies figures politiques que l'électorat associe très souvent au parti. Autrement dit, que cela soit, par exemple, dans le contexte américain, français ou allemand, ils sont la face reconnaissable par l'électorat d'un parti. Dans le contexte suisse, il est plus difficile de trouver des leaders au sens des politiciens des grands partis européens ou américains (Trump aux États-Unis, Merkel en Allemagne, etc.). Dans la littérature scientifique, les chercheurs sont souvent parvenus à la conclusion que cette centralisation extrême du pouvoir amène les partis politiques à se personnaliser (Blondel, 1987 ; Fairholm, 2009 ; Blondel et al., 2010). Cela signifie que la personnalisation dépend de manière intrinsèque de la répartition du pouvoir au sein d'un groupe restreint de personnes. Lorsque ce leadership est au sommet d'une structure organisationnelle très homogène, comme les partis politiques qui se développent dans des États unitaires, la personnalisation semble donc se développer plus facilement. Ces recherches ne nous démontrent cependant rien dans des États fédéraux¹⁰⁰, où l'indépendance et l'autonomie des différents niveaux pourraient empêcher cette concentration du leadership de se traduire de manière automatique par une personnalisation du pouvoir¹⁰¹.

Dans ce chapitre, nous allons tout d'abord motiver le choix du contexte helvétique comme champ d'études afin d'étudier la concentration du leadership et montrer l'état des recherches scientifiques qui ont été faites à ce propos. Dans un deuxième temps, ce chapitre se propose de développer les changements que les partis politiques suisses mettent en place du point de vue de la concentration du leadership. Nous n'oublions sûrement pas le but comparatif et en effet, après ces parties basées sur les quatre partis politiques majeurs en Suisse, nous allons montrer les analogies et les différences que ces quatre partis développent lorsqu'il s'agit de répondre à des situations en transformation. Enfin, nous concluons cette partie dédiée à ce deuxième

¹⁰⁰ Dans la littérature en effet la question n'a presque jamais été discutée à partir du point de vue des partis régionaux (dans les différents États américains, dans les *Länder* allemands, etc.).

¹⁰¹ Malgré cela, nous n'excluons pas l'existence d'une personnalisation dans les contextes fédéralistes. En effet, les cas cités (Trump ou Merkel) se développent dans deux grands états fédéraux.

indicateur avec une montée en généralité afin d'établir des liens avec la littérature internationale existante.

2.1 La question du leadership dans les études internationales et suisses

Dans la littérature, le rôle du leadership s'exprime à l'intérieur d'une organisation politique selon une double dimension fonctionnelle (Blondel, 1987)¹⁰² qui peut être résumée comme : « sia come posizione organizzativa formale sia come relazione d'influenza volta a guidare e a farsi seguire, a dirigere e a coordinare uomini, risorse e apparati in vista di una impresa collettiva »¹⁰³ (Raniolo, 2013 : 74). L'importance du leadership pour la gestion générale des partis semble donc évidente. L'emprise collective, dans le cadre des partis politiques, peut être différente : la participation aux élections, avoir du succès (gouvernemental ou électoral), etc. L'emprise collective, dans notre cas, est le développement d'une réponse à une situation en transformation (négative ou positive).

Selon de Lange et Art (2011 : 124), c'est cette double capacité à exercer un rôle important à l'intérieur et à l'extérieur du parti de la part du leader qui présuppose un succès durable. Dans le cadre de notre analyse, il faut donc considérer un concept large de leadership qui renvoie à la légitimité d'un membre d'influencer et même de conseiller une façon d'agir à d'autres membres (Janda, 1980). Ceci inclut en parallèle, des formes de leadership personnelles et collectives ; un leadership plus ou moins centralisé, c'est-à-dire qui se propose comme le sommet de la hiérarchie à l'intérieur du parti et les responsables clés des décisions (Harmel, 1989 : 168).

Le fédéralisme décentralisé des partis politiques suisses

Le contexte suisse se veut idéal pour une analyse du leadership en raison de sa structure fédéraliste permettant le développement de plusieurs niveaux autonomes à l'intérieur des partis politiques. Ce qui rend spécifique et particulière la structure organisationnelle des partis politiques suisses est le soi-disant « fédéralisme décentralisé » (Braun, 2003 : 65). Cette structure influence tout d'abord, le système partisan suisse, lequel peut être vu comme un ensemble de 26 différents systèmes de partis (Kriesi, 1995). Étant donné que les principaux partis politiques suisses sont organisés au niveau national, mais que leur force dépend des régions et des cantons, selon certains auteurs, la centrale opérative au niveau national doit être plus conçue comme un secrétariat qui unit différentes factions partisans, plutôt qu'un organe qui harmonise et conduit l'ensemble du parti (Grande, 2002 : 194 ; Neidhart, 2002 : 125). Cette vision semble trop stricte et surtout, elle doit encore être confirmée par des recherches scientifiques actuelles sur la thématique des relations de pouvoir existantes à l'intérieur des partis (aussi entre les niveaux).

¹⁰² Pour être plus précis, les modèles de leadership proposés par Blondel se multiplient chacun en trois sous-groupes.

¹⁰³ « En même temps, comme une position organisationnelle formelle et comme une relation d'influence qui vise à conduire, diriger et coordonner des hommes, des ressources et des appareils dans le but d'un exploit collectif » (TdA).

Dans une vision ‘radicale’, l’indicateur de la concentration du leadership a été souvent associé dans les études internationales à la personnalisation qui, dans les vingt dernières années, semble être toujours plus importante dans le contexte européen (Blondel et al., 2010). Celle-ci n’est pas présente dans tous les partis politiques suisses avec la même intensité. Cependant, la Suisse a connu de grands personnages politiques, mais ils ont peu souvent été associés à des leaders. Ceci est essentiellement dû à la structure décentralisée des partis politiques qui limite l’influence d’une seule personne sur l’ensemble de la politique menée par le parti au niveau national. De plus, en Suisse, la structure fédéraliste des partis politiques met en évidence des personnalités différentes selon le canton de résidence. Les conseillers fédéraux ne sont pas élus par le peuple et les élus de l’Assemblée fédérale sont choisis lors d’élections sur répartitions de circonscriptions électorales (notamment les cantons). Ainsi le contexte suisse, fait que l’émergence de personnalités politiques au sommet des partis suisses est plus difficile qu’ailleurs.

Néanmoins, une enquête menée en 1999 démontre comment les « operative Freiheiten »¹⁰⁴ des leaders des partis suisses ont augmenté dans le temps (Ladner & Brändle, 1999), à savoir que les leaders peuvent prendre des décisions sans tenir compte de l’avis de leur parti (les membres) ou des autres acteurs partisans. Dans ce nouveau contexte, il est plus fréquent de trouver des références au ‘leadership’ d’un parti, ce qui sous-entend en Suisse, l’influence non seulement d’une personne, mais de tout un ensemble de gens à la tête d’un parti politique : il s’agit donc selon eux, d’un leadership collectif. Malgré cela, en comparaison internationale, cette personnalisation reste faible.

Les recherches suisses sur le leadership et leurs défections

Les recherches sur l’organisation et les compétences des leaderships à l’intérieur des partis politiques suisses à cause des différences remarquables entre les niveaux, sont restées cependant sous-développées par rapport au contexte international où l’organisation interne des partis politiques a été enquêtée de manière approfondie (rôle des leaders, répartition du pouvoir à l’intérieur du leadership, compétences des organes, etc.). Gruner a été le premier qui a essayé de démontrer l’organisation interne des partis politiques suisses, dans le cadre de sa recherche importante encore aujourd’hui sur le développement des partis politiques suisses (1977). Le chercheur se penche tout d’abord sur l’origine des partis politiques suisses et leur histoire. Ensuite, il démontre comment, dans le temps, les partis ont changé leur structure organisationnelle notamment du point de vue des coalitions au pouvoir et des rapports aux membres. Bien qu’intéressante et très développée, la recherche de Gruner s’arrête au début des années 1970. Gruner n’a donc pas pu mettre en évidence nombreux changements survenus après. Les rapports de force entre les partis étaient en effet lors de ses études encore très stables. Dans ces années-là, la situation politique, culturelle et sociale en Suisse (comme dans beaucoup d’autres pays occidentaux) venait juste de changer, avec un bien-être économique développé après les années 1950, une progressive sécularisation de la société, l’augmentation de l’importance des secteurs secondaires et tertiaires et la concentration de la population dans les centres urbains. Dans ce nouveau contexte, ce n’est que dans les années 1970 et surtout 1980,

¹⁰⁴ « libertés opérationnelles » (TdA).

que l'on commence à apercevoir aussi des changements dans les rapports entre les partis et les électeurs. Ce contexte renouvelé pourrait être un facteur de changement important dans l'organisation et la conception du leadership de la part des partis politiques suisses. Une analyse récente permettrait donc de mettre à jour, dans ce contexte suisse renouvelé, les théories et les thèses de Gruner.

Plus récemment, une analyse sur les changements dans les statuts des partis politiques a été réalisée par une chercheuse en droit (Schiess Rütimann, 2010). Dans le cadre de sa recherche, les statuts des partis suisses ont été analysés, grâce notamment à de nombreux articles de presse, afin de montrer les changements dans les organes dirigeants des partis mêmes. Ces organes dirigeants représentent la répartition du pouvoir à l'intérieur du leadership des partis. L'analyse est riche et détaillée. Malgré cela, les statuts permettent uniquement de montrer l'organisation formelle des partis politiques suisses. Toute une organisation informelle peut se développer et coexister à l'intérieur même des partis politiques. De plus, la chercheuse, comme c'était également le cas pour les recherches de Gruner, rend exclusivement compte de l'organisation routinière des partis politiques suisses. Les statuts ne permettent pas de montrer l'organisation que les partis politiques assument lors des campagnes électorales, notamment pour des élections fédérales. Ces événements pourraient en effet engendrer une plus grande concentration du pouvoir par rapport à l'organisation normale, car l'élection a lieu pour une institution nationale.

La première des limites identifiées au sujet du travail de Schiess Rütimann, c'est-à-dire de ne prendre en compte que les statuts des partis, peut être comblée par des études qui sont apparues dans les années 2000 et qui visent à identifier les changements survenus à l'intérieur des partis politiques du point de vue de l'organisation en intégrant aussi l'analyse de documents internes. Ces recherches sont cependant monopartisanes, ce qui ne permet donc pas une comparaison entre les partis qui permettrait de vérifier à quel point les changements organisationnels sont aussi des réactions mutuelles d'un parti face aux nouvelles structures d'organisation de ses antagonistes politiques. Nous faisons par exemple référence à la publication d'un travail sur l'organisation du PDC mené dans le cadre d'une recherche internationale par Altermatt (2000) ou encore, à la recherche de Mazzoleni et Rossini sur l'UDC (2016). Ce qui manque à ces recherches est une prise en compte également des niveaux inférieurs. En effet, elles se basent exclusivement sur les modèles d'organisation et de répartition des pouvoirs à l'intérieur des partis politiques nationaux. Comme déjà mentionnés dans l'introduction, les niveaux nationaux ne couvrent qu'une partie minimale de l'organisation des partis politiques suisses. Il apparaît ainsi nécessaire de prendre également en compte le niveau cantonal.

Dans les pages qui suivent, nous allons essayer d'illustrer à travers nos quatre études de cas (UDC, PS, PRD et PDC) de quelle manière les partis politiques suisses ont produit des mutations dans leur leadership en plusieurs situations afin de réagir à un contexte qui était devenu toujours plus compétitif électoralement.

2.2 L'UDC et sa personnelle stratégie de centralisation du leadership

Le premier parti analysé est l'UDC, qui a obtenu dans les années 1990 et 2000, un grand succès électoral, comme d'autres partis populistes de droite dans toute l'Europe. Dans la littérature

concernant les partis populistes, la question de l'influence du leadership sur leur organisation a vu son succès augmenter (Pedahzur & Brichta, 2002 ; Carter, 2005 ; Art, 2011 ; Heinisch & Mazzoleni, 2016). Il existe cependant toujours un préjugé scientifique qui suggère qu'entre les particularités des partis populistes, il existerait une organisation minimaliste, qui est sujette aux vouloirs du leader.

Le rôle du leader dans le leadership de l'UDC

La question du rôle du leader par rapport à l'organisation dans ces partis paraît donc cruciale et il faudrait la vérifier sur le plan empirique. Malgré les controverses existantes par rapport à leur réelle influence sur l'organisation ou sur la possibilité ou non du parti de participer au processus démocratique et leur institutionnalisation, les théories sur les formes d'organisation des partis populistes convergent vers l'affirmation que cette forme d'organisation implique une conception très personnalisée et verticale des processus décisionnels.

Afin de comprendre le rôle du leadership dans l'Union démocratique du centre (UDC), il faut mieux comprendre le rôle de l'organisation dans le succès de ce parti et quels sont les changements (en général) qui ont touché le leadership au cours des années 1990 et 2000. Dans le cas de l'UDC en Suisse, ils existent deux conditions formulées par Harmel et Janda (1994) qui permettent de légitimer le changement à l'intérieur du parti. Premièrement, on assiste à l'arrivée à la tête du parti d'un nouveau leadership se traduisant par une transformation de la coalition dominante qui s'exprime avec une radicalisation inédite du parti et le déplacement des rapports de force internes vers l'aile plus blochéenne, issu donc du leader Christoph Blocher (voir Annexe 6). Deuxièmement, il y a eu un choc externe qui peut être vu comme une ouverture inédite vers des opportunités politiques que le nouveau leadership a su attraper (notamment le déplacement de leurs thématiques clés vers la fermeture des frontières et la clôture envers les étrangers). Dans cette partie du travail, nous allons tout particulièrement mettre l'accent sur la première de ces deux conditions. L'autre sera plus expressément traitée dans la deuxième partie de ce travail (voir Partie II).

Le nouveau leadership de l'UDC Suisse en trois étapes

Revenons maintenant à la première condition identifiée par Harmel et Janda (1994), à savoir l'émergence d'un nouveau leadership. Dans le cas de l'UDC afin de mieux comprendre comment celui-ci a su s'imposer à l'intérieur de l'organisation partisane et devenir ainsi le nouveau leadership du parti, il nous faut retracer une courte histoire de la 'nouvelle' UDC. Nous pouvons distinguer au moins trois étapes qui montrent l'évolution et les changements majeurs au sein du leadership entre le début des années 1990 et 2007 : premièrement, l'émergence du nouveau leadership national autour de Blocher (1992-1996) ; deuxièmement, la phase de consolidation du nouveau leadership et la forte croissance électorale du parti (1996-2007) ; troisièmement, la défaite institutionnelle du leader¹⁰⁵ et la relative phase de stagnation électorale du parti (depuis 2007) qui semblent cependant limitées dans le temps étant donné les succès électoraux au niveau cantonal et fédéral de 2015.

¹⁰⁵ Le leader du parti (Christoph Blocher) après avoir été élu au sein du Conseil fédéral en 2003 n'a pas été reconfirmé en 2007 au profit d'une membre plus modérée de son parti (Éveline Widmer-Schlumpf), laquelle a été ensuite expulsée de l'UDC.

La première phase se caractérise notamment par la présence d'un leader fort qui agit dans le cadre d'une organisation partisane faible. La deuxième phase est marquée par un leader et un parti forts, alors que la dernière phase est caractérisée par un leader qui a changé son rôle dans le parti (notamment aujourd'hui, où il n'a plus de rôles institutionnels), mais où l'organisation partisane reste assez forte et l'influence du leadership collectif, imposé par Blocher, continue à gérer le parti.

En ce qui concerne notre analyse sur l'UDC, l'étape qui s'avère centrale est la deuxième. Nous n'allons pas ici montrer les caractéristiques de la première phase étant donné que Blocher agissait encore depuis l'extérieur de l'organisation du parti national. Cette organisation en effet était encore très ancrée au passé avec une faction dominante proche de l'aile modérée, qui laissait large autonomie aux sections cantonales. À l'égard de la deuxième phase, relevons que, au contraire par exemple du Parti libéral autrichien dans lequel Haider a remis en discussion le fonctionnement normal du parti en imposant une désinstitutionnalisation afin d'imposer son leadership (Heinisch, 2016), le nouveau leadership de l'UDC ne remet pas en discussion l'organisation formelle du parti, mais impose un renforcement de ses structures en vue d'une centralisation croissante (Mazzoleni & Rossini, 2016). Cette stratégie est le résultat d'une volonté d'imposer une cohésion interne plus profonde avec une stratégie pour accroître la force électorale dans un parti traditionnellement décentré, comme d'ailleurs tous les autres partis suisses.

Tableau 2. Présidents de l'UDC suisse, 1991 – 2007

Nom (canton)	Début du mandat	Fin du mandat
Hans Uhlmann (TG)	1988	1995
Ueli Maurer (ZH)	1996	2008

Comme le montre le Tableau 2, la deuxième étape commence avec l'élection à la présidence du parti en 1996 de Ueli Maurer, issu du canton de Zurich, lequel maintiendra cette fonction jusqu'en 2008. Jusqu'alors, le parti avait été présidé par des Bernois et le Zurichois Hans Konzett, qui était déjà le président du PAB suisse¹⁰⁶. L'ancienne section leader dans le parti, celle bernoise, perdra autant d'importance au sein du parti qu'elle n'obtiendra plus la place de président du parti jusqu'en 2016, avec Albert Rösti¹⁰⁷ (voir Annexe 7).

¹⁰⁶ M. Bürgi, « Hans Konzett », in Dictionnaire historique de la Suisse (DHS), version du 11.08.2005 (traduit de l'allemand), URL : <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F6254.php>.

¹⁰⁷ Le président Rösti n'incarne cependant pas l'aile modérée du parti bernois, même si dans celle-ci il a accompli ses premières expériences comme politicien ; au contraire il conjugue aussi des éléments, surtout du point de vue des croyances politiques, plus semblables à celles du nouveau leadership blochérien. Les médias n'hésitent pas à le mettre au milieu des deux courants. « Albert Rösti, un plat UDC cuisiné entre Ogi et Blocher », *24 Heures*, 13 janvier 2016. La section bernoise ne peut cependant pas être comparée à celle des années 1980, bien plus modérée, qui avait proposé comme président de parti, Adolf Ogi, futur Conseiller fédéral. C'est en effet cette aile plus modérée de l'UDC bernoise, qui a créé la section du PBD lors de la scission de 2008. Dans la section cantonale UDC de Berne, on trouve donc aujourd'hui beaucoup plus d'adeptes de la nouvelle vague blochérienne. Nous n'excluons cependant pas complètement que le leadership de l'UDC ait mis Rösti à cette place en 2016, pour garder dans ses rangs les dernières vagues d'ailer modérées et moins dures du clan Blocher.

La troisième phase débute avec l'exclusion de Blocher du Conseil fédéral. Ceci engendra toute une série de changements, avec en premier lieu la scission interne avec la création du Parti Bourgeois-Démocratique (PBD). La réponse du leadership blochérien à cette scission de 2008 sera celle de promouvoir un changement relevant à la tête de l'organisation. Ainsi au printemps 2008, Ueli Maurer abandonne son rôle et Toni Brunner, jeune 'élève' de Blocher, est élu comme nouveau président. En même temps, la Direction du parti a été graduellement agrandie avec l'ajout de nouveaux vice-présidents : de trois membres, ils passent à cinq vice-présidents¹⁰⁸. Ce changement transformera la direction de cinq à sept membres : on laisse ainsi la place formellement à des minorités comme les femmes ou les membres de la Romandie. Cet élargissement de la direction met en lumière comment, avec un parti plus centralisé et qui donne plus de pouvoirs aux organes dirigeants, comme nous le montrent les changements dans les statuts, s'accompagne un leadership progressivement moins concentré. Les changements qui ont lieu lors de la troisième étape ne remettent toutefois pas en cause le rôle incontournable des sections cantonales du parti. Celles-ci continuent à maintenir leur autonomie, en particulier en ce qui concerne la sélection des candidats aux élections fédérales et les prises de position dans les référendums et les initiatives populaires.

Pendant les deuxième et troisième phases, nous assistons à une centralisation du leadership interne au parti national. L'effet de la centralisation se traduit par la consolidation de nouvelles coalitions internes et des espaces d'influence, qui marginalisent toujours plus l'aile plus modérée du parti. Les nouvelles sections cantonales, créées depuis l'arrivée au pouvoir du leadership proche de Blocher, augmentent leur pouvoir à l'intérieur du parti¹⁰⁹.

Ces changements importants marqués par une centralisation majeure de l'organisation du parti liée à l'arrivée au pouvoir du nouveau leadership, ont fait que les campagnes électorales subissent des changements dans leur organisation. Tout d'abord, comme nous venons de le voir, la nouvelle faction dominante a réduit l'influence des sections plus modérées dans le processus décisionnel. Les principaux organes décisionnels responsables au niveau national dans les campagnes électorales sont en effet toujours le Comité central, le Comité directeur et la Direction. Selon les statuts, un autre organe serait aussi en mesure de participer au choix décisionnel de manière formelle, à savoir l'Assemblée des délégués (dans d'autres partis, il s'agit du congrès). Cependant, cet organe, comme dans les autres partis politiques suisses (au niveau national), n'a presque que des pouvoirs de ratification, comme le souligne Müller, un organe de ratification (2000). Parmi les fonctions identifiées par Müller, il existe celle du « platform drafting » et les assemblées de l'UDC ne font pas exception. Jusqu'au début des années 2000 seulement, l'Assemblée des délégués de l'UDC nationale adopte des programmes de législature. Suite aux changements dans les compétences des organes dirigeantes et à

¹⁰⁸ Les changements majeurs subis par les statuts de l'UDC sont visibles dans l'Annexe 8.

¹⁰⁹ Dans le Comité directeur élu en 2013, responsable d'élire les présidents et les membres des commissions spéciales, il y a 9 membres issus des cantons avec des positions historiquement plus pragmatiques et modérées (5 BE, 1 VD, 2 SZ, 1 GR) et 18 issus des sections proches du courant zurichois (2 SG, 4 ZH, 4 AG, 1 LU, 1 NW, 1 SH, 1 TI, 1 TG, 1 VS, 1 FR, 1 GE). L'augmentation a été considérable si l'on pense qu'en 1994, 6 membres sur 20 vivaient dans le canton de Berne.

l'émergence d'un nouveau leadership, le processus qui amène à l'adoption du programme électoral a également changé.

Les influences du nouveau leadership sur le programme électoral

En effet, jusqu'en 2007, les programmes électoraux de l'UDC étaient rédigés par une Commission nommée par le Comité central. Depuis les changements statutaires de 2008, cette Commission est élue par le Comité directeur (sur la base d'une proposition de la Direction). Ce changement est subtil, mais important. En effet, les personnes incluses dans la commission du programme ne sont donc plus nommées par un large groupe de personnes (les représentants des cantons), avec la possibilité donnée à toutes les sections cantonales de nommer leurs 'représentants', mais un groupe plus restreint du leadership peut choisir qui sont les personnes en charge de ce travail. Il est évident que les membres de la nouvelle commission seront plus proches (politiquement et dans l'identité que le parti doit maintenir) des membres du Comité directeur et de la Présidence. De plus, à partir de la réforme statutaire de 2000 et 2001, le parti n'organise plus une Assemblée des délégués consacrée au programme, ce qui permettait aux sections cantonales de lancer des réflexions à ce sujet. Les sections cantonales regrettent ce changement, notamment les sections plus modérées qui ne sont pas d'accord¹¹⁰ avec la nouvelle voie suivie par le parti, car leur pouvoir de modification de ces documents se réduit notablement. Cette nouvelle procédure est une conséquence du nouveau leadership à la tête du parti et du changement de coalition dominante au pouvoir du parti. Voyons de plus près comment la concentration du leadership se manifeste concrètement à l'occasion des élections fédérales de 2007 lorsque l'UDC décide de créer une Commission électorale.

La concentration du leadership en 2007 et ses conséquences

En 2007, bien que les principales décisions soient encore prises par les organes dirigeants, l'organisation proprement dite est faite par une Commission choisie et nommée par le Comité central. Cette dernière est responsable de formuler les stratégies et la campagne en général au niveau national. Cette commission cherche toujours à coordonner le travail des sections cantonales avec l'appui de ces mêmes sections. Les réunions sont donc nombreuses entre le Comité central, les présidents et les secrétaires des sections cantonales et également la participation des responsables de campagne cantonales. En 2007 par exemple, le « Wahlkampf-Team » est responsable de toute la diffusion aux sections cantonales des affiches électorales, de la mise en place du programme électoral, ou encore de l'organisation des différentes campagnes. Jusqu'en 2003, le parti national pour les élections nationales soulignait encore l'importance d'une campagne décentralisée : « bei der SVP gibt es keine so genannte nationale Wahlkampagne, wie Aliko Panayides, stellvertretende Generalsekretärin und Wahlkampfkoordinatorin, feststellt »¹¹¹. La NZZ soulignait encore « Für eine nationale Kampagne fehle der SVP zum einen das Geld – das Wahlkampfbudget beläuft sich auf 800'000 Franken -, zum anderen sei nur mit einem dezentralen Wahlkampf sichergestellt, dass die

¹¹⁰ Voir par exemple la réponse aux changements statutaires de la part de l'UDC Vaud : « Quelques remarques sur la modification des statuts de l'UDC Suisse », Archives UDC Vaud, Lausanne.

¹¹¹ « au sein de l'UDC, il n'existe pas une campagne électorale nationale, constate Aliko Panayides, adjointe secrétaire générale et coordinatrice de la campagne électorale » (TdA). « Mit Zahnbürste, CD und Stylingberatung. Die Kampagnenführung 2003 der Bundesratsparteien », *Neue Zürcher Zeitung*, 31 juillet 2003, p. 13.

Qualität der föderalistischen Strukturen der Schweiz, die sich in den Strukturen der SVP spiegeln, zum Tragen komme »¹¹². Un document stratégique de 1995 développait aussi ce point : « Une campagne trop intense de l'UDC suisse durant la phase principale de la campagne ne pourrait tenir compte de la diversité des situations cantonales. Il y aurait même risque de collision entre la campagne nationale et les campagnes cantonales »¹¹³. La stratégie adoptée par le parti national a donc changé, mais seulement d'une fois que le nouveau leadership a acquis du pouvoir au niveau national et qu'il était sûr d'avoir minimisé les influences des sections plus modérées (susceptibles de réagir à ces changements dans le processus décisionnel). La concentration du pouvoir dans les campagnes apparaît donc comme une suite logique à la concentration du pouvoir dans les mains d'un leadership collectif proche de Blocher.

L'organisation du leadership dans les sections cantonales

Plus que le parti national donc, ce sont les Commissions électorales nommées au niveau cantonal qui montrent une sorte de centralisation de l'organisation pendant les campagnes électorales. Les décisions sont en effet toujours prises par les organes dirigeants des sections cantonales. Malgré cela, au niveau cantonal, on assiste à la création de Commissions électorales dont le but est d'organiser tout le travail de la campagne et notamment de coordonner les décisions des instances dirigeantes ordinaires avec la campagne des candidats.

Une des premières sections qui peut développer un tel type de Commission électorale est la section modérée de Berne, qui propose une *Wahlleitung*. Dans cet organe trouvent place le président, le secrétaire, des représentants des candidats, des représentants locaux, et surtout des représentants des associations proches (notamment, les femmes, les jeunes, etc.). En 1991, en faisait également partie un représentant de l'UDC suisse, le secrétaire général du parti ou le responsable de la presse du parti¹¹⁴. Les membres de cette commission, suite à l'expérience des élections nationales de 1999, proposent un changement des statuts cantonaux en raison du fait que « Die Wahlleitung verdient ihren Namen nicht, denn sie hatte gar keine Kompetenzen. Die Parteileitung traf alle Entscheide autonom. Das Büro der Wahlleitung stand nicht unter dem Eindruck, seine Vorarbeiten hätten die Parteileitung irgendwie beeinflusst »¹¹⁵. Bien que formellement les compétences de la Commission électorale soient importantes¹¹⁶, les décisions organisationnelles plus importantes sont prises de manière informelle par les organes dirigeants normaux de la section cantonale.

¹¹² « Pour une campagne électorale nationale, il manque, auprès de l'UDC, l'argent – le budget de campagne consiste en 800'000 francs –, d'autre part, il peut se concrétiser seulement une campagne électorale décentralisée, étant donné les structures fédéralistes de la Suisse, qui se reflètent dans les structures de l'UDC » (TdA). *Ibidem*.

¹¹³ « Moyens publicitaires, documentation, manifestations », Secrétariat général de l'UDC, 25 novembre 1994, Archives UDC Vaud, Lausanne.

¹¹⁴ « Kantonale Wahlleitung für die Nationalratswahlen 1991 », Archives UDC Berne, Berne.

¹¹⁵ « Le comité de campagne n'est pas digne de son nom, étant donné qu'il n'a pas eu de compétences. La direction du parti a pris toutes les décisions de manière autonome. Le bureau du comité de campagne n'a pas laissé son empreinte non plus, étant donné que la direction du parti a toujours influencé ses travaux d'une manière ou d'une autre » (TdA). « Anregungen der Wahlleitung 1999 an die Parteileitung betreffend der zukünftigen Organisation der Wahlleitungen der SVP Kanton Bern », 6 mars 2000, Archives UDC Berne, Berne.

¹¹⁶ Parmi les compétences de la Commission, il s'agit notamment de coordonner la campagne des candidats (proposer les photos, les thématiques de chacun, leur représentation sur le territoire, la composition des listes, etc.) et de la campagne publicitaire (organisation des congrès et des fêtes, gestion de toute la partie publicitaire avec la création des flyers, des affiches, etc.).

Une telle organisation est également assumée par l'UDC Vaud au cours des élections de 2007. « Le Congrès de l'UDC-Vaud a délégué au Comité directeur la responsabilité de mener l'organisation et la mise en œuvre de la campagne en vue des élections fédérales d'octobre 2007. En fonction de l'importance des enjeux et l'engagement de plusieurs membres du Comité directeur en qualité de candidats, le Comité directeur a désigné un Comité cantonal de campagne »¹¹⁷. Le parti cantonal met en place une telle organisation, parce que pour la première fois, le parti national mène officiellement une campagne nationale et développe un concept pour la Romandie.

Dans ce sous-chapitre, nous venons d'illustrer d'une part de quelle manière le leadership au sein de l'UDC a évolué au cours de la période plus récente et, d'autre part, comment ce nouveau leadership a affecté l'organisation des campagnes électorales du parti et le processus d'adoption de son programme. Le processus de concentration du leadership à l'UDC a connu des trajectoires spécifiques que nous ne retrouvons pas dans les autres partis suisses.

2.3 La stabilité organisationnelle du leadership du PS

Ce sous-chapitre se propose de montrer les éventuels changements face à une concentration du leadership au cours de l'organisation du Parti socialiste suisse. Or, il faut tout d'abord montrer les changements majeurs qui sont survenus à l'intérieur du leadership du Parti socialiste à partir du début des années 1990. En effet, comme le soulignent déjà Harmel et Janda (1994), en se basant sur les théories de Panebianco (1988), des changements dans la coalition dominante (le leadership) à l'intérieur des partis peuvent engendrer des réactions organisationnelles de la part du parti lui-même. Nous venons de voir comment les grands changements au sein du leadership de l'UDC ont engendré, dans un deuxième temps, des changements dans l'organisation formelle de tout le parti politique et surtout des campagnes électorales (institution de commissions électorales). De ce fait, avant d'analyser les réponses que le PS développe, il faut introduire les changements qui sont survenus à l'intérieur du leadership, puisque ces recherches restent considérablement sous-développées, voire même inexistantes, en Suisse.

Les recherches existantes démontrent que le PS est le parti gouvernemental avec le plus de démocratie dans ses organes (Ladner & Brändle, 2001 : 240)¹¹⁸. Une analyse attentive des statuts¹¹⁹ démontre en effet que les membres de l'organe supérieur du parti (le congrès) sont des délégués des sections du PS en Suisse, donc des délégués locaux. « Chaque section a droit à un ou une déléguée. Lorsqu'une section comprend plus de 50 membres, elle a droit à un ou une déléguée supplémentaire par tranche de 60 membres »¹²⁰. À titre de comparaison seulement, l'Assemblée des délégués de l'UDC, qui est aussi conçue comme « das oberste

¹¹⁷ « Document stratégique UDC-Vaud. Organisation générale & Campagne de communication », Archives UDC Vaud, Lausanne.

¹¹⁸ Plus précisément, selon Ladner et Brändle « auch bei den Mitgliedern der SP ist der Einfluss noch grösser als bei den drei anderen Bundesratsparteien. » (auprès des membres du PS, l'influence sur leur parti est majeure par rapport aux autres trois partis au gouvernement, TdA) (Ladner & Brändle, 2001 : 240).

¹¹⁹ Voir l'Annexe 9 pour les changements majeurs subis par les statuts du PSS.

¹²⁰ Statuts du PSS de 2010, art. 11.3.

Parteiorgan »¹²¹, est composée entre autres par « 600 Delegierte der Kantonalparteien »¹²². Il paraît donc évident que dans cet organe, la prise de décision est plus démocratique (et moins centralisée) dans le PS par rapport à l'UDC étant donné que les délégués cantonaux choisis par les sections UDC ne représentent potentiellement pas toutes les sections locales comme dans le Parti socialiste. De plus, les statuts du PSS proposent aussi la possibilité de soumettre tous leurs membres à un vote général sur décision des membres mêmes. Malgré cette apparente importance formelle que les statuts lui donnent, le congrès du Parti socialiste reste un organe de ratification (Müller, 2000), où il s'agit plus de mettre en scène l'unité du parti¹²³.

Les changements dans la Présidence du PS suisse et la stabilité organisationnelle

Tout d'abord, la Présidence est l'organe de direction opératif du parti (officiellement depuis 2008). La tête du leadership du parti est assumée dans le PSS par le président du parti. Les changements dans ce rôle peuvent engendrer des changements importants dans l'organisation du parti. Comme dans les autres partis suisses, le parti a tendance à élire une personnalité connue au niveau national avec une présence au préalable à l'Assemblée fédérale¹²⁴ au moins. Presque tous les présidents PSS des soixante dernières années comptaient sur une expérience politique à Berne avant leur élection à la tête du parti (Tableau 3 et Annexe 10).

Tableau 3. Présidents du PS suisse, 1991 – 2007

Nom (canton)	Début du mandat	Fin du mandat
Peter Bodenmann (VS)	1990	1997
Ursula Koch (ZH)	1997	2000
Christiane Brunner (GE)	2000	2004
Hans-Jürg Fehr (TG)	2004	2008
Christian Levrat (FR)	2008	-

L'organisation interne au parti socialiste reste très stable au fil du temps, malgré les différentes fortes personnalités qui prennent la tête du parti (Hubacher, Bodenmann, Fehr, etc.). Il faudra attendre le nouveau siècle pour remarquer des stratégies qui touchent directement l'organisation interne au parti. Les majeurs apports en effets des différents présidents étaient plus liés aux politiques poursuivies par le parti¹²⁵.

Sous la présidence du nouveau président Levrat en 2008, le parti adopte une stratégie de centralisation de son organisation. En effet, dans les statuts de 2008, on assiste à une scission entre le Comité directeur et la Présidence. Cette opération n'augmentait pas l'effectif des deux organes. Mais la Présidence, qui opérait déjà avant de manière informelle (mais n'était pas formalisé dans les statuts), acquiert statutairement plus de pouvoir surtout en ce qui concerne

¹²¹ « Le plus haut organe du parti » (TdA). Statuts de l'UDC suisse de 2008, art. 13.

¹²² « 600 déléguées des partis cantonaux » (TdA). *Ivi*, art. 14.

¹²³ Nous allons analyser cette fonction des congrès aussi selon les identités proposées par le PS dans la Partie II de ce travail.

¹²⁴ La recherche des mandats accomplis par les présidents PSS au Conseil national (CN) ou au Conseil des États (CdE) a été possible grâce à l'archive des députées. URL : <https://www.parlament.ch/fr/ratsmitglieder>. Dernière consultation le 9 août 2017.

¹²⁵ Nous allons expliciter ces différents positionnements dans la partie II de ce travail de recherche.

les questions opératives. Le nombre de ses membres est plus bas par rapport au Comité directeur et ses membres en font partie. Avant 2008, les statuts mentionnaient seulement le Comité directeur, à partir de ce moment « La séparation entre compétences politiques ou stratégiques d'une part, et tâches opératives d'autre part, doit être marquée plus précisément »¹²⁶. Cette séparation signifie une stratégie de centralisation qui a été développée dans l'organisation générale du parti en réaction à la complexification des tâches auxquelles un parti politique doit faire face. En effet, le centre opérationnel réduit le nombre de ses membres, qui sont inclus dans la prise de décision.

Les responsabilités changeantes des Commissions électorales face au leadership

Le PS formalise en 2008 un changement qui l'avait occupé tout au long des deux dernières décennies : la constitution d'une commission qui souhaitait coordonner les différentes campagnes cantonales. Il naît alors une Conférence de coordination, afin d'appuyer les différentes sections cantonales dans le cadre des campagnes électorales du PSS. La stratégie que le parti développe ici va dans le sens d'une centralisation de l'organisation de la campagne. En effet, cet indice rappelle l'indicateur de Janda qui s'appelle « Nationalization of Structure », étant donné que le parti formalise l'existence d'une commission, composée par les présidents et les secrétaires des sections cantonales, qui est responsable de gérer toutes les campagnes cantonales et de développer une campagne 'nationale'. Sa formalisation dans les statuts représente uniquement le dernier échelon d'une centralisation qui commence à s'ébaucher au début des années 1990. Le processus qui conduit à la création de la Conférence de coordination en 2008 s'avère assez long. Essayons d'en identifier les principales étapes.

En 1991, dans le concept électoral présenté au novembre 1990 lors d'une réunion englobant les partis romands, alémaniques et la section tessinoise (une sorte de Conférence de coordination non formalisée), le parti national laissait encore une grande autonomie à ses sections respectives.

« À chaque parti cantonal son propre objectif. C'est vous qui définissez vos objectifs concrets (voix à obtenir, nombre de candidates, gain de sièges, prétention pour le conseil des États) c'est vous qui déterminez les priorités pour les préparatifs et pour le concept de votre campagne électorale. »¹²⁷

En même temps, le parti demandait aux sections cantonales de « participer activement à notre campagne électorale. Une mobilisation sur l'ensemble de la Suisse sera éminemment profitable aux campagnes électorales régionales »¹²⁸. Bien que la centralisation reste encore faible au début des années 1990 – en effet les stratégies et les objectifs restaient de la compétence des sections cantonales – une tendance à mener une campagne électorale plus nationale était visible et surtout le parti national envisageait une coordination majeure entre les deux niveaux. Dans cette conception du rôle actif que le Parti socialiste national doit maintenir, il en ressort des

¹²⁶ « Révision des statuts », 2008, Archives PS Vaud, Lausanne.

¹²⁷ « Les élections de 1991. Papier destiné à la conférence cantonale du 24 novembre », Archives PS Vaud, Lausanne.

¹²⁸ « Campagne électorale de 1991 », Archives PS Vaud, Lausanne.

structures verticales déjà existantes, issues notamment de la communication aux membres qui était en train de changer, comme nous l'avons vu dans le premier chapitre¹²⁹.

L'organisation de la campagne pour les élections fédérales suivantes se développe de la part du parti national et dévient beaucoup plus formalisée. Le parti national centralise l'organisation des campagnes électorales dans des « comités de campagne » : jusqu'en 1999, ces derniers s'appellent *Wahlausschuss*, en 2003 *Kampa-Team* et en 2007 *Kampa Kom*¹³⁰. Dans ces commissions, sont nommés, avec parfois peu de transparence dans les critères utilisés dans le choix, des personnes internes au parti et qui représentent presque toujours les différentes sensibilités internes au parti (femmes, jeunes, etc.)¹³¹.

Dans le concept de campagne de 1999 proposé par la commission électorale, qui sera ensuite suivi par le parti national, la gestion concrète de la campagne électorale est de la compétence d'une commission électorale : « Der Wahlausschuss ist verantwortlich für die konkrete Umsetzung und die Koordination der Wahlkampagne. Er arbeitet eng mit den Wahlausschüssen der Coordination romande, der SP Frauen sowie der Juso zusammen »¹³². La commission doit cependant, souvent rendre compte de son activité au Comité directeur, qui est le responsable direct des élections et du concept électoral que le parti doit suivre. Le rôle de cet organe est donc extrêmement central, pendant la campagne électorale, mais également durant d'autres périodes. Le contrôle et les relations internes horizontaux (entre les sections cantonales) et verticaux sont intenses : le parti national encourage l'organisation de séances dans le but de favoriser des échanges d'idées et d'expériences dans l'organisation des campagnes (coordination romande, réunions des secrétaires cantonales, Commission de coordination, etc.). Une telle organisation encourage un modèle de prises de décisions plus centralisé : en effet, avec la mise en commun fréquente et la présence constante de responsables du parti national dans ces commissions ou organes, cela encourage des décisions semblables à l'échelon régional, voire même cantonal. Les sections locales ne sont cependant pas incluses dans ces prises de décisions et les relations horizontales apparaissent beaucoup plus rares. Ainsi, si les sections ne communiquent pas entre elles, cela révèle un système d'organisation centralisé qui se développe verticalement à travers un système des déléguées (Duverger, 1977 : 70). Toutes les sections cantonales se retrouvent ainsi à devoir proposer, suite à cette coordination nationale,

¹²⁹ « Travaux préparatoires du PSS : objectifs, thèmes, projets, moyens, délais », Archives PS Vaud, Lausanne.

¹³⁰ À noter que pour les élections fédérales suivantes, le parti choisit de ne plus créer une commission *ad hoc*, mais de déléguer le travail aux membres du secrétariat et du Comité directeur.

¹³¹ Voir par exemple dans ce sens, les réticences amenées par les femmes socialistes pendant l'organisation de la campagne électorale pour les élections de 2003. Apparemment, le Comité directeur du parti a nommé une Commission électorale de six personnes (incluant le président, le secrétaire général, le responsable des médias, deux membres avec de l'expérience dans les campagnes électorales et une jeune femme romande). « Die politischen Inhalte der Wahlkampagne beschliesst übrigens die Geschäftsleitung – der Wahlausschuss plant die Kampagne und setzt sie aktiv um. Die Vernetzung mit den SP-Frauen und den JUSO's wurde zugesichert, aber nicht klar geregelt ». « La direction décide les contenus politiques de la campagne électorale – le comité de campagne planifie la campagne et il est actif dans l'organisation. Les relations avec les femmes et les jeunes du PS sont assurés, mais elles ne sont pas sujettes à un règlement. » (TdA). Traktanden, 11 juillet 2001, Archives PS suisse, Berne.

¹³² « La commission électorale est responsable de l'application concrète et de la coordination de la campagne électorale. Elle travaille à côté de la commission électorale de la Coordination romande, des PS femmes et de la Jeunesse socialiste » (TdA). « Wahlen 1999 : Wahlkonzept », septembre 1998, Archives PS suisse, Berne.

dans leurs campagnes cantonales les matériaux qui sont conçus et développés au niveau national.

Dans les prochains paragraphes, nous montrerons de manière plus approfondie les cas spécifiques des sections tessinoises, vaudoises et zurichoises du PS par rapport à leur organisation interne pendant les campagnes électorales et particulièrement leur exploitation de la stratégie de la concentration du leadership. Tout particulièrement, nous allons mettre en évidence les principales caractéristiques de l'organisation des sections cantonales par rapport à ce que nous venons de voir au sein du parti national.

Le cas du PS Tessin

Les décisions au sein de la section cantonale tessinoise passent à travers le Comité cantonal et surtout à travers la Direction, organe plus restreint. Les stratégies de la centralisation des décisions apparaissent dans ce parti, comme des événements isolés¹³³. Des réactions à la centralisation apparaissent aussi. En effet, en 2007, pendant les campagnes électorales pour des élections nationales le parti institue une *Commissione cerca*. Celle-ci avait proposé huit candidats pour huit places disponibles. Le chef du groupe au Grand Conseil, Raoul Ghisletta, avait cependant déjà donné sa disponibilité (à la Direction sans passer par la commission), mais n'apparaissait pas sur la liste¹³⁴. Il est ajouté à la liste des candidats à la place d'une jeune qui représentait, le syndicat des services publics (VPOD)¹³⁵. Les réticences à cette décision se manifestent déjà dans les jours suivants, par les Jeunes socialistes (GISO) et d'autres membres du parti¹³⁶. La candidate sera réintroduite dans la liste en raison du retrait de Ghisletta lors du congrès¹³⁷. La démocratie dans le choix des candidats dans la section tessinoise semble donc en 2007 fonctionner, et cette fois, gagne sur les décisions d'une élite.

Le cas du PS Vaud et du PS Zurich

Concernant les autres sections cantonales, les décisions stratégiques passent à travers le Comité directeur et parfois par des commissions électorales. Ces dernières, par exemple dans le canton de Vaud, ne possèdent que du pouvoir 'opérationnel'. En effet, c'est toujours une tâche des instances dirigeantes de proposer une ligne politique, qu'ensuite la commission devra suivre. Leur institution n'apparaît donc pas comme une concentration du pouvoir. Une organisation pareille apparaît par contre dans la section zurichoise socialiste. Dans ce contexte, un « Kerngruppe », composé par des personnalités du parti, est mis en place (responsable des finances, secrétaire du parti, etc.). Les secrétaires ont, en effet, dans ces commissions

¹³³ Il s'agit par exemple du cas alors que la Commission électorale choisit un numéro majeur de candidats à proposer au Congrès, mais la Direction en ratifie seulement le nombre exact pour éviter ainsi des discussions et des débats lors du congrès.

¹³⁴ La responsable de la Commission, Anna Biscossa, lors du Comité cantonal souhaite pour le futur avoir plus de temps à disposition pour la recherche et le contact des candidats. Procès-verbal de la réunion du Comité cantonal du 20 juin 2007, Archives PS Tessin, Bellinzone.

¹³⁵ « Comunicato stampa PS. Pronta la proposta di lista PS per il Consiglio nazionale », Archives PS Tessin, Bellinzone.

¹³⁶ « Gioventù socialista sull'esclusione di Pittà : « È stato un grave errore della direzione », *La Regione Ticino*, 16 juin 2007, p. 3.

¹³⁷ Il faut également ajouter qu'un candidat s'auto-propose lors du congrès de ratification de la liste. En n'étant pas soutenu par le parti, il ne reçoit pas beaucoup de votes et n'est pas ajouté.

électorales, un rôle très important et central. Nous allons mieux l'analyser dans le prochain chapitre.

L'organisation d'une commission électorale est, dans le canton de Zurich, beaucoup plus proche du modèle vaudois. Dans ce contexte aussi, les places à repourvoir sont nombreuses (18 dans le canton Vaud ; 34 à Zurich). Le rôle du parti cantonal est d'organiser une campagne 'de fonds' et mettre les sections locales dans les meilleures conditions possibles, afin de mener leurs campagnes. Une différence apparaît par rapport au Tessin où il existe une centralisation de l'organisation au niveau cantonal : dans le canton de Zurich, les sections locales ont beaucoup plus de pouvoirs et d'autonomie décisionnelle. La réponse du PS tessinois au contexte dans lequel il doit 'opérer', est de concentrer les décisions et l'organisation des campagnes au niveau cantonal. À Zurich au contraire, le parti cantonal coordonne toute la campagne. De plus, une plus grande liberté est laissée aux candidats afin que ceux-ci soient en mesure de mobiliser leurs réseaux et d'être actifs afin de recueillir des voix.

2.4 La faible centralisation du leadership dans le PRD

Dans le système de parti suisse, le PRD est passé de premier parti suisse par nombre de votes (en 1991, avec 21 %) à la troisième place, derrière l'UDC et le PS en 2015. En 2009, la fusion du PRD avec le Parti libéral suisse (PLS) au plan national sous la dénomination de « PLR. Les Libéraux-Radicaux » avait aussi pour but d'arrêter la perte constante de consensus qui était désormais généralisé dans toute la Suisse pour ce parti.

Le PRD a donc été pendant longtemps acteur principal de la politique suisse. Son organisation interne normale (donc non spécifique à la campagne électorale) n'a pas changé dans le temps de manière consistante, en raison notamment du fait que le parti ne percevait pas le danger de perdre des positions institutionnelles, alors même que depuis les années 1970, il était en train de constamment perdre des électeurs. Le parti ne percevait pas le danger et n'a donc rien entrepris, selon les classifications des changements, dans l'organisation interne des partis soulignés par Harmel et Janda (1994). L'organisation du leadership a subi une transformation importante seulement dans la deuxième moitié des années 1990 et surtout dans les années 2000, comme nous le verrons après. En effet, depuis 1995, le PRD a dû faire face à son nouveau rôle de deuxième — et depuis 1999, de troisième — force partisane dans le pays (au moment de la montée en puissance de l'UDC). Le parti a donc essayé de réagir à la crise et à la perte de pouvoir dans les institutions en misant sur son organisation interne. Il s'agit d'une des premières réponses mises en place par les partis qui veulent répondre à des chocs externes, comme la perte d'électeurs.

Premièrement, nous expliquons quelle est la structure du processus décisionnel dans ce parti. Le leadership à l'intérieur du PRD possède au niveau national, une organisation 'tripartite', c'est-à-dire que trois organes sont en mesure de décider du futur du parti. Le niveau supérieur est aujourd'hui assuré par le Comité exécutif, qui est élu par l'Assemblée des délégués¹³⁸. Le

¹³⁸ Jusqu'en 2000, il s'appelait Comité directeur : à différence du Comité directeur qui aurait pris sa place dans les années suivantes et jusqu'à la fusion avec les libéraux était surtout dans le nombre des membres. En effet, le premier était composé de 9 à 11 personnes, soit un groupe restreint qui s'apparente beaucoup plus au Comité

parti, pendant les années 2000, a modifié les compétences et les compositions de son leadership afin de restructurer l'organisation du parti¹³⁹.

Le rôle de la Conférence des présidents dans l'organisation des campagnes électorales

En premier, il s'agit d'un changement au niveau intermédiaire de l'échelle du pouvoir : par rapport à la Conférence des présidents qui a été créée en 2000 par le PRD et qui officiellement, devait remplacer le Conseil des délégués. Cet organe dans les autres partis suisses, est le plus souvent appelé Comité central ou au niveau cantonal, Comité cantonal. La Conférence des présidents existait aussi avant la réforme statutaire de 2000, même si elle avait seulement un pouvoir consultatif, sans compétences en matière de décisions politiques¹⁴⁰. Avec la réforme des statuts du janvier 2000, le parti donne plus de pouvoir aux présidents des sections cantonales dans le développement politique du parti national. Le but principal était d'impliquer « plus fortement les présidents des partis cantonaux dans le pilotage du parti suisse »¹⁴¹ et vice-versa, et ainsi uniformiser la conduite des sections respectives. En effet, le Conseil des délégués, qui existait jusqu'en 2000, était composé par des membres élus des sections cantonales, ainsi un échelon supplémentaire était présent dans la communication entre parti national et parti cantonal. De cette manière, le fait d'organiser des réunions avec les présidents des partis cantonaux permet de réduire la possibilité de perte ou de transmission erronée d'information et en même temps, de communiquer avec les responsables directes de la conduite politique des partis cantonaux. Avec cette modification en 2000, le parti affiche clairement son intention de disposer d'un organe qui puisse mieux coordonner toutes les sections cantonales et simultanément permettre aux responsables des partis cantonaux d'influencer la politique du parti national. Cette centralisation organisationnelle a aussi des conséquences lors des campagnes électorales.

Les domaines où cette concentration des prises de décisions se manifeste sont multiples. Par exemple en 2007, le président du parti encourage les sections cantonales à proposer plus de femmes candidates pour que « la représentation parlementaire féminine doive augmenter »¹⁴² ; ou bien, encourage les partis cantonaux à stimuler la présence de listes de jeunes. La communication est sensiblement plus grande et plus intense depuis la création de la Conférence des présidents. Avant cette dernière, les délégués du Conseil des délégués devaient encore prendre la parole dans les différents organes dirigeants cantonaux ; de plus, le but était d'informer sur la politique du parti national et non pas de coordonner l'activité du parti dans les différentes sections. À cette Conférence, s'ajoute depuis longtemps une Conférence des secrétaires PRD, qui traite plus précisément des thématiques organisationnelles des campagnes électorales¹⁴³. Le rôle et le pouvoir donné aux présidents cantonaux avec la création de cette

exécutif actuel. Le Comité directeur des années 1970 et 1980 était plus semblable au Comité central des autres partis politiques suisses.

¹³⁹ Les changements dans les statuts du PRD sont visibles dans l'Annexe 11.

¹⁴⁰ Statuts du PRD suisse de 1977, Archives PRD Tessin, Camorino.

¹⁴¹ « Les statuts du PLR adoptés », *20 minutes*, 25 octobre 2008.

¹⁴² Fulvio Pelli lors de la Conférence des Présidents des partis cantonaux et Comité directeur du PRD suisse, 30 juin 2006, Archives PRD Tessin, Camorino.

¹⁴³ Le sous-chapitre suivant permettra de souligner les changements et les continuités qu'il y a eu dans la gestion de cette commission des secrétaires.

commission, augmentent en raison du fait qu'ils sont les porte-paroles directs du parti national. Nous remarquons donc une concentration des prises de décisions en général dans le parti, qui se reflète aussi, en partie, dans l'optimisation de la gestion de la campagne électorale des niveaux inférieurs.

Les changements dans le Comité directeur du PRD et les conséquences sur les campagnes

Le deuxième changement important qui a été mené au sommet de l'échelle du pouvoir du parti avec la réforme statutaire de 2000, est le fait que le Comité directeur passe d'environ 9 à 11 membres¹⁴⁴ à plus d'une vingtaine. Plus tard, en 2005, le parti a encore plus poussé sa réorganisation avec le Comité directeur qui a « défini les ressorts de compétences et nommé les responsables des différents domaines politiques »¹⁴⁵. Cet organe fait partie du leadership décisionnel en dehors, mais aussi pendant les campagnes électorales. En effet, les membres du Comité directeur participent souvent aux réunions de la Conférence des présidents, pour ainsi rendre compte de leur travail politique (surtout en ce qui concerne les politiques poursuivies par le parti national et l'interaction avec les politiques des sections cantonales). Ce changement a été proposé par une réforme décidée par l'Assemblée des délégués en avril 2004, qui demandait de supprimer le système des commissions et une réorganisation du Comité directeur avec la nomination de responsables des différents domaines politiques. Une spécialisation dans l'organisation des campagnes électorales est donc entamée dans le parti avec un plus grand recours à des spécialistes lors de la création des programmes. Pour les élections de 2007, des membres du Comité directeur, responsables de thématiques précises, proposent en collaboration avec des spécialistes, un programme qui sera ensuite approuvé par l'Assemblée des délégués. Le recours à des spécialistes est un signe qu'en Suisse aussi, la professionnalisation des campagnes électorales¹⁴⁶ commence dans les partis politiques, bien que des études ne démontrent qu'une professionnalisation minimale des campagnes électorales suisses par rapport au contexte international (Hardmeier, 2003)¹⁴⁷. Nous allons analyser de plus près cet indicateur dans le chapitre suivant¹⁴⁸.

À la tête du Comité directeur, nous trouvons le président. La plus haute charge dans le parti est en effet assumée par ce dernier. Comme dans les autres partis politiques, les présidents lors de leurs mandats proposent plusieurs modifications internes au parti en raison des problèmes qu'ils rencontrent. Le Tableau 4 nous montre les présidents du PRD entre le début des années 1990 et 2007 (soit avant la fusion et la création de l'actuel PLR)¹⁴⁹.

¹⁴⁴ Statuts du PRD suisse de 1977, Archives PRD Tessin, Camorino.

¹⁴⁵ « Répartition des compétences et responsabilités au sein du nouveau Comité directeur du parti radical », 1^{er} octobre 2004, Archives PRD Tessin, Camorino.

¹⁴⁶ Le terme de professionnalisation est ici employé comme « the increasing reliance on specialist campaign agencies and political consultants » (Farrell & Webb, 2000 : 119). Dans le PRD, le recours dans cette situation, se réfère à des spécialistes des différentes issues thématiques.

¹⁴⁷ Cette thématique a souvent été exploitée par les médias : « Der Schweizer Wahlkampf ist anders. Die Mühe der Kandidierenden mit der Mediengesellschaft », *Der Bund*, 19 septembre 2007 ; « Le tiercé gagnant des candidats sur les réseaux sociaux », *24 Heures*, 10 octobre 2015.

¹⁴⁸ Voir le chapitre 3 de ce travail de recherche.

¹⁴⁹ Voir aussi l'Annexe 12.

Tableau 4. Présidents du PRD suisse, 1991 – 2007

Nom (canton)	Début du mandat	Fin du mandat
Franz Steinegger (UR)	1989	2001
Gerold Bühler (SH)	2001	2002
Christiane Langenberger (VD)	2002	2004
Rolf Schweiger (ZG)	2004	2004
Fulvio Pelli (TI)	2005	2008 ¹⁵⁰

Les débats majeurs de ces deux dernières décennies, ont eu lieu en 2004, lors de la réforme souhaitée par le président de l'époque, Rolf Schweiger, et un groupe de membres PRD proches de l'économie : ils souhaitent des changements comme l'élimination des commissions, un recours plus fréquent aux spécialistes et une répartition des tâches à l'intérieur du Comité directeur. Cette restructuration était vue comme une réorganisation *top-down*¹⁵¹. Une apparente progression de la centralisation des décisions avait été mise en place après les années 2000. Cependant, celle-ci laisse toujours une large autonomie aux sections cantonales, surtout en raison de leur indépendance financière. En laissant une large marge de manœuvre aux sections cantonales, celles-ci n'auraient pas opposé de résistance à d'autres tentatives de centralisation ou prise de pouvoir de la part du parti national.

L'institution des commissions électorales comme signal de centralisation

Jusqu'à maintenant, nous avons vu les changements organisationnels généraux que le parti a développés pendant les deux dernières décennies et surtout leurs influences sur l'organisation des campagnes électorales. Le parti développe cependant aussi une concentration du leadership expressément dans les campagnes électorales. Le signe majeur d'une concentration du pouvoir dans l'organisation de la campagne électorale nationale, c'est le nouveau rôle donné à des commissions électorales. Pendant les campagnes, le parti décide donc d'introduire une différenciation entre, d'une part, les tâches et les personnes qui doivent organiser et décider de la campagne et, d'autre part, les personnes responsables de la conduite normale du parti en dehors des tâches liées à la campagne.

En 1991, une commission électorale a été instituée, avec à sa tête, le président du parti et Conseiller national Franz Steinegger. En 1999, la structure se complexifie et la commission électorale est alors présidée par le secrétaire général Johannes Matyassy, avec comme remplaçant le futur secrétaire général du PRD suisse, Guido Schommer (qui était alors responsable de la communication). Toute l'organisation se complexifie et devient plus structurée. Le secrétaire général du parti sera à la tête de la Taskforce élections 99 (12 membres), de la Coordination des prises de positions et des candidats. Les deux seules commissions où il ne sera pas le président, sont celles de la communication, avec le responsable de la communication comme principal référent, et celle de la formation. Le secrétaire assume donc plutôt un rôle central dans l'organisation de la campagne et dans les liens entre

¹⁵⁰ Après le PRD devient PLR et Pelli reste à la tête du nouveau parti jusqu'en 2012.

¹⁵¹ « Grundlegende Restrukturierung der FDP », *Neue Zürcher Zeitung*, 16 mars 2004, p. 15.

mandataires (responsables de plusieurs commissions ‘thématiques’, les candidats et les électeurs (avec leur communication).

En 2007, le secrétaire maintient ce rôle important à l’intérieur du parti national. Il gère ainsi l’organe exécutif de la campagne électorale (*Operatives Wahlteam*). Cependant, en raison de l’évolution des tâches qui lui reviennent, les autres sous-commissions (notamment la campagne d’affichage, de communication, des évènements) sont présidées par d’autres membres du parti responsables de campagnes dans les périodes hors campagne électorale. Les instruments à disposition du secrétaire général et de toute la commission électorale afin d’influencer les partis cantonaux sont les réunions avec les responsables de campagne cantonaux, réunions qui n’existaient pas lors des précédentes échéances électorales ; ou encore les réunions des présidents ou des secrétaires. Ce deuxième type de réunions existait déjà avant 2007, cependant elles se réfèrent désormais aux domaines politiques afin de mieux gérer une politique uniforme dans toutes les sections du parti.

Par rapport aux autres partis politiques suisses, le PRD s’organise davantage dans des commissions électorales au niveau national, probablement en raison de ses grands moyens financiers. La structure centralisée de l’organisation des campagnes électorales montre cependant que les décisions les plus importantes sont toujours prises par les organes dirigeants, déjà présents dans le parti. Dans le PRD, les commissions électorales avec toutes leurs sous-commissions, permettent davantage de coordination et une exécution des tâches décidées par le leadership du parti.

À l’intérieur des sections cantonales, le leadership se structure de manière très semblable au parti national avec différents organes qui sont susceptibles d’influencer les décisions. Nous allons maintenant en montrer les principales caractéristiques et différences par rapport au parti national, étant donné que les situations contextuelles où se retrouvent à opérer les sections cantonales du PRD sont très différentes.

Le cas du PRD Tessin

Le PRD Tessin ne met pas sur pied une commission électorale sur le modèle du parti national, mais, comme c’était déjà le cas dans le PS et le PDC tessinois, il nomme une *Commissione cerca*, responsable de créer une liste de candidats à proposer à l’*Ufficio presidenziale*. Cette commission exploite deux modalités afin de choisir les candidats qui seront proposés sur la liste : d’un côté, elle contacte directement des candidats possibles ; de l’autre côté, elle contacte les candidats qui ont été proposés par des membres du parti ou des groupements (par exemple les jeunes ou les femmes). Les choix opérationnels à propos du déroulement de la campagne restent cependant une compétence des organes dirigeants du parti, qui assument ainsi un rôle très important : responsables de la vie du parti pendant et en dehors des campagnes électorales. Aucune réponse stratégique n’a été développée de la part du parti tessinois afin de changer cette manière de faire.

Le cas de PRD Zurich

À Zurich, du point de vue de l'organisation du leadership du parti, en 1996, une révision des statuts avait été acceptée à l'unanimité par le parti cantonal. Cette dernière réduisait de manière importante les membres du *Partei Vorstand* : de 45 membres à 11¹⁵². Ce changement avait été motivé par le souhait de rendre la structure du parti plus flexible et surtout plus réactive à la politique des années 1990, qui souhaitait des réponses toujours plus rapides de la part des politiciens. Il s'agit d'une concentration de l'organisation du leadership qui a sans doute des conséquences sur la campagne électorale. À cet organe réduit dans les effectifs s'ajoute l'institution d'une commission électorale.

La commission électorale est mise sur pied dans le canton afin de gérer les candidatures, le programme politique du canton, mais aussi l'organisation et la coordination des différentes campagnes des candidats et des sections locales. L'organisation de ces campagnes commence toujours plus tôt dans le canton par rapport au Tessin même si en 1991, la commission n'existait pas encore et c'était la liaison entre partis locaux et parti cantonal (organes dirigeants, à travers le secrétariat) qui devait choisir et créer la liste des noms afin de sélectionner les candidats¹⁵³. Aujourd'hui, le parti dispose d'une commission électorale presque permanente, qui organise des concepts d'élections sur le long terme (sur plusieurs années) afin de créer de l'homogénéité dans les différentes campagnes pour les élections communales, cantonales et fédérales.

Le cas du PRD Vaud

Pendant les campagnes électorales du PRD Vaud, les premiers organes qui interviennent dans l'organisation sont le Bureau PRD Vaud et le Comité central : ces deux organes sont en charge de développer la stratégie. Dès lors, le programme sera en charge de l'EM (État-major) électoral.

En 1995, le parti écrit dans son dossier sur la stratégie « Mise en place d'un EM électoral, comprenant aussi des radicaux hors du 'sérail politique habituel', chargé de la coordination, de la surveillance et de la motivation générale dans les domaines du programme, des manifestations et de la communication »¹⁵⁴. La structure organisationnelle de cet EM est formée par le « président de l'EM, le président de la Commission RPC, le président du PRD Vaud, le secrétaire général et 5 membres (1 représentant par région) »¹⁵⁵. La volonté du parti vaudois est de donner l'opportunité à tous les représentants des régions d'être représentés dans l'État-major.

2.5 Le PDC et la grande immobilité de son leadership

Si au cours du XX^e siècle, le PDC avait assumé le rôle de troisième parti en Suisse, avec la radicalisation de l'UDC, il a encore perdu du terrain et doit faire face à son rôle actuel de

¹⁵² « Martin Vollenwyder neuer FDP-Präsident. Effizientere Führungsstruktur, schlankerer Vorstand », *Neue Zürcher Zeitung*, 28 mars 1996, p. 53.

¹⁵³ « Reglement über das Vorgehen bei den Nationalratswahlen 1991 », Archives cantonales de Zurich, WII13.486.

¹⁵⁴ « Élections fédérales 1995. Stratégie, objectifs et moyens du PRD Vaud », Archives cantonales vaudoises, Lausanne, PP552/553/4.

¹⁵⁵ *Ibidem*.

quatrième parti politique. Le parti se retrouve donc dans une situation difficile et très concurrentielle qui dans une moindre mesure, a également été touchée par une réorganisation interne du parti au sein du leadership. En raison des influences que ces réorganisations ont sur la conception de l'organisation des campagnes électorales, comme nous l'avons déjà montré pour les autres partis politiques, nous nous concentrons tout d'abord sur l'organisation générale et les organes décisionnels plus importants au sein du PDC.

Le pouvoir 'biparti' du PDC

Le pouvoir au sein du PDC suisse, officiellement et selon les statuts¹⁵⁶, se divise entre Présidence du parti (organe de gestion du Comité) et Comité du parti (organe directeur et exécutif). Les réunions de la Présidence ont sensiblement augmenté entre 1991 (10) et 2007 (23). La complexification de la politique suisse fait que plusieurs séances sont nécessaires afin d'organiser la vie interne du parti¹⁵⁷. Habituellement, les séances du Comité du parti ont lieu le même jour que celles de la présidence, de cette manière les membres de la présidence, qui font tous partie du Comité, ne doivent pas se déplacer plusieurs fois. Au début des années 1990, ces réunions avaient lieu partout en Suisse, afin d'être plus proches de tous les membres de ces organes. Au fil des années, cette 'tradition' a cependant perdu de l'importance et les réunions ont presque toujours eu lieu à Berne, au siège du Parti (Klaraweg 6) ou au Palais fédéral, lors des séances du Parlement. Il s'agit donc d'une centralisation des réunions dans le centre fictif du pouvoir du parti et de la politique nationale.

Le Comité se compose des membres de la Présidence, plus d'autres membres. Dans ce cas, les membres de la Présidence ont beaucoup de pouvoir décisionnel. Dans les vingt dernières années, cet organe a vu ses compétences se modifier substantiellement par deux fois : dans la grande révision des statuts du 19 août 2000 (accepté par l'Assemblée des délégués qui a eu lieu à Delémont) et dans la révision du 25 juin 2005 acceptée à Einsiedeln. Ses tâches dans les élections fédérales sont surtout celles de représenter le parti dans les médias, coordonner la campagne électorale et suivre les activités des commissions électorales créées *ad hoc*. Sa composition a aussi changé dans les vingt dernières années : des onze membres à la tête du parti au début des années 1990¹⁵⁸, l'on est passé à sept en 2000 et en 2010, les statuts sont revenus à onze membres. Le président du parti pendant l'Assemblée des délégués à Delémont du 19 août 2000 expliquait avec ces mots la centralisation des tâches de la Présidence dans peu de membres :

«Mit der Teilrevision der Statuten sollen nicht neue Strukturen geschaffen, aber mit zum Teil verkleinerten Organen die Voraussetzungen geschaffen werden, dass die Geschäfte der Bundespartei sach- und stufengerecht bewältigt werden können. Das Parteipräsidium soll durch seine Reduktion von elf auf sieben Mitglieder im politischen Tagesgeschäft, kompetent, effizient und schnell führen können.

¹⁵⁶ Les changements subis par les statuts du PDC sont visibles dans l'Annexe 13.

¹⁵⁷ De manière générale, la vie des politiciens suisses a subi une sensible complexification et il y a toujours plus de professionnalisation dans cette catégorie d'acteurs politiques. En effet, le cumul de mandats, comme décrit par le politologue Andrea Pilotti, est fort présent en Suisse et il a surtout remarqué comment durant les années 2000, l'on assiste à « la croissance des professions politiques, due notamment à la montée spectaculaire des parlementaires professionnels » (Pilotti, 2017).

¹⁵⁸ «CVP Statuten der Christlichdemokratischen Volkspartei der Schweiz », 25 octobre 1980, Archives PDC suisse, Berne.

Der Parteivorstand soll sich in Zukunft verstärkt mit der strategischen Ausrichtung der Partei befassen. Mit der Einsitznahme von je zwei Mitgliedern der anerkannten Vereinigungen (CVP Frauen, JCVP, CSP, AWG), wollen wir die breite politische Abstützung des Vorstandes verstärken. »¹⁵⁹

La baisse à sept membres était donc faite en raison d'une gestion plus efficace des tâches et leur centralisation. En 2010, c'était plutôt la meilleure représentation des régions et des membres (jeunes et femmes) à la base de l'élargissement¹⁶⁰. Les statuts sont importants pour l'organisation du parti ; un signe de ce rôle est l'élection de Christoph Darbellay à la tête de la Présidence en 2006. Cette élection a entraîné avec elle une sous-représentation des femmes dans l'instance dirigeante du parti. Étant donné qu'à l'époque, les statuts stipulaient que « pas moins de trois membres de la présidence du parti appartiennent au même sexe » a été introduit un amendement 'transitoire' afin d'être à nouveau en conformité avec les statuts : « la Présidence du PDC suisse se compose de huit membres jusqu'aux élections du renouvellement des organes du parti du printemps 2008 »¹⁶¹. Ainsi, l'Assemblée des délégués du 28 octobre 2006 élit une femme supplémentaire à la Présidence.

Les présidents du PDC et leurs influences

Dans l'histoire du PDC, la définition de leader est souvent attribuée à la figure du président du parti. Un tel cas est survenu entre les années cinquante et soixante au niveau national avec Martin Rosenberg, secrétaire général du SKVP (*Schweizerische Konservative Volkspartei*) entre 1941 et 1968. Ce secrétaire est présenté par les journaux comme étant l'un des plus importants stratèges suisses de l'après-guerre. C'est à lui qu'en 1959 on attribue la création de la formule magique¹⁶². Durant son mandat de secrétaire, se sont succédé cinq personnes à la présidence du parti (Pierre Aeby 1940-1946, Joseph Escher 1946-1950, Max Rohr 1950-1955, Jean Bourgknecht 1955-1959, Ettore Tenchio 1960-1968)¹⁶³. Le rôle important de Rosenberg pour le parti a donc été reconnu certainement aussi en raison de son extraordinaire longévité dans la vie du parti même. Malgré cette exception, c'est l'usage en Suisse de considérer les présidents comme des leaders de parti¹⁶⁴.

Le Tableau 5 nous montre les présidents du PDC au cours de la période plus récente. Au niveau national pendant la campagne électorale, il s'agit surtout de coordonner les différentes campagnes cantonales. Donc ces 'leaders' se montrent normalement pendant la campagne

¹⁵⁹ « Avec la révision partielle des statuts, nous ne voulons pas créer de nouvelles structures, mais avec la réduction des membres dans les organes nous voulons que le parti national soit plus réactif aux activités. La direction du parti doit, à travers sa réduction de onze à sept membres, travailler de manière compétente, efficace et plus vite. Le comité directeur doit en futur être renforcé avec une stratégie précise. Avec l'inclusion de deux membres des associations reconnues (PDC femmes, Jeunes PDC, CSP et AWG) nous voulons renforcer le large soutien politique aux activités du comité directeur » (TdA). « Eröffnungsansprache von Adalbert Durrer », Assemblée des délégués CVP, 19 août 2000, Delémont, Archives PDC suisse, Berne.

¹⁶⁰ En effet, sur quatre nouveaux membres de la présidence il y a trois femmes : les conseillères nationales Kathrin Amacker (BL) et Barbara Schmid-Federer (ZH), ainsi que la représentante des jeunes, la Saint-galloise Patricia Mattle. Le quatrième nouveau membre est le conseiller national Pirmin Bischof (SO).

¹⁶¹ « Statuts dispositions transitoires », Archives PDC suisse, Berne.

¹⁶² B. Küng-Aerni, « Rosenberg, Martin » in Dictionnaire historique de la Suisse (DHS), version du 25 mai 2012 (traduit de l'allemand), URL : <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F41350.php>.

¹⁶³ « 100 ans PDC. Exposition spéciale pour le jubilé », Archives PDC suisse, Berne.

¹⁶⁴ Le rôle du président, et donc le rôle de leader en Suisse, est bien plus nuancé par rapport à d'autres contextes occidentaux.

électorale lors des congrès du parti, d'assemblées ou de manifestations électorales cantonales. Leur rôle apparaît toujours plus comme celui de représentant du parti face aux électeurs vu leur médiatisation croissante depuis le début des années 1990. La durée des mandats des présidents a été plutôt courte : entre 1987 et 2006, six présidents se sont succédé à la tête du parti.

Tableau 5. Présidents du PDC suisse, 1991 – 2007

Nom (canton)	Début du mandat	Fin du mandat
Eva Segmüller (ZH)	1987	1992
Carlo Schmid (AI)	1992	1994
Anton Cottier (FR)	1994	1997
Adalbert Durrer (OW)	1997	2001
Philipp Stähelin (TG)	2001	2004
Doris Leuthard (AG)	2004	2006
Christoph Dalbellay (VS)	2006	2016

Ces présidents représentent des ailes différentes du parti. Carlo Schmid et Philipp Stähelin (et l'actuel président Gerhard Pfister) sont notamment issus de l'aile plus conservatrice du parti. Les autres, qui ont des longévités plus longues (surtout Christophe Darbellay, qui est resté en charge dix années), sont plutôt issus du courant chrétien social¹⁶⁵. La procédure qui amène un candidat à être élu à la présidence est longue, et surtout les candidatures doivent trouver du consensus dans la majorité des régions et des ailes politiques du parti. Les candidats mêmes et les sections cantonales, ou d'aile, peuvent proposer leurs éventuels candidats à une commission créée *ad hoc*, normalement composée par des personnalités importantes et reconnues au niveau national du parti. Cette commission proposera ensuite le candidat ou les candidats, à l'Assemblée des délégués du parti, en passant par la nomination de la part des instances dirigeantes. La procédure apparaît comme partiellement démocratique. En effet, dans la plupart des cas, les instances dirigeantes proposent qu'un seul nom (ou un ticket) à l'Assemblée des délégués, alors que la commission de recherche en propose plusieurs¹⁶⁶.

Il est significatif que tous les présidents du PDC à partir de la première femme présidente de cette période, Eva Segmüller (1987-1992), aient connu avant leur rôle de président, au moins une expérience dans une des deux chambres fédérales (Conseil national ou Conseil des États)¹⁶⁷. La 'carrière politique' semble donc importante pour assumer ce rôle, qui est toujours plus important à l'intérieur du parti. Pour Darbellay, la carrière politique au niveau national était 'faible' : que deux ans au Conseil national avant son élection à la tête du parti. En effet, une partie des délégués qui avait voté pour lui ne le connaissait pas. La NZZ écrit lors de son élection : « Erst seit drei Jahren sitzt der 35-Jährige für die Partei im Nationalrat, nicht wenige

¹⁶⁵ Pour une analyse plus détaillée des différentes courantes existantes à l'intérieur du PDC se référer au chapitre 4 de la deuxième partie de ce travail.

¹⁶⁶ Par exemple en 2001, la commission avait proposé pour la succession de Adalbert Durrer : Philipp Stähelin, Filippo Lombardi et Jean-Michel Cina. Le premier des trois candidats sera ensuite le seul proposé à l'Assemblée pour la ratification à la charge de président. « Drei Anwärter für die Durrer-Nachfolge », *Neue Zürcher Zeitung*, 10 avril 2001, p. 14.

¹⁶⁷ Voir Annexe 14. Base de données Élités suisses au XX^e siècle. URL : <http://www2.unil.ch/elitessuisses>. Dernière consultation le 9 août 2017.

Delegierte bekannten freimütig, eigentlich kennten sie Darbellay nicht wirklich »¹⁶⁸. Cependant, le candidat a fait l'unanimité et « nur gerade vier Delegierte hatten auf ihren Wahlzettel nicht den Namen Darbellay geschrieben »¹⁶⁹.

Si, au niveau national, peu a été entrepris au sein du PDC suisse afin de changer l'organisation du leadership, nous allons nous pencher maintenant sur les trois cas cantonaux pour ainsi montrer si d'autres réactions apparaissent à des niveaux inférieurs.

Les sections cantonales du PDC et l'organisation de leur leadership

Au niveau cantonal, l'organisation des sections a connu un développement similaire. Au Tessin en 1992, les dirigeants du parti, avec le président cantonal Fulvio Caccia, se sont rendus compte que la structure ne répondait plus aux besoins de la politique cantonale. Ce qui était remis en question, c'était surtout la capacité d'action-réaction trop lente. Il y a ainsi eu l'exigence de réduire à seulement trois organes décisionnels fondamentaux (Congrès, Comité cantonal et Présidence) au lieu de quatre (Assemblée des délégués, Comité cantonal, Directive cantonale et Bureau présidentiel)¹⁷⁰. Cette réduction des organes fait que moins de personnes peuvent influencer la politique du parti. Ainsi, les relations plus étroites entre les organes qui découlent de la nouvelle organisation se traduisent en même temps par une sorte de centralisation du pouvoir. En effet, les organes avec un vrai pouvoir décisionnel au Tessin ne sont que deux (Présidence et Comité), le Congrès a plutôt un pouvoir de ratification des décisions prises dans les deux autres instances. Cette structuration 'bipartite' du parti entre Présidence (*Präsidium*) et Comité cantonal (*Kantonalvorstand*) était déjà présente à Zurich au début des années 1990¹⁷¹.

Des changements apparaissent, notamment pendant les années 2000, dans l'organisation des campagnes électorales des sections du PDC. Une concentration des décisions est mise en place lorsqu'une commission électorale est créée. Différents exemples apparaissent dans les trois sections analysées.

Le cas du PDC Vaud et du PDC Tessin

Un premier modèle d'organisation du secrétariat pendant la campagne est donné par l'organisation mise en place par le PDC Vaud. En ne comptant que sur des membres qui travaillent sur base volontaire et sans un secrétaire qui travaille à 100 %, il en résulte vite une difficulté d'organiser une campagne électorale. Ainsi, la plupart des fois le PDC Vaud a déterminé avec précision un groupe de personnes qui composait la commission électorale. Les tâches sont partagées entre des membres du parti déjà actifs dans la vie politique du canton et ainsi, il n'est pas nécessaire de disposer d'un « party central office » qui coordonne toute la campagne. Cela dit, force est de constater que même sans une véritable centralisation des

¹⁶⁸ « Le jeune âge de 35 ans siège depuis trois années au Conseil national, pas peu de déléguées ont avoué, de ne pas connaître vraiment Darbellay » (TdA). « Darbellay ist CVP_Präsident. Beinahe einstimmig zum Nachfolger von Doris Leuthard gewählt », *NZZ am Sonntag*, 03 septembre 2006, p. 10.

¹⁶⁹ « seulement environ quatre déléguées n'avaient pas écrit le nom de Darbellay sur leur bulletin de vote » (TdA). *Ibidem*.

¹⁷⁰ Affirmation de Fulvio Caccia pendant une séance de la Présidence, Archives PDC Tessin, Bellinzona.

¹⁷¹ « Statuten der Christlichdemokratischen Volkspartei des Kantons Zürich (CVP) », Archives PDC Zurich, Zurich.

activités dans le secrétariat, le pouvoir de décision et de coordination est quand même en quelque sorte centralisé, étant géré par les mêmes personnes.

Un deuxième modèle organisationnel est celui adopté par le PDC tessinois lors des élections de 2003 et 2007. Le suivi de la campagne est assuré directement par le secrétaire général et seulement le choix des candidats doit être assumé par une commission externe (composé toujours par des membres influents du parti). La *Commissione cerca* essaie de mettre en place une liste de candidats représentant le canton et les différentes ailes du parti. Il faut souligner que les partis la plupart des fois, entretiennent des contacts informels qui ne sont cependant pas traçables pour le choix des candidats. Malgré cela, dans les procès-verbaux des instances dirigeantes, il est possible de décoder les procédures utilisées. En effet, si une commission existe, elle peut utiliser deux manières de procéder : l'appel des possibles candidats aux sections de district ou communales ou bien la centralisation de la décision et le contact direct des personnes potentiellement intéressées.

Le cas du PDC Zurich

Le PDC Zurich adopte la première de ces possibilités. En effet, la WAKO (*Wahlkommission*) demande généralement aux districts (*Bezirk*) leurs candidats pour le Conseil national¹⁷². Pour les élections de 2007, à mi-septembre 2006 déjà, le secrétariat du parti cantonal recevait les propositions de candidats des sections communales¹⁷³. Les différentes villes du canton de Zurich ont ainsi beaucoup plus de chances de se voir représentées sur la liste pour le Conseil national¹⁷⁴. Cette méthode, qui fait appel aux sections communales, est aussi mise en place par le PDC Vaud. Cependant, vu la taille du parti dans le canton, il est plus difficile pour eux de trouver des candidats disponibles à remplir la liste disponible pour le Canton de Vaud (17 sièges jusqu'aux élections de 1999 et ensuite 18)¹⁷⁵.

Le rôle des sections locales dans l'organisation et le développement de la campagne nationale du PDC tessinois est beaucoup moins évident par rapport au contexte zurichois. Il apparaît que l'organisation tessinoise est beaucoup plus centralisée au niveau du parti cantonal par rapport aux autres cantons, où les districts ou les sections locales peuvent influencer plus directement au moins le choix des candidats.

¹⁷² Correspondance entre les sections communales de Kloten et Bulach et la secrétaire administrative du parti cantonal Julia Hirzel, septembre 2006, Archives PDC Zurich, Zurich.

¹⁷³ Il y a une anticipation des dates limites par rapport à 1999, où les quartiers pouvaient proposer leurs candidats jusqu'à la fin de février 1999. Lettre envoyée aux présidents des sections locales, 26 janvier 1999, Archives PDC Zurich.

¹⁷⁴ Un des problèmes majeurs pour le PDC Zurich est le fait qu'en ayant beaucoup de places disponibles sur la liste, il faut choisir les numéros personnels de chaque candidat. Ainsi aux premières places de la liste nous trouvons généralement les Conseillers nationaux sortants, après les personnalités plus fortes dans la liste, ensuite les candidats moins connus, etc.

¹⁷⁵ Un candidat au Conseil national après son mauvais score électoral en 1991, souligne en s'adressant au président du parti cantonal, que le parti devrait réfléchir à proposer moins de candidats, mais de « bon format », au lieu d'en avoir 17 de taille moyenne. Correspondance entre un candidat et le président Romain Berberat, 27 novembre 1991, Archives cantonales vaudoises, Lausanne, PP985/14/2

2.6 Les analogies et différences

Jusqu'à maintenant, nous avons analysé de manière séparée les réponses que les partis politiques suisses développent et ces dernières semblent en grande partie motivées par plusieurs situations perçues comme difficiles ou en tout cas vues par les partis comme des situations qui nécessitaient des changements. Tout d'abord, il apparaît que la principale question qui peut engendrer et motiver des mutations en termes de concentration du leadership, ce sont les pertes électorales. Cette affirmation peut être valable surtout pour le PRD et le PDC. Les deux partis perdent constamment des électeurs depuis les années 1980 et 1990. Du moment que cette situation n'a pas signifié une perte d'importance au sein des institutions (avec la perte de rôles institutionnels), rien ou peu avait été entrepris. Pour les deux autres partis, la perte électorale est moins remarquable. En effet, l'UDC a connu une évolution contraire : c'est-à-dire qu'à partir des années 1990, son succès électoral n'a fait qu'augmenter. Dans ce cas, c'est plutôt l'arrivée au pouvoir d'une coalition dominante différente qui a motivé des changements internes au sein du leadership. Dans un deuxième temps, la perte de son Conseiller fédéral en 2008 a causé une situation critique qui a successivement permis des changements internes au parti. Pour le PS, il s'agit de la montée de son antagoniste politique par excellence, l'UDC, qui a mis de la compétition dans un système partisan jusqu'alors très stable et immobile. En plus de cette concurrence majeure, le PS a toujours eu à l'interne, de nombreuses discussions politiques par rapport à un haut souci de démocratisation des prises de décisions. Des situations internes et des situations critiques externes motivent donc l'adoption par les partis politiques suisses de réponses diversifiées.

Nous réalisons donc que les motivations pour développer des réponses organisationnelles peuvent être différentes et changer aussi à l'intérieur des partis mêmes. Celles que nous venons de nommer ne sont en effet pas les seules motivations qui ont causé des réponses stratégiques dans les partis, mais les plus importantes pour chaque parti politique suisse (national). En effet, des changements dans le parti national ne signifient pas directement des changements au sein des leaderships cantonaux. Ces derniers sont dans le contexte suisse encore très autonomes et les différences cantonales de contexte, culturelles et de place du parti dans le système politique cantonal importent plus que les motivations des niveaux nationaux dans les changements. Nous assistons donc par exemple à des changements au sein du PRD national du point de vue de l'organisation. En même temps, aucune réaction a eu lieu dans sa section tessinoise, laquelle n'a pas vécu des situations critiques dans le canton ou à l'intérieur du parti-même jusqu'à quand la section cantonale n'a pas perdu le rôle de premier parti dans le Canton avec sa majorité relative au sein du Conseil d'État (en 2011).

Les changements généraux dans l'organisation du leadership

Ces situations, quel que soit le niveau pris en considération, engendrent tout d'abord des réponses au sein du leadership de manière générale. Il ne s'agit donc pas d'une prérogative de la campagne électorale. Les changements touchent ainsi le leadership comme le changement du président du parti, la restructuration des organes dirigeants (centralisation lorsque le nombre de membres est réduit, décentralisation lorsqu'il est augmenté), division des tâches plus marquée (répartition des compétences, création des responsables thématiques, etc.), inclusion et exclusion des coalitions minoritaires du leadership, etc. Nous allons tout d'abord résumer

comment les partis politiques suisses s'organisent de manière générale, étant donné que les recherches menées jusqu'à maintenant ne donnent pas de solutions à cette question.

Tout d'abord, les partis politiques suisses (au niveau national donc) se différencient par une structure du leadership bipartite ou tripartite¹⁷⁶. Une structure bipartite signifie qu'il n'existe pas une différence entre l'organe directeur et l'organe exécutif. Ainsi, dans le PRD suisse et dans le PDC, nous ne trouvons que le 'Comité exécutif' (PRD) et la 'Présidence du parti' (PDC). L'UDC et le PS assument une organisation tripartite : leur sommet du leadership est donc composé officiellement par deux organes. Il s'agit du 'Bureau du Comité directeur' et du 'Comité directeur' pour l'UDC et de la 'Présidence' et du 'Comité directeur' dans le PSS. La différence entre ces deux formes de leadership est la présence d'un organe encore plus restreint de l'organe exécutif que nous appelons 'organe directeur'. Cet organe englobe encore moins de personnes. La taille des organes permet dans un premier temps, de rendre compte des différents tâches et pouvoirs et ainsi développer quelle structure apparaît formellement comme plus centralisée. Cependant, on pourrait voir l'organisation tripartite comme plus démocratique, puisque plus de personnes sont incluses dans la prise de décisions. Ceci ne s'avère pas toujours être le cas, car l'organe directeur est composé normalement d'environ 5-6 personnes (voire même 3 pour certaines sections cantonales). Les décisions sont donc prises par un nombre encore plus restreint de personnes et ce qui peut paraître encore plus « centralisateur » du pouvoir, c'est que ces mêmes personnes font partie de tous les autres organes dirigeants.

Le parti qui, avant les autres et de manière plus importante, a changé la composition et les responsabilités dans ses organes est l'UDC. La manière a été subtile et le parti a essentiellement changé la répartition des délégués dans les différents organes du leadership. De ce fait, les sections avec les meilleurs résultats électoraux ont obtenu plus de délégués. Ces sections 'à succès' sont notamment les plus proches de la nouvelle coalition dominante, ce qui a marginalisé le pouvoir des sections plus modérées.

Au contraire de l'UDC, le PRD national met en place une 'démocratisation' à l'interne en instituant la Commission des présidents. Celle-ci veut familiariser toutes les sections cantonales à la conduite de la vie du parti national. Bien qu'à première vue ce changement puisse apparaître comme une inclusion homogène et plus large de toutes les sections (et non pas, comme pour l'UDC, seulement d'une partie des sections ou bien de manière différenciée), pendant la campagne électorale il se traduit dans une centralisation des prises de décisions. En effet, cette commission, en collaboration avec celle des secrétaires et du Comité central, développe les stratégies que le parti national doit maintenir et il apparaît clair que cette même Commission va influencer l'organisation des campagnes électorales subnationales.

Les réponses stratégiques organisationnelles pendant les campagnes électorales

De plus, il existe des réponses développées par les partis expressément liés à la campagne électorale. Dans ce cas, il s'agit tout d'abord de la création d'une Commission *ad hoc*. Au début

¹⁷⁶ L'Annexe 15 montre les dates d'introduction des nouveaux statuts entre le début des années 1990 et 2010 dans les quatre partis politiques suisses et l'Annexe 16 montre les organes dirigeants de tous les partis politiques suisses et leurs sections cantonales.

des années 1990, seul le PRD possédait une commission qui était nommée par le leadership du parti avec le but de coordonner une partie de la campagne électorale. Au cours des années 1990, la multiplication des tâches organisationnelles d'une campagne électorale et surtout le recours toujours plus important aux nouveaux moyens de communication a fait que les partis nationaux s'organisent toujours plus dans des commissions spéciales formées expressément avec le but de gérer toutes les tâches spécifiques à la campagne. Initialement, la répartition du travail était généralement identique pour tous les partis : les instances dirigeantes du parti (les organes directeurs) décidaient des stratégies à suivre et la commission électorale les mettait en place (notamment en matière de communication avec l'appui de spécialistes de la communication). Il s'agissait donc d'un simple organe d'exécution des tâches. La concentration du leadership était jusqu'aux années 2000 encore dans les mains du même leadership qui décidait du sort du parti hors campagne électorale. Plus récemment, on assiste cependant à une augmentation des commissions électorales dans les partis nationaux et leur pouvoir augmente. Après le PRD, c'est le PSS qui développe une organisation semblable lors des élections nationales. Dans ce cas, la démocratisation du processus décisionnel est plus évidente en raison des représentants qui sont inclus dans la commission. De manière surprenante, l'UDC met en place une commission électorale semblable, mais seulement pendant la campagne électorale de 2007. Avant cette échéance électorale, c'était les organes dirigeants du parti qui décidait de l'ampleur de la campagne nationale. De plus, les campagnes électorales cantonales étaient très autonomes. Ainsi, leur composition s'élargit à des spécialistes en dehors du parti, comme nous le verrons de plus près dans le prochain chapitre.

Le rôle de ces commissions électorales est plus important et apparaît au préalable au niveau cantonal. Il s'agit en effet d'organiser tout d'abord à ces niveaux, les campagnes électorales pour des élections nationales. Les sections cantonales des partis politiques décident ainsi, selon la disponibilité de leurs ressources (financières et de membres) si une commission électorale peut être mise en place. De plus, pour le canton du Tessin, une raison contingente entre en jeu : les huit seules places disponibles pour le canton au Conseil national font que tous les partis politiques ne développent, dans les vingt dernières années, que des 'Commissions de recherche' (*Commissione cerca*), responsables de trouver et sélectionner les membres disposés à se porter candidat pour l'élection. Dans les autres cantons, notamment à Zurich et dans le canton de Vaud, les grands partis (PRD, PS et UDC) ont plutôt l'habitude d'instituer une Commission électorale. Pour les petits partis, comme par exemple le PDC dans le canton de Vaud, les moyens financiers disponibles et les volontaires internes au parti sont plus faibles. De ce fait, l'organisation de la campagne électorale est prise en main par les instances dirigeantes normales du parti.

Deux stratégies apparaissent cependant clairement au niveau cantonal : d'un côté, une stratégie qui veut séparer le centre décisionnel de la campagne de l'opératif, exécutif (comme dans le cas du PS Zurich ou le PRD Vaud et Zurich) ; de l'autre côté, une stratégie qui concentre dans un seul lieu et un seul organe (la Commission électorale) toutes les décisions et la mise en place de ces décisions (comme dans le cas du PRD ou le PS Vaud). La première stratégie garde comme centre décisionnel le cœur du leadership du parti, la concentration du leadership advient donc à son maximum. La deuxième stratégie centralise toutes les décisions de la campagne

dans un seul groupe de personnes, qui sont cependant différentes (ou du moins en partie) du leadership qui gère normalement le parti. Il s'agit donc d'une stratégie de démocratisation où plus de personnes sont concernées par l'organisation de la vie du parti (que cela soit pendant et en dehors des campagnes électorales). Les réponses de ce point de vue au niveau cantonal sont rares, mais sont parfois apparues dans nos cas d'études. Dans le Parti socialiste vaudois notamment, on voit qu'en 1999, la Commission électorale prend plus de pouvoirs et d'autonomie par rapport au Comité directeur, en particulier au niveau financier afin de gérer elle-même toute l'organisation.

2.7 Conclusion

En ce qui concerne ce deuxième indicateur, nous notons bien que les partis politiques suisses ont développé des changements dans le sens d'une concentration du leadership. Ces réponses à un contexte en mutation, se produisent pendant et en dehors des campagnes électorales. Ainsi, dans la plupart des cas nous avons montré comment les partis politiques suisses changent les compétences ou la composition de leurs organes et comment cela va influencer aussi la campagne électorale étant donné que dans la plupart des cas, les mêmes organes sont les responsables directs des campagnes.

Mair, Müller et Plasser (2004) ont souligné que les réformes de l'organisation interne aux partis politiques sont l'une des réponses les plus mises en place. Ce type de réponse, soit des changements dans les statuts et dans l'organisation formelle, implique que substantiellement rien n'est faux dans le parti mais il s'agit plutôt de mieux structurer le parti. De ce point de vue, les partis politiques suisses ont développé de nombreux changements dans les années 1990, lorsque la concurrence s'est vue accroître.

Malgré des tentatives de centralisation, des prises de décisions sont visibles, la concentration du leadership en Suisse s'avère moins poussée par rapport au contexte international, où au début des années 1990 déjà « parties were still using ad hoc campaign bodies rather than permanent standing committees or departments » (Farrell & Webb, 2000 : 18). Les commissions électorales peuvent en effet être vues comme une centralisation du pouvoir lorsqu'elles assument toutes les tâches décisionnelles et organisationnelles de la campagne électorale. Ces commissions commencent aussi dans le contexte suisse à se développer, notamment au niveau cantonal et au niveau national, lorsque les ressources financières le permettent. Malgré cela, le centre décisionnel, pendant la campagne électorale, reste presque toujours dans les organes permanents. Ceci concentre les décisions dans les mains d'un groupe de personnes, qui sont déjà légitimées par le reste du parti (les membres) à être en place et à prendre des décisions clés pour le parti (Poguntke et al., 2016). En même temps, cette stratégie partage les prises de décisions entre les organes dirigeants et la commission électorale. Ce qui fait que la stratégie est moins centralisatrice par rapport à celle qui concentre toutes les décisions dans un seul lieu, par exemple le PDC vaudois pour les élections nationales de 1999.

Les réponses de concentration du leadership mises en place dans les partis politiques suisses gardent presque toujours à l'interne les intérêts de toutes les minorités (que cela soit les associations des femmes ou des jeunes, ou bien des ailes politiques différentes). Ceci est dû au

fait que les partis politiques suisses s'organisent sur un modèle défini et légitimé par les membres qui sauvegarde les minorités, l'autonomie de celles-ci et leur inclusion dans le processus décisionnel (également pendant les campagnes électorales avec leur inclusion dans les commissions électorales). Des écarts à cette règle apparaissent et peuvent ainsi être vus comme des tentatives de concentration du leadership dans les mains d'un groupe homogène de personnes. Mais les réactions ne tardent pas à arriver lorsqu'un groupe minoritaire se sent moins pris en compte par son propre parti politique.

Le cas le plus important et le plus éclatant a été celui de l'UDC, qui peut vraiment être vu comme une concentration du leadership. Avec les changements statutaires déjà décrits par Schiess Rütimann (2010), le parti entend réduire l'influence de son aile modérée. La procédure est subtile et causée par un choix de la nouvelle faction dominante dans le parti. Pendant les campagnes électorales, les sections minoritaires ont moins de pouvoirs dans la mise en place des programmes ou dans les décisions importantes, ce qui démontre les incohérences à l'intérieur du parti et pose les bases pour la scission qui aura lieu en 2008. Dans les autres partis politiques suisses, des réactions apparaissent parfois de la part des minorités qui voient leur pouvoir diminuer dans le processus décisionnel à cause d'une concentration du leadership pendant les campagnes (par exemple, les femmes socialistes qui ne sont pas incluses dans la Commission électorale) ; cependant, étant donné qu'il s'agit d'évènements occasionnels, une faible voire aucune réaction n'est visible et apercevable. Cette légitimation donnée à un petit groupe de personnes hétérogène, de conduire le parti politique pendant les campagnes électorales empêche la personnalisation de se reproduire comme dans d'autres contextes internationaux (Blondel et al., 2010).

3. Développement de l'appareil administratif

Après avoir analysé les réponses développées par les partis politiques dans leur articulation des structures et également les changements produits dans le sens d'une concentration du leadership, ce chapitre veut montrer les transformations d'un indicateur, aussi en lien avec la structure organisationnelle du parti. Il s'agit du développement de l'appareil administratif.

Il s'agit donc maintenant d'analyser une autre facette du « party central office », développé par Richard Katz et Peter Mair (Katz & Mair, 1995 ; Katz, 2002). Katz explique que cette dénomination désigne simplement « the national headquarters of the party, and all what is inside it: national executive committees, the ancillary organizations' representation and the party bureaucrats » (Katz, 2002 : 98). L'indicateur de la 'concentration du leadership' développé dans ce travail montre donc la partie plus 'décisionnelle' de ce « party central office » ; tandis que l'indicateur que nous allons analyser dans ce chapitre développe la thématique des changements qui se produisent dans l'organisation et de la coordination réelle entre les différents organes, les « party bureaucrats ».

Dans les recherches internationales, l'on affirme souvent que les partis politiques au cours du XX^e siècle, ont connu une bureaucratisation importante (Michels, 1971 ; Panebianco, 1988). La bureaucratisation du parti se réfère au processus par lequel la plupart des tâches organisationnelles du parti sont gérées et administrées depuis un seul lieu et par un groupe restreint de personnes, toujours plus spécialisées. Le concept de bureaucratisation n'a pas, dans le cadre de ce travail, une connotation négative, comme c'était le cas par exemple pour certains auteurs classiques (Michels, 1971). En suivant Weber, dans *Économie et société* (1921), nous faisons une lecture plus positive de la bureaucratie (au sein des partis politiques). Ce qui est surtout retenu du discours wébérien, c'est l'augmentation de la compétence et la spécialisation des tâches qui vont être accomplies à l'intérieur des partis politiques. Les partis ont aussi toujours plus recours à des experts, il s'agit donc d'une professionnalisation de certaines tâches. Il existe dans les partis différents niveaux de bureaucratisation (corrélés avec différents niveaux de professionnalisation). Il s'agit, dans ce chapitre, de montrer comment s'est développé l'appareil administratif des partis politiques suisses, en relation à ces concepts, dans un contexte toujours plus compétitif et où la désaffection des membres envers les partis était en augmentation.

Ce chapitre se structure de la manière suivante. Tout d'abord, nous allons mieux expliquer quels sont les caractéristiques de l'appareil administratif dans les partis politiques et les changements qui ont été remarqués dans les recherches internationales. Les mutations que les partis politiques mettent en place dans leurs secrétariats seront analysées dans un deuxième moment. Après ces parties basées sur les quatre partis politiques majeurs suisses, nous allons montrer les analogies et les différences que ces derniers développent lorsqu'il s'agit de faire face à une situation commune de concurrence électorale majeure. Enfin, nous allons conclure cette partie

dédiée à ce deuxième indicateur avec une montée en généralité afin de relier nos analyses à la littérature internationale existante.

3.1 L'appareil administratif des partis politiques dans la littérature internationale et suisse

En premier lieu, il faut distinguer deux concepts très importants dans l'analyse de cet indicateur. En effet, il paraît essentiel de montrer les différences qui existent du point de vue empirique entre la notion de bureaucratisation et de professionnalisation. Ces deux concepts apparaissent parfois dans les mêmes études, associés à des transformations communes des partis politiques occidentaux, sans que l'on se préoccupe d'en saisir les réelles différences. Afin de ne pas faire les mêmes fautes méthodologiques, nous allons proposer une différenciation basée sur la définition de ces deux concepts. La bureaucratisation implique « a growth of a specific type of political professionals, i.e. administrators who are devoted to the organization's maintenance and are in a highly disadvantageous position in relation with national leaders because of the relative unsubstitutability of the selective and identity incentives they enjoy » (Panebianco, 1988 : 231). Tandis que la professionnalisation « involves the increase in the number of experts employed in the organization (or recruited with short-term contracts). Professionalization is the distinguishing feature of the organizational change political parties are currently undergoing » (*ibidem*). Le premier concept se réfère donc aux administrateurs du parti qui interviennent dans l'organisation entière des partis politiques, ces personnes ne sont pas nécessairement des employés du parti, il peut s'agir de travail volontaire. De plus, ils s'occupent que d'un travail de maintien de l'organisation. Le deuxième concept fait plutôt référence au type de travail et aux compétences des personnes qui travaillent à l'intérieur des partis politiques, qui sont censées être toujours plus spécialisées. Leur inclusion dans le parti est plus récente et peut aussi être établie avec des contrats à court terme. Un lien existe cependant entre ces deux concepts, car, pour qu'une professionnalisation ait lieu, il faut qu'une bureaucratisation importante soit présente dans le parti. De plus, les changements qui adviennent dans la bureaucratisation font que le parti se base toujours moins sur le travail volontaire, par conséquent les nouveaux employés du parti ont sûrement des compétences plus spécialisées.

La bureaucratisation et la professionnalisation des partis politiques

Dans le contexte helvétique, très peu d'études sont apparues à propos de cette thématique ou des deux concepts expliqués ci-dessus. D'autant plus que cette distinction entre la bureaucratisation et la professionnalisation n'a pas eu lieu. Nous pensons par exemple à l'une des seules études qui a rendu compte, à travers un sondage envoyé aux partis politiques, de l'état de l'organisation interne des partis politiques suisses. L'auteur de cette étude, Brändle, développe son discours à propos de la professionnalisation. Malgré cela, l'un des indicateurs est le nombre et le taux d'employés dans les partis (ceux qui gèrent son organisation) (2001a). Celui-ci selon la distinction de Panebianco (1988) devrait plutôt se référer à la bureaucratisation. En effet, celle-ci a effectivement augmenté dans le contexte suisse dans presque tous les partis politiques suisses et cantonaux. Le fait de posséder un secrétariat central ne montre pas si ces employés sont des professionnels ou non. Brändle ne décrit pas d'un point de vue ni quantitatif ni qualitatif quels travaux assume ce nouveau personnel rémunéré par le parti. Pour cette raison, garder cette distinction paraît important, car la bureaucratisation

implique, toujours selon Panebianco, un degré de centralisation majeur par rapport au processus de professionnalisation.

Plus récemment, Bailer et Bütikofer (2015) essaient de montrer comment les partis politiques suisses se sont entre autres professionnalisés. Leur définition est aussi lacunaire et prend en compte le « additional staff and increasing budget size » (2015 : 564). Nous avons déjà remarqué que dans ce cas, il s'agit plutôt d'une bureaucratisation du parti. En effet, il faudrait montrer quel type de travail l'appareil administratif du parti est censé produire. Leurs résultats mettent à jour les résultats de Ladner et Brändle (2001) et confirment les tendances : « all Swiss parties have enlarged their scientific and political staff » (Bailer & Bütikofer, 2015 : 566). Entre les causes que les deux chercheuses nomment, émergent une polarisation grandissante du contexte politique helvétique, une grande participation à des campagnes référendaires, et en général le nombre de tâches qui leur sont soumises a notablement augmenté. Une remarque générale frappe cependant l'état actuel de la professionnalisation dans les partis suisses : « While the first wave of professionalization of the party structure mainly concerned the administrative component, the current second wave tends to focus on improving the quality and sophistication of the political work » (*ibidem*). Si, ce qui avait été montré par Ladner et Brändle peut être défini comme une bureaucratisation, les deux chercheuses ont raison maintenant, selon leurs recherches, d'affirmer qu'une vague de professionnalisation est en train de se produire dans les partis politiques.

Dans la littérature scientifique internationale, cette évolution a aussi été associée à l'apparition d'une catégorie particulière de parti politique : le parti électoral professionnel. Encore une fois, Panebianco en a démontré les principales caractéristiques.

Le parti électoral professionnel

Panebianco (1988) est l'un des chercheurs qui a plus développé la dimension de la professionnalisation, en proposant son modèle du « parti électoral professionnel ». Ce modèle de parti voit tout d'abord le parti motivé par les échéances électorales. Il envisage donc en premier, de participer à la compétition électorale. De plus, il se caractérise par la centralité des professionnels dans toute la vie du parti : en allant de la communication au marketing, en passant par les spécialistes thématiques aux personnes en charge des sondages. Les recherches suivantes basées sur l'opérationnalisation faite par Panebianco, comme celles de Shaw (1994 : 214-216), montrent que cette 'professionnalisation' est souvent limitée à une catégorie très particulière de spécialistes, les spécialistes de la communication. Dans ce sens, le contexte helvétique paraît encore très éloigné de l'organisation acquise par d'autres partis politiques occidentaux (notamment américains).

Le recours à des professionnels est encore très limité selon les recherches de Engeli et Tonka (2010). Leur analyse se base sur une enquête menée auprès des candidats aux élections nationales et ils en arrivent à la conclusion que les candidats recourent aux conseils de professionnels, « mais de manière peu ciblée » (2010 : 397). Le choix d'analyser les candidats et leurs apports dans les campagnes électorales empêche de montrer quelles sont les habitudes des partis politiques. En effet, en Suisse en raison de la personnalisation encore très peu

développée pendant les campagnes électorales ce sont les partis politiques qui organisent la plupart des activités, en raison aussi de leurs moyens financiers. Certes, les candidats peuvent développer leurs campagnes personnelles. Cependant, les coûts importants empêchent la grande majorité des candidats de proposer une campagne qui se base sur l'appui de professionnels.

Par rapport à la littérature internationale, les recherches sur la bureaucratisation et la professionnalisation des partis politiques suisses restent très limitées. Le peu de résultats obtenus montre cependant une situation très différente des autres partis internationaux. À quoi cela pourrait-il être dû ? Les partis politiques suisses au cours des deux dernières décennies, ne développent-ils pas des réponses pour une meilleure organisation de l'administration et un recours plus marqué aux spécialistes et professionnels ? Dans le cas des campagnes électorales notamment, où la Suisse aussi a connu une évolution de l'importance de la communication, quelles ont été les réactions des partis politiques ? Quel est le rapport qu'ils maintiennent avec les niveaux inférieurs ? Dans la suite du chapitre, nous allons analyser les principales mutations de chaque parti politique suisse, et des changements au sein des sections cantonales, par rapport au développement de l'appareil administratif.

3.2 La large autonomie organisationnelle de l'UDC et ses changements récents

Comme les autres partis politiques suisses, l'UDC ne possède pas une longue histoire de son secrétariat. De plus, en étant pendant longtemps le quatrième parti en Suisse par nombre de voix, (jusqu'aux années 1990) son organisation formelle au niveau national était très latente. Au niveau des sections cantonales, l'organisation d'un secrétariat performant dans tous les cantons s'est aussi développée très tard. Bien évidemment, aujourd'hui encore, dans les sections qui recueillent moins de voix en Suisse, le secrétariat n'est pas autant développé et ne compte pas d'employés, mais seulement des volontaires. Il est en effet confirmé qu'en Suisse, comme dans d'autres contextes démocratiques occidentaux, l'activité dans les partis politiques a pendant longtemps été menée sur une base volontaire et non rémunérée (Ladner, 2007 ; Gernet, 2008, 2011). Cette tendance a aussi été constatée dans d'autres démocraties occidentales (van Biezen, 2003a). On pourrait donc parler de « Milizsystem » (Fagagnini, 1978) en ce qui concerne aussi l'organisation interne des partis politiques : le nombre d'individus qui est professionnellement employé par les partis reste encore actuellement sous-développé.

Les raisons de la tardive institutionnalisation du secrétariat national

La raison de ce sous-développement réside tout d'abord dans les ressources financières. Ces dernières sont indispensables afin de gérer un secrétariat central qui s'occupe des affaires courantes du parti. Par rapport à l'étranger, les partis suisses ne reçoivent pas de financement étatique (Balmelli, 2001). Aujourd'hui, le secrétariat de l'UDC est le centre administratif du parti. Il a son siège à Berne et compte 12 emplois à temps complet. Il assume notamment les tâches de :

- « secrétariat et soutien logistique du groupe
- coordination des travaux et soutien administratif de tous les organes du parti
- contacts avec les partis cantonaux et coordination de leur action
- organisation et réalisation des manifestations du parti

- préparation et accompagnement des élections et votations fédérales ainsi que relations publiques du parti »¹⁷⁷

Le rôle de secrétaire dans l'UDC et ses compétences

À la tête du secrétariat général, le secrétaire général s'occupe de diriger cet organe et surtout de coordonner les différents organes dirigeants ainsi que d'autres activités comme par exemple les campagnes électorales. Au sein des partis suisses, la charge de secrétaire national était (et reste) souvent un lieu de passage et les responsables n'assument pas longtemps cette charge administrative. Il existe bien évidemment des cas exceptionnels (Tableau 6), comme Martin Baltisser au sein de l'UDC, qui après une première expérience à la tête du secrétariat général entre 1996 et 1999, retrouve encore cette place pour une période entre 2009 et 2016. Max Friedli (1979-1994) et avant lui Peter Schmid (1971-1979) ont été les derniers à garder cette place pendant une longue période en donnant ainsi beaucoup de continuité à la coordination politique du parti.

Tableau 6. Secrétaires de l'UDC suisse, 1991 – 2007

Nom (canton)	Début du mandat	Fin du mandat
Max Friedli (BE)	1979	1994
Myrtha Welti (BE)	1994	1995
Martin Baltisser (BE)	1996	1999
Jean Blaise Défago (FR)	2000	2001
Gregor Rutz (ZH)	2001	2007

À la différence des présidents du parti, les secrétaires n'ont souvent pas une expérience institutionnelle au préalable (voir Annexe 17)¹⁷⁸. Dans le cas de l'UDC, leur formation est différente : Max Friedli avait un diplôme en histoire et droit public, Martin Baltisser était économiste et Yves Bichsel était diplômé en sciences de l'environnement. Les compétences 'préalables' des secrétaires ne sont pas développées sur un seul champ thématique. Au contraire, l'expérience au sein du secrétariat fait cependant que beaucoup de ces personnes auront des expériences futures dans le secteur de la communication (chef de presse, conseiller en communication, etc.) : cela met en lumière le champ de compétences qu'on développe en étant secrétaire d'un parti au cours des vingt dernières années. Il s'agit d'une des conséquences de la professionnalisation interne aux partis politiques selon Panebianco. En effet, selon lui, les professionnels qui travaillent dans les partis ont plus de chances de trouver des emplois dans le marché du travail externe (1988 : 232). En même temps, le rôle de secrétaire développe aussi des compétences dans l'organisation. Au début des années 2000 (2001 pour être précis), Jean

¹⁷⁷ Page web du secrétariat général de l'UDC. URL : <http://www.udc.ch/parti/organes/secretariat-general/>. Dernière consultation le 9 août 2017.

¹⁷⁸ Les présidents en effet ont tous des expériences au niveau des cantons ou même au niveau national. En effet, pour savoir guider politiquement un parti, il faut que cette personne soit reconnue partout dans le pays. Le travail de secrétaire du parti est beaucoup plus 'administratif' et d'organisation pour le bon fonctionnement du parti. En ce qui concerne l'UDC, seul Rutz aura une carrière politique nationale après son engagement en tant que secrétaire de l'UDC.

Blaise Défago laisse sa charge de secrétaire, car ce travail est plus similaire à celui d'un entrepreneur, un organisateur, qu'à celui d'un homme politique¹⁷⁹.

Bien que le travail des secrétaires ne soit pas d'avoir un rôle actif dans la politique du parti, ceux-ci doivent en tout cas partager les lignes directrices. En effet, Défago, lors de sa démission, souligne que les derniers changements internes à l'UDC (notamment la radicalisation¹⁸⁰) l'ont poussé à ne plus partager la voie entreprise par le parti et à penser que son successeur serait bien plus à l'aise que lui dans le centre stratégique de l'organisation de toute la vie du parti.

La nomination de son successeur donnera lieu à plusieurs discussions étant donné que le candidat soutenu et finalement choisi par le leadership du parti était le Zurichois Gregor Rutz. Plutôt que contre le candidat même les discussions ont eu lieu à propos des stratégies mises en place pour nommer le nouveau candidat : une centralisation de la nomination. Les sections de Vaud et des Grisons, parmi les plus modérés, avaient convoqué une réunion extraordinaire du Comité central, afin de critiquer le moyen peu démocratique avec lequel le Comité directeur avait nommé Rutz candidat choisi par la présidence, sans consultation des membres de l'UDC¹⁸¹. Cette nomination met en relief comment l'UDC à cette occasion avait proposé l'un des deux traits dominants caractéristiques des partis populistes nommés par Mény et Surel : « ce sont des partis fortement centralisés ou la démocratie interne passe après les exigences d'un leadership charismatique » (2000 : 274). En effet, la décision à propos du nouveau secrétaire avait tout d'abord été prise au sein du leadership collectif avec très peu de démocratie. De plus, Rutz donnait encore plus de pouvoir à la section zurichoise à l'intérieur du parti, étant donné que le président Ueli Maurer et le chef de la fraction UDC, Walter Frey, étaient déjà issus de la même section.

Les secrétaires et le secrétariat UDC pendant les campagnes électorales

En ce qui concerne l'organisation des campagnes électorales, le secrétariat de l'UDC nationale et donc le secrétaire général, a la tâche de coordonner l'action des sections cantonales avec les actions du parti national. L'organe responsable des élections est la *Leitende Ausschuss* (le bureau central), qui s'occupe plutôt de la conception. Le Secrétariat et la Conférence des secrétaires sont les organes qui mettent en pratique et organisent ses décisions. En 1991, aucun organe spécial n'a été constitué au sein du parti national, pour cette raison à côté des activités

¹⁷⁹ «È Gregor Rutz, come previsto, il nuovo segretario generale dell'UDC», *Swissinfo*, URL : <http://www.swissinfo.ch/ita/è-gregor-rutz--come-previsto--il-nuovo-segretario-generale-dell-udc/1929782>.

Dernière consultation le 9 août 2017.

¹⁸⁰ La radicalisation se réfère aux changements que la nouvelle faction dominante à l'intérieur du parti a développés du point de vue des thématiques. Voir à ce sujet les chapitres 5 et 6 de ce travail.

¹⁸¹ Dans la lettre de la vice-présidente de l'UDC Vaud envoyé au président Maurer, on critique les délais de l'annonce à la presse du nouveau secrétaire et le temps laissé aux sections pour faire leurs commentaires. Apparemment, la procédure de sélection a été menée en secret sans que les sections cantonales puissent proposer leurs propres candidats. En effet, lors de l'annonce du choix par le comité directeur du nouveau secrétaire, Maurer écrit que les membres du comité central ont jusqu'au 27 février pour faire leurs remarques et convoquer le candidat. Archives UDC Vaud, Lausanne. Cependant, le 24 février 2001 la NZZ annonçait déjà le nouveau secrétaire. *Neue Zürcher Zeitung*, 24 février 2001, p. 16.

‘normales’, le secrétariat de l’UDC voit apparaître toute une série d’activités de campagne qui lui incombent¹⁸².

En 1991, nous voyons que le secrétariat général national s’occupe principalement du concept publicitaire, de la documentation et des événements. Du point de vue de l’organisation, le parti national met à disposition des sections cantonales un ensemble d’affiches et de documents disponibles auprès du secrétariat. Les sections cantonales sont libres d’accepter ou non ce matériel. Afin que les sections cantonales choisissent les matériaux du parti national au lieu de produire les leurs, une aide est donnée et de ce fait les matériaux sont gratuits¹⁸³. Tandis que si les sections cantonales choisissent de produire elles-mêmes leurs propres affiches par exemple, elles sont tenues de les payer elles-mêmes. Ce n’est pas un hasard, si les seules sections qui, en 1991, n’ont pas profité des affiches du parti national sont celles de Berne et de Zurich¹⁸⁴. Une première centralisation des tâches organisationnelles s’installe donc ; tout en gardant une autonomie décisionnelle pour les sections, les plus autonomes, celles avec de meilleurs moyens financiers. Il y a cependant des tâches que le secrétariat général n’assume pas : la production de petits cadeaux publicitaires (pour cela, le parti national conseille de se référer aux catalogues des sections de Berne et Zurich) ou la publication d’annonces dans les médias interrégionaux : ces activités publicitaires et de diffusion sont encore de la compétence des sections cantonales.

Dans l’exécution de ces tâches, le secrétariat général profite en 1991 des conseils du bureau *Emopress* ayant son siège à Berne¹⁸⁵. Cette collaboration ne se joue pas au niveau des contenus, mais le travail commun est conçu du point de vue administratif et technique¹⁸⁶. Plus spécifiquement, le parti lui confie les tâches suivantes : développement des programmes et des affiches, constitution d’une version plus populaire du programme du parti, conception et développement du congrès électoral, développement de l’affiche électoral. Il s’agit d’un début de professionnalisation, au sens de Panebianco (1988), bien qu’en Suisse, l’on ait déjà remarqué que celle-ci est très limitée dans les partis politiques.

À partir des années 1990 l’arrivée au pouvoir au sein de l’UDC d’une génération d’entrepreneurs politiques, qui disposaient de moyens accrus, a engendré un recours plus fréquent aux méthodes importées du champ économique comme l’usage intensif de la publicité, le recours aux méthodes du marketing, etc. (Ladner, 2005). Plusieurs activités en font partie : en 1991, nous en voyons seulement une petite partie comme l’externalisation à un service de presse d’une partie de la campagne. Cependant, le parti voit ce transfert du travail, cette professionnalisation et cette spécialisation des travaux menés dans le cadre de la campagne,

¹⁸² Malgré cela, dans les différentes années, les tâches changent, se complexifient et incluent différentes nouvelles tâches qui amèneront en 2007 à la création d’une vraie campagne nationale de l’UDC avec notamment la création d’une commission électorale, comme c’était déjà le cas dans d’autres partis politiques suisses.

¹⁸³ « Konzept Eidg. Wahlen 1991. Konzept Werbemittel, Dokumentation, Veranstaltungen », Archives UDC Berne, Berne.

¹⁸⁴ « Aktionsschwerpunkte der SVP-Schweiz », Sekretärenkonferenz, 22 juin 1990, Archives UDC Berne, Berne.

¹⁸⁵ L’entreprise *Emopress* de Edgar R. Minder s’occupait de services de presse pour des relations publiques. Elle a été radiée en 2012. *Feuille officielle suisse du commerce*, 13 décembre 2012, nr. 243, p. 5.

¹⁸⁶ Procès-verbal de la Conférence des secrétaires, 22 juin 1990, Archives UDC Berne, Berne.

comme un appui. Les années suivantes verront beaucoup plus d'appels à des services externes par l'UDC et nous pourrons vraiment parler de professionnalisation.

En 1999, une augmentation du pouvoir dans le *party central office* du parti national en période hors campagne électorale commence alors à être visible. Du point de vue des employés au sein du parti national, comme pour les autres partis politiques, il y a dans l'UDC une augmentation importante dans les années 1990 : de 5 employés en 1980 à 14 en 2014 (Bailer & Bütikofer, 2015) : il s'agit d'une augmentation de la bureaucratisation générale du parti. L'UDC reste cependant le parti avec le moins d'employés au sein du parti national. Ceci peut engendrer une intégration plus régulière des professionnels, des apprentis ou des stagiaires. Surtout pendant la période de campagne électorale, il n'est pas rare que l'UDC emploie des collaborateurs avec un mandat spécifique et de ce fait ils n'apparaissent pas dans les analyses scientifiques sur le nombre de collaborateurs. De plus, le volontariat semble aussi être encore présent dans le parti.

Pour l'organisation de la campagne électorale, le parti national se propose encore de produire les affiches pour les sections cantonales, surtout pour les plus petites : il laisse le libre choix des slogans, mais il centralise la production dans un seul endroit afin de pouvoir approuver au préalable les affiches. Par contre, le parti national ne soutient pas financièrement la diffusion de ces affiches, ce qui reste à la charge des sections cantonales. La stratégie adoptée au début de la campagne était de publier des affiches dans la presse dominicale et dans les plus grands journaux¹⁸⁷. Cependant, au mois de septembre, le secrétaire général annonce que le parti national ne peut pas soutenir des dépenses pour de tel moyen de communication. La stratégie afin d'être présents dans les médias, se déplace alors sur le plan des initiatives populaires¹⁸⁸. L'exploitation par le parti de ces instruments mis à disposition par la politique suisse revêtira un rôle très important dans son succès électoral. Ceci, comme nous le verrons dans le chapitre sur la dimension symbolique des campagnes électorales, permettra au parti de mener une campagne permanente et de rendre clairement identifiable son travail dans les périodes hors campagne.

L'année 1999 signifie aussi pour l'UDC les débuts sur la scène nationale dans une campagne électorale de l'agence de communication GOAL AG, déjà très proche de la section zurichoise du parti¹⁸⁹. La professionnalisation est ici beaucoup plus évidente. Cette collaboration continue toujours, au point que l'agence est aujourd'hui associée à différentes campagnes de l'UDC suisse qui ont fait beaucoup parler, comme les affiches polémiques sur l'asile, sur les minarets ou sur l'immigration de masse. Cette inclusion d'experts dans l'apparat décisionnel est nouvelle

¹⁸⁷ Dans la réponse à un membre du Comité central qui demande les motifs de ce choix, le président répond que les annonces publicitaires peuvent être beaucoup plus agressives et atteindre plus de public.

¹⁸⁸ L'UDC a en effet eu la possibilité de collaborer avec les comités d'initiative pour faire, sous le sigle de l'UDC, deux campagnes d'affichage nationales : « contre les abus dans le droit d'asile » et « pour le versement au fonds de l'AVS des réserves d'or excédentaires ». « Aktivitäten der SVP-Schweiz im Hinblick auf die Wahlen », 2 septembre 1999, Archives UDC Vaud, Lausanne.

¹⁸⁹ Le parti national avait déjà mandaté en 1996 l'agence l'entière stratégie de communication de la campagne contre l'initiative sur l'asile (concept d'information, conférence de presse, campagne publicitaire, etc.) (Skenderovic, 2009a : 142).

dans le parti de droite, qui incluait auparavant ces spécialistes seulement comme appui ‘logistique’.

Les élections de 2007 représentent de ce point de vue, l’apogée de la centralisation. Cependant une marge de manœuvre est laissée aux sections cantonales qui peuvent se permettre de rester indépendantes et autonomes (normalement cette autonomie est permise aux sections avec le plus de moyens financiers). Du point de vue des cours organisés par le parti national, par rapport à 2003 le secrétariat national organise en plus un cours qui a comme but de clarifier le programme politique du parti national¹⁹⁰. L’attention portée à la communication n’est pas mineure, en effet un cours avec des spécialistes de la communication est également organisé¹⁹¹. Ces séminaires ont été organisés à l’échelle régionale : « Nordwestschweiz, Zentralschweiz, Ostschweiz und Zürich ». L’importance de la section zurichoise est ici encore mise en évidence avec des séminaires organisés seulement pour elle. Il faut aussi souligner que cette section est la délégation la plus importante où les candidats sont le plus nombreux.

Les secrétariats cantonaux et leurs évolutions

Du point de vue des sections cantonales, l’organisation du secrétariat assume une certaine professionnalisation, mineure en comparaison au parti national. Les moyens financiers disponibles pour chaque section influencent en effet encore beaucoup l’organisation interne. Entre les trois sections prises en compte, la section zurichoise est celle qui, avant les autres et de manière plus prononcée se spécialise et propose un appareil administratif plus efficient (bureaucratisation) et une organisation des campagnes plus professionnelle. Selon les recherches de Ladner et Brändle, cette section a doublé entre 1960 et 1997 le taux d’employés en son sein : 150 % (2 employés) en 1960 ; 300 % (3 employés) en 1997 (2001). Malheureusement, aucune autre donnée n’est disponible sur la structure actuelle du parti cantonal. Ce qui frappe cependant, c’est que cette section, à partir des années 1980 déjà, collabore étroitement avec l’agence de communication GOAL AG. Le parti a donc été précurseur par rapport aux autres sections cantonales pour profiter de l’appui d’une agence spécialisée. L’arrivée au sommet du nouveau leadership et la bonne expérience acquise avec cette agence de communication font qu’elle peut enfin produire également les affiches et les campagnes plus discutées de l’UDC nationale.

Quant à la section vaudoise, elle s’est donnée un secrétariat structuré au cours des années 1990. Cependant encore aujourd’hui, la plupart des tâches d’organisation de la campagne électorale sont accomplies par des ‘bénévoles’ dont la plupart du temps, des élus UDC et des représentants. Le secrétariat étant donné sa taille restreinte ne peut s’occuper que des tâches le plus administratives. Pour cette raison, c’est le Comité directeur qui en assume les tâches (organisation des congrès, gestion des activités des sections locales, développement du concept

¹⁹⁰ « Kandidatenschulung für die eidgenössischen Wahlen 2007 », Archives UDC Berne, Berne.

¹⁹¹ Les cours plus axés sur la communication s’appellent « Der wirkungsvolle Auftritt » (l’entrée en scène efficace, TdA) et « Umgang mit Medien/Schreibwerkstatt » (Relations avec les médias/atelier d’écriture, TdA) ; ils prévoient aussi l’intervention de spécialistes de la communication, entre autres le directeur de l’entreprise *Goal*, Alexander Segert. Il est aussi l’un des coachs disponibles pour des « Individuelles Training und Coaching ». « Kandidatenschulung für die eidgenössischen Wahlen 2007 », Archives UDC Berne, Berne.

graphique, etc.). En 2007, ce comité ayant plusieurs membres engagés en qualité de candidats, on a été désigné Comité cantonal de campagne et responsable de la communication, représentée en la personne de Claude Alain Voiblet, secrétaire général de la section vaudoise entre 2004 et 2013 (et président entre 2012 et 2013). Les candidats ont été proposés par les sections de district sur la base de toute une série de critères comme la représentation territoriale (ville/campagne), différentes compétences, etc. Cependant, ces lignes directrices données par le parti cantonal n'ont pas toujours été respectées par les sections de district et ainsi les comités de campagne et directeur ont été en charge de nommer les 18 candidats. Une centralisation des décisions par rapport au candidat et un manque de démocratie interne est donc visible dans cette stratégie adoptée. Les lignes directrices du parti cantonal étaient aussi influencées par la documentation reçue par les instances nationales en fin 2006 — début janvier 2007 de la part du parti national : dans le concept de campagne, le parti national soulignait que le choix des candidats était de la compétence des sections. Cependant, ce choix « doit être opéré avec la plus grande prudence » et répondre notamment à toute une série de questions sur la ligne politique, la représentativité, la carrière politique, et la volonté réelle de s'impliquer dans la campagne¹⁹².

La situation tessinoise apparaît par contre, comme différente. En effet, l'UDC Tessin revêt un rôle mineur dans la politique du canton en raison de la présence de la Lega. Cette section, très petite et avec peu de moyens financiers, suit donc à partir de la fin des années 1990, de tout près la radicalisation du parti national. Cette dernière au niveau cantonal advient après celle du parti national, car le président qui a conduit l'UDC tessinoise jusqu'en 1998, Ulrico Feitknecht, était plutôt un agrarien et ne concevait pas les dérives populistes que rencontraient toujours plus de succès dans le reste du pays. Un autre élément qui a empêché le développement de l'UDC dans le canton italoophone est la présence de la Lega¹⁹³.

3.3 Le secrétariat du PS avec plus de compétences politiques

Le deuxième sous-chapitre veut rendre compte des réponses que le parti socialiste a développées dans son appareil administratif. Notamment avec les changements qu'il a imposés à cet organe afin de gérer le parti toujours plus comme une entreprise. Le secrétariat devient en effet le centre névralgique du parti, où passent toute l'administration et les communications entre dirigeants, électeurs et représentants.

Comme dans les autres partis politiques suisses, le secrétariat du parti socialiste s'est donné une structure plus institutionnelle, seulement entre les années 1950 et 1960. Une structure institutionnelle signifie tout d'abord pour les partis, mettre en place un appareil administratif permanent (Brändle, 2001a : 195). Il s'agit donc de ce que Panebianco appelle

¹⁹² « Concept électoral de l'Union démocratique du centre. Élections au Conseil national 2007 », Archives UDC Vaud, Lausanne.

¹⁹³ Cette dernière, née au début des années 1990, a toujours mis en avant le fait que sa structure organisationnelle était très faible, mais typique des partis populistes. Toutes les décisions passent à travers leur leader, Giuliano Bignasca. Son rôle dans le parti régionaliste peut être comparé à celui de Blocher dans l'UDC. Cependant, la différence majeure est que Bignasca a créé son propre parti, qu'il a conduit dans toutes les batailles jusqu'à son décès en 2013. Blocher a su conquérir le pouvoir petit à petit et transformer le leadership depuis l'intérieur en essayant de ne pas s'aliéner le vieux leadership. Le point de force qui a permis à la Lega de se développer autant en si peu de temps, est sans doute son organe de presse officiel, le *Mattino della domenica*.

bureaucratisation. Aujourd'hui, concernant le secrétariat du parti socialiste, il « lui revient de donner les impulsions nécessaires aux activités politiques du parti, de se charger de son administration, d'accompagner les Commissions et les différentes instances du parti, d'organiser les campagnes électorales et de votations, de mettre sur pied les assemblées et séminaires de formation et d'élaborer l'identité visuelle du parti. C'est la source privilégiée et la référence de base pour toutes les informations relatives au PS suisse »¹⁹⁴. Le rôle du secrétariat du PS est donc très important, car il coordonne et permet le bon fonctionnement de tout le parti. La tâche administrative permet au secrétariat d'assumer un rôle central dans l'organisation de toute l'activité partisane du PS. Il s'agit de ce que Katz et Mair appellent « the party in central office » (1995).

Le secrétaire du PS comme acteur politique du parti

Au centre du secrétariat se trouve le secrétaire général qui doit, en collaboration avec le président du parti et de la fraction, conduire le parti du point de vue politique et stratégique. Illustrer l'évolution des compétences et des profils des secrétaires nous permet de comprendre quels sont les tâches et les champs de compétences que le secrétaire possède aussi pendant les campagnes électorales. En effet, son rôle à l'intérieur de l'organisation des campagnes électorales est aussi décisif. « Dazu braucht er umfassende Informationen über alles, was aktuell und geplant ist. Um seine Strategien festlegen zu können, ist er auf das Fachwissen und den Input der anderen ZS-MitarbeiterInnen angewiesen. Um dieses zu erhalten, muss er sein Wissen preisgeben, sonst ist es unmöglich, dazu Inputs zu geben »¹⁹⁵. Le rôle du secrétaire dans le PS est très différent par rapport aux secrétaires des autres partis politiques suisses. Dans les autres partis en effet, les secrétaires n'avaient pas de rôle politique, mais simplement un rôle d'administrateur de l'organisation du parti et surtout d'encadrer et animer une équipe plus ou moins large de professionnels au service du parti.

Ce rôle, par rapport à celui de président du parti, est généralement assuré pendant un laps de temps plus court dans le PSS, tout comme dans les autres partis politiques suisses (Tableau 7).

Tableau 7. Secrétaires du PS suisse, 1991 – 2007

Nom (canton)	Début du mandat	Fin du mandat
André Daguët (BE)	1986	1996
Barbara Haering Binder (ZH)	1996	1998
Jean-François Steiert (FR)	1998	2000
Reto Gamma (UR)	2000	2005
Thomas Christen (SG)	2005	2012

¹⁹⁴ Site web du Parti socialiste suisse. URL : <https://www.sp-ps.ch/fr/persons/overview/secretariat-central>. Dernière consultation le 9 août 2017.

¹⁹⁵ « Pour cette raison, il (le secrétaire) nécessite de toutes les informations sur ce qui se passe et sur ce qui va se passer. Pour pouvoir fixer ses stratégies, il doit posséder des connaissances spécialisées et des inputs des autres collaborateurs du secrétariat. Afin d'accomplir sa tâche, il doit amener ses connaissances autrement c'est impossible à donner ces inputs » (TdA). « Kommunikation im Sekretariat », Archives PS suisse, Berne.

Le rôle le plus fort des secrétaires socialistes se traduit à la fin des années 1990 dans une grande discussion au sein du parti et à l'intérieur de son leadership (voir Annexe 18). Les rapports entre président et secrétaire ne sont pas toujours idylliques, comme entre Ursula Koch (présidente entre 1997 et 2000) et Barbara Haering Binder (1996-1998), qui à cause de différences de visions (politiques) ont causé la démission de la secrétaire. Le successeur d'Ursula Koch à la présidence du Parti socialiste suisse, Christiane Brunner, annoncera sur la *Sonntag Zeitung* « Die Partei war tief in den roten Zahlen, Strukturen funktionierten schlecht, und es gab heftige interne Spannungen: Sekretariat gegen Präsidentin, Präsidentin gegen Fraktion. Kurz : alle gegen alle »¹⁹⁶. Les structures dont parle Brunner sont les différentes commissions et organes du parti. Cette situation représente donc un choc interne important auquel il faut immédiatement répondre afin de développer au mieux la stratégie pour les élections nationales de 1999.

Le parti répond en élisant les secrétaires suivants, plus liés à la communication qu'à la politique (Daguet aussi était politologue). Steiert, le successeur de Haering, était le responsable de la communication du parti au moment de l'élection ; Gamma était journaliste et Christen travaillait déjà au sein du parti dans le comité de la campagne électorale de 2003. La spécialisation au sein du secrétariat est alors évidente et une plus grande professionnalisation envers des professions axées sur la communication ne peut être qu'une aide au parti qui a connu différentes périodes de difficultés et de discussions internes sur la ligne politique que le parti aurait dû tenir lorsque le président et le secrétaire avaient des compétences politiques développées. Les nouvelles compétences des secrétaires du PS se rapprochent plus de celles déjà existantes pour l'emploi de « Secrétaire romand ». Son rôle était important au début pour développer et tisser les liens entre les sections cantonales romandes au sein de la Conférence romande. « Er ist ein Mischung aus Generalsekretär und Pressesprecher mit Ausrichtung auf die Westschweiz. Gleichzeitig muss er Anliegen und Positionen aus der Westschweiz in das ZS einbringen, d.h. er kann nur arbeiten, wenn er über diese Informationen verfügt »¹⁹⁷.

Le rôle du secrétariat dans les campagnes du PS

Mais le secrétaire n'est pas le seul professionnel qui travaille au sein du secrétariat et auquel on fait recours pendant les campagnes électorales. Selon les recherches de Brändle (Brändle, 2001a : 198), l'évolution des employés du parti socialiste est dans la moyenne des autres partis suisses : alors qu'en 1977 le parti avait 8,5 places d'emploi à temps plein en 1997 ceux-ci augmentent à 11,9. Aujourd'hui, le nombre d'employés a encore augmenté : selon leur site web, 34 hommes et femmes travaillent auprès du secrétariat en tant que collaborateurs pour un total d'environ 25 places à temps plein. La majorité de ce taux d'emploi sert à assurer un travail politique plutôt qu'un travail administratif (voir par exemple les emplois comme secrétaire politique, chef du département politique, etc.). Aussi, lorsqu'il s'agit de l'organisation d'une campagne électorale, le secrétariat se partage entre un travail politique et un travail

¹⁹⁶ « Le parti était dans les chiffres rouges, les structures fonctionnaient mal, et souvent il y avait des discussions : secrétariat contre la présidente, la présidente contre la fraction. Bref, tous contre tous ». « SP-Präsidentin über Niederlagen, Erfolge und Frauenprotest », *Sonntag Zeitung*, 29 février 2004.

¹⁹⁷ « Il est un mélange entre un secrétaire général et un porte-parole avec un œil de regard pour la Suisse occidentale. En même temps, il doit amener les positions et les requêtes de la Suisse occidentale dans les organes dirigeants du parti national » (TdA). « Kommunikation im Sekretariat », 2003, Archives PS suisse, Berne.

administratif. Il développe ainsi en 1991, un travail politique en mettant à jour les instances dirigeantes du parti par rapport au travail politique des autres partis concurrents :

«Das Zentralsekretariat muss systematisch und aufmerksam verfolgen, was sich bezüglich konzeptioneller Arbeiten in den anderen Parteien tut. Die konzeptionelle Arbeit der anderen Parteien und ihre Stellungnahmen müssen von uns systematisch mitverfolgt und in einer entsprechenden Dokumentation erfasst werden, die für die Arbeit von Partei und Fraktion jederzeit zugänglich ist.»¹⁹⁸

Le secrétariat revêt donc une importance notable lorsqu'il s'agit d'organiser des campagnes électorales. Son rôle et ses tâches ont cependant encore augmenté lors des vingt dernières années, en période hors campagne, mais surtout pendant les campagnes, et sa structure a été rendue plus professionnelle avec l'introduction de professionnels responsables de gérer les communications du parti. Ces derniers sont toujours plus exploités par le parti qui même en période hors campagne est constamment obligé de prendre position, communiquer avec les médias, etc. Mais le travail se multiplie pour ces professionnels aussi en période de campagne électorale. Le secrétariat se charge aussi de la coordination des campagnes électorales des partis cantonaux et surtout des communications verticales entre parti national et partis cantonaux¹⁹⁹. Le secrétariat général du parti à Berne et son secrétaire se chargent des communications avec les sections de la Suisse allemande tandis que le Secrétaire romand s'occupe de la partie romande du pays. Le parti souhaite donc par cette stratégie maintenir et garder ces différences régionales.

Les spécificités régionales et leurs relations avec le secrétariat : un atout du PS suisse

En ce qui concerne le PS, en raison de sa haute nationalisation, au début des années 1990 déjà, le secrétariat général affirmait qu'il voulait exploiter le travail, en matière de communication, mené par la section zurichoise et donc étendre au niveau national la stratégie électorale de la section cantonale, qui s'était basée sur l'aide de membres travaillant dans des agences publicitaires. Le concept stratégique 'zurichois' est bien reçu par les sections cantonales romandes. Cependant, elles en demandent des adaptations puisque le contexte romand est fort différent de la situation zurichoise. Ainsi, « la Coordination romande a décidé de confier sa campagne à Critères, sur la base des éléments construits pour le canton de Vaud. Il semblerait donc que le canton de Vaud devienne pour la Suisse romande ce que le canton de Zurich est pour la Suisse alémanique »²⁰⁰. Jusqu'aux années 1990, c'étaient les seules sections cantonales, en fonction de leurs moyens financiers qui pouvaient se permettre le soutien des professionnels en matière de communication. Au début des années 1990, cette stratégie se développe au niveau

¹⁹⁸ « Le secrétariat central doit systématiquement et de manière attentive suivre tout ce qui se passe dans les autres partis. Le travail de conception des autres partis et les mises en place doivent être systématiquement résumés dans une documentation, ceci peut être exploité en tout temps par le travail du parti et de la fraction » (TdA). « Lehren aus den Wahlen 1991. Vorschläge zur Verbesserung von Arbeit und Organisation der SP Schweiz », Archives sociales suisses, Zurich, 1.100.85.

¹⁹⁹ Font par exemple partie de ces communications verticales, les envois à propos du programme du parti national en consultation aux partis cantonaux, les infos PS, les formations proposées par le parti national pour les candidats, etc.

²⁰⁰ Canevas de discussion élaborée par « Critères communication » (une agence de communication vaudoise) dans le cadre de la première séance à propos de la stratégie exploitée par la Coordination romande, Archives PS Vaud, Lausanne.

régional (stratégie vaudoise exportée au niveau de la Romandie et stratégie zurichoise exportée au niveau de la Suisse allemande). Une première stratégie de centralisation est visible en ce qui concerne la professionnalisation du travail communicationnel et stratégique du parti en campagne électorale.

Si, pour le parti national, le secrétariat revêt un rôle toujours plus important dans l'organisation des campagnes électorales, celui-ci n'est pas moins important pour les sections cantonales. Pour toutes les sections, la plupart des activités et des compétences qui sont 'externalisées' dépendent tout d'abord de la présence de ressources financières.

Le cas du PS Tessin

L'appareil administratif au Tessin assure aussi la liaison entre sections régionales ou communales et organes dirigeants (*Ufficio presidenziale, Direttiva, Commissioni*, etc.) en étant le responsable de toute la communication interne au parti (invitation aux congrès, envoi des procès-verbaux aux membres des commissions et des organes, etc.). Également pendant les campagnes électorales, le secrétariat du PS tessinois est en charge d'administrer toutes les communications entre les différents niveaux. Tout le reste des activités électorales de préparation est géré par la Direction (rencontres avec les candidats, formations, programmes, etc.) sauf les concepts graphiques de la campagne électorale. Ceux-ci sont délégués à des professionnels : des boîtes de graphiques. Ceci est une différence par rapport au parti national, où les spécialistes sont directement inclus dans l'organisation du parti. Il s'agit alors plus d'une forme d'organisation décentralisée dans le contexte tessinois par rapport au parti national, qui centralise différents spécialistes dans ses organes et commissions.

Cette différence pourrait être due aux ressources financières mineures de la section tessinoise. Les faibles finances tessinoises influencent aussi le fait que le secrétariat de la section tessinoise n'est pas encore aujourd'hui beaucoup bureaucratisé : seule une secrétaire administrative à 50 % y travaille. Le reste des tâches est accompli par les représentants du parti ou des membres qui travaillent sur base volontaire. Le rôle de 'secrétaire politique' n'a pas eu beaucoup de continuité dans le temps. En effet, après de nombreuses années où la place a été vacante, le PS Tessin nomme en 2013 un nouveau secrétaire politique avec la charge de coordonner les campagnes électorales (fédérales, cantonales et communales) et celles pour les votations cantonales et fédérales. Dans ce canton, il ne semble donc pas y avoir une centralisation des tâches jusqu'à 2013. Ce rôle qui semble prendre de l'importance au niveau du parti national lors des campagnes électorales ne possède (apparemment) pas au Tessin une influence notable. De ce fait, lors des campagnes électorales, c'est davantage le président du parti qui essaie de coordonner toute la campagne cantonale.

Les cas du PS Zurich et du PS Vaud

L'organisation du secrétariat est plus développée, bureaucratisée et professionnelle à Zurich et dans la section vaudoise. Les deux sections étaient celles ayant le plus d'employés (avec la section de Berne). Selon les recherches de Brändle, Zurich avait en 1997 5 employés pour un total de 320 % de travail. La section vaudoise employait 2 personnes pour un 180 %. Aujourd'hui, Zurich emploie 10 personnes (7 en 2007), Vaud 4 avec des tâches différentes :

administratives et politiques. La réponse de ces sections à l'augmentation des tâches qui leur incombent est l'augmentation de la bureaucratisation en lien avec leurs capacités économiques. Les tâches augmentent encore plus pendant les campagnes électorales. Le secrétariat se voit donc confronté à l'organisation de la vie politique habituelle et de la vie politique en campagne. Dans ces deux contextes, le parti socialiste possède une place importante dans le système partisan cantonal, ce qui fait que les ressources sont nettement plus grandes par rapport au contexte tessinois.

Dans ces deux cas, en plus du ou de la secrétaire générale, le parti emploie, un ou une secrétaire politique en charge de mener les campagnes électorales ou les campagnes de votations. Le président de la section cantonale est alors assisté aussi par un spécialiste politique qui permet de mieux axer les politiques poursuivies par la section. Du point de vue organisationnel, le secrétariat de Zurich est confronté, comme les autres grands partis du canton, au développement de campagnes électorales des sections locales. Une de ses compétences est alors celle de coordonner ces campagnes différenciées. L'autonomie des sections locales dans l'organisation de leurs propres campagnes électorales semble plus développée dans ce canton. En effet, par rapport au Tessin ou au canton de Vaud, à Zurich, le secrétariat assume un rôle plus important dans la coordination des campagnes.

Dans le canton de Vaud, le secrétariat du parti est responsable de l'exécution des tâches plus administratives décidées par la Commission électorale, notamment les contacts directs avec les candidats et les sections locales. Si jusqu'à la fin des années 1990 toutes les activités étaient de la compétence de la Commission, à partir de 1999 l'administration passe à travers le secrétariat et la Commission garde que son pouvoir décisionnel (soumis dans la plupart des cas au consentement des organes dirigeants établis). En 1991 déjà après la campagne électorale et les élections, le PS Vaud publie à l'interne un document sur les effets du marketing dans le vote. La publication est très précise et avait été confiée à une société de marketing de la région (Publicité-Relations Publiques). Cette même agence avait développé avec le parti sa stratégie de communication. Cette stratégie gagnera en importance aux yeux du parti à tel point que des professionnels de la communication seront inclus directement à l'intérieur des commissions électorales.

3.4 Une structure bureaucratique de pointe pour le PRD

Le PRD a longtemps été le premier parti avec une majorité relative en Suisse et dans de nombreux exécutifs cantonaux. Son rôle de premier acteur dans l'histoire politique de la Suisse est sans conteste. Mais comme nous l'avons aussi vu dans les autres chapitres sur les mutations dans l'organisation, rarement et seulement récemment, le parti s'est mis en discussion à l'interne dans le but de proposer des réactions à la perte constante d'électeurs. Ce manque de réaction était dû au fait qu'il n'avait jamais réellement perçu une diminution de son pouvoir dans les institutions.

Ce parti a été le premier au niveau national qui s'est donné une structure plus bureaucratisée avec l'institution d'un secrétariat permanent. Gruner déjà, dans sa recherche fondamentale sur l'évolution des partis politiques suisses depuis leur naissance jusqu'à la première partie du XX^e

siècle, affirme pour le PRD que « die eigentliche Kontinuität liegt indessen beim ständigen Parteisekretariat. Obschon bereits in den Statuten von 1907 vorgesehen, wird es tatsächlich erst 1914 geschaffen, und zwar erst auf den starken Druck der Jungfreisinnigen hin, deren Führer Felix Koch von 1914 bis 1918 als erster vollamtlicher Parteisekretär amtet »²⁰¹ (Gruner, 1977 : 92). Ces premières vagues de bureaucratisation se renforcent dans la première moitié du XX^e siècle et, selon les recherches de Ladner et Brändle, en 1960 le parti engage 3,5 pleins temps dans son organisation nationale ; puis 7 en 1970, 9,5 en 1980, 13,5 en 1990 et 12,1 en 1997. Dans ce nombre se cachent cependant des emplois dans le travail administratif du parti et en même temps, dans le travail de la fraction PRD. Selon ces recherches, le PRD engage en 3,8 pleins temps pour le travail administratif ordinaire (Brändle, 2001a : 199).

Le secrétaire représente aussi pour le PRD le principal responsable de l'organisation du parti pendant et en dehors des campagnes électorales (Tableau 8). Par rapport aux autres partis politiques, les secrétaires du PRD suisse ont des formations dans l'économie ou dans la gestion d'entreprise et occupent déjà des postes de responsabilité au sein de l'administration fédérale ou dans d'autres entreprises (Annexe 19).

Tableau 8. Secrétaires du PRD suisse, 1991 – 2007

Nom (canton)	Début du mandat	Fin du mandat
Christian Kauter (BE)	1987	1997
Johannes Matyassy (BE)	1998	2000
Guido Schommer (BS)	2001	2007

Les secrétaires représentent le sommet du secrétariat général. Ceci constitue pour le PRD suisse le véritable centre de toute l'organisation administrative des campagnes électorales, comme pour les autres partis politiques suisses. Le rôle habituel de cet organe est, selon les statuts, celui d'incarner :

« (...) l'état-major politique et l'organe administratif central du parti. Il prépare entre autres les séances des organes du parti, organise les manifestations, coordonne le travail entre les différents organes, maintient le contact avec les secrétaires cantonaux et s'occupe de l'information et de l'exécution des travaux administratifs. »²⁰²

Toutes ces activités s'étendent aussi dans la période des campagnes électorales : le secrétariat communique et tisse des liens organisationnels avec les partis cantonaux (pour les liens politiques nous avons déjà nommé dans le premier chapitre, l'existence d'une Commission des présidents), il exécute les travaux administratifs comme la commande de matériel de propagande, il exécute les décisions des organes dirigeants selon la stratégie de campagne choisie. Le secrétariat national, à la différence des autres partis suisses, est aussi une aide importante aux candidats, à qui ils peuvent se référer pour trouver du matériel. Ce dernier est

²⁰¹ « La véritable continuité réside au sein du secrétariat du parti. Premièrement, malgré, les statuts de 1907 nommaient déjà un secrétariat permanent, il a été créé qu'en 1914 ; deuxièmement sous l'impulsion des jeunes radicaux, entre 1914 et 1918 Felix Koch a été le premier secrétaire du parti à temps plein » (TdA).

²⁰² Statuts du PRD suisse de 1977, Art. 15.1, Archives PRD Tessin, Camorino.

produit par le parti national et est utile à la campagne²⁰³. Les autres partis suisses au contraire envoient ce matériel aux sections cantonales, qui doivent le commander au préalable. Ainsi la centralisation et le contrôle du matériel sont plus directs en 1999 déjà à l'intérieur du PRD par rapport aux autres partis suisses. Dans cette optique, l'on retrouve l'institution en 1999 d'une ligne téléphonique et d'une adresse mail disponible pour les candidats aux élections nationales de la part du secrétariat général ; l'accès à l'intranet du parti afin que les candidats puissent télécharger des images, des graphiques, ou l'image graphique homogène, et des formations²⁰⁴.

L'engagement du personnel rémunéré par le parti au secrétariat ne se fait finalement pas pendant les campagnes électorales. Cela répond plus à une nécessité structurelle qui dépasse les besoins d'une campagne. C'est l'augmentation des tâches qui lui incombent et le rôle de coordinateur qui paraît toujours plus important dans le parti qui imposent en quelque sorte l'engagement de nouveaux collaborateurs. La bureaucratisation du parti n'a donc pas lieu dans le cadre spécifique des campagnes électorales. Cependant, ces changements et cet appui majeur d'employés salariés par le parti (et non plus d'employés qui travaillent à titre volontaire) ont aussi des conséquences sur l'organisation de la campagne électorale.

Le développement des formations internes au PRD pour les candidats

Un nouvel appui à la campagne électorale, c'est l'organisation depuis le Secrétariat, sur décision des instances dirigeantes, de formations disponibles aux candidats. Le PRD, comme les autres partis suisses, croit que « pour qu'une campagne électorale réussisse la condition la plus importante est d'apparaître sûr et compétent devant notre électorat. (...) Cette formation vous permettra de vous présenter avec aisance et confiance face à un public ou aux médias »²⁰⁵. Cette manière de percevoir les médias et leur importance, apparaît avec la prise de conscience des partis politiques, du pouvoir de la télévision lors de sa popularisation dans les années 1960 et 1970. La diffusion des idées des partis politiques est plus grande et les candidats prennent plus d'importance avec le développement des nouveaux médias. Comme le souligne Gerstlé, le traitement médiatique permet aux électeurs d'augmenter les disparités entre « ce qu'il est convenu d'appeler les présidentiables, les extrémités de la représentation nationale et les 'petits candidats' » (1997 : 92). Ainsi, pour les partis politiques, il convient de présenter des candidats préparés et à l'aise avec les médias afin de ne pas tomber dans le piège d'avoir leurs candidats reconnus comme de 'petits candidats'. Les formations organisées au niveau national se basent surtout sur deux dimensions. Premièrement, il s'agit d'une formation politique, qui permet de mieux divulguer le message et l'identité du parti national ; deuxièmement, c'est une formation plutôt axée sur la communication aux électeurs et surtout aux médias. Cette prise de conscience a lieu au sein du PRD avant les autres partis. Cela conduit le parti à organiser des formations

²⁰³ Voir par exemple le 'Manuel des candidats' produit en 1999 par le parti national et l'invitation du parti national à se référer au secrétariat général afin d'obtenir d'autres documents sur les politiques du parti. « Le PRD suisse organise une campagne de propagande de base nationale. (...) On peut obtenir au secrétariat général du PRD suisse, pour les thèmes principaux de la campagne électorale, des prospectus, des documents de position et d'autres matériels ». « PLRT-PRD Ma campagne électorale », Archives PRD Tessin, Camorino. La différence avec les autres partis suisses réside dans le fait que ces manuels sont normalement gérés par les partis cantonaux. Les relations entre candidats et parti national sont négociées par les sections cantonales.

²⁰⁴ Le but de cette ligne était de communiquer directement avec les candidats. *Ibidem*.

²⁰⁵ « Élection au Conseil national et aux États : formation des candidats », 1999, Archives PRD Tessin, Camorino.

internes s'articulant autour des deux dimensions que nous venons de mentionner. Plus précisément, en ce qui concerne le premier type d'activités, il s'agit souvent des mandataires PRD qui tiennent des conférences ; pour le deuxième, c'est souvent des invitations de représentants des médias ou d'agence publicitaire, experts en communication. D'autres types de formations axées sur des thématiques particulières, avec des experts, hors du parti, sont organisés par des groupements spécifiques (par exemple, les femmes, l'aile économique, etc.). Les groupements régionaux (Coordination romande ou des groupements de Suisses allemands) proposent des formations pour leurs candidats, ainsi que les sections cantonales, comme nous le verrons après. En tout cas, il s'agit d'un recours toujours plus explicite à des professionnels, notamment de la communication, et à une centralisation de la formation politique interne des candidats avec l'intervention de délégués internes.

L'inclusion de professionnels et de spécialistes apparaît dans le PRD avant tous les autres partis politiques suisses. En 1991, il institue, comme nous l'avons déjà remarqué, une commission électorale. La mise en place d'un tel instrument de campagne (une commission électorale) sera toujours plus exploitée par les partis politiques nationaux suisses. Cette stratégie représente dans peu de cas une stratégie de centralisation des décisions. Dans la plupart de ces commissions, les membres organisent et mettent en place les stratégies de la campagne, après qu'elles ont eu le consentement des organes dirigeants. Ces commissions représentent donc un complément, lors des campagnes électorales, afin de mieux coordonner les activités du secrétariat et des organes dirigeants. Ce n'est pas un hasard si ces commissions, également dans le PRD, incluent des membres du « party central office ».

Le rôle grandissant du secrétariat du PRD suisse dans l'organisation des campagnes

Au sein du PRD, en 1991, deux dimensions apparaissent où les compétences du secrétariat changent et où il se voit assumer une importance majeure. Premièrement, dans cette commission, le rôle du secrétariat était représenté par le secrétaire général Christian Kauter, qui, avec l'agence de publicité HDM, était responsable de la publicité et la propagande. Une spécialisation des tâches à propos de la communication est donc déjà visible au début des années 1990, avec l'appui d'une agence publicitaire surtout en ce qui concerne le concept électoral et la stratégie de mobilisation. Les autres partis suisses en 1991 n'exploitaient pas encore au niveau national une pareille institution (il s'agissait plutôt des sections cantonales plus riches qui recouraient à ce travail spécialisé) ou alors ce n'était qu'un appui partiel. Tandis que le PRD, probablement en raison de ses moyens financiers plus développés, incluait déjà des spécialistes à temps plein dans l'organisation de sa campagne électorale. Deuxièmement, le secrétariat assume aussi la tâche de proposer le lancement de la campagne : lors de ces événements, le parti souhaite proposer une image unie et propose donc que « de manière à ce que cette manifestation ait un impact dans les médias, de manière à ce que la photo de tous les candidats radicaux de Suisse ait plus d'impact, il importe que nous soyons aussi nombreux que possible »²⁰⁶. Le fait que ce soit le secrétariat national qui assume une telle organisation montre une première tentative, de la part du PRD, de montrer une campagne nationale, dans un contexte où les niveaux cantonaux sont encore très importants.

²⁰⁶ Lettre pour les candidats, Archives cantonales vaudoises, Lausanne, PP552/553/1.

Le rôle du secrétaire dans les campagnes électorales du PRD a donc pris dans un premier temps plus de compétence et son rôle central a été reconnu dans toute l'organisation administrative et communicationnelle des campagnes. Ses activités en période hors campagne, n'ont cependant pas baissé et à partir du début des années 2000, l'on assiste dans le parti à une répartition des tâches avec l'appui de professionnels et spécialistes, notamment de la communication, également pendant ces périodes plus 'ordinaires'. Dans la suite des années 1990 et 2000, l'appui du parti national et son rôle de coordinateur pendant les campagnes électorales augmenteront.

Les relations du secrétariat national avec les sections cantonales

Généralement, le parti national n'influence pas l'organisation administrative des partis cantonaux : ceux-ci sont autonomes en période hors campagne électorale, de s'organiser comme bon leur semble. Malgré cela, comme nous l'avons déjà vu, le parti national peut influencer l'organisation administrative des sections cantonales pendant les campagnes.

Le sommet dans notre étude est rejoint en 2007 alors que le parti national encourage chaque section cantonale à nommer un responsable de campagne qui peut conduire et gérer l'organisation de la campagne électorale dans le canton mais aussi se coordonner avec le parti national. Deux dimensions étaient envisageables : la nomination d'un membre déjà interne au parti et qui aurait donc assumé les deux tâches en même temps ou, comme dans le canton de Berne la nomination d'un membre externe²⁰⁷. La première solution était plus centralisée et permettait plus grande une homogénéité dans les prises de décisions internes. La nomination d'un membre externe pouvait paraître à première vue plus démocratique et inclure dans l'administration des personnes externes, mais avec plus de spécialisations professionnelles. Ainsi la deuxième stratégie, celle adoptée dans le canton de Berne, soulignait une professionnalisation et une spécialisation de la campagne électorale. Le parti national proposait aussi d'autres structurations plus générales d'organisation exécutive de la campagne : création d'une Commission électorale ou gestion du responsable de la campagne avec les organes dirigeants du parti, etc.

En ce qui concerne l'organisation du plan de communication à suivre et le recrutement de bénévoles, en 1999 le parti national souligne « formez un groupe de travail spécial pour l'application créative de la campagne locale ou régionale. Peuvent en être membres : des journalistes/correspondants locaux/des spécialistes en publicité/des typographes/des graphistes/des spécialistes de l'imprimerie/1 ou 2 anciens fins renards du parti/1 ou 2 membres du comité. N'oubliez pas de parler de ces actions à des personnalités de l'économie et de les inciter à y collaborer »²⁰⁸. Le parti national encourage ainsi les sections locales et régionales (mais aussi les sections cantonales) à inclure dans la mise en place de la campagne du personnel très spécialisé. Il ne s'agit pas ici d'une bureaucratisation, car cette aide n'est pas employée par le parti politique mais plutôt d'une professionnalisation des tâches de la campagne. Malgré cela, ce sont des membres internes au parti qui, à titre de bénévoles, aident au développement de la campagne. Il s'agit donc surtout d'une conception très professionnalisée de la campagne qui,

²⁰⁷ « Erwartungen an die kantonalen Wahlkampfleitungen für die NR- und SR-Wahlen 2007 », 20 octobre 2006, Archives PRD Tessin, Camorino.

²⁰⁸ « Check-list. Campagne électorale 1999 », Archives PRD Tessin, Camorino.

aux niveaux inférieurs, doit compter sur ce travail bénévole étant donné leurs moyens financiers limités.

Le cas du PRD Tessin

La section tessinoise est l'une des plus fortes sections et avec le plus de moyens financiers. Ceci fait qu'il est habitué d'instituer des commissions spéciales lors des campagnes électorales afin d'identifier et choisir les candidats (*Commissione cerca*). Ces commissions qui centralisent une partie du processus décisionnel de la sélection des candidats pour le contexte tessinois ne participent que dans un domaine à l'organisation de la campagne électorale. Le secrétariat se retrouve ainsi à devoir gérer toute l'organisation administrative du parti pendant la campagne électorale aussi, alors que dans d'autres cantons une partie de ces tâches administratives sont de compétence des Commissions électorales. Il faut souligner qu'une bonne partie des activités de campagne comme les congrès ou les 'comices électoraux', encore très répandus au Tessin bien qu'ils subissent une diminution (Mazzoleni et al., 2004), sont organisés par les sections locales. De ce fait, le parti accepte une décentralisation du processus organisationnel ; en même temps, cela garantit aux sections locales une autonomie importante.

Du point de vue de la professionnalisation, le PRD Tessin n'inclut qu'occasionnellement dans son secrétariat des professionnels et des spécialistes lors des campagnes électorales. Il s'agit davantage d'un appui ponctuel, par exemple en ce qui concerne le concept graphique de la campagne, qui est exploité par la section cantonale tessinoise. De plus, le parti exploite en 2007 le travail d'une agence de communication afin d'organiser toutes les publications du parti et des candidats (apparitions sur les journaux, impression et localisation des affiches électorales, etc.). Le parti utilise beaucoup ses propres ressources financières pour mettre en place cette collaboration. À côté de l'engagement du parti cantonal, les candidats peuvent également ajouter des campagnes personnalisées, financées par eux même.

Les cas des sections de Zurich et Vaud

Selon les recherches de Brändle, la section zurichoise est la section du PRD suisse qui, jusqu'en 1997 (dernière année prise en compte par l'étude) est la plus bureaucratisée de tous les partis cantonaux : 7 employés pour un 410 % de taux d'emploi. Le secrétariat assume les tâches administratives de la campagne et depuis 1995, il est aussi aidé par une commission électorale.

Dans la section vaudoise du PRD, le secrétariat assume le rôle de « renfort logistique »²⁰⁹ pendant la campagne électorale. Le secrétaire est inclus dans l'État-major, qui est le responsable décisionnel en collaboration avec les organes dirigeants.

3.5 Le secrétariat comme coordinateur des campagnes du PDC

Enfin, le dernier parti analysé en ce qui concerne le développement de l'appareil administratif, est le PDC. Tout d'abord, il s'agit de montrer quels sont les changements que le secrétariat a subis au cours du XX^e siècle de manière générale (donc hors campagne électorale). Seulement de cette manière nous pourrions montrer quelles sont les mutations que le parti développe

²⁰⁹ « Élections fédérales 1995 : état-major de campagne », Archives cantonales vaudoises, Lausanne, PP552/553/4.

expressément pendant les campagnes électorales et les conséquences que ces changements ont sur l'organisation administrative de la campagne électorale.

Selon les statuts du PDC, déjà dans les années de l'après-guerre le secrétariat constituait « sur le plan suisse, l'état-major et le centre de l'organisation et de l'administration du parti »²¹⁰. Le parti national était traditionnellement peu institutionnalisé, comme pour les autres partis politiques suisses, c'est-à-dire que sa structure organisationnelle était très faible en raison de la structure fédéraliste de la Suisse. Les différents niveaux étaient très autonomes et l'administration interne au parti était très désordonnée et se basait sur un travail volontaire et non rémunéré. Dès l'arrivée à la tête du secrétariat de Martin Rosenberg en 1941 (rôle rappelons qu'il détiendra jusqu'en 1968, soit pendant 27 ans), le parti change sensiblement d'orientation sur le plan organisationnel. Parmi les réformes les plus importantes et les plus connues de Rosenberg, nous retrouvons la création d'un registre des membres, qui permettra de contacter directement ces derniers sans passer par d'autres interlocuteurs, notamment les partis cantonaux ou locaux (Hartmann, 1968). Les implications d'une telle modification seront analysées dans les chapitres suivants.

Le rôle des secrétaires dans le PDC suisse

Rosenberg a été le secrétaire du PDC qui a gardé le plus longtemps cette charge à son sommet. Les personnalités à la tête du secrétariat peuvent donc influencer les changements qui interviennent dans ces organes. En étant les 'chefs' du secrétariat administratif du parti (Tableau 9), ils suivent les tâches d'organisation des congrès, ils coordonnent les relations entre les organes dirigeants qui forment le leadership et les relations avec les sections cantonales. Officiellement selon les statuts « la ou le secrétaire coordonne l'activité de tous les groupes, organes, organisations et instruments du parti. À cet effet, elle ou il a le droit de se renseigner en tout temps sur les affaires des partis cantonaux, des partis locaux ou des groupements ou d'assister aux séances de leurs organes »²¹¹. Par rapport aux secrétaires socialistes, les secrétaires PDC ne détiennent pas de pouvoir politique et assistent aux séances sans droit de vote. Quatre secrétaires générales du PDC suisse se sont succédé entre 1988 et 2008. Seul Reto Nause a organisé deux campagnes électorales pour des élections fédérales (2003 et 2007) ; les autres ont été en charge seulement une élection. Les implications et les différents styles d'organisation des campagnes électorales pourraient donc subir des changements importants.

²¹⁰ Statuts du PDC suisse (depuis les statuts de 1970), au moment où le parti a adopté le nom actuel de Parti démocrate-chrétien, Archives PDC suisse, Berne.

²¹¹ Statuts du PDC suisse adoptés le 19 avril 1997 (Sarnen) et partiellement révisés le 19 août 2000 (Delémont) et le 25 juin 2005 (Einsiedeln).

Tableau 9. Secrétaires du PDC suisse, 1991 – 2007

Nom (canton)	Début du mandat	Fin du mandat
Iwan Rickenbacher (SZ)	1988	1992
Raymond Loretan (GE)	1993	1997
Hilmar Gernet (LU)	1997	2001
Reto Nause (BE)	2001	2008

Par rapport aux présidents du parti qui ont tous rempli des fonctions électorales au niveau national, les secrétaires ne présentent pas cette caractéristique (voir Annexe 20). Plus que l'expérience 'politique' ce sont les compétences gestionnaires dont ils ont fait preuve dans leurs expériences professionnelles précédentes qui influence la nomination de secrétaires. Dans d'autres partis, comme l'UDC ou le PRD national, une expérience plus marquée des futurs secrétaires dans les domaines de la communication est plus visible depuis les années 2000. Dans le PDC, pour tous ces secrétaires, le statut et l'expérience acquise dans ce rôle ont fait que par la suite, ils ont travaillé dans des professions externes au parti. Aucun d'entre eux n'a continué une activité au sein du parti. Par ailleurs, Katz affirmait déjà qu'une position dans l'appareil bureaucratique du parti peut être un tremplin pour une carrière dans d'autres secteurs privés ou sinon dans la vie même du parti (Katz, 2002 : 99).

Pendant les campagnes électorales, les secrétaires revêtent un rôle très important et central dans l'organisation de la campagne électorale. Le travail des secrétaires dans l'organisation de la campagne devient toujours plus important surtout en raison du fait qu'ils coordonnent le 'centre stratégique' qui est formé par le secrétariat.

Les fonctions du secrétariat pendant les campagnes électorales

Au cours de la période plus récente, le secrétariat a toujours plus assumé un rôle de coordinateur pendant les campagnes électorales. En effet, en 1991 la principale tâche de cet exercice a été la direction de la campagne électorale tant au niveau de la conception que de l'organisation. Le secrétaire général a assumé la direction de la centrale de la campagne électorale avec le responsable de campagne (Margrit Bossart) et ses collaborateurs (environ une dizaine de personnes composait le *Wahlkampfteam '91*). Madame Bossart s'est occupée principalement du contact avec les bureaux de publicité, de la coordination entre les partis cantonaux et le secrétariat général, du contrôle des délais (pour le dépôt des listes par exemples), des commissions de la campagne électorale et de l'analyse des élections. L'emploi de la responsable de campagne était à durée déterminée, ce qui laisse entendre pour le PDC un premier signe de professionnalisation. Le secrétaire général du PDC suisse, Iwan Rickenbacher, suit l'innovation de l'image graphique générale du parti ; pendant toutes les campagnes, les secrétaires contactent les sections cantonales afin de coordonner les campagnes électorales (envoi des convocations pour les assemblées des déléguées, ou les réunions des autres organes). Son rôle dans l'organisation de la campagne est donc très spécifique et il est soumis au consentement de la responsable de la campagne.

En 1999, onze collaboratrices et quatre collaborateurs (dont huit à temps partiel) assuraient le travail du secrétariat. Hilmar Gernet et ses collaborateurs ont assuré eux-mêmes l'organisation et le suivi de la campagne électorale. Aucune personne n'a été employée en 1999, comme madame Margrit Bossart en 1991, afin d'être responsable de la campagne, signe que l'organisation était plus centralisée. L'équipe en charge de s'occuper des élections fédérales était composée par le secrétaire Hilmar Gernet (avec la charge de suivre l'organisation de la campagne), le président PDC Adalbert Dürner, les vice-présidentes Rosemarie Zapfl et François Lachat, le président du groupe à l'Assemblée fédérale Jean-Philippe Maître, les deux Conseillers fédéraux PDC Joseph Deiss et Ruth Metzler, et la présidente des femmes PDC Brigitte Hauser. Cette commission avait pour but cependant, de n'organiser que la campagne nationale. Les cantons revêtent encore une fois, une importance notable dans l'organisation de leurs propres campagnes.

Le souhait d'une campagne 'fédéraliste', qui doit donc se développer sur le plan cantonal, est également souligné par les leaders du parti. Le secrétaire Hilmar Gernet explique de cette manière la stratégie du PDC pour l'organisation des élections fédérales 1999 :

« Für die National- und Ständeratswahlen sind über 20 eigenständige, kantonale Wahlkämpfe (föderale Kampagnen) zu führen. Dabei wird sich der Wahlkampfstill in den verschiedenen Kantonen unterscheiden und vor allem durch die regionale/kantonale Medienlandschaft geprägt. Die CVP wird sich für ein föderales Wahlkampf-Modell entscheiden. »²¹²

En 1999 le rôle du secrétaire, Hilmar Gernet, change par rapport aux échéances électorales précédentes et devient plus central. Les différentes tâches assurées par le secrétaire général révèlent que bien qu'il soit beaucoup moins visible par rapport au président (il ne représente pas le parti dans les médias), il détient un pouvoir non-négligeable au sein du secrétariat. En 1999 donc, le PDC profite plus du travail d'un spécialiste, signe que la communication est devenue un élément fondamental et très complexe dans la stratégie électorale d'un parti politique. Ceci montre une professionnalisation d'une activité très spécifique inhérente la campagne électorale, la communication.

Le rôle du secrétaire général est encore plus mis en relief pendant la campagne électorale 2007 vu que le nombre des membres de la Commission baisse par rapport à 1999. Le secrétaire fait partie du *Wahlleitung*. Les autres membres du *Kernteam* sont : Doris Leuthard (responsable des thématiques), Bruno Frick (finances), Jean-Michel Cina (mobilisation du groupe cible de la campagne), Jurg Aschwanden (marketing et publicité), Stefan Siegrist (contact avec les partis cantonaux)²¹³.

²¹² « Pour les élections au Conseil national et au Conseil des États auront lieu plus de 20 élections cantonales qu'il faut organiser et suivre. Les stratégies sont différentes dans chaque contexte cantonal et surtout elles sont diffusées par des systèmes locaux et régionaux des médias. Le PDC choisira de développer un modèle fédéraliste des campagnes électorales » (TdA). « Die Jahrhundertwahl 1999 », Dossier préparé par Hilmar Gernet et remis aux participants au séminaire pour les élections 99 du 22 juin 1998 à Berne, Archives PDC suisse, Berne.

²¹³ « Aufbruch 07 : Wahlkampfkonzept and Wahlkampfziele 2007 », 26 avril 2006, Archives PDC suisse, Berne.

Si l'organisation du secrétariat général national et son implication dans l'organisation des campagnes électorales sont devenues avec le temps un système fonctionnel et qui s'appuie toujours plus sur l'aide de professionnels et spécialistes de la communication, les différences entre les secrétariats cantonaux sont assez évidentes. Le rôle important des secrétariats de 'coordinateur' de l'organisation interne du parti est le même dans tous les cantons de notre étude. Cependant, la bureaucratisation préalable du secrétariat a eu lieu à différents moments et le nombre des collaborateurs administratifs dépend beaucoup du poids du parti dans le canton et surtout des disponibilités financières du parti. Le recours à des spécialistes, de manière ponctuelle ou récurrente, est différent en raison des ressources disponibles.

Le développement de l'appareil administratif des partis cantonaux

Au Tessin, il existe un secrétariat général du parti cantonal dont le siège se trouve à Bellinzone. Le PDC tessinois s'est donné une structure de parti moderne au milieu des années 1920²¹⁴, soit bien avant le parti national et la majorité des autres sections cantonales. Cette précocité peut être due à l'importance de ce parti dans le contexte italo-romanche, où il gérait, avec les libéraux radicaux, toute la vie politique du canton. Historiquement, l'organisation du secrétariat du parti est souvent associée à la rédaction du quotidien (entre 1901 et 1992) puis hebdomadaire *Popolo e libertà*²¹⁵. Aujourd'hui encore la rédaction du journal et le secrétariat du parti partagent les mêmes espaces ce qui signifie une interdépendance très stricte entre les deux domaines²¹⁶. Il n'est pas possible de remarquer une collaboration si étroite entre les partis et leurs organes de presse pour le PDC Zurich ou le PDC Vaud. D'un côté, car le PDC Vaud, en raison de sa taille et son poids réduits à l'intérieur de la politique cantonale, ne possède pendant longtemps aucun organe officiel de presse²¹⁷. D'un autre côté, le PDC Zurich a essayé plusieurs fois, à travers des discussions lors des élections, de s'adresser aux électeurs à travers l'institution d'un vrai *Parteizeitung*. Ces essais ont presque tous échoué à la fin des élections, après la parution de seulement quelques numéros des revues. Il existe cependant à des niveaux plus bas, comme les

²¹⁴ Dans l'introduction au catalogue du fonds d'archive du PDC Tessin (ASB 3.3.1), Talamona souligne que la période couverte par l'archive débute en 1925-1930, époque où le PDC s'est donné une structure.

²¹⁵ Pour une histoire du quotidien tessinois, voir Morresi (2014) et Morresi (2017).

²¹⁶ Une interdépendance signifie par exemple que les rédacteurs du journal ont aussi des tâches dans l'organisation du parti, la secrétaire administrative assume les tâches des deux instances, le même discours peut être fait pour le responsable des finances qui gère le parti et les taxes du journal. Cette étroite collaboration est confirmée par le double rôle assumé par le secrétaire général du parti. En effet, il remplit presque toujours des tâches à l'intérieur du journal, normalement comme collaborateur. Depuis 2007 néanmoins, avec Claudio Franscella premièrement puis Marco Romano, la direction du journal est assumée en même temps par le secrétaire, ce qui souligne un changement de stratégie qui a comme but une centralisation de la communication qui passe dans les mains d'un membre actif dans l'ensemble de la vie du parti. Ce changement fait que le journal est exploité pendant les campagnes électorales et il permet ainsi une communication plus directe entre instances dirigeantes du parti et membres (nous allons voir plus loin que le PDC tessinois ne possède pas de membres au sens commun du terme).. Archives PDC Tessin, Bellinzone.

²¹⁷ Tout récemment le parti cantonal a cependant produit (à partir de 2012) un « Bulletin trimestriel du PDC Vaud ». Le rédacteur est une personne externe aux organes dirigeants du parti (Jean-Nicolas Roud, mais toutes les autres contributions sont écrites par le président du parti cantonal (en 2013 il y avait deux co-présidents Claude Béglé et Axel Marion), le Conseiller national PDC (Jacques Neiryneck), le Trésorier du parti (Michel Schaefer), etc.

*Kreis*²¹⁸ ou au niveau de la ville de Zurich²¹⁹, des journaux d'information. Pour cette raison, la professionnalisation pendant les campagnes électorales et l'appui de professionnels de la communication est plus importante dans ces deux sections. Cependant nous faisons un pas en arrière et regardons, quel est l'état d'organisation des secrétariats en dehors et pendant la campagne électorale de ces deux sections du PDC.

Premièrement, en ce qui concerne le PDC Zurich, il a vu pour la première fois en « 1946 ein Vollamtliches Parteisekretariat geschaffen »²²⁰ (Gruner, 1977 : 125). Le parti possédait en 1997 selon les recherches de Ladner et Brändle 2 employés (pour un total de 120 %) ²²¹ (Ladner & Brändle, 2001 : 358). Le parti représente une petite mais significative place dans le spectre partisan cantonal. Déjà au début des années 1990, il développe une stratégie de communication et prévoit dans son budget électoral l'appui d'une 'agence publicitaire' : celle-ci l'aidait dans la conception des affiches électorales pour les candidats et le parti. Cet appui se développe dans les années 1990. Malgré cela, l'appui des spécialistes est réservé pour une campagne électorale basée sur les candidats. Le parti souligne en effet comme « Wenn die Bundespartei eine Image-Werbung macht, müssen wir uns auf die Kandidatenwerbung beschränken »²²².

Deuxièmement, en ce qui concerne le PDC Vaud, il est utile de rappeler que la section vaudoise ne possède pas un secrétariat fixe comme c'est le cas pour les deux autres sections cantonales. Au début des années 1990, le parti a opéré un renforcement du secrétariat en nommant deux personnes (une jeune étudiante et un retraité) afin de mieux se mettre au service des sections de district et communales²²³. Cependant le parti et sa structure organisationnelle sont restés très faibles bien qu'il ait toujours été possible d'assurer le travail pendant les élections locales, cantonales et fédérales. Le bénévolat reste donc pour le PDC vaudois encore un facteur déterminant dans l'organisation de son parti. Pendant les campagnes électorales, c'est des élus du parti, des membres dans les instances dirigeantes ou bien les candidats eux-mêmes qui assurent le travail administratif. L'appui des professionnels à la campagne électorale du parti est bien plus nuancé et limité à certaines branches, notamment celle de la communication. La différence avec les autres sections du PDC et des autres partis, c'est qu'en raison des moyens financiers limités cette section peut exercer moins de contrôle sur les candidats et de cette manière, l'appui des professionnels et des spécialistes est plus exploité par les candidats eux-mêmes.

²¹⁸ Par exemple « *Informationszeitung Krei 3 + 9* », Archives PDC Zurich, Zurich.

²¹⁹ En 1991 il existait le « *CVP-Stadtblatt* » et entre 1992 et 2003 « *CVP-Stadtinfo* ». Dans ces deux publications les candidats ont pu se présenter pendant les élections fédérales. À cette occasion, le parti cantonal a donc fait preuve de mobilisation des forces CVP.

²²⁰ « Le premier secrétariat à temps plein du parti a été créé en 1946 » (TdA).

²²¹ Le PDC Zurich montre une évolution différente de son numéro d'employés : 3 employés (150 % taux d'activité) en 1960 ; 4 (200 %) dans les années 1970 ; 3 (200 %) 1980, 2 (180 %) 1990 et enfin 2 (120 %) en 1997.

²²² « Quand le parti national produit une campagne d'image, nous devons nous limiter aux campagnes des candidats » (TdA). Procès-verbal de la Geschäftsleitung, 14 juin 1999, Archives PDC Zurich.

²²³ Lettre du nouveau président du PDC Vaud Gérard Nicod à l'attention du président du PDC suisse concernant le nouveau comité du PDC vaudois et la nouvelle organisation du secrétariat, 18 juillet 1992, Archives cantonales vaudoises, Lausanne, PP985/9.

3.6 Les analogies et différences

Dans ce chapitre, nous avons illustré que presque tous les partis politiques suisses (à tous les niveaux) ont connu de manière différenciée une bureaucratisation et une professionnalisation du parti, à partir de la deuxième moitié du XX^e siècle. Pour tous ces partis politiques (au niveau national et au niveau cantonal), il s'agissait tout d'abord d'une bureaucratisation générale de l'organisation du point de vue administratif. Cependant, cela touche en premier lieu l'organisation générale du parti. En adoptant le point de vue de Janda, nous pouvons affirmer que les partis suisses ont augmenté la structure administrative de leur organisation initialement dans le but de mieux réagir et répondre à la complexification des tâches qui a touché la politique suisse. Cette complexification des tâches met les partis politiques dans une situation où la rapidité de réaction est très importante. Malgré cela, cette crise externe permet d'expliquer en partie seulement le changement organisationnel interne de l'appareil administratif. La transformation dépend également de la capacité des coalitions dominantes, démontrée dans le deuxième chapitre, à imposer ce changement (Harmel et al., 1995). Ainsi les changements passent aussi à travers l'influence des coalitions dominantes sur le centre administratif du parti. Celui-ci permet de coordonner toutes les branches du parti nommées par Katz et Mair : le « party on the ground », le « party central office » et le « party in public office » (Katz & Mair, 1995).

De la complexification des tâches et des réactions en campagne

Si la complexification des tâches et du pouvoir de la coalition dominante jouent un rôle dans l'imposition d'un changement organisationnel des partis suisses, ils ne permettent cependant pas le développement immédiat d'une structure plus bureaucratique du parti. En effet, nous l'avons vu, des sections notamment au niveau cantonal mais plus encore au niveau local ne peuvent pas se permettre financièrement une structure administrative complexe. Dans les sections plus petites, où une réelle bureaucratisation est difficile, l'organisation du parti et plus spécifiquement de la campagne électorale passe tout d'abord par le travail des élus du parti, des dirigeants et accessoirement des candidats à l'élection. Selon Panebianco, cette structure du parti incitait plus à une organisation centralisée. Cette procédure était typique de l'ensemble des partis politiques dans les démocraties occidentales. Cependant, il a été démontré que la diminution du travail volontaire s'accompagne d'une augmentation des employés professionnels actifs dans les partis politiques (Krouwel, 1999).

En Suisse, cette affirmation peut être confirmée en partie seulement. Le cas de la section vaudoise du PDC est à cet égard très exemplaire. Ce parti recueille seulement des 'miettes' électorales dans le système de parti vaudois. De plus, ses ressources financières sont très limitées, comme nous le verrons après. De ce fait, il se base plus que les autres sur le travail mené par le parti national et par ses élus dans les institutions. Le secrétariat est presque inexistant, donc la bureaucratisation aussi. De ce point de vue, le travail volontaire, qui est en baisse, notamment en raison des difficultés générales des partis politiques à recueillir leur personnel politique, n'est pas substitué par des professionnels.

Les sections qui au contraire peuvent mener une campagne personnelle, donc qui ont des moyens financiers plus importants, recourent tout d'abord dans le cours de leur histoire à une

bureaucratisation générale du parti. Les moments historiques où les sections se donnent une structure administrative plus ordonnée sont différents. La section tessinoise du PDC se retrouve ainsi déjà au début des années 1920 à instituer un secrétariat administratif. Au début, le travail était mené sur base volontaire, c'est seulement dans les années 1970 qu'elle décide d'employer du personnel avec un salaire fixe. Dans les mêmes années, le PRD tessinois développe aussi un secrétariat institutionnalisé et permanent avec du travail qui se basait sur le bénévolat des membres. Dans les autres cantons, il est plus difficile de remonter à une date précise de bureaucratisation des sections cantonales, avec la création d'emplois rémunérés. Nous pouvons cependant affirmer que le développement vers des emplois payés augmente de manière exponentielle dans la période de l'après-guerre, surtout au sein du PRD et du PDC.

Le rôle du secrétaire dans la gestion de l'organisation

Après la bureaucratisation, les appareils administratifs des partis sont confrontés au processus de la professionnalisation. Le premier signe d'une professionnalisation du parti est constitué par l'engagement d'un secrétaire. Cette personnalité, très centrale dans le parti, gère un ensemble de tâches qui permettent au parti d'exister et de mener une vie politique active. Les différents partis donnent des significations différentes à ce rôle est normalement employée (mais pas toujours) à un taux de 100 % par les sections²²⁴. La principale différence que nous pouvons distinguer, c'est le rôle éminemment plus politique que les partis socialistes donnent à ce rôle par rapport aux autres partis. Au contraire, dans les autres partis, étant donné que les secrétaires n'ont pas de droit de vote dans les organes décisionnels (ils ne peuvent qu'y participer), leur influence est notablement réduite et les décisions sont plus centralisées.

Cette tentative générale de professionnaliser l'organisation des partis nationaux mais surtout cantonaux a des conséquences sur l'organisation des campagnes électorales. Les secrétariats, qui ont subi une bureaucratisation au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle, gèrent le travail de coordination et administratif entre les candidats et le parti ; ainsi qu'entre les organes dirigeants (avec les commissions électorales créées *ad hoc*) et aussi l'organisation des événements de campagne. Au sommet hiérarchiquement, il y a le secrétaire, qui assume des tâches importantes, souvent au centre de tout l'appareil organisationnel. Les stratégies assumées par les partis politiques peuvent se développer autour de différents rôles donnés aux secrétaires pendant les campagnes. La stratégie qui centralise plus de pouvoir dans les mains des secrétaires est celle qui donne au secrétaire le rôle de responsable de la commission électorale et au secrétariat le centre administratif et d'appui de la campagne. Dans les vingt dernières années, nous voyons cependant aussi des stratégies qui souhaitent décentraliser la gestion des campagnes et les séparer de la gestion ordinaire du parti. Dans ces cas d'autres personnes peuvent intervenir, notamment des professionnels spécialistes, par exemple de la communication. Cette stratégie, mise en place par les partis, conduit à la création de commissions électorales, qui peuvent gérer l'administration des campagnes électorales en collaboration avec les secrétariats.

²²⁴ En effet, tout d'abord cette bureaucratisation passe, comme dans d'autres démocraties occidentales, par un travail volontaire des membres du parti. Ce travail devient avec le temps plus de la compétence de professionnels payés et employés par le parti même. Van Biezen souligne en effet qu'aujourd'hui les membres des partis recouvrent un rôle d'influence bien plus modeste par rapport à celui des professionnels (van Biezen, 2003a).

Malgré cette différence, dans la conception préalable au rôle de secrétaire, les mutations adoptées par tous les partis vont dans une seule direction, à savoir d'exiger toujours plus des compétences dans le secteur de la communication. En effet, une analyse des emplois assumés par les anciens secrétaires montre comme les compétences acquises se réfèrent tout d'abord à ce secteur. Le cas le plus représentatif est celui du PDC et du PRD tessinois, qui intègre la rédaction du journal dans les secrétariats des partis. Pour le PDC, le secrétaire est aussi le responsable du journal, tandis que dans le PRD cette fonction est assumée par un autre employé. Le changement qui semble être cependant toujours plus exploité par les partis politiques suisses est une professionnalisation dans le champ de la communication ou du marketing. Ce secteur semble s'être développé de manière consistante à l'intérieur des partis politiques suisses, lesquels se basent toujours plus sur l'appui de professionnels et spécialistes de ces champs thématiques. Bien qu'une tendance générale semble remarquable, dans les périodes hors campagne électorale, cela semble être une tendance particulièrement exploitée pendant les campagnes. En effet, les partis se servent toujours plus de professionnels qui les aident à développer une stratégie de communication, une image graphique qui va gérer toute la campagne, l'appui de professionnels pour les formations destinées aux candidats, etc. Cette tendance est ce que Farrell et Webb affirment être la deuxième phase de la professionnalisation des partis (2000).

La prise d'importance du secteur de la communication

Au début des années 1990, les partis nationaux suisses ne faisaient appel que rarement à des entreprises de communication, avec par exemple des consultations données *ad hoc*. Par contre, pendant les années 1990 et 2000, dans tous les partis nous voyons une progression de ces comportements et l'on arrive à l'inclusion de ces spécialistes dans les commissions électorales créées par les partis politiques. Il s'agit donc d'une professionnalisation aussi de la campagne électorale des partis politiques suisses. Les différences et les nuances que nous devons cependant apporter à cette affirmation sont nombreuses.

Tout d'abord, comme pour la bureaucratisation, il s'agit d'une professionnalisation qui se développe surtout dans les partis nationaux et les sections cantonales avec le plus de moyens financiers. Les compétences des spécialistes sont en effet assez onéreuses et pèsent beaucoup sur le budget de la campagne électorale. Cette affirmation est nuancée par le recours de certains partis politiques (notamment la section zurichoise du PS) à des membres inscrits au parti et qui sont des experts dans ce domaine. De cette manière, la section peut compter sur des compétences spécialisées à moindre coût. Dans la plupart des cas cependant, il s'agit de personnes externes et si la collaboration amène des résultats (normalement le succès aux élections), celle-ci est renouvelée pour les échéances électorales suivantes. Nous, le voyons par exemple avec l'UDC et la collaboration tout d'abord au niveau cantonal de Zurich et ensuite aussi au niveau national avec l'agence de communication GOAL. Cette dernière est reconnue partout en Suisse pour ses campagnes 'chocs' sur lesquelles l'UDC a basé une bonne partie de ses campagnes pour des votations ou des élections.

Les sections qui peuvent moins se permettre que les autres, des secrétariats administratifs développés et bureaucratisés se positionnent en deux catégories. Tout d'abord, les partis comme

le PDC vaudois qui n'ont pas les moyens financiers pour développer et instituer un secrétariat permanent avec du personnel rémunéré. Cette absence de moyens financiers est aussi due à une faiblesse structurelle en termes de soutien électoral auprès des Vaudois. De l'autre côté, nous trouvons les partis qui pour des choix politiques, n'assument des employés qu'à temps partiel ou qui ont créé l'emploi de secrétaire politique que récemment. Dans ce cas c'est l'exemple du Parti socialiste tessinois qui permet de mieux expliquer la situation.

3.7 Conclusion

Le but de ce chapitre a été de montrer comment et dans quelle mesure les partis politiques suisses ont développé dans les deux dernières décennies des changements dans leur appareil administratif. L'organe qui représente le mieux cet indicateur est le secrétariat des partis. Celui-ci assume toujours plus d'importance dans les partis et avait déjà fait l'objet d'une bureaucratisation dans la deuxième partie du XXème siècle dans toute la Suisse.

En suivant les définitions proposées par Panebianco (1988), ce processus avait touché presque toutes les sections cantonales des partis politiques suisses, en raison des activités accrues de compétence des partis politiques. Si cette bureaucratisation, dans un premier temps, avait été produite avec le travail volontaire, récemment le travail de coordination du parti et d'organisation est toujours plus accompli par des professionnels, pas nécessairement proches politiquement au parti. Cette augmentation du personnel rémunéré par le parti implique une baisse du nombre de membres ou bénévoles travaillant à titre volontaire dans le parti (Krouwel, 1999).

Les partis suisses réagissent ainsi en premier lieu à un contexte toujours plus changeant, dynamique et nécessitant de ressources avec une centralisation des prises de décisions dans un seul lieu : le secrétariat. En effet, la bureaucratisation encourage une prise de décision interne, alors que le personnel politique est aussi responsable de gérer toute l'activité du parti. Dans un second temps, la complexification de la politique fait que le personnel interne au parti n'est plus suffisant et il devient nécessaire de chercher à l'extérieur des compétences que le parti ne trouve plus en son sein. Il se produit alors une nouvelle décentralisation des prises de décisions avec l'inclusion dans l'appareil administratif de personnel spécialisé et compétent.

Le grand changement, confirmé par notre recherche, est alors que les partis politiques suisses répondent à la médiatisation croissante du domaine politique et à la croissance importante donnée aux nouveaux médias en faisant toujours plus recours à des experts de la communication. Cette tendance, qui reste cependant bien plus modeste par rapport aux États-Unis par exemple, voit les partis politiques développer des réponses qui se basent toujours plus sur des spécialistes. Ceci signifie que les partis suisses se professionnalisent aussi. Cette stratégie est particulièrement mise en place par les organes dirigeants et les commissions électorales pendant les campagnes. Il paraît en effet que dans ces moments, l'appui demandé aux experts graphiques et de la communication augmente, de la part des partis politiques et aussi de la part des candidats eux-mêmes. Ces spécialistes sont aussi exploités pendant des formations destinées aux candidats, qui doivent se présenter devant les électeurs.

Cette spécialisation des tâches et cette importance grandissante des entreprises de communication n'engendrent que rarement des discussions, étant donné que les décisions sont toujours prises par les instances dirigeantes des partis. Le changement est plutôt expliqué par rapport à des facteurs externes et internes. Les facteurs externes se réfèrent au nombre toujours important de tâches que les partis politiques doivent accomplir, en raison notamment de ce que Farrell nomme une complexification des clivages sociétaux. Tandis que les facteurs internes se réfèrent à des dimensions intrinsèques aux partis comme la disponibilité de ressources financières ou de membres, que nous allons étudier de manière plus approfondie dans le prochain chapitre.

4. Gestion des ressources : les membres et les finances

Les changements décrits dans les chapitres précédents font que les ressources nécessaires aux partis afin de faire face à toutes les anciennes et nouvelles tâches augmentent. Le quatrième indicateur que nous analysons dans le cadre de ce travail développe donc la thématique de la gestion des ressources et notamment les mutations que les partis ont produites dans ce secteur afin de réagir à des situations en changement.

Il est possible de distinguer au moins deux types de ressources essentielles pour un parti politique : les ressources matérielles et les ressources symboliques. Duverger soulignait déjà ce point comme étant à la base du succès électoral des partis politiques (1977). Un parti basé sur les membres formait alors selon lui un parti de masse ; celui qui s'appuyait plus sur les moyens financiers d'une élite était un parti de cadres. Premièrement, les ressources matérielles se traduisent dans le financement des partis politiques et par conséquent dans le financement de l'ensemble de la machine électorale. Deuxièmement, les ressources symboliques s'expriment dans la participation politique des adhérents du parti par leur mobilisation de terrain. Dans les recherches internationales, ces deux types de ressources ont souvent été enquêtés et analysés en raison du fait qu'ils assument une importance notable dans le succès des partis qui souhaitent participer aux élections (van Biezen, 2003b ; van Biezen et al., 2012 ; Poguntke et al., 2016). Une lacune dans ces deux types de ressources (ou seulement dans l'une d'entre elles) représenterait en effet pour les partis politiques une situation critique et difficile, qui les obligerait à trouver des réponses et ainsi proposer des réponses. De plus, selon cette littérature, nombreux ont été les changements qui ont touché les partis politiques, avec un plus grand apport de financements externes et une baisse importante des membres en général.

Dans un premier temps, nous allons montrer les spécificités du contexte helvétique comme champ d'études. La gestion des ressources dans ce contexte fédéraliste n'a été que très peu étudiée à cause d'un manque de transparence important de la part des partis dans ce secteur. Dans un deuxième temps, nous allons analyser quelles sont les mutations opérées dans cet indicateur par les partis politiques suisses qui ont, dès leur début, des rapports différents aux ressources. Le but comparatif étant essentiel, après ces parties basées sur les quatre partis politiques suisses majeurs, nous allons montrer comment les changements décrits possèdent en soi des similitudes mais aussi de nombreuses différences. Dans la conclusion de ce chapitre, nous essaierons de positionner ces changements dans un discours plus large en comparaison avec les études internationales.

4.1 Les ressources des partis politiques dans la littérature internationale et suisse

Le contexte suisse possède certaines caractéristiques qui influencent tout d'abord l'étendue des ressources que les partis politiques peuvent mobiliser afin de garantir leur propre survie. De manière générale, les études qui ont traité ces deux indicateurs en Suisse renvoient à leur évolution sur la période historique sans toutefois s'intéresser de plus près à l'usage fait de ces ressources par les partis politiques.

La première ressource essentielle : les membres

Dans la littérature suisse comme internationale, il est difficile de définir exactement ce que signifie l'état de membre pour un parti politique, en raison des différents statuts que les sections leur donnent. Gruner en 1977 se demandait déjà à quoi ressemblait un membre. Il se demande en effet si les « Charakter der Parteimitgliedschaft durch statutarisch festgelegte Ein- und Austrittsbedingungen und Pflichten und Rechte eindeutig umschrieben ? Rechtlich ja, faktisch nein »²²⁵ (1977 : 216). En Suisse, contrairement aux États Unis où, pour voter, un électeur doit s'inscrire dans un parti politique, les électeurs voient de moins en moins les bénéfices du statut de membre. Il existe alors différentes formes de *membership* qui donnent accès à divers droits et devoirs.

En ce qui concerne l'évolution des membres, les études scientifiques souvent développées dans le cadre de recherches quantitatives en science politique, sont unanimes dans l'affirmation que la base traditionnelle des partis politiques suisses est en train de changer. Des études sont apparues par rapport à l'évolution des membres dans les partis locaux (Geser et al., 1994), dans les sections cantonales (Ladner & Brändle, 2001) ou dans les partis nationaux (Gruner, 1977 ; Kriesi, 1995 ; Kriesi et al., 1998 ; Ladner & Brändle, 2001). Une définition différente du statut de membre (lié à ses droits et devoirs, qui peut être défini de manière formelle ou informelle) fait que toutes ces recherches quantitatives commettent initialement une 'erreur' : l'évolution prend en effet en compte différents types de membres et ainsi il en résulte la difficulté de comparer les données. De plus, les partis politiques proposent un nombre de membres surévalué, pour ainsi montrer leur puissance au niveau national. De cette manière, les recherches basées sur des questionnaires, comme celle de Ladner et Brändle, prennent en compte un nombre de membres, celui annoncé par les partis mêmes, qui est trop élevé et non pas objectif. L'une des raisons de cette confusion à la base du statut de membres en Suisse est la structure organisationnelle des membres. Ceux-ci s'affilient en effet au niveau local et ce niveau est responsable de la gestion des communications, des paiements des cotisations (lors qu'elles existent), etc. De ce fait, les niveaux supérieurs ont un contrôle et une connaissance du nombre réel des membres qui reste minimal. Cependant, depuis les années 1970 et 1980, l'on remarque en Suisse, une tendance à la création de registres de membres (Schiess Rütimann, 2006), comme nous l'analyserons plus loin dans ce chapitre. Cette stratégie permet, potentiellement, un plus grand contrôle de cette information.

Plus récemment, nous assistons à la parution d'études qui abordent les caractéristiques des membres de chaque parti politique en privilégiant une approche plus qualitative. Nous pensons par exemple aux études menées à l'Université de Lausanne sur les militants de l'UDC, qui ont développé davantage la diversité sociale et l'évolution de ces caractéristiques dans le soutien à ce parti, qui a su se renouveler dans les années 1990 et 2000 (Mazzoleni et al., 2007 ; Gottraux & Péchu, 2012). Line Rennwald a aussi montré comment le soutien au Parti socialiste a changé dans le temps (Rennwald, 2015 ; Rennwald & Zimmermann, 2016) en analysant les changements des caractéristiques sociodémographiques des électeurs et des membres du parti.

²²⁵ « Les statuts définissent clairement les conditions d'accès, les droits et les devoirs, qui caractérisent l'appartenance d'un membre à un parti politique ? Juridiquement oui, en réalité non » (TdA).

Ces recherches montrent comment au cours des années les membres des partis ont évolué ainsi que leurs différentes caractéristiques mises en évidence dans le temps. Cependant, ces recherches ne nous disent rien à propos de la structure organisationnelle des membres, comment les partis politiques conçoivent leurs membres, quels sont leurs droits et devoirs ou encore comment ils sont mobilisés pendant les campagnes électorales.

Des recherches plus axées sur la réelle structure des membres des partis politiques suisses, ont été effectuées par Schiess Rütimann grâce à des analyses de statuts et de documents internes (Schiess Rütimann, 2006, 2010). Lors de sa thèse en droit, la chercheuse a analysé les statuts des partis politiques afin de montrer la structure de leur organisation. Elle a accompli également ce travail en ce qui concerne l'adhésion des membres aux partis politiques. Son analyse permet d'appréhender les différentes structures des quatre partis politiques majeurs suisses²²⁶. Cette analyse a cependant une limite, celle de ne montrer seulement les changements 'formels'. Ainsi, l'on n'aperçoit pas les réactions des niveaux inférieurs ou comment les partis s'organisent dans le cadre explicite des campagnes électorales.

Une nouvelle approche, qui nous paraît plus adéquate, par rapport au statut des membres dans le contexte suisse a été menée récemment par Mazzoleni et Voerman (2016b). Ces deux auteurs, dans une comparaison helvético – néerlandaise essaient de souligner les raisons et la manière dont les partis politiques institutionnalisés dans des démocraties consolidées ont adopté des stratégies dans le but de revitaliser les « grass-roots membership as a response to critical situations » (Mazzoleni & Voerman, 2016b : 13). L'approche utilisée et la question de recherche sont bien formulées. Malgré cela, l'analyse n'est faite qu'au niveau national, où l'on n'assiste que récemment à une prise de conscience du pouvoir de mobilisation des membres. Il s'agirait donc d'adopter une approche semblable, en y ajoutant les niveaux cantonaux, qui sont responsables des éventuelles réactions aux changements produits par les partis nationaux dans la structure de gestion des membres.

La deuxième ressource essentielle : les finances

La situation en Suisse est particulière par rapport au contexte international également en ce qui concerne le financement des partis politiques. Leur système de financement reste très peu transparent, bien que les moyens financiers « jouent un rôle de premier plan dans la compétition pour la conquête et la conservation du pouvoir » (Balmelli, 2001 : 3). L'étude de Balmelli démontre et surtout propose grâce à un encadrement législatif comment s'est développée, du point de vue légal, la question du financement des partis politiques en Suisse (et des dangers qui y sont corrélés, comme la corruption). Les partis politiques suisses ne sont pas soutenus publiquement par l'État. Cette thématique a également fait l'objet de discussions récentes (comme le rapport commandé en 1999 par les quatre partis politiques représentés au Conseil fédéral²²⁷), mais rien n'a été entrepris et la transparence est encore aujourd'hui très lointaine.

²²⁶ Le PDC et le PRD reconnaissent les membres de base mais conçoivent aussi les sections cantonales comme membres du parti national. Dans le PSS les sections locales s'ajoutent aussi à ces deux structures. Au contraire, dans l'UDC, ne sont membres que les sections cantonales. Dans ce parti, les membres s'affilient au niveau cantonal et n'obtiennent pas le statut de membre du parti national comme dans les trois autres partis.

²²⁷ « Parteiförderung in der Schweiz – Schlussbericht », Ladner A. et Brändle M.

Au niveau fédéral, il n'existe donc pas encore l'obligation de publier les comptes du parti ou la liste des sources de financement. Malgré ce manque de transparence, au niveau cantonal, certaines lois ont été introduites afin de garantir une plus grande clarté²²⁸.

Malgré cette opacité, des études scientifiques ont réussi, grâce à des questionnaires et à d'autres moyens d'enquêtes (entretiens avec les acteurs politiques par exemple), à fournir une première image du financement des partis politiques suisses. La recherche la plus développée et complète est celle de Gunzinger qui à travers un questionnaire, s'est penché sur les sources de financement des quatre partis majeurs. Dans ses résultats, il montre deux types de partis politiques : les partis cantonaux et les partis nationaux. Ces derniers se basent sur un financement externe au parti plus important aujourd'hui que dans le passé. Pendant les campagnes électorales notamment, les partis nationaux sont alimentés par des fonds externes financés essentiellement par des groupes d'intérêts²²⁹. Par contre, les sections cantonales sont majoritairement financées par les cotisations des membres et par les contributions d'élus. Cette constatation pourrait amener les partis cantonaux à soutenir des politiques différentes par rapport au parti national, qui est toujours moins lié à ses membres et il dépend plus directement de leur cotisation. L'autonomie des différents niveaux pourrait hypothétiquement se montrer de manière plus importante. Ce n'est pas un hasard si Gunzinger exprime un « risque de déconnexion entre les échelons nationaux et cantonaux des partis » (2008 : 122) à cause de cette tendance. Cependant, parmi les critiques que l'on pourrait avancer sur cette étude, il existe certainement le problème de la fiabilité des données. En effet, vu l'opacité des débats par rapport au financement interne des partis politiques, ces derniers pourraient ne pas déclarer toutes les sources de leurs financements ni les montants.

4.2 La stratégie gagnante de l'UDC : plus de membres et plus d'argent

La première constatation que nous pouvons avancer au sujet de l'UDC est que ce parti a su pendant les années 1990 développer son soutien électoral en recueillant de nombreux nouveaux électeurs. De ce fait, cela s'est aussi traduit par une augmentation des membres affiliés au parti.

Au sein de l'UDC, ce sont les sections cantonales qui sont membres du parti national. Ce dernier, selon les statuts, ne peut pas accéder, ni connaître le nombre exact de membres au sein de chaque section²³⁰. Concernant les effectifs du parti national, les recherches menées dans le contexte suisse ont souligné plusieurs chiffres qui montrent leur évolution au cours du temps²³¹. Après une stagnation dans les années 1960 et 1970, le parti a connu une augmentation

²²⁸ En revanche, dans les cantons de Genève, Neuchâtel et du Tessin, des dispositions ont été introduites mais elles sont, en fin de compte, facilement contournables.

²²⁹ Les groupes d'intérêt n'influencent pas les campagnes électorales des partis politiques qu'avec des financements. En effet, parfois, ils sont appelés à participer à l'élection avec leurs candidats. Pour plus d'informations sur les liens horizontaux qui apparaissent au sein des partis, voir le chapitre 4 de cette recherche. Nombreuses études sont apparues en Suisse par rapport à l'évolution des groupes d'intérêts dans le XX^e siècle (Mach, 2015 ; Gava et al., 2016 ; Eichenberger et al., 2016).

²³⁰ En effet, la représentation des sections cantonales dans les organes dirigeants comme l'assemblée des délégués, n'est pas calculée selon le nombre de membres, mais en fonction des résultats électoraux.

²³¹ 54'000 en 1966 (Conrad, 1970 : 79) ; 50'000 en 1976 (Schmid, 1981 : 65) ; 80'000 entre 1977 et 1995 (Gruner, 1977 ; Kriesi, 1995 ; Kriesi et al., 1998 ; Papadopoulos, 1998). Aujourd'hui, le parti affirme même compter dans ses rangs environ 90'000 membres.

importante à partir des années 1990. Comment le parti a-t-il réagi à la situation de la stagnation ? Qu'a-t-il mis en place afin d'augmenter son attraction électorale ? Avant toute chose, il est intéressant de montrer quelle est la structure ordinaire d'affiliation des membres au sein du parti.

Du point de vue du type d'affiliation, les membres de l'UDC doivent s'affilier au niveau local, ou éventuellement au niveau cantonal si aucune section locale n'existe au lieu de domicile²³². Il s'agit d'une autonomie des sections cantonales et de ce fait, chaque canton possède son modèle d'affiliation. Par exemple, dans le canton de Vaud, aucune mention du statut de membre n'est visible aujourd'hui. Il existe cependant une procédure qui permet aux membres de s'affilier au niveau local mais c'est ensuite le parti cantonal qui en gère les droits et devoirs (notamment les cotisations). Dans le passé et jusqu'aux statuts de 1977, les membres devaient s'affilier au niveau local et étaient gérés par ce niveau. Il y a donc eu un changement dans le type d'affiliation : un rôle majeur est donné au niveau cantonal dans la gestion des membres et la coordination des sections locales dans le canton de Vaud.

Le changement dans l'extensiveness du parti

Nous notons également que l'UDC a changé la complexité de son organisation. Cette dernière évolue énormément pendant les années 1990, surtout en ce qui concerne son *extensiveness* ou comme le souligne Janda le « degree of party organization (that) includes the geographical coverage or extensiveness of organization as well as the intensiveness of organization » (1980 : 101). Jusqu'à la moitié des années 1980, le parti n'était présent que dans une minorité de cantons : seule la moitié des sections cantonales d'aujourd'hui était déjà mise en place avant la radicalisation idéologique²³³. En parallèle à la radicalisation identitaire, des sections cantonales ont été créées dans tout le pays. En 2001, le parti a une section cantonale dans chaque canton suisse. Aucun autre parti suisse n'a autant gagné de nouveaux électeurs à cette période²³⁴. Avant 1971, le parti était plutôt établi en Suisse allemande, à l'exception des cantons de Vaud et Fribourg (canton bilingue) et dans les régions où la religion protestante était dominante. À l'époque, il existait en effet neuf sections cantonales du *Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei*²³⁵ (BGB) et deux sections cantonales du *Demokratische Partei*²³⁶, ensuite intégrés en 1971 dans l'Union démocratique du centre (Mazzoleni, 2012). Une partie importante de la croissance électorale est donc une conséquence du développement de l'*extensiveness* du parti dans tout le territoire national. Il est donc aisé de comprendre l'importance que la promotion de nouvelles sections assume dans la stratégie du parti national, en particulier sous la présidence de

²³² À partir de 2001 avec la création de la section du canton de Neuchâtel, le parti possède une section dans tous les cantons de Suisse.

²³³ Nous allons expliquer la signification de la radicalisation idéologique dans le chapitre 5 de ce travail. Tout simplement, il s'agit des nouveaux positionnements (plus à droite) que le parti assume à partir des années 1990 notamment dans les thématiques de la politique étrangère et du domaine socio-économique.

²³⁴ Voir Mazzoleni et Rossini pour plus d'informations sur l'année de création de chaque section cantonale de l'UDC en Suisse (2016 : 86).

²³⁵ Le BGB était ancré dans les cantons d'Argovie, de Bâle-Campagne, Berne, Fribourg, Schaffhouse, Tessin, Thurgovie, Vaud et Zurich.

²³⁶ Les deux sections sont issues des cantons des Grisons et de Glaris.

Maurer²³⁷. Comme pour les autres partis suisses, l'origine de l'UDC vient d'une poussée depuis le 'bas', c'est-à-dire d'une force essentiellement cantonale qui s'est unifiée afin de créer une organisation mère. Lors de la création de l'UDC nationale en 1971, il s'agissait donc plutôt d'une logique *bottom-up*, avec des organisations cantonales qui avaient un lien assez faible entre elles et qui se sont réunies dans une confédération nationale qui laissera beaucoup d'autonomie aux sections cantonales. La refondation de l'UDC dans les années 1990 change cette logique car elle comporte l'adoption d'une action plutôt 'top-down', avec un important rôle actif du centre, c'est-à-dire de la direction nationale. Beaucoup d'actions ont été entreprises au niveau national afin de mobiliser plus d'électeurs et gagner de nouveaux membres dans un contexte qui voit toujours moins de citoyens s'affilier à un parti politique (Whiteley, 2011 ; van Biezen et al., 2012)²³⁸.

En 1998, les deux cantons avec le plus de membres sont bien évidemment les sections de Berne et Zurich, lesquelles représentent ensemble plus du 65 % des membres du parti (Ladner & Brändle, 2001 : 112). La création de nouvelles sections locales est soutenue par le parti cantonal mais également par le parti national, étant donné que ces nouvelles sections étaient beaucoup plus proches idéologiquement de la 'nouvelle' UDC. Ueli Maurer avait souligné que l'UDC, entre 1995 et 2007, avait fondé en moyenne « une nouvelle section chaque semaine en Suisse (sections locales, de district, etc.). Au total, en douze ans le parti a gagné environ 30 000 nouveaux membres. Seulement dans le canton de Vaud entre 2004 et 2014 plus de 40 nouvelles sections locales ont été créées, face aux 10 qui existaient avant cette période »²³⁹. La plupart de ces nouvelles sections qui amènent avec elles beaucoup de nouveaux membres, sont issues des villes et pas seulement des villages ruraux, comme c'était le cas avec les vieilles sections UDC très liées à l'agriculture²⁴⁰.

Une augmentation importante des sections encourage les nouveaux électeurs à s'affilier au parti et aux sections locales. Comme les membres doivent s'inscrire au niveau local, le parti national laisse libre cours aux activités des sections cantonales pendant les campagnes électorales. Les membres représentent effectivement une ressource importante pendant ces événements. Dans le manuel destiné aux sections locales diffusé en 2007, le parti national définit la publicité auprès des membres comme :

« Mitgliederwerbung und –betreuung gehören zu den wichtigsten Aufgaben einer Ortspartei. Leider ist die Mitgliederwerbung ein Stiefkind der meisten Ortsparteien. Eine Partei jedoch, die keine Mitgliederwerbung betreibt, ist langfristig nicht lebensfähig. »²⁴¹

²³⁷ La croissance de nouvelles sections au niveau du district ou communal n'a pas arrêté. Entre 2007 et 2011, le parti a fondé 110 nouvelles sections, surtout en Suisse romande. « Communiqué de presse de l'UDC », 14 juillet 2011.

²³⁸ La caractéristique est non-spécifique à la Suisse.

²³⁹ Site web de l'UDC Vaud. URL : <http://www.udc-vaud.ch/presentation.html>. Dernière consultation le 9 août 2017.

²⁴⁰ Ce n'est pas un hasard que déjà en 1985 le parti, lequel alors s'appelait encore PAI (Parti vaudois des Paysans Artisans et indépendants), modifie son nom en premier afin de s'aligner au parti national et deuxièmement afin de s'aligner à un électoral plus citoyen. « Plaque historique publiée pour les 90 ans du parti », Archives UDC Vaud, Lausanne.

²⁴¹ « L'acquisition et la prise en charge des membres est l'une des activités les plus importantes pour un parti local. Malheureusement, la publicité faite aux membres est une idée venant initialement d'autres partis locaux. Un parti

Le recrutement des nouveaux membres UDC : une des stratégies gagnantes

Envoyer aux sections locales un manuel qui souligne l'importance des membres et comment faire pour en recruter signifie cependant mettre aussi l'accent sur le type d'activités qu'il faut conjointement mener. En effet, le parti a constaté le problème suivant :

« Le recrutement de nouveaux membres a été fortement négligé dans tous les cantons. L'effectif des membres de l'UDC ne suit pas, beaucoup s'en faut, le développement du nombre des électeurs. Il s'agit de rattraper ce retard durant l'année électorale. Très important aussi la promotion de la relève. »²⁴²

L'activité menée au sein de l'UDC afin de garantir un plus grand nombre de membres se développe au niveau cantonal, voire local. Le contrôle du parti national est encore aujourd'hui très faible et ce sont les partis cantonaux qui en assument la gestion (financière et communicationnelle). Au niveau cantonal, l'activité mise en place afin de motiver plus de citoyens à s'affilier au parti est plus intense en raison de la proximité entre politiciens et citoyens. Par exemple en 1999, dans le canton de Berne, le parti développe pendant la période de campagne électorale une action appelée « Mitglieder werben Mitglieder »²⁴³. Les membres déjà actifs dans les partis étaient appelés, grâce à de petits cadeaux de remerciement, à amener de nouveaux membres²⁴⁴. À Zurich, mais également à Berne et dans le canton de Vaud, autres types d'action sont mis en place. Afin d'obtenir plus de membres, les instances dirigeantes de la section organisent des stands d'informations lors d'élections et votations. Cette stratégie est aussi exploitée pendant les campagnes électorales alors qu'en même temps, se développe une personnalisation de la campagne. En effet, les partis cantonaux essaient de gagner des membres en proposant leurs candidats comme 'visages' du parti.

En comparaison, le cas tessinois est notablement différent : le parti n'obtient que peu d'adhérents dans le canton en raison de la proximité idéologique avec la Lega²⁴⁵. Le parti national lui-même considère que le recrutement de membres et le succès dans le canton italophone est difficile à cause de cette situation 'contingente'. Combattre un tel mouvement 'avec autant de succès', n'a pas de sens ; il faut alors en profiter et tisser des liens. La réponse souhaitée par le parti national n'est donc pas celle d'une stratégie à l'attaque des membres de

donc, qui ne se songe pas à l'acquisition de nouveaux membres, à long terme ne peut pas survivre » (TdA). « Handbuch für Ortsparteien », Archives UDC Zurich, Zurich.

²⁴² « Concept électoral de l'Union démocratique du centre. Élections au Conseil national 2007 », Archives UDC Vaud, Lausanne.

²⁴³ « Les membres publicisent d'autres membres » (TdA).

²⁴⁴ Les cadeaux étaient les suivants : pour 1 à 4 nouveaux membres inscrits, le recruteur recevait une bouteille de vin ; pour 5 nouveaux membres ou plus, deux bouteilles. À partir de 25 membres, le parti offrait un souper avec un politicien(ne) connu(e) du parti. À la fin de la campagne d'affiliation, cinq membres parmi tous ceux qui avaient amené au moins 5 nouvelles personnes ont été récompensés avec un weekend dans l'Oberland bernois pour assister à une descente de ski. « Info Nr. 3. An die Verantwortlichen in den Landesteilen und Amtsverbänden für die NW 1999 », juin 1999, Archives UDC Berne, Berne.

²⁴⁵ Les similitudes identitaires entre l'UDC et la Lega vont être développées dans le chapitre 5 de cette thèse. L'un des signes distinctifs de la Lega en effet est le fait qu'elle ne veut pas se concevoir comme un parti politique, bien que ses objectifs soient les mêmes : représentation et participation au pouvoir (De Lauretis & Giussani, 1992 : 94). Ce qui change par rapport à un parti politique, c'est que la Lega ne veut pas se donner les mêmes structures hiérarchiques et organisationnelles. La Lega ne possède pas un statut formel de membre en raison de sa faible structure organisationnelle car l'ancien leader, Giuliano Bignasca, a toujours défini son parti comme un 'mouvement' et non pas un parti officiellement (Mazzoleni & Voerman, 2016a).

la Lega mais plutôt un changement de stratégie envers ce parti. Il s'agit de deux réponses possibles, déjà nommées par Mair, Müller et Plasser.

La gestion concentrée des ressources financières au sein de l'UDC

La nouvelle grande influence du niveau national est aussi visible sur le plan financier car les sections cantonales et les membres ont une dépendance au parti national. Les ressources financières constituent un élément incontournable pour tout parti politique.

Selon les statuts, le budget de l'UDC est composé de la manière suivante : premièrement des contributions annuelles des sections cantonales et des organisations (jeunes, femmes, seniors, etc.), qui sont fixées par le Comité directeur après chaque élection fédérale selon les besoins quantifiés et le nombre d'électeurs. Deuxièmement, des contributions individuelles ; puis des contributions des représentants au Conseil fédéral, à l'Assemblée fédérale et au Tribunal fédéral ; enfin des contributions volontaires et de collectes extraordinaires (Art. 34). Selon une étude réalisée pendant les élections fédérales de 2007 (Gunzinger, 2008), les contributions des sections cantonales entre 1998 et 2006 sont restées constantes (signe d'une influence mineure sur le budget total par rapport au passé). Cependant, la contribution des actions publicitaires et des manifestations organisées par le parti national a nettement augmenté (+45 %). Ces actions publicitaires ont eu lieu pendant les campagnes de votations qui ont attiré sur le parti l'intérêt de nombreux investisseurs. Le changement a eu lieu progressivement au cours des années 1980 – 1990. Ceci signifie que le parti national est toujours moins dépendant des cotisations directes des membres. Ce qui est visible avant la période enquêtée c'est que le rapport entre moyens financiers disponibles pour les sections cantonales et ceux à disposition du parti national a sensiblement changé. Selon les données en fournies par Erich Gruner, pendant les élections nationales de 1975, l'UDC nationale était le parti avec le moins de ressources (0,04 millions). Les sections cantonales arrivaient à récolter 0,75 millions. Les recherches de Gunzinger, les plus récentes, montrent que durant l'année électorale de 2007, l'UDC disposait au niveau national de 2 millions de francs, tandis que l'ensemble des sections cantonales atteignaient 3,2 millions, soit 160 % de plus (2008 : 74). Le rapport a donc sensiblement changé par rapport au milieu des années 1970.

Les financements pendant les campagnes électorales et les flux financiers

L'état des recherches sur le financement des partis politiques en Suisse est assez limité et les données disponibles sont pauvres. Dans l'espace public, ce sont surtout la situation des caisses des partis politiques et les questions de transparence qui sont les plus mobilisées par les médias. Différents chercheurs²⁴⁶ ont essayé de mettre à l'agenda ces thèmes. Mais du point de vue politique en Suisse, les institutions ont toujours été plutôt réticentes à développer ces thématiques. En ce qui concerne l'UDC, les connaissances sur l'état de ses finances sont obscures et opaques, comme pour les autres partis politiques. Officiellement, ce n'est pas le parti avec le plus grand budget pour les campagnes électorales. Cependant, comme pour les autres partis politiques, la majorité des ressources sont généralement à dispositions des sections

²⁴⁶ À la fin des années 1990, un rapport avait été demandé par les quatre principaux partis politiques suisses. Ladner et Brändle, « Parteienförderung in der Schweiz – Schlussbericht ». D'autres auteurs ont également essayé de proposer leur vision des faits : (Geser et al., 2004 ; Ayberk et al., 1991 ; Ladner & Brändle, 2001).

cantonales, ou pour certaines d'entre elles. C'est notamment à ces niveaux que les sections cantonales des partis proposent des réactions face à cette nouvelle situation contingente, i.e. la diminution de membres qui en Suisse, s'affilient de moins en moins aux partis politiques.

La section cantonale zurichoise a pu s'imposer au niveau national grâce à ses grandes sources financières. À titre d'exemple, en 1995, le budget pour les élections cantonales zurichoises était de 1,8 million de francs, alors que le budget du parti national pour les élections nationales était de 1,6 million (Brändle, 2001b : 156). Cette plus grande disponibilité de ressources par rapport au passé, ainsi qu'en comparaison avec les autres sections cantonales et le parti national était due, comme le souligne Skenderovic à un nouveau sponsoring politique, jamais vu en Suisse (2005, 2009b). Il s'agit donc d'une nouvelle forme de financement, qui passe depuis le financement interne issu des membres à un financement externe, issu des entreprises, des associations, etc. Cette section, avec à sa tête Blocher, a ensuite amené les entrepreneurs de la section cantonale au sein du parti national.

Grâce à l'augmentation des ressources financières du parti national, ce dernier augmente toujours plus les financements d'activités publicitaires au niveau des cantons. Au début des années 1990, le parti national n'envoyait pas d'argent aux sections pendant les élections, au contraire, les sections en tant que membres du parti national, devaient payer une sorte de 'taxe' afin d'appartenir au parti²⁴⁷. Au cours du temps, bien que cette cotisation, décidée selon le nombre d'électeurs, soit encore présente, il y a désormais un financement pour les sections cantonales de la part du parti national (un flux financier inverse donc). Avec cette solution, le parti national contrôle les types de communication qui sortent des sections cantonales. Déjà au début des années 1990, la section bernoise se questionnait sur la possibilité de participer à la campagne d'affichage payé par le parti national. Dans un document qui illustre les différentes possibilités de publicité à mener dans le canton, la section soulignait l'élément suivant dans le point qui mettait en relief les coûts de la campagne publicitaire : « Druck und Aushang Budget SVP-Schweiz, sofern der offizielle Slogan und das offizielle Plakat (Sprechblase) übernommen werden »²⁴⁸. Ceci montre que si début des années 1990, une grande autonomie était encore laissée aux sections cantonales qui pouvaient se permettre de mener leur propre campagne. Dans les deux dernières décennies, des stratégies de centralisation ont eu pour conséquence la limitation de l'autonomie, pour les sections avec le moins de moyens financiers propres.

Une forte contribution au budget de la campagne électorale est aussi apportée par les candidats eux-mêmes qui, afin d'être inscrits sur la liste du parti cantonal, doivent payer une taxe. Alors que dans d'autres partis (par exemple la section zurichoise du PDC), la taxe dépend de la place

²⁴⁷ Pendant une réunion du Comité directeur de la section vaudoise en 1995, les membres discutent des modalités de versement de la cotisation au parti national pour 1995. Bien que le parti national leur ait fait cadeau de la taxe de 1994, ils décident de verser entièrement la somme due (5690.-) car « en cette année électorale, l'UDC suisse a besoin du soutien de toutes les sections cantonales pour mener à bien tout le travail qu'implique une campagne électorale », Procès-verbal du comité du 1 mars 1995.

²⁴⁸ « L'impression et l'affichage sont pris en charge par l'UDC suisse si la section choisit le slogan et l'affiche officielle » (TdA). « Wie und Womit – Wollen wir es sagen ? », Archives UDC Berne, Berne; dans le concept de campagne envoyé aux sections cantonales, le parti national souligne que « l'UDC Suisse paie l'impression et l'affichage par la SGA, pour peu que les partis cantonaux adoptent le sujet suisse », « Conception pour les élections fédérales de 1991 », document conçu par le secrétariat général de l'UDC, Archives UDC Vaud, Lausanne.

attribuée sur la liste électorale (ainsi, les premières places, avec plus de visibilité et réservées à des candidats sortants ou avec de grandes chances d'être élu, coûtent plus cher). Tandis que dans le canton de Vaud, cette taxe est identique pour tous les candidats. La stratégie change dans le canton de Berne où, jusqu'en 1999, une 'taxe d'inscription' est perçue pour tous les candidats. À partir de 1999 la 'taxe', notablement plus élevée, est perçue seulement par les candidats qui sont élus. Cette modification permet une plus grande démocratisation dans les candidatures, où tous peuvent se proposer et pas seulement les membres du parti qui ont le plus de moyens financiers. Les candidats, s'ils veulent avoir une chance de réussir et être élus, doivent donc se procurer beaucoup d'argent.

Encore aujourd'hui, les sections parviennent à mobiliser beaucoup plus de finances. Cependant, le rapport et le pouvoir disponibles au parti national sont sensiblement plus grands par rapport au passé. Il n'est plus dépendant des sections cantonales, ainsi il trouve plus de légitimité à imposer aux sections cantonales ses politiques. De cette manière, seules les sections indépendantes financièrement pourront se permettre de rester autonomes (politiquement).

4.3 La principale ressource du PS : les membres

Le deuxième parti analysé est le Parti socialiste. Ce parti a dû faire face dans les années 1990 à un important défi lié au rapprochement d'une partie de son électorat traditionnel, les ouvriers, à son nouvel antagoniste politique, l'UDC. Ce phénomène a entraîné pour le parti une perte importante de membres qu'il a cependant su rattraper en proposant de nouvelles formes d'affiliation.

Généralement, les partis socialistes ont une structure organisationnelle basée sur les membres du parti. En effet, « dans l'imaginaire et, pour une part, dans l'analyse scientifique, les partis sociaux-démocrates se déclinent sous la forme de formations imposantes à l'aune de leur schéma organisationnel et de leurs nombres, d'adhérents » (Delwit, 2007 : 30-31).

Le PSS ne fait pas exception. Selon ses statuts, par rapport aux autres partis politiques suisses, ses membres sont directement affiliés au parti national et ils s'organisent ensuite en sections locales, de district et cantonales. Il s'agit d'une différence par rapport aux autres partis nationaux suisses, qui ont leur section cantonale comme intermédiaire, qui s'occupe directement des membres. Relevons aussi, comme l'a démontré Ladner, que l'organe qui représente les membres (*Mitgliederversammlung*) possède sensiblement plus d'influence sur les décisions du parti dans le PS par rapport au même dans les autres partis.

Les différents statuts de membres à l'intérieur du PSS

Afin de faciliter l'adhésion des membres au PSS, ce dernier propose depuis 2009, une adhésion immédiate au parti national dans l'attente que la section locale valide auprès de ses instances dirigeantes l'adhésion. En effet, c'est la section locale qui gère la partie administrative d'adhésion des membres mais avec ce changement, le parti national peut exercer un contrôle sur tous les mouvements de membres à l'intérieur des sections locales. Les sections cantonales quant à elles, entrent en jeu lorsque la section locale n'existe pas ou quand elle n'a pas les moyens d'assumer la gestion des membres (c'est le cas des plus petites sections). La structure

de gestion des membres est sensiblement différente par rapport à celle des autres partis politiques suisses, tout comme le rôle des sections locales. Dans le PS, les sections locales sont membres du parti national et comme nous l'avons vu elles sont incluses dans le processus décisionnel. Grâce à cette formalisation de la gestion des sections locales déjà au début des années 1990 le 80 % des sections locales du PS possédaient statutairement le rôle de membre au sein du parti (Geser et al., 1994 : 141).

Cette importance donnée au statut de membre dans le parti n'a pas empêché une diminution dans le PS aussi, des affiliations au cours des années 1980 et 1990. Le parti propose alors de se moderniser avec la mise en place de plusieurs formes de statut de membre. Il existe, depuis la réforme statutaire des années 2000, deux types d'adhésion au PSS²⁴⁹ : les membres et les sympathisants. Premièrement, pour les deux catégories un intérêt et un partage de la politique soutenue par le parti sont essentiels. Deuxièmement, pour les membres, le paiement d'une taxe d'inscription au parti est nécessaire. Pour les sympathisants, il n'existe pas de taxe mais par contre, ils ne possèdent pas le droit de vote dans les instances du parti (notamment le congrès). Les premiers sont plus facilement identifiables ; par contre les sympathisants, comme les activistes locaux, sont plus aléatoires (Mazzoleni & Voerman, 2016a)²⁵⁰.

L'un des problèmes répandus dans toutes les démocraties occidentales et donc en Suisse aussi, est la diminution, depuis les années 1980 et 1990, des citoyens qui s'affilient à un parti politique. Il faut cependant souligner, que les partis sociaux-démocrates ont connu une plus petite diminution contrairement aux autres partis historiques (conservateurs et radicaux) (Delwit, 2007). Afin de faire face à ce problème, les partis suisses ont essayé de mettre en place des registres des membres, dans le but de plus mobiliser directement leurs membres et aussi de mieux gérer les communications pendant les élections ou la récolte de signatures. Dans le Parti socialiste suisse, avec les nouveaux statuts de 1995, le parti a introduit un registre centralisé au niveau national des membres. Dès lors, ce registre sert aussi de base à la perception des cotisations²⁵¹. La mise en place de ce registre représente donc une réaction du PS et une stratégie de centralisation. Néanmoins, les niveaux inférieurs restent les principaux responsables des membres individuels. Le niveau national exerce cependant avec ce registre, à partir de la moitié des années 1990, un contrôle majeur sur son exploitation.

La mobilisation des membres au sein du PS pendant les élections

Pendant les campagnes électorales, ce registre de membres est exploité par les partis cantonaux et le parti national afin de mobiliser le plus grand nombre possible de personnes pour qu'elles

²⁴⁹ La distinction existait déjà avant, mais n'était pas formalisée.

²⁵⁰ Des discussions par rapport au statut officiel de 'sympathisant' ont eu lieu dans les sections tessinoises et vaudoises. Dans la section italophone, en 2010, on voulait ajouter dans les statuts des droits pour les sympathisants, par exemple le droit de vote sur les candidatures pour des élections. La direction n'a cependant pas voulu entrer en matière, car ce changement irait à l'encontre des statuts du Parti national. De manière similaire, le parti vaudois se questionne en 2002 sur les différents statuts à l'intérieur du parti : membres, sympathisants, abonnés au journal, etc. Le problème est que, parfois, des sympathisants profitent de leur statut, mais ne donnent rien (financièrement) au parti. La direction insiste cependant sur le fait, que cette partie de l'électorat PS est utile et importante, surtout en cas de récolte de signatures ou de dons.

²⁵¹ En effet, la structure de financement du PS voit les sections locales payer une taxe pour chaque membre de leur section qui est affilié au parti cantonal ; ce dernier doit ensuite la verser au Parti national.

aillent aux urnes. Il s'agit surtout d'une diffusion plus large du plan de communication du parti. En 1991 par exemple, la Commission électorale du canton de Vaud soulignait que les premiers électeurs qu'il fallait mobiliser pendant la campagne en leur envoyant la plateforme électorale étaient les réseaux internes, constitués par les membres et les sympathisants. Ces personnes sont déjà intéressées par la politique du parti et donc plus faciles à mobiliser et à convaincre. Le parti national aussi utilise le contact direct avec tous les membres, pour leur envoyer directement les brochures publiées à l'occasion des élections. En 1991, le parti national motivait de cette manière le travail que les sections cantonales devaient faire afin de mobiliser les réseaux internes :

« Le travail de la base aura un poids particulier dans cette campagne électorale et il commence par la mobilisation des membres, des sympathisant-e-s et des organisations et mouvements qui nous sont proches. »²⁵²

Pour le Parti socialiste donc, les électeurs traditionnels étaient très importants. Une cartographie des membres n'existait cependant pas encore et il était de compétence des partis cantonaux d'envoyer au secrétariat central du PSS les adresses des membres²⁵³. Dans les années suivantes, une première ébauche d'un registre de membres aurait permis au parti national d'envoyer lui-même ces documents et de dépasser le niveau cantonal, lequel aurait pu empêcher la diffusion du matériel.

Dans cette lignée, en 2007, le parti développe un programme appelé « Les membres recrutent des membres » : celui-ci avait pour but de développer le réseau des membres afin de le mobiliser pendant les élections fédérales. Toujours pour les élections de 2007, comme solution à la baisse de membres, le parti proposait aussi le développement d'une banque d'adresses électroniques du PS suisse afin d'être en mesure de transmettre efficacement des courriers électroniques dans le cadre de la campagne en vue des élections fédérales²⁵⁴. Ces derniers sont vus par le parti comme beaucoup plus immédiats pour tisser des liens entre les membres et le parti. Cette base d'adresses ne sera pas complétée uniquement avec les adresses des membres. En effet, l'action, qui se développait en parallèle, voulait recruter de nouveaux sympathisants afin de permettre au parti de « distribuer le plus largement et le plus efficacement possible nos produits (communiqués aux médias, eSPresse, Infos-campa) »²⁵⁵. Les « potentiels sympathisants » sont de simples citoyens qui sont, pour de quelconques motifs, intéressés par des thématiques chères aux socialistes. La stratégie de 2007 axée sur les campagnes électorales était une suite logique au projet AdMo développé au cours de 2005 par le parti national. Ce dernier réglementait l'exploitation de la banque de données d'adresses (Ad) et de la mobilisation (Mo) du PS suisse²⁵⁶. La stratégie exploitée ici par le PS est sans doute une centralisation de la gestion des réseaux des membres et des sympathisants au niveau national. Néanmoins, des zones

²⁵² Lettre à l'attention des présidents cantonaux, des secrétaires cantonaux et des partis des grandes villes à l'occasion des élections fédérales de 1991, 7 février 1991, Archives PS Vaud, Lausanne.

²⁵³ *Ibidem*.

²⁵⁴ « 'Nous voulons nous agrandir'. Stratégie de croissance pour le PS suisse et ses sections », Archives PS Vaud, Lausanne.

²⁵⁵ « Campagne du Parti socialiste suisse 'nous voulons nous agrandir' », Archives PS Vaud, Lausanne.

²⁵⁶ Règlement d'exploitation de l'AdMo, novembre 2005, Archives PS Tessin, Bellinzone.

d'autonomie dans la gestion et l'exploitation de ces réseaux semblent persister dans le cadre du PS suisse.

En effet, le réseau des membres du parti est aussi le premier réseau qui est mobilisé lorsque les partis cantonaux, ou respectivement les sections de district voire locales, cherchent des candidats pour une élection. La structure des membres, même à l'intérieur du parti socialiste, paraît un peu plus démocratique des autres partis suisses (avec par exemple la participation de tous les membres au Congrès et pas seulement des délégués). Cependant, elle reste en général comme le soulignent Mazzoleni et Voerman « in their stratarchical structure because of the weakness of the party in national central office and the difficulty it has in persuading the middle-level elite » (2016b : 12).

Les cotisations comme source principale de financement interne au PS

Selon le nombre des membres, les taxes que ceux-ci doivent verser varient et de ce fait les entrées financières du parti également. Le Parti socialiste est donc un parti qui dépend beaucoup des cotisations, qui représente la source de financement interne. Les statuts ne définissent pas le montant de la cotisation, mais le parti national affirme qu'il « perçoit de chaque membre une cotisation annuelle. Les partis cantonaux peuvent décider d'un supplément ». Par exemple, la section vaudoise, de manière similaire, « perçoit de chaque membre une cotisation annuelle. Les sections peuvent décider librement d'un supplément qu'elles conservent pour mener à bien leurs activités ». Normalement, afin de faciliter les tâches de perception de la taxe ce ne sont pas les trois niveaux qui perçoivent séparément les taxes : la section locale perçoit la taxe auprès des membres et paie ensuite en conséquence les niveaux plus hauts²⁵⁷. Un flux financier *bottom – up* se développe alors dans le PSS. Cette stratégie de perception des cotisations ne change pas pendant les années électorales.

De ce fait, le budget du parti national et des sections cantonales comme le souligne Gunzinger (2008) est très stable pour le PSS : c'est-à-dire qu'on ne note pas de grandes différences entre celui adopté pendant des années électorales et celui des années ordinaires. Ce n'est également pas le cas du PDC et du PRD. Ceci est peut-être dû au fait que le PSS, selon ses statuts, n'accepte pas des dons de groupes d'intérêts ou d'associations, comme c'est le cas pour les autres partis. Le financement interne au PSS est essentiellement dû aux cotisations des membres. Cela permet d'avoir, comme le souligne aussi Brändle, un budget constant et assez calculable (2001b : 157). Toujours selon la recherche de Gunzinger, le PSS est le parti qui « dispose des ressources à la fois les plus importantes et qui ont en apparence le plus fortement augmenté (+ 177,9 % en année ordinaire par rapport à 1996 et + 139,6 % en année électorale par rapport à 1995) » (2008 : 79)²⁵⁸. Par rapport aux autres partis, si nous comparons le nombre de membres (pour le PS autour de 40'000) et les moyens financiers à disposition, le PS suisse est celui qui demande à ses adhérents la cotisation la plus haute. Par contre, les finances des partis cantonaux restent plus modestes et surtout elles n'ont pas augmenté ces vingt dernières

²⁵⁷ Règlement des finances, PS Vaud, Lausanne.

²⁵⁸ Les données se réfèrent à la période 1997 – 2007. Il faut cependant se méfier en partie de ces données, car en 2006, le PSS a adopté les normes comptables SWISS GAAP qui contribuent à gonfler les dépenses et les recettes.

années, au rythme du parti national (bien que, comme le souligne la recherche de Brändle, 18 sections sur 29 affirment avoir plus d'argent maintenant)²⁵⁹.

La gestion différenciée des finances : les cas de Zurich et du Tessin

La légitimation du parti national à imposer une ligne plus centralisatrice par rapport aux autres partis politiques suisses peut être motivée aussi par ce constat : les partis cantonaux disposent, par rapport au parti national, de moins de ressources. La section du PS Zurich est, selon les recherches de Brändle, la section qui dispose, hors élections, le plus de moyens financiers (et se situe quand même au quatrième rang pendant les années électorales). Dans tous les cantons, les candidats financent aussi en partie les campagnes électorales des partis cantonaux : dans le canton de Zurich, cette taxe dépend de la place souhaitée (et accordée) sur la liste électorale. Ainsi, les places numéro 1 à 9 coûtent plus que les autres. Pour un candidat, une place au début de la liste est synonyme de visibilité par les électeurs et donne beaucoup plus de chances de gagner l'élection.

À Zurich, le parti cantonal se base sur la perception des cotisations de la part des sections locales, celles-ci sont différentes selon la section, il n'y a donc pas de cotisation égale et uniforme partout en Suisse. Les cotisations peuvent aller de 100 à 200 francs en 2002 (aujourd'hui, c'est entre 100 et 300 CHF) : « Ein Teil der Beiträge bleibt bei der Sektion, der Rest fliesst an die Kantonalpartei und die SP Schweiz (und zum Teil noch an Bezirks- und Stadtparteien) »²⁶⁰. En plus de la cotisation de base, les membres paient aussi une « Partiausgleichsbeitrag » (PAB) : celle-ci dépend du revenu imposable et augmente progressivement²⁶¹. En outre, les candidats élus (dans toutes les institutions) doivent payer une PAB plus haute et également donner au parti local une partie de leur jeton de présence, typique du système de milice suisse²⁶². Le financement interne de la section zurichoise est ainsi composé des cotisations des membres (en fonction du revenu), des représentants dans les institutions, des dons, etc.

Au Tessin, le rôle du secrétariat cantonal est plus important dans la perception des cotisations par rapport au secrétariat du canton de Zurich : celui-ci s'occupe de l'envoi des bulletins de versement aux membres inscrits au parti pour les communes où la section locale n'existe pas ou lorsque celle-ci a délégué cette tâche d'inscription (*tesseramento*) au niveau cantonal. Pour les sections plus grandes qui gèrent seules les inscriptions, le parti cantonal envoie en bloc tous les bulletins afin qu'ils les distribuent à leurs membres. En 2007, environ un tiers des sections déléguait les inscriptions au parti cantonal. Une stratégie de centralisation au niveau cantonal est alors visible au Tessin. Les sections locales ne revendiquaient pas

²⁵⁹ En ce qui concerne les trois cantons que nous avons choisi d'analyser, seul le Tessin affirme avoir moins de moyens financiers par rapport au passé (Brändle, 2001b : 174).

²⁶⁰ « une partie des cotisations reste à la section, le reste va au parti cantonal et au parti national (et une partie aussi aux sections de district » (TdA). « Die richtige Wahl », Archives PS Zurich, Zurich.

²⁶¹ « Montant de compensation du parti » (TdA). *Ibidem*.

²⁶² Les élus des institutions politiques suisses ne sont pas des professionnels, il s'agit d'un système de milice où le travail est récompensé par un jeton de présence, une rémunération accordée aux élus dans les institutions quand ils sont présents aux séances. Dans le contexte suisse, des chercheurs ont cependant remarqué une progressive professionnalisation du système politique (Pilotti et al., 2010 ; Pilotti, 2017).

d'autonomie dans l'exécution de cette tâche administrative, étant donné qu'elles n'avaient pas le moyen de l'assumer. Par contre, les sections qui assurent cette tâche sont celles qui ajoutent une petite taxe locale qui sert à s'autofinancer.

Toujours en 2007, le parti tessinois se questionnait sur le système d'inscription et le paiement des cotisations des membres au Parti national. Il soulignait que le système mis en place par le parti cantonal (c'est-à-dire la prise en charge dans un premier moment des cotisations par et seulement dans un deuxième temps, l'envoi de bulletins aux membres [ou aux sections]) était trop rigide. En effet, les sections locales seraient incitées à désinscrire les membres auprès desquels il est difficile de percevoir les cotisations car autrement elles devraient s'acquitter de leurs taxes. Ainsi, la diminution des membres PS au Tessin est en partie expliquée²⁶³ : en effet la plupart des membres qui quittent le parti sont des 'non-renouvellements' de l'adhésion.

Pendant la campagne électorale nationale de 2007, le parti socialiste tessinois contacte ses membres en leur demandant d'adhérer au financement des activités du parti cantonal. Cette action était destinée aux campagnes pour les élections cantonales et fédérales. Dans sa lettre, le parti souligne que ce financement est différent de la taxe d'adhésion, car cette dernière va presque entièrement au parti national. Tandis que cette action veut aider uniquement le parti cantonal. Cette réaction mise en place par le parti cantonal rend donc compte comment la centralisation des finances définie par le Parti socialiste rend plus difficile l'indépendance des sections cantonales par rapport au parti national.

4.4 L'importance des ressources financières au sein du PRD suisse

La structure des membres du PRD ressemble beaucoup à celle des autres partis suisses. Le statut de membre est réglementé par les sections locales : en effet, l'affiliation primaire a lieu au niveau local. Selon les statuts, le rôle des membres et leurs droits et devoirs ne changent jamais dans le temps et il n'existe pas de substantielles différences entre les cantons. Par rapport aux autres partis politiques, la gestion des membres du PRD est très semblable à celle du PDC et possède, au contraire, des différences importantes avec celle du PS. En effet, un fédéralisme important est visible dans le PRD et les rapports entre parti national et membres locaux sont très rares à la seule exception des élections nationales, le parti national met sur pied des actions afin de motiver plus de monde, à l'intérieur de son parti, à se rendre aux urnes.

À ces occasions, pour activer ses membres, le PRD introduit, pendant la période 2008-2009, une nouveauté dans la gestion des membres²⁶⁴ : le registre central des membres, qui jusqu'à ce moment-là, était tenu de manière séparée par les partis cantonaux.

²⁶³ Il existe en effet un règlement qui dit que « le Sezioni sono responsabili verso il PS cantonale del pagamento delle quote PSS da parte dei loro iscritti ». PS info nr. 45, 23 décembre 2002, Archives PS Tessin, Bellinzone.

²⁶⁴ L'assemblée des délégués du 19 janvier 2008 décide d'instituer « einer gemeinsamen Adressdatenbank damit jedes Parteimitglied innert kürzester Zeit mit aktuellen Informationen beliefert werden kann ». « Resolution der FDP anlässlich der Delegiertenversammlung der FDP Schweiz vom 19 Januar 2008 », 19 janvier 2008. Archives PRD Tessin, Camorino.

L'institution d'un registre des membres, comme signal de centralisation

La création de cette base de données modifiera les statuts du parti, qui expliquaient déjà en 1977 que « les partis cantonaux doivent, dans un délai de 5 ans, établir un fichier des membres et le tenir à jour. Il sera ensuite possible d'organiser des votations générales »²⁶⁵. Jusqu'aux années 2000 cependant, le fichier était du ressort des sections cantonales et le parti national ne pouvait pas s'en servir sans leur consentement au préalable. À partir de 2009, une centralisation de la gestion des membres est mise en place. Il s'agit d'un changement, qui pousse vers une centralisation organisationnelle souhaitée par le parti pour la gestion nationale d'une base d'adresses des membres. Ceci leur permettait dans la communication de dépasser les niveaux cantonaux. Des liens plus étroits auraient pu surgir entre les membres et le niveau national, jusqu'alors très éloigné.

Avec ce registre, le manque de connaissance au niveau national sur le nombre de ses membres qui existait de manière généralisée dans tous les partis politiques suisses peut se combler. Tout d'abord, le parti définit les membres et les sympathisants comme des adhérents différents. Les premiers ont des droits (droit de vote, participation aux congrès, possibilité d'être élus pour le parti, etc.) et des devoirs (paiement de la taxe de membre). Les deuxièmes voient leur statut se formaliser, déjà dans les années 1970, avec leur inclusion dans les statuts : eux aussi doivent payer une contribution (volontaire) au parti, mais leur affiliation est beaucoup moins stricte et sert surtout au parti pour divulguer ses idées et récolter des signatures ou de l'argent. Cette partie de l'électorat est plus facile à mobiliser par rapport aux électeurs externes (c'est-à-dire les non-membres).

Les stratégies des sections cantonales par rapport aux membres

Dans les cantons, on accorde beaucoup d'importance aux membres pendant les campagnes électorales car ils sont une ressource de mobilisation très importante pour les sections cantonales, qui leur permettra, selon eux, d'acquérir beaucoup de nouveaux électeurs. En effet, les sections proposent des activités comme des congrès, des *comizi*, etc. afin de mobiliser les membres internes au parti et les encourager à aller aux urnes. De plus, les membres comme nous venons de le voir, peuvent aussi fournir un appui financier lors des campagnes électorales.

Dans le cas tessinois, tous les partis historiques se sont souvent appuyés sur les analyses scientifiques de politologues italiens et utilisent eux-mêmes des termes comme « vote d'appartenance » et « vote d'opinion ». La première expression est particulièrement importante dans le canton, notamment pour le PRD, qui voit une grande stabilité dans son électorat puisque la plupart des électeurs affirment appartenir, par tradition familiale, au parti (Pacella, 2010). Des recherches récentes ont démontré que dans les années 1970 et 1980 au Tessin, le PRD n'avait pas réussi à prendre pleinement conscience de la crise et de la désaffection qui entraînait une perte d'électeurs à chaque élection (Rossini, 2015). La crise était quelque part relativisée, étant donné le maintien de sa place dans les institutions et son rôle toujours de premier parti avec une majorité relative dans le canton. Suite à la montée de la Lega dans les années 1990 et

²⁶⁵ Article inclus dans les statuts du PRD suisse de 1977 jusqu'à 2000.

2000, le PRD prendra conscience de l'ampleur de la crise, et de la nécessité de mettre en place des changements concrets afin de rétablir un lien fort avec ses membres.

Comme le parti tessinois, le PRD Zurich organise des fêtes électorales afin de montrer sa 'puissance' et son unité. En 1991, le parti cantonal incitait les sections locales à mobiliser leurs membres :

« Der fest schon traditionelle 'Aufakt zum Endspurt' im FDP-Wahlkampf wird am Samstag, 5. Oktober, ab 14.00 Uhr, aus dem Münsterhof (beim Fraumünster) in Zürich stattfinden. Da solche Manifestationen nur dann positive Wirkung ausstrahlen, wenn Sie auch wirklich gut besucht sind, bitten wir Sie dringend, nicht nur selbst am 5. Oktober dabeizusein, sondern auch eine möglichst grosse Zahl Ihrer Parteimitglieder – und selbstverständlich Ihrer Kandidaten – an unser Wahlfest mitzubringen. »²⁶⁶

Ce paragraphe souligne bien qu'en 1991, le parti cantonal n'avait pas de liens avec ses propres membres. Il incitait donc les sections locales à amener leurs membres et leurs candidats. Les liens avec les membres s'améliorent lors de la création d'une banque d'adresses cantonales, dans les années 1990. Aujourd'hui, la section cantonale exploite aussi *Adressix*, la « base de données centre du PLR. Les Libéraux-Radicaux »²⁶⁷.

La proximité avec les membres n'est pas non plus développée dans le contexte vaudois. En effet, ce sont plutôt les sections locales qui se chargent d'organiser les manifestations et des lieux de rencontres entre membres et candidats. À ces occasions, le parti cantonal met à disposition des affiches et du matériel publicitaire afin de garantir une distribution homogène de l'information qu'il produit pour les élections nationales.

L'importance des financements externes au PRD suisse

Le PRD est considéré depuis toujours, comme le parti qui recueille le plus de ressources financières dans le contexte helvétique. En effet, sur le plan strictement national, l'enquête de Gunzinger, qui a mené l'une des rares recherches sur les financements des partis suisses, révèle que c'est le PRD qui dispose « du plus gros budget de fonctionnement (3 millions) » (2008 : 58)²⁶⁸. En année électorale, la puissance financière du PRD augmente à 4,7 millions en 2007. La fortune du parti selon Gunzinger « s'est renforcée de 20 % en 2006 par rapport à 1996, mais c'est surtout en année électorale que le PRD parvient à séduire les investisseurs puisque sa situation matérielle s'est appréciée de 125,2 % entre 1995 et 2007 » (2008 : 81). La grande disponibilité de ressources financière devient ainsi plus importante à mobiliser au sein du parti national par rapport à la mobilisation des ressources des membres.

²⁶⁶ « L'évènement désormais traditionnel qui nous amène au sprint final de la campagne électorale du PRD aura lieu samedi 5 octobre à partir de 14 heures dans la cour de la cathédrale (près de la Fraumünster) de Zurich. Puisque de telles manifestations ont un effet positif seulement si elles sont bien fréquentées, nous vous demandons de ne pas participer seuls le 5 octobre à la fête électorale, mais d'amener un grand nombre de vos membres et naturellement, vos candidats » (TdA). « Lettre aux présidents des sections locales et de districts zurichois : « Ergänzungswahl von zwei Obberichtern/Mitgliederaktion/Werbemittel », Archives PRD Zurich, Zurich.

²⁶⁷ Site web du PRD sous la page Gestion des adresses et des membres. URL : <http://www.plr.ch/service-shop/addressix.html>. Dernière consultation le 4 janvier 2017.

²⁶⁸ Le budget de fonctionnement est composé par les ressources financières dont le parti dispose pendant l'année pour son fonctionnement. Celui-ci change notamment selon si l'année est électorale ou ordinaire.

Officiellement, selon les derniers statuts en vigueur avant l'unification entre le PRD et le PLR, le financement du parti national était assuré, contrairement aux autres partis suisses, que très peu par transfert de ressources financières depuis les niveaux inférieurs (partis cantonaux et partis locaux) : seulement 1 % du budget national était composé par ce type de financement. La plupart des finances étaient issues de dons (56 %) et des taxes des membres de la fraction parlementaire (28 %) (Brändle, 2001b : 188). Le parti national était donc, déjà au début du nouveau siècle, très autonome financièrement par rapport aux sections cantonales. De même, les sections cantonales étaient très autonomes financièrement par rapport au parti national.

De ce fait, la perte importante de l'électorat et la perte consistante des membres (en cours dans les partis historiques) n'affectent pas du point de vue des financements les partis nationaux. Pour le PRD, cette affirmation paraît particulièrement valable. En 2002, le PRD suisse introduit donc une taxe d'affiliation symbolique de 1 CHF par membre, signe que ses sources principales de financement proviennent de l'extérieur. Les sections locales peuvent alors, dans tous les cas, décider librement le montant de la taxe. Cette dernière dépend également du montant qu'elles doivent verser au parti cantonal.

L'importance des dons que reçoit le parti national, fait que les sections cantonales sont très autonomes (étant donné qu'elles ne sont pas énormément financées par le parti national) ainsi que le parti national (qui ne doit pas mener une politique axée sur les souhaits des sections plus fortes). Les dons sont encore plus mis en exergue en 2004, lorsqu'une association appelée « Amis du PRD » est créée à Berne ayant pour but d'aider idéologiquement et matériellement le parti national²⁶⁹. La taxe d'adhésion était onéreuse : 2'000 CHF pour les personnes privées et 5'000 CHF pour les organisations. Cet argent pouvait être dépensé librement par le parti national. Dans cette association, l'on retrouvait beaucoup de grands acteurs de l'économie suisse²⁷⁰. La stratégie adoptée en période normale a donc été celle de constituer un nouveau groupe de personnes qui permettait le financement du parti sans se baser sur les taxes des membres et des sections cantonales.

Cette association cependant n'est pas la seule qui amène de l'argent dans les caisses du parti. Surtout pendant les campagnes électorales, le parti national recherche de nouveaux 'sponsors' afin de couvrir ses frais. Les activités se multiplient et le parti se voit confronté à l'explosion des coûts. En 1999, le parti national dans sa documentation pour les candidats et les partis cantonaux, dans le sous-chapitre « travaux d'organisation » souligne que c'est le PRD suisse qui s'occupe « de coordonner les recherches de sponsoring auprès des grandes entreprises » et que les candidats ou les sections cantonales doivent prendre contact « avec tous les autres secrétariats radicaux, afin que les mêmes personnes ne soient pas abordées à la fois par le parti cantonal, le parti local ou le groupe féminin »²⁷¹. Par exemple, des entreprises financent des formations pour les candidats sur des thématiques spécifiques qui les concernent, notamment

²⁶⁹ « Bekenntnis zum Freisinn », *Neue Zürcher Zeitung*, 22 septembre 2004, p. 14.

²⁷⁰ Par exemple le patron du géant pharmaceutique Novartis Daniel Vasella, l'ex-patron de l'UBS Peter Wuffli et l'ancien président du Crédit Suisse Walter Kielholz. « Daniel Vasella n'est plus un 'ami du PRD' », *20 minutes*, 05 juillet 2009.

²⁷¹ « Projet d'organisation des élections 1999 », Archives PRD Tessin, Camorino.

l'économie. La stratégie de réponse adoptée dans ce cas, envisage de donner un rôle important au parti national, lequel peut se permettre de contacter les grandes entreprises. L'argent récolté va ensuite dans les caisses du parti national, qui renverse l'argent sous forme d'activités et de formations pour les candidats.

Afin de couvrir les coûts de la campagne, les candidats entrent également en jeu à partir de 1999. En effet, ils doivent payer des taxes aux partis cantonaux. Dans le cas du PRD, ces candidats doivent aussi en 2006 payer des taxes de candidature au parti national. Effectivement, pendant une Conférence des présidents et du Comité directeur du PRD suisse, préalable aux élections nationales de 2007, les présidents décidèrent que « les candidats et candidates au parlement national contribueront à la campagne nationale par une rémunération des services fournis par le PRD suisse. Le montant sera facturé par le parti suisse. Un package de prestation va être préparé par le PRD suisse »²⁷². Une centralisation dans la récolte des cotisations financières lors des campagnes électorales semble être en cours dans le PRD. Il reste cependant le parti le moins centralisé (en période normale) en Suisse du point de vue financier. En effet, les liaisons entre les différents échelons sont encore aujourd'hui très rares, bien qu'une augmentation des cotisations des sections cantonales ait vu le jour à partir de 1999.

Le financement interne et externe des sections cantonales

Les sections cantonales sont donc très autonomes financièrement et dans l'organisation de la campagne électorale. Elles peuvent en effet produire une campagne personnelle sans être dépendantes des finances du parti national. La campagne de ce dernier s'ajoute aux campagnes cantonales et reste autonome. Il s'agit d'un changement important par rapport aux autres partis politiques en Suisse qui voient d'un côté les sections plus petites accepter les campagnes nationales car leur autonomie financière ne leur permet pas le développement d'une campagne personnelle. D'un autre côté, les sections plus importantes préfèrent ne pas accepter l'aide financière du parti national si cela implique une campagne standardisée à l'échelon national (comme cela a été le cas par exemple, avec les sections UDC de Berne et de Zurich en 1991).

Dans la plupart des sections cantonales du PRD, au contraire du parti national, ce sont les cotisations des sections locales et des élus cantonaux qui contribuent de manière importante, au budget du parti.

Au Tessin, les statuts cantonaux du PRD ne mentionnent pas de cotisations dont les membres doivent s'acquitter, car les membres s'affilient davantage à la section locale et c'est elle, qui doit payer une cotisation à la section cantonale, proportionnellement au nombre de votes obtenus aux dernières élections au Grand Conseil. De plus, pendant les élections fédérales, les candidats doivent s'acquitter de cotisations pour toute la campagne électorale développée et organisée par le parti cantonal (soit les affiches, les meetings électoraux, etc.)²⁷³. Les candidats durant la même année électorale doivent aussi proposer au parti national d'éventuels sponsors qui pourraient contribuer de manière importante à la campagne du parti cantonal. Les sources

²⁷² Procès-verbal de la Conférence des présidents des partis cantonaux et du Comité directeur du PRD suisse, 30 juin 2006, Archives PRD Tessin, Camorino.

²⁷³ Lettre aux candidats au Conseil national et au Conseil des États, juillet 1999, Archives PRD Tessin, Camorino.

de financement externes pour le PRD Tessinois semblent importantes et fondamentales, comme pour le parti national. La situation tessinoise représente cependant un cas un peu particulier, surtout en ce qui concerne la campagne développée par le parti national : en effet ce dernier renonce à proposer une campagne nationale en italien dans ce canton mais par contre, indemnise financièrement le parti cantonal pour qu'il puisse développer sa couverture²⁷⁴.

Une stratégie similaire est mise en place par la section vaudoise : le budget de la campagne est composé en 1999 par les fonds d'entreprises, le financement par les candidats et des actions spéciales²⁷⁵. Le financement de la part des candidats est vu par le parti cantonal comme un encouragement à mener des actions propres au niveau cantonal : en effet en 1995, le parti dans une communication interne, souligne que « compte tenu de l'état des finances du Parti, la Commission propose que chaque candidat participe au financement de cette campagne (...). Il apparaît en effet préférable que les moyens à disposition des candidats soient concentrés sur une campagne cantonale »²⁷⁶. Les candidats pourraient effectivement choisir de préférer des campagnes personnelles et le montant élevé requis par le parti cantonal permettrait davantage le financement d'une campagne homogène au niveau cantonal. Le type d'action dépend beaucoup du nombre de membres dans la section.

4.5 Les ressources du PDC en diminution

Enfin, le dernier parti étudié dans le cadre de cette étude est le Parti démocrate-chrétien. Le PDC peut compter sur un électorat très mélangé, couvrant plusieurs classes d'âges et se situant plutôt au centre de l'échiquier politique.

Dans le cas du PDC, les membres ne sont normalement pas directement associés au parti national. En effet, « la qualité de membre s'acquiert par l'adhésion au parti local, à défaut, au parti cantonal, au besoin au parti suisse... »²⁷⁷. C'est donc au niveau le plus bas qu'un membre doit s'affilier. Il existe cependant aussi la possibilité de s'affilier au parti national (si par exemple un membre veut assumer des charges institutionnelles au niveau national). Le système d'affiliation des membres du PDC suit donc un modèle 'fédéraliste' où le niveau le plus bas est le responsable direct du « party on the ground ».

La relation du PDC avec ses membres

En ce qui concerne le rapport entre parti et électeurs, il faut remonter à l'après-guerre pour voir des changements dans les relations entre le parti national et ses membres. Traditionnellement, les contacts étaient assurés par les sections locales, qui avaient un contrôle pointu sur les

²⁷⁴ Lettre du secrétaire cantonal tessinois au secrétaire général PRD Suisse concernant l'indemnité versée au parti tessinois, avril 2007, Archives PRD Tessin, Camorino.

²⁷⁵ Procès-verbal de la séance de l'État-major électoral du 4 février 1999, Archives cantonales vaudoises, Lausanne, PP552/553/4.

²⁷⁶ Lettre adressée au président du PRD Vaud par le président de la Commission électorale, Archives cantonales vaudoises, Lausanne, PP552/553/4.

²⁷⁷ « Statuts du PDC suisse », adopté le 19 avril 1997 et révisé partiellement par les assemblées des délégué-e-s du 19 août 2000, du 25 juin 2005 et du 26 avril 2008. Déjà dans les statuts de 1970, la « Mitgliedschaft wird erworben durch den Beitritt zur Ortspartei, bei deren Fehlen zur Kantonalpartei », « l'affiliation au parti est acquise par l'adhésion au parti local, s'il n'existe pas, au parti cantonal » (TdA), « Statuten der CVP », 1970. Archives PDC suisse, Berne.

électeurs. Avec les changements qui ont caractérisé la société suisse dans les années soixante et septante (croissance économique, déplacement vers les centres depuis les vallées, scolarisation supérieure croissante, sécularisation, etc.) entretenir des rapports si stricts avec des électeurs qui ‘bougent’ bien plus souvent était devenu presque impossible. Jusqu’aux années 1970, sous la gestion organisationnelle du secrétaire général Rosenberg, le parti national ne possédait pas de registre de membres. Rosenberg et le parti national, avec l’aide des sections cantonales, ont essayé une première fois dans les années 1970 de développer un registre de membres, qui était cependant toujours géré par les sections cantonales. Le PDC selon Gruner, assume à cette époque-là un rôle de pionnier dans le rapport membre – parti national (Gruner, 1977 : 308-309). Le but du parti national était en effet de permettre une communication directe avec les membres ; étant donné que les communications aux membres depuis le parti national devaient passer à travers le parti cantonal et la section locale.

Cette évolution au sein du PDC confirme en quelque sorte l’interprétation donnée par Katz lorsqu’il affirme que la communication est une des premières ressources pour un « party central office » : « if the party maintains a central membership registry, this gives the central office the capacity to communicate directly with the party’s members – by-passing all the organizational structures and intermediate leadership cadres of the party on the ground » (2002 : 99). Ce changement, dans le sens d’une centralisation souhaitée dans les années 1970, n’a cependant pas eu beaucoup de succès. Le parti a de nouveau tenté dans les années 1990 et 2000, de proposer une telle solution face à la perte constante de membres et au souhait d’entretenir un contact direct avec les membres du parti. Cependant, les sections cantonales s’opposent à cette stratégie centralisatrice. En effet, les réticences des partis cantonaux à l’utilisation sans contrôle de la part du parti national de ces listes de membres sont assez évidentes (voir l’exemple du canton du Tessin en 2006). Les statuts du parti affirment depuis 2000 que « le parti suisse n’a pas le droit d’utiliser la cartothèque centrale des membres sans le consentement écrit des partis cantonaux concernés pour récolter des fonds auprès des membres du canton »²⁷⁸. Cependant, les efforts fournis par Rosenberg ne furent pas suffisants pour l’époque et la cartothèque centrale des membres du PDC n’a vu le jour que dans les années 2000. Rosenberg avait en effet rédigé un règlement relatif au fichier central des membres du PDC suisse. Néanmoins, il était difficile de partager un dossier entre la section cantonale (qui s’occupait de le mettre à jour) et le parti national. Ainsi, il a fallu attendre 1998 et les années suivantes, pour qu’un règlement puisse faire démarrer toute la machine organisationnelle. Officiellement, le fichier central des membres vise à :

« Faciliter l’action du parti national :

- a. prise de contact directe avec ses membres, pour des campagnes politiques et pour la communication interne du parti (Journal, Newsletters, etc.).
- b. Réalisation de votations primaires et adoption de propositions des membres à l’intérieur du parti
- c. campagnes fédérales relatives à des initiatives, des référendums, des objets soumis en votation et campagnes électorales nationales
- d. fixation du nombre de délégué-e-s de chaque parti cantonal à l’assemblée des délégué-e-s du PDC suisse

²⁷⁸ Art. 5 al. 4 des « Statuts du PDC suisse », adopté le 19 avril 1997 et révisé partiellement par les assemblées des délégué-e-s du 19 août 2000, du 25 juin 2005 et du 26 avril 2008.

e. mise à jour des adresses destinées aux envois effectués par le parti suisse. »²⁷⁹

Ce changement afin de créer une cartothèque des membres a vu le jour lorsque le parti en 1996, a entamé toute une série de réformes pour se présenter plutôt comme un *Mitgliederpartei*. Le premier document du PDC suisse envoyé aux membres à travers la cartothèque, fut le nouveau programme « Renouveau Suisse ». Plus de 70'000 personnes ont ainsi reçu les informations « de première main sur la nouvelle orientation programmatique du parti, sans devoir s'en remettre aux médias »²⁸⁰ (ou aux sections cantonales, l'on pourrait même ajouter). Dans le cadre du processus de renouveau (qui a donné lieu à la publication homonyme « Renouveau Suisse »), le parti national avait également défini des objectifs en ce qui concerne l'organisation du parti. Il s'agissait avant tout d'associer davantage la base et de lui offrir la possibilité de participer de façon directe et démocratique aux décisions : la mise en place de la cartothèque des membres avait été réalisée parallèlement à ce processus²⁸¹.

Cet instrument, pendant les campagnes électorales et surtout fédérales, permet au parti national de rassembler tous les membres, les informer sur les activités du parti national et les unir sur les thématiques clés. Au niveau de la communication nationale, nous assistons donc à une centralisation de l'information qui à partir du milieu des années 2000 ne passe plus que par le parti cantonal (ou les médias). Ces considérations structurelles de l'organisation sont importantes, car elles permettent de considérer avant tout, la structure du pouvoir à l'intérieur du parti.

Le statut de membre dans le PDC

Selon les statuts du PDC, un membre est quelqu'un qui partage les programmes et les statuts, mais qui soutient aussi financièrement celui-ci en payant sa cotisation pour devenir membre. Pendant les campagnes électorales, les membres sont extrêmement importants pour le parti : en particulier en ce qui concerne la propagande, la publicité et la mobilisation d'autres électeurs. Avec le développement des nouveaux moyens de communications, le PDC, dans les années 2000, développe son concept du statut de membre et arrive en 2005 à la création d'une cybercommunauté PDC dans laquelle il ne faut pas nécessairement être membres du parti pour y adhérer²⁸². L'organe supérieur de cette cybercommunauté est le parti national et les communications passent à travers internet. Cette stratégie n'apporte pas les résultats souhaités par le parti. Aux élections nationales de 2007, bien que le parti national essaie aussi de mobiliser cet électorat, il perd encore des voix. En janvier 2008, le parti propose alors son « plan scipio », lors de l'Assemblée des déléguées à Altdorf. Le but était de gagner plus de membres. De plus, le parti national souhaitait changer le point qui disait que « l'adhésion au parti national se fait au besoin » et permettre ainsi une gestion centralisée des membres par le parti national.²⁸³

²⁷⁹ « Règlement relatif au fichier central des membres », avril 2002, Archives PDC suisse, Berne.

²⁸⁰ « Rapport annuel du PDC suisse 2004 », Archives PDC suisse, Berne.

²⁸¹ « Orientation libérale-sociale. Le PDC suisse à propos du congrès du renouveau du 18 septembre 2004 », communiqué de presse, 30 août 2004, Secrétariat PDC suisse, Berne.

²⁸² « Règlement de la cybercommunauté PDC », annexe au document « Renouveau suisse PDC. Réformes organisationnelles du PDC suisse pour être en mesure de mener des campagnes. », année 2005, Archives PDC Tessin, Bellinzone.

²⁸³ Voir présentation PPT « Plan Scipio », Archives PDC suisse, Berne.

Plusieurs sections, entre autres celles de Zurich et du Tessin, sont contre ce nouveau plan organisationnel, car la centralisation de l'organisation des membres avec la possibilité d'affiliation directe au plan national rendrait plus faibles les sections cantonales²⁸⁴. L'affiliation directe des membres aux sections cantonales représente en effet une grande ressource de mobilisation et permet aussi une certaine autonomie (financière et de gestion du parti du point de vue politique).

Jusqu'aujourd'hui en effet, une grande autonomie est laissée aux cantons dans la gestion des membres. Celle-ci ressort encore plus si l'on prend en compte le rôle 'officiel' qui est donné aux membres : dans le canton de Zurich, la section conçoit les membres selon la définition officielle, soit selon leur affiliation au parti, le paiement d'une cotisation, etc. Au contraire, au Tessin, les membres sont ceux qui sont abonnés au journal officiel du parti, *Popolo e libertà*. Il est donc beaucoup plus difficile dans le contexte tessinois, de contrôler et de mobiliser les ressources pendant les élections ou les votations.

Les ressources financières dans le PDC

Dans leur étude basée sur des questionnaires envoyés aux sections cantonales et nationales, Ladner et Brändle (2001) ont découvert que le transfert de ressources financières entre sections cantonales et le PDC national est plus important que les transferts internes au PRD. Essentiellement, dans les deux partis, les différents échelons du parti se financent seuls. En effet, chaque statut (du parti national, de la section cantonale et de la section communale) affirme que les finances de leur parti sont assurées par les représentants dans les institutions (national — cantonal — communal), les adhérents et les sympathisants (cantonal – communal), les organes dirigeants (cantons) et dons (national – cantonal – communal). Il existe cependant aussi des flux verticaux importants, notamment au sein du PDC.

Un flux vertical existe donc selon les statuts dans le financement des partis politiques. Cependant, celle-ci n'est qu'une petite partie de l'ensemble du budget du parti. En effet, selon la recherche de Ladner et Brändle les contributions des partis cantonaux au PDC national ne représentent que 13 % de l'ensemble du budget national (2001 : 189), pourcentage qui baisse à 10 % selon la recherche de Gunzinger (2008 : 93). De façon similaire, pour les contributions des sections locales, le pourcentage du budget des partis cantonaux financé par les sections cantonales est passé de 21 % à 12 % (Gunzinger, 2008 : 87). Gunzinger arrive donc à la conclusion suivante en ce qui concerne le PDC :

« Le grand perdant de notre enquête est le PDC qui, sur un plan cantonal, rassemble à peine plus de fonds qu'en 1997 en année ordinaire et dont les ressources des sections appartenant à notre échantillon ont plongé de 20 % en moyenne lors des dernières élections cantonales. Le PDC paie donc plus lourdement le tribut de ses pertes électorales que ses rivaux socialistes, ce qui est essentiellement lié à la structure de son financement. » (Gunzinger, 2008 : 115-116).

Dans l'évolution de ces vingt-cinq dernières années, le parti n'a pas changé essentiellement sa structure de financement pour faire face d'un côté aux pertes électorales (qui assurent donc

²⁸⁴ « 'Le plan Scipio': les décisions stratégiques », 19 janvier 2008, Archives PDC suisse, Berne.

moins d'argent de la part des représentants PDC) et de l'autre côté, à des coûts toujours plus grands en ce qui concerne le financement des activités du parti, surtout pendant la période de la campagne électorale. En effet, pendant les élections fédérales, les coûts 'explorent' : publicité, annonces et affiches, formation des candidats, autre propagande. Une solution possible évoquée en 1991 pour augmenter les disponibilités financières du parti national consistait en l'augmentation des taxes de membres (les cotisations)²⁸⁵. Le parti voulait toucher une source de financement interne (les cotisations) afin de se garantir une base financière majeure pendant des périodes particulièrement onéreuses (les élections). Rien ne fut cependant entrepris dans ce sens en 1991, étant donné que les sections n'avaient pas été d'accord avec le parti national²⁸⁶. En effet, dans le parti, les responsables de la récolte des taxes auprès des membres sont les sections cantonales et par conséquent, celles-ci pouvaient mettre en place des résistances lorsque le parti national proposait une augmentation de ces cotisations. Il faut rappeler que le PDC, ainsi que le PRD, est l'un des partis avec la cotisation la plus basse en Suisse, surtout par rapport au Parti socialiste (Gunzinger, 2008).

Parfois donc, les besoins financiers du parti national se heurtent aux sections cantonales. Ce n'est pas la première fois où l'on assiste à une situation semblable. En 2006, le PDC suisse, en cherchant des soutiens financiers dans les membres locaux du parti, envoie aux partis cantonaux une lettre qu'ils devaient renvoyer aux sympathisants du parti cantonal. Cependant, la section tessinoise, à travers son coordinateur-secrétaire général Claudio Franscella, répond au parti national qu'« une telle action entre en concurrence avec notre actuel effort de financement des élections cantonales de 2007 »²⁸⁷. Il ajouta dans les mois suivants (suite à la possibilité de l'utilisation du registre des membres par le parti national) :

« Le Bureau présidentiel du PDC Tessin n'est pas d'accord de l'utilisation des adresses de notre canton pour la récolte des fonds du PDC. Dans notre canton, pendant les années 2006 et 2007, il y aura les élections cantonales et communales et c'est pour cette raison que chaque ressource financière est indispensable pour notre parti cantonal. »²⁸⁸

Les besoins financiers nationaux étaient ainsi relégués au deuxième plan par le parti cantonal. Les élections cantonales, qui sont presque entièrement financées par le parti cantonal revêtent davantage d'importance pour ce dernier, qui n'accepte pas cette procédure 'top-down' dans la récolte des fonds. Par rapport aux autres partis, particulièrement par rapport à l'UDC, le système de financement du PDC en année électorale dépend encore beaucoup du 'financement interne'. Au contraire, les actions de collecte et les donations externes semblent être la principale source de financement de l'UDC, parti qui a le plus progressé en Suisse à partir du début des années 1990.

²⁸⁵ « Eidg. Wahlen 1991 : Vorbereitungen, Ergebnisse, Folgerungen », Archives PDC suisse, Berne.

²⁸⁶ Les sections locales et cantonales sont en effet autonomes dans le choix du montant de la taxe d'inscription au parti.

²⁸⁷ Lettre envoyée à Rete Nause par le coordinateur PDC Tessin Claudio Franscella, 1er février 2006, Archives PDC Tessin, Bellinzona.

²⁸⁸ Courriel envoyé au secrétariat PDC Suisse par le coordinateur Claudio Franscella, 5 avril 2006, Archives PDC Tessin, Bellinzona. Il faut signaler que les élections cantonales ont eu lieu en 2007 et les communales en 2008 (et non pas 2006 et 2007 comme souligné par Franscella).

Il faut noter que la plupart des coûts d'une campagne électorale d'un candidat ne sont pas assumés par le parti lui-même. Donc nous ne disposons ici que d'un aperçu partiel, compte tenu de l'impossibilité de connaître exactement les investissements des candidats dans leur campagne ou les investissements des comités de campagne personnels. Il est cependant intéressant de remarquer que par exemple à Zurich, si un candidat est élu dans les premières places de la liste (*Spitzenkandidaten*), il doit allouer au parti cantonal plus d'argent par rapport aux candidats qui étaient sur la liste, mais qui n'ont pas été élus²⁸⁹. De plus, le taux dépend de la place assumée sur la liste : les candidats qui se retrouvent à la fin de la liste dépensent moins par rapport aux premières places. Ces stratégies ne sont pas prises en compte par le canton de Vaud ou le Tessin, où les cotisations des candidats dépendent simplement du fait de se porter candidat sur la liste du parti.

4.6 Les analogies et différences

Au début du chapitre, nous avons souligné un manque d'études assez important dans le contexte suisse en ce qui concerne la gestion de deux types de ressources de la part des partis politiques suisses, à savoir la gestion des membres et la structure de financement. Ces deux critères sont essentiels à la gestion courante des partis politiques ; il se trouve donc que certains changements sont faits dans le but d'augmenter leur présence dans le parti.

Il existe une opinion partagée dans la littérature internationale, mais dans le contexte suisse aussi, qui suggère que pendant des campagnes pour des élections, la nécessité de ces deux types de ressources augmente. Tout d'abord, en ce qui concerne les ressources financières, en raison de la complexité de la politique, l'on rend nécessaire l'appui au parti politique de personnes toujours plus spécialisées et les campagnes électorales sont devenues toujours plus onéreuses pour les partis politiques.

Les études de Gunzinger montrent comment à première vue, les finances des partis politiques (au niveau national) ont augmenté de manière générale dans les vingt dernières années et comment les partis politiques suisses se sont enrichis (Gunzinger, 2008 : 115). Malgré cela, le rapport aux sources de financement est différent selon le parti pris en compte et plus encore selon le niveau analysé. En effet, les partis nationaux « doivent aux acteurs externes la croissance de leurs ressources. Ils sont à présent devenus majoritaires dans le financement de leur organisation et ils ont nettement gagné en importance depuis 1998, quel que soit le parti observé » (Gunzinger, 2008 : 116). Au contraire, les niveaux cantonaux sont encore très dépendants des sources de financement interne (soit les cotisations des membres et les indemnités parlementaires). Ce sont donc les sections cantonales à être touchées en premier lieu par la perte de membres : cette diminution signifie de plus petites cotisations et donc une baisse du financement interne. La perte de membres de la part des partis politiques suisses est constante et touche particulièrement le PRD, le PDC et le PS. Les réactions des partis politiques par rapport à la récolte de ces deux ressources essentielles, se développent de manière

²⁸⁹ Les 'cotisations' des candidats dépendent de la place occupée à la fin de l'élection au Conseil national sur la liste. Différents échelons font que les candidats assument les coûts de la campagne entreprise par le parti cantonal. Procès-verbal de la commission électorale zurichoise, 7 juillet 1999, Archives PDC Zurich, Zurich.

différenciée et dépendent de leur situation et de la relation qu'ils entretiennent avec les ressources-mêmes (et combien ils dépendent de celles-ci).

En effet, le parti qui a le moins subi de pertes parmi ses membres au niveau cantonal est l'UDC (Gunzinger, 2008 : 139). Ce parti, pendant les deux dernières décennies, parvient à développer son *extensiveness* (Mazzoleni & Rossini, 2016), ce qui lui a permis ainsi d'élargir son soutien électoral dans l'ensemble du pays (nationalisation de son vote). Effectivement, à partir de 2001 chaque canton suisse avait sa propre section cantonale de l'UDC. La création de sections locales et cantonales, notamment en Romandie, a permis au parti de se faire connaître aussi au niveau local et de proposer ses représentants pour les institutions locales. À côté de cette augmentation des membres, l'UDC a développé de manière consistante l'indépendance du parti national des cotisations des niveaux inférieurs en raison des sources de financement externes majeures. Ces derniers se retrouvent ainsi toujours plus dépendants du niveau supérieur qui, du point de vue politique, peut se permettre d'être autonome dans ses décisions. Le parti ne développe que tout récemment un changement dans le sens d'une centralisation de ses ressources pendant les campagnes électorales. L'autonomie des niveaux cantonaux dans la gestion des membres et des finances permet en effet au parti national de garder une autonomie politique dans la gestion de ses affaires courantes. De plus, l'UDC a centralisé son organisation lorsque les niveaux inférieurs étaient faibles (les sections nouvellement nées par exemple) : les difficultés financières des petites sections (donc avec peu de membres) étaient dépassées avec la proposition d'une campagne nationale. Il se développe ainsi une stratégie de centralisation de l'organisation des campagnes électorales dans les contextes plus faibles où les ressources manquaient.

Un seul autre parti en Suisse propose une autonomie financière semblable, voire même plus poussée. Il s'agit du PRD. Au début des années 1990 déjà, ce parti proposait une autonomie du niveau national supérieur à la moyenne par rapport aux niveaux inférieurs. En effet, les financements internes et surtout externes dans le PRD étaient déjà très importants par rapport aux autres partis. Cela n'empêche toutefois que la perte constante d'électeurs et de membres a amené le parti à développer des réponses afin de gagner plus de ressources. Il est vrai que le PRD a perçu de manière moins importante cette perte constante de membres en raison de l'importance des financements externes dans les sections cantonales et dans le parti national. Pendant les campagnes électorales, cette autonomie financière se traduit par une haute autonomie élevée dans l'organisation et la gestion de la campagne de la part des différents niveaux.

Quant au PS et au PDC, il existe à l'intérieur de leur structure de financement, plus de relations intra-partisanes verticales. Notamment pour le Parti socialiste, les flux financiers entre les différents niveaux sont intenses (du bas vers le haut pendant les périodes ordinaires, et parfois du haut vers le bas pour financer les campagnes cantonales). Dans ce parti, les taxes d'affiliation dépendent de plusieurs facteurs. Dans un souci de proportionnalité, dans beaucoup de sections cantonales, il existe une cotisation proportionnelle au revenu perçu par le membre. Le financement interne au parti (aussi national) dépende fortement des cotisations : procédure opposée à celle du PRD et de l'UDC. Pour cette raison, le PS comprend donc mieux que le

PRD et le PDC, l'importance de réagir et de proposer une stratégie qui permet une meilleure gestion des finances et des membres. Pour cette raison, on assiste pendant les années 1990, au développement d'un registre central des membres qui permet aussi au parti national d'établir les taxes que chaque section cantonale doit lui verser. Ceci peut être considéré comme une réelle stratégie de centralisation que le parti développe et contre laquelle les sections cantonales ne peuvent que peu entreprendre.

Enfin, l'autre parti qui se base beaucoup sur le financement interne, mais en même temps assiste à une perte constante d'électeurs est le PDC. Comme le PRD, ce parti a connu d'un côté, une perte considérable d'électeurs, ce qui l'a privé d'un bon nombre d'adhésions et de cotisations internes. D'un autre côté, il n'a pas augmenté sa taxe d'adhésion, ce qui l'amène à être le parti qui a le plus perdu du point de vue financier dans les dernières décennies en Suisse. Cette perte financière semble également particulièrement corrélée à la perte électorale qui touche ce parti depuis les années 1980 et qui l'a amené à devenir le quatrième parti en Suisse. La réponse développée par le PDC par rapport à la perte constante de membres a été très semblable à celle du Parti socialiste : le développement d'une cartothèque des membres afin de créer une base qui peut être en contact direct avec le parti national. Le but de cette cartothèque était donc différent par rapport à celui du parti socialiste : ici, il s'agit plutôt d'une homogénéisation de l'information qui devait arriver aux électeurs et non pas un système pour contrôler et mieux coordonner les cotisations des membres. En effet, lorsque le parti veut exploiter ce registre pour récolter de l'argent, les sections cantonales l'empêchent et réaffirment leur pouvoir de gestion des membres. Par rapport au PS, les sections cantonales ont donc encore un pouvoir de 'veto' important et peuvent sélectionner quel type d'information est transmis aux membres de la part du parti national.

Nous pouvons résumer et dire que dans les vingt dernières années, les quatre partis politiques suisses ont opéré des changements différents dans la gestion de ces deux types de ressources. Deux partis ont essayé de n'augmenter qu'une des deux. Le PRD, traditionnellement déjà plus lié aux sources de financement, a comblé ses pertes dans les adhésions en augmentant les financements externes. Au contraire, le PS national a développé une stratégie qui lui a permis de mieux contrôler ses membres et de cette manière, garantir une source de financement interne stable. En ce qui concerne le gagnant de la politique suisse de ces vingt dernières années, l'UDC, il a songé à augmenter de manière égale les finances et les membres. Les financements externes permettent cependant au parti national d'être indépendant des sections cantonales et de conquérir même un pouvoir majeur et plus légitime dans son imposition des thématiques et des politiques soutenues par le parti. Enfin, le PDC, le parti qui sort le plus perdant des élections des deux dernières décennies, ne montre aucune ou que des faibles stratégies visant à arrêter la perte de consensus et de membres.

Nous voyons que la plupart des partis au début des années 1990, montrent une faible centralisation des ressources. Malgré cela, au cours des vingt dernières années, les partis (de manière non-similaire et avec des motivations différentes) changent la structure de gestion de leurs ressources et en centralisent une partie. Le signe d'une centralisation dans la gestion des membres est visible par exemple dans la création, par presque tous les partis pendant les

années 1990 et 2000, d'une cartothèque des membres. Les niveaux de centralisation changent cependant selon le parti pris en considération et l'exploitation qui est faite de cet instrument potentiellement très centralisateur. En effet, seul le Parti socialiste réussit à développer cet instrument, au niveau national de manière continue et acceptée par les niveaux inférieurs. Par contre, les sections cantonales, en ce qui concerne cet indicateur développent une centralisation des membres importante : ils en sont en effet les responsables, et gardent cette autonomie dans la gestion et l'administration du registre. La ressource des finances est plus complexe, et de multiples mutations sont apparues à différents niveaux. De manière générale, les financements externes des partis politiques nationaux permettent aux partis d'imposer de manière plus légitime, leurs politiques et leur organisation de la campagne. De manière identique, les sections cantonales qui récoltent plus de financement externe et qui sont donc plus fortes financièrement, peuvent de manière légitime être autonomes et indépendantes des campagnes électorales nationales.

4.7 Conclusion

Ce chapitre a conçu un indicateur de manière générale, la gestion des ressources ; mais il pourrait sans doute être vu comme la somme de deux indicateurs plus spécifiques, la gestion des finances et la gestion des membres. L'analyse approfondie de ces deux 'sous-indicateurs', en période normale et dans le cas spécifique des campagnes électorales pour des élections nationales, nous a montré tout d'abord, que les stratégies adoptées par les partis politiques changent et sont différentes selon la définition du parti et leur structure interne. Nous pourrions donc, en partie, confirmer l'affirmation de Duverger (1977) qui distingue les partis en deux catégories selon leurs relations aux finances et aux membres. En effet, encore aujourd'hui, la conception du parti comme un 'parti de membres', encourage le Parti socialiste suisse à donner une importance majeure au recrutement des adhérents, ce qui va influencer les cotisations et le financement interne reçu. De même, le PRD national ne se soucie pas énormément des constantes pertes de membres, étant donné que sa source de financement est essentiellement externe. Juste avant de faire cette distinction entre partis de cadres et partis de masses (les partis basés sur les membres, selon Duverger), l'auteur français développe le rapport que ces deux partis ont avec la centralisation et la décentralisation. Il reprend cette distinction : les partis de cadres sont décentralisés et faiblement articulés, alors que les partis de masses sont centralisés et plus articulés (Duverger, 1977 : 91). Dans notre analyse, nous pouvons nuancer cette distinction si catégorique. En effet, dans le contexte helvétique, pour les partis de masses aussi une grande partie de l'organisation est structurée de manière décentralisée (PS) et les niveaux inférieurs sont très autonomes dans la gestion de leurs ressources, en raison de la structure fédéraliste du système politique.

L'un des problèmes que pose cette distinction de Duverger, est qu'elle n'inclut pas des formes 'mixtes' de partis politiques. En effet, nous avons rendu compte que pour (tous) les partis suisses, les formes d'organisation et la structure de gestion des ressources changent selon le niveau pris en compte. Il semble donc exister, comme déjà affirmé par Gunzinger, dans le contexte suisse toujours plus d'autonomisation des niveaux (2008). De cette manière, les partis nationaux semblent (avec quelques nuances) toujours plus rattachés à des partis de cadres, où les sources de financement externes sont plus importantes par rapport aux apports des

cotisations des membres. Au contraire, les niveaux cantonaux assurent beaucoup encore aujourd'hui leur autonomie financière grâce aux financements des membres. Cette division en 'niveaux', semble donc plus confirmer la théorie de Eldersveld, qui voyait dans les partis américains une distribution du pouvoir stratarchique, c'est-à-dire que la diffusion et le contrôle étaient présents à différents niveaux de l'organisation. Le pouvoir peut donc être présent à différents échelons de l'organisation et la structure des partis et la gestion de leurs ressources est décentralisée, car les instances centrales n'arrivent pas à imposer une centralisation (Eldersveld, 1964).

Les stratégies de réponse de la part des sections cantonales sont diversifiées. Une intégration verticale complète (Thorlakson, 2011) s'impose en effet par une légitimation garantie par des ressources importantes ou par le manque de ressources de la part des niveaux inférieurs. Nous avons vu dans ce chapitre que le rapport à ces ressources change selon les partis politiques et selon le niveau analysé.

5. Gestion du profil identitaire

L'indicateur dont nous montrons maintenant les changements est celui de la gestion du profil identitaire. Il s'agit donc des réponses que les partis politiques suisses mettent en place du point de vue d'une dimension plus symbolique, par rapport à ce que nous avons analysé jusqu'à maintenant. Plus précisément, cet indicateur tente d'analyser comment les partis exploitent leur identité, quels sont les changements opérés afin de se montrer unis face à un électorat en transformation, comment sont surmontées les différences identitaires contextuelles, etc.

Plusieurs chercheurs ont étudié les identités des partis comme un élément central pour ces organisations. Elles se différencient des idéologies, terme communément employé pour décrire l'ensemble des idées de base d'un parti politique²⁹⁰. Une idéologie de parti est vue comme une « characterization of a belief system that goes to the heart of a party's identity » (Mair & Mudde, 1998 : 220). Elles « représentent donc l'une des facettes de l'identité sociale et de l'image de soi des membres d'un groupe » (van Dijk, 2006). L'identité d'un parti, bien qu'elle soit durable, peut changer plus facilement par rapport aux idéologies. En effet, selon ce qu'affirme Janda, l'identité partisane est « the image that citizens have in mind when they think about the party. Political parties develop their identities through the different face they present to the public while in and out the government » (Janda et al., 1995 : 171). Cette image semble être très liée aux politiques soutenues par le parti dans l'arène politique et en même temps aux idéologies. Mais l'identité d'un parti politique peut changer et la représentation sociale que le parti donne de lui s'adapte aux nouveaux contextes.

L'identité du parti trouve généralement à l'interne, un large consensus. Lorsque ce dernier n'est pas unanime, nous assistons à des dissidences. Il peut s'agir seulement de quelques petits groupes de personnes voire une personne seule, ou sinon d'une aile politique autonome. De manière générale, les partis, pendant les campagnes électorales, ne mettent pas l'accent sur ces différences et essaient plutôt de proposer une image cohésive. Nous nous attendons donc, à des dissidences majeures dans les périodes hors campagne. Dans un parti politique, l'apparition d'une aile politique avec des idées différentes n'a pas toujours comme conséquence une séparation (*split*) du parti d'origine, quoique cette possibilité existe et parfois puisse être prise en compte.

Nous allons dans un premier moment analyser ce qui a été produit dans la littérature sur cette thématique. L'analyse séparée que nous avons adoptée dans la deuxième partie de ce chapitre nous permettra de mieux cerner les spécificités propres à chaque parti politique. Dans un but comparatif, après ces parties basées sur les quatre partis politiques majeurs en Suisse, nous allons montrer les analogies et les différences que ces quatre partis développent lorsqu'il s'agit

²⁹⁰ Ce terme est cependant souvent imprécis et possède une connotation négative. La connotation négative du terme 'idéologie' a été introduite par Marx et Engels, pour lesquels l'idéologie était une forme de connaissance fautive de la réalité et surtout pas objective (van Dijk, 2006).

de répondre à des chocs externes et internes. Enfin, nous concluons cette partie avec une montée en généralité afin d'établir des liens avec la littérature internationale existante.

5.1 L'identité des partis politiques dans les études internationales et suisses

De manière générale dans la littérature internationale, l'identité des partis a été l'une des thématiques les plus étudiées en ce qui concerne les études scientifiques en science politique, en histoire et en sociologie. En effet, à la base de tout parti politique, il existe une identité qui se développe et qui représente sa face visible aux électeurs. Souvent, les identités revendiquées par les partis sont le résultat d'un processus d'identification interne fait par les différents courants internes aux partis. De plus, ces identités produisent des catégorisations importantes qui permettent aux partis mêmes de se définir et surtout de se distancier des autres partis.

Mayaffre souligne que « l'identité politique est toujours affaire du discours (...). Cela signifie semble-t-il que l'identité politique est avant tout une représentation que l'on a de soi » (2003 : 1). La représentation que les partis politiques ont d'eux-mêmes est donc obligée de changer selon les représentations que les personnes politiques font d'elles-mêmes et du parti dans lequel elles exercent²⁹¹. Ces représentations peuvent donc aussi permettre au parti de réagir lorsque son message ne parvient plus aux électeurs (synonyme de chutes électorales) ou lorsque les factions dominantes changent à la tête du parti. Pour cette raison, l'étude de la cohésion identitaire interne aux partis politiques suisses nous paraît un indicateur fondamental dans l'étude des campagnes électorales. De plus, la possibilité donnée aux partis de produire, pendant ces événements, une représentation de soi et de sa place dans le système de parti est différente par rapport au passé.

L'identité d'un parti ne peut pas être changée d'un jour à l'autre, il faut du temps. En adoptant les termes utilisés par Sani et Sartori dans leur analyse de la compétition électorale, nous voyons l'identité comme des domaines de compétition et d'identification des partis (1983 : 314). Ces mêmes chercheurs, afin de positionner les partis occidentaux et les comparer, les placent sur une hypothétique échelle gauche-droite. Historiquement, les termes 'gauche' et 'droite' étaient identifiés selon des positions contrastées par rapport à des thématiques économiques et de sécurité sociale (Inglehart, 1990 ; Knutsen, 1999). Ceux qui soutenaient la 'gauche' étaient plutôt favorables à une extension des services sociaux, à une intervention majeure de l'État dans l'économie et à une augmentation du bien-être des classes travailleuses. La 'droite' quant à elle, était synonyme d'une intervention pratiquement nulle de l'État, d'un développement de programmes sociaux modestes et d'un soutien aux intérêts des classes moyennes. Étudier les identités des partis politiques permet aussi de positionner les partis eux-mêmes selon cette échelle gauche-droite.

Les partis politiques suisses et leurs identités

Le premier chercheur qui a essayé de montrer les identités des partis politiques suisses a encore une fois été Erich Gruner. L'historien a montré comment les grands partis politiques suisses

²⁹¹ Avec le verbe 'exercer', nous entendons ici toutes les élites politiques qui représentent un parti politique : à partir des élus dans les institutions aux membres avec des charges au sein du parti.

sont parvenus à se mettre en place (à la fin du XIX^e siècle) et comment leurs identités ont changé au cours du temps (jusqu'aux années 1960 – 1970).

Dès le début, les partis politiques suisses étaient très différents : la cohérence idéologique qui était présente dans les partis de la gauche, comme expliqué aussi par Gruner²⁹², n'existait pas au début de la création des autres organisations partisans suisses. Ceci signifie que chaque section cantonale avait la possibilité de montrer une identité différente de celle du parti national. En effet, dans les partis nationaux suisses, étaient surtout les sections plus fortes qui géraient et organisaient toute la vie du parti. Cette dernière était donc influencée par l'identité de ces sections. Par exemple, dans l'UDC, c'était le rôle de la section bernoise et dans le PDC, il s'agissait des sections des cantons du Sonderbund (Lucerne, Fribourg, Valais, Uri, Schwyz, Obwald, Nidwald et Zoug)²⁹³.

Les recherches de Gruner se développent dans un contexte encore relativement stable où les partis changent rarement leur identité et lorsque cela arrive, le processus est très long. Avec les années 1980 et ensuite 1990, les changements internes à la société suisse font que ce contexte helvétique devient particulièrement utile afin de mieux comprendre quelles sont les différentes identités que les partis mettent en avant. De plus, cela permet de voir comment celles-ci ont changé au cours du temps, en réaction à différentes représentations du parti, faites à l'interne et à l'externe. En effet, dès lors, le paysage politique suisse montre une fragmentation partisane importante (Ladner, 2004 ; Geser et al., 2004 ; Ladner, 2007). Cette fragmentation fait que l'espace politique, traditionnellement défini avec un axe droite-gauche, abonde en Suisse de partis politiques. La prolifération de partis met de la concurrence pour des postes au pouvoir qui, dans les années analysées par Gruner, n'existait pas.

La question des positionnements sur l'axe gauche – droite en Suisse

Des recherches scientifiques à propos du positionnement des partis politiques suisses sur l'axe gauche-droite montrent qu'au lieu de diminuer, les différences entre les partis politiques suisses augmentent (Ladner, 2007 : 375). Les partis socialistes se positionnent plus à gauche, sont plus ouverts à des politiques sociales et à une intervention de l'État. À droite, la liberté individuelle et des politiques de clôture et de privilège national semblent plus importants. Étant donné la fragmentation du paysage politique suisse, l'apparition d'un ensemble de partis entre ces deux définitions (gauche et droite) semble être logique. Cela signifie qu'un même parti politique peut avoir un positionnement différent par rapport à sa place dans le système de parti national ou cantonal. Ladner (2001b : 272-274) et Geser et al. (2004) arrivent également à ces conclusions,

²⁹² « mit Ausnahme der sozialdemokratischen und der kommunistischen Partei, die in ihrer Organisationsform vom Vorbilde der straff zentralisierten deutschen oder russischen Schwesterparteien beeinflusst sind, stellen die schweizerischen Landesparteien de facto nicht anderes dar als grosse Dachorganisationen der kantonalen Parteien », « faite exception du Parti social-démocrate et des communistes, qui sont influencés dans leur forme organisationnelle par le modèle centralisé des partis frères allemands ou russes, les partis politiques suisses de facto ne représentent que des organisations faitières des partis cantonaux » (TdA) (Gruner, 1977 : 29).

²⁹³ U. Altermatt, « Parti démocrate-chrétien », in Dictionnaire historique de la Suisse (DHS), version du 20.03.2017 (traduit de l'allemand), URL: <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F17377.php>.

grâce à leur enquête par questionnaire soumise aux secrétaires et aux présidents des partis politiques suisses (nationaux et cantonaux) leur demandant de s'auto-positionner sur cet axe²⁹⁴.

Ces différences d'auto-positionnement des sections cantonales peuvent engendrer une question de cohésion interne aux partis politiques nationaux. En effet, cette question est très importante lorsque ces partis se soumettent à des élections nationales. Comment gérer les diversités dans une sorte d'unité ? Cette question à la base du fédéralisme suisse, sous-tend aussi l'autonomie identitaire qui est laissée à chaque niveau. L'identité de chaque échelon va influencer les programmes et les politiques soutenues par les candidats et les représentants des partis.

La question de la cohésion partisane dans la littérature suisse

Par extension, plusieurs études menées en Suisse ont déjà démontré à quel point la cohésion partisane est particulièrement faible dans les deux partis historiques (PRD et PDC) et plus importante dans le PS et l'UDC. Ces recherches prennent en compte la cohésion interne aux partis à travers l'analyse des votes des députés (Blanchard et al., 2009). De ce fait, la thématique analysée est dans la plupart des cas, la discipline partisane (Lanfranchi & Lüthi, 1999 ; Schwarz & Linder, 2007 ; Schwarz, 2009). Tout d'abord, le premier élément que toutes les études partagent (quel que soit le sujet analysé) est que « la structure fédérale du système politique suisse, notamment l'importance des circonscriptions cantonales et la faiblesse des partis politiques à l'échelon national, ainsi que leur impossibilité d'influencer les listes électorales établies à l'échelon cantonal, tend à affaiblir la cohésion partisane des députés » (Blanchard et al., 2009 : 213). Deuxièmement, le problème commun à ces recherches est qu'elles se concentrent davantage sur l'analyse des votes de chaque député. Cette approche permet d'un côté d'analyser la discipline partisane. D'un autre côté cependant, l'approche ne permet pas d'analyser les diverses identités qui existent dans les partis politiques. En effet, des députés d'ailes différentes du parti peuvent potentiellement voter de manière similaire lorsque la thématique ne les concerne pas.

Malgré les nombreuses études présentes dans le paysage scientifique suisse par rapport à la thématique de la cohésion partisane et des identités partisans aucune recherche ne s'est penchée sur les différents courants et identités internes aux partis. Dans le cadre de ce chapitre, nous allons montrer comment les partis politiques suisses ont développé des réponses afin de réagir à des situations toujours plus concurrentielles. La réponse identitaire ne représente pas pour Mair, Müller et Plasser l'une des réponses possibles à des situations changeantes. Malgré cela, il nous paraît fondamental d'enquêter aussi un tel indicateur car dans le contexte suisse, plusieurs partis ont montré des changements de ce point de vue.

²⁹⁴ De manière générale, selon l'analyse de Ladner (2001b : 272), l'UDC est plus à droite au Tessin (en raison aussi de la présence de la Lega dans le même espace politique) et en Suisse allemande (8 et 7,3 points), par rapport à la Romandie (6,3 points). Le PRD, quant à lui, trouve un positionnement plus à droite en Suisse allemande (7) et plus au centre/droite dans les régions italophones et francophones (6 et 5,9). Le PDC a un positionnement plus 'homogène' en Suisse au centre-centre/droite (6 au Tessin ; 5,7 en Romandie et 5,4 dans la Suisse allemande). Enfin, le Parti socialiste se développe plus à gauche (3 pour le Tessin ; 2,6 en Suisse allemande et 2,5 en Romandie).

5.2 La naissance de la ‘nouvelle’ identité de UDC dans les années 1990

Le premier parti que nous analysons est l’Union démocratique du centre. Il paraît évident qu’au cours des années 1990, l’UDC a aussi changé sa manière d’être vu à l’extérieur. La question qui apparaît ici encore sans réponse, est celle de voir si la cause du changement de leadership arrive avant, après ou avec le changement dans l’identité du parti. Pour cette raison, dans ce sous-chapitre, nous allons en premier lieu montrer quelles ont été l’image et l’identité proposées par le parti au cours de son histoire. Et dans un deuxième temps seulement, nous analyserons les réponses adoptées par le parti dans les deux dernières décennies par rapport à cette thématique précise.

L’identité ‘traditionnelle’ de l’UDC : les influences des sections cantonales

Les recherches existantes sur l’UDC concordent dans l’affirmation que, jusqu’au changement de nom en 1971, ce parti était expressément agricole. L’appellation « Parti des Paysans, Artisans et Bourgeois (PAB) » soulignait bien quel était l’électorat cible du parti et une partie de la représentation que le parti avait de lui. Cependant, l’identité du parti était beaucoup plus complexe ; il faut remonter jusqu’à sa création pour en comprendre les facettes actuelles et pourquoi le parti se développait dans certains cantons plutôt que d’autres²⁹⁵. À la base de la création des premières vagues de sections cantonales du PAB, il y avait déjà une opposition aux partis socialistes et une croyance que seules les affaires des agriculteurs pourraient sauver le pays des dangers du monde. Au début, la concurrence avec les partis conservateurs (PDC surtout) était particulièrement visible du point de vue des résultats électoraux. Pour cette raison, le parti se développe dans des cantons ruraux où la religion dominante est le protestantisme (étant donné que le PDC était déjà très proche de la religion catholique au début du XX^e siècle²⁹⁶). De plus, les sections cantonales se développèrent de manière peu homogène pendant toute la première moitié des années 1900.

L’année 1971 marque un moment important dans l’histoire du parti : les partis démocratiques des cantons de Glaris et des Grisons se joignent au PAB et celui-ci change son nom en Union démocratique du centre (*Schweizerische Volkspartei/SVP* en allemand)²⁹⁷. Le parti change donc sa nomination, il passe d’un parti qui avait un fort lien avec les électeurs (visible dans l’électorat cible qui apparaît dans son nom) à un parti qui n’a plus de groupe spécifique dans son appellation (Schnydrig, 2007). Le nom du parti reste néanmoins, comme l’argue Janda, un symbole très important (1980). Celui-ci permet de clarifier l’identité que le parti proclame dans

²⁹⁵ Gruner souligne qu’à la base de l’apparition dans certains cantons de l’ancien PAB, il y avait un souhait de « mittelständische Abwehr » (« Défense de la classe moyenne », TdA) (Gruner, 1977). L’identité du parti ne s’arrêterait cependant pas là, car il prenait toujours plus d’importance à la fin de la Première Guerre mondiale « nimmt diese Ideologie geradezu missionarische Züge an, so wenn etwa von einer ‘bäuerlichen Gegeninternationale’ die Rede ist, an der die Welt genesen werde, oder davon, dass ‘die bäuerliche Sache der Sieg ist, der diese morsche Welt überwinden wird » (« Cette idéologie prend des voies missionnaires ainsi, quand le discours a changé d’un discours agricole contre l’internationale (NdA. les socialistes) à un discours qui guérira le monde grâce aux affaires paysannes », TdA) (Gruner, 1977 : 154).

²⁹⁶ À ce propos, voir l’analyse de Schwengler (2005).

²⁹⁷ Il faut rappeler que le Parti démocratique suisse s’était récemment dissolu suite à la perte d’importance dans presque tous les cantons sauf dans les Grisons et Glaris. Les membres zurichois du parti rejoignirent le parti radical ; les deux sections plus importantes ont permis la fondation de l’UDC en s’unissant avec le PAB. M. Bürgi, « Parti démocratique », in Dictionnaire historique de la Suisse (DHS), version du 23.12.2010 (traduit de l’allemand), URL: <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F17383.php>.

la compétition électorale. L'appellation en français et en italien (*Unione democratica di centro*) était le résultat d'une ouverture au centre qui correspondait aux souhaits des deux partis démocratiques, défenseurs d'une ligne sociale et libérale. « En se qualifiant de 'parti populaire' en allemand, l'UDC réagissait à l'érosion de son électorat rural traditionnel, due à l'accélération des transformations structurelles dans le monde agricole, et visait un élargissement de sa base électorale aux employés, aux ouvriers et à la classe moyenne inférieure »²⁹⁸.

Cette nouvelle orientation était soutenue par la section bernoise. Malgré cela elle suscita des critiques internes, surtout de la part de l'UDC zurichoise. Des réactions ont eu lieu aussi de la part de la section grisonne, qui n'acceptait pas la nouvelle interprétation faite pendant le congrès du PAB, selon laquelle le parti était devenu « eine rechte Partei, aber keine rechtsstehende Partei, sondern eine Partei der Mitte »²⁹⁹. La section grisonne se considérait elle-même comme située au centre-gauche³⁰⁰. Cependant, ce n'est pas avec la section grisonne mais avec la section zurichoise que l'UDC bernoise devra entrer en concurrence pour le leadership au sein du parti national et de ce fait, pour la définition de l'identité du parti. Cette section adopta une ligne autonome face au parti national après l'élection de Christoph Blocher à sa présidence en 1977 et « récupéra, après le retrait de James Schwarzenbach de la présidence du Mouvement républicain (en 1978)³⁰¹, les restes de cette formation »³⁰².

Si la section bernoise n'a jamais essayé de quitter l'aile des agriculteurs même après l'identification plus au centre, l'UDC Zurich concentrera déjà à la fin des années 1960, ses efforts dans les milieux suburbains de la région de Zurich. Dans ses campagnes électorales, l'UDC zurichoise se concentre davantage sur les thèmes de l'asile, de la drogue et de la sécurité dans un style politique basé sur l'affrontement. L'arrivée au pouvoir de Blocher dans la section zurichoise est déjà bien commentée par plusieurs chercheurs (Hartmann & Horvath, 1995 ; Skenderovic, 2005 ; Schnydrig, 2007 ; Skenderovic, 2009a, 2009b ; Mazzoleni, 2010 ; Mazzoleni & Rossini, 2016). Ce n'est que dans les années 1990 que Blocher se montre aussi actif au niveau national.

²⁹⁸ D. Skenderovic, « Union démocratique du centre », in Dictionnaire historique de la Suisse (DHS), version du 10.03.2017 (traduit de l'allemand), URL : <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F17389.php>.

²⁹⁹ « un vrai parti, mais pas un parti de droite, plutôt un parti situé au centre » (TdA). *Neue Zürcher Zeitung*, 20 octobre 1971.

³⁰⁰ « Partis – Union démocratique du centre », *Année politique suisse*, 1971. Dans la première partie de la cohabitation entre démocrates et agrariens, les différences apparaissent alors de manière évidente. L'aile traditionnelle et agrarienne du canton de Berne doit faire face à une aile plus centriste issue des Grisons. La section grisonne ne rejoindra jamais le sommet du pouvoir dans le parti, mais obtiendra un succès important : l'élection en 1980 du candidat de l'UDC grisonne, Leon Schlumpf, au Conseil fédéral. Leon Schlumpf était l'un des deux candidats proposés par le parti à l'Assemblée fédérale. L'autre candidat était Werner Martignoni, issu de la section bernoise, comme tous les autres membres du Conseil fédéral qu'avait eu l'UDC jusqu'alors.

³⁰¹ En 1978, l'UDC zurichoise accueille dans ses rangs, le Conseiller national dissident de l'ancien Parti républicain suisse (aujourd'hui Démocrates suisses) H. U. Graf. L'Année politique suisse commente de cette manière l'ouverture à droite de la section : « Die Aufnahme des Dissidenten Republikaners H. U. Graf in die Zürcher Kantonalpartei wurde andererseits als Zeichen dafür gewertet, dass man auch nach rechts Ausschau hielt und nach dem Rückzug James Schwarzenbachs aus der Politik unter dessen Anhängern Stimmen zu werben versuchte », « L'admission du dissident républicain H. U. Graf dans le parti cantonal zurichois a assumé une connotation symbolique, qui regarde à droite et qu'après la retraite politique de James Schwarzenbach essaie de récolter les voix de ses partisans » (TdA). *Année politique suisse*, 1978.

³⁰² D. Skenderovic, « Union démocratique du centre », in Dictionnaire historique de la Suisse (DHS), version du 10.03.2017 (traduit de l'allemand), URL : <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F17389.php>.

L'identité de l'UDC redéfinie pendant les campagnes électorales des années 1990

Les changements identitaires sont notamment visibles lors des campagnes électorales, puisque les partis redéfinissent leur identité et notamment adaptent leurs stratégies lorsqu'ils aperçoivent des changements dans leurs électors cibles. Au début des années 1990, pendant la campagne nationale pour les élections fédérales de 1991, le parti est dans une phase de transition. Il souligne que son image est encore beaucoup liée à la vieille image du PAB. Cependant, dans le concept de campagne nationale, il précise que le parti doit s'adapter aux changements de la société :

« Dieser alte 'BGB-Teil' prägt das Image der Partei stark, macht jedoch längst nicht mehr die ganze Basis der SVP aus. Andere Selbständigerwerbende und vor allem auch Arbeitnehmer mit bürgerlicher Gesinnung gehören dazu. Das Schwergewicht der SVP-Wählerschaft liegt in ländlichen Regionen, bei den eher älteren Generationen und den Hauseigentümern, die auch eine überdurchschnittlich hohe Wahlbeteiligung ausweisen. »³⁰³

Le parti se conçoit alors encore très lié à son électorat traditionnel agricole, issu des campagnes et des électeurs âgés. Il est cependant conscient que son électorat est aussi en train de changer, comme souhaité en 1971. Du point de vue des valeurs soutenues, le parti a « indéniablement des points communs au PRD : ce qui découle déjà du fait que l'UDC est issue d'une scission au sein du PRD »³⁰⁴. Les différences avec les radicaux sont dans tous les cas nombreux, par exemple du point de vue de la composition socioéconomique différente de l'électorat ou du style politique varié (selon les instances dirigeantes du parti, le style UDC est plus « compréhensible et claire, il s'adresse à l'homme et à la femme de la rue »³⁰⁵). La société est cependant en train de changer : l'agriculture a toujours moins de poids dans l'économie suisse, les régions rurales se dépeuplent en faveur des agglomérations et le parti se sent obligé de réagir. Il croit que la meilleure stratégie de réaction est celle qui le voit s'ouvrir et proposer une nouvelle image afin de se garantir une base électorale stable.

Pendant la campagne de 1995, le parti assume alors une position plus « rechts-konservativer »³⁰⁶ par rapport à 1991. Ceci se traduit par un positionnement plus moins opaque par rapport à certaines thématiques qui caractérisent le discours de la nouvelle UDC : la thématique des étrangers et de l'asile. Le parti gare alors un positionnement clair, influencé notamment par l'arrivée au pouvoir de la nouvelle faction dominante (proche de Blocher) et devient beaucoup plus reconnu par l'électorat³⁰⁷. La stratégie acquise au cours des années 1990

³⁰³ « Cette vieille partie du PAB caractérise encore fortement l'image du parti, qui ne respecte plus cependant depuis longtemps toute la base de l'UDC. Les indépendantes et aussi les travailleurs avec des mentalités bourgeois appartiennent au parti. Le poids du corps électoral de l'UDC se développe dans les régions rurales, où se trouvent les générations plus âgées et les propriétaires, lesquels démontrent une participation électorale extraordinairement haute » (TdA). « Eidg. Wahlen 1991. Wahlstrategie und Wahlziele », Archives UDC Berne, Berne.

³⁰⁴ « Documentation de l'UDC. Élections fédérales 1991 », Archives UDC Vaud, Lausanne.

³⁰⁵ *Ibidem*.

³⁰⁶ « Conservateur de droite » (TdA). « Konzept Eidgenössische Wahlen 1999. Kernpunkte », Archives UDC Berne, Berne.

³⁰⁷ Le parti dit de lui-même en 1999 qu'il a changé au point qu'il est devenu moins sympathique : « SVP hat Image einer unbequemen Partei mit Ecken und Kanten. Sie wirkt deshalb stark polarisierend auf die Wähler (man findet die Partei gut oder schlecht). Die Partei wirkt deshalb insgesamt wenig sympathisch (im Gegensatz zu früher als die Partei 'freundlich' aber weniger erfolgreich war) », « L'UDC possède l'image d'un parti gênant et carré. Il

par l'UDC est très évidente : une polarisation croissante est mise en place et un positionnement de soi-même comme parti « mit einem liberalen Image im klassischen Sinn : wirtschaftliberale Positionen, wertkonservative Haltung, möglichst viele persönliche Freiheiten »³⁰⁸.

La définition de soi advient cependant aussi dans la définition du parti envers les autres. Ainsi, cette polarisation grandissante dans le paysage politique suisse fait que le parti se voit toujours plus antithétique au parti socialiste : « Politisch-ideologischer Gegner der SVP ist eindeutig die links-grüne Seite »³⁰⁹. Tout comme au début de la création des sections cantonales du PAB, le parti reconnaît en 1991 encore, le PS comme son plus grand antagoniste : cette tendance à se positionner à l'opposé de ce parti sera encore plus marquée dans les élections de 1999, où il se définit comme « die Partei wird als bürgerlicher Gegenpol zur SP wahrgenommen »³¹⁰. Cela se voit également avec le slogan « Wer nicht Links wählt, wählt die SVP »³¹¹ et en 2007, où un document de travail de l'UDC est publié dans la perspective des élections fédérales 2007. L'antagonisme assumé par l'UDC avec la gauche augmente toujours plus jusqu'à définir son éventuel succès (du PS) comme « un désastre pour la Suisse »³¹². De plus, l'UDC définit en premier comme partis concurrents, le PRD (et le PDC) : « direkte politische Konkurrenz aus Sicht des Wählers sind aber in erster Linie FDP (und CVP) »³¹³ et seulement dans un deuxième temps, il voit comme des concurrents les partis protestataires « in zweiter Linie (rechts)bürgerliche Splitter- und Protestgruppen. Für die SVP ergibt sich daraus eine 'Sandwich-Position' »³¹⁴.

Les réactions au changement identitaire

Beaucoup de Bernois expriment leur ressentiment au parti national³¹⁵. La section bernoise prend aussi position dans les médias : « Wie Sie der Presse entnehmen konnten, akzeptiert die SVP-Kanton Bern den sozialpolitische Kurs der nationalen Partei nicht. Wir werden weiterhin eigene Standpunkte vertreten und themenspezifische Politik betreiben. Es ist unser bestreben, die SVP

produit l'effet de polariser les électeurs (on perçoit le parti comme bon ou mauvais). En général, le parti est perçu comme moins sympathique (au contraire d'avant, où le parti était conçu comme sympathique, mais avait peu de succès » (TdA). *Ibidem*.

³⁰⁸ « avec une image libérale dans le sens classique du terme: des positions libérales en matière d'économie, des positions avec des valeurs conservatrices, avec possiblement beaucoup de libertés pour les personnes » (TdA). *Ibidem*.

³⁰⁹ « L'adversaire politique et idéologique de l'UDC est de toute évidente, le côté gauche-vert » (TdA). « Eidg. Wahlen 1991. Wahlstrategie und Wahlziele », Archives UDC Berne, Berne.

³¹⁰ « Le parti est perçu comme opposant bourgeois au PS » (TdA). « Konzept Eidgenössische Wahlen 1999. Kernpunkte », Archives UDC Berne, Berne.

³¹¹ « Qui ne vote pas à gauche, vote UDC » (TdA). Procès-verbal du Comité central, 19 février 1999, Archives UDC Berne, Berne.

³¹² « Si la gauche gagne, c'est un désastre pour la Suisse », programme de l'UDC pour les élections fédérales de 2007, Archives UDC Vaud, Lausanne.

³¹³ « La concurrence politique directe, selon les électeurs, est en premier le PRD (et le PDC) » (TdA). Procès-verbal du Comité central, 19 février 1999, Archives UDC Berne, Berne.

³¹⁴ « Deuxièmement, les partis dissidents de droite et les partis protestataires. Pour l'UDC, ça donne lieu à une position intermédiaire » (TdA). *Ibidem*.

³¹⁵ « Ich kann mich mit dem deutlichen und unwidersprochen gebliebenen Rechtsrutsch der letzten Jahre in der SVP Schweiz nicht mehr identifizieren », « je ne peux plus m'identifier avec le clair et incontesté virage à droite de l'UDC suisse » (TdA), lettre d'un membre à la section bernoise de l'UDC, années 2000, Archives UDC Berne, Berne.

als verantwortungsvolle, staatstragende und zukunforientierte Mittelstandspartei zu erhalten »³¹⁶.

Cette forte prise de position et condamnation envers la nouvelle politique du parti national et la nouvelle identité qu'il proposait avait été causée par deux évènements spécifiques³¹⁷. Les dissidences causées avaient été nombreuses. La section bernoise, avec à sa tête son président Hermann Weyeneth, avait envoyé une lettre aux 26 000 membres de la section. Dans la lettre, le président soulignait que, dans le futur, la section bernoise essaierait de mieux se profiler et de faire entendre sa voix dans les instances dirigeantes du parti national. De plus, l'UDC bernoise n'admet pas dans ses rangs la xénophobie et l'antisémitisme : « Nel nostro cantone intendiamo mantenere una linea politica che non tollera atteggiamenti improntati all'odio, né all'interno del nostro movimento né in altri gruppi »³¹⁸.

L'opposition n'avait cependant pas lieu seulement entre la section zurichoise et les sections cantonales modérées mais également à l'intérieur de la section zurichoise elle-même. Premièrement, le président de la section de Schwamendingen démissionne pour protester contre le nouveau cursus de l'UDC³¹⁹. En deuxième, la Conseillère nationale de Winterthur, Lisbeth Fehr, prend position dans une interview dans le *Landbote* et publiée le 19 mars 2000, où elle accuse le parti d'assumer des traits totalitaires et de s'éloigner des valeurs originales³²⁰. Face à ces accusations, le leader zurichois se dit dans tous les cas tranquille et déclare que le parti serait 'compact' et qu'une cohésion interne existerait³²¹.

Les changements de positionnements envers une identité plus polarisée ont donc amené le parti à d'après discussions internes et à des réactions. Cependant, la discipline interne au parti, bien qu'il y ait eu un changement dans la ligne politique suivie, ne semble pas avoir subi de grandes

³¹⁶ « Comme vous pouvez en déduire de la presse, l'UDC Berne n'accepte pas la ligne politique et sociale du parti national. Nous allons remplacer des points centraux et pratiques par une autre politique. C'est dans nos soucis de préserver l'UDC comme un parti à responsabilité, participant au gouvernement, orienté vers le futur et surtout orienté vers des positions du centre » (TdA). Réponse typique de la section bernoise aux membres qui souhaitent démissionner de la qualité de membre ou qui posent des critiques à l'envers de la politique soutenue par le parti national. Archives UDC Berne, Berne.

³¹⁷ Ces deux faits d'actualité ont eu lieu à la fin du mois de mars 2000 et avaient les deux, un rapport avec le leader Blocher. Le premier était une prise de position favorable, non partagée par les sections plus modérées, au 'démantèlement social' du leader zurichois (notamment contre l'AVS), avancé pendant l'assemblée des délégués qui avait eu lieu à Altdorf. Deuxièmement, Blocher avait explicitement attaqué le Parti socialiste et l'avait accusé de nazisme. De plus, dans une interview à la radio DRS, le leader avait ajouté : « les comparaisons entre fascisme et socialisme ne se limitent pas qu'au passé, mais aussi au présent ». Mots prononcés pendant son discours lors du traditionnel Albisgüetli Tag, la réunion annuelle traditionnelle qui rassemble les membres de l'UDC Zurich. En 2000, le 12ème Albisgüetli-Tagung avait eu lieu le 21 janvier 2000. « L'UDC perde pezzi », *La Regione Ticino*, 15 mars 2000, p. 7.

³¹⁸ « Dans notre canton, nous souhaitons maintenir une ligne politique qui ne tolère pas d'actions soutenant la haine, ni à l'intérieur de notre groupe, ni à l'extérieur » (TdA). « Blocher contestato in casa », *Corriere del Ticino*, 20 mars 2000, p. 7.

³¹⁹ Dans sa lettre de démission, Gerber précise avoir depuis longtemps des problèmes à suivre l'évolution du parti cantonal, mais les récentes attaques aux socialistes et à l'État social acquis en Suisse, sont devenues la fameuse 'goutte d'eau qui fait déborder le vase'.

³²⁰ « Blocher contestato in casa », *Corriere del Ticino*, 20 mars 2000, p. 7. D'autres démissions ou éloignements illustres ont eu lieu dans cette période. Comme les deux anciens secrétaires: Max Friedli qui suspend son adhésion temporairement et Martha Welti, laquelle la retire définitivement.

³²¹ « Blocher 'il partito è compatto' », *La Regione Ticino*, 22 mars 2000, p. 6.

répercussions. Dans une étude comparative sur l'unité de vote interne aux partis politiques suisses entre 1995 et 2007, l'on note que les partis avec plus de cohésion sont ceux de gauche (PS et Verts) et l'UDC (Traber et al., 2013 : 202). Notamment pour l'UDC, cette cohésion augmente pendant les années électorales : « This is most obvious for the SVP: On important issues party unity is substantially higher in the year before an election than in the three following years; the reverse holds for unimportant issues, where party unity is significantly lower in the pre-election year » (*ibidem*). Il paraît donc que, sur les questions de fond, les parlementaires partagent les idées et l'identité du parti. La légitimité donnée à Blocher et à la nouvelle faction dominante de proposer un changement identitaire interne au parti trouve une validation dans le parti et dans les différentes sections.

5.3 L'identité au sein du PS : entre traditions et renouvellements pas partagés

Le PSS, dans son histoire, a connu des changements identitaires, dus à des souhaits de changement, qui ont amené à diverses réactions. Le PSS a notamment vu apparaître, depuis ses ailes composées de membres révolutionnaires, de nouvelles formations partisans : par exemple, avec la création du Parti communiste (1921) de la part de l'aile la plus à gauche du parti ou en 1939, avec la création de la Fédération socialiste suisse (FSS) qui sera ensuite interdite par le Conseil fédéral en 1941 à cause de ses tendances philosoviétiques³²². Comme le souligne Jeanneret, le PS a plus connu que les autres partis politiques suisses de nombreuses scissions en réaction à des lignes identitaires non partagées (Jeanneret, 1988 : 247). Selon lui, il est plus facile trouver des débats et des lignes idéologiques qui ne font pas l'unanimité dans les partis où le changement est à la une et se situe à la base de la politique du parti. Au niveau cantonal aussi, les sections du PSS ont connu des scissions (au Tessin par exemple, avec la naissance à la fin des années 1960, du *Partito socialista autonomo*). Nous allons dans la suite de ce travail, montrer quelles sont les identités et les représentations véhiculées par le PS au fil du temps et particulièrement pendant les campagnes électorales.

Le parti national ne connaît pas, comme d'autres partis suisses, un changement de dénomination. Une différence apparaît cependant dans la traduction de son nom en allemand par rapport au français et à l'italien. Dans le premier cas (*Sozialdemokratische Partei der Schweiz*), le nom fait référence à la social-démocratie. En français et en italien, la traduction reste plus liée au socialisme français en utilisant *Parti socialiste* et *Partito socialista*. Les différences entre les deux régions fortes de la Suisse sont souvent présentes dans les débats du parti. Cependant, nous pouvons tout de même confirmer et partager l'affirmation de Jost : « le socialisme helvétique, a pourtant adopté presque sans exception une attitude réformiste et sociale-démocrate » (Jost, 1996 : 278). Les exceptions sont cependant représentées par les sections cantonales possèdent des caractéristiques et des identités différentes et bien autonomes. Le principal critère qui influence l'identité des sections PS en Suisse est sans doute le rapport et l'étendue du mouvement ouvrier dans les régions. Ce n'est pas un hasard si dans les régions où le mouvement ouvrier était traditionnellement fortement organisé, le PS a réussi à « davantage freiner la réorientation du vote ouvrier vers l'UDC » (Rennwald & Zimmermann,

³²² B. Degen, « Parti socialiste », in Dictionnaire historique de la Suisse (DHS), version du 10.03.2017 (traduit de l'allemand), URL : <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F17393.php>.

2016). Ce rapport se développe de manière très différenciée au Tessin (où généralement l'on n'assiste pas à la présence de grandes masses ouvrières), à Zurich ou à Bâle.

Il apparaît ainsi plusieurs courants et nuances d'identités à l'intérieur du parti, bien qu'il ait toujours eu un discours apparemment homogène et stable au cours du temps. Depuis les années 1930, le parti a vraiment pris racine en Suisse et a commencé à recueillir ses premiers succès. Malgré cela, des oppositions existaient au sein du parti entre ceux qui privilégiaient le soutien d'une politique plus marxiste réformiste³²³ (qui était jusqu'aux années 1930 majoritaire) et un social-libéralisme (minoritaire mais qui assumera par la suite plus de pouvoirs)³²⁴. Les rapports de force changent au cours du temps entre ces courants. Ils en apparaissent aussi de nouveaux et cela influence l'identité du parti. Nous allons donc montrer comment se sont développés les rapports de force entre les différentes ailes identitaires du PS pendant la deuxième moitié du XX^e siècle.

Les programmes politiques : signal de la courante identitaire dominante

Ces rapports de force sont visibles notamment à travers l'analyse des programmes politiques exploités pendant les élections. Ces dernières, en effet, comme nous l'avons déjà montré avec l'UDC, permettent au parti de diffuser son message et, selon les lieux et les périodes, de proposer une image (et par conséquent une représentation) différente. Le PSS, pendant les campagnes électorales, n'utilise pas des programmes électoraux comme les autres partis. Cependant, dans son histoire, il a toujours produit des programmes politiques, qui se distancient des premiers en raison de leur prise en compte par les instances dirigeantes, qui va outre les législatures. En effet, dans son histoire, le parti n'a produit que sept programmes politiques : 1888, 1904, 1920, 1935, 1959, 1982 et 2010. Dans ces programmes politiques, on voit bien les diverses identités du parti et les deux courants que nous venons de souligner, ce qui pourrait être vu comme les dates limites qui définissent les périodes du point de vue des discours soutenus par le parti.

« (Le programme du parti) exprime, de façon ramassée, les principes idéologiques caractéristiques d'une période déterminée et constitue une présentation des grandes idées autour desquelles un nombre aussi grand que possible de membres se rassemble et qui servent de base à leur action politique. »³²⁵

Après la période plus liée au marxisme, le rapport de force change et l'aile droite du parti (plus sociale-libérale) devient majoritaire (dans les années 1950) à l'intérieur du parti³²⁶. Cette ligne sera aussi poursuivie durant les décennies suivantes, mais causera plusieurs débats à l'intérieur du parti. Ces derniers remettront en cause la possibilité de participer (ou non) au gouvernement, pour un parti né comme parti d'opposition (Degen, 1988, 1993). Pendant toute l'histoire du PS,

³²³ En Suisse on a toujours privilégié les réformes à la révolution.

³²⁴ En 1920, le PSS avait adopté son programme le plus révolutionnaire et le « plus marxiste de son histoire : il contenait le concept de 'dictature du prolétariat' et des formulations léninistes » (Jeanneret, 2002 : 28).

³²⁵ Préface de l'édition 1982 du programme politique du PSS.

³²⁶ Les ailes politiques n'ont jamais trouvé une 'officialisation' au sein du parti. Seulement récemment, on assiste à l'apparition et à la création de petits groupements. Par exemple en 2016, un groupe de réformistes proches de l'aile sociale-libérale a lancé d'une plateforme Internet afin de débattre de leurs idées. « L'aile sociale-libérale du Parti socialiste fait son coming-out », *Le Temps*, 15 décembre 2016.

cette double question (parti de l'opposition et participation au gouvernement) est apparue à de fréquentes échéances³²⁷.

Récemment, la question de la participation au gouvernement a été associée aux relations entretenues par le PS avec les autres partis. La section de Sion, chef-lieu du canton du Valais, se questionnait en 1999 sur le rôle du parti dans le parlement : il en propose une résolution qu'il a soumise au Congrès de Bâle. Cette résolution est aussi signée par d'autres sections, notamment romandes. En particulier, la section soulignait et s'interrogeait sur le rapport que le parti avait eu, après les élections, avec le PRD et le PDC et proposait de tisser des liens avec ces deux partis. Le PSS aurait dû essayer d'obtenir le soutien de ces deux partis historiques pour son programme social-démocrate, afin de mener une politique unie contre les progrès de la droite. Les discussions ont été longues et âpres mais contrôlées : le parti national se défend et défend son travail contre le plan du Valais. « Eine solche Harakiri-Taktik käme der Rechten gerade gelegen »³²⁸, dira le Bernois Rudolf Strahm. Avec 180 contre 46 voix, la délégation socialiste au congrès rejette enfin la résolution en faveur d'une solution plus modérée. Le président du parti déclare que c'est une « Koalitionsvereinbarungen »³²⁹, ce qui signifie que des négociations peuvent être menées avec d'autres partis sur des thématiques concrètes et qu'une coalition n'est pas acquise automatiquement avec le PDC et le PRD. L'ennemi du PS, partagé par tout le congrès était dans tous les cas clair : il s'agissait de l'UDC. Mais les débats qui ont suivi démontrent clairement qu'à l'intérieur du parti, spécialement dans les cantons francophones, il n'existe pas de consensus sur le rôle que le parti doit maintenir dans le parlement et dans les relations avec les autres partis. En effet, dans ces cantons, l'union à gauche est forte et importante ; elle représente donc une réelle concurrence pour le socialisme traditionnel.

Les identités cantonales et régionales entre similitudes et différences

Les différences entre sections romandes et suisses allemandes sont donc évidentes. Mais à l'intérieur des sections cantonales aussi se sont développés, au cours du temps, des courants plus à gauche ou plus à droite. Ces derniers accusaient le parti de trop peu soutenir une politique sociale, de s'être aussi institutionnalisé au point de devenir comme les autres partis bourgeois. De plus, ils reprochaient également au parti de ne songer qu'aux souhaits du bien-être social et d'en oublier ainsi le côté économique des questions sociales, lequel repose toute la politique. Ces discussions ont amené dans certains cantons, à des scissions qui ont fait l'histoire et

³²⁷ C'est le cas par exemple, lors des démissions du socialiste Max Weber en 1953, qui quittait le Conseil fédéral suite au refus populaire de son projet de réforme des finances fédérales. Le parti soutenait cette thématique, considérant que la collaboration gouvernementale n'était plus possible dans les conditions de l'époque. Suite à cette exclusion du Conseil fédéral, le parti souhaitait y retourner dans les années suivantes, avec deux membres. Pour réélire des membres, le parti devra mener une politique d'opposition tout en ne se distanciant pas trop des partis bourgeois, afin de ne pas se fermer les portes du Conseil fédéral. Pour cette raison, le parti adoptera toute une série d'attitudes prudentes à l'égard de nombreux sujets, et opérera un virage identitaire, influencé aussi par le parti social-démocrate allemand. Il faut cependant souligner que les sections romandes du PS ont eu de la peine à suivre ces changements.

³²⁸ « L'application aurait eu les effets psychologiques d'un exercice d'Hara-Kiri » (TdA). « Kein Sonderparteitag zur Regierungsbeteiligung/Die SP Schweiz verabschiedet Wahlplattform 1999 », *Neue Zürcher Zeitung*, 6 septembre 1999, p. 11.

³²⁹ « Coalition de la raison » (TdA). *Ibidem*.

influencé les sections cantonales des partis socialistes locaux : par exemple, le canton de Vaud avec l'apparition en 1943 du *Parti ouvrier et populaire* (POP) (Jeanneret, 2002), qui résiste encore aujourd'hui ou le Tessin, avec la création en 1969 du *Partito socialista autonomo* (PSA) (Macaluso, 1997) qui influencera la politique du canton jusqu'à élire un représentant au Conseil d'État en 1987, au détriment d'un membre PDC³³⁰.

Ce n'est pas un hasard si ces deux nouveaux partis ont été créés grâce à la scission de l'aile la plus réformiste et marxiste de gauche. En effet, pendant l'après-guerre, se développe dans le Parti socialiste un courant moins réformiste, qui avait surtout le souci de participer au pouvoir.

Dans le cas vaudois surtout, l'identité du parti cantonal semble être distincte du parti national en raison de son histoire et du paysage partisan actuel. Les représentants de la section vaudoise en résumant ainsi les différences avec le parti national :

« Le PSS est clairement influencé par la social-démocratie allemande et suit l'évolution de cette dernière. Le PSV doit, par contre, composer avec une situation politique plus proche de la situation française, à savoir la présence à sa gauche d'un parti communiste doté d'un certain poids. Cela rend son développement original, à la croisée de différentes grandes tendances. »³³¹

La section vaudoise semble donc poursuivre différemment les rapports avec le monde ouvrier, traditionnel du Parti socialiste suisse. Le problème auquel a dû faire face l'ensemble du parti a été la transformation de la société vers l'ère post-industrielle, marqué par le recul du secteur secondaire et l'érosion de la classe ouvrière. Par rapport aux partis communistes qui ont dans d'une certaine manière ignoré ce changement, le Parti socialiste suisse a su s'adapter, surtout sous la gestion de Hubacher (1974 – 1990), et également adapter la social-démocratie typique du parti suisse afin qu'elle puisse se transformer « d'un parti des travailleurs en un parti de gauche des classes moyennes, ouvert aux femmes et curieux de l'intelligence technique »³³². En effet, il n'y a plus qu'une minorité d'électeurs qui fait partie de l'électorat 'cible' typique du parti (les ouvriers)³³³ et d'ailleurs, depuis les années 1990, ils sont de moins en moins nombreux. La transformation de la société a ainsi 'imposé' au parti de s'ouvrir, s'il ne voulait pas suivre le destin des partis communistes³³⁴. L'une des périodes où cette ouverture a été visible est celle des campagnes électorales.

³³⁰ Le PSA apparaîtra après la publication en 1965 de la revue *Politica nuova*, qui voulait proposer une « politique alternative » (*Politica nuova*, novembre 1965). Les responsables de la revue établirent le PSA, en le présentant comme une vraie alternative aux formations historiques, Parti socialiste inclus, qui était malheureusement perçu comme « un parti au service de certains notables » (Bianchi, 1989 : 453). Pour plus de renseignements sur les vicissitudes du PS au Tessin pendant l'existence du PSA, voir (Rossini, 2015).

³³¹ Étude sur le PSV, écrit par Julien Wicki (2007) « On ne monte pas aux barricades pour réclamer le frigidaire pour tous », Lausanne, 2007.

³³² Sondage post-électoral, avril 2002. Archives PS suisse, Berne.

³³³ Pour un approfondissement sur l'évolution des électors cibles du Parti socialiste, voir le chapitre 7 de ce travail.

³³⁴ Les partis communistes en Europe ont tous connu un sort semblable : les transformations dans la société ont causé leur déclin lent, mais inexorable.

Les campagnes électorales : des moments où le PS redéfinit son identité

Les campagnes électorales sont des moments particuliers où les partis essaient de définir et redéfinir leur propre identité, en raison d'une échéance qui leur permet de participer au pouvoir, but ultime des partis qui participent à la compétition (Janda, 1980). Les principaux porte-paroles du parti et sa face visible pendant les élections sont notamment représentés par les candidats. Le PS forme normalement ses candidats du point de vue des thématiques, plus que d'autres partis³³⁵. Cependant, c'est surtout les comités interrégionaux ou directement les sections qui s'occupent de ces formations pour les candidats. Encore aujourd'hui, dans les règlements sur la formation interne des candidats et des représentants du parti, il existe un point qui veut que les formations internes au parti puissent avoir comme but, entre autres, de former les candidats sur la théorie et l'histoire de la social-démocratie³³⁶. En 1991, la social-démocratie était aussi incluse par le parti pendant ces périodes :

« Es ist möglich, dass von einzelnen bürgerlichen und rechtsbürgerlichen Parteien und Bewegungen der Zusammenbruch des realen Sozialismus in der Wahlkampagne 91 thematisiert wird und die Sozialdemokratie damit belastet werden soll. Es wird insofern nützlich sein, für die Diskussion in öffentlichen Veranstaltungen und Mediensendungen einige Argumentationshilfen zusammenzustellen. »³³⁷

Pendant les élections de 1991, l'actualité politique internationale était très dangereuse pour le PS suisse. En effet, la chute du socialisme tel qu'il était pratiqué en Europe de l'Est (et notamment la réunion de la République démocratique allemande et de la République fédérale allemande) et la restauration du capitalisme dans toute l'Europe avait remis le débat sur le socialisme à l'ordre du jour. Pour le parti, il fallait s'attendre à des attaques personnelles à propos du rôle du socialisme dans une démocratie et de ses dangers. Le parti se préparait donc à devoir prendre position face à ces attaques, mais il souhaitait le faire plus « au niveau du débat sur la société »³³⁸ et non pas dans un contexte d'élections. Dans tous les cas, afin de savoir réagir, le parti a constitué une 'Commission des valeurs de base du PSS' afin qu'elle établisse un catalogue « d'arguments pour répondre »³³⁹ aux critiques des partis bourgeois dans les manifestations publiques ou dans les médias.

³³⁵ Cela ne signifie pas que les autres partis suisses ne forment pas les candidats, mais il s'agit plutôt de formations à la communication ou comment s'adresser aux médias. Tandis que le Parti socialiste vise aussi la formation sur le programme du Parti et les bases théoriques. En 2004, un membre du Comité directeur du Parti, pendant un congrès, affirme dans son discours qu'il est absolument nécessaire de renforcer la formation interne à propos du socialisme démocratique, afin de savoir réagir aux attaques de la droite, et pour pouvoir mieux défendre les positions et valeurs. « S'opposer, proposer, progresser », discours de Philipp Müller, 2004, Archives PS Vaud, Lausanne. En 1999, la Coordination romande organise un évènement-spectacle présentant les 'valeurs du socialisme'. Archives PS Vaud, Lausanne.

³³⁶ « SP Schweiz – Bildung. Reglemente zur parteiinternen Bildung. », 30 octobre 1998, Archives PS suisse, Berne.

³³⁷ « Il est possible que le socialiste réel soit thématiqué pendant la campagne électorale de 1991 par les partis bourgeois et de la droite bourgeoise. Ça sera donc utile dans ce contexte, de développer la communication sur cette thématique lors des manifestations publiques et dans les médias » (TdA). « Die Wahlen 1991. Papier für die Kantonalkonferenz vom 24. November », Archives PS Vaud, Lausanne.

³³⁸ « Les élections de 1991. Papier destiné à la conférence cantonale du 24 novembre », Berne, 22.11.1990, Archives PS Vaud, Lausanne.

³³⁹ *Ibidem*.

Au Tessin, sous le signe de la social-démocratie, le parti socialiste a essayé en 1991 de réunir les partis de gauche qui étaient jusqu’alors encore séparés à cause de nombreuses vicissitudes dues surtout à des divergences de point de vue (Rossini, 2015). Dans ce même parti, au cours des années 1970 et 1980, plusieurs études ont vu le jour pour essayer de rendre compte de l’état du parti au Tessin, en soulignant aussi ses difficultés à convaincre l’électorat tessinois³⁴⁰. Au Tessin, on percevait le Parti socialiste suisse et sa section tessinoise comme trop liés à l’idéologie. Les débats à l’intérieur du parti tessinois ont surtout été axés sur le rapport entre l’action et la théorie. Dans la plupart des cas, les auteurs de l’action ont dirigé le parti ; les autres se sont rendus protagonistes de scissions importantes dans l’histoire politique tessinoise³⁴¹. La crise des identités au début des années 1980, frappe le parti socialiste tessinois, qui ne possédait pas une vraie identité individuelle, mais devait surtout se positionner par rapport aux autres partis de gauche ou aux partis bourgeois.

Dans le canton de Vaud, la section et ses candidats, lors des élections nationales, font plutôt référence au socialisme démocratique. Ce terme est vu par la section vaudoise comme un synonyme de « social-démocratie », mais dans l’histoire ces termes ne se confondent pas totalement. Premièrement, l’histoire du socialisme vaudois est parfois différente de celle du socialisme suisse : comme nous l’avons déjà dit, les voisins sur lesquels les deux socialismes se basent sont fort différents. Surtout en ce qui concerne le socialisme vaudois, les socialistes romands sont très fractionnés et ne possèdent pas la puissante organisation ouvrière de la SPD allemande.

5.4 Libéraux, radicaux et démocratiques : les courantes de l’identité du PRD

Pendant toute la première partie du XX^e siècle, le PRD a fait du fédéralisme un atout : les différences identitaires régionales étaient sauvegardées et coexistaient. Avec cette prémisse, les identités à l’intérieur du PRD étaient très hétérogènes, comme dans la plupart des partis politiques suisses.

Les trois courantes du PRD

Historiquement, comme le souligne Gruner, l’on retrouve trois doctrines idéologiques qui posent les bases et se développent, avec des configurations différentes, dans le parti depuis sa création : le libéralisme, le radicalisme et le démocratisme (1977 : 74-79). C’est en effet, de l’union de ces trois courants et de leurs membres que naît le Parti radical-démocratique, en 1894. Nous allons tout d’abord montrer comment le rapport aux trois doctrines a changé dans le temps. Effectivement, le parti (et ses sections cantonales) peut choisir de modifier ses rapports à ces doctrines (et donc leur identité) afin de répondre à des situations qui nécessitent des changements.

³⁴⁰ « Rapporto conclusivo della Speciale Commissione di Studio nominata dal Congresso 15.12.1963 », Archive de la Fondation Pellegrini – Cenevascini, Bellinzone, FPC01 85.2.2. ; « Per un progetto di alternativa socialista » (1978), *Idem*, FPC01 21.4.1 ; « Ricomporre le forze socialiste per crescere politicamente » (1984), *Idem*, FPC01 86.2.1.

³⁴¹ Les revendications des ailes qui ont opéré une scission au sein du PST étaient en effet aussi au niveau de l’identité assumée par le parti.

Les débats ont toujours existé dans le parti entre ces trois différents courants, mais le parti national avait toujours trouvé le moyen de maintenir les discussions et les controverses à l'interne. Ce n'est qu'au cours des années 1970, que le rapport à l'intérieur des sections cantonales et dans le parti national devient plus difficile. Par exemple en 1971, dans le canton de Saint-Gall, un groupe s'est constitué, souhaitant instaurer un caractère plus authentiquement radical au PRD suisse³⁴² ; l'année suivante, les jeunes réclament des réformes internes ainsi qu'une réorganisation vers un libéralisme plus affirmé³⁴³. La question, qui avait surgi lors des années 1970, était de savoir comment positionner le parti par rapport aux trois doctrines qui l'avaient constitué. Ces discussions amènent le parti à se questionner et surtout à entamer une modification des statuts en 1972, afin de garantir une homogénéité majeure dans toutes les sections cantonales³⁴⁴. Parmi les différents changements souhaités par le parti, il y avait la tentative d'homogénéisation de tous les noms des sections cantonales, sous la même appellation que le parti national.

En effet, les courants internes au parti ont toujours influencé le nom du parti politique au niveau national et cantonal. Le nom d'un parti politique nous dit en effet beaucoup sur son identité (Ishiyama & Breuning, 2011). Dès le début, le nom en allemand du parti s'éloignait du radicalisme et mettait plus l'accent sur le terme 'liberté' : en effet, encore aujourd'hui, le parti s'appelle *Freisinnig Demokratische Partei*. La dernière section de Suisse allemande qui portait encore la dénomination 'radicale', le parti cantonal de Bâle-Ville, le changea en 1973³⁴⁵. Au contraire en français et en italien, la dénomination rappelait plus le radicalisme et le démocratisme (Parti radical-démocratique et *Partito radicale democratico*). Néanmoins, pendant les années 1970, il n'a pas été possible d'imposer une dénomination unique dans le parti³⁴⁶ : l'essai d'homogénéisation entamé dans les années 1970 a donc trouvé beaucoup de résistances de la part des sections cantonales, notamment de celles les plus fortes électoralement et qui avaient plus d'autonomie financière et organisationnelle. Ainsi, chaque section cantonale a pu maintenir son appellation traditionnelle. Cette difficulté dans l'imposition d'un nouveau nom aux sections cantonales nous montre que les changements de nom dans un parti politique sont beaucoup plus difficiles par rapport aux changements d'un programme politique par exemple.

Cette difficulté résulte tout d'abord des différences entre les régions par rapport à ces trois doctrines. La différence majeure sur l'échelle suisse se développe entre Romands et Suisses allemands. En effet, le rapport au radicalisme des uns et des autres est fort différent (avec les Tessinois qui se rapprochent beaucoup plus de la tradition francophone). Cette doctrine se voulait beaucoup plus puissante et proposait des changements plus radicaux et non pas modérés

³⁴² Le parti s'appelait avant *Radikal-Demokratische Partei*. « 'Arbeitsgruppe für liberale Politik' in St. Gallen », *Neue Zürcher Zeitung*, 5 janvier 1972, p. 9.

³⁴³ « Liberalismus im Aufbruch? », *Neue Zürcher Zeitung*, 23 avril 1972, pp. 33-34.

³⁴⁴ Les changements statutaires réduisent aussi le pouvoir des sections cantonales ou des jeunes d'influencer l'identité de tout le parti national.

³⁴⁵ Année politique suisse, 1973.

³⁴⁶ Le parti libéral lucernois avait refusé de s'adapter à la dénomination proposée par le parti national (il s'appelle alors encore *Liberale Partei des Kantons Luzern*); à l'inverse, le parti glaronnais avait changé de nom. *Il Dovere*, 15 mai 1976. « Etappe in der Reform der Parteistruktur », *Neue Zürcher Zeitung*, 19 mai 1976, p. 27.

comme les changements de politique souhaités par les libéraux. Dans un premier temps, le PRD a donc adopté cette vision. Dans un deuxième temps cependant, surtout dans l'aile germanophone de la Suisse, l'on enlève, comme nous venons de le souligner, toute référence au radicalisme dans les noms des sections cantonales. Ainsi, jusqu'en 2009, nous remarquons des nominations en français qui font référence au radicalisme et au mouvement démocratique en Romandie, aux libéraux et radicaux au Tessin et aux libéraux et démocratiques en Suisse allemande. Encore aujourd'hui, malgré l'union de 2009, de différentes appellations résistent dans les trois contextes linguistiques.

Après les discussions des années 1970 et 1980³⁴⁷, le parti national sentait aussi dans les années 1990, le besoin de se situer par rapport aux positions de fonds traditionnelles. En effet, le parti a modifié, dans l'histoire et particulièrement dans les vingt dernières années, sa position face au radicalisme, au libéralisme et à la démocratie. En 1990, l'Assemblée extraordinaire des délégués du 13 janvier³⁴⁸ a posé les bases des discussions avec des débats pour la création d'un groupe de travail qui s'est penché sur le radicalisme³⁴⁹.

Cette volonté de se questionner sur son identité et sa cohésion identitaire venait du nouveau contexte des années 1980 – 1990, avec l'apparition de nouvelles problématiques comme l'écologie, le rapport différent entre État et citoyen, la nouvelle conception de liberté, la question des étrangers avec les nouvelles vagues de réfugiés. Cela imposait au parti de nouveaux défis auxquels il n'avait pas encore pu répondre. De plus, la perte constante d'électeurs l'a amené au début des années 1990, à se questionner sur ses valeurs fondamentales et ainsi à chercher de nouvelles positions pour un parti qui avait fait l'histoire de la politique suisse. Le groupe de travail crée a produit un manifeste, qui avait pour but de « montrer ce que nous, radicaux, entendons aujourd'hui par radicalisme et politique radicale. Le Manifeste n'est pas un programme du parti, mais en représente la base »³⁵⁰.

La question de l'identité pendant les campagnes électorales du PRD

Toutes ces discussions identitaires se traduisent, pendant les élections nationales, par une prise de position par rapport aux changements dans les autres partis politiques suisses. Pour les élections de 1991, le PRD « s'en tient (donc) à sa ligne libérale-bourgeoise. Il s'oppose à la tentation d'un opportunisme à courte vue, considérant que l'électeur choisit l'original et non la

³⁴⁷ Les thèses du Rigi datent de 1981.

³⁴⁸ Il est intéressant de noter que les journaux ont raconté les vicissitudes de l'Assemblée. Au Tessin, le quotidien *Gazzetta ticinese*, plus proche de l'aile libérale, a mis en relief les difficultés du parti en titrant « Aria di crisi nel Partito radicale alla ricerca delle certezze perdute », *Gazzetta ticinese*, 15 janvier 1990, p. 3; tandis que *Il Dovere*, quotidien radical, ne juge pas et se limite à reporter les faits avec une vision optimiste du futur du parti : « Giornata di studio del Partito democratico radicale svizzero. Si è svolta sabato a Berna, presenti oltre duecento persone, ed ha visto interventi di ottima qualità », *Il Dovere*, 15 janvier 1990, p. 5.

³⁴⁹ En français, on utilise le mot radicalisme, tandis qu'en allemand, le parti emploie le terme de « Liberalismustagung ». La connotation est différente, le radicalisme étant en Suisse, plus associé au libéralisme.

³⁵⁰ Circulaire du PRD suisse envoyée aux présidents et secrétaires des partis cantonaux, 29 mai 1990. Archives PRD Tessin, Camorino. Le manifeste sera ensuite approuvé à l'unanimité quelques mois plus tard, lors de l'Assemblée de Vevey. Dans la dernière version, le parti souhaite baser sa politique sur six valeurs : la dignité de l'homme, la liberté personnelle, la diversité sociale et culturelle, une démocratie vivante, une économie de marché écologique et sociale, la responsabilité envers le monde qui nous entoure et les futures générations. « Radicale : futuro responsabile », *Il Dovere*, 25 juin 1990, p. 4.

copie »³⁵¹. Cette affirmation fait sans doute référence au changement d'identité opéré au sein de l'UDC, parti qui voulait, sans le cacher, prendre la place du PRD dans l'espace de centre-droite. Au début des années 1990, l'optimisme au sein du PRD était encore élevé et l'on croyait impossible une grande diminution de ses votes. Cette stratégie et cet optimisme n'ont pas joué en faveur du parti, lequel a électoralement connu une grande perte de votes depuis les années 1980, surtout au profit de l'UDC (mais pas seulement). Selon les catégories de réactions possibles, décrites par Mair, Müller et Plasser (2004), le PRD choisit donc, face à la perte constante d'électeurs, de ne pas répondre.

Les positions des sections cantonales par rapport au document sur le radicalisme ont été différentes : très bien accueilli en Romandie et dans les milieux radicaux ; moins bien reçu dans les milieux plus proches des libéraux, notamment ceux de Suisse allemande. Les différences dans la réception de ce document posaient les bases pour le développement d'une campagne électorale nationale différenciée selon les régions. Dans une lettre envoyée au secrétaire général du PRD suisse, le secrétaire vaudois souligne que « la tâche du PRD suisse est davantage plus ardue, il devra mener une campagne globale, inter-cantonale, si ce n'est nationale. L'enquête menée en 1989 démontre toutefois que les réactions entre Suisses allemands et Romands diffèrent sensiblement. Je souhaite dès lors que le PRD en tienne compte, tant dans les concepts 'formation' que dans la propagande électorale »³⁵². Le souhait est donc de voir deux campagnes électorales qui peuvent combler une différence substantielle dans les deux grandes régions géographiques de la Suisse, à la lumière des courants identitaires hétérogènes qui existent dans le parti.

Les différences régionales dans les identités des sections du PRD

Ces divergences et ces distincts rapports aux trois courants de base se traduisent aussi au niveau cantonal dans des prises de position hétérogènes. La section tessinoise, par rapport à beaucoup d'autres sections cantonales du PRD, a toujours (ou presque³⁵³) intégré dans ses rangs les deux courants majeurs du parti : les libéraux et les radicaux. Dans l'histoire, ces deux factions se sont souvent heurtées l'une à l'autre, surtout par rapport à des visions différentes sur des thématiques précises. Cependant, elles n'ont pas pris en compte une éventuelle scission (comme il a été le cas au sein du Parti socialiste tessinois), parce que la situation était favorable à chacun : dans le canton, le parti de majorité relative et les deux courants possédaient leurs sièges au pouvoir. Jusqu'aux années 1980, le courant libéral a souvent été minoritaire et confiné dans la région de Lugano, où les membres étaient plus sensibles à un libéralisme économique. Le reste du canton, et la plupart des membres restants aussi, étaient plus attentifs à un esprit plus social et plus proche du radicalisme, qui associe au libéralisme aussi une responsabilité individuelle qui ajoute un côté social à la liberté.

³⁵¹ « Stratégie électorale 1991 du PRD Suisse », Archives cantonales vaudoises, Lausanne, PP552/551/3.

³⁵² Lettre du secrétaire général vaudois au secrétaire général du PRD Suisse, 27 août 1990, Archives PRD Tessin, Camorino.

³⁵³ Dans l'histoire du PRD tessinois, en effet, l'on assiste en 1934 à une expulsion de la part du courant plus à droite (les « unificati », selon les recherches de Franco Celio) du courant plus à gauche (les démocratiques). La scission se termine avec une réunification en 1946.

En 1991, la section tessinoise produit un document de base sur son identité dans la nouvelle décennie, qui va s'ajouter à celui sur le « radicalisme ». Celui-ci s'appelle « libéralisme »³⁵⁴. Le parti choisit de parler davantage de libéralisme, car la période sensible de la chute du communisme permettait de souligner les différences entre son identité et celle des autres partis (notamment les socialistes). Ce document, produit tout d'abord pour les élections cantonales, est repris lors des élections nationales.

En 1999, le parti tessinois, avant son programme électoral basé sur celui du parti national, proposait sa propre vision du concept 'libéral' : « la democrazia liberale è potere partecipato dei cittadini, ma è anche potere frammentato in strutture autonome, ciascuna finalizzata a garantire partecipazione, ma anche a fare da limite e contrappeso alle altre »³⁵⁵. Cependant, le libéralisme tessinois n'est pas similaire aux autres où l'aile économique et le soutien inconditionné des libertés mettent en danger un côté plus social. En effet, lors de l'organisation de la campagne pour les élections cantonales de 2007, le président du parti le souligne :

« Il liberalismo ticinese è radicale, abbiamo scritto nel Preambolo. E lo è nella misura in cui crede nell'equa redistribuzione della ricchezza e riconosce la necessità di preoccuparsi anche di chi si trova in una condizione di minoranza, di chi non beneficia delle stesse opportunità e di chi risulta penalizzato o emarginato a causa di cattive gestioni, private o pubbliche che siano. (...) »³⁵⁶

Le PRD tessinois, surtout au début des années 1990, a souvent été attaqué pour son manque de soutien des classes jeunes et une défense inconditionnelle des élites. Entre les années 1980 et 1990, l'on avait assisté à un virage du parti tessinois vers des politiques plus libérales et moins radicales. Dans les années 2000, en raison aussi de la prise de pouvoir de la Lega qui a mieux réussi à répondre aux nouvelles problématiques de la société, le PRD retourne sur son attachement au radicalisme. Il s'agit d'un signe qui veut pousser le parti aussi vers les classes moyennes. Jusqu'à la perte de son deuxième siège au Conseil d'État cantonal, le PRD n'avait pas vraiment reconnu le moment de criticité ; depuis qu'il a perdu sa majorité relative au pouvoir, il a cependant mis en place un renouvellement et des stratégies de réponse du point de vue de l'identité. Ces dernières années, le parti a évité de se positionner par rapport au radicalisme et au libéralisme, bien qu'à l'interne, ces courants soient toujours présents. Cependant, il s'agit, dans la plupart des cas, d'attaques des médias qui débattent à propos des divisions internes au parti³⁵⁷.

³⁵⁴ « Liberalismo : un'idea che funziona », Archives PRD Tessin, Camorino.

³⁵⁵ « la démocratie libérale signifie donner un pouvoir de participation aux citoyens ; mais il s'agit aussi d'un pouvoir fragmenté en structures autonomes, chacune finalisée à la garantie de la participation, mais qui représente aussi une limite aux autres » (TdA). « Programma federale del PLRT per la legislatura 1999-2003 », Archives PRD Tessin, Camorino.

³⁵⁶ « Le libéralisme tessinois est radical, nous l'avons écrit dans le préambule. Ceci peut être défini de cette manière car il croit dans la redistribution de la richesse et reconnaît la nécessité de se préoccuper aussi de ceux qui se trouvent dans une condition minoritaire, de ceux qui ne bénéficient pas des mêmes opportunités et de ceux qui deviennent pénalisés ou marginalisés à cause de mauvaises gestions, privées ou publiques » (TdA). Intervention du président Giovanni Merlini au congrès cantonal du 27 janvier 2007, Lugano. Archives PRD Tessin, Camorino.

³⁵⁷ « C'erano una volta i liberali radicali », *Il Caffè*, 12 octobre 2014.

Le rapport entre les trois courants est encore autre à Zurich. La situation reste bien distincte car le Parti radical-démocratique possédait déjà une forte aile économique de droite. En effet, dans les analyses de Geser, la section zurichoise s'auto-positionne beaucoup plus à droite par rapport à la section tessinoise, qui garde dans ses rangs aussi une forte aile radicale plus à gauche (Geser et al., 2004). Dans le commentaire aux élections fédérales de 1991, le parti zurichois reconnaît les différences entre son identité et celle du parti national :

« Andererseits ist es wohl so, dass sich die FDP auf eidgenössischer Ebene eher den Vorwurf der Unentschlossenheit gefallen lassen muss, als dies für unsere Kantonalpartei zutrifft. Als Beleg für diese Aufgabe sei etwa auf den schweizerischen Parteitag hingewiesen, der die Unterschiede zwischen der Zürcher und der Schweizer FDP recht klar zum Ausdruck gebracht hat. »³⁵⁸

Ce positionnement plus à droite de la section zurichoise était aussi dû à la présence de son antagoniste principal : l'UDC. En 1999, les trois valeurs soutenues par la section étaient : « bürgerlich, liberal, fortschrittlich »³⁵⁹. L'appel au peuple est une réaction aux discours présents dans le canton exploité par l'UDC, lequel a fait de l'appel au peuple, l'un de ses chevaux de bataille. Les deux dimensions à la base de ce parti sont : « die FDP ist und bleibt eine bürgerliche Partei und ist dem liberalen Gedankengut mit einer möglichst grossen Freiheit für den einzelnen verpflichtet. Wir suchen Lösungen für unsere liberalen Ziele. Dazu müssen wie uns weder krampfhaft von der SVP distanzieren noch mit der SP liebäugeln »³⁶⁰. Si, jusqu'au début des années 1980-1980, le principal antagoniste du PRD zurichois était le PS, afin de réagir à la montée de l'UDC à partir de la moitié des années 1990, le PRD reconsidère les rapports avec ce parti.

La section vaudoise se situe au milieu, entre les sections tessinoises et zurichoises. En trouvant dans l'échiquier politique vaudois le parti libéral, le PRD se place plus au centre par rapport au PLV. Le parti libéral trouve son rôle plus sur la droite. Les différences sont importantes, ce n'est donc pas un hasard que l'union entre ces deux partis ne se met en place que plus tard, par rapport aux autres cantons. Bien que dans le canton, les libéraux et les radicaux soient séparés, il apparaît, à l'intérieur de la section, plusieurs courants et différentes visions de la société. Lors de la présentation de ses principes durant de la campagne électorale pour les élections de 1991, le parti souligne :

« Le parti radical est un grand parti. Démocratique, il regroupe en son sein des personnes de tous les âges et de toutes professions, qui ont chacune (heureusement !) une vision différente de la société. Tous se retrouvent autour de grands principes, dictant — souvent de manière inconsciente — l'action des radicaux et radicaux dans la vie quotidienne. Le Programme du PRD Vaud les rappelle et les explique : liberté personnelle et responsabilité vis-à-vis d'autrui ; dignité humaine et solidarité envers les plus défavorisés ;

³⁵⁸ « En revanche, l'on remarque que le PRD au niveau national est plus indécis par rapport à des thématiques où notre parti cantonal a des opinions bien précises. Nous avons pu le voir lors du congrès du parti suisse dans les discussions sur le programme, qui a exprimé des différences par rapport à notre programme cantonal » (TdA). « Analyse NRW 91 », PRD Zurich, Zurich.

³⁵⁹ « Bourgeois, libéral et progressiste » (TdA).

³⁶⁰ « le PRD est et reste un parti bourgeois et l'idéal libéral encourage le maintien autant que possible de grandes libertés. Nous cherchons des solutions pour nos objectifs libéraux. De plus, nous devons nous distancier de l'UDC et aussi du PS. » (TdA). *Zürcher Freisinn*, mai 1999, n. 5.

action de l'État, là où il peut être efficace... mais pas d'État 'touche-à-tout' ; démocratie vivante ; économie et environnement. »³⁶¹

Tout d'abord, par rapport à la section tessinoise, la doctrine 'démocratique' est dans cette section fondamentale. Ce parti y ajoute aussi les traits traditionnels des radicaux.

5.5 Le PDC qui fatigue à se distancier de la tradition

Enfin, le dernier parti analysé est le Parti démocrate-chrétien. Les recherches existantes en Suisse sont toutes d'accord sur le fait que l'identité du PDC se base sur le christianisme³⁶² et donc sur les plus importantes valeurs de la doctrine chrétienne, à savoir la solidarité et la subsidiarité (Gruner, 1977). Le lien avec la religion change cependant dans le temps et le parti développe des réponses du point de vue de son identité, afin de répliquer notamment à la sécularisation progressive de la société visible en Suisse. La première réponse par rapport à l'identité et à la représentation que le parti veut donner de lui, arrive dans les années 1970. Le parti change d'orientation et se focalise plus sur les 'valeurs du centre'. Avec la réforme de 1970/71, le parti essayait notamment de sortir de la représentation commune qui lui donnait l'image d'un parti de l'église. Avec cette réforme, le parti avait réussi à s'éloigner du traditionnel « konfessionell geprägten Elite Partei » pour devenir un « weltanschaulich offene Mitgliederpartei »³⁶³. La sécularisation a donc obligé le parti à se réorienter vers de nouveaux intérêts pour ne plus seulement représenter ceux des conservateurs et des catholiques. La dernière citation met aussi en avant la perception et la représentation de l'organisation interne du parti de la part des instances dirigeantes au début des années 1990 : l'ouverture sur le plan identitaire a été suivie d'une ouverture sur le plan organisationnel. D'un parti des élites, le PDC envisageait de devenir un parti de membres.

Au niveau de l'identité perçue, se positionner n'était pas facile pour le parti. Ce n'est pas par hasard que Tim Frey (futur secrétaire général du parti national) affirme dans sa thèse sur les partis démocratiques que « Christdemokratische Parteien müssen stärker als andere Parteien ihre Botschaft nach aussen tragen, denn in vielen Sachfragen fehlen ihnen die ideologischen Grundlagen für eindeutige, vorhersehbare Positionsbezüge »³⁶⁴ (Frey, 2008 : 162). Au début des années 1990 cependant, les valeurs chrétiennes étaient encore à la base du parti et ont été mises en avant lors des élections nationales de 1991. Dans le « Manuel des candidat(es) » produit par le PDC suisse, on écrit explicitement en effet que :

« L'État, la politique, reposent nécessairement sur des valeurs éthiques. Celles que la culture occidentale chrétienne nous a transmises constituent la clé de voute de notre politique. Au centre de sa réflexion, le PDC place en effet la personne humaine : c'est sur sa dignité que doivent se fonder l'État et la société. Le

³⁶¹ « Programme des Radicaux vaudois 1991 – 1995 », Nouvelle Revue de Lausanne, n° spécial, Archives cantonales vaudoises, Lausanne, PP552/551/1.

³⁶² Il faut en effet placer les débuts du parti dans l'histoire politique du catholicisme.

³⁶³ « un parti d'élites avec une empreinte confessionnelle » à « un parti de membres ouvert et aconfessionnel » (TdA). « Weg von der Mitte – ins Zentrum. Die CVP-Reformen von 1970 und 1994 im Vergleich », *Neue Zürcher Zeitung*, 17 novembre 1994, p. 15.

³⁶⁴ « Les partis chrétiens-démocrates doivent porter plus fortement que d'autres partis leur message à l'extérieur, car il leur manque les fondements idéologiques qui les placent dans des positions claires et prévisibles dans beaucoup de questions spécifiques » (TdA).

PDC s'engage en faveur des valeurs fondamentales qui découlent de cette conviction : la liberté, la responsabilité individuelle, mais aussi la solidarité, la subsidiarité, la justice. »³⁶⁵

Le parti lui-même conçoit son identité comme un ensemble de valeurs. Les valeurs fondamentales qui doivent pousser les candidats à représenter le parti ne sont plus seulement les valeurs traditionnelles du parti, comme la solidarité et la subsidiarité. Le PDC en nommant ces valeurs fondamentales, se positionne clairement entre le PRD et le parti socialiste. Ce positionnement fait partie d'une longue stratégie développée par le parti dans les années 1990.

La longue 'modernisation' des années 1990

Le début des années 1990 signifie pour le PDC le début d'un « processus de modernisation »³⁶⁶, comme il le définit lui-même. Il développe des points forts en 1994, qu'il introduira dans le nouveau programme du parti pendant le congrès de Bienne en 1996. Le premier signe d'un changement d'orientation du parti est symbolisé par le fait que le parti ne se conçoit plus lui-même comme un « Partei der Mitte »³⁶⁷, soit la moyenne mathématique qui se situe entre gauche et droite, mais il se voit comme un « moderne Partei des Zentrums »³⁶⁸. Cette différence est en lien avec les conseils du rapport du groupe d'étude de 1985 : le parti se définit lui-même sans se préoccuper des partis de gauche ou ceux de droite et il voit ce moment comme le lancement du nouveau PDC³⁶⁹. Cette ouverture, également envers de nouveaux principes fondamentaux, place aujourd'hui le PDC au centre de l'espace politique suisse. Il se conçoit d'ailleurs lui-même comme un parti du centre. Mais que signifie exactement se placer au centre aujourd'hui ? Dans l'allocution d'ouverture à l'assemblée des délégués du PDC suisse du 20 janvier 2001 à Berne, le Conseiller national et président du parti, Adalbert Durrer, souligne la position du parti au début du XXI^e siècle :

« En revanche, nous plaçons au centre de notre politique la liberté, la dignité de chaque individu et la solidarité. Nous, démocrates-chrétiens, ne nous basons pas sur un système ou une théorie qui doit être réalisée à tout prix et de toute façon sans se soucier des pertes qui en découlent. Notre politique attache une importance essentielle à l'épanouissement de chaque individu. Nous voulons encourager les gens à jouir de leur liberté en prenant leurs responsabilités. »³⁷⁰

³⁶⁵ « Thèmes porteurs et postulats 1991 – 1995. Prospective, témoignage, solidarité » dans le « Manuel des candidat(e)s », Archives PDC suisse, Berne.

³⁶⁶ L'impulsion pour une meilleure définition du positionnement du parti venait du Rapport sorti en 1985 intitulé « Rapport du 'Groupe d'étude pour la situation du parti' ». Dans ce rapport, le groupe d'étude faisait le point sur la situation du PDC suisse (en 1983), analysait ses problèmes et surtout proposait des améliorations. Entre autres, le rapport se demandait s'il existait au milieu des années 1980 une « voie centriste autonome », un parti donc qui ne voulait pas seulement se démarquer du PRD à droite et du PSS à gauche. « Rapport du Groupe d'étude pour la situation du parti », Bibliothèque Nationale, Berne.

³⁶⁷ « Parti au milieu » (TdA).

³⁶⁸ Le changement est subtil, mais évident: d'une définition de 'parti au milieu' (*Mitte*) le PDC veut oublier la référence à ceux qui sont à côté de lui (gauche et droite) et définir lui-même un espace où il peut se positionner : le 'centre' (*Zentrum*). Berichtjahr 1994, Archives PDC suisse, Berne.

³⁶⁹ « Die CVP müsse sich vom Standort zwischen den Polen links und rechts lösen und ihren eigenen Standort definieren », « Le PDC doit oublier son positionnement entre les deux pôles gauche et droite et doit définir lui-même son propre positionnement » (TdA). « Stapellauf der neuen CVP » « lancement' du nouveau PDC » (TdA), « Weg von der Mitte – ins Zentrum. Die CVP-Reformen von 1970 und 1994 im Vergleich », *Neue Zürcher Zeitung*, 17 novembre 1994, p. 15

³⁷⁰ Allocution d'ouverture de l'Assemblée des délégués du PDC Suisse d'Adalbert Durrer. « Une politique du 21^e siècle se fondant sur des valeurs qui ont fait leurs preuves », Archives PDC suisse, Berne.

La définition de parti du centre et de la politique soutenue par le parti n'est pas exactement claire au début des années 2000 et le parti garde des positions similaires jusqu'en 2004, où l'on arrive enfin à définir ces valeurs (liberté, responsabilité individuelle et solidarité) comme fondamentales, pour se démarquer « tant de la gauche que de la droite »³⁷¹. C'est en effet durant cette année que beaucoup d'efforts ont été menés par le parti pour réellement se positionner comme parti du centre³⁷².

Par ailleurs, le but du PDC au début des années 2000, était de se développer sur la ligne de la CDU en Allemagne, un grand parti du centre, englobant les valeurs de la tradition, ici les valeurs chrétiennes, et un esprit d'ouverture traditionnellement associé à la gauche. En effet, pour la rédaction du document appelé dans un deuxième temps « Renouveau Suisse », le parti s'est inspiré du papier de la CDU³⁷³. La « Charte pour une Suisse libérale sociale », développée dans ce contexte, définit les valeurs fondamentales du parti et le positionne en tant que force indépendante au centre de l'échiquier politique. Dans les années suivantes, le parti s'appuiera sur cette nouvelle direction identitaire et mettra en relief sa nouvelle orientation libérale, en contre tendance par rapport au passé où l'économie de marché devait être « au service de la société ».

« Nous avons obtenu ces succès aux dépens des partis des pôles. Cela démontre que nous sommes sur la bonne voie et que le peuple souhaite un centre fort et des solutions concrètes. Grâce à notre orientation libérale et sociale ainsi qu'à notre engagement pour trouver un juste équilibre entre la politique économique libérale et la responsabilité sociale, nous répondons à un besoin croissant de la population. Il convient d'y ajouter notre respect des valeurs et notamment notre souci pour l'environnement. »³⁷⁴

Cette orientation, issue de la droite, est combinée avec une responsabilité sociale, soit une problématique de gauche. Cela place le parti au milieu : cependant, l'idée de se définir par ses propres positions, comme souhaité en 1994, n'a pas vu le jour.

Deux identités pour un parti

Cependant, pour le PDC, comme pour les autres partis politiques suisses, le défi majeur du point de vue identitaire a aussi été de combiner les deux ailes à l'intérieur du parti : celle conservatrice (plus à droite) et celle chrétienne sociale (plus à gauche). Cette cohabitation des deux ailes est symbolisée par le fait qu'il y a eu, encore dans les trente dernières années, deux présidents issus de l'aile plus 'conservatrice' du parti : Carlo Schmid, président de 1992 à 1994

³⁷¹ Communiqué de presse du 8 août 2004, « Orientation libérale-sociale. Adoption prochaine du nouveau programme Renouveau Suisse », Archives PDC suisse, Berne.

³⁷² Cette tentative de « renouvellement » apparaît après les résultats des élections nationales de 2003, qui confirmaient la baisse progressive du parti. Le fond a été touché au mois de décembre, au moment où le PDC perd un siège au Conseil fédéral, au profit de l'UDC. Les instances dirigeantes du parti national se sont penchées sur la situation et au début de 2004 un rapport d'analyse de la situation interne au parti apparaît. Ce rapport sera la base pour le « Erneuerungsprozess 2007 » (« Procès de renouvellement 2007 », TdA). « Analyse zur Ausgangslage der CVP Schweiz im Januar 2004 », Archives PDC suisse, Berne.

³⁷³ Procès-verbal de la séance du Comité directeur du 19 avril 2004, Archives PDC suisse, Berne.

³⁷⁴ Éditorial de la présidente du PDC suisse Doris Leuthard. « Pour un centre fort », *Notre activité 2005. Rapport annuel du PDC suisse*, Archive PDC suisse, Berne.

et Philipp Stähelin, de 2001 à 2004³⁷⁵. Il est cependant intéressant de remarquer que ces deux présidents ont été en charge durant moins de temps par rapport aux autres. L'aile plus sociale, représentée dans le parti par le groupement « Parti chrétien-social suisse » (PCS)³⁷⁶, a des délégués dans les instances dirigeantes du PDC, tout comme l'aile conservatrice, qui se voit représentée dans le groupement appelé « CES – Communauté de travail économie et société »³⁷⁷. Une tendance peut apparaître : comme le montre Altermatt (2000 : 81), l'aile économique devient à partir des années 1980, plus importante et acquiert avec le temps proportionnellement plus de place dans les liens des Conseillers nationaux PDC. Ce lien majeur des élus du PDC est aussi confirmé par les récentes recherches du groupe d'étude sur les groupes d'intérêts au sein de l'Université de Lausanne. « Depuis 2000 (...) aussi bien le PLR que le PDC, dont les représentants au Parlement régressent, voient le nombre moyen de mandats économiques par député augmenter » (Eichenberger et al., 2016 : 199).

Les différences identitaires régionales et cantonales : le rapport à l'appellation 'chrétien'

Quoique des contrastes identitaires au sein du parti national soient présents, des différences encore plus visibles peuvent cependant apparaître aussi dans les sections cantonales. Dans nos trois cantons, Tessin, Vaud et Zurich, une remarque vient tout de suite à l'esprit en ce qui concerne l'identité propre aux sections : il s'agit du nom porté par le parti (Ishiyama & Breuning, 2011). En effet, dans le canton de Vaud, le parti s'appelle, comme au niveau national, « Parti démocrate-chrétien » et à Zurich *Christlichdemokratische Volkspartei Kanton Zürich* (CVP Zürich). La dimension démocrate-chrétienne est donc aussi mise en relief. Au Tessin, le parti s'appelle *Partito popolare democratico* (PPD) : aucun 'C' (ni de conservateur ni de chrétien) n'apparaît dans le nom du parti dans cette section cantonale. Le nom du parti a subi sa dernière modification en 1971, au même moment qu'au niveau national ; auparavant, il s'appelait *Partito conservatore democratico* (Parti conservateur démocratique). Ce changement se voulait une ouverture par le parti tessinois envers des instances plus sociales ; ce dernier s'efforçait d'effacer de son nom le mot 'conservateur' qui avait un goût de 'vieux'. Par contre, il n'a jamais eu dans son nom l'adjectif 'chrétien' ou 'catholique'. Le fait que les autres sections cantonales, tout comme le parti national, possédaient un 'C' dans leur dénomination peut être vu comme un signe identitaire pour maintenir un lien avec la tradition (Altermatt, 2012 : 214).

Cependant, pouvons-nous vraiment voir une différence et un éloignement de l'identité chrétienne de la part du PPD, la section tessinoise du PDC ? Sûrement pas. Au Tessin, le catholicisme a été longtemps la seule religion présente sur le territoire. Aujourd'hui, avec les migrations, le cadre confessionnel est beaucoup plus varié. De plus, il ne faut pas oublier que le canton a connu, comme partout en Suisse, une sécularisation qui a éloigné les fidèles de l'église. Le rapport étroit avec l'inspiration chrétienne ressort également dans la mise en place du programme d'action de 2005 du Parti national : selon le rapport annuel du PDC tessinois,

³⁷⁵ Actuellement, le président du PDC est également issu de l'aile économique. Gerhard Pfister (ZG) a été élu le 23 avril 2016 à la tête du parti.

³⁷⁶ Le premier mouvement chrétien-social a vu le jour à Saint Gall en 1899. Le parti agit sous le signe du slogan « libéral et social ». URL : <http://www.csp-schweiz.ch>. Dernière consultation le 9 août 2017.

³⁷⁷ Groupement né en 1982 avec un double objectif : faire valoir les compétences économiques au sein du PDC et transférer les valeurs du parti dans l'économie. URL : <http://www.awgschweiz.ch>. Dernière consultation le 9 août 2017.

cette section a activement participé à son élaboration. La définition de « parti d'inspiration chrétienne » a été ajoutée au document, sur proposition de la section tessinoise. Cependant, ce point pose encore problème, car selon eux : « Il PPD Ticino ha quindi rinnovato la sua totale collaborazione anche se ritiene ancora carente il rafforzamento dell'identità di partito d'ispirazione cristiana da parte del partito nazionale »³⁷⁸. En résumé, la section tessinoise paraît paradoxale : bien que son nom ne mette pas en avant son origine d'inspiration chrétienne, cette dernière semble encore être l'un des points les plus importants de l'identité de base de la section. Par rapport aux autres sections cantonales prises en considération, le Tessin semble être le canton où l'inspiration chrétienne est la plus présente, en raison probablement de son histoire catholique. Les deux autres cantons étudiés dans ce contexte sont en effet deux cantons à majorité protestante, où le PDC a donc eu plus de difficultés à émerger.

La thématique du rôle de l'inspiration chrétienne dans les autres sections cantonales au XXI^e siècle ressort aussi dans les années suivantes grâce à une intervention du président de la section zurichoise, Markus Arnold. Entre les années 1980 et le début des années 1990, la section zurichoise du PDC se proposait en effet de mener dans le futur un « 'C' Politik »³⁷⁹, où C signifiait « Christliche ». Ceci signifiait pour la section zurichoise :

« An den Leitlinien der christlichen Soziallehre und Sozialethik haben wie unser politisches Handeln zu messen und zu prüfen. 'C'-Politik heisst parteiintern aber auch, Meinungsverschiedenheiten und gegensätzliche Standpunkte nicht zu ignorieren, sondern aus christlichem Verständnis heraus durch faire Auseinandersetzung und gegenseitige Rücksichtnahme den Konsens zu suchen und in diesem Sinne neben Meinungsbildung gleichzeitig auch Willens- und Gewissensbildung zu üben, die auf unsere gemeinsamen politischen Ziele ausgerichtet sein muss. 'C' Politik ist kein starres Gebilde, sondern ein dynamischer Prozess. »³⁸⁰

La « Politique chrétienne » n'implique cependant pas un lien étroit avec la confession chrétienne. Dans cette citation, le président Arnold souligne que le PDC doit désormais accepter les différents courants internes et que le consensus est à rechercher là où il existe de possibles divergences. La réponse était donc vue dans une cohésion identitaire.

Le contexte dans lequel doit opérer le PDC dans le canton de Vaud est bien différent par rapport au Tessin, où il a fait l'histoire politique du canton, et par rapport à Zurich, où il a su s'adapter et trouver sa petite place dans l'espace politique cantonal. Dans le canton de Vaud, le PDC se retrouve à jouer dans un contexte où le centre est peuplé par beaucoup d'acteurs : libéraux-radicaux, qui se définissent de centre-droite et également l'UDC vaudoise, qui se définit elle-

³⁷⁸ « Le PDC tessinois a à nouveau renouvelé sa collaboration (NdA avec le parti national) même s'il juge encore faible le renforcement de l'identité de parti d'inspiration chrétienne de la part du parti national » (TdA), « Rendiconto PPD Ticino 2004 », Archives PDC Tessin, Bellinzzone.

³⁷⁹ « C-politique » (TdA). « Die CVP im Wahlkampf 1991. Thesen und Postulate », Archives PDC Zurich, Zurich.

³⁸⁰ « Nous avons comme lignes directrices de l'enseignement social et de l'éthique sociale chrétienne de mesurer et d'examiner notre action politique. La C-politique signifie cependant aussi à l'intérieur du parti, de ne pas ignorer les points de vue différents ou opposés, mais de chercher le consensus typique de la compréhension chrétienne par le débat correct et la considération mutuelle et dans ce sens, à côté de la formation de l'opinion, exercer aussi la formation d'une volonté et d'une conscience, qui peuvent nous amener à nos buts politiques. C-politique ce n'est pas un état rigide, mais un processus dynamique » (TdA). « Aufbruch in die 90er Jahre », *Züri-Standpunkt* 3, p. 17-18, 1989.

même de centre (il y a de faibles différences avec le parti national et d'autres sections comme nous l'avons vu dans le chapitre dédié à ce parti). Par rapport à beaucoup d'autres sections cantonales, le PDC Vaud a pris racine dans un milieu où presque trois quarts des habitants vivent dans l'une des cinq agglomérations du canton. C'est donc une tradition fort différente par rapport au Tessin où le parti était normalement associé aux endroits ruraux. L'identité de cette section cantonale semble plus influencée par la tradition sociale des sections romandes. Ce n'est pas un hasard que la « Communauté de travail Économie et Société » ne soit pas, aujourd'hui encore, présente dans une section cantonale en Romandie (sauf le canton de Fribourg, mais il faut signaler que c'est un canton bilingue).

5.6 Les analogies et différences

À la fin de ce chapitre, nous pouvons clairement affirmer que les partis politiques possèdent à l'interne de nombreuses identités et représentations de soi. Ils sont donc très hétérogènes. Gruner nous avait montré au milieu des années 1970, de manière très pointue et précise les liens idéologiques qui étaient à la base de la naissance des partis politiques suisses (1977). Ces idéologies fondamentales influencent encore aujourd'hui l'identité de chaque parti politique. Malgré cela, celle-ci est devenue plus complexe et inclut aussi les représentations que les partis politiques (ou plus précisément les élites politiques à l'interne) proposent à l'extérieur. Le rapport à ces idéologies initiales peut être en contraste à l'intérieur d'un parti même et évoluer au fil du temps. Nous allons tout d'abord analyser, dans le cadre de cette section sur les analogies et les différences la gestion identitaire au sein des partis politiques suisses. Plus précisément, nous avons montré comment à l'intérieur des mêmes se différencient de manière générale (donc non pas dans le cas spécifique des campagnes électorales) les sections cantonales et leurs rapports avec l'identité du parti national. Dans cette section, nous pouvons donc montrer les similitudes cantonales qui apparaissent du point de vue de l'identité dans chaque parti politique. Il s'agit donc de savoir si le temps et l'espace influencent les identités des partis politiques. Dans un deuxième temps, nous allons montrer comment les partis politiques évoluent et répondent à des situations changeantes avec des modifications dans les identités.

Les partis nationaux : entre identités plurielles et souhaits d'autonomie

Au niveau national, les rapports que les partis politiques entretiennent avec les diverses identités principales dépendent principalement de la faction dominante au pouvoir. Le cas emblématique qui permet le plus de comprendre comment un parti politique peut changer son identité est celui de l'UDC au cours des deux dernières décennies. La faction dominante qui arrive au pouvoir pendant les années 1990³⁸¹ amène avec elle une identité plus radicale, polarisée (face à la gauche) et moins liée aux clivages que traditionnellement l'on associe à l'UDC (les campagnes). Cette nouvelle identité amènera dans les rangs du parti, comme nous le verrons après³⁸², toute une nouvelle couche de la population (notamment les entrepreneurs et ouvriers). Face à ce changement dans l'identité proposé par le parti national, l'ancienne coalition dominante (celle bernoise, vaudoise et grisonne) réagit et se positionne contre cette nouvelle

³⁸¹ Le processus est expliqué dans la partie I de cette recherche.

³⁸² Voir le chapitre 7.

voie tracée par Blocher et son clan. Malgré cela, leur réaction ne trouve pas de consensus au sein du parti national étant donné que la plupart des nouvelles sections suivent le changement identitaire proposé par la section zurichoise et se radicalisent aussi. Les succès électoraux (à tous les niveaux : local, cantonal et surtout national) légitiment encore plus cette transition vers une identité plus radicale et polarisée par rapport au passé. Face à ce changement, l'UDC a toujours essayé (avec peu de succès) de garantir une liberté et une autonomie aux sections cantonales pour ne pas s'aliéner les sections modérées. En effet, même si ces sections ne partageaient pas le changement identitaire du parti national, elles pouvaient maintenir leur identité modérée dans leur espace de compétence (notamment le niveau cantonal). Cette large autonomie identitaire implique que la scission n'arrive qu'en 2007, suite à un cumul d'expérience et de tentatives de cohabitation partiellement réussies entre la nouvelle et l'ancienne faction dominante, lesquelles avaient deux visions identitaires du parti en contraste. Ce changement identitaire de l'UDC, pendant la première partie des années 1990 (très distinct du changement proposé dans les années 1970 par la faction bernoise), va influencer tous les autres partis politiques suisses, qui se retrouvent à réagir dans un contexte nouveau et face à un nouvel antagoniste politique.

Le principal antagoniste politique de l'UDC est le parti socialiste. Ce parti par rapport aux autres partis suisses semble avoir toujours eu une homogénéité interne majeure et une cohésion du point de vue de l'identité. Cela était essentiellement dû au fait que l'apparition du parti socialiste en Suisse s'insérait dans un processus de création de partis socialistes déjà présents dans le contexte international. Les liens avec les autres mouvements internationaux ont donc été plus importants par rapport aux autres partis politiques suisses. Au sein du PS, on a cependant souvent limité l'apport de certaines factions, avec des idées d'identité contrastantes. Ceci a souvent amené, plus que dans d'autres contextes, à des scissions à tous les niveaux (national, cantonal, local) (Jeanneret, 1988). Les scissions étaient vues comme la seule manière qui restait d'agir aux franges plus critiques, après avoir essayé de changer l'identité du parti depuis l'intérieur. Le PS a donc été le parti qui, en Suisse a été le plus confronté à l'apparition de nouvelles forces politiques concurrentes, issues de son interne.

Les deux autres partis politiques semblent posséder une identité plus hétérogène par rapport à l'UDC et au PS. Cette affirmation est aussi confirmée par des recherches récentes basées sur les votes au Conseil national des élus des partis (Traber et al., 2013). Notre recherche a montré que cela était dû à la large autonomie qui est garantie aux niveaux inférieurs par rapport à l'identité. De plus, les contextes où les partis se développent influencent de manière plus importante que les deux autres partis, ces différences identitaires. Nous commençons par l'analyse du PRD, parti qui depuis son début, a été associé à trois idéologies fondamentales : le radicalisme, le libéralisme et le démocratisme. Dans les sections cantonales, ces trois doctrines ont été combinées au cours du temps de manière différente. Ceci a engendré des dissimilitudes substantielles dans les programmes développés³⁸³. Au sein des sections cantonales elles-mêmes, ces doctrines apparaissent comme plus ou moins fortes et influencent les représentations identitaires que le parti veut montrer.

³⁸³ Voir le chapitre 6 sur l'élaboration des programmes politiques.

Le PDC a été obligé à réagir du point de vue de l'identité avant les autres partis. Dans les années 1970, il tente un élargissement de son électorat en refondant ses principes identitaires. Le parti voulait s'ouvrir à un électorat nouveau, loin de son électorat traditionnel, très lié à la religion (catholique) qui était cependant en train de diminuer inexorablement. Le parti change donc en raison de son identité traditionnelle qui n'amène plus un nombre important de résultats électoraux. La réaction est de s'ouvrir et de proposer les valeurs de la doctrine chrétienne comme base pour toutes les politiques du parti. En son sein, comme dans les autres partis suisses, le PDC possède une aile plus sociale et une aile plus économique. Au contraire des autres partis, ces factions cohabitent au sein du parti et peuvent imposer des changements. Au sein des sections cantonales aussi, cette autonomie et cette faible cohésion identitaire permettent au parti de limiter les pertes électorales.

Une cohésion identitaire difficile à obtenir en Suisse

En effet, lors des élections et plus précisément pendant les campagnes électorales, les partis politiques suisses développent des changements différents du point de vue de l'identité. Nous l'avons montré, la cohésion identitaire interne aux partis est encore loin d'être complète. Malgré cela, lors de ces événements, ils essaient de se montrer unis et de garder leurs dissidences internes aux partis. Parfois cependant, ces décollements se manifestent aussi à l'opinion publique et surtout aux électeurs. C'est le cas par exemple, de la création d'une liste dissidente au sein de l'UDC bernoise. L'UDC de Berne, en raison de son style plus modéré et son identité plus liée à la tradition bernoise de l'UDC, ne suivait pas les programmes et la nouvelle identité du parti national. Le parti national acceptait cette autonomie et cette faible cohésion à l'identité nationale. Malgré cela, une liste électorale plus proche de la 'nouvelle' UDC est apparue dans le canton.

Dans d'autres situations, la réaction des partis du point de vue de l'identité est de montrer leur 'multi-identité'. Alors, dans les programmes et dans les affiches, les partis politiques exploitent un changement qui permet un 'retournement du stigmate'. C'est-à-dire que les partis peuvent montrer sous un angle positif leur légitimité à proposer une identité où cohabitent plusieurs facettes et plusieurs ailes. Afin de montrer cela, les partis incluent des candidats de tout groupement par exemple. Cette connotation positive de la diversité garantie et sauvegardée dans les partis est confirmée par les partis eux-mêmes : cela se voit dans l'affirmation du livre des 100 ans des socialistes « Il PSS non deve vergognarsi del fatto che, al suo interno, ci si sia costantemente scontrati ; può invece essere orgoglioso di aver sempre rappresentato un forum di discussione (...) » (Lang et al., 1988 : 13).

5.7 Conclusion

En guise de conclusion, nous pouvons sans doute affirmer que le contexte helvétique possède une gestion hétérogène des identités. En effet, par rapport aux partis internationaux en effet les partis suisses offrent une large autonomie identitaire aux niveaux subnationaux. Cette dernière légitime aussi des positions identitaires au niveau national qui sont différentes de celles des niveaux inférieurs. Malgré cela, plusieurs stratégies ont été développées par les partis politiques suisses afin de réagir à des situations critiques, comme la perte constante d'électeurs, l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle faction dominante ou les changements plus généraux dans la société

suisse (sécularisation, dépeuplement des vallées, scolarisation progressive). Notre recherche a montré comment la réponse identitaire, qui n'avait pas été prise en compte par l'étude de Mair, Müller et Plasser (2004), est sûrement prise en considération dans les stratégies des partis politiques dans des contextes fédéralistes où les identités internes aux partis sont très différenciées. En effet, dans ces contextes changer et homogénéiser l'identité peut être plus difficile qu'ailleurs. Par contre, il semble aussi plus évident de voir les éventuels changements et les conséquentes réactions.

Ainsi par rapport à la recherche très complète de Gruner (1977), basée sur l'évolution des partis politiques suisses depuis leurs origines jusqu'aux années 1970, nous avons montré comment, aujourd'hui, la tendance est de réagir aussi, du point de vue des identités, aux changements. Sa recherche n'avait pas pu montrer ces transformations étant donné que le contexte, jusqu'aux années 1970, était encore très stable et ce n'est qu'à partir des années 1990, qu'une compétition électorale accrue s'est développée en Suisse.

Dans les années 1970, pour les partis, il était beaucoup plus facile de garantir un déroulement interne des dissidences. Tandis qu'avec le développement de la presse, de la télévision et surtout des nouveaux moyens de communication, qui transmettent même en direct les événements de campagne électorale, les filtres sont sensiblement mineurs. Ainsi, les dissidences internes et les représentations que les partis veulent montrer aux électeurs sont sensiblement plus évidentes. Pour cette raison, les partis se préoccupent toujours plus des événements de campagne tels que les congrès, les assemblées et d'autres forces de rassemblement de membres, électeurs et représentants du parti. Les partis se sont vite aperçus que la médiatisation leur offre un formidable amplificateur (Müller, 2000) et que l'intérêt des médias pour les meetings permet aux partis de faire la démonstration télévisuelle de leur force et de leur unité identitaire interne, même si celle-ci n'existe pas réellement.

6. Élaboration des programmes électoraux

Après avoir montré comment les partis politiques suisses exploitent et développent des changements du point de vue identitaire, nous allons dans ce chapitre, nous concentrer sur la problématique des programmes électoraux. Ces derniers, même s'ils peuvent être très proches de l'identité du parti, ne le sont pas toujours. En effet, un parti politique peut posséder une certaine idéologie, une identité, un consensus dans ses membres à propos de plusieurs thématiques, mais à l'ordre du jour mettre en avant seulement une partie de ceux-ci, probablement aussi influencé par d'autres éléments. En différenciant cette attitude, Mair et Mudde définissent l'identité des partis par « what they are » (Mair & Mudde, 1998 : 220) et par extension, les programmes des partis politiques sont « what they do ». Le programme électoral est donc ce que les partis politiques se proposent de faire pendant les législatures. Cependant, l'ensemble des préoccupations et des priorités peut différer selon le temps et l'espace. Offerlé souligne que ces derniers peuvent apparaître sous des formes différentes « programme, projet de campagne, plateforme, charte, cahier, manifeste, contrat, contrat de confiance, propositions, priorités, socle commun ou art de raconter une histoire (*story telling*)..., voire, sur les sites internet, identité, déclaration de principe » (Offerlé, 2010 : 91). De plus, « au sens restreint du terme, (ils) sont le résultat écrit du travail de professionnels, préparé par des producteurs politiques et/ou experts et intellectuels » (Offerlé, 2010 : 93).

Dans le contexte international particulièrement, les recherches existantes, du *Comparative Manifesto Project (CMP)*³⁸⁴, ont déjà expressément enquêté le développement des programmes électoraux. Ces recherches rendent compte de l'évolution et du positionnement de ces instruments produits par les partis politiques selon l'échelle gauche-droite. Ils ont par exemple découvert des positions toujours plus définies et polarisées. Nous avons déjà discuté dans la problématique, les problèmes majeurs qui ont été soulevés par ces recherches, qui posent néanmoins de bonnes bases quantitatives pour une analyse plus qualitative.

Dans ce chapitre, nous allons tout d'abord montrer l'état des recherches scientifiques qui ont été faites à propos des programmes électoraux des partis politiques suisses. Par rapport aux autres indicateurs ces recherches sont plus nombreuses, mais souvent elles prennent en compte que les programmes des partis nationaux. Pour cette raison, nous analyserons dans une deuxième partie les programmes des majeurs partis politiques suisses et de leurs sections cantonales. Les stratégies adoptées par les niveaux (local, cantonal et national) peuvent être similaires ou différents, pour cette raison nous allons ensuite proposer une partie de comparaison entre les réactions de tous les partis politiques. Enfin, nous concluons cette partie dédiée aux programmes avec une comparaison de l'évolution et des changements découverts en suisse et les mutations survenues dans d'autres contextes internationaux.

³⁸⁴ Beaucoup de publications sont apparues dans le cadre de ce projet. Vous retrouverez ici un aperçu de leurs principales recherches. URL : <https://manifestoproject.wzb.eu/publications/marpor>. Dernière consultation le 9 août 2017.

6.1 L'élaboration des programmes électoraux dans la littérature internationale et suisse

L'analyse des programmes électoraux a été exploitée par plusieurs chercheurs dans des contextes internationaux afin d'étudier les idéologies des partis eux-mêmes (Klingemann & Budge, 2013 : 53). Nous avons déjà argumenté comment ces instruments ne permettent de comprendre qu'une partie des identités des partis politiques. Malgré tout, ils fournissent des connaissances approfondies des positions qui se renforcent ou qui perdent en importance au sein des partis politiques. Comme nous venons de le souligner, l'analyse des programmes électoraux est notamment l'approche et la méthodologie adoptées par la recherche internationale du *Comparative Manifesto Project* (CMP)³⁸⁵. Ce projet, qui a déjà généré un nombre conséquent de données et de publications (Budge et al., 1987 ; Volkens, 2007, 2013), situe les partis politiques dans leur arène politique nationale et suit leur évolution dans les différentes élections³⁸⁶. Malgré les nombreuses limites, ces recherches nous permettent d'avoir également une vue d'ensemble de la situation suisse.

Les recherches sur les programmes dans le contexte suisse : du CMP aux nouvelles études

Notamment, ce contexte apparaît en profonde transformation, surtout à cause de la radicalisation entreprise par l'UDC, qui a changé les rapports de force dans le système de parti suisse (Mazzoleni, 2008). Le CMP permet d'aller plus loin et de ne pas s'arrêter au positionnement gauche-droite. Ainsi, nous voyons par exemple comment l'UDC, au cours de sa radicalisation, se situe toujours plus vers des positions du libre marché. Plus précisément, les problématiques socioéconomiques prennent de l'importance dans leur discours ; de la même manière, le discours des socialistes se positionne toujours plus vers un soutien au bien-être (*welfare*)³⁸⁷. Le PRD et le PDC sont plus constants et assument un positionnement intermédiaire, qui se profile parfois plus selon le contexte et l'année électorale. Ces positionnements se réfèrent au parti national (grâce donc à l'analyse des programmes électoraux nationaux).

Nous l'avons vu dans les chapitres précédents, l'identité des partis suisses change selon le niveau pris en considération. Nous pourrions donc potentiellement nous attendre à des résultats différents si les programmes des partis cantonaux sont pris en compte (pour une même élection). En effet, le contexte cantonal pourrait potentiellement proposer des programmes différents et être influencé tout d'abord par le contexte politique et historique cantonal, par la situation socioéconomique et par les clivages traditionnels (Église/État, centre/périphérie, bourgeoisie/ouvriers et élites rurales/élites urbaines)³⁸⁸. Pour cette raison, mener une analyse

³⁸⁵ Les données et les recherches du projet peuvent être consultées sur leur site web. URL : <https://manifesto-project.wzb.eu/>. Dernière consultation le 9 août 2017.

³⁸⁶ Selon un codage établi, les programmes électoraux sont divisés en unité de paragraphe et codés en 54 catégories (Volkens, 2002). À côté de nombreux points positifs, cette méthodologie possède des points faibles déjà mis en exergue par plusieurs chercheurs (Benoit & Laver, 2007 ; Marks et al., 2007). Parmi les critiques faites, il y a par exemple l'unité de mesure employée, le paragraphe, lequel peut être vu comme trop large, étant donné qu'un simple paragraphe peut contenir plusieurs idées et positionnements différents.

³⁸⁷ Visualisation des données du CMP. URL : https://visuals.manifesto-project.wzb.eu/mpdb-shiny/cmp_dashboard/. Dernière consultation le 9 août 2017.

³⁸⁸ Les clivages traditionnels ont été décrits pour la première fois par Martin S. Lipset et Stein Rokkan afin de lister les principaux clivages qui structuraient selon eux, la vie politique dans les démocraties occidentales (Lipset & Rokkan, 1967). D'autres auteurs se sont ensuite positionnés par rapport à cette théorie (Seiler, 2011).

non pas quantitative basée sur un codage strict, mais plutôt qualitative, permettrait de ne pas simplifier à l'extrême l'analyse du contenu, comme dans le cas du CMP. Une analyse qualitative pourrait aussi montrer les réactions à d'éventuels changements, étant donné que les programmes, encore plus que les identités des partis, sont censés changer au fil du temps.

Une analyse qui a combiné une méthode quantitative semblable au CMP et une approche qualitative est celle de Mazzoleni et Rossini. Leur analyse est cependant partielle, en effet ils se concentrent uniquement sur les « socio-economic sentences » (2014) dans trois programmes de l'UDC. Toutefois, ils ont le mérite de montrer une facette importante du processus de radicalisation du parti national. Comme les recherches du CMP, cette recherche ne montre néanmoins pas les différentes réactions des sections cantonales et surtout les réactions des sections plus modérées à ces changements dans les programmes. Cette même remarque pourrait être faite à la recherche de Brändle (1999) sur l'analyse du contenu des programmes électoraux des partis politiques suisses. Cette recherche a permis de suivre le développement des partis gouvernementaux suisses sur l'axe gauche-droite, entre 1947 et 1995. Pour aller plus loin que les recherches du CMP, Brändle s'est aussi questionné sur l'évolution possible qu'aurait amenée une institutionnalisation du système de concordance. Plus précisément, il a voulu montrer si cette institutionnalisation a aussi entraîné une convergence des positions des partis. Ses résultats montrent cependant une polarisation croissante entre PS et UDC. Ce résultat est confirmé par les analyses du CMP, lesquelles montrent et confirment les tendances déjà explicitées ailleurs en ce qui concerne le contexte helvétique : une polarisation grandissante est en train de se développer surtout entre UDC et PS (Giugni & Sciarini, 2008). À ces recherches, il faudrait ainsi ajouter une analyse des niveaux inférieurs, en raison de la large autonomie qui leur est garantie du point de vue de l'organisation pendant les campagnes électorales.

D'autres études en lien avec cette thématique (les programmes et les points forts des partis) sont apparues dans le contexte suisse. C'est notamment dans ces cas-là, que les niveaux cantonaux sont mieux pris en compte par les recherches scientifiques. Un exemple récent est celui qui nous est donné par Giger, Müller et Debus (2011), qui ont analysé les documents programmatiques des partis suisses au niveau cantonal. Leur but était de montrer à travers cette analyse, que « die Sektionen der politischen Parteien nicht immer gleicher Meinung sind und sich auch nicht scheuen, diese Differenzen öffentlich kundzutun »³⁸⁹ (2011 : 260). Cette hétérogénéité est confirmée par leurs analyses. Malgré cela, des continuités et des changements par rapport au passé peuvent être décodés du point de vue des programmes. Selon eux, « Während sich die programmatische Positionen der Kantonalparteien auf die konfessionelle und die sozioökonomische Konfliktlinie zurückführen lassen, tritt der Stadt-Land-Cleavage in den Ergebnissen deutlich zu Tage »³⁹⁰ (2011 : 279). L'analyse de Giger, Müller et Debus, bien qu'elle produit des résultats intéressants, n'amène pas d'exemples concrets et surtout qualitatifs, ce qui pourrait mieux expliquer et motiver les différences dans les divers positionnements cantonaux.

³⁸⁹ « Les sections des partis politiques n'ont pas toujours les mêmes opinions et il ne faut pas redouter non plus, que ces différences s'expriment publiquement. » (TdA).

³⁹⁰ « Alors que les positions programmatiques des partis cantonaux sont dues à des conflits confessionnels et socio-économiques, le clivage ville-campagne gagne clairement en visibilité dans les résultats » (TdA).

La théorie du changement dans les programmes électoraux

Un autre aspect concernant ces documents a aussi été négligé par les recherches scientifiques. C'est celui qui se réfère à la thématique du changement et aux stratégies des partis qui le soutient. En effet, les programmes politiques, selon Offerlé, comprennent « un agenda général constitué des questions canoniques qui se sont peu à peu imposées historiquement, un agenda conjoncturel produit de luttes inter- et intra-partisanes qui ont inventé ou réactivé certains enjeux, un programme se distingue d'abord par sa hiérarchisation, sa cohérence et sa spécificité vis-à-vis des produits rivaux » (2010 : 93). Les questions conjoncturelles sont censées changer dans le temps mais également les relations inter- et intra-partisanes. Les changements, du point de vue général des programmes politiques, peuvent arriver par différentes causes, comme l'ont aussi démontré Mair, Muller et Plasser (2004). La réponse programmatique, selon eux, prévoit le changement des propres positions politiques. Une option consiste en la saisie de nouvelles tendances et les inclure dans leurs programmes et discours. Il s'agit notamment du cas de la thématique écologique, laquelle est toujours plus d'actualité depuis les années 1970. Un élément important dans ce type de réponse est aussi recouvert par les rapports entre partis et groupes d'intérêts (internes ou externes au parti).

La question qui persiste donc encore aujourd'hui et à laquelle nous voulons trouver une réponse, est celle de savoir comment et pourquoi les partis politiques ont opéré des changements dans leurs programmes électoraux. Dans quel sens vont ces mutations ? Aspirer-elles à une plus grande homogénéisation des programmes ? Les thématiques prises en compte par les partis cantonaux ont-elles toujours plus une dimension nationale ? La large autonomie que nous avons déjà remarquée dans le contexte helvétique pourrait être dérangeante pour la mise en place de ces réponses. En effet, des réactions pourraient se développer si le programme électoral ne prend en compte qu'une partie des courants internes au parti.

Dans le cadre de ce chapitre, nous allons tout d'abord montrer de manière séparée, l'évolution et les stratégies développées par les partis politiques du point de vue des programmes électoraux. Ces instruments sont censés changer à chaque échéance électorale et être en premier lieu influencés par le contexte politique et conjoncturel (soit les thématiques à l'agenda politique, votations successives, situation contingente locale ou cantonale, etc.).

6.2 La radicalisation des thématiques au sein de la 'nouvelle' UDC

La littérature scientifique partage l'idée qu'en Suisse, le parti qui a le plus modifié ses programmes électoraux est l'Union démocratique du centre (Mazzoleni, 2008 ; Skenderovic, 2005, 2007, 2009a ; Mazzoleni, 2012). Ce parti se retrouve sous l'impulsion de la nouvelle faction dominante, à engendrer toute une série de changements. Le principal changement est la radicalisation que l'UDC a développée, au cours des années 1990, par rapport à son discours, aux thématiques et surtout au nouvel agenda qu'il a su imposer dans l'espace politique suisse (pendant et en dehors des campagnes électorales). Comme dans d'autres partis populistes, la formule gagnante de l'UDC a consisté en la promotion d'un discours nationaliste et d'exclusion par rapport aux questions d'immigrations et de politique étrangère (Ignazi, 2003 ; de Lange, 2007). À ceci, il faut ajouter un soutien de politiques néolibérales et anti-étatiques dans l'économie et les taxes. Ce deuxième type de discours était essentiellement dû au nouveau

leadership. Ce dernier était en effet composé par de petits, moyens et grands entrepreneurs, actifs dans le secteur privé, comme le leader Blocher, lequel se présente comme un '*self-made man*' à la tête d'un empire industriel, avec une fortune personnelle de milliards de francs. Plus que dans les autres partis, l'UDC inclut dans ses rangs cette catégorie de travailleurs (Pilotti, 2017)³⁹¹ : ce discours néolibéral se développe à l'intérieur du parti aussi en raison d'intérêts personnels.

Tous ces éléments se réfèrent aux connaissances que la littérature scientifique nous a montrées jusqu'à maintenant par rapport aux thématiques soutenues en général par l'UDC. Il s'agit cependant de présenter dans cette partie, comment la nouvelle faction dominante a su imposer son nouveau discours et son nouveau programme électoral à l'intérieur du parti.

Les programmes électoraux de l'UDC suisse entre 1991 et 2007

L'Annexe 21 montre les tables des matières des programmes électoraux publiés par le parti national en 1991, 1999 et 2007 pour les élections nationales.

Les programmes sont certainement différents, les uns sont courts et vont à l'essentiel, les autres sont longs et détaillés. Ce qui est certain cependant, c'est que deux axes thématiques ont été implémentés au cours des années, dans les programmes : le premier est économique et l'autre est celui des étrangers et de la politique extérieure en général. Nous allons diviser le discours de notre analyse qualitative par rapport à ces deux axes : en premier, le nouveau soutien des politiques socioéconomiques ; puis, la thématique des étrangers.

La radicalisation de la thématique socioéconomique

Tout d'abord, les analyses menées par Mazzoleni et Rossini sur l'évolution des programmes politiques de l'UDC à propos des problématiques socioéconomiques, démontrent que « ceux-ci révèlent une attitude de droite, libérale et qui attribue une bonne importance aussi aux thématiques économiques » (2014). L'émergence et la persistance d'un discours autant économique au sein de l'UDC sont apparues en même temps que l'arrivée au pouvoir du nouveau leadership (Mazzoleni, 2008). Dans cette étude, basée sur une analyse quantitative et un codage de chaque phrase des trois programmes, les chercheurs démontrent qu'en 1995, l'attention était déjà portée aux problématiques socioéconomiques (27,20 %), ce score augmente jusqu'à 37,4 % en 1999, pour redescendre à 32,40 % en 2011. L'actualité des votations concernant les accords bilatéraux qui devaient avoir lieu en mai 2000, a certainement influencé cette forte prise de position de l'UDC en 1999. C'est probablement pour cela qu'un programme électoral très centré sur des thématiques socioéconomiques avait vu le jour. Une analyse plus approfondie du type de « socio-economic sentences » démontre comment l'UDC avait des positions aussi de centre-gauche (le 28 % du total) en 1991, passées ensuite à 15 % et à 4,4 % en 2011. Par contre, les affirmations qui représentent des positions de centre-droite ou de droite augmentent sensiblement. Cette analyse démontre que le discours socioéconomique de l'UDC a connu une faible augmentation. Malgré cela, l'élément le plus important consiste en le positionnement toujours plus à droite que le parti a assumé et partagé à l'interne.

³⁹¹ Pilotti (2017) fait cette remarque par rapport au pourcentage d'élus UDC au Conseil national.

Une des hypothèses qui pourraient expliquer cette radicalisation du discours dans la thématique socioéconomique, réside dans la composition de la nouvelle faction dominante : celle-ci inclut de nombreux petits et moyens entrepreneurs. L'UDC a toujours eu un regard pour les petites et moyennes entreprises au sein de ses programmes électoraux. Le discours s'est cependant aussi développé dans ce champ. Ainsi, si en 1991 le parti soulignait qu'il « considère que les petites et moyennes entreprises sont le principal pilier d'une économie suisse décentralisée en fonction des structures fédéralistes du pays, raison pour laquelle elle leur voue une attention particulière du point de vue de la société et de la politique en général »³⁹² ; le discours se fait beaucoup plus concret en 1999 : « Die SVP kämpft im Interesse der kleinen und mittleren Unternehmungen für Steuererleichterungen und Abgabensenkungen sowie gegen neue Belastungen durch Sozialversicherungsgesetze und weitere Auflagen »³⁹³. En 2007, ce discours sur les PME est associé à trop de bureaucratie présente dans l'apparat étatique.

« (...) Voilà pourquoi l'UDC se bat pour de meilleures conditions-cadres : pour des impôts modérés, contre la double imposition des bénéficiaires d'entreprise, pour des taux d'intérêt bas, pour une énergie bon marché, pour des procédures d'autorisations rapides et simples, et, d'une manière générale, pour moins de bureaucratie et pour une administration plus légère. »³⁹⁴

Ainsi, le discours en faveur des PME devient plus associé à une critique de l'État, qui doit moins intervenir avec des taxes contre les entreprises et favoriser avec des lois leur développement. Le discours antiétatique (*antiestablishment*) est un trait typique comme beaucoup de chercheurs l'ont déjà souligné des partis populistes (Delwit & Poirier, 2007 ; Mazzoleni, 2008 ; Oesch, 2008). Donc, du point de vue des thématiques rattachées aux phrases socioéconomiques, il apparaît que le discours du parti se développe d'un parti explicitement 'anti-taxes' à une sorte de 'niche-party' avec un programme qui prend aussi beaucoup plus en compte le 'welfare state' (Adams et al., 2006 ; Wagner, 2012).

La radicalisation de la thématique des étrangers

La deuxième problématique que nous allons approfondir est donc celle du discours anti-immigration. Il est en effet évident, que le discours sur l'immigration de l'UDC est devenu beaucoup plus de droite à partir de la prise de pouvoir de la nouvelle faction dominante. L'un des signes de cette affirmation, est le fait que parmi les initiatives lancées ou soutenues directement par le parti, il y a surtout des initiatives qui touchent l'immigration³⁹⁵. Ces initiatives visent à rendre plus difficile l'accès à la Suisse pour les étrangers, ou à protéger la population suisse des abus en matière d'immigration.

La position de l'UDC, à la fin des années 1980 – début des années 1990, était plus modérée par rapport à une Suisse ouverte, le parti se proposait d'ailleurs de « militer pour une collaboration

³⁹² « Programme du parti '91 de l'Union démocratique du Centre (UDC) », p. 2. Archives UDC Vaud, Lausanne.

³⁹³ « L'UDC s'engage en faveur des petites et moyennes entreprises pour des allègements fiscaux, une réduction des impôts ainsi que contre de nouvelles charges de sécurité sociale et d'autres obligations » (TdA). « Wahlplattform 1999 », p. 41. Archives UDC Berne, Berne.

³⁹⁴ « Ma maison - notre Suisse. Plateforme électorale 2007-2011 », p. 26. Archives UDC Vaud, Lausanne.

³⁹⁵ Voir par exemple, en 1996, l'initiative « contre l'immigration clandestine », en 2000 « Pour une réglementation de l'immigration », en 2002 « Contre les abus dans le droit d'asile », etc.

internationale intense en vue de régler les problèmes dépassant les frontières, notamment en relation avec les migrations internationales, le droit d'asile, (...) »³⁹⁶ et aussi « (*le parti*) étudie la participation de la Suisse à l'Espace économique européen dans la mesure où les pays de l'AELE y disposent de véritables droits de codécision pour ce qui est de l'évolution future du droit dans l'EEE »³⁹⁷. Le parti était donc ouvert, mais possédait des conditions précises et le débat à l'intérieur du parti n'a pas été unanime³⁹⁸. À ce moment-là, l'aile bernoise commençait à perdre son pouvoir dans le parti en faveur d'une aile moins modérée, et plus dure issue de la région de Zurich. La vision des étrangers est aussi devenue plus stricte³⁹⁹.

Les réactions à la radicalisation de la thématique des étrangers

Le durcissement du discours en matière d'immigration et de politique étrangère de l'UDC a donné lieu, à l'intérieur du parti, à beaucoup de discussions, toujours entre les ailes modérées et celle de Zurich. Particulièrement en 1999, l'approbation du programme politique a provoqué beaucoup de discussions et de débats⁴⁰⁰.

Les six amendements à propos de trois thématiques (Europe, sécurité et solidarité) avaient été âprement débattus pendant le congrès qui se devait de voter l'approbation finale du programme pour la législature 1999-2003. La voix bernoise, en accord avec les Vaudois et d'autres sections modérées, n'a pas été soutenue par l'ensemble du parti, lequel a préféré suivre la ligne dure et antieuropéenne proposée par Blocher et son entourage.

Plus précisément, les Bernois, soutenus aussi par d'autres sections (notamment Vaud, Fribourg et les Grisons), demandaient les amendements décrits dans le Tableau 10.

³⁹⁶ « Programme du parti '91 de l'Union démocratique du Centre (UDC) », p. 11. Archives UDC Berne, Berne.

³⁹⁷ *Ivi*, p. 13. Archives UDC Berne, Berne.

³⁹⁸ La décision n'était cependant pas unanime à l'intérieur du parti : dans le Comité central de la section bernoise du 14 novembre 1992 (un mois avant les votations), le résultat avait été serré : 26 favorables face à 21 contre l'adhésion de la Suisse à l'EEE (et 1 vote blanc). Procès-verbal du Comité central du 14 novembre 1992, Archives UDC Berne, Berne. Le résultat avait été inversé dans l'Assemblée des déléguées nationale du 24 octobre 1992 : 289 déléguées contre et 119 pour. « Jahresbericht 1992 », Archives UDC Berne, Berne.

³⁹⁹ Il faut souligner qu'en 1989, la Suisse avait connu un tournant en matière de l'asile : il y a eu, en effet, une augmentation importante du nombre de requérants d'asile. Le discours change, car selon le nouveau leadership du parti, cette vague d'étrangers mettrait en péril le bien-être acquis par les Suisses (il n'est pas rare de trouver, dans les discours de l'UDC, l'association des étrangers aux criminels, aux profiteurs des assurances sociales, aux chômeurs, etc.).

⁴⁰⁰ Les trois points qui posaient problème à la section bernoise, qui a d'ailleurs proposé des modifications pendant l'Assemblée des déléguées à Reconvilier (BE) au début de l'année (23 janvier 1999), étaient les paragraphes sur l'Europe, la sécurité et la solidarité.

Tableau 10. Amendements proposés par l'UDC Berne, Reconwillier, 23.01.1999⁴⁰¹

Programme de l'UDC suisse	Amendement de l'UDC Berne
25. Die SVP tritt ein für den bilateralen Weg der Kooperation statt Integration ⁴⁰²	25. Die SVP tritt ein für die rasche Umsetzung der bilateralen Verträge mit der EU ⁴⁰³
50. Die SVP steht zur vielfältigen Kultur als Identitätsmerkmal der Schweiz ⁴⁰⁴	20. Die SVP steht zur vielfältigen Kultur und zur sprachlichen Vielfalt als Identitätsmerkmal der Schweiz ⁴⁰⁵
61. Die SVP steht zur gut ausgebildeten und gerüsteten Milizarmee ⁴⁰⁶	61. Die SVP steht zu einer im Hinblick auf neue Risiken gut ausgebildeten und gerüsteten Milizarmee ⁴⁰⁷
	Neuer Standpunkt: im Themen Bereich 'Sicherheit': Die SVP unterstützt friedensfördernde Kooperationen mit dem Ausland und die Bewaffnung der Armeeangehörigen zum Selbstschutz ⁴⁰⁸
74. Die SVP lehnt einen UNO-Beitritt ab ⁴⁰⁹	74. Die SVP fordert klare Entscheidungsgrundlagen für die Beurteilung eines allfälligen UNO-Beitritts ⁴¹⁰
75. Die SVP schlägt den Einsatz der Erträge aus den überschüssigen Währungsreserven für die AHV vor ⁴¹¹	75. Die SVP schlägt den Einsatz der Erträge aus den überschüssigen Währungsreserven für die AHB und die Bildung vor ⁴¹²

La section bernoise ne se limite cependant pas à proposer ses amendements lors du congrès. Le jour où elle envoie une lettre avec ses propositions au parti national, elle organise pour le 21 janvier une conférence de presse pour expliquer son positionnement face au parti national. Le débat devient ainsi public. Les discussions et différences entre les deux ailes se déplacent aussi dans les médias et plus seulement à l'intérieur du parti, comme c'était le cas jusqu'alors.

Au final, le parti national et toutes les sections proches de la ligne blochérienne, soutiennent le programme rédigé par la commission et ceci sera approuvé par le congrès, sans le vote des vaudois et des Bernois qui, en signe de protestation, ne voteront pas.

Après des problèmes d'acceptation, qui ont mis en évidence une faible cohésion au sein du parti par rapport à certaines précises thématiques, le parti national développera une autre procédure dans la mise en place de celui-ci. Une commission sera créée; en collaboration avec le secrétariat général, elle rédigera le programme, qui sera soumis à discussion et consultation auprès des partis cantonaux. Cependant, le secrétaire, dans sa lettre envoyée aux partis cantonaux en 2003, soulignait qu'« il ne s'agira pas de discuter déjà de thèses particulières ou de formulation, mais de proposer des ajouts ou de suppressions de domaines thématiques

⁴⁰¹ Lettre envoyée au parti national de la part de la section bernoise le 15 janvier 1999, Archives UDC Berne.

⁴⁰² « L'UDC est pour le chemin d'une coopération bilatérale au lieu d'une intégration » (TdA). *Ibidem.*

⁴⁰³ « L'UDC est pour la mise en place rapide de traités bilatéraux avec l'UE » (TdA). *Ibidem.*

⁴⁰⁴ « L'UDC soutient la multi-culturalité comme signe identitaire de la Suisse » (TdA). *Ibidem.*

⁴⁰⁵ « L'UDC soutient la multi-culturalité et la diversité linguistique comme signe identitaire de la Suisse » (TdA). *Ibidem.*

⁴⁰⁶ « L'UDC soutient une armée de milice bien formée et armée » (TdA). *Ibidem.*

⁴⁰⁷ « L'UDC soutient, compte tenu des nouveaux risques, une armée bien formée et armée » (TdA). *Ibidem.*

⁴⁰⁸ « Nouveau point dans le domaine de la sécurité : l'UDC soutient les coopérations avec l'étranger encourageant la paix et l'armement des armées à des fins de protection » (TdA). *Ibidem.*

⁴⁰⁹ « L'UDC refuse une adhésion à l'ONU » (TdA). *Ibidem.*

⁴¹⁰ « L'UDC exige des bases claires pour l'éventuelle décision d'une adhésion à l'ONU » (TdA). *Ibidem.*

⁴¹¹ « L'UDC propose le versement des revenus excédentaires des devises à l'AVS » (TdA). *Ibidem.*

⁴¹² « L'UDC propose le versement des revenus excédentaires des devises à l'AVS et à la formation » (TdA). *Ibidem.*

généraux »⁴¹³. Il deviendra donc toujours plus compliqué de faire accepter d'éventuelles modifications dans des congrès. D'un point de vue organisationnel, l'élaboration des programmes électoraux nationaux devient plus centralisée.

Les liens entre programmes nationaux et programmes cantonaux

Jusqu'à maintenant, nous avons vu les deux changements majeurs qui ont eu lieu dans les agendas électoraux de l'UDC nationale. Quelles sont cependant les particularités de ces instruments de campagne des sections cantonales ? Y a-t-il des problématiques clés typiques de certains cantons plutôt que d'autres ? L'un des éléments communs aux programmes politiques publiés par les sections cantonales de l'UDC est qu'ils soulignent tous une proximité entre parti/section cantonale et électeurs. Souvent, ces derniers sont publiés pour des élections cantonales et ont plutôt le statut de « lignes directrices » que le parti cantonal souhaite suivre pendant une certaine législature. Ces documents vont ensuite aussi être exploités pendant les campagnes électorales pour des élections nationales.

Les changements qui ont touché la section vaudoise sont en ligne avec ceux du parti national, mais le décalage temporaire est important. Dans ses lignes directrices, en 1991 encore, l'UDC se définissait expressément comme un parti du « centre »⁴¹⁴ : le discours soutenait des positions modérées et conjuguait une politique ouverte et conservatrice. En 1999, les lignes directrices apparaissent plus axées sur la ligne 'conservatrice' et sur les valeurs et traditions que le parti doit soutenir.

Les sections bernoise et vaudoise, nous l'avons déjà vu, ont des positions bien plus modérées, par contre, la section zurichoise reste en ligne avec le parti national. En effet, les leaders du parti national sont les mêmes que ceux de la section zurichoise. Parmi les sujets les plus à la une, dans le contexte zurichois, l'on retrouve la politique des étrangers. Cependant, des exceptions cantonales font que d'autres thématiques prennent de la place dans le discours du parti cantonal. C'est par exemple le cas, en 2007, lorsque le Parti socialiste propose ses « 12-Punkte-Programm gegen Jugendgewalt und Schulprobleme »⁴¹⁵. L'Assemblée des délégués du parti cantonal de l'UDC se positionne alors aussi par rapport à ce thème. La thématique de la sécurité était déjà bien présente dans les programmes de l'UDC zurichoise, mais en 2007, celle-ci est associée à un groupe particulier. Le président de la section souligne cependant que « das Thema Sicherheit seit Jahren die SVP-Politik prägen. Bereits vor der SP-Aktion sei klar gewesen, so Frei, dass die Jugendgewalt ein zentrales Wahlkampfthema für seine Partei sei »⁴¹⁶.

Au Tessin, la situation est un peu différente. Le parti, bien qu'il fasse partie des sections déjà présentes au moment du changement de nom en 1971, n'a jamais recueilli beaucoup d'électeurs.

⁴¹³ Lettre « Plateforme électorale 2003-2007 : ouverture de la consultation » envoyée aux membres du Comité central, 12 août 2002, Archives UDC Vaud, Lausanne.

⁴¹⁴ « Vivre ensemble. Lignes directrices de l'Union Démocratique du Centre. Section vaudoise 1991 – 1994 », Archives UDC Vaud, Lausanne.

⁴¹⁵ « Programme en 12 points contre la violence juvénile et les problèmes dans l'école » (TdA).

⁴¹⁶ « la thématique de la sécurité est représentée depuis des années dans les sujets de l'UDC. Ainsi, il est devenu clair que même avant l'action du PS, la violence juvénile est devenue un thème central de la campagne pour son parti » (TdA). « Die SVP verteidigt ihr Wahlkampfthema », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 août 2007, p. 45.

De plus, en raison de l'apparition de la Lega en 1991, ses programmes se sont radicalisés vers une sorte de protectionnisme régionaliste⁴¹⁷, seulement à la fin des années 1990, après le changement de leadership au sein de la section cantonale. Lors des élections de 1991, l'UDC, n'apparentant pas sa liste avec celle de la Lega, se fixe le but d'adopter le programme national : « i programmi e le strategie in vista della prossima legislatura sono stati completamente ripresi a livello cantonale »⁴¹⁸. Ces derniers seront plus axés sur les particularités tessinoises dans la suite des années 1990 et 2000⁴¹⁹ en raison surtout du régionalisme proposé par la Lega, et par le fait que l'UDC voit son principal antagoniste dans ce parti politique. Les stratégies adoptées par rapport à ce nouvel acteur du panorama politique tessinois, comme nous l'avons vu, sont multiples : à partir du rejet du parti aux apparentements.

Les programmes électoraux des sections cantonales, pour des élections nationales, ne suivent qu'en partie (et de manière décalée) l'évolution de ceux du parti national. Il semble en effet que la radicalisation advienne de manière 'différée', c'est-à-dire après celle du parti national, notamment dans les sections les plus modérées. Au contraire, la radicalisation des thématiques à Zurich anticipe l'évolution des programmes électoraux du parti national.

6.3 Les réponses programmatiques du PS : une réaction aux Verts et à l'UDC

Le principal antagoniste qui a dû répondre à la radicalisation des thématiques de l'UDC a été le Parti socialiste. Les recherches menées par rapport à ce parti ne mettent que rarement l'accent sur les politiques et l'évolution de ses positions au fil du temps par rapport à celle de l'UDC. Le Parti socialiste produit des programmes électoraux pendant les élections au Conseil national ; ceux-ci vont se conjuguer à ceux politiques⁴²⁰ et les actions pratiques que le parti souhaite défendre tout au long de la législature, vont tenter de se rattacher à la théorie et aux valeurs proposées dans ces instruments de propagande.

Dans la période de notre analyse, le parti n'avait adopté qu'un programme politique, celui de 1982⁴²¹, ce qui laisse supposer une unité d'intentions du parti national. Malgré cela, la réalité est bien différente. Il s'agit surtout des réponses nées en réaction à la progression et à la radicalisation de l'Union démocratique du centre. Ce parti a toujours plus mis à l'agenda, les thématiques clés du discours politique suisse des vingt dernières années. Ceci a aussi influencé les programmes électoraux du PSS, le parti qui a été défini (et se définit lui-même) comme le vrai concurrent et antagoniste de la politique de l'UDC. Nous nous attendons donc à une réponse sur le plan des thématiques afin de réagir à la nouvelle situation qui s'est créée dans le

⁴¹⁷ Nous commenterons plus tard cette symbolisation différente du territoire de la section tessinoise.

⁴¹⁸ « UDC, un occhio a Berna e uno alla Lega », *Corriere del Ticino*, 16 octobre 1991, p. 7.

⁴¹⁹ Par exemple en 2007, Pierre Rusconi affirme que « manca la sensibilità del primo partito svizzero nei confronti delle necessità ticinesi ». Le premier parti suisse est bien évidemment son parti national, l'UDC, lequel mène une politique qui ne prend pas en compte les difficultés tessinoises. « Il sogno : 'Un democristiano a Berna' », *La Regione Ticino*, 27 septembre 2007, p. 4.

⁴²⁰ Les programmes politiques, décrits dans le chapitre 5 de ce travail, se proposent d'établir les bases du parti sur lesquelles il se retrouvera à opérer dans le cours des législatures.

⁴²¹ Le programme de 1982 est né sur la base d'une décision de 1976 qui en voulait une révision générale. Le débat débouche sur un document très idéologique et qui confine la critique sociale à la sphère morale. Ce dernier avait été fortement voulu par Hubacher, président historique du parti qui avait ouvert le parti aux classes moyennes et qui avait adapté la social-démocratie au nouveau contexte de la société de la fin du XX^e siècle.

contexte helvétique pendant les années 1980 et 1990. Notamment, nous imaginons une forte prise de position par rapport à l'UDC et à son nouveau discours.

En outre, le Parti socialiste suisse, à partir des années 1980 et 1990, a dû faire face non seulement au succès de son antagoniste par excellence, l'UDC, mais aussi à la création et au développement (avec les premiers succès) de nouveaux mouvements de gauche (Fouradoulas, 2013). Le parti qui a notamment recueilli le plus de succès est celui des Verts. Le parti écologiste, fondé en 1983⁴²², est un groupement politique issu de deux courants : le premier, clairement marqué à gauche, et un autre, plus centriste (Baer & Seitz, 2009). Par rapport aux autres partis politiques en Suisse, les Verts représentent et soutiennent une idéologie précise : l'écologie. Dans un deuxième temps seulement, ils se sont ouverts à d'autres problématiques.

Dans la suite de ce travail, nous allons montrer comment le Parti socialiste a réagi dans ses programmes électoraux à ces deux situations critiques données par l'apparition des mouvements écologistes et de la radicalisation de l'UDC, pendant les années 1990 et 2000. Les programmes électoraux du parti socialiste sont bien différents, mais nous montrent dans tous les cas, les préoccupations du parti et ses positions à un certain moment donné. L'Annexe 22 décrit les tables des matières des plateformes électorales publiées par le parti national.

La réaction programmatique à l'apparition des Verts et à la 'nouvelle' UDC

Tout d'abord, le parti se positionne clairement, avec une forte prise de position, en 1991 déjà, par rapport aux thématiques spécifiques des Verts, c'est-à-dire l'écologie. C'est une réponse déjà décrite par Mair, Müller et Plasser (2004), lesquels montrent la réponse programmatique comme une possible stratégie que les partis politiques adoptent lorsqu'ils perçoivent des pertes électorales. Le PS profite de cette nouvelle concurrence qui amène dans l'arène politique une nouvelle thématique et prend position. Le PS est en faveur d'une politique plus durable et convenable pour l'environnement. En 1999, nous remarquons une baisse de ces thématiques sur l'ensemble des thèmes présentés dans le programme électoral mais par contre, nous retrouvons une augmentation des prises de position contre la fermeture des frontières et en faveur de l'adhésion à l'Europe. Il faut rappeler que les élections de 1999 avaient été marquées par les votations successives sur les accords bilatéraux des années 2000 et toute la campagne électorale des partis politiques suisses avait été marquée par l'augmentation des thématiques inhérentes à ces votations. À partir de 1999, nous apercevons donc plus des réactions programmatiques de la part du PS par rapport à la nouvelle voie tracée par l'UDC : celle qui met au centre de l'arène politique la thématique des étrangers. De plus, à la fin du siècle, la radicalisation de l'UDC atteignait son sommet et le Parti socialiste voulait attirer dans ses rangs, les électeurs qui s'opposaient à la politique restrictive de l'UDC. En 2007, bien qu'il n'y ait pas successivement des votations inhérentes aux thématiques de la politique extérieure, le PS suisse souligne ses positions d'ouverture et d'accueil envers les étrangers. Le discours est exactement contraire à celui de la droite. Les partis, comme dans le cas de la définition de leur identité, vont aussi être influencés par des éléments conjoncturels en ce qui concerne les programmes

⁴²² L'histoire du parti écologiste remonte aux années 1970 mais officiellement, le groupe est fondé au niveau national en 1983 seulement.

électorales. Cela souligne à quel point les deux premiers partis politiques en Suisse développent à partir de la fin des années 1990, un discours diamétralement opposé. Cette stratégie augmente donc la polarisation de l'espace politique en Suisse (Giugni & Sciarini, 2008).

Les positionnements du parti par rapport à ces deux sphères thématiques — l'écologie et la politique étrangère — évoluent selon la situation politique. Cependant, le PS propose toujours les thèmes qui lui sont chers, c'est-à-dire la sauvegarde d'un état social fort, où l'État assure une politique sociale consistante : il s'agit de ce que Offerlé appelle les « questions canoniques » (2010 : 93) dans les programmes électoraux. Parmi les problématiques soutenues par le Parti socialiste suisse, nous retrouvons notamment le soutien aux politiques d'égalité entre hommes et femmes, des prestations pour la santé accessible à tous les citoyens et une politique en faveur des jeunes.

Les programmes électoraux comme signes extérieurs de cohésion interne au parti

Les programmes électoraux du parti socialiste sont produits par une commission, mais doivent être approuvés par des Congrès ou une Assemblée des délégués. En 1991, le parti était dans un moment de transition où il devait réaffirmer son identité suite aux difficultés des années 1980 mais aussi au développement des partis à sa gauche. Les problématiques européennes étaient également à l'ordre du jour et étaient surtout apparues dans l'agenda politique en raison des votations de 1992⁴²³. En mars 1991, un congrès électoral du Parti socialiste suisse accepte un manifeste pour l'Europe. Les délégués romands et suisses allemands n'étaient pas unanimement d'accord avec la position que le parti aurait dû maintenir par rapport à l'Europe : les uns étaient d'accord avec l'adhésion, mais sous conditions (les Suisses allemands)⁴²⁴, les autres ne posaient pas ces conditions et étaient ouverts à une adhésion 'tout court' (les Romands). Le parti ne s'accordait pas sur les modalités et non pas sur la problématique de fonds, laquelle représentait donc un moment d'unité pour le parti : ce dernier était ouvert à l'international ; au contraire de son antagoniste, l'UDC.

Si, en 1991 déjà, le principal antagoniste des socialistes du point de vue des thématiques, était l'UDC, les autres partis aussi représentaient un concurrent possible. Ainsi, le président du parti, Bodenmann, soulignait la vivacité du congrès socialiste par rapport aux congrès des partis bourgeois :

« Les congrès des partis bourgeois, c'est l'ennui organisé, un congrès du PSS est un événement. Notre parti a une couleur, la diversité, voire la contestation, règnent dans nos rangs. »⁴²⁵

Le président explique ici les tensions qui existent dans le parti et essaie d'en faire un point de force : c'est une sorte de retournement du stigmatisé. De plus, il existe aussi une double volonté :

⁴²³ Contre tous les avis mais aussi les positions favorables des élites, le référendum sera rejeté en 1992 avec le 50,3% des voix et marque le début de la radicalisation de l'UDC.

⁴²⁴ Les conditions concernaient premièrement, des négociations pour le maintien en Suisse de l'accord sur le trafic; deuxièmement, la protection de l'environnement.

⁴²⁵ Allocution de Peter Bodenmann, Archives sociales suisses, Zurich, 1.116.9.

d'un côté de permettre l'expression d'un dissentiment interne et de l'autre côté, de montrer à l'extérieur une unité dans le parti (« une couleur »).

À la fin des années 1990, après le 'non' des Suisses à l'adhésion à l'Espace économique européen (Miéville, 2013) et le succès électoral de la nouvelle UDC beaucoup plus radicalisée, le parti se montre toujours plus comme un parti 'ouvert'. En conséquence, sa politique et son programme électoral proposent une « Suisse ouverte ». Durant le congrès électoral de 1999, cette ouverture est aussi montrée au public présent dans la salle et aux médias, et donc par extension aux électeurs. Cette ouverture est démontrée par la participation (outre les hôtes normaux des organisations proches, comme les syndicats ou les Verts⁴²⁶) d'invités internationaux, qui sont présentés et mis en exergue, avant, pendant et après le congrès. Grâce aux discours sur l'Europe présentés par les socialistes de différents pays, le PS suisse mobilise l'idéal d'une Suisse ouverte et tolérante.

Le programme social du congrès exemplifie aussi l'ouverture qui est l'une des valeurs fondamentales du parti. Ce dernier propose un jazz-band, composé de six musiciens, issus de six pays, tous requérants l'asile⁴²⁷. Cette mise en place et symbolisation de l'ouverture peut aussi être vue en opposition avec l'offre symbolique proposée par l'UDC dans son congrès électoral : en effet, l'hymne suisse avait été joué et d'autres chants patriotiques chantés.

Pour les élections de 2007, le parti présente son programme électoral en 2006 déjà, lors du Congrès du parti. Ce dernier n'est pas organisé explicitement pour les élections, comme c'était le cas en 1999, mais incluait aussi d'autres thématiques à l'ordre du jour, comme le lancement de la nouvelle initiative populaire « Pour une justice fiscale majeure » et surtout, il a été organisé une année avant⁴²⁸. Le programme électoral approuvé à cette occasion, présente 29 chapitres où des thématiques clés pour la législature suivante (2007-2011) sont présentées : particulièrement les problèmes internationaux ou les nouvelles thématiques politiques comme la question socioéconomique en Suisse, la sécurité et les problèmes de l'environnement. Deux sections romandes (Genève et Marin-Epagnier - Neuchâtel) cherchent à contester le chapitre qui demande de rapides négociations avec l'UE. Pour ces deux sections, le parti doit être plus prudent car selon eux, ce n'est pas la bonne voie de négociations. Les discussions qui étaient déjà présentes au début des années 1990, retournent à la une et se développent toujours autour de cette opposition entre sections romandes et suisses allemandes⁴²⁹. Dans ce cas cependant, les doutes proviennent de deux sections romandes. Leur opinion ne semble pas partagée avec le reste du parti et le programme sera de ce fait accepté à la quasi-unanimité.

⁴²⁶ Liste des délégués, hôtes et autres, Archives sociales suisses, Zurich, 1.116.33.

⁴²⁷ « Barrage socialiste contre Blocher », *24 Heures*, 6 septembre 1999, p. 7.

⁴²⁸ Le Parti socialiste n'est pas le seul parti qui organise un congrès si tôt. En effet, le même jour, les radicaux (PRD) organisent également leur congrès à Zurich, avec pour but de discuter de leur stratégie pour les élections fédérales.

⁴²⁹ À la base de cette division, il existe une identité différente des sections. Voir le chapitre 5 de cette étude.

La réaction du PS à l'UDC en 2007 : à partir des programmes jusqu'aux images et symboles

Le Parti socialiste réagit à la nouvelle UDC pas seulement avec un programme social de ses événements contraire, mais aussi en se positionnant dans le champ thématique spécifique de son antagoniste : la socioéconomie, qui avait aussi permis au parti d'augmenter son consensus dans les classes des petits et moyens entrepreneurs. Le lancement d'une initiative populaire en matière de justice fiscale, dans le cadre d'une élection fédérale, est très emblématique de cette deuxième réaction et de définir ainsi l'opposant politique du PS. Le but du parti était de récolter, pendant la campagne électorale, les 100 000 signatures nécessaires au déclenchement de l'initiative. De cette façon, le parti souhaite marquer l'imaginaire des électeurs et surtout, associer l'image du parti à cette thématique centrale, tant pour lui que pour son antagoniste. Pour le PS suisse en effet, les questions socioéconomiques assument, depuis les années 2000, davantage d'importance.

Malgré cela, tout au long de 2007, la campagne de la part du PSS et des sections cantonales s'est beaucoup plus focalisée, à répondre aux attaques de la droite en attirant l'attention des électeurs au danger qu'aurait représenté une nouvelle victoire de l'UDC aux élections. L'ancien président du PSS, Peter Bodenmann, commentera ainsi les résultats des élections : « Oggigiorno i socialisti credono che in politica bisogna essere gentili. E vero invece il contrario. Chi è in minoranza deve difendere le proprie posizioni in modo aggressivo. La gente di sinistra vuole una politica di sinistra. E vuole un partito che lotta per questo »⁴³⁰. La gauche a donc essayé en 2007, de personnaliser la politique, mais en proposant une campagne 'contre' son opposant politique (l'UDC). Cette stratégie n'a cependant pas amené les résultats espérés. Selon l'ancien président, il aurait fallu plus axer la campagne sur les thématiques et moins sur les personnes ou les opposants politiques : la réponse à la compétition électorale accrue aurait dû se déplacer plus au niveau des problématiques plutôt qu'à un niveau 'social' et symbolique, comme celui remarqué dans les événements des congrès.

Les réponses programmatiques des sections cantonales du PS

Du point de vue des sections cantonales, leurs programmes politiques développés pour des élections nationales s'adaptent dans la plupart des cas à celui du parti national : ce qui signifie une homogénéisation progressive des thématiques. Bien évidemment, des différences apparaissent, surtout sur des questions spécifiques et sur la possibilité d'influencer les choix des politiques cantonales.

Dans le cas tessinois par exemple, le programme électoral est toujours mis à jour pendant l'été précédant les élections (donc quelque mois seulement après les élections cantonales et deux ou trois mois avant les élections fédérales). Jusqu'en 1995, c'étaient les candidats eux-mêmes qui proposaient une ébauche, qui était ensuite approuvée par le Congrès électoral organisé normalement au début du mois de septembre. Dans les congrès électoraux les programmes

⁴³⁰ « Aujourd'hui, les socialistes croient qu'il faut rester gentils. C'est pourtant le contraire qui est vrai. Ceux qui sont en minorité doivent défendre leur position de manière agressive. Les électeurs de gauche veulent une politique de gauche et surtout un parti qui se bat pour cela » (TdA). « Analisi elezioni nazionali 2007 », 27 novembre 2007, Archives PS Tessin, Bellinzona.

n'ont jamais été difficiles à accepter. Par rapport aux autres partis politiques tessinois, le PS Tessin ne souhaite pas amener à Berne de revendications exclusivement régionales.

Dans cette optique, le parti tessinois propose, dans la plateforme électorale de 2007, quelques thématiques clés en lien avec les problématiques spécifiques du canton⁴³¹. Entre 1991 et 2003, les programmes électoraux des socialistes tessinois pour les élections fédérales ne mettaient pas souvent en avant le fait qu'il fallait protéger le Tessin, discours typique des sections tessinoises des autres partis (et notamment de la Lega). La différence de tactique entre les partis semble donc augmenter, à l'intérieur aussi de ce canton, dans le choix des thématiques à mettre à l'agenda politique pendant les campagnes électorales. Le Parti socialiste tessinois fonctionne de manière similaire aux autres sections cantonales du PS au contraire des autres partis tessinois. Ces derniers en effets proposent des programmes hétérogènes par rapport les souhaits des partis mères. Les différences dans le choix des programmes électoraux à suivre sont beaucoup plus 'régionalistes' surtout en ce qui concerne les partis historiques (PRD et PDC). Une homogénéité des thématiques avec le parti national est plus présente à l'intérieur du Parti socialiste.

Cette affirmation peut être considérée comme aussi valable pour les deux autres contextes analysés. En effet, l'on assiste à l'adoption des programmes du parti national tels quels. À côté, les sections les plus fortes (et donc avec le plus de ressources – financières et des membres) vont développer des documents 'ad hoc', centrés sur l'apport de la section cantonale à la politique nationale. Les différences par rapport à ceux des sections de Vaud et Zurich et le parti national sont donc mineurs dans le PS. Le PSV mise également sur des axes de campagne du PS suisse, mais développe souvent ses propres thèses autour de slogans. Par exemple en 2007, le slogan était : « Une société plus juste, un canton plus fort »⁴³². La section vaudoise du PS profitait des élections nationales pour développer son discours au niveau cantonal. Encore en 1991, ce lien avec le programme du parti national était moins évident et la section cantonale affirmait ne s'en être inspirée que partiellement pour écrire le sien.

Le PS Zurich semble aussi posséder des différences dans ces documents programmatiques par rapport au Parti national. En 2007, le parti a choisi de ne pas traiter la thématique de l'écologie. Ce choix a été fait car selon le Parti, les électeurs soutenant une politique plus écologique avaient déjà voté pour les Verts et ne changeraient donc plus d'avis. Au contraire, la thématique de l'écologie faisait bien partie du programme national. En 1999, le parti avait essayé de mieux se positionner par rapport à ses concurrents politiques : identifiés comme les Verts, le PDC, le FDP et les petits partis à la gauche du PS⁴³³. Il est intéressant de noter que le principal antagoniste qui a marqué la politique suisse des années 1990 n'était pas présent en 1999 parmi les concurrents du PS Zurich. Au contraire au niveau national, nous l'avons vu, le parti avait développé le sien pour contrer celui de l'UDC. En 2007, le PS Zurich se positionnera aussi face

⁴³¹ la question du travail et le combat contre le dumping salarial ; la thématique de la socialité et de la santé où il faut avoir des assurances sociales pour tous ; les questions sur l'environnement, pour une meilleure qualité de vie ; la fiscalité, pour une fiscalité équitable et pas seulement au profit des riches

⁴³² « Fédérales 2007. Jamais 2 sans 3...Après les communales et cantonales progresser aux fédérales », Archives PS Vaud, Lausanne.

⁴³³ « Nationale Wahlen '99 », juin 1999, Archives PS Zurich, Zurich.

à ce parti et de manière similaire au parti national, cherchera à rendre compte du péril qu'aurait signifié une nouvelle victoire de l'UDC aux élections fédérales. Il semble donc que la stratégie en 2007, est plus axée sur une *negative campaigning* envers l'UDC. En effet, c'est une stratégie de communication qui est toujours plus présente aussi en Suisse.

6.4 Le PRD entre traditions, renouvellements et autonomies programmatiques

Après avoir analysé les programmes électoraux d'un parti en pleine expansion (UDC) et d'un parti politique très fidèle à ses thématiques clés (PS), nous allons concentrer notre regard sur le PRD. Une analyse des éventuelles réactions du point de vue du programme électoral semble nécessaire afin de montrer comment le PRD a essayé de répondre à cette perte constante de pouvoir au sein des institutions nationales⁴³⁴ au profit ses deux antagonistes (UDC et PS).

Le processus de décision qui précède les programmes électoraux

Comme pour les autres partis politiques dans les vingt dernières années, le PRD suisse produit des plateformes électorales très hétérogènes. L'Annexe 23 montre des programmes électoraux longs, courts, proposant des postulats, d'autres des solutions, etc. Avant de nous concentrer sur les thématiques en tant que telles, nous montrerons la procédure qui amène le PRD à l'acceptation de cet instrument de campagne. En général, ceci est le fruit d'un long processus et souvent ne fait pas l'unanimité. Dans le PRD, les courants présents dans le parti ont souvent des positions différentes par rapport à des thématiques spécifiques et des discussions naissent alors entre les sections les plus fortes lors des Assemblées des délégués lorsqu'il s'agit d'accepter le manifeste électoral pour la législature. Parfois, même si des discussions ont lieu, le programme est accepté à l'unanimité, afin de montrer au public et notamment aux électeurs à travers les médias que le parti est uni. Cette stratégie n'est pas exceptionnelle au PRD suisse, des recherches internationales ont obtenu les mêmes résultats. Par exemple, l'Allemande Marion G. Müller souligne l'importance de l'intégration partisane, vue comme un rapprochement entre délégués et instances dirigeantes du parti (Müller, 2000 : 223) ; ou encore, la Française Carole Bachelot qui arrive à des conclusions semblables et affirme plus précisément que les discours lors des congrès « offer an opportunity to reassert ideological symbols with a great unifying value, but also values that manifest the specificity of each current » (Bachelot, 2007 : 153).

L'évolution des programmes électoraux des années 1990 et 2000

Les différences dans les trois programmes électoraux ne ressortent pas uniquement de la structure. En effet, au sens classique du terme, dans ces trois élections nationales, il a été produit un document stratégique appelé « Plateforme électorale » seulement en 1991. Pendant les autres échéances électorales, le parti a produit des documents plus accessibles, avec des photos et beaucoup de structure (textes courts et clairs, listes). Ainsi, en 2007 par exemple, le PRD afin de rendre plus accessibles ces documents en produit plusieurs destinées à différents publics : « es gibt eine kleine Broschüre die aufzeigt für was die FDP steht. Konkretisiert in Beispielen von Lebensgeschichten von real existierenden Menschen. Es wird zusätzlichen auch einen

⁴³⁴ Il faut souligner que le PRD à partir de 1991, perd constamment des électeurs au Conseil national. Au sein du Conseil des États sont pouvoir est grand et avec le PDC, ils s'alternent pour détenir la majorité relative.

Flyer geben mit gleichem Konzept aber weniger detailliert»⁴³⁵. Une première réponse développée par le parti est donc de produire des documents qui peuvent être lus par un grand nombre de personnes et pas uniquement par des experts internes au parti. En effet, les électeurs qui veulent assumer la tâche de lire des programmes de partis doivent souvent se préparer à une longue lecture, difficilement compréhensible. Malgré l'aide consistante des médias, les partis politiques comprennent que leur communication doit se développer et réagir à ce nouveau pouvoir détenu par les médias, en transformant leur communication de manière à ce qu'elle soit plus immédiate et accessible. Pour cette raison, le PRD, par rapport aux programmes électoraux pendant les années 1990, réagit tout d'abord avec une simplification de leur structure.

Les réponses programmatiques dans les programmes du PRD

Une analyse plus fine nous montre cependant aussi des changements dans ceux-ci. La principale nouveauté en 1991 était la réaction du PRD aux nouveaux mouvements écologistes qui avaient vu le jour pendant les années 1980 (Baer & Seitz, 2009). La thématique de l'écologie était donc d'actualité en Suisse et le PRD a dû y réagir. Ainsi au début des années 1990, en raison aussi de l'apparition en son sein d'un courant plus écologiste, le parti change son positionnement par rapport à l'écologie, l'énergie et les transports. Par rapport à ces mouvements, l'apport et le positionnement du PRD vont dans le sens d'une analyse économique d'une éventuelle approche du développement durable⁴³⁶.

La thématique économique, l'un des arguments que l'on associe traditionnellement au PRD, se développe et prend aussi de l'importance au sein d'autres champs. En 1991, en raison de l'actualité du vote sur l'Espace économique européen (EEE), le PRD pose en premier le problème de la politique extérieure et des relations avec l'Europe. La position assumée par le PRD est cependant différente de celle que l'UDC a habituellement par rapport à ces deux thématiques. Le PRD national est pour ouverture tout en gardant une indépendance et surtout en sauvegardant les intérêts du pays. Ces intérêts vont de pair, surtout au niveau économique, avec les bienfaits que pourrait amener un marché libre. Le programme à la base de PRD au début des années 1990 se traduit alors par une position qui va à l'encontre d'une centralisation totale ; la liberté et la responsabilité de chacun sont indispensables lorsque le pouvoir est le plus décentralisé possible. On comprend alors immédiatement, comme nous venons de le souligner, que le principal antagoniste du PRD sont, au début des années 1990, les socialistes.

Au cours du temps, le principal antagoniste du PRD changera et sera représenté par l'UDC : cela se remarquera aussi dans les programmes soutenus par le parti. La conséquence à la montée de la droite se traduira donc, au sein du PRD, par une réaction aux politiques soutenues et proposées dans les programmes électoraux de ce parti. En 1999, lors de la pleine expansion de l'UDC, le PRD conçoit son programme de manière duale (Tableau 11) : d'un côté, sont

⁴³⁵ « Il y a une petite brochure qui montre les points les plus importants pour le PRD. Concrétisé par des exemples de tous les jours provenant de personnes réelles. Nous produirons aussi un flyer avec les mêmes concepts mais avec moins de détails » (TdA). Procès-verbal de la Conférence des secrétaires du 18 janvier 2007, Archives PRD Tessin, Camorino.

⁴³⁶ Dans le programme de 1999 par exemple, le parti souligne cette idée en matière de politique énergétique : l'objectif est « pour un approvisionnement en énergie sûr, compatible avec l'environnement et favorable à l'économie », « Nos idées sur la politique énergétique », Archives PRD Tessin, Camorino.

nommées les positions qu'il veut combattre (la plupart soutenues par l'UDC ou le PS) et de l'autre côté, il propose ses propres solutions.

Tableau 11. Dichotomies dans le programme du PRD suisse de 1999⁴³⁷

PRD	Autres partis
Nous voulons que la Suisse renforce ses efforts dans les régions en crise	Plutôt que de devoir subir une immigration sans frein et des conflits en Suisse (<i>PS</i>)
Nous voulons permettre la création de nouvelles places de travail	Au lieu d'interdictions de travailler ou d'utiliser les nouvelles technologies (<i>UDC</i>)
Nous voulons des revenus réels accrus et une prévoyance sûre	Au lieu d'une répartition des charges du passé sur l'avenir
Nous voulons que la Suisse puisse collaborer en pleine confiance avec ses voisins	Au lieu de rester à l'écart de l'Europe et du monde (<i>UDC</i>)

Les principales différences que le PRD entreprend dans son programme sont donc en lien avec les positions du PS et de l'UDC. Particulièrement par rapport à la stratégie communicationnelle de l'UDC, le PRD exploite en 1999 le mot 'sécurité'. Le document «La sécurité par l'innovation» a été mis en place par le parti pour souligner sa capacité à créer des politiques réelles et que, son ancien statut de parti trop éloigné de la réalité n'était plus actuel⁴³⁸. La question de la sécurité est ici associée à l'innovation, une vision donc fort différente de celle de l'UDC, pour qui la sécurité n'advient qu'avec le soutien de positions conservatrices et de fermeture par rapport à l'étranger. Le parti propose donc à l'électorat une nouvelle prise de position, soit une alternative à l'UDC, avec son ouverture au changement et au renouvellement.

Les réactions des sections cantonales aux souhaits d'homogénéité de 1999

Le parti national développe son programme de la fin des années 1990, sur la thématique du renouvellement. Cette stratégie n'est cependant pas appréciée par les sections cantonales. Bien qu'elles soient censées changer leurs slogans pour celui proposé par le parti national («Kraft der Erneuerung»⁴³⁹), elles ne le mettent pas en pratique. La tentative d'homogénéiser toute la communication par le parti national se heurte donc aux souhaits d'autonomie des sections cantonales. La section zurichoise n'adopte ni le slogan, ni le nouveau logo proposés par le parti national (un nouveau logo en bleu clair) : pendant une réunion du comité du parti, l'on souligne que le parti zurichois est beaucoup plus reconnu dans le canton Zurich avec les symboles traditionnels et donc «Der hellblaue Auftritt der FDP Schweiz (Kraft der Erneuerung) wird nicht übernommen. Das Logo und der Slogan 'Die Schrittmacher' bleibt unverändert»⁴⁴⁰. Avec la formulation '*Die Schrittmacher*', le PRD zurichois voulait souligner son engagement en tant que nouveau parti, précurseur d'une politique 'des choses' (*Sachpolitik*), afin d'attirer de

⁴³⁷ «La sécurité par l'innovation», Archives PRD Tessin, Camorino. Entre parenthèses, nous avons ajouté le principal parti qui soutient une telle politique.

⁴³⁸ Durant la fin des années 1990 seulement, le PRD avait soutenu la loi sur le travail, approuvée en votation ; le succès de la votation sur la révision de la loi sur l'asile et sur l'arrêté fédéral concernant des mesures urgentes dans le domaine de l'asile et des étrangers ; succès de la votation sur l'initiative pour la protection génétique et clair engagement en faveur des technologies modernes ; etc. «PRD – la sécurité par l'innovation. Bilan des prestations : état au 6.7.99», Archives PRD Tessin, Camorino.

⁴³⁹ «Pouvoir de l'innovation» (TdA).

⁴⁴⁰ «Le logo bleu clair du PRD suisse (force de l'innovation) ne sera pas adopté. Le logo et le slogan 'le précurseur' reste inchangé» (TdA). «Procès-verbal du Parteivorstand», 8 avril 1999, Archives PRD Zurich, Zurich.

nouvelles couches de la population qui l'avaient quitté au profit de l'UDC. Cette stratégie a été mise en place par le parti pour les élections cantonales mais également nationales : comme nous le verrons par la suite, le parti s'est beaucoup plus que d'habitude profilé sur des politiques concrètes.

Le parti vaudois, comme celui zurichois en 1999, encourage les candidats à ne pas utiliser le slogan du parti national, car il n'est pas reconnu par l'électorat vaudois. En français, le slogan du PRD est « La sécurité par l'innovation » : la section vaudoise « suggère fortement d'utiliser plutôt le visuel et le slogan du PRD Vaud, dans la mesure où ce sont eux qui seront le plus visibles dans notre canton et pour notre électorat durant la campagne électorale. Votre état-major a en effet estimé que le slogan choisi par le Parti radical suisse ne correspondait pas à notre objectif communicationnel prioritaire et qu'il n'avait pas une rédaction ni une sonorité heureuse du point de vue promotionnel »⁴⁴¹. Le PRD Vaud a donc fait part aux candidats de son autonomie vis-à-vis du parti national et une homogénéisation de ce point de vue n'a pas réussi non plus en 1999.

La situation tessinoise apparaît comme différente, en raison de son statut particulier de seul canton entièrement italophone. Le parti tessinois reçoit du parti national en 1999, une version italienne mais raccourcie du programme : dans ce cas, c'est le seul document distribué aux électeurs italophones avec le slogan proposé par le parti national. La réaction du Tessin est plus faible et la section accepte le document proposé par le parti national : son autonomie programmatique était en effet en grande partie assurée.

L'élargissement des thématiques proposées

En 2007, le manifeste électoral met encore en avant le rôle innovateur que le parti veut associer à sa politique. Le titre de la plateforme électorale est « Schweiz in Bewegung »⁴⁴² et représente le résultat d'un changement de stratégie entamé deux ans avant les élections nationales, avec la publication d'un nouveau concept stratégique⁴⁴³. Le PRD « will in die Bildung und Forschung investieren, das Steuersystem vereinfachen, die Energiepolitik umweltfreundlicher gestalten ; sie will mehr Qualität und Kostentransparenz im Gesundheitswesen, eine aktive Migrationspolitik und mehr Sicherheit durch internationale Kooperation. Dazu kommen Forderungen nach Chancengleichheit für die Frauen sowie eine Anpassung der Arbeits- und Sozialpolitik an demografische Gegebenheiten »⁴⁴⁴. Avec ce choix stratégique et avec le positionnement du parti par rapport à ces thématiques, le parti veut s'éloigner, une fois de plus, de son image traditionnelle de parti lié uniquement à l'économie : son programme devient plus éclectique. De telles stratégies ressortent souvent dans les années 1990 et 2000. Cependant, le

⁴⁴¹ Renseignements envoyés aux candidats PRD Vaud, 5 juillet 1999, Archives cantonales vaudoises, Lausanne, PP552/552/1.

⁴⁴² « La Suisse en mouvement » (TdA).

⁴⁴³ « Der 'Pelli-Freisinn' vor der Bewährungsprobe. Die 'neue FDP' präsentiert ihre Wahlplattform 2007 », *Neue Zürcher Zeitung*, 27 avril 2007, p. 17.

⁴⁴⁴ « veut investir dans la formation et la recherche, simplifier le système des impôts, développer une politique énergétique compatible avec l'environnement; le parti veut plus de qualité et de transparence dans les coûts de la santé, une politique migratoire active et plus de sécurité à travers la coopération internationale. En plus, sont nécessaires plus d'exigences, d'égalité des chances pour les femmes ainsi qu'une adaptation de la politique du travail et sociale aux données démographiques » (TdA). *Ibidem*.

parti des électeurs reste toujours lié, dans l’imaginaire collectif, à cette thématique en raison aussi de son libéralisme économique prépondérant dans les discours et les prises de position.

Les programmes électoraux des sections cantonales

Une homogénéité totale dans les politiques et les programmes soutenus par les sections PRD en Suisse n’est de loin pas encore atteinte, comme nous le montre la forte prise de position des sections cantonales par rapport à celui du parti national en 1999.

En 1991, le PRD tessinois produit un document programmatique, pour la législature fédérale 1991 – 1995, en l’ajoutant au programme du PRD suisse et aux dix thèses que le parti avait publié pour les élections cantonales « Valori, idee, obiettivi prioritari del PLR per gli anni ‘90 »⁴⁴⁵. Le but du document était de sauvegarder l’identité tessinoise dans le contexte suisse : ce n’est pas un hasard que le premier postulat s’intitule « Maggior considerazione del Ticino a Berna »⁴⁴⁶. Cette revendication accompagne celles du nouveau mouvement, la Lega, née en 1991, qui avait comme objectif de représenter les intérêts des Tessinois à Berne. Le succès de la Lega dans le canton italoophone ressemble à celui de l’UDC dans le contexte suisse : les deux partis ont su mobiliser des personnes en exploitant des thématiques et de peurs latentes. L’appel du PRD, en 1991, à la représentation du Tessin à Berne était différent de celui de la Lega. En effet, il ne s’agissait pas de protectionnisme par rapport au canton italoophone mais plutôt de lui donner un rôle majeur dans la mise en place d’une politique nationale.

Plus semblable aux revendications de la Lega apparaît la plateforme électorale « dei candidati del Partito liberale radicale ticinese in vista delle elezioni federali del 24 ottobre 1999 »⁴⁴⁷. Deux dimensions touchent directement le niveau cantonal⁴⁴⁸ et d’autres sont plus larges et s’associent au programme du parti national (bien que le slogan proposé par le PRD suisse ne soit pas utilisé). En 2007, le PRD Tessin exploite plus les idées du parti national et utilise la même stratégie pour se référer aux projets du parti : quatre dimensions sont expliquées et incluent des thématiques précises où la politique du PRD Tessin veut se concentrer à Berne. Plus précisément, suite à une traduction en italien du programme du parti national, la section tessinoise ajoute à la fin de chaque chapitre des paragraphes sur les spécificités tessinoises. La phrase « inoltre, per il Ticino è importante che... »⁴⁴⁹ introduit ces paragraphes. À l’intérieur de la section, les postulats ne font pas toujours l’unanimité. Plusieurs amendements sont discutés lors du congrès électoral de septembre 2007, notamment proposés par la section de Lugano, l’aile plus économique du parti, mais seulement une minorité est acceptée.

⁴⁴⁵ « Valeurs, idées, objectifs prioritaires du PRD pour les années 1990 » (TdA).

⁴⁴⁶ « Meilleure considération du Tessin à Berne » (TdA), Archives PRD Tessin, Camorino.

⁴⁴⁷ « des candidats du Parti libéral radical en vue des élections du 24 octobre 1999 » (TdA). « Programma federale del PLRT per la legislatura 1999-2003 », Archives PRD Tessin, Camorino.

⁴⁴⁸ Les deux dimensions sont : « Una politica per le zone di frontiera » (« une politique pour les territoires de frontière », TdA) et « Un rapporto efficace del Ticino con la Confederazione » (« un rapport efficace entre le Tessin et la Confédération », TdA). « Programma federale del PLRT per la legislatura 1999-2003 », Archives PRD Tessin, Camorino.

⁴⁴⁹ « De plus, pour le Tessin il est important que... » (TdA). « Programma per la legislatura 2007 – 2011 », Archives PRD Tessin, Camorino.

Dans les deux contextes (Vaud et Zurich), il s'agit plutôt de montrer aux électeurs leurs propres positions sur des thématiques nationales et internationales, par exemple les migrations, la politique extérieure ou l'écologie. Le but de ces documents, plus que de les faire connaître aux électeurs, est aussi d'informer les candidats sur la politique poursuivie par le parti cantonal et donc quelles sont les identités qui comptent le plus par rapport à celui national⁴⁵⁰. Les positionnements spécifiques de ces deux sections et le parti national possèdent des différences. Il est par exemple le cas du PRD Vaud et du PRD suisse en 1999 : le premier souligne qu'il faut adhérer dès que possible à l'Union européenne (le premier pas est la conclusion d'accords bilatéraux) ; le deuxième veut entamer le processus pour qu'il y ait des accords bilatéraux⁴⁵¹. Plus semblable à cette dernière position, il y a aussi celle du PRD zurichois, selon lequel « Die bilateralen Verträge sind uns wichtig – der EU-Beitrittsentscheid ist heute kein Thema »⁴⁵².

Le problème pour le PRD Zurich retourne toujours par rapport à son opposant politique majeur. Dans ce contexte, le parti se voit toujours plus obligé de se positionner par rapport aux thématiques de l'UDC, encore plus fortement que par rapport aux autres cantons (et au parti national). Au début des années 1990, ce n'était pas encore le cas et le PRD en a subi les conséquences.

«Die (bewusst gewählte) Darstellung der FDP als Partei, die sich mit allen Bereichen der Politik gleichermaßen befasst, ist demgegenüber offenbar weniger honoriert worden. Die (durchaus klaren und pointierten) FDP-Positionen in den zehn Schwerpunktthemen sind vom Wähler nicht gleich stark zur Kenntnis genommen worden wie die Wahlkampfthemen der Wahlsieger.»⁴⁵³

Ainsi, le fait que le PRD soit un parti qui doit se positionner par rapport à toutes les thématiques est reconnu comme un problème en 1991. La réaction de cette section sera de plus se proposer comme un parti nouveau, précurseur d'une politique 'des choses' (*Sachpolitik*). Cette stratégie adoptée par la section au début des années 1990 influencera aussi les opinions et les tentatives d'homogénéisation des programmes de la part du parti national, à la fin des années 1990.

6.5 Les programmes hétérogènes du PDC en évolution

Enfin, le dernier parti analysé, le Parti démocrate-chrétien, a toujours eu au sein du système de parti suisse, un rôle de concurrent politique se confrontant avec le parti de majorité relative (PRD ou PS). À partir des années 1990, la nouvelle UDC a dépassé le score électoral du PDC et il est ainsi devenu le quatrième parti politique en Suisse en nombre de voix. La perte constante

⁴⁵⁰ Ce n'est pas un hasard si, pendant la campagne électorale, une partie des formations disponibles aux candidats sont réservées à la plateforme électorale, avec le but de la faire connaître mais aussi, dans le cas de formations cantonales, de développer une plateforme électorale partagée par les candidats.

⁴⁵¹ Dans une communication au parti national, le PRD Vaud souligne qu'il « regrette l'excès de prudence montré à l'égard de l'adhésion à l'Union européenne qui ressort de ce document (*le programme pour la nouvelle législature ndr.*) » Lettre du secrétaire vaudois au secrétaire général du PRD Suisse, Archives cantonales vaudoises, Lausanne, PP552/553/2.

⁴⁵² « Les accords bilatéraux sont pour nous importants. L'adhésion à l'UE est cependant pour nous une thématique non actuelle » (TdA). « FDP-Wahlen 99 – Einsatz ist gefordert ! », Archives PRD Zurich, Zurich.

⁴⁵³ « La représentation, délibérément choisie du PRD comme parti qui s'occupe de la même manière de tous les domaines politiques, n'a pas recueilli de succès. Les positions du PRD, dans les dix sujets principaux, n'ont pas été toutes accueillies de la même manière par les électeurs comme les sujets de campagne des vainqueurs de l'élection » (TdA). « Analyse NRW 91 », PRD Zurich, Zurich.

d'électeurs à partir des années 1980 s'est fait plus ressentir au sein du PDC par rapport aux pertes électorales du PRD puisque le PDC ne détenait pas le pouvoir dans les institutions. Si son identité conservatrice et proche des valeurs de l'église était bien définie, les programmes électoraux du PDC sont plus difficiles à cerner. En effet, le contexte suisse favorise le positionnement des partis par rapport à tous les enjeux. L'apparition de partis qui basent leur politique que sur une problématique sont arrivées tard et eux aussi aujourd'hui se voient confrontés à l'ensemble des sujets politiques.

Le PDC national se situe, selon les analyses du CMP, plutôt au centre pendant les années 1970 jusqu'au début des années 1990. Au début de ces années, pour les élections de 1991, le parti se montre très ouvert, surtout sur la question de l'adhésion de la Suisse à l'Europe et sa position se tourne donc vers la gauche. Après un retour en 1995 vers des positions plus centristes, le parti se tourne cependant toujours plus, dès 1999, vers la droite jusque son apogée en 2003. Le programme de 2007 signifie une réouverture du parti sur des thématiques plus sociales, comme la famille et l'écologie et en 2011, le parti se montre plus centriste dans ses positions. Bien que les résultats du CMP puissent donner une première évaluation de la position du PDC sur le plan suisse, il ne nous satisfait pas entièrement. Nous allons donc montrer une analyse plus qualitative sur les différents positionnements assumés par le PDC et surtout comment le parti a changé son élaboration des programmes électoraux.

Les programmes électoraux du PDC dans les années 1990 et 2000

Comme pour les autres partis politiques, l'Annexe 24 nous montre les tables des matières des programmes politiques du parti national. Le premier élément qui vient à l'esprit est que les trois sont conçus de manière différente : celui de 1999 est long et développé, celui de 1991 est plus modeste et plus court mais celui de 2007 est en revanche, conçue comme un contrat électoral, où seuls des postulats, réalisables selon le parti, sont inclus. Après cette première remarque générale de la structure, un autre élément va influencer la construction d'un programme électoral pour le PDC. En effet, la deuxième remarque que l'on peut faire, est que les thématiques changent selon la période. Le cas le plus visible est celui de 1999 : le document programmatique fait référence premièrement à la politique extérieure de la Suisse, en raison des accords bilatéraux qui sont 'à la une' puisque le 21 mai 2000 le peuple suisse devait voter pour la première fois sur le sujet ; deuxièmement, à la politique migratoire, au vu des votations de juillet 1999 sur la Loi sur l'asile (13.06.1999) et le décret fédéral sur les réfugiés et les étrangers (13.06.1999). En 2007, cette thématique ne semble plus être d'actualité pour le PDC. En effet, les votations les plus importantes en Suisse sur cette thématique spécifique ont eu lieu en 2009 ou plus tard (loi sur les minarets, immigration de masse, etc.).

Dans la lignée de cette deuxième remarque, au début des années nonante, la Suisse était rentrée dans une phase de restructuration, qui incluait la réforme de l'agriculture, un accroissement du poids de certaines politiques publiques (comme la politique étrangère) et la redéfinition du système politique, vu les divers scandales (notamment le plus important : le scandale des

fiches⁴⁵⁴). Ces changements se répercutent aussi sur le programme de 1991 du PDC. Ce dernier essaie de combiner les différents courants à l'intérieur du parti⁴⁵⁵ pour ainsi donner des résolutions à ces changements en cours. Les réponses paraissent donc surtout se développer sur le plan du programme. De cette manière, la famille, qui dans le programme de 1987 était encore présentée comme la famille traditionnelle (parents et enfants), peut assumer de nouvelles formes en 1991 (famille monoparentale, etc.). À côté de ce discours sur les familles, le programme de 1991 a encore plus été marqué par les discussions sur l'adhésion de la Suisse à l'Europe. Le parti se positionnait alors pour une politique extérieure et de sécurité active et complète :

« Verfassungsmässiges Ziel der Aussen- und Sicherheitspolitik ist die Unabhängigkeit des Landes, die Förderung der Wohlfahrt und die Sicherheit der Schweizerinnen und Schweizer und aller Bewohner unseres Landes. Der Begriff der Unabhängigkeit ist im Lichte der europäischen Einigungsbewegungen neu zu definieren. Der Prozess der europäischen Einigung und der internationalen Vergleichung ist aktiv und (?) gestalten. Die Nord-Süd- und Ost-West Beziehungen werden unser Land vor neue Herausforderungen stellen. Das internationale Engagement gegenüber der Volksgemeinschaft ist zu verstärken. Dies alles erfordert eine stärkere Gewichtung der Aussenpolitik, als es bisher der Fall war, nicht nur im Bundesrat und im Parlament, auch in der Gewichtung durch die politisch interessierte Öffentlichkeit. Der Bundesrat soll eine Informationspolitik gegenüber der Bevölkerung intensivieren. »⁴⁵⁶

Bien que le parti souhaite une politique d'ouverture, la dernière préoccupation était encore l'indépendance du pays (*Unabhängigkeit*). Cheval de bataille de l'UDC au cours des années 1990, l'indépendance de la Suisse est ici vue comme un élément qu'il faut redéfinir au profit de la Suisse, qui se situe au centre de l'Europe. En 1991, à l'intérieur du PDC aussi, les différents courants partageaient le même avis par rapport à l'adhésion à l'Europe. Ainsi, pendant l'Assemblée des délégués du 4 mai 1991, à l'unanimité, les délégués ont inséré dans le programme de la législature, l'affirmation « Al momento opportuno il Consiglio federale deve deporre una domanda formale di adesione alla CEE. Così la Svizzera potrà giocare un ruolo attivo nei negoziati che determineranno i contorni della futura Europa »⁴⁵⁷. Il faut remarquer que le parti n'avait pas prévu de débat et la problématique a été traitée d'une manière

⁴⁵⁴ À la fin des années 1980, l'on apprend que plus de 700'000 personnes avaient été observées de manière plus ou moins active et que cette activité de 'recherche' avait produit des fiches d'information sur ces personnes. Le but évoqué était de protéger la Suisse contre les menaces à la sécurité intérieure. Voir Liehr D. (2012) ; Looser H. (1995) ; Projet de recherche FNS/Unil sur le scandale des fiches. URL : wp.unil.ch/scandaledesfiches. Dernière consultation le 9 août 2017.

⁴⁵⁵ Notamment l'aile plus sociale et l'aile économique. Pour un approfondissement sur la question, voir le chapitre 5 de ce travail.

⁴⁵⁶ « Le but constitutionnel de la politique extérieure et de sécurité est l'indépendance du pays, la promotion du bien-être et la sécurité des Suissesses et des Suisses et de tous les autres habitants de notre nation. La notion d'indépendance reste à définir à la lumière des accords européens. Le processus de l'accord européen et de la confrontation internationale est actif et organisé. Les mouvements nord-sud et est-ouest donneront à notre pays de nouveaux défis. L'engagement international par rapport à la communauté est à renforcer. Tout cela demande une pondération plus forte de la politique extérieure, comme c'était le cas jusqu'à présent, non seulement au Conseil fédéral ou au Parlement, mais aussi une pondération à travers le public politique intéressé. Le Conseil fédéral doit rendre sa politique d'information plus intensive par rapport aux citoyens » (TdA). « Vorausschauen, prüfen, solidarisch handeln », Postulats pour la législature fédérale 1991-1995, Archives PDC suisse, Berne.

⁴⁵⁷ « au bon moment le Conseil fédéral doit déposer une demande formelle d'adhésion à l'EEE. Ainsi la Suisse pourra jouer un rôle actif dans les négociations qui vont déterminer les contours de la future Europe » (TdA). « Il PDC per l'adesione alla CEE a tempo debito, ma presto », *Corriere del Ticino*, 6 mai 1991, p. 5.

‘superficielle’ afin d’éviter toute opposition. Cette thématique, qui sera mise à l’agenda politique par l’UDC, est très intéressante à suivre dans le temps : en effet, dans le programme de 1999, le parti, bien qu’il soit encore favorable à une adhésion de la Suisse à l’Union européenne, a décidé d’accorder la priorité aux négociations bilatérales⁴⁵⁸.

La thématique clé pour 1999, comme le démontre le programme, était le mot ‘sécurité’. Ce terme n’était cependant pas connoté négativement, comme c’est le cas pour les discours de l’UDC, qui a l’un de ses sujets favoris (Mazzoleni, 2008). La stratégie de réponse adoptée par le PDC reflète aussi celle adoptée durant la même année électorale par le PRD. En 1999, la sécurité pour le PDC est strictement liée à quatre dimensions : innovation, solidarité, ouverture et protection. Les trois premiers éléments s’approchent beaucoup d’un discours de gauche, avec un parti très ouvert et disponible aux étrangers. La quatrième dimension nuance un peu plus cette disponibilité. En effet, lors du Congrès électoral du 3 juillet 1999 à Hergiswil, la Conseillère fédérale Ruth Metzler-Arnold, explique :

« en ma qualité de Cheffe du département de la justice et de la police, je ne saurais d’ailleurs soutenir que l’on fasse un tel amalgame et que l’on mette en place une politique de verrouillage. Je me distancie résolument de l’attitude de certains milieux qui, dans notre pays, ne conçoivent la notion de protection que dans le sens d’une protection contre les étrangers, voire contre les personnes qui s’expriment ou qui pensent différemment. J’entends également agir et je n’entends pas souffrir que l’on abuse de notre hospitalité. »⁴⁵⁹

Les liens avec les programmes électoraux des sections cantonales

Cette thématique, au sein du programme électoral du PDC, assume donc aussi une connotation semblable à celle du PRD mais différente de l’UDC. La thématique de la sécurité est également reprise par la section tessinoise dans le titre de son programme. Ce dernier se rapproche en effet beaucoup de celui du parti national avec des problématiques clés qui ressortent de manière évidente, même si le centre des discours reste malgré tout le Tessin, avec des thématiques liées au canton. Par exemple, ce dernier par rapport à la solidarité est traité en lien avec la cohésion nationale et au rôle du Tessin ; et la sécurité est analysée en lien avec le fait que le Tessin se trouve dans une situation particulière de frontière et donc plus exposé aux risques de la libre circulation des personnes. Cependant, la thématique de l’adhésion à l’Europe n’est pas prise en compte par le parti tessinois qui, dans une réunion d’un organe dirigeant, explicite clairement que l’adhésion à l’Europe n’est pas une question pour la législature 1999 – 2003 pour les Tessinois⁴⁶⁰. À cause de cela, aucun candidat contre l’Europe n’a été proposé dans la liste du parti tessinois. Le ‘protectionnisme’ tessinois, comme pour le PRD, semble plutôt être influencé par l’apparition d’un discours semblable à celui de la Lega. Le programme électoral de la section tessinoise paraît donc être plus une réaction au discours et à celui proposé dans le canton par la Lega qu’une homogénéisation au parti national.

⁴⁵⁸ « Postulats PDC au seuil du 21^e siècle », p. 4, Archives PDC suisse, Berne.

⁴⁵⁹ Discours de Ruth Metzler-Arnold au congrès électoral du PDC du 3 juillet 1999 à Hergiswil, « La protection - gage de sécurité », Archives PDC suisse, Berne.

⁴⁶⁰ « Verbale delle decisioni del Comitato Cantonale », 26 juillet 1999, Archives PDC Tessin, Bellinzona.

Quant au PDC Vaud, son programme électoral pour les élections nationales est au contraire repris en deux variantes : la première voit diffuser le même que celui du parti national, sans spécificités ni adaptations au contexte cantonal⁴⁶¹ ; la deuxième voit en proposer un rédigé par le parti cantonal, avec comme but les élections fédérales, mais aussi le positionnement du parti dans le contexte politique du début du XXI^e siècle. Le programme de la section de Zurich, où la thématique de la sécurité n'est pas reprise telle quelle mais mieux élaborée, est plus 'tout terrain'. En effet, c'est avec des politiciens de ce canton qu'a vu le jour la radicalisation de l'UDC. Le canton de Zurich et donc aussi ses partis politiques, est le premier qui a été confronté à une UDC plus populiste et de droite⁴⁶². Le PDC Zurich se positionne donc très clairement dans les 'champs de bataille' de ce parti : la politique d'asile et la politique étrangère sont ainsi clairement bien identifiables dans le programme. Une homogénéisation des programmes ne semble donc pas être le cas dans les sections cantonales en 1999. Les différentes thématiques d'actualité dans les cantons semblent être davantage importantes dans la définition des problématiques clés des sections. Ainsi, ce sont plutôt les relations inter-partisanes qui acquièrent de l'importance avec la définition de partis antagonistes, et qui sont définies dans l'agenda politique des sections cantonales.

La thématique écologique : une problématique actuelle aussi pour le parti national

Cette stratégie de 'non-réponse', due essentiellement à la large autonomie des sections cantonales, semble cependant plus faible en 2007 et une homogénéisation majeure d'une thématique précise apparaît partout en Suisse (la famille et l'économie). Pendant l'assemblée des délégués du 20 janvier 2007 à Sursee, le parti adopte le contrat électoral pour les élections de la même année. L'un des points les plus importants et innovateurs du programme (pour le PDC), à côté des postulats traditionnels comme la famille et la sécurité sociale, est un profil fort en matière d'écologie. Ainsi, des propositions comme la réduction des émissions de CO₂, le soutien aux réalisations Minergie ou à haute efficacité énergétique, une surtaxe des poids lourds qui transitent à travers la Suisse ou encore un meilleur aménagement du territoire trouvaient leur place dans ce programme politique. Cette nouvelle problématique, typique des groupes issus de la gauche comme les Verts ou les Verts libéraux, a aussi séduit le PDC. Ce dernier espérait ainsi s'ouvrir à de nouveaux électeurs potentiels et réagir à la perte constante d'électeurs qu'il a subie tout au long des années 1980 et 1990. Il faut souligner que les autres partis politiques suisses avaient réagi avant (au début des années 1990) à ce nouveau thème à la une dans l'agenda politique suisse depuis les années 1980 -début 1990. Le PDC s'ouvre à cette thématique seulement dans la deuxième moitié des années 2000, probablement parce qu'il a pris conscience qu'une réaction était souhaitable.

Si, pour le parti national, cette problématique peut être vue comme nouvelle⁴⁶³, au niveau des cantons qui sont plus rattachés au territoire, cet enjeu avait déjà été mis à l'agenda. Ce n'est pas

⁴⁶¹ Programme du Congrès électoral du PDC vaudois du 12 août 1999 à Lausanne, Archives cantonales vaudoises, Lausanne, PP985/36.

⁴⁶² Le leader incontesté de l'UDC a en effet fait les premiers pas politiques dans ce canton.

⁴⁶³ Dans le programme de 1991, le PDC national avait déjà souligné l'importance d'un esprit écologique. Ceci était probablement dû au fait que dans les années 1980, le parti national des Verts a vu le jour en Suisse et a su mettre à l'agenda la thématique écologique aussi en raison des catastrophes de Tchernobyl et de Schweizerhalle. Pour plus de renseignements sur le parti voir: Matthias Baer et Werner Seitz (2009).

un hasard si les deux sections cantonales qui avaient proposé des problématiques liées à l'écologie étaient la section vaudoise et zurichoise. En effet, surtout dans le canton de Vaud, le parti des Verts a vu le jour déjà à la fin des années 1970 et c'est dans les cantons romands que les mouvements écologistes enregistrèrent leurs premiers succès autonomes. Il semble donc logique que les autres partis, présents sur le territoire, se positionnent et proposent leurs propres solutions. Cette réaction confirme la théorie de Harmel et Janda qui voyaient la naissance de potentiels nouveaux partis concurrents comme un « external stimuli » (1994), ce qui explique d'éventuels changements dans les partis déjà présents. En 1991 déjà, le PDC Vaud arrivait à se définir, dans des documents internes, comme « le parti des écologistes du cœur »⁴⁶⁴. Cette thématique est encore poursuivie par la section en 1999, mais elle est présentée plutôt en lien avec l'économie : « l'agriculture nécessiteuse d'encouragement par la politique économique »⁴⁶⁵. Le même lien est aussi fait en 2007, avec le développement durable qui doit être encouragé par des mesures économiques. La saillance des enjeux qui ont des liens avec le domaine économique semble donc être importante pour cette section du PDC. Sa politique pour la famille, qui voit des avantages fiscaux pour ces dernières, celle pour la santé, qui considère le coût des problèmes comme le tabagisme et l'alcoolisme, sa politique concernant les étrangers, qui est associé au fait de limiter l'engagement illégal sur le plan du travail ne font pas non plus exception⁴⁶⁶. L'agenda politique de cette section cantonale semble être plus influencé par le courant social interne au parti par rapport aux deux autres sections ici étudiées.

Dans le canton de Zurich, le lien avec l'environnement a été proposé par l'une de ses candidates, Kathy Riklin, lors des élections de 1999. Dans son affiche électorale, elle se définit comme « Die Sachfrau für Natur- und Umweltfragen »⁴⁶⁷. L'autonomie de mener une campagne électorale personnelle laissée aux candidats est bien présente dans toutes les sections cantonales. Ceux-ci mettent donc l'accent sur des thématiques proches de leurs intérêts ou de leur emploi. Riklin est en effet diplômée en géographie et a longtemps été enseignante ; elle fait partie de plusieurs associations comme *pro natura* ou *Schweizerische Vereinigung für Geothermie* (SVG). Dans plusieurs cas, l'autonomie des campagnes personnelles peut ajouter des arguments et des thématiques qui ne trouveraient autrement pas leur place dans les programmes électoraux. Il s'agit donc, dans le cas suisse, d'un développement des campagnes centrées sur les candidats (Brox & Shaw, 2006). Cette autonomie, par rapport à d'autres contextes occidentaux, ne doit cependant pas empêcher le bon déroulement de la campagne de la section cantonale : pour cette raison, dans toutes les sections, les candidats doivent signer un document de loyauté. Ce dernier, avec différentes déclinaisons, empêche aux candidats de mener des campagnes contre celle du parti ou contre les autres candidats⁴⁶⁸.

⁴⁶⁴ « Slogans et phrases clé du PDCV (quelques propositions 'brutes') », Archives cantonales vaudoises, Lausanne, PP985/27.

⁴⁶⁵ « Notre programme », Site web du PDC Vaud de l'année 2000. URL : www.archive.org. Dernière consultation le 9 août 2017.

⁴⁶⁶ « Programme politique du PDC-VAUD ». *Ibidem*.

⁴⁶⁷ « la professionnelle pour les questions de la nature et de l'environnement » (TdA). Affiche parue dans plusieurs journaux de la région. Par exemple *Neue Zürcher Zeitung*, 14 octobre 1999, p. 29.

⁴⁶⁸ Tous les partis emploient ces documents afin de garantir des campagnes loyales et surtout afin de ne pas permettre trop de personnalisation des campagnes, qui doivent dans tous les cas, être moins visibles que celles des partis. Dans certains cas cependant, une autonomie majeure est laissée aux candidats pour le Conseil des États ou pour les candidats dans les premières places de la liste (normalement, les sortants ou ceux avec le plus de

L'homogénéisation des programmes électoraux

Les programmes présentés par les sections pour 2007 possèdent beaucoup de similitudes et de moins nombreuses spécificités. La diversité par rapport aux deux autres programmes déjà présentés, est que le parti national développe un « contrat électoral » : pour mieux expliquer ses propositions, il prend des positions claires et affirme le type de politique qu'il poursuivra dans la législature successive. Au début de ce contrat électoral, le parti souligne que ses promesses de 2003 ont été maintenues pendant la législature en cours : par exemple, il met en avant ses succès électoraux comme le congé maternité en vigueur depuis juillet 2005, la réduction des primes d'assurance maladie pour les enfants de familles avec des revenus faibles ou moyens, la voie bilatérale permettant l'ouverture des marchés, le boom des exportations ou encore l'immigration mieux réglée et contrôlée. Pour le parti national et ses sections cantonales, en 2007, la thématique de la politique de l'asile ou des étrangers semble être passée en deuxième rang. Seul le parti tessinois inclut, dans sa dimension sociale, la question des étrangers. Ce qui frappe surtout dans le programme national, c'est la référence à la Suisse : toutes les thématiques proposées sont en effet 'suisso-centrées', ce qui signifie que le parti met des priorités pour le pays. Le communiqué de presse qui allait avec ce contrat électoral mettait en exergue cette dimension : « Le PDC veut faire avancer la Suisse et offrir une meilleure qualité de vie à sa population »⁴⁶⁹. Le haut standing de la qualité de vie suisse est donc au centre du programme politique du PDC national en 2007. Ceci a été conçu au lendemain déjà de la défaite électorale de 2003, qui avait culminé avec l'exclusion de la candidate PDC au Conseil fédéral en faveur d'un membre de l'UDC, Christoph Blocher. Le projet avait défini dans un premier temps, le document « Nouveau Suisse » de 2004, puis il a été modifié en « Nouveau 07 » avec l'objectif ultime de produire, avant 2008, un document où le parti formulerait des visions programmatiques à l'horizon de 2030, nommé « Nouveau Suisse 2030 ».

Cette dimension spatiale de la Suisse, qu'il faut protéger, est en partie évoquée dans les programmes cantonaux pour la simple raison qu'ils sont adoptés tels quels à partir de celui national. Il semble donc qu'en 2007, une grande homogénéisation des documents programmatiques cantonaux a été développée. C'est le cas par exemple, de celui du PDC Tessin. Après la réalisation dans les années précédentes, de documents personnels très proches de l'électorat tessinois, le parti adopte tel quel celui du parti mère.

6.6 Les analogies et différences

Le chapitre que nous venons d'analyser, nous a permis de montrer de manière séparée, comment les partis politiques suisses répondent du point de vue des programmes électoraux à un contexte toujours plus concurrentiel. Nous avons choisi d'analyser les programmes électoraux que tous les partis produisent lors des campagnes électorales, étant donné que ces instruments sont « une figure imposée de la compétition électorale dans les démocraties pluralistes » (Fertikh et al., 2016 : 9). De plus, Mair, Müller et Plasser ont démontré l'importance de la réponse programmatique dans les mutations produites par les partis.

possibilités d'être élus). La plus grande liberté est donnée par le fait de pouvoir s'organiser dans un propre comité de campagne.

⁴⁶⁹ « Contrat électoral 07 », Communiqué du PDC suisse du 16 janvier 2007 relatif au contrat électoral 2007, Archives PDC suisse, Berne.

Les réponses programmatiques des quatre majeurs partis politiques

Premièrement, le parti qui a, sans doute, le plus changé son programme électoral au cours des deux dernières décennies, est l'UDC. L'arrivée au pouvoir de la nouvelle faction dominante pendant la période 1980-1990 a permis au parti d'opérer une radicalisation de ses thématiques, en assumant toujours plus un positionnement de droite. Les deux domaines où le parti a opéré un déplacement de ses positions, qui apparaissent clairement dans ses programmes, sont le domaine de la socioéconomie et de la politique étrangère. À l'interne, cette radicalisation a amené plusieurs réactions, notamment celles soutenues par les sections les plus modérées, qui faisaient partie de l'ancienne faction dominante. En même temps, il faut souligner que seules des parties des programmes n'étaient pas partagées. Sur le fond, les deux factions de l'UDC ont pu coexister longtemps en raison de cette unité. Lorsque l'autonomie des sections modérées s'est réduite et que les positions de droite s'imposaient toujours plus dans le parti, à tous les niveaux, les possibilités de voir une scission augmentaient. Ce cas de figure s'est réalisé en 2008.

Deuxièmement, le parti qui, plus que les autres, a répondu à la radicalisation de l'UDC est le Parti socialiste suisse. Ce parti a dû aussi réagir à l'apparition, dans les années 1980, de mouvements sur sa gauche, dont le plus puissant est le parti des Verts. Du point de vue des programmes électoraux, la réaction du PS a été celle de se positionner aussi sur les nouvelles thématiques que les deux partis (UDC et Verts) avaient mis à la une dans leur agenda électoral : l'environnement pour les Verts et les étrangers pour l'UDC. Surtout en ce qui concerne l'UDC, le Parti socialiste a développé, pendant les années 1990 et 2000, toute une série de réactions aptes à se positionner de manière exactement contraire à son antagoniste. Il a ainsi favorisé, à tous les niveaux, des positions d'ouverture et d'accueil.

Troisièmement, le parti qui n'a initialement, pas réagi à la radicalisation de l'UDC et de ses thématiques, mais qui a vu, plus que d'autres, son espace de compétences (l'économie notamment) être politisé par cet antagoniste politique est le PRD. Ce parti n'a tout d'abord pas réagi et dans un deuxième temps, lorsqu'il a subi des pertes électorales également au sein des sections cantonales, a développé un programme voué au renouvellement. Cette stratégie est faisable étant donné que le PRD n'est pas le premier parti en Suisse et peut donc se permettre de critiquer les autres partis qui détiennent la majorité dans les institutions.

Enfin, le PDC se retrouve toujours à opérer comme quatrième parti en Suisse, dépassé par la nouvelle UDC. Au début des années 1990, le parti se préoccupe davantage de trouver son juste positionnement et une représentation correcte des deux ailes (économique et sociale) dans ses programmes. Son statut de parti 'de centre' fait que son opinion, par rapport aux différents arguments, est très médiane. Le PDC réagit à l'apparition de nouvelles thématiques dans l'arène politique, comme celles amenées par les Verts, seulement pendant les années 2000, alors qu'il s'aperçoit qu'un positionnement clair au niveau national par rapport à la problématique aurait pu lui donner une nouvelle poussée électorale.

L'importance des thématiques conjoncturelles et des partis 'antagonistes'

La remarque générale la plus importante que nous pouvons faire, est que les programmes électoraux se construisent toujours plus sur la base des choix des autres partis. La définition et le développement d'un document électoral pour un parti politique dans une démocratie pluraliste signifie en effet, trouver sa juste place dans le système de parti. Les positionnements changent selon plusieurs facteurs dont nous allons ici en analyser les principaux. Ainsi, comme les antagonistes politiques changent selon la période historique et le lieu, le Tableau 12 nous montre quels sont les partis qui influencent le plus le programme électoral des autres partis politiques suisses.

Tableau 12. Schéma des partis qui influencent principalement le programme électoral d'un autre parti, au niveau national et selon l'année électorale

Antagoniste Partis	UDC	PS	PRD	PDC
UDC		2007	1999	1991
PS	1999 2007		1991	-
PRD	1999 2007	1991		-
PDC	1999 2007	-	1991	

Il est très intéressant de noter que tous les partis politiques suisses, à partir de la prise de pouvoir de la nouvelle faction dominante au sein de l'UDC qui a entamé une radicalisation des thématiques de la part du parti, se retrouvent contraints à se positionner par rapport au programme de ce parti. Avant 1999, d'autres facteurs influençaient la définition d'un antagoniste. Il s'agissait notamment des partis qui se positionnaient par rapport à un même clivage⁴⁷⁰. Par exemple, le PRD et PS étaient normalement des antagonistes en raison de leur différent positionnement par rapport au clivage ouvriers/possédants (les deux partis étaient au contraire très proches par rapport aux clivages religieux et territoriaux). Le PDC et l'UDC montraient un autre clivage typique de la Suisse, non issu des clivages traditionnels selon Lipset et Rokkan (1967) : celui entre catholiques et protestants. Avec l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle faction dominante, l'UDC a choisi de se positionner face à de nouveaux clivages et ainsi, le contexte helvétique aussi se retrouve confronté aux clivages entre gagnants de la mondialisation et perdants de la mondialisation. Le lien entre progression des partis populistes et l'émergence de ce nouveau clivage a déjà été expliqué dans la littérature (Kriesi, 1998).

Les programmes électoraux des sections cantonales

Jusqu'à maintenant, nous avons mené un discours au niveau national. Mais le cas suisse, contexte fédéraliste et pluraliste, nous permet aussi de montrer dans quelle manière les partis

⁴⁷⁰ Dans l'introduction, le Tableau 1 montre les quatre partis politiques suisses selon la typologie des clivages de Lipset et Rokkan.

développent une stratégie de changement mais surtout comment ce changement est partagé par les niveaux inférieurs. Notre analyse a montré comment les différentes thématiques d'actualité dans les cantons semblent être davantage importantes dans la définition des problématiques clés des sections. Ainsi, ce sont plutôt les relations inter-partisanes à acquérir d'importance aujourd'hui. En effet, les partis définissent dans leurs programmes et leurs discours les partis antagonistes, et ces définitions influencent l'agenda politique des sections cantonales.

Dans les cantons, les opposants politiques qui influencent la mise en place des programmes électoraux sont différents. Le cas le plus emblématique est celui du canton du Tessin. Dans le canton italophone, la croissance électorale de la Lega, qui insère dans le débat politique des thématiques très semblables à celles de l'UDC au niveau national mais sur base régionale, crée de la concurrence pour des places dans les institutions. Le discours de la Lega ne modifie pas, au début, les programmes électoraux des partis politiques tessinois pour les élections nationales (ou seulement dans une moindre mesure). Pendant les années 1990 cependant, les autres partis percevront le danger de la situation et se positionneront par rapport à ces mêmes thématiques. Étant donné que l'élection se développe au niveau national, la thématique privilégiée de la Lega est celle de la sauvegarde du particularisme tessinois et surtout de la juste représentation du canton italophone à Berne. Les programmes du PRD et du PDC se modifient en conséquence. Le Parti socialiste, pendant les campagnes électorales pour des élections nationales, se réfère davantage aux thématiques nationales sans se faire influencer par le programme de la Lega.

Pour résumer, nous pouvons sans doute affirmer qu'en Suisse, nous assistons dans les deux dernières décennies, à une faible homogénéisation des programmes électoraux entre les niveaux. Ceci est essentiellement dû aux situations culturelles, sociales et politiques cantonales qui font que la place de chaque parti politique est hétérogène. Le parti socialiste par exemple, dans le canton du Tessin, n'a pas trouvé les grandes masses ouvrières disponibles à Bâle ou Zurich, où il a pu se développer. Pour cette raison, les niveaux cantonaux possèdent encore une large autonomie dans la création des programmes électoraux pour des élections nationales. Une grande différence est apercevable dans les cantons : si au Tessin, les sections cantonales peuvent aussi développer des programmes « tessino-centrées » pour des élections nationales ; dans les autres contextes, il s'agit plutôt de montrer les sensibilités des sections cantonales dans les thématiques de compétence nationale.

6.7 Conclusion

Le but de ce travail était de montrer d'autres axes de recherche possibles dans l'étude des programmes politiques des partis, qui ne tombaient pas dans les critiques menées à l'encontre des analyses du CMP (Budge et al., 1987 ; Volkens, 2007, 2013). Au contraire, nous avons montré, à l'instar des recherches de Fertikh, Hauchecorne et Bué (2016) récemment, que la procédure qui accompagne l'élaboration d'un programme électoral peut nous parler autant que le document lui-même et ainsi « ouvrir la boîte noire des programmes » (2016 : 14). La 'boîte noire' se réfère aux pratiques qui s'accompagnent au développement de ce dernier, ainsi qu'à la tentative de concevoir les documents électoraux non seulement comme des instruments, mais également comme des fins ultimes qui ressortent de logiques sociales et historiques complexes. Cette affirmation peut être considérée comme valable, encore plus dans un contexte fédéraliste

comme celui helvétique, étant donné que les différents niveaux où les partis politiques sont censés opérer sont très autonomes dans l'organisation des campagnes électorales⁴⁷¹ et aussi du point de vue des identités⁴⁷². Cette facette n'a pas pu être analysée dans la recherche de Fertikh, Hauchecorne et Bué. En effet, les nombreuses études de cas choisies dans l'ouvrage se produisent dans des contextes unitaires.

Nous confirmons donc l'hypothèse que les identités sont aussi influencées par les contextes où les partis politiques se développent. Ceci est l'un des facteurs qui posent les bases pour le développement des programmes électoraux. Malgré cela, d'autres facteurs interviennent dans l'élaboration de ces documents. Tout d'abord, le contexte politique, social et culturel du moment où survient l'élection va peser sur les programmes électoraux des partis politiques.

Mair, Müller et Plasser avaient décrit de manière séparée la réponse programmatique et la réponse stratégique envers les autres partis. Notre analyse a cependant ajouté une réponse très importante et intéressante, qui tisse des liens entre les deux réponses. Les partis politiques suisses, à tous les niveaux, essaient aussi de répondre, lors de la création de leurs programmes électoraux, aux positionnements assumés par les autres partis politiques. Il s'agit donc d'une réponse à des problématiques que les autres partis ajoutent à l'agenda électoral. Les cas les plus importants qui se produisent en Suisse, dans les deux dernières décennies, sont la radicalisation des thématiques de l'UDC et l'introduction dans le système politique suisse du parti des Verts. On pourrait donc affirmer que les partis politiques homogénéisent automatiquement les sujets sur lesquelles ils vont se prononcer. Ceci ne signifie pas que leurs positionnements vont s'homogénéiser, mais plutôt que le contexte et les problématiques mises à l'agenda politique par certains nécessitent de réponses programmatiques immédiates.

Dans le contexte fédéraliste suisse, où les niveaux entrent en jeu lors d'une élection nationale, une tentative d'homogénéisation peut aussi se développer entre les différents niveaux. Ce type de réponse est perceptible seulement dans la dernière décennie mais également dans les contextes où les ressources à dispositions des partis sont moins nombreuses et que ces derniers ne peuvent pas se permettre une autonomie dans la production des programmes électoraux. Les tentatives de la part des niveaux supérieurs d'homogénéiser ces documents électoraux sont toujours plus puissantes. En effet, l'évolution des nouveaux moyens de communication permet aux électeurs de toujours plus apercevoir les dissidences et les oppositions internes aux partis. De ce fait, face aux électeurs, les partis veulent se montrer unis et faire preuve d'une large cohésion. Pour cette raison, les programmes électoraux, dans la plupart des cas, lorsqu'ils sont présentés dans les assemblées sont acceptés à l'unanimité. Les partis politiques veulent ainsi montrer aux électeurs une large démocratie interne. Nous assistons donc toujours plus à une transparence qui se développe au-delà de la télévision ou d'internet. En effet, les partis eux-mêmes conçoivent de plus en plus, la diffusion 'en direct' (*streaming*) de leurs assemblées. De cette manière, les informations et leurs programmes sont directement transmis aux électeurs, sans l'intervention de l'avis d'un journaliste ou d'un autre média.

⁴⁷¹ Pour plus d'information, voir la Partie I de ce travail sur la centralisation de l'organisation des campagnes électorales.

⁴⁷² Il s'agit de l'analyse menée dans le chapitre 5 de cette recherche.

7. Mobilisation des représentations des électeurs

Nous avons vu que les facteurs qui influencent les réponses développées par les partis politiques lorsque la compétition électorale est accrue sont nombreux. Le but final de toutes ces réponses mises en place par les partis est de convaincre et mobiliser le maximum d'électeurs à voter pour eux. De cette manière, le parti aura du succès et pourra gagner des places dans les institutions. L'ensemble des électeurs n'est pourtant pas homogène et l'on pourrait plutôt parler de groupes d'électeurs, au pluriel. Quelle est donc leur représentation aux yeux des partis et des candidats ? Est-ce que les partis définissent un seul 'groupe cible' d'électeurs ? Et quel est-il ? Ou préfèrent-ils être des partis 'attrape-tout' ? Dans le cadre de ce chapitre, nous allons montrer comment changent, pour les quatre partis politiques suisses, les représentations des électeurs. Ces derniers représentent une ressource indispensable pour les partis.

Lipset et Rokkan ont donné une première théorisation des différentes familles partisans en lien avec leurs électors, au cours des années 1960, par rapport à quatre clivages traditionnels (1967). Ces derniers peuvent être divisés en deux grandes catégories : les premiers sont les différents rapports que les partis entretiennent avec les dualités État/Église et centre/périphérie ; les deux autres ressortent de la révolution industrielle, avec les oppositions urbain/rural et possédants/travailleurs (Lipset & Rokkan, 1967).

Cependant, les changements dans la société du point de vue de la structure, le lien à la religion, la scolarisation de masse, l'électorat moins fidèle aux traditions politiques familiales et d'autres éléments encore, ont bouleversé les liens traditionnels entre groupes d'électeurs et partis politiques. Les partis ont donc dû changer de stratégie envers les électeurs, lesquels n'appartiennent plus qu'à un certain groupe bien déterminé et défini. Les recherches scientifiques voient dans le développement de « partis attrape-tout », la conséquence de ces changements dans la société (Kirchheimer, 1966). Avec ce terme, les partis sont conçus comme des organisations qui envisagent d'attraper le maximum de voix. Ils abandonnent la classe qui leur est normalement associée, afin de recruter le plus d'électeurs possible en s'appuyant moins sur les idéologies. Plusieurs études internationales ont enquêté le différent rapport qui est en train d'apparaître entre partis et électeurs.

Dans ce chapitre, nous allons expliquer dans un premier temps, notre choix du contexte helvétique comme champ d'analyse afin d'étudier les hétérogènes (ou similaires) représentations que les partis ont de leurs électeurs et montrer l'état des recherches scientifiques qui ont été faites à ce propos. Nous partons en effet, de l'hypothèse que les changements peuvent potentiellement obliger les partis politiques à redéfinir (pas complètement, mais en partie) leur électorat cible. Les liens des partis par rapport aux clivages traditionnels sont différents ; de plus, il a été démontré que de nouveaux clivages peuvent apparaître aujourd'hui. Nous allons alors montrer quelles sont les réponses produites selon cet indicateur par les partis politiques et si des processus plus généraux apparaissent en Suisse dans les deux dernières décennies.

7.1 La représentation des électorats dans les recherches internationales et suisses

Les électeurs sont la principale ressource des partis politiques afin d'obtenir le plus grand nombre de suffrages. Pour cette raison, les partis doivent créer des liens avec ces groupes qui sont très hétérogènes. Dans le chapitre 3 de ce travail, nous avons montré comment les partis politiques suisses, pendant les campagnes électorales, structurent et mobilisent leurs membres. Cette ressource, tout comme celle financière, est essentielle pour garantir un bon développement de la campagne électorale. Malgré cela, les membres ne sont pas le seul public cible des campagnes électorales et de la propagande que les partis mettent en place afin de se garantir des voix. En effet, en Suisse, seul le 10-20 % des électeurs est inscrit à un parti politique (Ladner, 2007 : 378). De plus, ce pourcentage est en baisse dans les vingt dernières années⁴⁷³. Ceci signifie que, pour les partis politiques, il est nécessaire de bien concevoir et représenter l'ensemble de son électorat potentiel. Les caractéristiques des membres peuvent aider les partis à construire cette représentation. Néanmoins, les membres ne sont qu'une partie de cet électorat qui supporte candidats et partis aux élections.

Les relations entre partis et électeurs

Ce processus, qui suppose un lien étroit entre partis et électeurs, a été appelé de manière générale, dans la littérature internationale « linkage », qui signifie analyser les « connexions interactives entre les orientations des élites et les préférences de la population » (Lawson, 1980 ; Römmele et al., 2005). Ces connexions deviennent, avec le temps, plus difficiles et rares. Cette évolution a amené plusieurs fois les médias à prédire la fin des partis politiques. Ce destin reste selon nous et selon les scientifiques, encore éloigné. Récemment, des recherches internationales ont remis en question la théorie qui voit les partis politiques en crise à cause de cette désaffection des électeurs⁴⁷⁴.

L'une des recherches la plus développée qui remet en question cette évolution (la fin des partis politiques) est celle menée par Dalton, Farrell et McAllister (2011). Les trois chercheurs soutiennent une théorie qui accepte le changement de structures dans l'habitat où se développent les partis politiques. Ce changement n'amènerait pas selon eux à un déclin ou à une crise des partis politiques, étant donné que les partis ont été en mesure de réagir et de changer en même temps. Il s'agit notamment de transformations au sein de cinq fonctions essentielles pour leur « linkage »⁴⁷⁵. Ces fonctions sont analysées dans le temps, de manière quantitative, par les trois auteurs. On comprend que dans cette recherche, les auteurs soutiennent qu'un lien entre partis et votants existe et se transforme. Il manque cependant une réponse à la question qui surgit : comment et dans quelle mesure ce lien change-t-il ? Comment évoluent les rapports aux clivages traditionnels ? Malgré ces faiblesses, la recherche de Dalton,

⁴⁷³ Les recherches à ce propos sont encore aujourd'hui très rares. De plus, les partis n'ont mis en place des cartographies des membres que dans la deuxième partie du XX^e siècle. Le nombre exact de membres des partis est encore aujourd'hui très aléatoire.

⁴⁷⁴ La désaffection avait aussi souvent été associée à la vie politique en général. Des chercheurs ont malgré cela nié cette évolution (Mastropaolo, 2013).

⁴⁷⁵ 1) les partis dominent toujours le recrutement du personnel politique et sont responsables du processus électoral (« campaign linkage ») ; 2) et de la mobilisation des votants (« participatory linkage ») ; 3) ils informent les votants sur leurs positionnements politiques (« ideological linkage ») ; 4) ils attendent une bonne congruence entre les préférences politiques des citoyens et leurs identités (« representative linkage ») ; et enfin 5) ils mettent en place leurs promesses électorales une fois qu'ils détiennent le pouvoir (« policy linkage »).

Farrell et McAllister représente une tentative d'analyse des changements des rapports entre partis et électeurs.

Il est indéniable qu'en Suisse, comme partout dans les démocraties occidentales, le rapport entre les électeurs et les partis a fortement changé. Jusqu'aux années 1960-1970, l'électorat suisse était très immobile et votait selon une tradition, souvent familiale. Cependant, des études ont démontré que le clientélisme avait bien un espace de développement sensible (Pacella, 2010). Différents changements dans la société, comme la sécularisation, le dépeuplement des vallées ou la croissance économique, ont changé ce rapport jusqu'alors très immobile. Les partis ont donc dû mettre en place des réponses d'adaptation afin de recueillir autrement les voix qui leur étaient utiles afin de participer au pouvoir. Nombreuses sont en effet les recherches internationales, mais aussi suisses, qui proposent leur opinion à propos des nouveaux clivages présents dans le contexte actuel (Hug & Sciarini, 2002 ; Bochsler, 2005 ; Schwengler, 2005 ; Seiler, 2011). Le rapport entre partis et électeurs n'est pas seulement influencé par les clivages existants. Le lien que le parti entretient avec eux est plus complexe.

En effet, dans la littérature, on a souvent conçu et théorisé ce rapport entre partis et électeurs selon des déterminants sociologiques. Weber distinguait déjà la relation électorale en trois idéaux types (1921) : le vote d'appartenance, le vote d'échange et le vote d'opinion. Ces trois idéaux types structurent ainsi le rapport. Seul le premier de ces idéaux types est influencé par le positionnement par rapport aux clivages traditionnels (ou nouveaux). En effet, le vote d'appartenance part de la logique qu'un électeur vote pour tel ou tel parti, car il s'y identifie et que le parti s'identifie à l'électeur (à son statut social, à sa vision des problématiques). Ce vote était souvent encouragé par la tradition familiale. Quant au vote d'échange, il consiste dans le fait que le parti s'engage à répondre à une requête précise formulée par un électeur, en échange de son vote. Le vote devient ainsi une forme de clientélisme. Enfin, le vote d'opinion se base sur le programme actuel formulé par les partis politiques pendant les campagnes électorales. Ces trois idéaux types se développent au cours des décennies en Suisse (ainsi que dans le reste du monde) et le rapport entre eux se modifie. Les stratégies de représentation des électorats changent donc, selon ces trois idéaux types.

Les recherches sur les électorats des partis politiques en Suisse

Malgré cela, le contexte helvétique n'a fait que rarement l'objet d'études dans des comparaisons internationales à propos de la composition sociale des électorats des partis politiques. Il s'agit plutôt de recherches qui sont apparues en Suisse sur un parti spécifique et surtout sur l'électorat d'un certain parti. En particulier, les recherches se concentrent sur les militants ou les membres de certains partis, qui ont subi des transformations importantes. Nous pensons en premier lieu aux recherches sur les militants de l'UDC (Mazzoleni et al., 2007 ; Gottraux & Péchu, 2012). Dans ces recherches qualitatives (basées sur des entretiens approfondis), l'on analyse les motivations qui amènent des militants à voter et à s'engager pour ce parti. Cet ouvrage remet en cause l'interprétation, qui voit l'UDC comme un parti qui, plus que les autres, a basé son discours sur le nouveau clivage : les perdants de la mondialisation (Kriesi, 1998). Le phénomène est plus complexe et les militants ressortent de plusieurs couches sociales. Ceci n'empêche pas, selon nous, que l'UDC ait développé dans son programme ce nouveau clivage

et que ses nouveaux électeurs aient des histoires très différentes. En outre, les recherches de Gottraux & Péchu ne nous montrent qu'une facette du rapport entre partis et électeurs : avec des électeurs qui sont déjà convaincus par le parti (les membres). Il existe donc toute une partie de l'électorat qui n'est pas prise en compte, notamment, celle qui vote par opinion.

Les transformations dans l'électorat du PS ont été montrées par les recherches de Line Rennwald (Rennwald, 2015 ; Rennwald & Zimmermann, 2016). En effet, le lien entre ouvriers et Parti socialiste s'affaiblit à partir des années 1980. Ceci était essentiellement dû au basculement opéré par le PS, qui voulait gagner des voix en dehors de la classe ouvrière traditionnelle (Zimmermann, 2007). Ces ouvriers se déplacent, après une période d'incertitude, dans les rangs de l'UDC.

Le PRD et le PDC sont deux partis avec une composition de leur vote plus complexe et hétérogène. Le lien entre électeurs du PDC et religion catholique était traditionnellement plus fort. Tout comme le lien avec les classes moyennes et supérieures au sein du PRD. Ces caractéristiques ne représentaient cependant pas tout l'électorat des deux partis. En effet, il ne faut pas oublier que les partis politiques suisses disposent d'un électorat socialement hétérogène. En effet, bien que certaines caractéristiques socioprofessionnelles ressortent et soient sur ou sous-représentés dans certains partis, presque toutes les catégories y sont représentées. Celles qui sont surreprésentées vont potentiellement beaucoup peser sur la politique et le programme choisi par le parti. Toutefois, l'électorat traditionnel ne doit pas être oublié.

Dans la suite du travail, nous allons donc nous pencher particulièrement sur les représentations que les partis politiques suisses ont de leurs électeurs, voire comment ces représentations changent dans le temps. Nous essaierons surtout de nous positionner par rapport aux différentes représentations que les partis développent à propos des trois idéaux typiques : les votants par appartenance, par opinion ou par échange. En effet, la situation conjoncturelle fait que ces trois approches sociologiques introduites par Weber subissent des changements importants au cours des deux dernières décennies.

7.2 Des nouveaux électeurs pour l'UDC issus des autres partis

Tout d'abord, nous analysons le parti qui, grâce à son nouveau programme et au renouvellement du personnel politique dans ses structures (nouvelle faction dominante), a su conquérir la première place au niveau national par nombre de voix. Les électeurs qui se sont déplacés dans les rangs de ce parti sont nombreux : ils sont issus de tous les partis (mais surtout au centre-droite) ou étaient des électeurs qui ne votaient pas (abstentionnistes, pas de droit de vote, etc.). Comme des études récentes le démontrent, une large majorité de votants de l'UDC est attirée par ses positions restrictives en termes d'immigration ou d'asile, par ses politiques identitaires par rapport au maintien des traditions suisses et de souveraineté nationale, représentée notamment par l'opposition à l'adhésion à l'UE (Mazzoleni et al., 2007 ; Manatschal & Rapp, 2015). Le parti en est conscient et poursuit donc toujours plus, depuis le début des années 1990, son but de se profiler par rapport à ces thématiques. Nous allons premièrement montrer comment l'électorat cible du parti a changé au cours de son histoire. Dans un deuxième temps,

nous analyserons le cas spécifique des deux dernières décennies, où le parti se préparait à des échéances électorales très importantes qui l'ont amené, à posteriori, à devenir le premier parti suisse par nombre de suffrages.

De l'électorat du PAB à celui de l'UDC

L'électorat cible de l'UDC a beaucoup changé par rapport à celui de l'ancien PAB. Ceci est peut être, l'une des clés du succès du parti, qui a su devenir le premier parti en Suisse en 1999 et continue toujours à obtenir plus de succès.

Pour l'UDC, l'ouverture souhaitée en 1971 a été faite dans le sens d'obtenir un majeur consensus auprès de l'électorat. En effet, le contexte était difficile dans les années 1960-1970 car le secteur primaire, bassin de beaucoup d'électeurs pour l'ancien PAB, était en crise. Le parti s'ouvre donc plus au centre avec l'annexion au PAB des démocrates des Grisons et Glaris, partis historiquement plus centristes. Le contexte se fait encore plus difficile au cours des années 1970 et 1980, avec une désaffection croissante des électeurs envers les partis politiques : ils sont plus mobiles, ne se rendent plus aux urnes et apparemment, votent plus selon leurs opinions⁴⁷⁶. En même temps, ils existent toujours des électeurs traditionnels dont le parti ne doit pas s'aliéner, tout en essayant de s'ouvrir vers de nouvelles couches de la population. L'UDC, en étant que quatrième parti derrière les socialistes, les radicaux et les démocrates-chrétiens, se retrouve au début des années 1990, à devoir mieux se profiler pour savoir se distinguer des autres. Il est vrai que dans les profils des partis politiques suisses du centre, une confusion s'est créée : parfois, ils se chevauchent, parfois ils s'opposent.

L'évolution des électeurs de l'UDC dans les années 1990 et 2000

Pour cette raison, les partis suisses (et donc l'UDC aussi) exploitent tous les moyens afin de proposer une représentation de soi et de ses électeurs plus exacte. Avant les élections nationales de 1991, le parti souligne que certaines représentations de l'UDC ne sont plus valables : par exemple, les analyses Vox⁴⁷⁷ ont démontré que l'image de l'UDC comme 'parti d'hommes' est inexacte tout comme celle qui l'associe à un 'parti pour les vieux'⁴⁷⁸. Dans les années 1980, le parti a su combler sa perte conjoncturelle en attirant des femmes et des jeunes. C'est surtout au niveau des sections cantonales que les partis ont travaillé pour plus attirer ces deux catégories⁴⁷⁹. Du point de vue de la position professionnelle, le parti avait un fort appui, à la fin des années 1980, dans l'agriculture, mais le soutien des travailleurs et de petits entrepreneurs avaient aussi augmenté. De plus, l'image de 'parti campagnard' qui s'était développée surtout en Suisse allemande trouve aussi un soutien par les chiffres.

⁴⁷⁶ Il faut les entendre comme des tendances et non pas des transformations générales.

⁴⁷⁷ Depuis 1977, la Confédération suisse mandate des groupes de recherches dans les universités pour publier des sondages nommés Vox, qui proposent des sondages d'opinion après chaque votation fédérale, sur un échantillon représentatif de citoyens suisses ayant le droit de vote. Il va de soi, qu'à travers ces analyses, des cartographies d'électeurs des partis politiques suisses apparaissent. Ces analyses scientifiques sont toujours plus exploitées par les partis afin de se faire une image de leurs propres électeurs et des électeurs des autres partis. Cette stratégie permet de beaucoup plus axer spécifiquement la politique proposée pendant les élections.

⁴⁷⁸ « Eidg. Wahlen 1991. Wahlstrategie und Wahlziele », Archives UDC Berne, Berne.

⁴⁷⁹ On pense notamment à la stratégie de la section bernoise qui voulait amener plus de femmes aux urnes en 1999 et aussi élire au moins une femme dans ses rangs.

Avec ce type d'analyse, le parti se rend compte que, dans le futur, il devra augmenter son *extensiveness*, car « la base trop étroite de l'UDC est effectivement l'une des plus grandes faiblesses du parti »⁴⁸⁰. Ceci dit, le parti, en 1991 encore, souligne qu'il est important de s'adresser très concrètement aux piliers traditionnels de l'UDC, à savoir « la paysannerie ainsi que les arts et métiers » : le parti fera alors des efforts particuliers pour mobiliser les agriculteurs⁴⁸¹. Il s'agit donc de s'occuper des électeurs qui votent par appartenance. Ce pilier du parti assumera moins de poids dans les années suivantes, en raison aussi du fait que le secteur primaire en Suisse recule encore plus au cours des années 1990 et 2000. En effet, même si l'UDC conçoit encore son électorat comme proche de l'agriculture, il donne beaucoup plus de poids aux PME. L'UDC a su développer son attrait, dans trois domaines qui l'empêchaient déjà avant les années 1990, d'être fort : les milieux des agglomérations, les femmes et les jeunes. L'électorat est donc devenu plus hétérogène, signe que les liens entre partis et électeurs ont bien évidemment changé et des dimensions supplémentaires, autres que les caractéristiques sociodémographiques, sont entrées en jeu.

Les électeurs des autres partis bougent envers l'UDC

Pendant la campagne de 2007, le parti a encore renforcé son attrait envers les électeurs avec des convictions bourgeoises. De cette manière, l'un des buts des élections de 2007 était d'attirer les électeurs PDC et PRD, qui étaient toujours plus critiques envers leur propre parti⁴⁸². Ces électeurs, soi-disant 'protestataires', ont aussi fait le succès de l'UDC. En 2007, pour les élections nationales, la stratégie adoptée par le parti est adaptée aux électeurs de chaque parti :

« Électeurs PRD : (...) L'UDC doit organiser une série de manifestations sur le thème de l'économie ainsi que des arts et métiers.

Électeurs PDC : (...) Dans les cantons PDC, l'UDC doit lancer des débats sur les valeurs fondamentales et aborder également des thèmes comme la famille et les arts et métiers.

Électeurs PS : (...) Les sections UDC urbaines doivent forcer les thèmes de la sécurité et des étrangers ; éventuellement, l'UDC suisse peut soutenir ces sections de manière ciblée, car le potentiel de nouveaux électeurs et d'électeurs protestataires est encore intact dans les villes.

Électeurs d'autres partis : (...) en soulignant ses références chrétiennes l'UDC peut attirer des électeurs conservateurs en termes de valeurs (issus du PEP ou UDF).

(...)

... et les électeurs Blocher : (...) si l'UDC progresse, le conseiller fédéral Christoph Blocher peut poursuivre son travail ; si l'UDC perd ces élections, nous aurons une majorité de gauche ; or, les socialistes et les Verts se sont fixé pour objectif d'éliminer Christoph Blocher du Conseil fédéral. »⁴⁸³

L'UDC s'adapte aux camps traditionnels où étaient associés les autres partis, notamment l'économie pour le PRD et la famille pour le PDC. Le fait de se positionner sur ces thématiques signifie mettre de la concurrence et offrir une alternative aux électeurs des partis traditionnels. Ainsi, il se propose comme seule réelle opposition au parti socialiste et essaie de prendre la place du PRD et du PDC. Comme le souligne déjà Krouwel pour les partis populistes de droite

⁴⁸⁰ « Documentation de l'UDC. Élections fédérales 1991 », Archives UDC Vaud, Lausanne.

⁴⁸¹ « Documentation de l'UDC. Élections fédérales 1991 », Archives UDC Vaud, Lausanne.

⁴⁸² « Concept électoral de l'Union démocratique du centre. Élections au Conseil national 2007 », Archives UDC Vaud, Lausanne.

⁴⁸³ *Ibidem*.

en général (2012 : 284), l'UDC occupe le 'territoire' des libéraux plutôt que celui des démocrates. Ce n'est pas un hasard que l'UDC insiste toujours plus sur les électeurs mécontents des autres partis. Cette stratégie est typique des partis populistes de droite qui pour progresser, se définissent au moins au début, comme un parti d'opposition et qui inclut donc les mécontents de la politique traditionnelle faite par les partis au pouvoir (Mudde, 2007, 2014).

Les électeurs de Blocher

Un autre type d'électeurs du parti est composé, au milieu des années 2000, d'« électeurs de Blocher ». Il s'agit des électeurs qui votent pour le tribun zurichois. Ce dernier a tellement su personnaliser la politique du parti qu'en 2007, la proposition était de voter pour l'UDC au Conseil national signifie voter pour Blocher et lui permettre une réélection au Conseil fédéral en décembre 2007⁴⁸⁴. La stratégie adoptée par le parti est nouvelle. Il est vrai qu'en Suisse, la politique n'avait jamais autant personnalisé une campagne électorale. D'habitude, ce sont les candidats des partis qui proposent une campagne électorale personnalisée, mais pour leur propre élection. Ici, le parti utilise l'image du leader charismatique qui, dans tous les cas, fait parler de lui, qu'elle soit perçue positivement ou négativement. La personnalisation envers le leader zurichois arrive au point que des candidats aussi (et pas uniquement les sections cantonales) se servent de son image positive⁴⁸⁵.

Les 'nouveaux' électeurs

Après les électeurs traditionnels (d'appartenance), les électeurs protestataires, les électeurs de Blocher (en 2007), une quatrième catégorie revêt une importance croissante dans l'électorat de l'UDC, notamment au début des années 1990. Les analyses scientifiques, toujours plus présentes dans le contexte suisse et toujours plus prises en compte par les partis, aident ces derniers à trouver de possibles nouveaux électeurs.

« Ein Hintergrund dazu könnte die Erscheinung sein - sie wird sowohl von VOX-Analysen wie auch von Marketing-Analysen der Wirtschaft bestätigt -, dass immer mehr Leute sich (Partei)politisch ungebunden fühlen und sich die Werteskala in allen Bereichen des Lebens (Beruf, soziale Bindungen, Politik etc.) von 'konservativ-bewahrend' in Richtung Unabhängigkeit, Bewegung und Veränderung verschiebt ('Mensch Z'). Unter diesen Vorzeichen könnte sich das Muster der 'Hoffnungswahl' für die bürgerliche Seite - vor allem bei einer hohen Wahlbeteiligung - erneut und vielleicht verstärkt negativ auswirken. »⁴⁸⁶

⁴⁸⁴ En effet, le parti était conscient qu'un mouvement « contre Blocher » était en train de se développer entre socialistes et membres des autres partis qui avait comme but l'exclusion de Blocher du Conseil fédéral. Le parti produit un document avec toutes les phrases incriminées entre 2003 et 2007. « Wie Blocher abgewählt und die SVP aus dem Bundesrat gedrängt werden soll. Der Geheimplan : langfristige Strategie ». Archives UDC Berne, Berne. De plus, sur cette thématique de la non-réélection de Blocher, le parti a organisé une conférence de presse. « Communiqué de presse de l'UDC du 27.08.2007 », Archives UDC Berne, Berne.

⁴⁸⁵ C'est le cas lors de la campagne électorale de 2007, où un candidat pour la liste zurichoise de l'UDC le nomme dans son slogan. « Wenn Sie mich in den Nationalrat wählen werde ich Christoph Blocher wählen ». « Si vous m'éélisez au Conseil national, j'élirai Christoph Blocher » (TdA). Slogan de Claudio Zanetti apparu sur *Der Zürcher Bote*, 5 octobre 2007, p. 2.

⁴⁸⁶ « En arrière-plan, il existe un phénomène, également confirmé par les analyses VOX ainsi que par des analyses marketing de l'économie, où de plus en plus les gens se sentent politiquement libres et se déplacent sur l'échelle des valeurs dans tous les domaines de la vie (profession, liaisons sociales, politiques, etc.), d'une préservation conservatrice vers une indépendance, un mouvement et un changement. Sous ces signes, l'on pourrait de nouveau retrouver le modèle de 'l'élection d'espoir' pour une aile bourgeoise, tout d'abord avec une haute participation

Dans ce paragraphe intégré dans le concept de campagne pour les élections nationales de 1991, on voit comment le parti comprend, grâce à une étude scientifique où il faut aller chercher de nouveaux électeurs. Cette prise de conscience du fait que les électeurs soi-disant 'd'opinion' augmentent chaque jour est confirmée en 1995 : « Conjuguée avec une baisse de la fidélité des sympathisants, cette évolution aurait pour conséquence une augmentation de la part des électeurs votant sans à priori »⁴⁸⁷. Selon le parti, la campagne électorale « c'est à eux qu'elle s'adresse »⁴⁸⁸. Ces électeurs sans attache, mais avec des convictions bourgeoises sont attirés par les nouvelles thématiques soutenues par l'UDC, notamment avec la radicalisation entamée en 1995. De plus, le parti ne souhaite pas pousser ces personnes sans attache à devenir définitivement reliés au parti. Il s'agit plutôt et c'est une différence par rapport aux autres partis, de les faire voter pour l'UDC cette fois-ci. Pour cette raison, l'UDC se sent plus légitime à mener une campagne « offensive et 'bruyante'. Il est important de se démarquer des autres partis, et notamment d'éventuelles alternatives bourgeoises. Et pour cela, l'UDC ne doit pas esquiver les confrontations »⁴⁸⁹. Ce style, dont nous voyons ici seulement une ébauche, accompagnera le parti tout au long des années 1990 et 2000 et sera aussi l'un des facteurs qui lui ont permis de gagner autant d'élections. L'UDC a su, avant les autres partis, se démarquer par une campagne électorale agressive ; il a su imposer ses propres thématiques et surtout maintenir une vive attention, même dans les périodes hors campagne électorale (en lançant par exemple des initiatives populaires ou des référendums).

Les différences cantonales au sein des électors de l'UDC

Il existe deux types de sections cantonales dans l'UDC : les traditionnelles, plus liées à un style politique modérée et celles récemment créées ou qui ont suivi et adopté le procès de radicalisation entamée par la ligne dure zurichoise au début des années 1990. L'électorat a surtout augmenté dans ces deuxièmes sections, comme le démontre l'analyse de Manatschal et Rapp (2015 : 194-195). Les nouveaux électeurs sont très liés à la ligne dure poursuivie par le parti national et leurs caractéristiques socio-démographiques sont très similaires (Gottraux & Péchu, 2012). Le premier type est caractéristique des sections de Berne, de Vaud et des Grisons. Dans ces sections, le problème majeur était de concilier des électeurs traditionnels, très nombreux, donc plus liés à un monde agricole⁴⁹⁰, et les électeurs nouveaux, lesquels souhaitaient plus suivre la ligne dure envers les étrangers, soutenus par le parti national. Le sommet de cette difficulté apparaît dans le canton de Berne en 1999, avec la création d'une nouvelle liste nommée « SVP – Neue Liste », dans laquelle il y avait des membres de la section bernoise mécontents de la ligne trop souple poursuivie par le parti cantonal⁴⁹¹. Trois membres

électorale et peut-être des répercussions négatives » (TdA). « Eidg. Wahlen 1991. Wahlstrategie und Wahlziele », Archives UDC Berne, Berne.

⁴⁸⁷ « Documentation de l'UDC. Élections fédérales 1991 », Archives UDC Vaud, Lausanne.

⁴⁸⁸ *Ibidem.*

⁴⁸⁹ *Ibidem.*

⁴⁹⁰ Il fallait leur proposer des thématiques axées sur la baisse des impôts, la sauvegarde de l'agriculture et d'autres problématiques conservatrices.

⁴⁹¹ La liste a été déposée par Werner Salzmann, agriculteur qui soutenait cependant la ligne populiste et non celle modérée. La section cantonale a tout de suite déposé un recours au Conseil d'État et a dès le début, exclu un apparentement des listes. « Eine vierte SVP Liste wird nicht zugelassen », Communiqué de presse de l'UDC Berne, 30 juillet 1999, Archives UDC Berne, Berne. Le recours au nom du parti sera interdit par le canton et la liste

de la section se proposeront sur cette liste et seront exclus de la section bernoise de l'UDC. Au fil des résultats, cette liste dissidence n'obtiendra pas beaucoup de succès. Dans son dossier sur la stratégie électorale à suivre de 1999, la section bernoise écrivait « Wir müssen das Vertrauen unserer bisherigen Wählerschaft sichern und den Mut haben, moderne Themen und an die Hand zu nehmen und zu kommunizieren. Ferner muss versucht werden, das bürgerliche Wählerpotential besser auszuschöpfen »⁴⁹². Les « moderne Themen » pour la section sont le souhait de récolter des voix d'autres anciens électeurs des partis bourgeois.

La situation est encore différente dans le canton de Vaud. Bien qu'il puisse ressembler à la section bernoise, vue ses représentations de parti modéré, la section vaudoise est beaucoup moins forte électoralement. La section, comme beaucoup d'autres sections cantonales romandes, profite de l'effet Blocher et des investissements que le parti national a fait en Romandie pour élargir son électorat. Ainsi, déjà en 1999, le parti vaudois note qu'il y a eu une augmentation des électeurs dans les districts urbains. En 2007 encore, les soucis du parti étaient d'équilibrer les forces entre le « nouvel électorat urbain et les électeurs traditionnels issus de l'arrière-pays, afin que les représentants de la liste provenant des villes ne se retrouvent pas systématiquement en queue de liste »⁴⁹³. La bonne représentation des deux dimensions territoriales sera analysée plus en détail dans le prochain chapitre.

Au Tessin, l'électorat a des caractéristiques sociodémographiques très semblables à celles de la Lega. Si, au début, l'électorat UDC était très lié à l'agriculture, il change radicalement au cours des années 1990 en s'approchant beaucoup du nouvel électorat de l'UDC national.

7.3 Le parti des ouvriers, le PS, en quête de nouveaux électeurs

Dans l'imaginaire collectif, l'électorat du deuxième parti que nous allons analyser, est plus identifiable. Le parti lui-même, pendant une bonne partie de son histoire, a mené une politique axée sur le soutien de son électorat cible 'typique'. Les débuts du parti étaient notamment marqués par une politique axée sur le soutien de la classe ouvrière⁴⁹⁴. À partir des années 1970 jusqu'à nos jours, le PS a perdu une grande partie du vote ouvrier. Les raisons sont multiples comme par exemple la désindustrialisation et la montée en puissance de l'extrême droite. En effet, selon des recherches récentes, après une première période où le vote ouvrier ne s'est pas réorienté clairement vers un autre parti (années 1980), c'est aujourd'hui l'UDC qui a pu profiter de ce vote (Rennwald & Zimmermann, 2016). Line Rennwald (2015), dans sa comparaison internationale, montre que cette tendance, qui n'est pas exclusivement typique suisse, voit dans

dissidente UDC s'appellera « Nouvelle Liste — pour les classes moyennes-indépendance-neutralité ». Communiqué de presse du 6 août 1999 écrit par le canton de Berne.

⁴⁹² « Nous devons nous assurer la confiance de nos électeurs actuels et aussi avoir le courage d'adopter de nouvelles thématiques modernes et de bien les communiquer. Dans un deuxième temps, le potentiel électoral du parti devra être mieux mobilisé. » (TdA). « SVP Kanton Bern. Nationalratswahlen 1999 ». Archives UDC Berne, Berne.

⁴⁹³ Procès-verbal de la séance débriefing à propos des élections fédérales 2007, 2 février 2008, Archives UDC Vaud, Lausanne.

⁴⁹⁴ Par exemple, le programme de 1904, d'inspiration marxiste, mentionnait les notions de « lutte des classes prolétarienne et de transfert des moyens de production de la propriété privée à la propriété sociale ». B. Degen, « Parti socialiste », in Dictionnaire historique de la Suisse (DHS), version du 10.03.2017 (traduit de l'allemand), URL: <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F17393.php>.

ce pays sa forme la plus puissante⁴⁹⁵. Seul le PS suisse a donc connu la réorientation de ce vote de manière très poussée. Ceci peut être aussi dû aux changements du programme du parti lui-même. En effet, depuis les années 1970, le PS Suisse s'était plus tourné vers une classe moyenne pour abandonner, en partie, l'électorat typique ouvrier.

L'appui des recherches scientifiques dans la définition de l'électorat cible

L'électorat cible du PS est souvent représenté par l'indicateur de la profession, mais ce n'est pas la seule caractéristique qui le qualifie. Des recherches scientifiques aident aussi le parti à en définir d'autres. En 2011, Select propose une analyse longitudinale à propos du choix électoral selon des caractéristiques sociales. Dans cette analyse, les chercheurs démontrent qu'aussi bien en 2007 qu'en 1995, aucune diversité de vote n'a été constatée parmi les femmes et les hommes pour le PS. En revanche, les différences de vote s'explicitent plus en fonction de l'âge : pour le PS, ce sont avant tout les classes d'âges entre 45-54 et 55-64 ans qui structurent la base électorale du parti ; les jeunes sont beaucoup plus en concurrence avec les Verts. Depuis la réorientation des années 1970, le PS est surreprésenté chez les personnes ayant un niveau de formation universitaire ; en même temps, le PS a enregistré une baisse importante dans le soutien des électeurs ayant un niveau de formation bas (apprentissage), ce qui peut aussi être rattaché à la perte de l'électorat ouvrier, présenté précédemment. Cette donnée est signe d'une progression, encore en cours, de l'abandon de l'électorat cible typique, c'est-à-dire des ouvriers qui possédaient, en général, un bas niveau de formation.

Le PS profite de ce type d'expertise donnée par les recherches scientifiques, mais n'est pas le seul parti en Suisse à le faire. Comme c'était le cas en ce qui concerne les experts de la communication, le parti exploite ces recherches et fait toujours plus recours à ces spécialistes qui permettent de mieux gérer leur électorat et d'en comprendre les caractéristiques sociodémographiques⁴⁹⁶. Par conséquent, le parti peut se permettre une politique adéquate au type de son électorat de base, qui, depuis les années 1970, est en train de changer.

Les grandes catégories de personnes cibles du PS

Pendant les campagnes électorales, le parti national, dans la définition des groupes cibles, se préoccupe spécialement des grandes catégories de personnes, qui peuvent facilement être atteintes avec une campagne de communication 'personnalisée', c'est-à-dire avec des affiches expressément proposées dans des lieux spécifiques, avec des slogans sensibles, etc. De plus, le parti préfère parler et définir ses groupes cibles au cas par cas. Ainsi, chaque campagne de communication, par exemple pour le lancement d'une initiative, pendant la campagne électorale ou bien le développement d'un certain message dans un certain lieu, assumera des significations bien précises. C'est le cas par exemple en 1999, avec la campagne d'image proposée par le parti national ayant comme public cible les pendulaires recourant aux transports

⁴⁹⁵ En effet, en Grande-Bretagne, en Autriche et en Allemagne, les partis socialistes ont mieux maintenu cette base électorale constituée par des ouvriers alors qu'en France, le Parti socialiste n'a jamais eu une base électorale reposant sur les ouvriers (c'était plutôt le Parti communiste qui structurait leur vote).

⁴⁹⁶ En 2003 notamment, le PSS mandate GfS Berne, un institut de recherche scientifique, afin de mener une analyse sur l'électorat du PS. Le document produit, destiné à la seule circulation interne au parti, s'intitulera « Manuel pour la mobilisation du PS. 2003 à 2007 », Archives PS Vaud, Lausanne.

publics. Pour le parti, « il s'agit d'une campagne d'image en faveur du PS en général, qui visera une pré-sensibilisation de notre électorat potentiel, en préambule au Congrès électoral du 4 septembre à Bâle »⁴⁹⁷. De plus, « nous visons ici le public cible des pendulaires recourant aux transports publics, dont les sondages nous apprennent qu'elles et ils sont spécialement réceptives aux messages de la gauche »⁴⁹⁸. Le parti identifie, grâce aux sondages, son 'électorat potentiel' dans les pendulaires, les personnes qui utilisent les moyens de transport public et vivent dans un contexte urbain. De ce fait, il développe un concept de communication afin de sensibiliser ce public. Plus précisément, le parti parle de « pré-sensibilisation », qui signifie rendre attentif le public cible et le rendre plus réceptif aux futurs messages proposés par le parti. De cette manière, ce public sera potentiellement plus réceptif lorsque le parti se présentera pour les élections nationales lors du Congrès électoral.

Les pendulaires ne sont pas le seul public cible du PSS. Durant la campagne électorale nommée « Campa07 », qui se tient en 2007, le parti national produit un manuel expressément adressé aux sections. Il y identifie de manière générale, les groupes dont les sections doivent se préoccuper, avant chaque échéance électorale et à qui, si possible, proposer des actions 'personnalisées' :

« les jeunes familles ; les travailleurs ; les personnes plutôt urbaines ; les locataires ; les personnes intéressées à la santé et à l'environnement ; les utilisateurs des transports en commun et pratiquant la mobilité douce, les personnes intéressées à l'égalité des sexes ; les personnes intéressées à la culture ; les personnes intéressées aux droits humains et aux questions relatives aux migrations ; les personnes immigrées ; les professions de l'enseignement, de la pédagogie sociale, de l'environnement, des soins, du travail social ; les moins de 45 ans ; les artistes. »⁴⁹⁹

Les actions spécifiques aux groupes cibles pendant les campagnes électorales

Dans cette liste d'électeurs potentiels du PS, il y a des catégories qui reviennent explicitement pendant les campagnes électorales avec des actions et des plans de communication expressément produits. Les deux catégories les plus importantes sont celles des femmes et des jeunes. En effet, le parti produit souvent, pour ces deux catégories, des actions spécifiques : par exemple, la création d'évènements réservés seulement pour eux, la production d'affiches adressées, les prises de position du parti national et son encouragement à créer des listes expressément dédiées aux femmes, etc. Ces deux groupes d'électeurs étaient déjà sensibles à l'intérieur du parti au début des années 1990. C'est le cas en 1991, lorsque le parti adopte un manifeste sur l'égalité « 10 ans d'égalité — et aucun résultat ! Des propositions pour l'égalité entre hommes et femmes 1991-2001 »⁵⁰⁰. De plus, la première brochure d'une série sur les thèmes les plus importants de la campagne électorale, portera sur l'égalité des sexes⁵⁰¹. Durant ces mêmes élections fédérales, la quotepart des candidates sur les listes électorales socialistes

⁴⁹⁷ « PS Suisse – campagne image sur la 2^e moitié d'août », Archives PS Vaud, Lausanne.

⁴⁹⁸ *Ibidem*.

⁴⁹⁹ « Manuel pour les sections », Archives PS Tessin, Bellinzone.

⁵⁰⁰ « Manifest SPS Gleichstellung », Archives PS suisse, Berne.

⁵⁰¹ Titres de la série de brochures : 1. L'égalité des sexes ; 2. La Suisse et l'Europe ; 3. Armée, désarmement et politique de paix ; 4. La prospérité dans un environnement intact ; 5. Se loger en Suisse ; 6. Une Suisse sociale : la politique sociale des années 90. « Travaux préparatoires du PSS. Objectifs – thèmes – projets – moyens – délais », Archives PS Vaud, Lausanne.

est presque de moitié (46,5 %). Malgré cela, les femmes n'obtiennent aucun siège supplémentaire (28 % des élus PS au Conseil national)⁵⁰². En même temps, le parti national encourage les sections cantonales, qui sont responsables de la mise en place des listes électorales, à respecter les objectifs du PSS (davantage de femmes dans le groupe socialiste) en composant des listes électorales plus égalitaires. Dans les années suivantes, afin de donner encore plus de place aux femmes, le Parti national encouragera la création de listes femmes séparées. La réelle création d'une telle liste dépendra cependant toujours du souhait et des possibilités des sections cantonales. Une homogénéisation n'est donc pas généralisée de ce point de vue. Néanmoins, de manière générale, les sections soutiennent de différemment les objectifs déclarés du parti national. Pendant la préparation de la campagne électorale de 2007, le parti souligne :

« wichtig ist vor allem die Mobilisierung der eigenen Basis, das ist absolut matchentscheidend. Der Wahlkampf sollte auf folgende strategische Zielgruppen ausgerichtet sein : Städte, Agglomerationen ; Frauen ; ErstwählerInnen ; 30-40 jährige. Wie fokussieren unsere Ressourcen auf Schwerpunkt-Kantone. Wir wollen konkrete Mobilisierungs-Zielgruppen durch konkrete Massnahmen ansprechen. »⁵⁰³

Le parti, conscient qu'il recueille la majorité de son score électoral dans ces 'domaines' — villes, agglomérations, femmes, etc. — envisage d'attirer encore plus ces personnes. La stratégie envers les groupes d'électeurs est exactement contraire à celle de son antagoniste politique, c'est-à-dire l'UDC. En effet, il semble que la polarisation des stratégies adoptées apparaisse aussi dans ce champ de mobilisation des électeurs. Les socialistes essaient de progresser dans leurs électors traditionnels, voire même ils veulent s'ouvrir au nouvel électorat vers lequel le parti s'est déplacé au cours des années 1970-1980 puisque leur électorat traditionnel, les ouvriers, était toujours plus attiré par les partis de droite. Au contraire, l'UDC cherche à attirer toujours plus d'électeurs d'autres partis, notamment du PRD et du PDC, en adaptant sa stratégie et en s'orientant vers des thématiques typiques de ces partis (par exemple, le libéralisme économique ou la prise en compte de thématiques sur la famille).

L'appui des sections cantonales dans la définition des groupes cibles

Cependant, c'est en premier lieu au niveau des sections cantonales que l'on définit les groupes cibles.

Par exemple, à la fin des années 1980 dans le canton de Vaud, la Commission électorale cantonale (CEC) mandate une société de communication pour une étude d'image ; et un bureau d'études économiques pour une analyse statistique du parti afin qu'il analyse la composition de son électorat. Au sein de l'électorat socialiste, la même étude définira trois éléments grâce auxquels le parti est reconnu par les électeurs : « la rose, le social et l'ouvrier ». Afin de mobiliser ses électeurs, le parti exploite donc, pendant les campagnes électorales suivantes, ces

⁵⁰² « Les Femmes socialistes suisses – l'histoire d'une longue tradition », Archives PS suisse, Berne.

⁵⁰³ « Ce qui est important, c'est tout d'abord la mobilisation de notre base électorale, cela est absolument nécessaire. La campagne électorale doit être axée sur les groupes-cibles suivants : villes, agglomérations, femmes, nouveaux citoyens, 30-40 ans. Nous focalisons nos ressources sur des cantons importants. Nous voulons concrètement mobiliser des groupes cibles avec des manifestations concrètes » (TdA). Procès-verbal de la Conférence de coordination du 15 septembre 2006, Sursee, Archives PS Vaud, Lausanne.

symboles et lorsque le parti national essaiera d'homogénéiser l'image graphique du parti, il revendiquera son autonomie. Pendant la « *campa07* », le PSV affirmera : « Le PSV n'a pas utilisé le corporate design. (...) Le PSS dispose d'une identité graphique qui met insuffisamment en évidence la rose au poing et le rouge pour être identifiable facilement dans notre canton »⁵⁰⁴. La section cantonale afin de mobiliser plus d'électeurs, n'a donc pas suivi la campagne nationale d'affichage. Cette attitude est encore possible en raison tout d'abord, des moyens financiers disponibles et surtout grâce aux très bons résultats électoraux, au Conseil national et en général dans le canton. Le lien avec les ouvriers, en baisse dans le reste du pays, est par contre, encore tout à fait d'actualité dans cette section. Comme le note dans ses analyses Line Rennwald, généralement ce sont dans « les cantons religieusement mixtes de la Suisse romande que le soutien des ouvriers pour le PS est le plus fort (VD), suivi par les cantons mixtes de la Suisse allemande (ZH), alors que les cantons catholiques ferment la marche (TI) » (Rennwald & Zimmermann, 2016). La forte présence des ouvriers soutenant encore le PS en Romandie influence ainsi la perception de l'électorat et les politiques des partis romands.

Les représentations de l'électorat cible dans le canton de Zurich sont hétérogènes durant les vingt dernières années. Le cas le plus parlant est celui qui s'est développé à la fin des années 1990. À Zurich en 1999, l'on mobilise des groupes cibles avec la création de 3 listes pour le Conseil national, avec le souhait de solliciter le plus de monde possible : une première liste, officielle, est appelée « *Stadt- und frauenlastig* »⁵⁰⁵ : à conduire la campagne électorale des candidats sont deux femmes, le parti souhaite donc mobiliser plus des femmes en leur donnant de meilleures places sur la liste ; une deuxième liste « *SeniorInnen-Liste* » souhaite mobiliser des électeurs « *die sich von SP-Politik eher vernachlässigt fühlen, 'traditionelle' SP-Wählerschaft, Gewerkschaftsmitglieder* »⁵⁰⁶ ; enfin, la liste jeune est mise en place directement par l'organisation des jeunes du canton. La stratégie adoptée par la section était fort différente de celle de 1991, lorsque le parti avait mis en place une liste féminine afin de motiver les femmes à se rendre aux urnes. Le but était néanmoins le même : encourager l'électorat féminin à voter pour le parti. Malgré cela, la stratégie de réponse était différente lors des deux échéances électorales. Le parti, dans sa stratégie, souligne qu'il ne veut pas mener une campagne polarisée à l'encontre de l'UDC. Ainsi, il identifie trois groupes de personnes qu'il souhaite mobiliser, avec sa politique et ses programmes, à voter pour lui : « *Sozialkonservative ; Postmaterialistisch Eingestellte ; Teilzeitarbeitende* »⁵⁰⁷. Afin de mobiliser ces trois groupes d'électeurs, la section zurichoise se positionne clairement par rapport à quatre thématiques : le travail, la santé, la sécurité sociale et l'ouverture⁵⁰⁸. En 2007, le PS Zurich adoptera la même politique du parti national, avec les mêmes thématiques, mais il les adaptera au contexte cantonal. En ce qui concerne la stratégie de mobilisation des électeurs, il organisera en collaboration avec des

⁵⁰⁴ Étude sur l'image du PSV dans le canton, Archives PS Vaud, Lausanne.

⁵⁰⁵ « ville et sensible aux femmes » (TdA). « Nationale Wahlen '99 », Archives PS Zurich, Zurich.

⁵⁰⁶ « ceux qui se sentent plutôt négligés par la politique du PS, l'électorat traditionnel et les membres des syndicats » (TdA). « Nationale Wahlen '99 », 24 juin 1999, Archives sociales suisses, Zurich, 27.950.77.

⁵⁰⁷ « démocrates-sociaux, post-matérialistes, salariés et travailleurs à temps partiel » (TdA). « Nationale Wahlen '99 », 24 juin 1999, Archives sociales suisses, Zurich, 27.950.77.

⁵⁰⁸ Par exemple, le parti souligne qu'il est favorable à la semaine de travail de quatre jours; aux primes maladies abordables ; etc.

organisations proches (par exemple les organisations des migrantes, les associations écologistes, etc.) des actions spécifiques⁵⁰⁹.

Au Tessin, le contexte où le parti se retrouve à travailler, est fort différent du contexte romand ou suisse allemand. En effet, en tant que troisième force électorale dans un canton plutôt rural où les litiges entre conservateurs et libéraux radicaux ont fortement caractérisé le XX^e siècle, il n'a pas pu se développer comme dans les autres cantons. Cependant, il a rapidement eu la fonction de peser dans la balance de la vie politique cantonale. En règle générale, le parti n'a pas trouvé dans le canton, la base pour un développement important comme dans d'autres cantons. Ainsi l'ancien président du parti, Guglielmo Canevascini, soulignait en 1963 :

« Vero è che noi viviamo e ci muoviamo in un piccolo paese, politicamente asfittico, la cui popolazione vive dispersa in piccoli centri e in piccoli villaggi delle campagne e delle valli, dove non esistono le masse operaie che costituiscono la base di un forte partito socialista ; non vi sono i contrasti aperti e acuti di interessi di classe ; dov'è sentita l'assenza delle grandi correnti di idee e non trova alimento sufficiente lo stimolo per le iniziative e per le lotte attorno ai problemi fondamentali della società. »⁵¹⁰

Les problèmes du PST illustrent, dans cette intervention aussi, les limites du développement du socialisme dans le canton : déjà initialement, la section tessinoise n'était pas le parti des ouvriers comme dans d'autres cantons. Le Tessin, en effet, est un canton très faiblement industrialisé et possède depuis longtemps, un secteur tertiaire important. Ainsi, l'on ne retrouve pas une concentration de socialistes dans les pôles industriels (par exemple à La Chaux-de-Fonds ou à Bâle), mais plutôt dans les centres de services (chemin de fer, poste, douane, administration) (Genasci et al., 2000 : 7) : comme par exemple Bellinzone ou Chiasso. Ce type d'électorat est fort différent des ouvriers : en effet, les employés du secteur public ont des emplois généralement beaucoup plus stables par rapport au secteur privé et les électeurs PS sont aujourd'hui issus d'une couche sociale moyenne, voire haute. En 2006, une étude de la commission de la communication affirme que :

« Il PS non è un partito di proletari e questa è una realtà che occorre tenere presente, se non nella retorica del partito, perlomeno al momento di elaborare le sue strategie comunicative ed elettorali. Si tratta di dati fondamentali perché dimostrano che, al di là dell'immagine che il PS proietta di sé, esso è soprattutto radicato nel ceto medio, il quale corre il maggior rischio di perdita di status nella situazione socio-politica attuale. »⁵¹¹

⁵⁰⁹ « Mitgliedertagung der SP Kanton Zürich : 'SP – wie weiter ?' », 16 juin 2007, Archives PS Zurich, Zurich.

⁵¹⁰ « Le PS n'est pas un parti d'ouvriers et cela est une réalité dont il faut tenir compte, sinon dans la rhétorique du parti, au moins au moment de développer les stratégies électorales. Il s'agit de données fondamentales car cela démontre, au-delà de l'image que le PS donne de lui, qu'il s'est surtout développé dans les couches moyennes, lesquelles risquent, plus que d'autres, la perte de statut social dans le contexte socio-politique actuel » (TdA). Discours d'ouverture de Guglielmo Canevascini du congrès extraordinaire du 1963, 15 décembre 1963. Archive de la Fondation Pellegrini – Canevascini, Bellinzone, FPC01 7.4.2.

⁵¹¹ « Le PS n'est pas un parti d'ouvriers, et il s'agit d'une réalité qu'il faut considérer, au moins au moment où il faut élaborer les stratégies de communication et électorales. Il s'agit d'une constatation fondamentale car elle démontre qu'au-delà de l'image que le PS donne de lui-même, il trouve surtout ses racines dans la classe moyenne. C'est notamment celle-ci qui risque de perdre du pouvoir dans la conjoncture actuelle » (TdA). « Prime riflessioni per una strategia comunicativa del PS. Nota informativa all'indirizzo della direzione del Partito Socialista, sezione ticinese del PSS », Archives PS Tessin, Bellinzone.

Les trois sections cantonales semblent donc très influencées par la situation conjoncturelle cantonale et par la place que le parti revêt dans le système partisan afin de développer des représentations de leurs électeurs. La perte constante d'électeurs traditionnels du parti (les ouvriers) ne semble pas connectée aux changements adoptés par le parti. Il s'agit plutôt d'une évolution, conséquence des changements de programme des partis politiques suisses et de la grande concurrence électorale.

7.4 Les classes moyennes et supérieures au centre des stratégies du PRD

Dans l'imaginaire collectif, le PRD a toujours attiré dans ses rangs des électeurs des classes moyennes-supérieures, issus de domaines économiques comme les entrepreneurs ou de professions plus libérales, comme les avocats, notaires ou médecins. Cette affirmation est corroborée par les récents résultats de Pilotti (2017) à propos des élus du PRD. Or, les changements dans la société dans les années 1980 et 1990 ont fait que d'autres couches de la population prennent toujours plus d'importance dans l'électorat cible du parti. Parmi les changements majeurs survenus dans le contexte helvétique, nous pensons à l'écart entre pauvres et riches qui augmente aussi en Suisse, ainsi qu'à l'augmentation des classes moyennes et inférieures, qui deviennent numériquement toujours plus nombreuses. Les partis qui ont su les convaincre et se préoccuper d'eux ont pu profiter de leurs votes. Il s'agit notamment du PS et de l'UDC. Le PRD, comme le PDC, n'a pas réagi immédiatement à ces changements dans la société et les électeurs ont toujours plus manifesté de sentiments de désaffection par rapport aux partis traditionnels. Les électeurs traditionnels de ces partis ont donc quitté massivement les rangs partisans afin de s'aligner dans des partis qui représentaient mieux leurs intérêts ou, lorsqu'on parle de partis de droite, qui répondent mieux à leurs peurs ou insécurités (Delwit & Poirier, 2007). Les réponses mises en place afin de gagner de nouveaux électeurs ont été distinctes, mais en ce qui concerne le PRD, le parti a toujours pris en compte une 'revitalisation' du parti afin de rester attractif pour ses couches traditionnelles d'électeurs. Nous allons tout d'abord montrer de quoi l'électorat traditionnel du PRD est fait et ensuite développer les différentes pratiques que le parti a mises en place afin de garantir son soutien inconditionnel.

L'électorat traditionnel du PRD

Comme le souligne Pilotti (2017), les élus à l'Assemblée fédérale reflètent souvent l'évolution des électeurs cibles des partis politiques. Le chercheur relève que la députation des deux partis historiques (PRD et PDC) reste essentiellement stable au fil du temps ; tandis que « le profil des élus de deux autres députations (UDC et PS) connaît des transformations importantes par rapport à certains indicateurs au cours de la période récente, en lien avec les évolutions générales connues par les électeurs des deux partis » (2017 : 308). En poussant au maximum ce discours, l'on pourrait alors poser l'hypothèse que l'électorat du PRD est composé, comme le souligne la recherche de Pilotti concernant les élus radicaux, par un nombre important d'universitaires diplômées en droit, sciences économiques et sciences naturelles et techniques ; leur origine sociale est plutôt élevée et ils sont en large partie issus de la moyenne et grande bourgeoisie. Le parti lui-même arrive à confirmer cette hypothèse, dans le cadre d'études qu'il a menées au cours des années 1980.

À la fin de l'année 1989, le PRD avait en effet commissionné une étude sur l'image représentative des partis suisses⁵¹². Les élections nationales de 1991 étaient la première opportunité pour mettre en place les connaissances acquises. Tout d'abord, le parti a reconnu la présence de nouvelles couches d'électeurs dans la société suisse, sur lesquelles il n'avait jamais investi de ressources ou de campagnes personnalisées. Il s'agissait notamment de la génération de mai 1968, qui n'était plus si étroitement liée aux partis de gauche. Le parti identifie aussi d'autres groupes cibles (hommes et femmes) pour lesquels un vote au PRD représentait une option tout à fait envisageable. La stratégie choisie envers les électeurs est malgré tout, plus complexe.

L'électorat traditionnel et les nouvelles catégories cibles : un défi pour le PRD

Le parti, comme tous les partis politiques, se soucie de ses électeurs traditionnels, qui forment un potentiel propre, interne au parti. Pour ce faire, le parti montre une continuité dans le programme et ne bouleverse pas sa politique⁵¹³. Trois catégories d'électeurs sont aussi reconnues par le parti comme intéressantes au début des années 1990 : les actifs dans toutes les classes d'âge (salariés, employeurs, sportifs, actifs en matière de loisirs), personnes intéressées à la stabilité (employés et fonctionnaires cadres à tous les niveaux, personnes âgées, propriétaires de terrains, épargnants, entrepreneurs, paysans) et enfin les personnes ouvertes au monde (personnes voyageant à l'étranger, possesseurs de cartes de crédit internationales, lecteurs de journaux et magazines internationaux, personnes maîtrisant les langues étrangères)⁵¹⁴. Les deux premières catégories ne se différencient pas trop de l'électorat cible traditionnel du PRD, avec une majorité d'entrepreneurs ou en tout de cas, de personnes qui pourraient tirer des bénéfices des politiques économiques du PRD. La troisième catégorie semble plus influencée par la situation conjoncturelle internationale et par le discours politique existant en Suisse au début des années 1990. En effet, la position du PRD était en faveur d'une ouverture des frontières et par conséquent, il envisageait les votes des gens « ouverts au monde ». De plus, jusqu'aux années 1990, le principal concurrent du PRD était le Parti socialiste qui, traditionnellement, était un parti favorable à l'ouverture. Pour cette raison, le PRD se propose comme une alternative à son plus grand concurrent. Son groupe cible de personnes était aussi composé de gens instruits et avec une haute formation (personnes qui maîtrisent les langues étrangères, lisent les journaux, etc.). Malgré cela, de manière générale, au début des années 1990, le parti a peu entrepris pour changer son électorat cible. Il a donc fait confiance à son électorat d'appartenance.

Le résultat des élections de 1991 puis celles de 1995, donneront au parti des motifs de préoccupations, au vu de la baisse électorale continue et de la conséquente augmentation de ses adversaires politiques (surtout PS et UDC). La fin des années 1990 représente alors, pour le

⁵¹² L'enquête a été commissionnée par le PRD et effectuée en septembre 1989 par l'Institut de recherches de la Société suisse de recherches sociales pratiques (GfS). Plus précisément, la recherche a été menée sur un échantillon représentatif UNIVOX de 696 Suisses et Suissesses de 20 à 84 ans en Suisse allemande et en Suisse romande. « L'image du Parti radical-démocratique (PRD) et d'autres partis politiques », Archives cantonales vaudoises, Lausanne, PP552/551/3.

⁵¹³ Pour cette raison, le PRD ne change pas énormément dans sa politique qui voit toujours une approche économique des différentes problématiques.

⁵¹⁴ « Stratégie électorale 1991 du PRD Suisse », Archives cantonales vaudoises, Lausanne, PP552/551/3.

PRD, un moment de réflexion interne où il essaie de comprendre cette désaffection au parti. Parmi ses faiblesses, le parti distingue que sa politique et son discours, s'adressent surtout à un groupe restreint d'électeurs, notamment conservateurs, plutôt âgés et orientés sur la tradition ; deuxièmement, le PRD n'enthousiasme que difficilement les femmes et les jeunes (ces derniers participent que très peu à la vie du parti). Surtout, cette dernière catégorie (les jeunes) semble préoccuper les dirigeants du parti national, qui voient comme nécessaire le fait d'intégrer des personnalités jeunes afin d'acquérir de nouveaux sympathisants, car « si le PRD ne trouve pas sa voie vers la jeunesse, dont le style et les préoccupations sont différents, il se heurtera à long terme à de très grands problèmes de mobilisation et d'identification (profil) »⁵¹⁵. Cette prise de conscience aura des conséquences pendant les campagnes électorales.

Les conséquences de la redéfinition des groupes cibles dans les campagnes électorales

Le parti national encourage ainsi les sections cantonales à proposer des listes jeunes ou au moins des candidats issus de sections jeunes sur les listes pour le Conseil national. De plus, pour ces candidats, afin de les former, le parti national organise des cours appelés « Université d'été » : le but étant de les informer sur les thèmes politiques d'actualité, présenter la vision du PRD suisse et aussi avoir une formation de base en communication⁵¹⁶. Bien que le parti reconnaisse des problèmes dans sa stratégie de communication, son électorat cible général reste pour les élections de 1999 (mis à part quelques changements), son électorat traditionnel : le parti propose toujours en effet, en majorité des politiques associées à l'économie et aux impôts. De cette manière, seuls les entrepreneurs et les classes moyennes supérieures seront attirés par les discours de ce parti politique. L'électorat d'appartenance représente donc toujours la source majeure d'électeur pour ce parti historique.

En 2007, dans le document « Eine Schweiz in Bewegung »⁵¹⁷, le parti définit les groupes cibles de la campagne électorale. Le parti veut tout d'abord renforcer son électorat jeune, féminin et urbain⁵¹⁸ : « Nous sommes le parti populaire qui représente la classe moyenne. En outre, nous voulons devenir le parti le plus fort auprès des électrices et électeurs âgés de 18 à 45 ans (en particulier les femmes), tout spécialement dans les régions stratégiques que forment les agglomérations urbaines »⁵¹⁹. La mobilisation majeure des femmes a toujours été un problème significatif à l'intérieur du PRD, parti qui a, moins que d'autres, intégré de femmes dans ses rangs. Par rapport au Parti socialiste surtout, le PRD a presque toujours soutenu uniquement des candidatures d'hommes ; aucune stratégie n'avait été développée par la section nationale afin d'encourager cette couche de la population à voter pour lui. Par rapport au deuxième groupe cible, l'électorat jeune, le parti souhaite devenir le premier parti choisi par cette tranche d'électorat notamment parce que, dans toutes les recherches statistiques menées en Suisse dans le cadre de votations ou élections, le PRD est surreprésenté dans la couche d'électeurs plus

⁵¹⁵ « Stratégie du parti 1998-2007 », Archives PRD Tessin, Camorino.

⁵¹⁶ « Universités d'été des jeunes radicaux et du PRD suisse », Archives PRD Tessin, Camorino.

⁵¹⁷ Plateforme électorale du PRD pour les élections nationales de 2007.

⁵¹⁸ « Cherchez la Femmes ! », Archives PRD Tessin, Camorino.

⁵¹⁹ « Une Suisse en mouvement - une Suisse qui gagne », Archives PRD Tessin, Camorino.

âgés⁵²⁰. Il s'agit donc de plus attirer les jeunes, normalement associées à d'autres partis (comme le PS).

Toujours dans la définition de l'électorat cible de 2007, le parti propose un changement subtil dans la définition de « classe moyenne » : le PRD se distancie en effet de son électorat traditionnel qui a toujours été plus proche des classes supérieures (notables, entrepreneurs, etc.). Dans la même année électorale, il développe une stratégie pour réagir et ramener dans ses rangs un électorat qui, pendant les années 1980 et 1990, l'avait quitté pour rejoindre le PS et les Verts. Il s'agit d'un électorat urbain, sensible aux politiques de gauche. En 2007, le PRD veut donc réagir et faire face à ces pertes, qui avaient déjà vu le jour dans les années 1980. Il est vrai qu'il n'avait pas réagi avant et n'avait pas proposé de politique active afin de ramener dans ses rangs, cette partie d'électorat. Pour cette raison en 2007, il propose au niveau national une politique de l'environnement très développée. Ce n'est pas un hasard si pendant les deux dernières décennies, le deuxième parti ayant le plus réagi au développement du parti des Verts, est le PRD (après les socialistes).

Les réactions cantonales aux stratégies du parti national

Les réactions de la part des sections cantonales à cette nouvelle ouverture aux électeurs des centres urbains sont différentes, en raison des situations conjoncturelles des cantons. Le parti tessinois reconnaît qu'à juste titre, le parti doit plus se préoccuper des électeurs dans des contextes urbains, mais envisage plutôt d'élargir les groupes d'âge ou les nouveaux groupes d'électeurs :

« Il ceto urbano va sicuramente considerare con attenzione in quanto nuovo soggetto elettorale e potenziale serbatoio di consensi per un partito moderno, aperto e sensibile alle esigenze di chi abita e lavora nei centri. Occorre tuttavia ampliare il discorso oltre alle cittadine e ai cittadini tra i 18 e i 45 anni d'età e considerare attentamente anche le categorie dei sempre più numerosi singles e delle famiglie monoparentali, i cui interessi devono essere adeguatamente tutelati. »⁵²¹

Pour la réalité tessinoise, l'électorat urbain, issu de la région de Lugano, est normalement plus associé à son courant libéral. Tandis que l'électorat traditionnel du parti se développe dans le Sopraceneri (région du centre-nord du canton italophone) et se compose de notables et de l'aile plus radicale. Cependant, ces discussions à l'intérieur du parti n'apparaissent pas lorsque le parti se questionne sur son électorat cible : ce sont les chercheurs qui ont développé une géographie territoriale de la représentation de l'électorat du PRD tessinois (Arigoni & Urio, 1986). De plus, tout au long des années 1990 et 2000, le PRD doit faire face au développement

⁵²⁰ Voir par exemple les recherches de l'Observatoire de la vie politique régionale de l'Université de Lausanne (URL : <http://www.unil.ch/ovpr>, dernière consultation le 9 août 2017) ou les sondages Vox (URL : <http://forscenter.ch/fr/service-de-donnees-et-d-information-sur-la-recherche/service-donnees/projets-speciaux-ccs-pow-pisa-tree-vox-voxit/vox-voxit/>, dernière consultation le 9 août 2017).

⁵²¹ « L'électorat urbain doit bien évidemment être vu comme un nouveau sujet électoral et comme un réservoir potentiel de consensus pour un parti moderne, ouvert et sensible aux exigences de ceux qui habitent et travaillent dans les centres urbains. Il faut cependant élargir le discours au-delà de la tranche d'âge entre 18 et 45 ans et plutôt attentivement considérer aussi les catégories des célibataires et des familles monoparentales, toujours plus nombreux, dont les intérêts doivent aussi être protégés » (TdA). Lettre du PRD Tessin à l'attention du président Fulvio Pelli à propos des premières remarques sur le document stratégique « La Suisse en mouvement », soumis aux sections cantonales pour la première fois en 2005. Archives PRD Tessin, Camorino.

de la Lega dans cette région urbaine du canton. Le problème majeur pour la section tessinoise, pendant cette période, est la mobilisation de ses électeurs, traditionnels ou nouveaux⁵²² : les remarques faites à la stratégie du parti national vont dans ce sens. Il ne faut donc pas se concentrer seulement sur l'électorat 'jeune' (entre 18 et 45 ans) car l'électorat traditionnel (et donc d'appartenance) est normalement composé par un électorat plus âgé. De plus, de nouvelles problématiques affligent la société actuellement et il ne faut donc pas oublier les nouvelles catégories de personnes.

La longue histoire du PRD au Tessin lui permet de recueillir du consensus surtout par 'tradition' (les électeurs ont toujours voté PRD et continueront à le faire). La stratégie adoptée tout au long des années 1990 rend encore compte d'une mobilisation uniquement interne des électeurs. Il s'agit donc plutôt d'une « non-réponse » de la part du PRD par rapport aux stratégies de représentation des électeurs.

Le parti vaudois recueille la majorité de son électorat dans le district de Lausanne et dans l'Est vaudois mais moins d'électeurs sont issus du Nord (où la compétition avec l'UDC et le PDC est plus grande). Cependant, au cours des années 1990, cette affirmation pour le PRD Vaud devient moins valable au profit des socialistes et également des Verts (dans la ville de Lausanne) et de l'UDC. Comme le souligne le secrétaire vaudois pour les élections de 1999, dans une lettre au secrétaire national :

« Contrairement à ce que le PRD observe dans la partie 3, le PRD vaudois n'est pas particulièrement fort dans les agglomérations. Au contraire, nous continuons à perdre des électeurs dans les villes, alors que nous restons majoritaires dans les campagnes. Cette désaffection de l'électorat urbain vient du fait de notre absence du débat social, ou pour le moins de notre attitude en la matière qui est souvent perçue comme réactive, et non comme propositionnelle. »⁵²³

L'électorat urbain dont le parti national faisait référence, représente plutôt de la Suisse allemande, tandis qu'en Romandie, les villes sont plus sensibles aux thématiques des socialistes (et aujourd'hui aussi à celles de l'UDC). Dans le contexte rural, le PRD Vaud, par rapport au parti suisse, est plus perçu comme conservateur et moins progressiste. Ceci est dû au fait que dans le canton de Vaud, il est présent aussi le Parti libéral, organisation séparée, autonome et surtout concurrente au PRD. La section vaudoise du PRD a donc développé ses fiefs électoraux dans les campagnes. Le contexte politique et culturel où se retrouve à opérer le parti, influence alors l'électorat cible des partis. Il paraît cependant, qu'il s'agit plus d'une influence directionnelle des électeurs qui votent PRD et non pas le contraire. En effet, les partis exploitent

⁵²² Le chef du groupe PRD au Grand Conseil tessinois, Christian Vitta, dans son discours pendant le congrès électoral du 22 septembre 2007, soulignera ce fait : « In particolare, nel nostro Cantone ci troviamo a dover fare i conti con l'astensionismo che caratterizza le elezioni federali e potrebbe tener lontani dalle urne proprio i nostri elettori. (...) Dobbiamo mobilitarci affinché l'elettorato percepisca la posta in gioco e ci permetta di riconfermare i nostri tre seggi al Consiglio Nazionale oltre che il seggio al Consiglio degli Stati ». « Particulièrement, dans notre canton, nous sommes confrontés à un grand abstentionnisme qui caractérise les élections fédérales et qui pourrait potentiellement éloigner nos électeurs des urnes. (...) Il faut se mobiliser afin que l'électorat perçoive l'importance de ces élections et qu'il nous permet de confirmer à nouveau nos trois sièges au Conseil national et le siège au Conseil des États » (TdA). Discours de Christian Vitta, Archives PRD Tessin, Camorino.

⁵²³ Lettre du secrétaire vaudois adressé au secrétaire général de PRD suisse, Archives cantonales vaudoises, Lausanne, PP55/553/2.

souvent des enquêtes d'opinions ou des recherches scientifiques qui leur permettent de proposer des politiques plus sensibles aux gens qui votent pour eux. Par exemple, jusqu'aux années 1990, cette stratégie avait amené le PRD à devenir le parti spécialiste des thématiques économiques.

Le même discours sur la division régionale à l'intérieur du canton peut être mené à Zurich, où l'électorat urbain est prépondérant. Dans cette section cependant, il existe un autre clivage important : celui identitaire. En effet, la présence dominante de l'UDC semble mettre de la concurrence dans la compétition électorale, bien avant que cela soit le cas dans les autres contextes que nous étudions. À Zurich, au milieu des années 2000, le parti identifie son électorat cible. Tout d'abord, il comprend que l'électorat qui vote pour lui, ressort principalement des classes bourgeoises (*Bürgerliche Wähler*)⁵²⁴. Ces dernières représentent le 60 % de l'électorat zurichois. Ce potentiel pour le parti représente donc un bon pourcentage d'électeurs. Pour les élections de 2007, le parti adopte la même stratégie que le parti tessinois : reconquérir la confiance des « *Stammwähler* » (électeurs fidèles) et gagner de nouveaux électeurs dans l'aile bourgeoise-libérale⁵²⁵. Malgré cela, le parti concurrent, qui gagne dans cette partie de l'électorat, est l'UDC ; il est donc toujours plus difficile pour le PRD de gagner des voix dans le contexte zurichois, puisqu'il est un concurrent direct de l'UDC. De plus, de nombreux électeurs de droite du PRD ont quitté le parti pour rejoindre l'UDC, qui répondait mieux à leurs besoins.

7.5 L'électorat d'appartenance comme groupe cible du PDC

Enfin, nous allons montrer les représentations des électeurs qui mettent en place et soutiennent le PDC et ses sections cantonales. Selon les recherches qui ont été menées à ce propos, le PDC réussit à mobiliser surtout des électrices et des électeurs issus de régions rurales, dans les campagnes et catholiques (Zurbriggen, 2004 ; Altermatt, 1986, 2012). Selon ces recherches et celles plus statistiques menées par Selects, il apparaît que les clivages traditionnels 'Église-État' et 'ville-campagne' sont encore importants dans le choix du PDC (Lutz, 2008). Il s'agit cependant de comprendre comment le parti lui-même définit ses électeurs : ceci n'implique pas nécessairement les mêmes caractéristiques que les électeurs qui ont voté pour le parti. Rendre compte des groupes cibles du PDC signifie aussi établir quelles sont les activités et les changements qu'il adopte afin de mobiliser le plus grand nombre d'électeurs.

Le problème commun aux 'Volkspartei'

Le parti, en 1991, se donnait comme but de campagne : « unter dem Motto 'Mitdenken, mitarbeiten, mobilisieren' zwecks Stärkung der Mobilisierungskraft »⁵²⁶. La force de mobilisation de nouveaux électeurs du parti passait alors (selon eux) à travers deux voies : la voie interne et la voie externe. Les groupes cible internes que le parti voulait le plus mobiliser par rapport au passé, étaient le groupe des jeunes, des seniors et les familles. Pour les deux premiers groupes d'âge, le parti a d'ailleurs produit des publications qui ont vu le jour une année avant l'échéance électorale. Définir des groupes cibles externes a été plus difficile pour

⁵²⁴ « Wahlkampfkonzept », Archives PRD Zurich, Zurich.

⁵²⁵ *Ibidem*.

⁵²⁶ « Sous le slogan 'penser ensemble, travailler ensemble, mobiliser' le but est de renforcer la force mobilisatrice du parti » (TdA). « Wahlkampf 91 – Konzept », Archives PDC suisse, Berne.

le parti. En effet, dans la publication qui expliquait le concept de la campagne électorale de 1991, le parti nomme l'ensemble du peuple comme groupe cible externe⁵²⁷. Ce n'est pas un hasard puisque le parti inclut dans la version allemande de son nom, la dénomination : « parti du peuple » (*Volkspartei*). Le parti parle et défend les intérêts de tous les citoyens. Cette position est aussi valable en 1999 quand, dans la documentation distribuée pendant le séminaire électoral du 22 juin 1998 à Berne, on peut lire que :

« Für die CVP gibt es nicht ein 'Zielpublikum' oder 'Wählersegment', sondern für die CVP geht es immer Menschen, mit Können und Wollen, Wissen und Erfahrungen, Hoffnungen und Ängsten. »⁵²⁸

Le PDC ne se voit pas comme un parti de classe, c'est-à-dire un parti qui se réfère seulement à un segment d'électeurs. Ce qui, à première vue, pourrait être considéré comme un problème représente pour le PDC une caractéristique positive du parti pendant les années 1990. Cette conception du parti n'est pas nouvelle. Déjà en 1979, le parti soulignait cet élément clé dans sa politique.

« Le PDC est un parti ouvert à tous les groupes sociaux. Il n'est pas un parti de classe ni un parti confessionnel : il est supra-confessionnel. Il ne s'inspire pas d'idéologies déterminées, mais de valeurs fondamentales communes. »⁵²⁹

Avant les années 1970, le PDC était encore en effet, un parti explicitement confessionnel, ce n'est qu'à partir de 1970 qu'il essaie de se donner une apparence de *Volkspartei* (Ladner & Brändle, 2001 : 323). La stratégie développée était donc de s'ouvrir à tous les groupes sociaux, afin de recueillir le maximum d'électeurs. Ceci était essentiellement dû à la perte consistante d'électeurs que le PDC était en train de subir, surtout en raison de la sécularisation de la société suisse. Cette conception du parti de la part même de son personnel politique se développe et amène ce dernier, dans les années 1990, à définir le parti plus comme un 'catch-all party', comme il est défini par Kirchheimer (1966). Cette autodéfinition de parti de masse cesse cependant d'être exploitée par le parti avec l'arrivée des années 2000. Dans un article dans la Gazette, le magazine du parti, le secrétaire Hilmar Gernet, esquisse une stratégie pour l'avenir du parti :

⁵²⁷ Les brochures éditées pour les jeunes étaient appelées « Vom Uri-Knall zum Europa-Puzzle » et « Teste Dich ». La première avait pour but d'expliquer la place du parti dans la démocratie suisse, ses caractéristiques de parti du peuple, et où le parti veut aller dans le futur, etc. La deuxième était conçue pour tous les jeunes citoyens qui venaient d'obtenir le droit de vote afin qu'ils puissent découvrir les positions du parti. La brochure pour les seniors se penchait plus sur les solutions que le parti proposait pour les retraités, leur santé, etc. Son titre était déjà parlant : « Gemeinsam statt einsam. CH-Faltprospekt für den dritten Lebensabschnitt ». *CVP Schweiz Inside*, juillet 1991, Archives PDC suisse, Berne.

⁵²⁸ « Pour le PDC, il n'existe pas de public cible ou de segment électoral. Cependant, pour le PDC, il existe des citoyens avec des compétences et des désirs, des connaissances et des expériences, des espoirs et des peurs » (TdA). « Die Jahrhundertwahl 1999 », Archives PDC suisse, Berne.

⁵²⁹ « Le PDC sous la loupe. Un aperçu sur l'histoire, les structures, l'idéologie, l'activité parlementaire et la force politique du parti du centre dynamique », p. 5, VieDoc, Lausanne.

«Die Partei entwickelt sich von der Volkspartei hin zur Fraktionspartei. Die Fraktion bestimmt die Themen. Sie stellt das mediale Politik-Personal. Die Rückkopplung der nationalen Politik-Themen auf die kantonale Parteipolitik bleibt jedoch gering.»⁵³⁰

Le problème selon le secrétaire général est donc dû au fait que les sections cantonales du parti sont trop indépendantes et autonomes notamment dans les agendas politiques et donc aussi dans la définition des groupes cibles, signe que la définition de parti du peuple arrive à sa fin. Cela est également confirmé au début de l'année 2004, dans une analyse de la situation électorale du PDC, successive à sa perte électorale de 2003 et surtout à l'exclusion de son deuxième Conseiller fédéral en décembre 2003, où le parti déclare que :

«Problem für die CVP ist und bleibt, dass sie keine Interessen einer soziodemographischen Gruppe exklusiv ansprechen kann.»⁵³¹

La caractéristique du PDC qui était connotée positivement dans les années 1990, devient ainsi potentiellement un problème, voire même vue comme négative, lorsque le parti s'aperçoit de la situation difficile dans laquelle il doit développer ses politiques. Les caractéristiques des autres partis, comme par exemple les socialistes avec les ouvriers ou l'UDC avec les agriculteurs, obligeaient le PDC à aussi établir un groupe cible spécifique. Malheureusement pour ce parti, l'électorat est devenu plus hétérogène et il devenait plus difficile de développer des politiques *ad hoc* qui peuvent protéger et se référer à tous. Cette constatation a été faite dans une période difficile pour le PDC. 2003 avait en effet signifié une année électorale terrible pour le PDC, qui se retrouvait avec 28 mandats au Conseil national, soit 7 de moins qu'en 1999 mais surtout 14 de moins qu'en 1987. Le résultat de ce changement de vision face à un groupe cible amène le PDC à plus se profiler sur certaines thématiques sensibles pour certains groupes. Au début des années 2000, le PDC répond donc à la situation critique qui le voyait toujours en perte de consensus au profit des deux partis les plus profilés dans le système partisan suisse. La réponse advient dans la définition et dans la représentation de son électorat cible.

Des nouveaux groupes cibles pour les élections de 2007

Ce n'est pas un hasard si, lors la campagne électorale de 2007, le président du parti, Christophe Darbellay, présente pendant le séminaire de campagne électorale à Interlaken en présence des partis cantonaux et des candidats, le PDC comme le parti des familles. La stratégie adoptée est donc une réaction à la constatation que les partis avec le plus de succès sont ceux qui se profilent vers des groupes cibles d'électeurs. Tout un travail d'enquête par rapport aux groupes cibles avait été mis en place pour cette élection. Différentes possibilités ont été proposées mais au final, la direction du parti a choisi la stratégie des groupes « mittelständische Familien- und

⁵³⁰ « Le parti est en train de se développer, d'un 'parti du peuple' à parti de la fraction. La fraction choisit les thématiques. Elle présente une politique personnalisée. La reprise des thématiques nationales au niveau cantonal de la politique reste faible » (TdA). « Schiedsrichtern ist kein Programm. Skizze einer Strategie - keine Bilanz », Article de Hilmar Gernet, secrétaire général du PDC suisse, Archives PDC suisse, Berne.

⁵³¹ « Le problème pour le PDC est et reste le fait qu'il ne peut parler que des intérêts d'un seul groupe sociodémographique » (TdA). « Analyse zur Ausgangslage der CVP Schweiz im Januar 2004 », Archives PDC suisse, Berne.

Wirtschaftsstrategie plus »⁵³². Afin de mobiliser ces deux couches de la population, le parti propose alors tout un ensemble de thématiques et de programmes politiques en lien avec d'un côté, une politique spécialement axée sur les familles, avec une réduction des taxes, un engagement dans les assurances sociales en faveur des familles, une aide pour la conciliation de travail et famille, etc. ; et de l'autre côté, une politique économique pragmatique, une économie libérale réglée par les lois du marché, etc. Ce n'est pas exactement une nouveauté car pour le parti, ces deux thématiques étaient déjà des enjeux présents dans leurs précédents discours (Ludwig, 2009). Ce que le parti a essayé de modifier, c'est que toutes les propositions et les politiques mettent dorénavant au centre ces deux groupes cibles (familles et petites et moyennes entreprises). Le parti, afin de réagir à l'une de ses caractéristiques qu'il a définies comme problématiques (être trop hétérogène et sans groupes cibles), établit clairement ses groupes cibles et développe des politiques qui puissent les soutenir.

L'un des problèmes les plus importants posés par ces deux groupes cibles, est le fait que les deux ont déjà des partis politiques qui leur offrent des 'choix politiques' : c'est-à-dire le parti socialiste en ce qui concerne le côté plus social et le parti libéral-radical pour l'économie du libre marché. Ce que le PDC souhaite donc faire en 2007, est de bien se distinguer de ces deux partis antagonistes pour ainsi trouver sa place au milieu et attirer des électeurs qui ont des visions libérales de l'économie, mais plus sociales dans les problématiques sociales. Un changement de stratégie a donc été mis en place par le parti à la fin des années 1990 - début 2000. Le parti choisit alors de plus se profiler par rapport à des groupes cibles en voyant les bons résultats électoraux obtenus par les deux partis qui adoptent déjà une telle stratégie : les socialistes et l'UDC. Dans le cas spécifique de 2007, le PDC national adopte une stratégie de personnalisation de la campagne électorale, non pas dans le sens commun du terme en science politique, soit la focalisation par les médias, les électeurs et la campagne elle-même sur les candidats plutôt que sur les idéologies, les politiques, etc. (Swanson & Mancini, 1996 : 10), mais plutôt dans le sens qui vient du marketing, où la personnalisation signifie adapter un certain produit à un public. Dans cette optique, en 2007, la campagne électorale du PDC se rapproche plus de celles proposées dans les approches sur l'américanisation des campagnes électorales.

Pour le parti, mobiliser de nouveaux électeurs signifie aussi mobiliser des électeurs qui ne votent normalement pas : il s'agit des non-électeurs, en allemand *Nichtwähler*. Mobiliser ces derniers est très difficile parce qu'ils n'ont pas l'habitude de voter, mais représentent quand même un bassin électoral important. Il faut savoir qu'en Suisse, en moyenne, le 40 % des citoyens avec droit de vote ne s'engage pas aux élections fédérales. Pour le PDC, il n'est pas facile d'attirer cet électorat très hétérogène. En effet, il s'agit d'un électorat qui vote souvent par rapport aux programmes des partis politiques et, comme nous l'avons déjà montré, le programme développé par le PDC est également très hétérogène.

⁵³² « Familles de classe moyenne et stratégie économique plus », « Dachstrategie & Ziel der erneuerten CVP », Archives PDC suisse, Berne.

Les difficultés cantonales dans l'homogénéisation des groupes cibles

La difficulté de créer une stratégie homogène pour des segments spécifiques de la population reste un problème, qui est imputé par le parti national au fait que, dans la plupart des cas, les partis cantonaux sont trop autonomes et ne suivent pas les stratégies mises en place par le niveau supérieur. Les partis cantonaux ont en effet le privilège de travailler et de bien connaître leurs électeurs, qui sont différents selon les cantons puisqu'il existe des diversités conjoncturelles et diverses places assumées par le parti. En effet, rien que les trois sections cantonales que nous prenons en considération ont des inégalités par rapport aux groupes qu'elles mobilisent le plus.

Par exemple, le PDC Tessin, traditionnellement l'un des partis historiques du canton, a toujours eu un grand soutien électoral au sein de toutes les couches de la population. Son électorat est donc très hétérogène. Voter pour le parti signifiait en grande partie jusqu'aux années 1970, voter par tradition familiale (Rossini, 2015). Dans une analyse écologique du vote tessinois dans les années 1980, Gambillara montrait comment les partis tessinois se définissaient que partiellement dans les clivages traditionnels, c'est-à-dire économiques et religieux (1985 : 90)⁵³³. La sécularisation de la société et le dépeuplement des vallées ont participé à la perte de certains de ses fiefs électoraux. La situation était donc critique et l'électorat de base du PDC tessinois était en train de disparaître. Un clairvoyant rapport, développé au milieu des années 1980, montrait quelle relation aurait dû, dans le futur, adopter le parti envers les électeurs.

« Non sembra tuttavia che il partito debba essere costretto a privilegiare l'elettorato di appartenenza o quello di opinione: esso deve infatti compiere lo sforzo di rafforzare le motivazioni e le gratificazioni degli aderenti, senza per questo rinunciare a rivolgersi anche all'elettorato più mobile delle aree urbane, delle categorie meno identificabili secondo gli schemi tradizionali dell'appartenenza sociale, dell'area di opinione poco legata alla sensibilità del mondo della subcultura alla quale il partito attinge da sempre le motivazioni ideali e nel quale trova la maggiore disponibilità per un impegno politico e civile al servizio del paese. »⁵³⁴

Le parti devrait donc s'ouvrir et s'occuper de deux types d'électorats, identifiés ici comme celui d'appartenance et celui d'opinion⁵³⁵.

Les contextes dans lesquels le PDC Zurich et le PDC Vaud opèrent sont sensiblement différents : principalement parce que les deux cantons sont protestants. Au contraire, le canton du Tessin est un canton catholique. Les recherches menées à propos de ce parti nous montrent que le PDC a plus de chances de se développer dans des contextes catholiques (Schwengler, 2005). Le PDC Zurich se développe dans un canton où en 2007, selon les recherches Selects,

⁵³³ Les autres clivages avaient encore moins d'influence sur le choix du parti politique.

⁵³⁴ « Il ne semble cependant pas que le parti doive absolument privilégier l'électorat d'appartenance ou d'opinion: il (le parti) doit en effet accomplir l'effort de renforcer les motivations des adhérents, sans pour autant renoncer à se référer aussi à l'électorat plus mobile des aires urbaines et des catégories moins identifiables avec les schémas traditionnels de l'appartenance sociale, de l'aire d'opinion moins liée à la sensibilité et à la subculture traditionnelle du parti ». « Rapporto '87 sullo stato e le prospettive del P.P.D. all'attenzione della Direttiva del partito », p. 6, Archives PDC Tessin, Bellinzona.

⁵³⁵ Au Tessin, ce n'est pas rare de voir les partis adopter une terminologie de la science politique italienne afin d'identifier les différents rapports entre partis et électeurs.

les électorats des partis différaient sensiblement selon les caractéristiques sociales des électeurs. Plus précisément, le PDC trouve son électorat typique dans les retraités, mais encore plus que dans le reste de la Suisse, dans les catholiques : les trois quarts de l'électorat du PDC sont en effet des catholiques⁵³⁶. Le canton de Zurich appartient aux cantons qui ont connu la réforme des religions et encore aujourd'hui, les protestants représentent 40 % de la population et les catholiques ne sont que 31 %. La situation de son positionnement n'était donc sûrement pas facile, au point qu'en 1989, le secrétaire général du parti national Iwan Rickenbacher souligne :

« Im Kanton Zürich scheint mir, von aussen gesehen, die Situation recht schwierig zu sein. Die Tradition der katholischen Bewegung, stark mit der Kirche verbunden, Teil der katholischen Identität, ist bei einem Teil der treuen Anhängerschaft noch stark spürbar. Andererseits ist der Prozess der Säkularisierung auf christlich-humanistischer Grundlage aber ohne jede kirchliche Bindung kaum anderswo als im Kanton Zürich fortgeschritten. »⁵³⁷

Dans les cantons protestants, où le PDC était intrinsèquement lié à la religion, les effets de la sécularisation sur l'électorat de base se sont fait entendre de manière plus importante par rapport à d'autres endroits. Ceci dit, le PDC Zurich s'est toujours défini comme un parti 'bourgeois'. Cependant, à l'interne, différents courants plus sociaux ont essayé, dans les luttes électorales, de le positionner plus au centre-gauche. C'est par exemple le cas en 1991, quand le « Christlichsoziale Parteigruppe der CVP des Kantons Zürich » écrit une lettre à la présidence du parti cantonal après les élections cantonales (et avant donc les élections nationales) pour influencer le profil du parti et la définition du groupe d'électeurs cibles avant cette importante échéance. Cette couche du parti voit d'un mauvais œil la définition que le président du parti donne du parti lui-même dans un article de la *Neue Zürcher Nachrichten* du 16 avril 1991 : c'est-à-dire que le PDC, dans le canton du Zurich, est un parti bourgeois. Selon cette aile du parti « eine Politik zwischen den zwei Blöcken nicht mehr möglich sei ». La fraction PDC du canton doit « sich klar zur bürgerlichen Mehrheit im Parlament zu bekennen »⁵³⁸.

La situation dans le canton de Vaud est similaire à celle zurichoise, bien que le PDC, dans ce canton, recueille encore moins de voix. La section se base beaucoup sur son électorat d'appartenance et traditionnel. La concurrence avec les autres partis est importante et le PDC n'a pas réussi au cours du temps, à élargir son électorat cible, qui était essentiellement composé de conservateurs et catholiques.

Les situations dans lesquelles les sections cantonales du PDC se retrouvent à opérer sont fort différentes. Par conséquent, le groupe d'électeurs cibles change aussi sensiblement en raison

⁵³⁶ Peter Moser (2010), « Wer wählt wen im Kanton Zürich? Soziale Herkunft und politische Haltungen der Parteiwählerschaften », *Statistik.info* 09/10, p. 23.

⁵³⁷ « Dans le canton de Zurich, il me semble que la situation vue de l'extérieure est assez compliquée. La tradition du mouvement catholique, très lié à l'église, faisant partie de l'identité catholique, est sensible surtout aux fidèles adhérents proches de cette identité. Cependant, le processus de sécularisation à la base des chrétiens a avancé dans le canton de Zurich aussi, où ses liens étroits avec l'église ne sont pas présents » (TdA). Iwan Rickenbacher, « Erfolgreiches Politisieren unter dem grossen C », Archives PDC Zurich, Zurich.

⁵³⁸ « une politique entre les deux blocs ne doit pas être faisable aujourd'hui » et « se définir clairement par rapport à la majorité bourgeoise au parlement » (TdA). Lettre du Christlichsoziale Parteigruppe der CVP des Kantons Zürich, 14 mai 1991, Archives PDC Zurich, Zurich.

des divers bassins électoraux. De plus, dans les cantons où le parti recueille moins d'électeurs, il semble que celui-ci insiste davantage sur les électeurs traditionnels, notamment les catholiques, même si selon leurs programmes, ils sont un parti aconfessionnel.

7.6 Les analogies et différences

Dans le cadre de ce chapitre, nous avons montré comment les partis politiques suisses ont défini leurs électeurs et comment ceux-ci évoluent lors des décennies en réaction à des situations en changement. Nous avons donc analysé l'évolution des représentations des électeurs de la part des partis politiques. Les représentations sociales sont, selon les théories sociologiques qui se sont développées pendant le XX^e siècle, l'élaboration qu'un groupe, une communauté, mais aussi un simple individu, fait ou font à propos d'un objet social. Ces représentations influencent les comportements et la manière de communiquer avec les électeurs. Nous avons donc remarqué comment les représentations sociales pour des partis politiques à propos de leur électorat (ou électorats au pluriel s'ils ne se basent pas uniquement sur un groupe homogène d'électeurs) influencent leurs discours, leurs actions entreprises pendant les campagnes électorales et aussi leurs programmes politiques. Les représentations des électeurs pour un parti politique peuvent être influencées par la composition sociale de cet électorat. Malgré cela, afin de répondre à des situations en mutation pour le parti et afin de gagner un nouvel électorat, le parti développe parfois de nouvelles représentations, qui vont ensuite influencer ses politiques et l'ensemble de ses discours⁵³⁹.

Les apports de la recherche aux carences de la littérature suisse

Notre analyse a partiellement comblé un manque dans la recherche scientifique en Suisse, qui ne s'est que rarement penchée sur les électeurs des partis politiques. Ces recherches, issues aussi d'approches qualitatives (Mazzoleni et al., 2007 ; Gottraux & Péchu, 2012), mais majoritairement de méthodes quantitatives (Bühlmann & Gerber, 2015 ; Manatschal & Rapp, 2015), ont souvent développé les changements dans les caractéristiques sociodémographiques des électeurs des partis suisses. À travers ces recherches, nous avons pu voir quels étaient les électorats les plus sensibles pour certains partis politiques (et surtout aux politiques développés par ces derniers). Ces électorats typiques ont également été partiellement confirmés par notre recherche et par les discours internes aux partis politiques, étant donné que ces derniers profitent de plus en plus de ces travaux scientifiques afin de développer leur stratégie pour des élections nationales⁵⁴⁰. Néanmoins, nous avons montré que les électorats ne montrent qu'une partie des représentations des partis politiques. Ceux-ci essaient en effet, de développer des stratégies qui puissent élargir cet électorat. De plus, les électorats ne sont pas homogènes. Au contraire, ils sont composés par différents groupes et les partis politiques doivent l'accepter et y faire face.

⁵³⁹ Le processus peut aussi être bidirectionnel : en effet, à la suite d'un changement de programme politique ou d'identité, l'électorat cible du parti ainsi que la représentation que le parti a de lui, peuvent évoluer.

⁵⁴⁰ Les recherches scientifiques sont à la fois soutenues par la Confédération (comme par exemple les enquêtes Selects) ou alors commissionnées par les partis eux-mêmes, lesquels engagent des professionnels scientifiques afin de remettre une enquête scientifique sur leur propre électorat (et celui des autres partis). Ce deuxième cas de figure apparaît dans les sections cantonales avec le plus de moyens financiers ou dans les partis nationaux.

En Suisse, les électors ne représentent que rarement de simples groupes homogènes. Il s'agit plutôt de partis politiques qui sont composés par des groupes d'électeurs très hétérogènes. Selon les théories classiques sur l'évolution des partis politiques, on parle alors, pour le contexte helvétique, d'une évolution envers des partis 'attrape-tout' (ou aussi *Volkspartei* ou *Allerweltpartei*⁵⁴¹). De manière générale, tous les partis politiques suisses ont essayé, durant les années 1970, d'évoluer vers des *Volksparteien* (Ladner & Brändle, 2001 : 323). Ces changements, nous l'avons déjà remarqué dans les autres chapitres de ce travail, se sont développés à plusieurs niveaux et selon plusieurs raisons.

L'ouverture des électors cibles afin d'élargir l'électorat d'appartenance

Tout abord, le changement envers les électeurs est développé afin de faire face à une perte consistante de son groupe d'électeurs 'd'appartenance'. Il s'agit par exemple du PDC, pendant les années 1970 ou la période des années 1990. L'UDC aussi a connu un changement semblable dans la représentation de son électors au début des années 1970. Le changement de stratégie s'accompagne souvent d'une réorientation du programme, lequel envisage d'attirer dans les rangs du parti de nouveaux électeurs. Pour le PDC, la situation était perçue comme critique en raison de la sécularisation et de la désaffection des électeurs envers la religion catholique. La situation était similaire pour l'UDC qui, pendant la deuxième partie du XX^e siècle, a perdu son électors traditionnel qui était composé essentiellement d'agriculteurs, à cause de la progression, au détriment du secteur primaire, des deux autres secteurs. Ainsi, ces deux partis développent des stratégies (du point de vue du programme, des structures, des identités et de la communication) afin de réorienter leur propre électors et ainsi gagner de nouveaux électeurs. Le but des deux partis était de devenir des partis plus 'hétérogènes' et d'éviter toute autre baisse de leur électors traditionnel. L'UDC, au début des années 1970, avait notamment changé ses structures, comme nous l'avons vu dans la première partie de ce travail. À ce changement, s'accompagne aussi une tentative d'élargissement de son électors d'appartenance.

Toujours en ce qui concerne l'UDC, ce parti pendant les années 1990, avec l'arrivée à son sommet d'une nouvelle faction dominante, a changé encore une fois son électors cible. Si, jusqu'aux années 1970, l'électors était composé d'agriculteurs ; la nouvelle faction dominante développe des politiques qui souhaitent aussi inclure les petits et moyens entrepreneurs, ainsi que les « perdants de la mondialisation ». De plus, la stratégie développée par la nouvelle UDC est beaucoup plus « à l'attaque » par rapport aux autres partis politiques. L'UDC se propose alors comme une alternative à propos de nombreuses thématiques afin de convaincre un maximum d'électeurs à décaler leur soutien électors. Cette stratégie se révèle adéquate et la nouvelle UDC, grâce à sa radicalisation, à son renouvellement de la faction dominante et aussi aux changements dans les représentations de leurs électeurs, réussit à gagner un maximum de nouveaux électeurs. Ce gain est aussi en partie dû à la personnalisation qui a été développée de la part du parti pour son leader Blocher. L'attrait que ce personnage a donné à son parti a été

⁵⁴¹ Le *Volkspartei* a une connotation différente du catch-all party décrit par Otto Kirchheimer, même s'il propose lui-même une similitude au « *allerweltpartei* » (1966). La différence est définie selon Schmidt dans « *die Orientierung einer Volkspartei an der durch Tradition und Programm begründeten Identität grösser als im Fall einer reinen catch-all-party* » (« l'orientation d'un parti populaire réside dans l'identité qui se base plus sur la tradition et les programmes par rapport à celle d'un parti 'attrape-tout' », TdA) (1995 : 1035).

unique dans toute l'histoire de la politique suisse. Aucun autre parti ni aucune élite politique au sein des autres partis n'a su attirer autant d'électeurs.

Le parti qui n'a pas vraiment développé de mutation du point de vue des représentations des électeurs est le PRD. De plus, il a toujours été très lié à son électorat d'appartenance, probablement en raison du fait que son pouvoir dans les institutions, notamment au niveau cantonal, était encore stable. Ce parti n'a en effet pas perdu beaucoup de places au pouvoir au sein des cantons. Les réactions et les tentatives de récupérer une partie de ses électeurs sont une tendance récente. En effet, ce n'est qu'après plusieurs échéances électorales au niveau national avec de moins bons résultats, que le parti s'aperçoit lui-même que la situation en transformation est négative pour lui. Cette dernière est notamment due à la stratégie 'd'attaque' envers ses électeurs montrée par l'UDC, qui a encouragé de nombreux électeurs du PRD, les plus proches de l'aile économique, à quitter leur ancien parti dont ils faisaient partie par appartenance et rejoindre un parti qui répondait mieux à leurs opinions.

Enfin, les réponses développées par le Parti socialiste peuvent être ambivalentes. En effet, il met en place des réactions du point de vue des représentations de ses électeurs avant le PRD. Malgré cela, il conçoit encore les ouvriers comme l'un des groupes de son électorat parmi les plus importants. Une autre stratégie que le PS développe est celle de combattre et de s'opposer à l'UDC. Il veut que son électorat choisisse le parti socialiste, car il ne soutient pas les politiques de la droite. Cette stratégie, favorisée aussi par la polarisation qui a augmenté pendant les années 1990 et 2000 en Suisse, fait que le PS est plus facilement critiquable, car il ne base pas sa politique récente sur des thématiques (ou que faiblement).

Les autonomies cantonales dans la définition des groupes cibles

Dans le contexte helvétique, de nombreux autres indicateurs, explicités dans le cadre de cette recherche, ont montré l'importance des niveaux cantonaux et leur large autonomie dans la définition de leurs propres électorats cibles. Cette affirmation apparaît importante et valable aussi pour l'indicateur des représentations des électorats de la part des partis politiques. En effet, les contextes cantonaux sont fort différents. Dans chaque contexte, les rapports aux clivages traditionnels (et nouveaux) sont hétérogènes. Ceci implique que les mêmes partis politiques (issus donc d'un même parti national) possèdent des diversités importantes dans leurs évolutions. Ceci est essentiellement dû aux situations sociales, culturelles et économiques du canton. De plus, la situation conjoncturelle du canton revêt également une importance notable.

Les réponses développées par les partis nationaux n'influencent ainsi qu'une partie des sections cantonales. Ces dernières en effet, en raison de leur large autonomie, perçoivent de manière beaucoup plus précise quel type d'électorat vote pour elles (ainsi que leur électorat cible). Une homogénéisation complète ne pourra donc jamais exister dans le contexte helvétique.

Il existe deux sections qui vont être le plus influencées par les changements dans les représentations des électeurs du parti national : premièrement, les sections les plus faibles, qui ont donc moins de moyens financiers pour payer des campagnes basées sur l'électorat typique

du parti cantonal ; deuxièmement, les sections qui ont le plus de pouvoir au sein du parti national.

7.7 Conclusion

Nous pouvons donc sans doute affirmer qu'en Suisse, les partis politiques ne sont pas en train de disparaître, comme cela avait été développé par plusieurs chercheurs qui se questionnaient sur l'évolution actuelle des partis politiques et constataient une progressive désaffection des électeurs. La Suisse confirme donc la théorie développée par Dalton, Farrell et McAllister (2011) ou celle des changements généraux entre électeurs et politique (Mastropaolo, 2012, 2013). Les électeurs en effet changent leur rapport avec les partis, mais ne le dissolvent pas. Notamment de la part des partis politiques, ce rapport est encore très important en raison du pouvoir des électeurs qui, avec leur vote, peuvent décider de la participation au pouvoir d'un parti politique. Malgré cela, nous confirmons que ce rapport se base aujourd'hui moins par rapport au passé sur une logique d'échange (clientélisme) ou d'appartenance (aussi familiale) et augmente alors le soi-disant électorat d'opinion. L'électorat d'opinion est moins lié à un parti politique et encourage les partis eux-mêmes à développer des programmes complets et à se positionner par rapport à de nombreuses thématiques, notamment sur des thématiques d'actualité.

Ce changement engendre, dans les partis politiques suisses, des réponses différenciées, avec une hétérogène prise en compte de ces trois groupes d'électeurs. Encore aujourd'hui, les idéaux types, développés par Weber, influencent les actions développées par les partis politiques. Combiner ces trois catégories d'électeurs n'est pas aisé pour les partis politiques, qui répartissent ainsi les différentes stratégies en diverses périodes de la campagne électorale. Cette stratégie montre comment, dans le contexte helvétique, les trois types d'électorats coexistent et, bien que les rapports entre eux se modifient et changent, ils sont toujours présents.

Nous confirmons également que la réponse stratégique développée par Mair, Müller et Plasser selon laquelle les partis changent de stratégie envers les électeurs est aussi présente en Suisse. Malgré cela, dans la plupart des cas en Suisse, cette réponse voit des nouveaux électors cibles s'associer aux traditionnels. Les partis, en effet, préfèrent ne pas se distancier trop de leurs électeurs traditionnels, lesquels leur garantissent toujours une base de votes. La diminution sensible de ces votes a alors été l'un des facteurs qui a obligé les partis suisses à réagir. Par rapport à d'autres contextes internationaux, les réactions sont plus récentes, en raison du fait qu'en Suisse, la concurrence électorale n'a été une thématique d'actualité que dans les années 1990 seulement. Cette concurrence a en effet favorisé les partis qui se sont présentés comme une réelle alternative aux partis traditionnels, notamment l'UDC.

En effet, face à des situations de stagnation électorale, comme c'était le cas dans les années 1970, les partis ont deux possibilités pour recueillir de nouveaux électeurs : développer des actions à l'interne ou à l'externe. L'UDC a, plus que les autres partis en Suisse, développé des mutations dans ses stratégies 'extérieures'. Il a d'ailleurs eu plus de succès que les autres, qui se sont concentrés tout d'abord sur des stratégies et des actions aptes à favoriser les électeurs 'traditionnels'. Ces stratégies 'extérieures' ont alors produit plus de concurrence et

d'opportunités pour les électeurs, qui doivent alors choisir entre plusieurs partis qui se positionnent en même temps par rapport aux mêmes thèmes.

L'UDC a aussi développé un autre critère très important dans ces stratégies : il a introduit la dimension temporelle. Si, en effet, les partis traditionnels se concentrent davantage sur le fait de recueillir des voix qui leur permettent de maintenir leur succès pendant longtemps, i.e. des stratégies de 'fidélisation' des électeurs. L'UDC a préféré se concentrer chaque fois sur des nouveaux électeurs cibles. En effet, pour lui, le succès immédiat était plus important que se garantir un bassin électoral permanent.

8. Construction des communautés imaginaires

Le dernier indicateur dont nous voulons montrer les changements produits par les partis politiques suisses pendant les campagnes électorales est celui de la construction des communautés imaginaires et plus particulièrement des communautés imaginaires territoriales. Une « communauté imaginée » (Anderson, 1996) représente une communauté d'appartenance dans laquelle des individus peuvent se reconnaître et où le territoire représente une dimension importante qui construit les limites de cette communauté. Jusqu'à maintenant, nous avons montré les changements produits par les partis politiques dans leurs identités, les programmes et les représentations des électeurs. Ces éléments nous permettent déjà de construire des communautés d'appartenance assez distinctes pour les partis politiques suisses. Malgré cela, l'adjectif territorial permet plus spécifiquement de montrer et d'ajouter à ces identités toutes les références aux territoires mobilisés par les partis politiques, les symboles qui différencient le 'nous' des 'autres', les renvois à toute une production d'identités qui fait référence à une composante géographique, une spatialité qui essaie de les renforcer et les rendre plus 'réelles'.

Bien que les élections nationales possèdent une dimension territoriale nationale (l'institution pour laquelle on élit des membres), elles ont lieu dans chaque canton simultanément. L'échelle où se tient la consultation électorale est donc subnationale ; les candidats à élire sont des citoyens du canton où l'on est domicilié. L'une des questions qui peuvent surgir donc, dans une campagne électorale, est quelle est la place de ces deux niveaux, cantonal et national ? Comment se chevauchent-ils ? Il s'agit alors dans ce sous-chapitre, d'étudier comment ces réalités territoriales sont conçues, saisies et mises en discours, de façon parfois concurrente par les différents partis et les divers acteurs impliqués dans le processus. La référence au territoire peut assumer dans le discours des partis politiques deux dimensions : la première, plus spatiale, est en lien avec les découpages administratifs et institutionnels et une seconde, qui se concentre plus sur « les rapports de l'activité humaine avec l'espace » (Autès, 1995). Dans ce chapitre, nous nous pencherons sur la première dimension, étant donné que la deuxième ressort plutôt des programmes électoraux des partis par rapport à leurs politiques territoriales ou écologiques⁵⁴². Nous exploiterons cette deuxième dimension uniquement pour montrer comment la production discursive des partis influence la construction territoriale des identités.

Dans la recherche internationale, on a récemment montré le strict lien entre apparition de mouvements populistes de droite et soutien d'une appartenance nationale protectionniste. De ce fait, des dimensions symboliques qui promeuvent une communauté imaginée nationale ont été introduites dans le discours politique. Néanmoins, cela a peu été développé dans les recherches scientifiques en Suisse et il faudrait aussi analyser comment les autres partis de l'échiquier politique ont réagi à ce changement.

⁵⁴² Cette connotation de territoire a déjà été analysée au sein du chapitre 6 de ce travail.

Pour cette raison, dans ce chapitre, nous allons premièrement montrer l'état des recherches scientifiques qui ont été faites à ce propos et la manière dont on peut définir une communauté imaginaire territoriale. Après les parties basées sur les quatre partis politiques majeurs en Suisse, nous allons montrer, dans un but comparatif, les analogies et les différences que ceux-ci développent au cours du temps, lorsque la compétition électorale se fait toujours plus importante. Enfin, nous concluons cette partie dédiée à ce premier indicateur avec une montée en généralité afin d'établir des liens avec la littérature internationale existante.

8.1 La construction symbolique des territoires dans la littérature suisse et internationale

La première constatation qu'il faut prendre en considération lors de l'analyse de cet indicateur est que le territoire national, avec d'autres dimensions, aide à la formation de l'identité nationale, à travers la construction d'une « communauté imaginée » (Anderson, 1996). Les études récentes sur les identités nationales sont concordantes dans l'affirmation qu'aujourd'hui, nous nous trouvons dans une phase historique où un déclin de l'intégration nationale est en train de se produire et où les liens individuels et collectifs se redéfinissent (Rokkan, 1999). Apparemment, les identités territoriales perdent leurs contours traditionnels et deviennent plus incertaines. Ceci est dû au monde toujours plus globalisé et connecté où nous vivons et qui rapproche sensiblement les lieux les plus éloignés. Le lien territorial perdrait donc de l'importance en faveur de nouvelles formes d'appartenance (professionnelles, générationnelles, etc.) (Mazzoleni, 2015 : 136). Au contraire, d'autres recherches, notamment sur les partis politiques, montrent comment les territoires représentent encore aujourd'hui, un ancrage important dans la construction d'identités. Ces recherches voient dans les espaces territoriaux (locaux, régionaux ou nationaux) un symbole de communauté, vue selon Bauman (2001) comme un lieu de refuge pour combattre la globalisation croissante. Les partis peuvent donc adopter des représentations différentes des espaces territoriaux. La représentation est l'élaboration d'un objet social produite par un groupe (dans ce cas, le parti politique) qui va en influencer les comportements et la manière de communiquer avec cet objet.

Pour cette raison, nous retenons qu'il faut aussi montrer comment ces représentations des territoires changent et quelles sont les mutations produites par les partis. Un changement dans ces représentations influence la propre définition d'une communauté basée sur un critère territorial.

Les spécificités du territoire suisse

La Suisse est un contexte d'analyse très intéressant car, comme il l'a déjà été montré dans la problématique, différents échelons territoriaux sont présents et sont, surtout en raison du fédéralisme, très autonomes. Il s'agit alors ici de montrer si les recherches qui ont été développées dans ce contexte se sont aussi questionnées sur cette dimension territoriale (et les représentations qui y sont associées) dans les études sur les partis politiques. Comment sont vus les échelons par les partis ? Quel rapport entretiennent les partis avec le territoire (symbolique) ? Existe-t-il des différences qui se produisent au cours du temps ? De plus, est-ce que la représentation de la Suisse est identique partout ? Ou alors, existe-t-il des diversités selon le canton analysé ?

Tout d'abord, il faut souligner comment les partis politiques suisses ont toujours eu un rapport différencié au territoire. En effet, les deux partis historiques (PRD et PDC) se sont développés dans des régions distinctes du pays. Les catholiques ont trouvé plus de soutien au centre du pays (notamment dans les cantons du Sonderbund) et les radicaux dans les agglomérations alors que les campagnes étaient plus proches des agriculteurs. Les changements dans la société amènent ces anciens soutiens 'inconditionnés' à changer et surtout à se développer. Cependant, au fil du temps, une tendance à une sorte de nationalisation du vote en Suisse se fait remarquer. Avec des enquêtes quantitatives Caramani notamment, montre comment en Suisse, l'on assiste pendant la deuxième moitié du XX^e siècle à une nationalisation du vote (Caramani, 1994, 2004 ; Bochsler et al., 2016 ; Erber et al., 2016)⁵⁴³. Cette nationalisation se réfère à la progression de l'UDC, parti qui a sensiblement augmenté son soutien dans des régions qui, jusqu'au début des années 1990, n'étaient que peu concernées par les politiques du parti. Cette nationalisation du vote peut aussi être due au développement de l'*extensiveness* soutenue par le parti dans la Suisse romande à partir de sa radicalisation. Les recherches de Caramani emploient le terme « nationalisation » uniquement pour définir l'étendue du vote d'un parti politique. Rien ne nous est dit par rapport à la représentation que les partis font de ce territoire national (ou régional). Malgré cela, une plus grande nationalisation du vote pourrait potentiellement produire une représentation plus partagée du territoire national.

Les études sur les partis nationalistes ou régionalistes

À propos des territoires et plus en lien avec une approche sociologique, un nombre majeur d'études a été consacré aux études issues du filon « régionaliste » ou « nationaliste ». Ces recherches veulent montrer comment, dans des contextes nationaux ou régionaux, des partis politiques soutenant une certaine identité régionale ou nationale se sont développés. Selon les théories de Bauman (2001), l'appui sur une identité locale (voire régionale ou nationale) représente dans un monde globalisé, un refuge qui donne une sécurité. La dimension nationaliste a été l'une des clés du succès de la nouvelle UDC en Suisse. Cette dernière a en effet proposé et développé un discours qui encourageait une politique antieuropéenne et une opposition à toute intégration dans les institutions supranationales : il existe donc, une fermeture envers l'étranger. Pour rejoindre et défendre cette dimension nationale, le parti, comme nous l'avons vu, radicalise sa position de centre-droite dans les années 1990. L'identification à la communauté suisse par le parti se produit en excluant ceux qui en sont en dehors et montre la catégorisation territoriale que le parti développe au cours de sa radicalisation. D'autres partis avaient, déjà avant l'UDC, fait de leur programme politique (et électoral) d'ouverture un atout : il s'agit notamment du Parti socialiste.

Dans les années 1990, sont aussi apparus en Suisse des mouvements régionalistes qui soutiennent alors une identité, non pas nationale, mais de défense d'une certaine région seulement. Avec l'apparition de ces partis, dans le contexte suisse, des études sont récemment apparues et ont essayé de montrer les chances de succès des partis régionalistes. Il s'agit d'études sur la Lega des Tessinois ou à propos du Mouvement des citoyens genevois, les deux

⁵⁴³ En comparaison internationale, ce vote est encore peu nationalisé (en effet, les partis n'obtiennent pas de soutien homogène partout dans le pays).

plus grands partis régionalistes de Suisse. Dans ce cas, la construction identitaire territoriale se réfère à une seule région et la définition d'*ingroup* et *outgroup* est plus complexe.

En effet, dans le cas de la Lega par exemple, leur définition des identités territoriales se positionne en même temps contre la Suisse (dont le centre est normalement défini à Berne) et contre l'Italie. Le Tessin se trouve être un cas très particulier en Suisse. En effet, depuis sa création, il a toujours dû se positionner à la fois, face à une appartenance politique suisse et à une appartenance culturelle et linguistique à l'italianité (Ceschi, 1986, 1992 ; Marcacci, 2003 ; Mazzoleni & Ratti, 2009). Cette double appartenance a été traduite, dans les discours de la Lega durant les années 1990, par un double protectionnisme cantonal qui doit être sauvegardé. Ce nouveau protectionnisme mené par les acteurs politiques, influence aussi les représentations majeures du territoire tessinois. Comme le rappelle l'historien tessinois Marco Marcacci, « la produzione di rappresentazioni collettive, ma ancor più il dibattito attorno a tali produzioni, s'intensifica di solito in situazione di crisi progettuale o in momenti di cesura storica » (Marcacci, 2015 : 15). Avec cette vision, les identités territoriales qui entrent en jeu peuvent être influencées par les changements historiques.

De plus, les partis régionalistes développent un discours différent par rapport aux théories traditionnelles de Rokkan, qui voit que le clivage centre/périphérie par une lecture binaire. En effet, une région est à la fois centre et périphérie d'un autre territoire. Le discours de la Lega par exemple, encourage une double périphérie du canton italoophone et développe et soutient ainsi « un sospetto verso il nord ed antitalianismo »⁵⁴⁴ (Macaluso, 2013 : 13). Le Tessin ne peut donc pas être vu simplement comme périphérie. De plus, le dualisme centre/périphérie se jouait selon lui, simplement à l'intérieur des limites nationales. Le cas tessinois nous apprend que les limites nationales sont dépassées et les frontières moins figées. Les faiblesses de ce clivage se heurtent aussi dans la définition même de centre et périphérie : où s'arrête le centre et où commence la périphérie ? De plus, que sait-on des cantons apparemment plus au centre de la Suisse (au moins au centre économique, comme Zurich) ?

Le cas tessinois semble particulier et emblématique en Suisse. En effet, il paraît comme étant le seul où la région linguistique coïncide presque parfaitement avec les frontières cantonales. Dans les autres cantons, les différences sont encore nombreuses et il paraît préférable de parler de 'cantonalisme' au lieu de régionalisme. En raison de cette spécificité, le Tessin a été l'objet de nombreuses études⁵⁴⁵.

Dans la suite de ce travail, nous allons montrer de manière séparée, comment les partis politiques suisses (au niveau national et régional) ont réagi aux situations en mutation qui voient les électors en transformations, une société toujours plus connectée et des limites territoriales changeantes (à cause notamment de la globalisation). Aux nouveaux stimuli, les partis politiques ont réagi de manière différenciée et ont développé des représentations des territoires souvent opposées les unes aux autres.

⁵⁴⁴ « Une méfiance envers le nord (la Suisse NdA) et un anti-italianisme » (TdA).

⁵⁴⁵ Notamment, l'association *Coscienza svizzera* a proposé depuis sa création, de nombreuses études capables de comprendre les changements dans la société tessinoise aussi du point de vue des identités.

8.2 L'identité territoriale promue par l'UDC : une clé de son succès

Le premier parti politique analysé est l'Union démocratique du centre. Comme nous avons déjà pu le voir dans les programmes électoraux soutenus par le parti, l'un des 'cheveux de bataille' de la nouvelle UDC a été le soutien et la protection de la Suisse. Avec la radicalisation des années 1990, la dimension territoriale a en effet assumé une importance non-négligeable dans le programme de ce parti. Si l'UDC a toujours été un parti lié au territoire, notamment en étant le parti des agriculteurs⁵⁴⁶. Avant la radicalisation du parti, les références au territoire étaient pour un soutien à l'agriculture et aux agriculteurs ou des régions agricoles. Ce n'est que dans les années 1990, que le discours assume une valence nationale et de manière plus générale que cette dimension territoriale est associée à une communauté d'appartenance. Aujourd'hui en effet, contrairement au passé, la dimension territoriale pour l'UDC est utile afin de définir l'espace symbolique qu'il faut protéger (la Suisse) face aux attaques de l'étranger, espace duquel il faut s'éloigner. Ce n'est pas un hasard si le processus de changement interne au parti, soit la radicalisation de ses politiques, a été entamé au moment de la campagne de Blocher contre l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen (EEE), projet soutenu par le Conseil fédéral et par tous les autres partis⁵⁴⁷. Les nombreuses recherches apparues en Suisse qui ont pris en considération la radicalisation de l'UDC, ont peu souvent analysé les changements des représentations du parti même en ce qui concerne l'enjeu territorial. Nous proposons donc, dans le cadre de ce sous-chapitre, de mieux comprendre comment se sont développées ces représentations, qui ont amené le parti à construire une communauté d'appartenance territoriale.

Les positionnements de l'UDC par rapport à la politique étrangère et à l'immigration

L'UDC est aujourd'hui un cas exemplaire en ce qui concerne sa politique antieuropéenne et son opposition à toute intégration dans les institutions supranationales, quoiqu'elle n'ait pas toujours été sur cette lignée politique. Pour rejoindre et défendre cette dimension nationale, le parti radicalise sa position de centre-droite dans les années 1990 et présente différentes initiatives pendant les années 1990 et 2000 pour sauvegarder le soi-disant bien-être des Suisses : la plupart des initiatives lancées, ouvertement soutenues par l'UDC ou par des membres du leadership (en siégeant par exemple dans les comités d'initiative) se réfèrent à la thématique des étrangers⁵⁴⁸. Dans ces situations, la stratégie est donc de mettre en relief la dimension nationale et souligner la différence entre 'nous' — les Suisses — et les 'autres' — les étrangers. Cette identification à une communauté imaginaire en excluant ceux qui en sont en dehors montre que le parti fait une division entre groupes (*ingroup/outgroup*). La stratégie du parti pendant les

⁵⁴⁶ Selon le clivage de Rokkan, l'UDC était plutôt issu de la périphérie.

⁵⁴⁷ La votation a eu lieu le 6 décembre 1992 : elle n'a reçu ni la majorité des votes du peuple (50,3% de rejet) ni celle des cantons (16 cantons contre l'adhésion de la Suisse à l'EEE).

⁵⁴⁸ On rappelle notamment les initiatives : Pour un renvoi effectif des étrangers criminels (année de votation : 2016, lancée par : UDC, résultat : rejetée), Contre l'immigration de masse (2014, ad hoc, acceptée), Pour les familles : déductions fiscales (2013, ad hoc, résultat : rejetée), Élection du Conseil fédéral par le peuple (2013, UDC, résultat : rejetée), Renvoi des étrangers criminels (2010, UDC, acceptée, résultat : rejetée), Contre la construction de minarets (2009, ad hoc, acceptée), Pour des naturalisations démocratiques (2008, UDC, résultat : rejetée), Contre les abus dans le droit d'asile (2002, UDC, résultat : rejetée), Pour le versement aux fonds AVS des réserves d'or excédantes de la Banque Nationale suisse (2002, UDC, résultat : rejetée), Pour une réglementation de l'immigration (2000, ad hoc, résultat : rejetée), Contre l'immigration clandestine (1996, UDC, résultat : rejetée).

années 1990 a toujours été de garder le bien-être acquis des citoyens suisses (les *insiders*) et les défendre contre les étrangers (les *outsiders*) dans de nombreux domaines : l'économie, le travail ou encore les assurances sociales. Les affiches produites par l'UDC dans les années 1990 et 2000, montrent bien cette diversité entre l'intérieur de la Suisse et l'extérieur⁵⁴⁹. L'élément dominant dans ces affiches est la couleur rouge, qui représente la Suisse (couleur du drapeau helvétique) alors que les périls de l'étranger sont associés à la couleur noire (comme les moutons, les corbeaux, les mains qui prennent les passeports suisses ou le pied qui piétine la Suisse).

Symboliquement, l'UDC ainsi que d'autres avant lui⁵⁵⁰, joue avec une couleur, normalement associée à la peur. Le rouge, dans la tradition internationale, est plus associé à la gauche et notamment au communisme et au socialiste. Cette couleur ressort du drapeau rouge, symbole du mouvement ouvrier et des mouvements révolutionnaires. Pour l'UDC, le rouge est associé au rouge du drapeau suisse, mais symboliquement, il veut également s'approprier la couleur de son antagoniste politique, les socialistes.

Camus explique très bien cette dimension territoriale en lien avec les partis populistes et il en conclut que « la xénophobie et la volonté d'arrêter l'immigration » (2003 : 120) sont des thèmes « qui ont fait la fortune électorale des nationaux-populismes » (*ibidem*). On peut donc comprendre que ceux-ci sont profondément intégrés dans la structure identitaire de la nouvelle UDC. Le soutien et la défense du pays ne sont donc pas nouveaux, ni dans le contexte suisse ni dans des partis populistes. Il nous faut cependant encore savoir à quoi est associée la Suisse. Quelles sont les représentations sociales de la Suisse pour ce parti ? Comment ont-elles changées dans le temps, avec l'arrivée au sommet d'un nouveau leadership ?

Les représentations sociales de la Suisse pour l'UDC

Lors des premières élections des années 1990⁵⁵¹, le profil du parti par rapport à notre pays était assez bas. En effet, il soutenait uniquement qu'il fallait sauvegarder les traditions suisses : une position donc plutôt conservatrice. Ce n'est qu'à partir de 1999 que dans le parti se développe un discours plus 'nationaliste'⁵⁵² et protectionniste. Dans tous les champs thématiques, le parti s'érige en protecteur des traditions de la Suisse, du bien-être acquis, de la sécurité et inversement, il exclut les étrangers, les profiteurs, les voleurs, les criminels, etc. Une analyse quantitative de l'utilisation du mot 'Suisse' dans les programmes de l'UDC nous montre une exploitation de ce concept de manière toujours plus importante (Tableau 13).

⁵⁴⁹ Dans l'Annexe 25, on retrouve certaines des affiches produites par le parti national à l'occasion d'initiatives ou référendum exploitant la thématique de sauvegarde du territoire national.

⁵⁵⁰ L'exploitation de ces couleurs et la stratégie de lancer des initiatives ayant comme sujet une limitation de l'immigration, ne sont pas nouvelles en Suisse. En effet, d'autres partis avant l'UDC, avaient lancé des actions similaires : le Parti démocratique du canton de Zurich dans les années 1950 et 1970, le mouvement Action national ou le « Mouvement national d'action républicaine et sociale » (fondé par le Zurichois James Schwarzenbach). Le canton de Zurich a donc toujours été pionnier dans ce type de stratégies et ce n'est pas un hasard si la première section de l'UDC qui a proposé un programme basé sur la distinction territoriale et la prise en considération d'une identité nationale a été celle de Zurich (Hartmann & Horvath, 1995 : 64).

⁵⁵¹ Plus précisément, les élections pour le Conseil national de 1991 et 1995.

⁵⁵² Ici, le mot 'nationaliste' désigne la référence et l'exaltation de la nation sous tout un ensemble de situations et non pas au sens de Caramani, qui voit l'extension homogène du vote partout dans la nation (Caramani, 1994).

Tableau 13. Référence quantitative au mot « Suisse » dans les programmes électoraux de l'UDC suisse, 1991 – 2011

1991	1995	1999	2003	2007	2011
82	70	130	267	212	332

Après 1999, où la notion de Suisse a fait son apparition de manière plus significative par rapport aux années précédentes, c'est le programme de 2003 qui introduit de manière importante l'enjeu territorial⁵⁵³. Déjà en page de couverture, le parti introduit des enfants avec des ballons rouges à croix blanche : symbole important, car le parti se propose comme le parti du changement, pour qui il faut voter pour donner aux générations futures une meilleure Suisse du point de vue financier et sécuritaire. En effet, le parti souligne qu'avec la politique actuelle, la Suisse n'est plus sûre et risque un collapsus financier⁵⁵⁴. Dans ce programme, la vision de la Suisse actuelle est catastrophique. La seule solution semble voter UDC pour qu'ils puissent mettre en place une politique qui fait référence aux traditions et puisse redonner à la Suisse 'son ancienne splendeur'.

En 2007, le parti va encore plus loin : il axe l'ensemble de son programme électoral sur la Suisse et la défense de la 'qualité suisse'. Le parti avait déjà utilisé ce label en 2003, mais l'avait seulement ajouté au logo du parti. La 'qualité suisse' est associée, dans le programme 2007, à l'image d'un couteau suisse avec l'explication de l'utilisation de ce label. Le symbole du 'couteau suisse' est connu partout dans le monde et l'on pourrait le définir comme un objet culte des touristes (en effet, plus des 80 % de la production des couteaux de poche part à l'étranger) ; de plus, il est très strictement associé à l'armée suisse puisqu'il était produit, au début pour l'armée et par la suite, exporté au marché civil. Le parti utilise donc ce symbole et l'associe à lui-même.

De plus, le pays est également qualifié de « pays aux dimensions humaines »⁵⁵⁵ et d'« un petit État » qui permet le bonheur de ses citoyens.

« De quoi s'agit-il dans cette campagne électorale que nous ouvrons déjà un an avant les élections ? Il s'agit purement et simplement de notre Suisse. Nous voulons que les citoyennes et les citoyens de ce pays se sentent bien chez eux. Nous voulons la liberté, l'indépendance, la sécurité et la prospérité pour tous les habitants de ce pays. »⁵⁵⁶

Ce paragraphe du discours d'ouverture au Congrès du programme ajoute aussi quatre dimensions importantes associées à la Suisse : la liberté, l'indépendance, la sécurité et la

⁵⁵³ Les annexes (Annexe 26, Annexe 27 et Annexe 28) montrent un nuage de mots-clés présents dans les programmes politiques de 1991, 1999 et 2007. La différence sémantique et la prise d'importance du mot « Suisse » sont remarquables. En 1991, le discours était plutôt homogène et le mot qui apparaît le plus était « politique ». En 1999, l'on voit l'apparition du mot « Suisse », mais il est encore deuxième après le nom du parti « UDC ». Tandis qu'en 2007, « Suisse » devient vraiment le mot le plus utilisé.

⁵⁵⁴ « Plateforme électorale 2003 à 2007 », Archives UDC Vaud, Lausanne.

⁵⁵⁵ Article d'ouverture de Ueli Maurer au programme électoral « Ma maison – notre Suisse », p. 6.

⁵⁵⁶ Exposé d'Ueli Maurer au Congrès de programme de l'UDC du 21 octobre 2006 à Fribourg. Archives UDC Berne, Berne.

prospérité. Ces dernières sont les dimensions que le parti veut sauvegarder avec sa politique. Particulièrement le dernier mot, 'prospérité', semble souligner que dans notre pays, un certain bien-être a été atteint et qu'il doit être sauvegardé à travers un certain 'protectionnisme' et réservé aux seuls nationaux. Ce type de discours est désormais typique des partis populistes de droite, dont l'UDC semble s'être beaucoup approché. L'indépendance et la liberté sont bien évidemment deux dimensions que le parti souligne afin de réaffirmer son opinion, qui va à l'encontre de l'ouverture de la Suisse et son annexion à l'Union européenne.

Le parti national essaie, également lors de ses événements, de diffuser une image proche de la Suisse et cherche plus encore, à mettre en scène une image du 'village suisse'. La représentation pousse bien évidemment à l'extrême la réalité et peut parfois engendrer des images très stéréotypées de la Suisse. Le paroxysme est atteint en 2011, pendant l'Assemblée des délégués organisée au mois d'août à Zurich. L'évènement qui devait normalement être très associé aux activités politiques du parti, s'est transformé en un spectacle : un cracheur de feu ouvre l'assemblée et « sera suivi sur scène par le bouc Zottel (la mascotte du parti) accompagné de son propriétaire, le Conseiller national Ernst Schibli en costume de montagnard, d'une fanfare de jeunes, de l'humoriste alémanique et chroniqueur à la Weltwoche Andreas Thiel, d'un cœur fribourgeois et de l'hymne national. (...) À la sortie, les membres ont droit à une collation : saucisses de veau et chopes de bière »⁵⁵⁷. L'UDC met toujours plus en place sa représentation de la Suisse idéale en raison du fait que ces événements sont toujours plus publics et reproduits par les médias. Déjà en 1995, le parti avait organisé une fête électorale dans laquelle le style paysan avait dominé la scène. Le patriotisme régnait dans cette fête organisée dans un petit village très lié à l'agriculture du canton d'Argovie (Holziken) : on chantait l'hymne national et de jeunes femmes habillées en costumes traditionnels faisaient le service. Ce même lieu sera aussi exploité pendant les campagnes électorales au Conseil national de 1999 et 2003 pour lancer la campagne avec une fête électorale. Pendant ces événements de campagne, l'UDC exploite donc encore l'image des domaines agricoles, d'où son identité ressort. Il s'agit donc d'une deuxième stratégie développée par le parti, après le discours protectionniste, pour construire son identité territoriale.

Malgré ce rattachement encore important au monde agricole, la nouvelle UDC change, au cours des deux dernières décennies, les endroits où elle organise les congrès et assemblées (Tableau 14). Ces lieux ne sont pas choisis au hasard par le parti, mais reflètent l'image que le parti a de la Suisse avec laquelle il essaie de représenter toutes les régions et représentations.

⁵⁵⁷ « L'UDC, une machine de guerre », *L'Hebdo*, 12 octobre 2011.

Tableau 14. Lieux des principales rencontres UDC en année électorale

	Congrès	Assemblée des délégués	Fêtes électorales
1991	<i>n. d.</i>	<i>n. d.</i>	<i>n. d.</i>
1995	<i>n. d.</i>	<i>n. d.</i>	19.08 Holziken (AG)
1999	<i>n. d.</i>	23.1 Reconvilier (JU)	Holziken (AG)
2003	11.1 Hochdorf (LU)	1.2 Berne (BE) 28.06 Granges 13.09 alpage Älggi (OW) 04.10 Kloten (ZH)	Holziken (AG)
2007	18.08 Bâle	27.01 Payerne (VD) 07.03 Lugano (TI) 30.06 Liestal (BL)	<i>n. d.</i>

Le parti joue beaucoup sur la représentation d'une image hétérogène du pays : signe qu'il veut se montrer sous différentes facettes, afin d'attirer de divers électeurs. Ainsi, il voyage dans les régions et les langues de la Suisse. Le cas de l'année électorale 2003 est très significatif. Le parti organise et accueille ses délégués au mois de septembre à l'alpage Älggi, le centre de la Suisse comme l'on vient de le définir, dans un cadre montagnard. Un mois seulement après cet événement, l'image associée au parti change et devient celle d'un paysage urbain en complet contraste avec les montagnes du canton Obwald. Effectivement, c'est à Kloten, où se trouve le plus grand aéroport de Suisse, que plus de 500 délégués se rencontrent pour entamer ensemble la dernière ligne droite avant les élections du mois d'octobre⁵⁵⁸. La stratégie adoptée pendant les années 1990 et 2000 essaie donc de gérer une image hétérogène du parti qui représente l'ensemble de la Suisse. Avant cette période, le parti organisait ses événements dans les lieux traditionnels, avec le plus d'histoire pour le parti et où il récoltait un succès majeur.

Les sections cantonales et leurs productions d'identités territoriales

Comme nous pouvons déjà nous y attendre, ce sont plutôt les sections cantonales, qui poussent en avant la dimension cantonale afin d'attirer leurs électeurs à voter pour le parti. Par exemple, dans les programmes électoraux de l'UDC Berne et de toutes les publications officielles de la section, l'ours typique du drapeau du canton est toujours présent. L'association et l'ancrage au canton sont alors évidents. Cet ancrage est également visible jusqu'à la fin des années 1990, sur les affiches du parti vaudois : dans ce cas, le lien étroit entre UDC et ancien PAB était visible grâce à l'ajout d'une épingle dans les affiches. La section vaudoise était encore très liée aux agriculteurs et au territoire rural. En effet, la majorité de l'électorat UDC, dans ce canton, était issu des campagnes.

Au Tessin, la situation semble différente par rapport aux autres sections cantonales. En effet, le protectionnisme normalement présent pour l'ensemble des citoyens suisses devient un protectionnisme 'régionaliste' en faveur des Tessinois uniquement. Par exemple en 2007, lors de son élection à la présidence de la section tessinoise, l'UDC Pierre Rusconi affirme qu'« un

⁵⁵⁸ Rapport annuel 2003, UDC Suisse.

UDC ticinese a Berna è l'unico modo perché il Ticino sia ascoltato »⁵⁵⁹. Le Tessin est le seul canton qui essaie de proposer un discours « protectionniste » régional et qui souligne qu'il n'est pas écouté à Berne. Il faut souligner qu'au Tessin, l'UDC n'a pas pu se développer comme dans les autres régions du pays en raison de la présence depuis 1991 de la Lega des Tessinois.

C'est le canton de Zurich qui propose en premier un discours diamétralement opposé : pendant les élections cantonales, la section zurichoise de l'UDC propose aux électeurs un discours au niveau national. Ainsi l'une des affiches électorales s'appelle « So wollen wir unsere Heimat » et aussi « SVP. Die einzige Partei, die für die Schweiz einsteht »⁵⁶⁰. Le rapport de ces deux cantons (Zurich et Tessin) à Berne est bien différent, surtout en raison de leur poids respectif dans le parti national. À Zurich, la section est au sommet du leadership tandis que l'UDC tessinoise n'a que quelques places disponibles dans des commissions mineures. Les sections les plus éloignées, avec le moins de pouvoir, se sentent donc plus légitimées à mettre en avant un discours propre et non homogène avec le parti national.

8.3 Le PS : un parti ouvert et international

Le parti socialiste, par rapport aux autres partis en Suisse mais également du point de vue de son positionnement symbolique face aux territoires, a toujours été associé à une ouverture envers l'étranger. Par rapport à ce que nous venons de voir de l'UDC, le PS suisse catégorise moins le public cible de ses politiques selon l'enjeu territorial. Il possède au contraire une ouverture et une politique d'inclusion. Cette représentation de l'international est motivée par les fortes collaborations que le parti veut entretenir avec ce niveau supranational. Au niveau du parti même, le PSS a toujours tissé des liens étroits avec les autres partis socialistes dans le monde.

La représentation de l'international pour le PS et ses débats internes

La représentation de l'étranger en général, et l'Europe en particulier, n'a pas changé à l'intérieur du parti au cours du temps. Dans ses programmes électoraux, le parti s'est toujours dit prêt à une adhésion à l'Europe et les accords bilatéraux étaient vus comme un moyen d'y parvenir. C'est plutôt le jugement par rapport aux accords bilatéraux qui change dans le parti : en 1991, les accords étaient essentiels ; en 1999, ils sont un premier pas vers une adhésion à l'UE et en 2007, le parti envisage plutôt de « rapides négociations d'adhésion à l'UE » afin de surmonter « cette situation de dépendance croissante aux décisions de Bruxelles qui est inévitablement liée au système bilatéral et à l'assimilation dite 'autonome' et de redonner à la Suisse sa souveraineté »⁵⁶¹. Si nous extrapolons cette affirmation du PSS, on pourrait affirmer que le discours est certainement beaucoup plus proche de celui de l'UDC, qui a fait de l'exceptionnalisme helvétique et de la souveraineté nationale l'un de ses points forts (Mazzoleni, 2008). Cependant, les socialistes voient la solution à cette impasse causée par les accords bilatéraux, dans une adhésion de la Suisse à part entière à l'UE. Le PSS ne modifie donc pas son discours de base et envisage toujours une adhésion à l'UE, comme c'était déjà le

⁵⁵⁹ « Un candidat de l'UDC à Berne représente la seule manière pour que le Tessin soit écouté » (TdA). « Con l'UDC per salvare la Svizzera », *Il Caffè*, 24 juin 2007, p. 9

⁵⁶⁰ « Ainsi nous voulons notre Pays » et « UDC. Le seul parti qui répond à faveur de la Suisse » (TdA).

⁵⁶¹ Plateforme électorale 2007, Archives PS Suisse, Berne.

cas en 1991. Malgré cela, il introduit dans son discours des références en faveur de la souveraineté de la Suisse. En effet, l'adhésion à l'UE, pour eux, ne diminuerait pas la souveraineté de la Suisse : au contraire, il la renforcerait étant donné que la Suisse pourrait ainsi participer aux processus décisionnels européens.

Les différences cantonales dans la représentation du domaine international et notamment celui de l'adhésion à l'UE étaient, comme nous l'avons déjà montré, diverses parmi les sections romandes et allemandes du PS. Cela représente, comme l'explique Gruner, une relation difficile, déjà présente au début de leur création, en raison surtout des dissemblances dans la population qu'ils représentaient⁵⁶² (Gruner, 1977). Ainsi, la vision des Romands était plus ouverte et complaisante envers le communisme et tout ce qui venait de l'extérieur, tandis que les Suisses allemands étaient plus helvético-centrés et 'protectionnistes'. Ce n'est pas un hasard si, au début des années 1990, ces sections du Parti socialiste, bien qu'elles veuillent une adhésion à l'EEE, posaient aussi des conditions bien précises⁵⁶³.

L'importance du niveau national dans le PS

Une ouverture envers l'étranger ne signifie cependant pas au sein du PS une importance plus faible donnée au niveau régional ou national. En ce qui concerne ce dernier, l'image que le PSS donne de la Suisse est moins idyllique que celle de l'UDC (faite par exemple de montagnes, de vaches, de l'hymne suisse et d'événements organisés au centre géographique de la Suisse). En effet, les événements organisés par le parti national (Tableau 15), comme les congrès électoraux sont organisés dans des endroits qui ont une signification pour le parti (et qui produisent moins des représentations sociales de la Suisse).

Tableau 15. Congrès organisés en année électorale du PS suisse et des sections cantonales⁵⁶⁴

	PS Suisse	PS Ticino	PS Vaud	PS Zurich
1991	Congrès extraordinaire 2/3 mars 1991 Berne (BE)	<i>Congresso straordinario</i> 1 novembre 1991 Olivone (TI)	Congrès 8 juin 1991 Echallens (VD)	<i>Ausserordentlicher Parteitag</i> 15 juin 1991 Meilen (ZH)
1999	Congrès électoral 4 septembre 1999 Bâle (BS)	<i>Congresso elettorale</i> 5 septembre 1999 Giornico (TI)	Congrès ordinaire 12 juin 1999 Echallens (VD) ⁵⁶⁵	<i>Ausserordentlicher Parteitag</i> 11 mai 2007 Zurich (Volkshaus)
2007	Congrès 16/17 septembre 2006 Sursee (LU)	<i>Congresso elettorale</i> 1 septembre 2007 Giornico (TI)	Congrès 28 avril 2007 Sainte-Croix (VD)	<i>Ausserordentlicher Parteitag</i> 10 mai 2007 Zurich

⁵⁶² Pendant la campagne électorale de 2007, le PS Vaud produit une affiche avec la photo de tous les candidats au Conseil national, accompagnée du titre « Pour renforcer les droits des salarié-e-s : votez la liste socialiste ! ». Archives PS Vaud, Lausanne.

⁵⁶³ Pour plus d'information, voir le chapitre sur les programmes électoraux du Parti socialiste.

⁵⁶⁴ Seuls des congrès où des thématiques inhérentes aux élections fédérales étaient à l'ordre du jour ont été choisis
⁵⁶⁵ Le parti cantonal avait aussi prévu un congrès électoral au mois de septembre 1999. Cependant, il n'a pas été en mesure de l'organiser, n'ayant pas de réel ordre de jour et n'ayant pas trouvé quelqu'un qui puisse motiver les foules. Archives PS Vaud, Lausanne.

Le choix de ces localités est parlant pour le parti. Il est en effet évident que le parti choisisse des localités en raison de leur histoire et leur lien avec le Parti socialiste. Cette stratégie est bien plus visible que pour l'UDC. Par exemple à Bâle, les socialistes ont une longue tradition puisque c'est l'une des premières villes à avoir eu des élus rouges ; l'implantation de beaucoup d'industries donnait aussi au parti socialiste une bonne base électorale. À une échelle beaucoup plus petite, la situation est identique pour le PS Tessin, qui a choisi Giornico pour le congrès électoral : le petit village de la basse Leventine fait partie d'une région qui, au début des années 1900, avait donné beaucoup de travail aux ouvriers (surtout des étrangers). Le lien avec le mouvement ouvrier est plus subtil pour la section zurichoise, qui organise ses congrès dans la maison du peuple (*Volkshaus*). Généralement, « maison du peuple » est le nom que l'on attribue souvent aux bâtiments qui étaient destinés aux rencontres de la classe ouvrière ou du Parti socialiste. Exploiter ces lieux chargés de significations est très important pour le parti qui montre une image de lui et de la Suisse encore très liée au phénomène des ouvriers, mais cependant, qui ne reflète plus exactement la structure sociale de son électorat (Rennwald & Zimmermann, 2016)⁵⁶⁶.

Pour ce parti, le clivage centre-périphérie ne semble pas important dans ses stratégies de production symbolique du territoire, quoique le soutien au PS ait toujours été majeur dans les villes (car les masses ouvrières étaient présentes dans ces régions). Pour cette raison, les symboles mobilisés dans ces événements se réfèrent plus à leur histoire et au clivage traditionnel possédants-travailleurs.

Les changements dans la communauté imaginaire territoriale du Parti socialiste

Ces représentations des différents échelons, notamment régionaux et nationaux, influencent alors la communauté imaginaire territoriale du Parti socialiste. Celle-ci est moins figée sur des positions tels que 'nous' les Suisses, 'eux' les étrangers, comme dans le cas de l'UDC. Les positions du PS sont plus 'souples', plus ouvertes à l'international et surtout, elles ne stigmatisent pas les étrangers, comme nous l'avons montré dans le chapitre sur les programmes électoraux. Malgré cela, pendant les années 1990 et 2000, le parti développe toujours plus un discours basé sur cette dichotomie territoriale en raison de son opposition à l'UDC. Le mot 'Suisse' était très présent⁵⁶⁷ dans le programme du PS du début des années 1990 puis a réduit son importance dans les programmes des années 1990 et début 2000 (Tableau 16).

⁵⁶⁶ Pour un approfondissement sur l'électorat cible du Parti socialiste suisse et de ses sections cantonales, se référer au chapitre 7 de ce travail de recherche.

⁵⁶⁷ Au début des années 1990, le programme analysé était un document interne au parti : « Dieses Wahlhandbuch versucht einen Überblick über die wichtigsten Themen zu vermitteln. Es ist ein Arbeitsinstrument für alle, die in den nächsten drei Monaten mit und für uns Wahlkampf machen » (« Ce guide de campagne essaie de transmettre un aperçu des thématiques les plus importantes. Il s'agit d'un instrument de travail pour tous ceux qui, dans les trois prochains mois, vont faire campagne pour et avec nous », TdA), *Wahlhandbuch* 1991. Il s'agit donc d'un instrument plus interne, où le parti cherche à développer les problématiques majeures présentes en Suisse. Pour cette raison, le mot 'Suisse' est très présent. Aucune plateforme électorale n'avait été développée en raison du fait que plusieurs petites publications axées sur des thématiques précises avaient vu le jour pendant la campagne électorale.

Tableau 16. Référence quantitative au mot « Suisse » dans les programmes électoraux du PS suisse, 1991 – 2007

1991	1995	1999	2003	2007
162	-	78	59	182

Il est intéressant de montrer la prise d'importance entre 1999 et 2007 du mot 'Suisse' dans des plateformes électorales. Le parti répond toujours plus aux programmes de l'UDC en utilisant la même stratégie : il construit son discours sur la base d'une communauté imaginaire nationale (les 'Suisses'). Les thématiques développées dans les plateformes se réfèrent alors à ce contexte spécifique. Malgré cela, contrairement à l'exploitation faite par l'UDC, les résolutions du PS aux problématiques ne doivent pas concerner que les Suisses, mais toute la population. En effet, les mots les plus utilisés dans le programme de 2007 sont aussi 'tous', 'personnes' et 'égalité'.

Pour le Parti socialiste donc, la communauté territoriale est composée de personnes ouvertes et sensibles au fait de favoriser tout le monde, indistinctement. Les politiques promues ne doivent donc pas, comme dans le cas de la nouvelle UDC, intéresser qu'une partie de la population suisse. L'identité territoriale produite au cours des années 1990 et 2000 ne semble suivre qu'en partie la voie tracée par l'UDC. En effet, le PS exploite moins que son adversaire les catégories 'nous' et 'les autres'.

Le niveau régional dans les politiques du PS

Cette ouverture envers l'étranger et l'international implique que le PS se soucie moins que les autres partis suisses (notamment PRD et PDC) des niveaux inférieurs, comme le local ou régional. En effet, dans les programmes du parti national, moins de place a été laissée à ces deux niveaux. Ces derniers sont plus développés dans les programmes des sections cantonales, qui possèdent aussi des représentations parfois différentes de la communauté imaginaire territoriale.

Il semble que, par rapport aux autres partis suisses qui soutiennent plutôt une dimension 'cantonale', le PS encourage une régionalisation de la politique. Pendant les élections, cette affirmation se révèle particulièrement exacte et nous pouvons montrer les différences dans les programmes soumis aux sections romandes et suisses alémaniques. En allemand, le slogan était « Sozial. Weltoffen. Natürlich SP »; en français « Une Suisse sociale, solidaire, européenne »⁵⁶⁸. Premièrement, la solidarité est mise en exergue seulement dans la version en français. Deuxièmement, l'ouverture du parti est vue comme 'européenne' par les Romands et comme 'ouverture au monde' par les Suisses germanophones. La différence sémantique est petite, mais importante. En effet, lors des votations à propos de l'ouverture de la Suisse à l'Europe, les Romands sont toujours plus favorables à accepter ces initiatives, alors que les Alémaniques sont plutôt réticents⁵⁶⁹.

⁵⁶⁸ « Coordination des partis socialistes romands. Séance 5/99 du mercredi 30 juin 1999. Point principal : élections fédérales du 24 octobre 1999 », Archives PS Vaud, Lausanne.

⁵⁶⁹ Jusqu'au début des années 1990, les trois régions linguistiques suisses votaient lors de votations concernant la politique étrangère (Accords entre la Suisse et la CEE ; Adhésion à l'ONU, Adhésion à Bretton Woods, etc.) selon les indications du gouvernement ; à partir des années 1990, un premier écart se forme entre Romands d'un côté et

Les sections cantonales dans la production des représentations

Les sections cantonales proposent des éléments de ‘soutien cantonal’ qui partagent l’idée de fonds du parti national : le PS doit être un parti ouvert qui ne catégorise pas avec un clivage territorial les personnes ni même les destinataires de sa politique.

Malgré cela, il existe de la part des sections cantonales, deux stratégies de représentation du territoire : une représentation homogène et une mise en relief des hétérogénéités. Dans la majorité des cas, il s’agit d’une promotion de l’hétérogénéité du parti sur le territoire. Il s’agit d’une différence par rapport aux stratégies développées par le parti national, qui souhaite plus montrer ses liens avec les clivages traditionnels et son unité. En ce qui concerne le territoire, les niveaux cantonaux notamment les sections développent et mettent en évidence leurs spécificités.

La représentativité de toutes les régions du canton dans le plan des événements est donc plus aléatoire et dépend plus des sections locales elles-mêmes. Dans les deux sections de Vaud et Zurich par exemple, le parti cantonal met en avant des signes et des dimensions beaucoup plus liés au contexte cantonal. Par exemple, il est habituel dans le parti vaudois, de proposer son propre logo avec une rose. Bien que le parti national ait essayé de suggérer une homogénéisation de l’image graphique, la section vaudoise a maintenu son ancien logo avec la rose⁵⁷⁰. Ce symbole, issu de la tradition socialiste française, illustre un poing, lequel évoque les luttes des socialistes, et une rose, synonyme de douceur. Les liens avec ce symbole du PSV sont nombreux : chaque année, électorale ou non, il organise la Fête de la Rose à Renens, dans l’Ouest lausannois⁵⁷¹. Cet événement, pendant la campagne électorale, souhaite rassembler les militants autour de la campagne et est organisé par chaque canton romand en collaboration avec une section locale. En 1999, la Commission électorale « Fédérale 99 » organise en plus, une « Pluie de roses » : une remise le même jour, de roses et de germes de roses par toutes les sections vaudoises ; avec cela, des apparitions de roses en papier accrochées aux arbres et balcons dans les différentes localités⁵⁷². Dans les souhaits de la section vaudoise, il existe donc la promotion d’un ancrage avec les symboles de la tradition locale. Ces symboles permettent au parti d’être reconnu par les électeurs, même si le niveau de l’élection est national.

La section zurichoise du parti, quant à elle, exploite aussi le symbole de la rose, mais dans une mesure nettement moins importante que la section vaudoise. En 2007, les affiches du parti mettent en avant un autre symbole typiquement socialiste : la couleur rouge. Toutes les affiches sont composées par une image illustrant une thématique (énergie, famille, intégration, etc.)

Alémaniques et Tessinois de l’autre. Troisièmement, depuis les années 2000, trois tendances apparaissent bien distinctement (Pilotti & Mazzoleni, 2014 : 13-14).

⁵⁷⁰ Selon une étude de la fin des années 1980, le PSV était reconnu dans le canton par des symboles spécifiques et la rose est l’un d’entre eux.

⁵⁷¹ L’Ouest lausannois est un district aux portes de la ville de Lausanne. La composition sociale de sa population est très diversifiée : en 2014, l’Office fédéral de la statistique suisse souligne comme il est le district suisse avec le plus fort taux de population étrangère.

⁵⁷² « Orientations de la stratégie de communication », Commission élections fédérales 1999, Archives PS Vaud, Lausanne.

accompagnée par une phrase : « Für... braucht es rot »⁵⁷³ ; les seules couleurs des affiches sont le noir et le rouge⁵⁷⁴. Durant la même année électorale, le parti personnalise aussi sa campagne d'affiches avec une affiche de Moritz Leuenberger, alors Conseiller fédéral, ministre de l'Environnement et des Transports, issue de ce canton et de l'autre Conseillère fédérale socialiste Micheline Calmy-Rey (genevoise). La personnalisation est très semblable à celle mise en place par l'UDC avec son Conseiller fédéral Blocher. Cependant, cette campagne est ici diffusée seulement dans le canton de résidence du Conseiller fédéral et non dans toute la Suisse comme pour l'UDC. La section zurichoise développe donc la relation entre le niveau où a lieu l'élection (cantonal) et le niveau national.

8.4 Le rapport entre PRD et enjeu territorial

Nous avons montré le parti qui a développé en sa faveur une représentation inclusive de la Suisse (UDC) et le parti qui a toujours soutenu un discours d'ouverture de frontières (et où la dimension territoriale allait disparaître) (PS). Les communautés imaginaires nationales sont alors opposées dans ces deux partis. Maintenant, nous allons présenter quel était le positionnement du PRD par rapport à l'enjeu territorial (à tous les niveaux : international, national, régional et local) et ensuite développer comment le parti a changé sa représentation des niveaux locaux, cantonaux et nationaux au fil du temps afin de construire sa propre communauté imaginaire territoriale.

Les politiques territoriales soutenues par le PRD

La dimension territoriale semble assumer une importance remarquable dans la mise en place des programmes et des électorsats cibles du PRD. Sur le plan des politiques soutenues, le PRD s'est toujours battu pour une autonomie des niveaux inférieurs, en raison de son idéologie qui fait du libéralisme un credo exportable dans tous les domaines. Ainsi, cette autonomie des niveaux cantonaux en Suisse s'exprime pour le PRD, par un État qui n'intervient que ponctuellement et où une large marge de manœuvre est laissée aux individus. Dans la pratique, les opinions du PRD par rapport aux espaces et niveaux sont différentes dans le temps.

Tout d'abord, la relation que le PRD entretient avec l'espace international se tourne comme la plupart des visions en Suisse, vers une méfiance et un protectionnisme suisse, tout en gardant une liberté du point de vue du marché. En effet, ce dernier doit par contre rester libre afin de garantir une meilleure concurrence interne. Au début des années 1990, lorsque la question 'à la une' était de décider si la Suisse aurait dû participer à l'Espace économique européen⁵⁷⁵, le PRD national était uni dans le soutien de l'initiative. Selon les radicaux, la signature du traité

⁵⁷³ La seule exception est l'affiche sur les armes : « Bei Waffenmissbrauch sehen wir rot ». Archives PS Zurich, Zurich.

⁵⁷⁴ Il est important de remarquer que ce sont aussi les couleurs normalement exploitées par les affiches UDC. Ce choix a une signification d'autant plus importante qu'il a été fait dans le canton de Zurich. Le PS s'oppose donc ouvertement à la stratégie et aux symboles typiques de l'UDC.

⁵⁷⁵ Le premier pas était l'ouverture de la Suisse, qui aurait dû être suivi pas l'adhésion à la Communauté européenne (CE). Sur cette thématique, le programme électoral du PRD pour les élections fédérales de 1991 souligne : « Si le résultat des pourparlers sur l'EEE n'est pas satisfaisant, notre Parti fixera sa prise de position sur la question d'une adhésion pleine et entière à la CE ou d'un développement des relations bilatérales dans le sens de la politique de libre-échange menée jusqu'ici, en procédant à une large consultation à laquelle sera associé l'ensemble des membres du PRD », « Un programme – quinze idées – forces », Archives PRD Tessin, Camorino.

était indispensable premièrement pour des raisons économiques « dato che una sua conclusione positiva provocherebbe impulsì alla crescita in grado di frenare la perdita dei posti di lavoro, rafforzando nel contempo le capacità concorrenziali dell'economia »⁵⁷⁶. Pour le PRD, l'un des premiers partis à prendre position sur cette thématique en Suisse, ce traité aurait amélioré le futur du pays. Les sections cantonales suivaient presque toutes les opinions du parti national dans cette thématique. Les consignes de votes, lors de l'Assemblée nationale des délégués, étaient pour un 'oui' à l'adhésion avec 231 votes contre 27. Seules deux sections ont été 'rebelles' et ont, au niveau national, voté contre l'adhésion : le canton des Grisons (49 votes contre 40 lors de leur Assemblée) et Schwyz (69 à 48)⁵⁷⁷. À un niveau encore plus bas, parmi les sections de district, locales ou des groupements proches, d'autres voix se sont levées contre l'adhésion. Par exemple, au Tessin, la section des jeunes radicaux du district de Lugano a voté en grande majorité contre l'adhésion à l'EEE : l'une des raisons était que les conséquences négatives auraient été supérieures aux positives⁵⁷⁸. Avec un rapprochement de la base électorale, et ce n'est pas seulement spécifique au PRD, la tendance était de préférer un refus à l'EEE : comme cela s'est finalement avéré. Les niveaux supérieurs du parti, comme le niveau cantonal et le niveau national, étaient plus en faveur d'une adhésion⁵⁷⁹.

La prise d'importance du niveau national dans le discours du PRD

Les discussions en 1999 internes au PRD par rapport au positionnement que la Suisse doit maintenir face à l'Europe produiront un document pour les élections fédérales intitulé « Notre Suisse »⁵⁸⁰ : le rapport avec le pays commence à changer et les influences de l'UDC dans le domaine de la politique extérieure se font entendre chez les radicaux aussi. La réponse du PRD au sujet des dérives de la droite, est de proposer une Suisse qui doit se renouveler et se moderniser afin que le bien-être d'aujourd'hui puisse être partagé aussi par les électeurs du futur. L'image que le PRD offre de la Suisse s'attache plus à la technologie et à l'innovation, qui font partie de l'imaginaire commun du pays à l'étranger. La mobilisation de cette image est aussi présente en raison des implications dans l'économie de ce secteur en forte expansion. La plupart des réformes proposées par le PRD se réfèrent en effet au niveau de la politique économique et financière.

Lors de l'Assemblée des délégués à Brigue, en avril 1999, le président du parti développe, dans son discours, les réformes que le PRD souhaiterait mener dans la prochaine législature : il s'agit

⁵⁷⁶ « Étant donné qu'une conclusion positive aurait provoqué des impulsions à la croissance afin de freiner la perte d'emplois grandissante et en renforçant en même temps les capacités concurrentielles de l'économie » (TdA). « Eurocompatibilità legislativa al vaglio delle Camere federali », *La Regione Ticino*, 21 août 1992, p. 4.

⁵⁷⁷ Bien que favorables, les résultats des autres assemblées cantonales des délégués étaient serrés : Argovie (133 oui vs. 97 non) ; Glaris (52 vs. 41) ; Lucerne (127 vs. 94) ; Solothurn (122 vs. 80) ; Tessin (42 vs. 28, comité cantonal) ; Uri (46 vs. 37) ; Zoug (50 vs. 28) ; Obwald (22 vs. 19) ; Bâle-Ville (56 vs. 27). Plus ample l'avantage des oui dans les cantons de Bâle-Campagne (106 vs. 16) ; Fribourg (70 vs. 3) ; Genève (194 vs. 10) ; Jura (59 vs. 7) ; Neuchâtel (81 vs. 9) ; Valais (142 vs 6) ; Vaud (269 vs 28) ; Berne (208 vs. 40). « Attenti ai Cantoni », *Corriere del Ticino*, 3 décembre 1992, p. 4.

⁵⁷⁸ « Giovani liberali perplessi sull'Europa », *La Regione Ticino*, 30 octobre 1992, p. 11.

⁵⁷⁹ Cette tendance, qui n'est à nouveau pas unique au PRD, montre une progression vers une désaffection des électeurs envers les partis politiques : ces derniers n'étaient en effet plus capables (ou dans une moindre mesure) d'influencer les opinions des électeurs qui votaient toujours plus indépendamment.

⁵⁸⁰ Le document est la version définitive de la stratégie 1999 – 2007. « Notre Suisse 1999 – 2007 », Archives PRD Tessin, Camorino.

pour lui du lancement de la campagne électorale. De plus, il propose des analyses de ce que serait la Suisse si les autres partis étaient au pouvoir.

« Comparez notre Suisse avec ce qu'elle serait, si des recettes d'autres partis avaient été approuvées par une majorité. Dans une Suisse PS, les dettes auraient augmenté rapidement, nous aurions, en matière de génétique, l'interdiction d'utiliser les technologies nouvelles, notre armée ne pourrait pas apporter son aide aux réfugiés du Kosovo et on y aurait décidé de distribuer beaucoup de mannes sociales, ce qui, en définitive, n'aurait pas pu être fait en raison de la précarité financière de cette Suisse. Dans une Suisse à l'UDC, les finances ne seraient pas assainies, on ferait des dettes en faveur des privilégiés du fisc. Les négociations avec l'UE auraient été interrompues et l'on n'aurait aucune alternative pour échapper à la saturation des routes. »⁵⁸¹

Le niveau national est donc pris en compte comme espace de comparaison où les politiques des autres partis, notamment PS et UDC, auraient des conséquences non-négligeables. Du côté du PS, l'ouverture dans tous les domaines, notamment sociaux, causerait à la Suisse des pertes économiques importantes. La réduction des effectifs de l'armée, comme demandée par les socialistes, n'amènerait pas nombreux bienfaits. Les mêmes raisons économiques seraient en danger avec l'UDC au pouvoir : les finances ne subiraient pas d'amélioration, mais au contraire une baisse des impôts, comme souhaité par l'UDC, aurait des conséquences positives seulement pour les privilégiés. Leur discours de campagne montre donc le PRD comme seul parti qui se situe au milieu des deux autres, avec une politique ouverte, mais raisonnable en termes économiques, qui pourrait avoir des conséquences positives pour la Suisse. La stratégie adoptée dans ce cas, est la définition de sa propre identité, aussi territoriale, en se distançant des deux concurrents politiques majeurs et proposer une vision 'médiane' de la Suisse.

En 2007 aussi, le PRD suisse propose un programme électoral et une stratégie appelée : « Une Suisse en mouvement – Une Suisse qui gagne »⁵⁸². La référence au niveau national et au succès du pays est donc évidente et toujours plus importante, comme dans les programmes de l'UDC et du PS. Cette campagne proposait des affiches avec la croix typique du drapeau suisse avec un format tridimensionnel : « Das konstruktive Schweizerkreuz wird zum monumentalen Körper und steht als zentrales Element für die FDP und ihre 4 Projekte »⁵⁸³. Sur cette croix suisse tridimensionnelle, le parti ajoute des visages, des images ou des expressions, afin de montrer graphiquement ses projets et surtout quelles sont ses priorités. Ces images sont choisies par le parti national ; cependant, le local n'est pas oublié : en effet, les sections cantonales et locales (et parfois aussi les candidats) peuvent exploiter la croix pour ajouter leurs propres perspectives et interprétations du programme du PRD national. Dans le cadre de cette première partie de la campagne électorale, le parti national mettra en place un 'Tour de Suisse'.

« Zwischen 1. August und 15. September (Abschluss ist der Parteitag) ist die FDP 'on the Road'. Die Tour de Suisse mit ihren Roadshows spielt eine wichtige Rolle im Wahlkampf 2007. Dort können wir uns und unsere Positionen gut und originell präsentieren, Wähler direkt ansprechen, inspirieren,

⁵⁸¹ « Allocution du Conseiller National Franz Steinegger, président du PRD Suisse », Assemblée des délégués du PRD Suisse, 24 avril 1999, Brigue, Archives PRD Tessin, Camorino.

⁵⁸² Archives PRD Tessin, Camorino.

⁵⁸³ « La constructive croix suisse représentera le corpus de base et sera l'élément central pour le PRD et ses quatre projets » (TdA). « Tour de Suisse/Roadshow », Archives PRD Tessin, Camorino.

involvieren und aktivieren. Die Tour de Suisse besteht aus Events, eben aus Roadshows, welche auf gut frequentierten Plätzen in den grösseren Städten der Schweiz stattfinden sollten. »⁵⁸⁴

La référence à la discipline sportive du cyclisme veut rendre compte du concept qui réside à la base : visiter toutes les régions de la Suisse afin de diffuser une image homogène du PRD suisse⁵⁸⁵. Les élections nationales se développent surtout aux niveaux cantonaux (puisque ces niveaux sont des ‘circonscriptions électorales’). Le PRD essaie de proposer une image plutôt homogène du pays avec le développement d’une campagne nationale.

La deuxième partie de la campagne de 2007 a été lancée au mois de juin sous le slogan en romanche *Hop Sviz* et était visible sur les affiches depuis le mois de juillet. Sur ces dernières, l’on voyait des enfants, des jeunes et des adultes de tout âge, sauter, avec en arrière-plan, l’infrastructure des chemins de fers suisses, des logements, etc. L’essai mis en place par le PRD était celui du progrès que la politique du PRD aurait amené dans ces domaines : le saut des gens était à comprendre dans ce sens. Dans une analyse postélectorale, le président du parti, Fulvio Pelli, souligne que « cette idée ‘Hop Sviz’ n’a pas donné grand-chose. Peut-être aurions-nous dû davantage utiliser le slogan de ‘la force positive de la Suisse’ »⁵⁸⁶. La ‘force positive’ a été mise en place notamment contre le négativisme qui a été exploité par toute la campagne de l’UDC. La stratégie adoptée par le PRD dans cette deuxième partie de la campagne nationale s’inspirait aussi de celles développées par l’UDC, qui prenaient toujours plus en considération la Suisse et une dimension territoriale.

Une homogénéisation qui permet des espaces d’autonomie cantonaux

Face à ces représentations toujours plus importantes de la dimension nationale dans le PRD, apparaissent des campagnes plus ‘autonomes’ et ‘spécialisées’ sur des contextes spécifiques au niveau des cantons.

La grande autonomie des sections cantonales entre aussi en jeu pendant les campagnes électorales pour des élections nationales. Cette autonomie coexiste avec la mise en place toujours plus homogène des représentations de la Suisse proposées par le parti national. Les sections cantonales, quant à elles, proposent souvent, comme nous l’avons vu, des programmes spécifiques afin de mieux présenter et adapter le programme du parti national à leurs électeurs spécifiques⁵⁸⁷. De plus, les sections cantonales proposent leur propre vision de la politique nationale en raison de leurs spécificités cantonales et leurs différentes identités.

⁵⁸⁴ « Entre le 1^{er} août et le 15 septembre (la fin coïncide avec le congrès électoral) le PRD est ‘on the Road’. Le tour de Suisse avec des Road shows joue un rôle important dans la campagne électorale de 2007. Ici, nous pouvons bien nous présenter ainsi que nos positions d’une manière originale, parler directement avec les électeurs, les inspirer, les impliquer et les activer. Le tour de Suisse est composé par des événements, ainsi que par des Road shows, qui auront lieu sur les places des plus grandes villes de Suisse » (TdA). « Tour de Suisse/Roadshow », Archives PRD Tessin, Camorino.

⁵⁸⁵ Lors de ces rencontres, le parti national mettait en place un ‘stand’ avec une croix suisse tridimensionnelle géante (3mx3mx3m) ; distribuait des flyers ; du matériel publicitaire, etc.

⁵⁸⁶ Procès-verbal de la séance du Comité directeur et Conférence des présidents du PRD Suisse, 27 octobre 2007, Archives PRD Tessin, Camorino.

⁵⁸⁷ Il s’agit en effet, de ces électeurs qui doivent voter pour les élections nationales. L’autonomie des sections est donc aussi sauvegardée par le système de vote existant en Suisse.

Pour la section tessinoise, il s'agit souvent de lier le niveau cantonal à celui national : comme en 2007 où le parti souligne les spécificités du canton en ajoutant des paragraphes avec leurs propres solutions aux problématiques nommées par le parti national⁵⁸⁸. Par rapport au protectionnisme mis en place par la Lega des Tessinois depuis les années 1991, le discours mené par le PRD est plus subtil. Il faut protéger les spécificités tessinoises tout en gardant un œil sur les politiques nationales. C'est en effet à Berne que « si prendono le decisioni che veramente contano per il nostro futuro »⁵⁸⁹. De plus, le discours mené au Tessin a toujours été de souligner que ce dernier fait partie de la Suisse et son identité ressort de son appartenance à ce pays. De même, la Suisse ne peut pas être conçue sans le Tessin et l'identité tessinoise.

Si pour le canton du Tessin, le but des élus radicaux était entre autres celui de représenter à Berne le canton italoophone qui vit depuis toujours dans une sorte de minorité et à l'écart des grandes régions de la Suisse⁵⁹⁰, dans le canton de Vaud, il s'agit plutôt de proposer des candidats qui ont de réelles influences sur la politique du pays « aujourd'hui comme hier, les radicaux entendent apporter leur contribution concrète à la Suisse moderne »⁵⁹¹. Cette différence du rôle que les élus du parti peuvent donner à la politique nationale est poussée encore plus loin par la section zurichoise. En effet, la députation PRD à Berne des cantons du bord de la Limmat et du Léman est plus importante par rapport aux trois (puis deux) élus PRD tessinois : la représentation du rôle de la délégation du canton dans le Conseil national change donc.

8.5 Le PDC et le soutien des intérêts régionaux

Enfin, le dernier parti dont nous voulons analyser le positionnement est le Parti démocrate-chrétien. Ce parti a souvent été associé à la défense des intérêts régionaux, voire à la défense de la subsidiarité qui représente l'une des bases du fédéralisme suisse. À sa naissance à la fin du XIX^e siècle, le parti avait pour but de faire face à un État centralisé souhaité par les partis libéraux et radicaux⁵⁹². Le principe de la subsidiarité est l'un des éléments qui distinguent tous les mouvements démocrates chrétiens (Frey, 2008 : 29). De plus, le fédéralisme suisse encourage la sauvegarde de cette structure. Il ne faut malgré tout, pas oublier qu'on ne peut pas comparer le fédéralisme du début 1900 avec le fédéralisme d'aujourd'hui, en raison du fait que l'État en Suisse a acquis énormément de compétences, mais en même temps, toute la procédure décisionnelle s'est complexifiée avec la création de Conférences des gouvernements cantonaux et d'autres formes de coopération. Cependant, le fédéralisme est encore fort présent aujourd'hui et structure tout un ensemble de politiques : financières, aménagement du territoire, etc. Dans la réalité, cette défense de la subsidiarité au sein du PDC s'est traduite, non seulement dans le sens 'politique' du terme, c'est-à-dire le soutien de politiques qui sauvegardent les niveaux

⁵⁸⁸ Par exemple, les mesures d'encouragements pour les jeunes afin qu'ils fassent des expériences de travail hors du canton ; ou à propos du marché économique du canton qui doit toujours rester concurrentiel au Tessin ; le soutien d'activités cantonales finalisées par la promotion d'une consommation énergétique raisonnable ; une meilleure intégration des étrangers dans le canton ; etc.

⁵⁸⁹ « On prend les décisions qui influencent notre futur » (TdA). Daniele Lotti lors du Congrès électoral du 22 septembre 2007 à Locarno, Archives PRD Tessin, Camorino.

⁵⁹⁰ Pour une analyse des rapports dans l'histoire entre le Tessin et Berne, voir la publication de Mazzoleni (2015).

⁵⁹¹ « Programme des Radicaux vaudois », Archives cantonales vaudoises, Lausanne, PP552/551/1.

⁵⁹² Mike Bacher, « La création du parti un long chemin », *La politique. 100 ans PDC*, 2012, p. 4, VieDoc, Lausanne.

inférieurs, mais également dans « le soutien des institutions privées et semi-étatiques, les individus, les familles ou les autres communautés qui ne peuvent s'assumer, par le biais de pouvoirs publics »⁵⁹³. Ici, la notion de subsidiarité perd sa connotation territoriale pour en acquérir une plus programmatique en lien avec les stratégies du parti développées au cours des années nonante, comme expliqué dans les chapitres précédents. La subsidiarité, dans le cadre des élections fédérales, touche surtout le côté organisationnel. Du point de vue idéologique et symbolique, nous l'avons vu, la cohésion à l'intérieur du parti est plus poussée, quoiqu'elle ne structure pas toutes les campagnes électorales.

Pour retourner à une production plus 'symbolique' du territoire, nous diviserons l'analyse dans ce sous-chapitre selon les échelons auxquels le parti peut se référer dans sa production symbolique du territoire. Dans le cas d'une campagne électorale au niveau national, deux dimensions dialoguent surtout et apparaissent comme plus fondamentales : le niveau national (soit celui de l'institution pour laquelle les élections ont lieu) et le subnational, voire cantonal en Suisse (l'échelon où a réellement lieu l'élection et d'où proviennent les candidats). Les relations entre ces deux dimensions permettront aussi de montrer les changements survenus dans les représentations des différents niveaux dans le PDC. Un élément qu'il faut tout de suite souligner, est le fait que ces représentations changent selon le niveau pris en considération. Ainsi, si le sujet de l'analyse est le parti national, celui-ci aura des représentations et des conceptions différentes des autres niveaux que si nous concentrons notre regard sur les niveaux cantonaux.

La sauvegarde du territoire national et les influences de l'UDC

Le parti national propose depuis 1991, des visions différentes de la Suisse. À partir d'une vision de la Suisse ouverte, qui doit s'annexer à l'Union européenne avec un rôle actif (1991), on arrive à une vision plus nuancée d'une Suisse qui doit certes rester ouverte et solidaire, mais à certaines conditions. Ce sentiment est encore plus renforcé en 2007 où le parti met aussi au centre de ces affiches le slogan « Besser für unser Land »⁵⁹⁴ : il faut se concentrer tout d'abord sur la situation en Suisse et seulement dans un deuxième temps, le niveau supra-national pourra être pris en compte.

Le tableau en annexe (Annexe 29) montre la représentation que le parti a du rôle que la Suisse doit maintenir par rapport aux niveaux supérieurs, voire même au niveau international. L'évolution vers un 'protectionnisme' majeur du niveau national advient après la prise de pouvoir de l'UDC et sa relative mise à l'agenda politique de ces thématiques. La représentation construite et véhiculée par le PDC est celle d'une Suisse qui ne peut pas exister sans un centre fort, sans une politique non polarisée (en opposition donc à la politique de l'UDC et du PSS). Dans ce sens, la Suisse doit rester un pays ouvert, mais en même temps, elle doit protéger le bien-être acquis. La représentation des liens avec l'international que la Suisse doit maintenir est beaucoup plus proche de celle de l'UDC, par rapport à la représentation d'un pays ouvert et avec beaucoup de liaisons internationales du PS et du PRD.

⁵⁹³ « Renouveau Suisse », p. 6, Archives PDC suisse, Berne.

⁵⁹⁴ « Mieux pour notre pays » (TdA).

À partir des élections de 1999, le PDC se rend compte qu'il doit plus se profiler comme parti du centre (comme le montrent les affiches électorales de la même année où, pour le parti, la solution intermédiaire n'est toujours pas trouvée). Cette stratégie se renforce dans les années 2000 et le parti conçoit que pour la mettre en place, il doit organiser et développer des actions en opposition à celles de l'UDC, aussi en ce qui concerne la représentation du rôle de la Suisse. Par exemple en 2007, le PDC organise sur la place fédérale à Berne une manifestation/concert « Stop au chômage » qui a regroupé plusieurs milliers de personnes. L'éditorial pour le communiqué de presse décrit de cette manière l'évènement :

« Votez pour la politique qui s'inscrit dans la tradition de notre pays : votez pour la politique PDC ! La Suisse, reconnue au niveau international pour être le pays de la liberté d'expression et de la démocratie directe, mérite son image positive, même dans la phase finale et cruciale d'une campagne électorale. Le PDC est donc satisfait d'avoir pu donner un signal positif en ce sens avant le dimanche des élections. Avec le concert « Stop au chômage » qui a regroupé plusieurs milliers de personnes sur la Place fédérale à Berne, le PDC a montré que les rassemblements politiques se déroulaient en général de manière pacifique dans notre pays. Contrairement aux images qui avaient retenu l'attention la semaine précédente, le PDC a lancé un signal politique fort : on peut aussi faire autrement ; on peut aussi être constructif. »⁵⁹⁵

Le parti veut renforcer l'image d'une Suisse positive (comme la stratégie du PRD), pacifique et ouverte, en contre tendance avec les récents désordres qui avaient eu lieu quelques semaines auparavant, causées par l'UDC et des groupements d'extrême gauche⁵⁹⁶. Pour cette raison, il organise une manifestation qui lui permet de se montrer à l'opinion publique de manière constructive et de se démarquer des tendances négatives données par les supporters UDC ou de gauche. La communauté imaginaire de la Suisse vue par le PDC est donc plus positive et ouverte que celle de l'UDC, même en partageant la sauvegarde du bien-être acquis de la part de la Suisse. La catégorisation entre nous, les Suisses, et eux, les étrangers est aussi partagée par ce parti, qui ne veut cependant pas exclure catégoriquement, comme l'UDC, cette deuxième catégorie de ses politiques.

Le PDC réagit alors à la radicalisation des thématiques de l'UDC et à sa catégorisation basée sur des catégories territoriales avec une même stratégie : les catégories développées par l'UDC sont exploitées par l'ensemble des partis, qui changent au contraire leur positionnement.

Les spécificités locales et leurs liens au territoire national

Les spécificités locales n'ont pas pour autant disparu au sein du PDC. Les dimensions symboliques typiques des sections cantonales étaient en effet toujours présentes et surtout promues par les sections elles-mêmes. Ce qui est frappant, c'est le cas du PDC Tessin qui, traditionnellement associé par l'électorat du canton à la couleur bleu clair (*azzurro*), proposait son logo et toutes ses affiches dans cette couleur, alors que le logo au niveau national et dans les autres cantons incluait déjà l'orange-rouge : couleur officielle qu'on retrouve encore

⁵⁹⁵ Éditorial des communiqués de presse, 18 octobre 2007, Archives PDC suisse, Berne.

⁵⁹⁶ En effet, le 6 octobre 2007 à Berne, avait eu lieu une manifestation annoncée de l'UDC avec une mobilisation finale de sympathisants de ce parti pour les élections fédérales. Des groupements de gauche ont réagi avec une contre-manifestation non autorisée ce qui a donné lieu à des violents affrontements entre les manifestants et la police.

aujourd'hui. Ce n'est en effet qu'avec l'introduction du nouveau logo en 2005, au moment où le parti national misait sur une nouvelle identité, que le parti a abandonné les deux 'croissants' violet et orange pour un carré incliné avec une demi-croix suisse et les initiales du parti⁵⁹⁷. À partir de ce moment-là, la publicité développée par les partis cantonaux et les candidats eux-mêmes, utilise beaucoup plus ces signes de repérage, malgré de petites différences. C'est encore le cas de la section tessinoise qui en 2007, utilise le nouveau logo orange avec des bandes bleu clair, qui le rendent plus reconnaissable par l'électorat tessinois.

Le problème réside donc dans le fait que les partis cantonaux suivent seulement en partie les propositions du parti national puisque pendant la campagne électorale, ils adaptent leurs positions et représentations selon leur contexte cantonal et selon les symboles que leur électorat reconnaît le plus. Ainsi, lorsque la campagne électorale se déplace au niveau cantonal, les thématiques deviennent beaucoup plus en lien avec les revendications cantonales que les sections cantonales veulent amener à Berne. C'est le cas notamment encore une fois de la section tessinoise du parti, qui arrive à produire des publications expressément rédigées afin de montrer les priorités du canton qu'il faut amener à Berne. En 1991, lors de la présentation des candidats aux instances dirigeantes, le président du parti, Luigi Pedrazzini, rappelle que le Parti cantonal assume pendant ce type d'élections un rôle subsidiaire par rapport au parti national. Cependant, il faudra :

« completare gli obiettivi federali con una chiara visione cantonale su alcuni temi principali legati ai rapporti tra la Confederazione e il Cantone o che toccano in modo particolare la condizione di vita dei ticinesi. »⁵⁹⁸

En 1995, la publication électorale du PDC tessinois s'appelle « Un patto di legislatura per difendere gli interessi del Ticino » et en 1999 « Per un Ticino più forte in una Svizzera più sicura »⁵⁹⁹. Il existe donc une représentation dans la section cantonale qui voit le Tessin comme pas assez représenté et 'protégé' à Berne. Cette manière de représenter le Tessin a été introduite en 1991 avec la publication de l'affiche électorale de la Lega qui affirmait « A Berna per ribadire 'Il Ticino ai ticinesi. Vota Lega »⁶⁰⁰. Dans ce canton, les enjeux qui, dans des élections nationales, doivent normalement être de relevance nationale au moins en ce qui concerne la campagne électorale, assument des connotations régionales. Presque tous les candidats, dans leurs slogans, utilisent aussi la référence à Berne⁶⁰¹. Même pour le canton du Tessin, il apparaît

⁵⁹⁷ Dans le communiqué de presse qui accompagne le changement du logo en juillet 2005, on souligne que l'ancien logo faisait l'objet de multiples variantes et était difficile à identifier sans le nom PDC. « Dynamique et orienté vers l'avenir », Communiqué de presse 05.07.2005, Archives PDC suisse, Berne.

⁵⁹⁸ « Compléter les buts fédéraux avec une vision cantonale claire par rapport à certaines thématiques liées aux rapports entre la Confédération et le canton ou qui touchent en particulier les conditions de vie des Tessinois » (TdA). « Pedrazzini: 'Confermare un consigliere agli Stati e tre deputati al Nazionale' », *Popolo e libertà*, 27 août 1991, p. 2.

⁵⁹⁹ Archives PDC Tessin, Bellinzona.

⁶⁰⁰ « Il manifesto elettorale: un discreto protagonista della campagna elettorale », *Popolo e libertà*, 18 octobre 1991, p. 2.

⁶⁰¹ Les références à d'autres échelles dans les slogans sont : Fabio Bacchetta Cattori: « I di Voi X Berna »; Chiara Simoneschi-Cortesi: « Per voi e con voi a Berna per costruire assieme il nostro futuro »; Gian Maria Pusterla: « Mi candido sulla lista PPD al Consiglio Nazionale per garantire l'euroIncompatibilità della Svizzera ». *Popolo e libertà*, 15 octobre 1999.

cependant qu'à partir des années 2000, une plus grande homogénéisation de la campagne et une adoption du même positionnement du parti national sont à l'ordre du jour. Par exemple, le 7 septembre 2007, dans le journal du parti (*Popolo e libertà*), l'on introduit une section appelée « spéciale élection » : après les photos des candidats PDC Tessin, il y a le programme du parti national traduit en italien. La seule référence à la spécificité tessinoise apparaît dans une affiche, avec toutes les photos des candidats, titrée « Insieme per affermare i nostri valori. Nove validi candidati, con sensibilità ed esperienze differenti, per un progetto politico comune: costruire anche a Berna un Ticino migliore nell'interesse di tutti »⁶⁰². Comme c'était le cas en 1999, ce sont plutôt les candidats eux-mêmes qui adoptent plus personnellement une stratégie de campagne qui souligne leur apport en tant que Tessinois à la politique suisse⁶⁰³.

La stratégie de la section PDC cantonale de Zurich, par rapport à la section tessinoise, se concentre moins sur les thématiques locales qu'il faut soutenir à Berne, mais a un rapport beaucoup plus étroit avec les sections régionales, voire locales, qu'il faut représenter sur les listes. Le manifeste électoral du PDC Zurich avec les candidats et les thématiques clés de 1999 est également emblématique : la seule référence au canton de Zurich est explicitée dans la phrase : « Mit Einsicht und Weitsicht, mit Rücksicht und Voraussicht ins neue Jahrhundert. Ihre CVP im Kanton Zürich »⁶⁰⁴. Les problématiques traitées dans le programme se réfèrent à des problématiques générales, sans aucune particularité cantonale. La section cantonale zurichoise suit plus concrètement la stratégie du parti national et n'exploite que rarement la campagne pour des élections nationales pour mettre en avant ses spécificités locales.

Le même élément est visible dans les affiches du PDC Vaud. En 1991, le slogan du parti pour l'élection au Conseil national est « Des défis de l'audace », même les tracts produits par le parti pour 1999 et 2007 ne nous montrent pas cette dichotomie, c'est-à-dire d'amener des intérêts locaux à Berne. Des traces de cette manière de penser se retrouvent plutôt dans les campagnes électorales personnelles des candidats vaudois, surtout les plus forts, et dans les lettres envoyées afin de mobiliser les électeurs. Par exemple en 1999, le vice-président du PDC vaudois, Éric Blanc, affirme que l'un des buts des candidats sur les listes PDC (jeunes et liste officielle) est d'« avoir à Berne, au sein de notre important parti gouvernemental, un ardent défenseur de notre région ». Il faut souligner que la section vaudoise du PDC est très faible dans le canton et pour des élections nationales, le parti doit toujours s'apparenter avec d'autres partis pour amener un moins un candidat à Berne.

⁶⁰² « Ensemble pour affirmer nos valeurs. Neuf candidats, avec des sensibilités et expériences différentes, pour un projet politique commun: bâtir à Berne aussi un meilleur Tessin dans l'intérêt de tous » (TdA). *Popolo e libertà*, 19 octobre 2007, p. 9.

⁶⁰³ Par la suite, les slogans des candidats du PDC Tessin trouvent leur place aux élections nationales 2007. Angelo Jelmini: « A Berna per capirsi »; Matteo Baggi: « A Berna per tutta la Svizzera »; Michele Moor: « Sicurezza è benessere »; Chiara Simoneschi-Cortesi: « Chiara. per tutti voi »; Angelo Bernasconi: « La salute dell'ambiente è l'energia della società »; Giorgio Ortelli: « Protezione è qualità di vita »; Marina Ortelli « Marina Ortelli 6 con noi »; Meinrado Robbiani: « Anche nella politica vicino ai bisogni delle persone e delle famiglie ». *Popolo e libertà*, 19 octobre 2007, p. 9.

⁶⁰⁴ « Avec perspicacité et clairvoyance, avec discernement et prévoyance dans le nouveau siècle. Votre PDC dans le canton de Zurich » (TdA). « CVP die eigenständige Kraft », Affiche électorale pour les élections nationales 1999, Archives PCD Zurich, Zurich.

8.6 Les analogies et différences

À la fin de ce chapitre, nous pouvons sans doute affirmer que les partis politiques suisses, pendant les campagnes électorales, développent des réponses diverses par rapport à l'enjeu territorial qui est analysé. On passe des changements qui développent des représentations toujours plus homogènes du pays, à des représentations où les niveaux inférieurs sont très autonomes, hétérogènes et où les spécificités sont valorisées. Les représentations sont très subjectives et changent selon la période prise en compte, le niveau de référence, le contexte historique et surtout la concurrence politique que les autres partis développent dans l'échiquier politique. En effet, la principale raison qui a causé des changements dans les représentations du rôle que la Suisse doit assumer face à l'étranger est la radicalisation des thématiques assumée par l'UDC. De plus, l'exploitation d'une communauté imaginaire créée sur une base territoriale de la part de l'UDC oblige les autres partis à se positionner par rapport à elle.

Nous allons ici montrer les différents changements développés par les partis politiques suisses.

Le rapport des partis politiques suisses avec l'enjeu territorial dans les années 1990 et 2000

Le parti qui a changé avant les autres son rapport avec l'enjeu territorial et qui a produit des représentations du pays toujours plus homogènes au sein du parti, est l'UDC. Ce parti, avec l'arrivée à son sommet d'un nouveau leadership, a produit une radicalisation des thématiques qui se sont traduites dans la prise de pouvoir d'un enjeu territorial très important dans leur discours. Tout d'abord, le parti a fondé sa nouvelle politique sur cet enjeu qui permettait de catégoriser ceux qui pouvaient profiter de leurs politiques et ceux qui restaient à part.

Il s'agit notamment des catégories 'nous' et 'les autres'. Les Suisses sont normalement associés à 'nous' et les 'autres' sont représentés par les étrangers. Cette nouvelle catégorisation est un trait distinctif des partis populistes de droite qui ont fait de l'enjeu territorial un clivage important d'inclusion ou exclusion. Ce changement de stratégie dans les représentations du parti advient en même temps que la prise de pouvoir dans le parti du clan Blocher. De plus, ce n'est pas un hasard que la nouvelle faction prend du pouvoir dans le parti national après le rejet du peuple suisse de l'adhésion du pays à l'Espace économique européen le 6 décembre 1992. À cette occasion, l'électorat suisse a montré une fois de plus la désaffection qui était en train de se produire envers les partis. La faction dominante au sein de l'UDC en 1992 était pour une adhésion à l'EEE. Malgré tout, la future faction dominante a été le groupe qui a le plus œuvré pour un rejet de la votation. Ainsi, face aux autres partis politiques qui ont continué à soutenir leurs positions d'ouverture pendant la première partie des années 1990, il s'est produit un changement au sein de l'UDC. La nouvelle faction dominante a pris du pouvoir dans le parti et aujourd'hui, nous pouvons sans doute affirmer que l'UDC a été le premier parti qui a su réagir aux nouvelles attentes de l'électorat suisse. Les nouvelles attentes attireraient toujours plus l'attention sur des catégorisations de représentations territoriales. Les autres partis politiques ont seulement réagi dans un deuxième temps à cette nouvelle prise de position de l'UDC. Avec la prise de pouvoir et d'électeurs de la part de la nouvelle UDC, les autres partis politiques suisses, surtout pendant les campagnes électorales, ont dû petit à petit changer leurs stratégies face aux représentations du rapport Suisse - étrangers.

Ainsi, les deux partis qui ont le plus réagi à cette nouvelle catégorisation (notamment en matière étrangère) de la part de l'UDC ont été le PRD et le PDC. Dans ces deux partis au début des années 1990, l'opinion partagée par les instances dirigeantes était encore celle d'une ouverture des frontières et d'une adhésion de la Suisse à l'UE. Avec le temps, au sein de ces deux partis aussi (notamment dans le PDC), les opinions se sont durcies et l'enjeu territorial a pris de l'importance : on est donc passé à un privilège des accords bilatéraux à la fin des années 1990 à un soutien de l'indépendance de la Suisse dans les années 2000. Malgré ce durcissement des opinions face à la thématique étrangère, les deux partis ont toujours gardé un esprit d'ouverture face à la politique étrangère et la catégorisation 'nous' et 'les autres', basé sur un enjeu territorial (et de frontières nationales), proposé par la nouvelle UDC, n'ont pas non plus été suivis par des positions restrictives. Le PRD notamment, sous le signe de son trait distinctif et de son identité, garde un œil sur l'économie et envisage donc un futur très international et ouvert pour la Suisse. Ce n'est pas un hasard si pendant les années 2000, le PRD assume toujours plus une position qui soutient l'innovation technologique et l'ouverture. Par contre, le PDC assume des positions toujours plus proches de celles de l'UDC. La stratégie développée par ce parti est de se proposer comme une alternative, plus modérée, à l'UDC.

Les catégories territoriales basées sur une identité nationale développée par l'UDC ont toujours plus connu de succès, également dans les discours de certains candidats de ces deux partis, et de la part des partis eux-mêmes. L'identité nationale promue est toujours plus prise en compte et est à sauvegarder pour tous les partis suisses. Il s'agit donc d'une mutation en ce qui concerne la communauté imaginaire nationale. Ce que les partis ont développé de manière différenciée est la manière dont on obtient cette communauté. Si, pour la nouvelle UDC, la voie à suivre est tracée par le rejet des étrangers et la fermeture des frontières, pour les autres partis, il faut insister sur l'innovation et la technologie ou encore, comme pour le PS, sur l'ouverture et l'intégration.

Le Parti socialiste en effet adopte une stratégie complètement contraire à l'UDC : il encourage un discours qui ouvre les frontières et surtout qui ne permet pas de catégorisations selon l'enjeu territorial. Le PS a toujours été uni sur la thématique de fonds, soit l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne. Il n'a pas opéré de changements d'opinions comme le PRD ou le PDC. Néanmoins, il a dû, lui aussi, nuancer sa position d'adhésion sans condition.

La prise d'importance du niveau national dans les discours des partis

Une caractéristique commune à tous ces trois partis, qui réagit à la prise de pouvoir de l'UDC est un regard toujours plus grand pour la Suisse. La représentation de la Suisse pour l'UDC est très traditionnelle, en raison aussi de son passé de parti très lié aux agriculteurs et où, lors des manifestations UDC, l'on chante l'hymne national, l'on joue du cor des alpes, l'on s'habille avec des habits traditionnels, etc. ; alors que dans les autres partis politiques, l'on joue toujours plus pendant les manifestations électorales pour des élections nationales avec ces symboles. En effet, la thématique de la sauvegarde du pays passe à travers plusieurs symboles, comme le drapeau suisse, qui se montre lors des manifestations ou sur les programmes.

Pour le PRD et le PDC, certains symboles comme la croix ou le drapeau suisse entrent aussi dans l'imaginaire symbolique des années 1990 et notamment 2000. Ils sont plus exploités pendant leurs congrès ou leurs événements. En même temps, de nombreux symboles plus régionaux ou locaux vont y être associés. En effet, pour ces deux partis les différences territoriales sont encore nombreuses et vont encore être accentuées. Une réduction majeure de l'hétérogénéité dans ces symboles est apercevable récemment dans la communication développée par les partis nationaux. Il existe, en effet, une tentative d'homogénéisation.

Les candidatures comme signal d'une représentation homogène du territoire

La littérature nous a montré qu'une représentation homogène du territoire passe aussi à travers la représentation équitable de toutes les régions et localités lors de la campagne électorale (Latté, 2002 ; Godmer, 2009). Les partis politiques assument deux stratégies par rapport au lieu des événements : d'un côté, ils les organisent dans des lieux qui font du sens et qui sont symboliques. D'un autre côté, ils les organisent dans des lieux différents afin de montrer l'hétérogénéité à l'interne. En effet, par rapport au passé, ces lieux essaient de toujours plus produire une image hétérogène de la Suisse et de l'ensemble du pays. La première stratégie est surtout assumée par le Parti socialiste, qui organise toujours ses manifestations dans des lieux symboliques comme les maisons du peuple. Ce n'est donc pas rare que le parti national organise ses congrès ou assemblées à la maison du peuple de Bâle ou de Zurich. Pour ce parti, le symbole que cet endroit produit et la représentation qui y est associée sont très importants. Ce parti n'oublie cependant pas la représentation des différentes régions du pays et ainsi, les congrès et les assemblées pendant les campagnes électorales sont organisés sur l'ensemble de la Suisse (toujours dans des lieux très symboliques). Récemment, le PS national a commencé à organiser des congrès électoraux dans des lieux plus symboliques et proches des autres partis. C'est le cas par exemple du congrès électoral de 2006, organisé à Sursee où, lors de la présentation des deux jours, la présidente souligne l'importance d'organiser un événement au centre de la Suisse. La stratégie semble donc être moins liée à une signification symbolique de l'endroit lui-même (le bâtiment par exemple) et plus à la signification du lieu (conçu comme un lieu qui amène avec soi des significations). Il s'agit notamment de l'UDC, qui exploite également des lieux symboliques (avec des significations territoriales) pour ses événements, mais de manière moins importante par rapport au parti socialiste. Les autres partis politiques suisses n'ont en effet pas des lieux chargés de symboles comme les maisons du peuple pour le parti socialiste, qui étaient l'endroit de réunion privilégié des ouvriers.

L'UDC national surtout, dans les années 2000, essaie d'organiser ses événements, qui seront ensuite médiatisés, dans des endroits symboliques et qui montrent le lien du parti avec les différents territoires : agricoles, urbains et suburbains. L'alpage au milieu de la Suisse en est un exemple, ainsi que l'Assemblée à Kloten dans un endroit très moderne. Le PDC et le PRD aussi organisent, encore plus que les deux autres partis, leurs congrès dans les différentes régions du pays, pour ainsi profiter de la proximité qui va se créer avec l'électorat du lieu.

Pour résumer, les représentations sociales du pays et d'autres niveaux dépendent donc de beaucoup de facteurs. Pendant les années 1990, l'UDC a mis de la concurrence dans le système politique suisse et ceci a ajouté un facteur qui influençait les représentations des territoires de

la part des partis politiques, jusqu'alors très stables et immobiles. Ces représentations vont de manière générale vers une image de la Suisse qu'il faut protéger. Les attaques au bien-être acquis en Suisse arrivent depuis l'étranger.

Pour conclure, il semble que le PRD soit le parti qui produit une image du niveau national la plus homogène, probablement en raison du fait qu'il est le premier parti à proposer une campagne électorale nationale. Ceci ne signifie pas que les différentes régions possèdent des représentations complètement homogènes. En effet, au Tessin il s'agit notamment le cas (et cette remarque est valable pour tous les partis politiques) en raison de l'apparition de la Lega au début des années 1990. Le développement d'un discours régionaliste, aussi assumé par les autres partis politiques, se développe au sein de ce canton.

8.7 Conclusion

Ce chapitre a voulu montrer comment les représentations des territoires des partis politiques suisses entrent en jeu lors d'une campagne électorale qui se tient au niveau national, alors que les circonscriptions de l'élection sont au niveau subnational. Les stratégies qui se développent au sein des partis politiques suisses peuvent être partagées en deux catégories, qui ne s'excluent pas mais qui sont complémentaires. Cela signifie que ces stratégies peuvent se mettre en place en même temps.

Tout d'abord, la première stratégie qui se développe au sein des campagnes électorales des années 1990 et 2000 est la production d'une représentation symbolique du territoire qui prend toujours plus en considération une « communauté imaginée » basée sur le clivage territorial (Anderson, 1996). Ceci signifie que dans un contexte toujours plus international, où les frontières sont toujours moins importantes et où les moyens de communication ont permis d'approcher les lieux les plus éloignés, une prise d'importance des niveaux plus proches et une sauvegarde d'une dimension régionaliste ou nationaliste se produisent. Cette stratégie est développée tout d'abord par l'Union démocratique du centre, parti qui, pendant la période que nous prenons en considération, s'approche toujours plus d'un parti populiste de droite (Skenderovic, 2005). Cette caractéristique de construire une communauté imaginaire basée sur un clivage territorial, notamment le partage entre un 'nous', défini par les Suisses (ou quelque communauté nationale), et des 'autres', les étrangers, est typique de cette catégorie de partis⁶⁰⁵. Le début des années 1990 n'était pas la première fois qu'en Suisse, l'on assistait au développement de politiques et de représentations semblables, soit un virage vers une droite nationaliste. Dans les années 1960 et 1970 en effet, d'autres partis comme l'Action nationale ou le Mouvement républicain, fondé par James Schwarzenbach, avaient déjà essayé de s'installer dans le paysage politique suisse avec le soutien d'une politique qui visait à privilégier les ressortissants suisses. À la différence de Schwarzenbach cependant, la nouvelle direction assumée par Blocher ne partage pas le dédain général de la modernité (Hildebrand, 2017). Pour l'UDC (et sa vague nationaliste issue de l'aile de Zurich) il est vrai, la modernité notamment au niveau économique pouvait et devait se produire (ce n'est pas un hasard si la deuxième

⁶⁰⁵ La séparation 'nous' et les 'autres' se produit au sein de l'UDC aussi en ce qui concerne une anti-institution. Le parti a en effet construit un nous, vu comme le peuple, contre les autres, qui reflètent les souhaits d'une élite qui bénéficie de privilèges.

dimension la plus touchée par la radicalisation des thématiques de l'UDC est celle socio-économique). L'UDC a donc su proposer de nouveaux clivages et de nouvelles représentations, qui s'adaptèrent mieux aux besoins de la population suisse pendant les années 1990 et 2000. Pour cette raison, durant cette période, il a su attirer dans ses rangs de nombreux nouveaux électeurs et devenir ainsi le premier parti en Suisse.

Les autres partis politiques ont dû réagir en conséquence. Si pour certains entre eux, le clivage territorial était déjà source de production symbolique d'une communauté imaginaire — comme les socialistes, qui ont fait de l'international et de l'ouverture des frontières un de leur atout déjà depuis leur début —, pour d'autres, le positionnement et la production de leur propre représentation de la Suisse et de son rapport à l'international a été une nouveauté qui a dû se construire en réaction à la prise de pouvoir de l'UDC. Il s'agit du PDC et du PRD. La représentation symbolique du territoire qui était partagé par ces deux partis politiques (surtout par le PDC) était tout d'abord une large autonomie laissée aux niveaux inférieurs en raison de la sauvegarde du fédéralisme suisse. Il était donc difficile pour ces deux partis, de proposer un discours à l'échelle nationale qui produisait une communauté imaginaire 'nationale'. Définir les Suisses pour ces deux partis était donc difficile, en raison des différences qui géraient les partis. La réaction de ces deux partis au développement de la nouvelle UDC qui produisait un discours nationaliste a été de suivre, en partie, la nouvelle catégorisation de « nous » et des « autres », proposées par l'UDC. Pour le PRD, il a été plus facile de produire une représentation communautaire de la Suisse. En effet, ses moyens, supérieurs par rapport au PDC, lui ont permis de proposer des campagnes nationales plus homogènes et indépendantes des sections cantonales, avant les autres partis mais également partout sur le territoire national.

CONCLUSIONS

La perspective adoptée dans le cadre de cette étude a voulu analyser les réponses que les partis politiques suisses ont développées d'un point de vue de l'organisation et de la production symbolique afin de réagir à des moments en transformation entre les années 1990 et 2000. Ces périodes, parfois difficiles pour les partis, peuvent ressortir de plusieurs facteurs : des pertes électorales constantes dues à un électorat toujours plus volatil et moins fidèle ; la perte du pouvoir d'une aile politique à l'intérieur du parti ; le contexte social, culturel et économique changeant ; et à de nombreux autres facteurs⁶⁰⁶. Les réactions que les partis développent (ou pas⁶⁰⁷) ont été analysées selon deux dimensions fondamentales, qui n'ont que rarement fait l'objet d'études dans les recherches scientifiques internationales et suisses : la dimension organisationnelle et la dimension symbolique. Parmi les rares recherches disponibles sur la thématique spécifique des réponses des partis politiques à des situations difficiles (voire critiques), l'on retrouve celles décrites par Mair, Müller et Plasser (2004). Leurs réponses, lorsque les partis produisent des stratégies (en excluant donc la 'non-réponse'), peuvent être résumées en ces deux grandes dimensions. Selon eux, au moment où les partis politiques se retrouvent dans des situations critiques, c'est-à-dire lorsqu'ils reconnaissent la crise, ils développent toute une série de réponses afin de réagir et de changer ainsi la situation initiale.

Nous avons choisi d'analyser ces réponses développées par les quatre grands partis politiques suisses entre 1991 et 2007. En premier lieu, le contexte helvétique est important, car il n'est généralement pas étudié, à cause de son fort fédéralisme qui ne permet pas une analyse homogène. Pour cette raison, nous avons choisi de montrer les réactions des partis cantonaux, des partis nationaux ainsi que de leurs relations. La période choisie (années 1990 et 2000) a aussi été importante, car elle a vu la prise de pouvoir au sein des institutions nationales (et dans de nombreuses réalités locales et cantonales) d'une UDC renouvelée dans son organisation et ses thématiques. L'instabilité progressive du système politique suisse, qui avait connu des moments de grande stabilité dans le passé, représente alors une situation en transformation supplémentaire pour les autres partis politiques historiques (PRD, PDC et PS). L'analyse des éventuelles réactions pour faire face à ces situations de compétition électorale accrue n'avait jamais fait l'objet d'études avant notre recherche. De plus, la période spécifique des campagnes électorales nous permet de montrer de manière plus circonscrite les relations inter et intra-partisanes, qui s'intensifient de manière importante dans ces périodes particulières dans la vie des partis politiques.

Les sources utilisées dans le cadre de cette recherche ont été les archives des partis politiques mêmes, étant donné que peu de recherches avaient déjà exploité ces documents dans des recherches scientifiques. Source typique dans les recherches en histoire, les archives privées

⁶⁰⁶ Dans la théorie de Harmel et Janda, les chercheurs développent trois variables indépendantes aux changements dans les partis politiques : les changements dans la faction dominante, au sein du leadership et les stimuli externes (1994 : 266-268).

⁶⁰⁷ Le choix de la 'non-réponse' est en effet une réponse possible (Mair et al., 2004). La cause de cette stratégie peut être consciente ou inconsciente. En effet, si un parti politique n'aperçoit pas la situation comme critique, il ne développera pas des réponses stratégiques pour en faire face.

des partis politiques permettent de montrer tout un travail de développement, discussion, réaction qu'autrement ne pourrait pas voir le jour étant donné que dans la plupart des cas les partis gardent à leur interne les stratégies et surtout les discussions préalables aux actions qui sont rendues visibles à l'extérieur. Profiter de ces sources a donc permis d'ouvrir les jardins secrets de la politique (Gallagher, 1988 ; Laurent, 2003) et plus précisément de regarder derrière le rideau des partis politiques suisses.

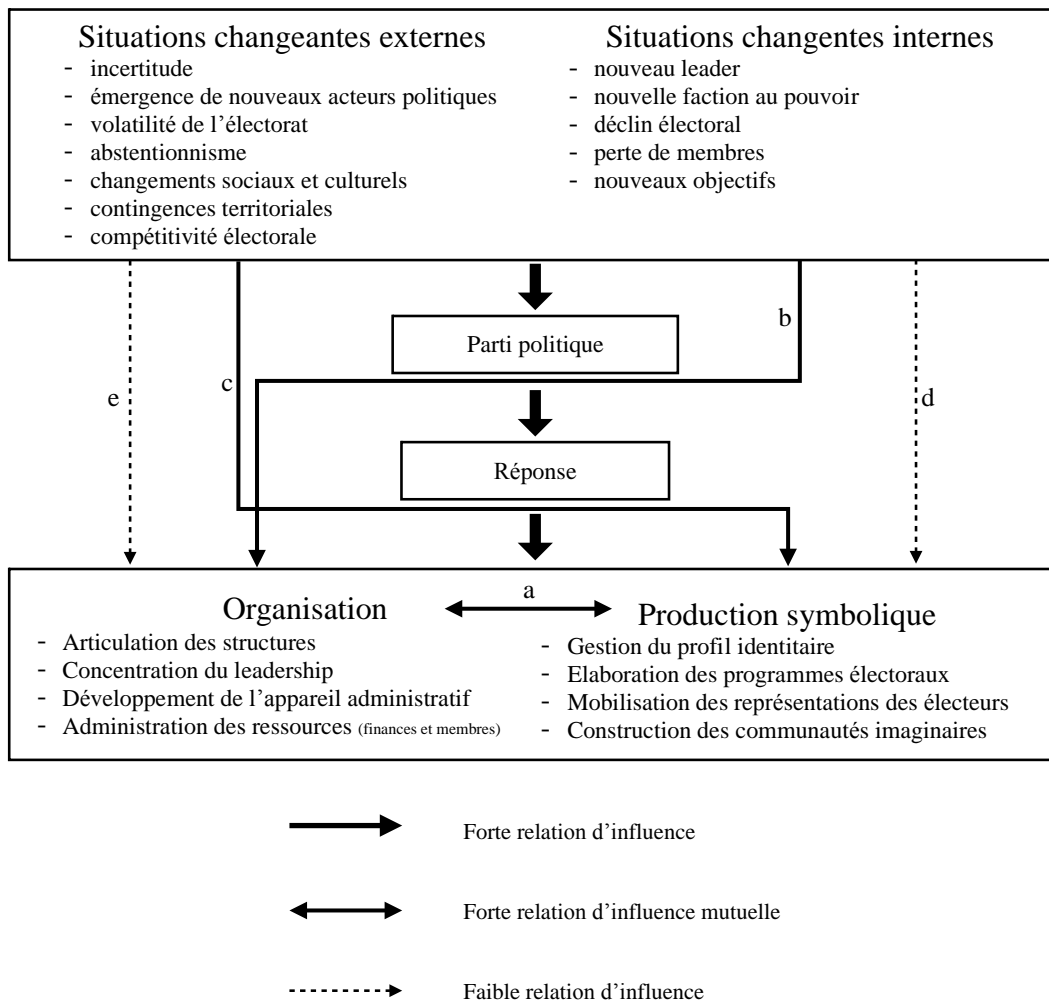
Le souhait de ces conclusions est de montrer clairement quels sont les apports majeurs de cette recherche tout en essayant de répondre à notre questionnement initial développé dans la problématique, ainsi que confirmer ou non nos hypothèses. Premièrement, nous allons nous pencher sur les aspects théoriques que l'analyse de l'organisation et de la production symbolique a amenés à la littérature suisse et aussi internationale. Nous allons alors montrer l'articulation entre les deux dimensions. Deuxièmement, nous exposerons les principaux résultats qui sont apparus dans le contexte helvétique, par rapport aux réponses produites par les partis et leurs liens avec les réponses théorisées par Mair, Müller et Plasser (2004). Il s'agit donc de les analyser dans une perspective internationale, afin d'en décoder les principales similitudes et différences. Enfin, nous concluons avec une analyse finale sur le passé et le futur de la structure fédéraliste qui gère les partis politiques suisses (en général) ainsi qu'avec les points potentiellement faibles de la recherche.

L'articulation entre organisation et production symbolique

Dans le cadre de cette recherche, nous avons plusieurs fois affirmé que les études sur les partis politiques se sont concentrées de manière séparée sur les dimensions organisationnelles et les dimensions de production symbolique. Notamment, Sawicki (1997, 2001b) montre dans les années 1990 cette faiblesse dans la littérature des partis politiques. Jusqu'à maintenant, nous ne trouvons en effet pas d'étude qui articule les liens entre ces deux dimensions, qui ont représenté la base pour la plupart des recherches en science politique sur ces organisations partisans jusqu'aujourd'hui. Dans le but de dépasser cette limite théorique, nous avons choisi, dans le cadre de notre recherche, d'analyser des indicateurs qui nous permettent de dévoiler les changements dans les deux dimensions. Nous avons analysé de manière séparée chaque indicateur. Maintenant, il s'agit de monter en généralité et d'articuler ces deux dimensions très importantes.

La Figure 3 montre une mise à jour de notre design de recherche développé dans la problématique (Figure 2). À la fin de notre recherche, nous pouvons plus précisément expliquer les relations existantes entre organisation et production symbolique dans les partis politiques ainsi que leurs relations avec les situations en transformations internes et externes. Pour cette raison, nous proposons une adaptation de ce cadre théorique sur la base de nos résultats empiriques.

Figure 3. Actualisation du design de recherche



La première affirmation que nous pouvons sans doute souligner est que **les deux dimensions s'influencent mutuellement** (cf. relation *a*). Ceci signifie qu'un changement dans l'une des deux dimensions peut engendrer des changements dans l'autre. Plus précisément, nous allons montrer comment ces deux dimensions s'articulent dans notre recherche. Trois sont les cas possibles.

1. Influences de l'organisation sur la production symbolique

En premier lieu, nous allons nous pencher sur les influences de la dimension organisationnelle sur la production symbolique des partis politiques et les changements que cette dimension subit au cours des deux dernières décennies. Tout d'abord, des changements dans l'administration des ressources, avec par exemple une gestion concentrée des ressources financières au niveau cantonal, impliquent que la production symbolique est toujours plus développée par ce niveau. De la même manière, lorsque le niveau national possède plus de ressources financières qui légitiment une intervention dans les niveaux inférieurs, les programmes électoraux possèdent toujours plus un caractère national, avec la promotion des points de vue du niveau national et la diffusion des thématiques nationales (une 'nationalisation' des thématiques). Nous pouvons donc sans doute affirmer que le niveau qui détient le plus de ressources financières ou de

membres peut choisir sa propre stratégie par rapport à sa production symbolique. Les changements dans cette dimension surviennent lorsque les ressources se déplacent à un autre niveau ou lorsque des changements dans le leadership se produisent. Généralement, les niveaux inférieurs sont autonomes dans la promotion de leur production symbolique. Malgré cela, on a assisté à des événements toujours plus fréquents (mais ponctuels) dans le contexte suisse où une centralisation des ressources signifiait aussi une réduction de cette autonomie. Cependant, cela ne signifie pas automatiquement une disparition de l'autonomie et des différences cantonales, mais au moins une réduction de celles-ci.

De la même manière, lorsque nous assistons à une baisse du deuxième type de ressource, les membres, les partis croient qu'il s'agit d'un symptôme d'une tendance plus générale, qui concerne tout leur électorat. Pour cette raison, ils se voient plus en mesure de changer leur représentation de électorat selon ces changements dans les membres. Une grande aide dans cette définition de l'électorat cible est donnée aux partis par les recherches scientifiques qui sont toujours plus nombreuses dans ce domaine (par exemple, les enquêtes Selects, FORS, etc.).

Un changement général dans la division du pouvoir au sein du parti politique peut aussi avoir des conséquences sur la production symbolique des partis. En effet, lorsqu'une faction interne au parti (jusqu'à avant minoritaire) assume des positions au pouvoir, celle-ci sera plus en mesure de décider de toute la production symbolique. Ce processus n'advient cependant pas de manière automatique. En effet, les anciens leaders du parti peuvent potentiellement réagir et freiner ces changements souhaités par la nouvelle aile au pouvoir.

2. Influence de la production symbolique sur l'organisation

En même temps, des influences dans le sens contraire se produisent. Il s'agit notamment des changements développés au sein de l'UDC. En effet, dans ce parti, une minorité au pouvoir a commencé à la fin des années 1980 à soutenir un discours qui se basait toujours plus sur la construction de communautés imaginaires territoriales. La promotion de telles catégories implique, qu'à l'intérieur du parti, cette aile politique prend du pouvoir en raison de ses résultats électoraux et devient pendant les années 1990 la nouvelle faction dominante. Nous comprenons donc qu'une grande articulation entre ces deux dimensions se produit dans les deux dernières décennies au sein de l'UDC.

Dans les autres partis, on avait déjà l'habitude de garder dans ses rangs une grande hétérogénéité de courants (libéraux, démocratiques et radicaux dans le PRD ; aile économique et aile sociale dans le PDC). Lorsqu'une faction du parti récoltait plus de succès auprès des électeurs, celle-ci avait plus de légitimité à concentrer dans ses mains le pouvoir à l'intérieur du parti et donc aussi de proposer des politiques plus axées sur leurs thématiques chères. Ce qui a toujours marqué le contexte helvétique est cependant une cohésion malgré la grande hétérogénéité interne aux partis. En effet, les partis eux-mêmes font de cette particularité un atout, notamment le Parti socialiste.

3. Influence mutuelle entre organisation et production symbolique

Ces résultats nuancent notre hypothèse 3, qui disait que les changements se produisent de manière assez autonome et avec peu de relations dans les deux dimensions dont nous avons montré les changements⁶⁰⁸. En effet, les influences mutuelles entre les deux dimensions sont plus importantes que ce que nous avons proposé initialement.

Malgré cela, il est très difficile de déterminer avec précision laquelle des deux dimensions change davantage dans les partis politiques suisses et influence l'autre. Nous sommes plutôt tentés de croire que le changement advient simultanément ce qui permet aussi une meilleure articulation entre ces deux dimensions. En effet, comment déterminer si, au sein de l'UDC, le changement dans l'organisation avec un centralisation majeure advient avant ou après la radicalisation des thématiques ? De plus, ces mutations adviennent-elles avant ou après les succès électoraux du parti ? Il s'agit de changements qui adviennent en même temps et qui s'influencent mutuellement. En effet, les succès électoraux obtenus par le parti lui ont fait croire que les changements adoptés allaient dans le bon sens. Pour cette raison, il a continué sur la voie tracée par la radicalisation des thématiques. De la même manière, les leaders qui soutenaient ces thématiques ont pris plus de pouvoir dans le parti, légitimés par les succès. Il s'agit donc, dans ce parti, d'un cercle vertueux de succès qui a eu énormément de succès. Dans les autres partis politiques, le cercle est moins évident et surtout plus vicieux que vertueux. En effet, les mutations ont commencé lorsque ces partis ont aperçu une plus grande compétition électorale pour des postes dans les institutions qui jusqu'alors ne nécessitaient pas de concurrence. Il s'agit donc aussi de montrer la relation entre ces dimensions et les variables indépendantes décrites dans la problématique à ce travail.

En effet, en plus de cette articulation entre organisation et production symbolique, notre recherche a permis de développer d'autres relations qui apparaissent entre les deux dimensions et les variables indépendantes des changements. Harmel et Janda nomment plusieurs variables indépendantes des changements. Il s'agit, dans la plupart des cas, de stimuli de changement internes aux partis (les changements dans la faction dominante et les mutations au sein du leadership, 1994 : 266-268). En même temps, des stimuli externes se produisent aussi et peuvent avoir des conséquences sur les deux dimensions. Les recherches jusqu'à maintenant ne nous avaient rien souligné par rapport aux influences existantes. Notre analyse nous a permis de mieux comprendre comment ces deux variables indépendantes (internes et externes) influencent les deux dimensions d'analyse.

Tout d'abord, une grande influence existe entre les **situations changeantes internes** et la **dimension organisationnelle (b)**. En effet, nous pouvons souligner que les deux se réfèrent à une dimension interne aux partis politiques. Ainsi, les variables internes au parti, comme le changement dans la faction dominante, implique que celle-ci essaie de changer aussi l'organisation pour en assumer un plus grand pouvoir. Ces changements sont subtils dans les

⁶⁰⁸ La première partie de l'hypothèse 3 est, dans tous les cas, confirmée. Nous avons en effet montré que les deux dimensions subissent de nombreux changements dans les deux dernières décennies en réaction à un contexte toujours plus changeant.

partis politiques suisses. En effet, on n'empêche pas aux anciens leaders de participer aux décisions du parti, mais on limite leur influence (comme dans le cas de l'UDC). On donne par exemple plus de pouvoirs aux sections plus radicalisées ou avec le plus de succès électoraux.

Les changements dans l'organisation des partis ne sont pas une nouveauté des années 1990 et 2000. En effet, l'organisation a souvent été touchée par les partis, qui subissaient une perte électorale par exemple. Une réaction dans ce sens signifie que le parti n'aperçoit pas de problèmes dans le message développé par le parti mais plutôt dans la manière dont ce message atteint les électeurs. Ainsi, les partis affirment inconsciemment que rien n'est faux dans leur production symbolique. Ces changements ne suivent cependant pas un processus général, comme une centralisation par exemple, ainsi ils se développent de manière différenciée selon les indicateurs. Pour cette raison, nous confirmons notre hypothèse 1.1, qui disait que les changements dans la dimension organisationnelle se produisent de manière ponctuelle dans le contexte helvétique.

De la même manière, les **situations changeantes externes** ont une grande influence sur la **production symbolique** (c). En effet, dans la plupart des situations, les partis se voient obligés de réagir à de nouvelles situations dans le contexte culturel, social, économique et aussi politique, comme la sécularisation, la crise économique ou le dépeuplement des vallées avec un changement dans les politiques qu'ils soutiennent. Ces nouvelles problématiques sont introduites dans les programmes électoraux et les partis ajustent leurs positions. Un grand changement a été, durant les années 1990, l'introduction dans les programmes des partis de la thématique écologique, celle-ci a pris plus d'importance en raison aussi de l'apparition de nouveaux partis politiques (comme le parti des Verts). L'apparition de nouveaux partis mais aussi le changement dans la production symbolique des autres partis déjà présents (comme la radicalisation de l'UDC) influence alors la production symbolique des autres partis. Notamment l'UDC, qui a mis de la concurrence dans les années 1990, a influencé la production symbolique des autres partis qui se sont vus obligés de réagir à la radicalisation particulièrement dans les deux thématiques clés comme la socio-économie et la politique des étrangers. De plus, ils ont aussi adopté (surtout le PRD et le PDC) des positions plus strictes par rapport à celles qui étaient présentes dans le parti au début des années 1990. En effet, par exemple la question de l'adhésion de la Suisse à l'Union Européenne trouvait beaucoup plus de partis favorables au début des années 1990 qu'aujourd'hui. Il existe donc aussi une 'homogénéisation' des positions dans certaines situations.

Comme pour la dimension interne, cette deuxième dimension se développe aussi de manière ponctuelle, ce qui valide donc notre hypothèse 1.2. Les changements dans la dimension symbolique dépendent de nombreux facteurs, ce qui ne permet pas des développements homogènes dans tout le pays.

Ces relations 'directes', entre variable interne – organisation – et variable externe – production symbolique, sont fortes et nous avons pu approfondir qu'elles se produisent de manière intense dans les années 1990 et 2000. En effet, l'organisation peut être plutôt définie comme une dimension interne au parti. Tandis que la production symbolique se réfère à une dimension

externe envers les électeurs. Le lien auquel nous ne nous attendions pas dans la problématique de ce travail est le lien ‘transversal’ entre interne et externe.

En même temps, une relation apparaît aussi entre les **situations changeantes internes** et la **production symbolique** (*d*). Ce lien est moins fort par rapport au lien précédent, car il concerne tout d’abord deux dimensions différentes (interne et externe aux partis politiques). Malgré cela, la production symbolique change aussi selon ces variables indépendantes. Alors, lorsque les partis s’aperçoivent que leur message aussi doit changer, et non pas seulement leur organisation, ils développent des réponses de ce point de vue. Il faut souligner que ces mutations se produisent dans un deuxième temps, alors que les autres changements n’ont pas obtenu les résultats espérés (notamment des grands succès électoraux, plus de membres, etc.).

Enfin, les **situations changeantes externes** ont aussi une influence sur l’**organisation**, qui représente plus une dimension interne (*e*). Cette relation est aussi visible dans le contexte helvétique. Comme tous les changements dans l’organisation des partis, une réaction dans cette dimension représente un souhait de changement, sans par contre toucher la base du parti ou ses politiques, qui appartiennent plutôt à la dimension de production symbolique. Le changement dans l’organisation représente la première étape lorsque le parti veut développer des réactions. Les situations changeantes externes, comme par exemple la compétitivité électorale accrue, très importante en Suisse depuis le début des années 1990, encouragent les partis à être plus réactif et à proposer des réponses politiques de manière plus vite. Ceci touche donc le côté organisationnel du parti, comme la restructuration du secrétariat administratif ou alors l’inclusion dans son personnel employé de professionnels de la communication qui peuvent toujours travailler pour le parti et ainsi répondre aux attaques des autres partis ou encore à un contexte en transformation. Ces changements dans l’organisation et notamment dans la gestion de l’appareil administratif du parti touchent tous les partis suisses de manière différente selon leurs ressources financières. En effet, le premier parti qui a proposé de telles réactions était le PRD, parti qui a toujours eu beaucoup plus de ressources. Ceci n’a cependant pas signifié une perte automatique d’autonomie des niveaux inférieurs, alors que l’appareil administratif du parti national assumait plus d’importance dans la gestion courante de l’organisation du parti.

Les réponses des partis politiques suisses en comparaison internationale

Les liens entre les deux dimensions ne sont pas le seul point innovateur que nous proposons dans le cadre de cette recherche. Il faut aussi montrer les spécificités (et aussi les similitudes) du cas helvétique en comparaison internationale.

Premièrement, l’une des particularités données par notre contexte est que les partis politiques suisses assument des formes d’organisation et une production symbolique différentes selon le niveau étudié : en effet, le contexte helvétique est particulièrement intéressant pour la large autonomie qui est généralement laissée aux sections cantonales. Dans le cadre particulier des élections fédérales, où l’élection a lieu pour un niveau national (dans notre cas pour l’institution du Conseil national), le défi majeur pour les partis politiques suisses est que les circonscriptions électorales sont définies dans les cantons. Pour cette raison, le niveau d’organisation des campagnes électorales suisses réside beaucoup, encore aujourd’hui, au sein des sections

cantonales des partis politiques. La compétition électorale accrue dans les années 1990 et 2000 pousse alors les partis à développer des réponses dans les deux dimensions que nous avons analysées. Toutes les réponses et les mutations souhaitées se heurtent, en Suisse, à cette large autonomie des niveaux inférieurs. C'est seulement lorsque ces niveaux conçoivent les mutations comme légitimes qu'ils en acceptent alors une éventuelle perte de pouvoir dans l'organisation et la définition des symboles et des représentations.

Les réponses développées par les partis suisses, qui vont dans le sens d'une centralisation, d'une nationalisation ou parfois aussi d'une homogénéisation que nous venons de voir dans le contexte helvétique, au niveau de l'organisation ou dans la production symbolique, sont différentes de celles développées par les partis politiques exerçant leur rôle dans des contextes unitaires. En effet, en Suisse, ces réactions sont généralement plus faibles et moins continues. Tout d'abord, nous pouvons sans doute affirmer qu'en Suisse la tendance n'est pas de longue durée. Il s'agit en effet de réponses ponctuelles, qui dépendent de multiples facteurs, comme la disponibilité de ressources, l'intégration verticale, l'autonomie, mais aussi la légitimité d'une transformation plutôt qu'une autre.

Dans une perspective comparée, au niveau des différents indicateurs, d'autres particularités apparaissent au niveau des partis nationaux ou des partis cantonaux. Nous pouvons les comparer aux résultats obtenus par les recherches dans d'autres contextes par rapport aux mutations dans l'organisation et la production symbolique. Nous allons tisser ces relations pour chaque indicateur analysé dans le cadre de ce travail.

Les concepts d'autonomie et de centralisation permettent de se positionner par rapport à l'articulation des structures, qui est une dimension très importante en Suisse par rapport aux autres contextes internationaux. Surtout, il s'agit de l'autonomie garantie aux niveaux inférieurs qui n'existe pas dans les campagnes électorales dans d'autres contextes. Le fait que les circonscriptions électorales sont représentées par les cantons garantit, en Suisse, une haute autonomie aux sections des partis de ces niveaux. Au contraire, dans les états unitaires, il s'agit davantage des partis nationaux qui coordonnent et organisent toute la campagne électorale. Nous avons montré qu'une centralisation organisationnelle apparaît ici de manière ponctuelle en réaction à différents stimuli, comme la médiatisation croissante. Ceci confirme notre hypothèse 1.1. Les transferts de pouvoir sont l'un des éléments les plus importants dans le contexte suisse, au contraire d'autres recherches internationales. En effet, la recherche de Mair, Müller et Plasser a étudié uniquement les réactions au niveau national des partis politiques. En Suisse, les cantons ont une autonomie majeure par rapport à d'autres contextes dans d'autres démocraties occidentales. Pour cette raison les mutations doivent aussi être prise en compte dans ces niveaux inférieurs afin de légitimer les changements. Cette influence de l'autonomie des différents échelons nous confirme également notre deuxième hypothèse.

Le deuxième indicateur montre que malgré une centralisation soit visible, la concentration du leadership en Suisse s'avère moins poussée par rapport au contexte international où, au début des années 1990 déjà, « parties were still using ad hoc campaign bodies rather than permanent standing committees or departments » (Farrell & Webb, 2000 : 18). Les commissions

électorales peuvent en effet être vues comme une centralisation du pouvoir lorsqu'elles assument toutes les tâches décisionnelles et organisationnelles de la campagne électorale. Ces commissions commencent aussi, dans le contexte suisse, à se développer, notamment au niveau cantonal et national, lorsque les ressources financières le permettent. Malgré cela, le centre décisionnel, reste presque toujours dans les organes permanents. Ceci concentre les décisions dans les mains d'un groupe de personnes qui sont déjà légitimées par le reste du parti (les membres) pour être en place et prendre des décisions clés pour le parti (Poguntke et al., 2016). En même temps, cette stratégie partage les prises de décisions entre les organes dirigeants et la commission électorale. Ce qui fait que la réaction est moins centralisatrice par rapport à celle qui concentre toutes les décisions dans un seul lieu, comme par exemple celle du PDC vaudois pour les élections nationales de 1999. Mair, Müller et Plasser avaient nommé cette mutation particulière. En effet, pour eux : « a second approach to organizational reform may involve either decentralization (moving party decision-making closer to the supporters on the ground) or centralization (basing party decisions more on professional experience, e.g. pollsters, media experts, etc., and hence nationalizing electoral strategy) » (2004 : 11). De notre point de vue, la centralisation qui est visible dans le contexte suisse est parfois associée à un déplacement du pouvoir dans les mains d'un groupe restreint de personnes. En même temps, en suivant le raisonnement de ces auteurs, en Suisse aussi l'organisation du parti a toujours plus été assumée par des professionnels.

Ainsi, le grand changement en lien avec les tendances dans d'autres contextes occidentaux, dont les réponses nommées par Mair, Müller et Plasser, confirmé par notre recherche, est que les partis politiques suisses répondent à la médiatisation croissante du domaine politique et à la croissance d'importance donnée aux nouveaux médias avec un appui toujours plus important d'experts de la communication (Norris, 2000a ; Nadeau & Bastien, 2003). Cette tendance, qui reste cependant bien plus modeste par rapport aux États-Unis par exemple, voit les partis politiques développer des réponses qui se basent toujours plus sur des spécialistes. Ceci signifie que les partis suisses se professionnalisent aussi. Cette transformation est particulièrement mise en place par les organes dirigeants et les commissions électorales pendant les campagnes. Il paraît en effet, que dans ces moments, l'appui demandé aux experts graphiques et de la communication augmente, de la part des partis politiques mais aussi de la part des candidats eux-mêmes. Ces spécialistes sont aussi exploités pendant des formations destinées aux candidats, qui doivent se présenter devant les électeurs. Ainsi, il apparaît que l'image et la manière dont les partis et les candidats se présentent sont plus importantes que le contenu, soit la production symbolique.

Un indicateur qui n'avait pas été pris en compte par l'analyse de Mair, Müller et Plasser, mais qui semble subir des changements et devient toujours plus important est la gestion des ressources par le parti. Cet indicateur permet aussi de comprendre de nombreux autres changements dans les partis. Les partis politiques en effet, à cause d'une nouvelle faction dominante dans le leadership du parti ou encore à la multiplication des tâches qui leur incombent, peuvent décider de concentrer la gestion des ressources nécessaires à la survie du parti. Le contexte helvétique semble influencer, comme cela a déjà été remarqué dans d'autres contextes internationaux, la gestion des ressources de la part des partis politiques dans leur

organisation normale. Plasser et Plasser discutent plusieurs thèses et arrivent à évaluer l'importance du système électoral dans l'organisation des campagnes par les partis politiques (Plasser & Plasser, 2002). Le système électoral suisse, pour les élections nationales, propose une élection selon le système proportionnel sur la base d'élections menées dans chaque canton. L'autonomie et la gestion autonome des ressources au niveau des cantons pourraient donc être légitimées par cette affirmation. Malgré cela, dans les dernières campagnes électorales, nous avons noté une structure moins 'figée' et stable, en ce qui concerne les flux financiers et les activités de formation des membres. En effet, en raison des moyens financiers majeurs, à l'opposé des coûts toujours plus élevés pour les sections cantonales pour mener une campagne électorale très développée, les partis nationaux se sentent plus légitimes pour proposer des campagnes nationales au niveau local, régional ou cantonal. Notre deuxième hypothèse est encore une fois confirmée par notre recherche. Le parti national répond donc avec une centralisation de ces ressources en échange d'un contrôle majeur et une prise en compte des affaires courantes de la campagne électorale, comme la production des affiches par exemple. Les partis nationaux, dans les années 1990 et 2000, ont aussi développé des registres centralisés des membres, ce qui leur a permis de construire un réseau de relation direct avec ceux-ci. Cette tendance est aussi visible dans d'autres démocraties occidentales et montre en même temps un souhait de la part du leadership du parti national de mieux contrôler la production symbolique qui est donné aux membres de la part des partis cantonaux (Hopkin & Paolucci, 1999 : 331). Il s'agit d'une tendance, le contrôle des ressources, visible dans les partis que Hopkin et Paolucci appellent « business firm party ». Le cas helvétique par rapport au parti Forza Italia, que les deux chercheurs analysent, ne montre cependant pas de leaders forts comme dans le cas italien. En effet, même l'UDC, parti qui a construit son succès avec l'aide de son leader charismatique Blocher, ne dépend pas uniquement de lui mais d'un travail fait par le leader afin de s'entourer d'« adeptes » proches politiquement de lui. Le leadership est donc en Suisse plus collectif et le contrôle des ressources se produit mais de manière plus ponctuelle.

La production symbolique a plus été développée par les analyses de Mair, Müller et Plasser étant donné qu'elle est plus facile à apercevoir depuis l'extérieur. Comme nous venons de voir dans ces conclusions, il s'agit d'une dimension apte à être reconnue par les électeurs. En ce qui concerne la production symbolique par les partis politiques, nous pouvons sans doute affirmer que le contexte helvétique, pour tous les partis politiques, influence une faible cohésion identitaire au sein des partis. Par rapport aux partis internationaux en effet, les partis suisses offrent une large autonomie identitaire aux niveaux subnationaux. Cette dernière légitime aussi des positions identitaires au niveau national qui sont différentes de celles des niveaux inférieurs. Malgré cela, plusieurs stratégies ont été développées par les partis politiques suisses afin de réagir à des situations critiques, comme la perte constante d'électeurs, l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle faction dominante ou les changements plus généraux dans la société suisse (sécularisation, dépeuplement des vallées, scolarisation progressive). Notre recherche a montré comment la réponse identitaire, qui n'avait pas été prise en compte par l'étude de Mair, Müller et Plasser (2004), est sûrement prise en considération dans les stratégies des partis politiques dans des contextes fédéralistes où les identités internes aux partis sont très différenciées. En effet, dans ces contextes, changer dans le sens de la promotion d'une identité similaire dans

l'ensemble du pays peut être plus difficile qu'ailleurs. Par contre, il semble aussi plus évident de voir les éventuels changements et les conséquentes réactions.

Dans le contexte suisse, où les différents niveaux entrent en jeu lors d'une élection nationale, une réponse d'homogénéisation peut aussi se développer entre ces niveaux. Ce type de réponse est seulement perceptible dans la dernière décennie, mais également dans les contextes où les ressources à dispositions des partis sont moins nombreuses et que ces derniers ne peuvent pas se permettre une autonomie dans la production des programmes électoraux. Les tentatives de la part des niveaux supérieurs de 'nationaliser' ces documents électoraux sont toujours plus importantes mais se heurtent parfois aux différentes revendications d'autonomie des niveaux inférieurs. Notre quatrième hypothèse est donc confirmée. Les réactions apparaissent lorsque la transformation n'est pas accompagnée aussi par une légitimation.

La tendance que nous avons vue est d'adopter les mêmes programmes lorsque l'échelon de l'élection se trouve au niveau national. Il s'agit de la même tactique adoptée par les partis politiques qui opèrent dans des contextes unitaires, où les niveaux inférieurs ont donc moins d'autonomie par rapport au parti national (Janda et al., 1995 ; Giger et al., 2011). Exposer un programme électoral égal dans des contextes culturels, économiques, sociaux et politiques très différents peut signifier, pour les partis nationaux, un plus grand partage des politiques soutenues, puis, potentiellement, une unité majeure des élus du parti lors des votations (au Conseil national par exemple). Cela n'est pas toujours le cas, car lorsque les sections cantonales possèdent un minimum de ressources personnelles, elles proposent leurs propres programmes électoraux, à côté de ceux des partis nationaux. Lorsque la section est nombreuse et consciente de pouvoir influencer la politique nationale, ces programmes introduisent des thématiques nouvelles ou leurs propres positionnements potentiellement différents de ceux du parti national. Dans d'autres situations, et ici le canton du Tessin en est un cas emblématique, la section ajoute aux programmes du parti national leurs propres politiques afin de garantir au canton une juste représentation à Berne. Cette tendance a été introduite au début des années 1990 par le nouveau parti régionaliste, né pour sauvegarder les intérêts du canton italoophone de la mauvaise représentation à Berne, pour limiter les dangers provenant de l'Italie et surtout pour se positionner comme alternative aux partis historiques tessinois. En réaction à ce protectionnisme régional, les autres sections des partis historiques aussi vont exploiter cette manière de concevoir les programmes électoraux pour des élections nationales. L'électorat tessinois s'attend donc toujours plus, de la part des partis historiques, à une sauvegarde de ses intérêts.

La réponse « vis-à-vis *voters* » développée par Mair, Müller et Plasser (2004) trouve un terrain fertile d'analyse en Suisse. En effet, les représentations des électors dépendent, en Suisse, surtout du contexte où se développe le parti. Les analyses sur cet indicateur se sont souvent concentrées sur les niveaux nationaux, où la proximité avec le territoire était plus éloignée. Notre recherche a permis de comprendre les grandes différences qui existent selon les contextes analysés. Ainsi par exemple, les socialistes au Tessin ont une représentation de leurs électeurs très hétérogène déjà pendant la deuxième moitié du XX^e siècle par rapport aux socialistes opérants dans les grandes villes. Cette représentation différente fait que les programmes et toute la communication, axés sur la campagne électorale se produisent de manière diversifiée. De ce

fait, il est plus difficile pour le parti national de proposer une communication homogène sur l'ensemble du pays. La similitude qui existe avec les autres démocraties occidentales est que le rapport entre partis et électeurs durant le XX^e siècle change. La Suisse confirme donc la théorie développée par Dalton, Farrell et McAllister (2011) par rapport les liens entre partis et électeurs. En général, on confirme aussi la théorie de Mastropaolo (2012, 2013) qui refusait la théorie qui voit une désaffection générale des citoyens à la politique. Les électeurs, en effet, changent leur rapport avec les partis, mais ne le dissolvent pas. Ce rapport se base peu sur une logique d'échange (clientélisme) ou d'appartenance (aussi familiale) et augmente alors le soi-disant électorat d'opinion. Ce dernier est moins lié à un parti politique et encourage les partis eux-mêmes à développer des programmes complets et à se positionner par rapport à de nombreuses thématiques, notamment sur des thématiques d'actualité.

Enfin, la construction symbolique de communautés montre, surtout en ce qui concerne le développement de la nouvelle UDC, une utilisation toujours plus répandue de la construction territoriale des identités. En effet, d'autres recherches menées sur les partis populistes de droite internationaux (Kitschelt & McGann, 1995 ; Mudde, 2007) ont montré que ces partis exploitent toujours plus le territoire comme définition d'un groupe qui peut profiter de leurs politiques restrictives et surtout un groupe défini comme les exclus. Ces derniers sont vus comme les étrangers, ceux qui viennent dans le pays seulement pour profiter du bien-être acquis. L'homogénéisation de ces représentations est encore loin d'être accomplie en Suisse et aussi dans les autres contextes. En effet, seuls ces partis continuent à baser leurs discours sur la construction territoriale d'une communauté, au sens de Anderson (1996).

Par rapport aux recherches internationales donc, les mutations développées en Suisse sont moins continues et dépendent largement des ressources disponibles à chaque échelon. Ceci pousse en effet un niveau à légitimer une centralisation, une nationalisation ou à en produire une d'autonomie face au niveau qui veut proposer des mutations dans l'organisation ou dans la production symbolique.

Quel futur pour le fédéralisme des partis politiques suisses ?

Pour conclure, après avoir montré que plusieurs indicateurs ont évolué vers une prise d'importance du niveau national, nous pouvons nous interroger sur une question centrale : existe-il encore un fédéralisme dans les partis politiques suisses ? Les mutations décrites dans le cadre de cette recherche ne vont-elles pas toujours plus dans le sens d'une gestion concentrée et centralisée ou d'une production symbolique des partis cantonaux toujours plus liés au niveau national ?

Notre travail a tout d'abord montré que les partis ont développé des mutations dans certains indicateurs qui vont dans le sens d'une centralisation et qui ont touché, dans certains domaines, tous les partis politiques. Il s'agit notamment de l'appui, toujours plus recherché par les partis politiques nationaux, de spécialistes, notamment de la communication. L'appel fréquent à des spécialistes ne représente pas en soi un caractère de centralisation, étant donné qu'au contraire, ce changement permettrait de plus élargir les personnes qui sont incluses dans le processus d'organisation et de gestion des partis politiques. Malgré cela, pendant les années 1990 et 2000,

ces appuis externes sont gentiment inclus directement dans les partis politiques et ainsi intégrés dans l'organisation. Les spécialistes vont alors devenir une partie des salariés des partis. Leur travail est donc mieux contrôlé par les instances dirigeantes du parti. Ceci montre alors une tentative de centralisation des prises de décisions, qui réduit l'indépendance et l'autonomie des niveaux inférieurs ou des ailes minoritaires dans les partis.

La mise en place de ce changement dépend fortement de la légitimité que le niveau (ou la faction) qui souhaite s'imposer réussit à promouvoir. Dans la plupart des cas, cette légitimité est de type financier. En effet, un élément très important pour qu'un niveau inférieur accepte une perte potentielle d'autonomie dans la gestion ou dans la production symbolique qui avait caractérisé le contexte helvétique est le manque de ces ressources nécessaires à l'accomplissement de ces tâches. Le fédéralisme et l'autonomie interne aux partis politiques suisses semblent alors en danger dans les sections les plus petites où les résultats électoraux tardent à arriver et à légitimer le maintien du *statu quo*. En même temps, dans les sections avec le plus de moyens, les mutations dans le sens d'une centralisation, vue comme un déplacement du pouvoir à un niveau supérieur, n'ont lieu que de manière très sporadique.

Deux éléments ressortent alors comme très importants afin d'étudier les mutations produites par les partis politiques dans les années 1990 et 2000 et leurs influences sur la structure actuelle fédéraliste des partis politiques. Il s'agit de la temporalité des mutations et de la répartition territoriale, voire la 'nationalisation' des mutations.

En premier lieu, la question de la temporalité de ces changements est très importante pour comprendre si des changements plus importants peuvent être envisagés dans les partis politiques suisses ou s'il s'agit de mutations ponctuelles. Dans la plupart des cas, les mutations que nous avons analysées dans le cadre de ce travail sont ponctuelles et ne subissent qu'un processus de centralisation dans le temps. Ce changement est gardé à l'intérieur de l'organisation du parti mais il n'engendre pas automatiquement d'autres changements qui impliquent plus de centralisation. La concentration du leadership au sein de l'UDC par exemple a eu lieu avec la progressive réduction de l'importance de la faction minoritaire (l'aile modérée) à l'intérieur du parti. Malgré cela, à un certain moment, la faction dominante, qui a atteint le succès, n'a plus continué ce processus de centralisation du pouvoir dans ses mains, étant donné que l'aile minoritaire possédait encore un grand bassin électoral. Le maintien d'espaces d'autonomie reste donc, dans le contexte suisse des partis politiques, un élément encore très important.

Deuxièmement, l'étendue de ces changements touche de manière différenciée les divers cantons du pays. En effet, notre recherche a montré que les mutations sont aussi influencées par la variable indépendante de la situation culturelle, sociale, économique et de la politique cantonale. Lorsqu'une section cantonale subit, de la part du parti national, un changement pour une réduction de son indépendance, cela ne signifie pas nécessairement que toutes les autres sections subissent la même sorte. Nous pouvons donc affirmer que, dans notre recherche, les mutations n'ont pas été 'nationalisées', au sens que tout le territoire national ne subit pas les mêmes changements. De larges espaces d'autonomie sont encore présents en Suisse.

Ces deux éléments nous permettent de répondre à la question posée au début de ce sous-chapitre. Le fédéralisme va encore structurer l'organisation et la production symbolique des partis politiques suisses pour de nombreuses années. Malgré des changements ponctuels qui voient une plus grande centralisation ou nationalisation, des revendications d'autonomie sont en effet encore présentes et vont être revendiquées lorsque les ressources nécessaires à leur production seront disponibles. De plus, tant que le fédéralisme structurera l'organisation politique de la Suisse, les partis seront obligés de maintenir aussi cette structure en leur sein. Ce n'est pas un hasard si les changements ont eu lieu à un moment où la compétition électorale s'était accrue et où le fédéralisme suisse était en train de changer, avec le déplacement de compétences au niveau national.

Au début de ce travail, nous avons remarqué une importante lacune dans la littérature suisse au sujet de l'étude de l'organisation et de la production symbolique des partis politiques avec une perspective interne, c'est-à-dire avec un point de vue qui prend en considération les partis politiques (et leurs élites politiques) comme des acteurs qui peuvent choisir de réagir à des situations en transformation avec des mutations à l'interne et dans plusieurs domaines de leur compétence. Nous avons, pour la première fois, mené une analyse basée sur les fonds d'archives des partis politiques en Suisse. Cependant, malgré les nombreux apports positifs que nous avons pu développer dans cette recherche, il reste indéniablement des limites dans ce travail. Nous en retenons surtout cinq.

Tout d'abord, une critique pourrait souligner que la remarque initiale faite à propos des études sur les partis politiques qui n'étudiaient pas ensemble l'organisation et la production symbolique pourrait également s'appliquer dans le cadre de cette recherche. En effet, les indicateurs choisis ressortent des deux dimensions de manière séparée. Malgré cela, nous avons pu montrer de nombreuses influences, que les recherches faites uniquement sur l'organisation ou sur la production symbolique ne pouvaient pas apercevoir. En effet, nous avons pu par exemple décoder que de nombreux changements vers une centralisation des prises de décisions dépendent largement de l'autonomie des ressources (notamment financières) ; mais également que la radicalisation de l'UDC dans les thématiques (production symbolique) engendre une situation critique de concurrence pour tous les autres partis, ce qui fait que ces derniers développent aussi des mutations vers une centralisation majeure dans l'organisation. De plus, dans la conclusion nous avons pu mieux articuler ces deux dimensions.

Liée à cette première critique, une deuxième pourrait apparaître à propos d'une analyse parfois trop descriptive de notre travail. En effet, il a été plusieurs fois difficile de fournir des explications systématiques des réponses adoptées par les partis politiques, en raison de plusieurs facteurs déterminants (éléments absents des archives, sources incomplètes, stratégie adoptée hors de la période des campagnes électorales, etc.). Nous avons cependant essayé de le faire, en les retraçant et en décodant leurs motivations là où cela était pertinent. De plus, il nous a paru important de retracer les histoires cachées qui sous-tendent les actions visibles. Ceci a été possible grâce aux sources d'archives exploitées dans le cadre de cette étude.

Troisièmement, il a été répété durant toute la recherche, différencier les changements qui se développent pendant les campagnes électorales des stratégies hors campagne est très difficile, puisque les changements et les stratégies au sein des partis en dehors de la campagne vont plusieurs fois influencer les résultats pendant les campagnes. Ainsi, nous avons remarqué à maintes reprises des changements qui ont aussi eu des conséquences sur l'organisation ou la production symbolique produite pendant la campagne électorale. Séparer de manière catégorique ces changements a été difficile, voire parfois impossible. Ceci s'avère encore plus vrai si nous pensons qu'en Suisse aussi, l'on a assisté pendant les dernières décennies, au développement d'une 'permanente campaigning', une campagne électorale permanente. Cette procédure est aussi influencée par le fait que le système politique suisse amène les partis à se positionner plusieurs fois par année par rapport à de nombreuses thématiques très hétérogènes. Lors de votations ou d'initiatives⁶⁰⁹ en effet, les partis doivent 'faire campagne' et essayer de mobiliser le plus possible leurs électeurs. Pourtant, les partis exploitent ces instruments (initiatives et référendum) afin de garantir une bonne couverture de leur campagne électorale. C'est le cas par exemple, en 2007 au sein de l'UDC qui, pendant la campagne électorale, a débuté la campagne en faveur de l'initiative pour le renvoi des étrangers criminels : l'on se rappelle désormais plus des affiches avec les moutons noirs que celles de la campagne électorale.

La quatrième critique qui peut surgir à la lecture de ce travail, c'est que les sources primaires utilisées dans le cadre de cette recherche (c'est-à-dire les archives des partis politiques), influencent aussi les résultats dont nous avons rendu compte. En effet, la situation de départ de ces archives est très différente selon les contextes et les partis : certaines archives sont complètes mais pas ordonnées au sein des secrétariats, d'autres ont déjà fait objet d'études et de catalogages et des archives n'existent même plus. Les situations sont donc différentes et la recherche n'a pu combler qu'une partie de ces manquements (grâce aux journaux). D'autres stratégies et situations sont certainement présentes dans les partis politiques, mais il n'a pas été possible de tout rapporter au lecteur. Nous avons donc choisi de regarder ces sources comme à travers un trou de serrure, où nous voyons donc quelque chose d'autrement caché, mais de manière partielle. Il s'agit donc d'une première recherche axée sur ces documents qui mériteraient encore plus d'attention de la part des scientifiques afin de montrer plus de processus et de réponses que les partis développent dans de nombreux secteurs.

Enfin, la cinquième critique se réfère toujours à la source exploitée dans ce travail. L'analyse des archives représente une source d'analyse interne aux partis, donc subjective et dépendante. Il est vrai que dans la plupart des cas, des secrétaires ou du personnel sont en charge de rédiger les procès-verbaux ou de cataloguer les documents. Cette subjectivité est une faiblesse apparente, car les sources primaires disponibles dans les archives des partis politiques sont nombreuses et permettent de reconstruire un long processus. La méthode utilisée, une approche qualitative, pourrait également sembler trop subjective pour l'analyse des mutations dans les partis politiques suisses. Cependant, notre but n'était pas de définir complètement les réponses

⁶⁰⁹ Dans aucun autre État, la participation démocratique du peuple n'est aussi ample qu'en Suisse. Les électeurs sont appelés aux urnes en moyenne 3 à 4 fois par année, dans le cadre de votations ou d'initiatives de référence nationale, mais aussi cantonale et communale.

que les partis ont mises en place mais plutôt de montrer dans quel sens allaient ces changements, quelles étaient les relations entre les différents niveaux ou les réactions aux changements. Pour cette raison, une analyse qualitative s'est révélée adéquate, car elle nous a permis de montrer aussi les réactions aux tentatives de centralisation échouées ou encore de comprendre que ce processus n'est pas linéaire mais plutôt à voir comme des tentatives sporadiques.

Bibliographie

Sources

Année politique suisse, plusieurs éditions. Berne : Institut de science politique/Université de Berne.

Archives du PDC suisse (secrétariat à Berne)
PDC Tessin (secrétariat à Bellinzone et ASB)
PDC Vaud (ACV)
PDC Zurich (secrétariat à Zurich)

Archives du PRD suisse (AF)
PRD Tessin (secrétariat à Camorino et ASB)
PRD Vaud (ACV)
PRD Zurich (secrétariat à Zurich)

Archives du PS suisse (secrétariat à Berne et ASS)
PS Tessin (secrétariat à Bellinzone et ASB)
PS Vaud (secrétariat à Lausanne)
PS Zurich (secrétariat à Zurich et ASS)

Archives de l'UDC Berne (secrétariat à Berne)
UDC Vaud (secrétariat à Lausanne)
UDC Zurich (secrétariat à Dübendorf)

Archivio digitale SbT dei Quotidiani e Periodici (<http://www.sbt.ti.ch/bclu/?m=quotidiani>).

Base de données sur les élites suisses au 20e siècle (www.unil.ch/elitessuisses).

Bibliothèque nationale suisse, Berne. Microfilms de quotidiens et hebdomadaires suisses (http://www.nb.admin.ch/nb_professionnel/erhalten/00701/index.html?lang=fr).

Dictionnaire historique de la Suisse (www.hls-dhs-dss.ch/index.php).

Feuille fédérale (FF), plusieurs années.

Feuille officielle suisse du commerce.

Le Temps (<http://www.letempsarchives.ch/>).

NZZ Genios (http://alt.genios.de/intranet/nzz/b_ssuche/nzz.ein).

Scriptorium (<http://scriptorium.bcu-lausanne.ch/browse>).

VieDoc - Pôle documentaire sur la vie politique, sociale et économique en Suisse. Université de Lausanne

Littérature

Adams J. et al. (2006), « Are niche parties fundamentally different from mainstream parties? The causes and the electoral consequences of Western european parties' policy shifts 1976-1998 », *American Journal of Political Science*, vol. 50, n° 3, 513-529.

Altermatt U. (1986), « Die Wirtschaftsflügel in der CVP: Die "dynamische Mitte" unter Druck », *Annuaire suisse de sciences politiques*, vol. 26, 63-88.

Altermatt U. (1993), *Schweizer Katholizismus im Umbruch. 1945-1990*, Fribourg, Éditions Universitaires Fribourg.

Altermatt U. (1995), *Der Weg der Schweizer Katholiken ins Ghetto: Die Entstehungsgeschichte*

- der nationalen Volksorganisationen im Schweizer Katholizismus 1848-1919*, Zurich, Benziger Verlag.
- Altermatt U. (2000), « Die Christlichdemokratische Volkspartei der Schweiz 1945-1999 », In : Veen H.-J. (éd.), *Christlich-demokratische und konservative Parteien in Westeuropa 5*, Paderborn, Verlag Ferdinand Schöningh, 35-115.
- Altermatt U. (2012), *Das historische Dilemma der CVP. Zwischen katholischem Milieu und bürgerlicher Mittepartei*, Baden-Baden, hier+jetz.
- Altermatt U. & Fagagnini H. P. (éd.) (1979), *Die CVP zwischen Programm und Wirklichkeit*, Zurich/Cologne, Benziger Verlag.
- Amlinger F. (2017), *Im Vorzimmer zur Macht? Die Frauenorganisationen der SPS, FDP und CVP (1971 bis 1995)*, Zurich, Chronos Verlag.
- Anderson B. (1996), *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, Édition La Découverte.
- Anheim E. & Poncet O. (2004), « Fabrique des archives, fabrique de l'histoire », *Revue de synthèse*, vol. 125, n° 1, 1-14.
- Arigoni G. & Urio P. (1986), « Aspects de la régionalisation du Parti Liberal-Radical du Tessin », *Annuaire suisse de sciences politiques*, vol. 26, 107-118.
- Art D. (2011), *Inside the Radical Right. The Development of Anti-Immigrant Parties in Western Europe*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Autès M. (1995), « Les sens du territoire », *Recherches et prévisions*, vol. 39, n° 1, 57-71.
- Ayberk U. et al. (1991), *Les partis politiques à cœur ouvert. Enquête auprès des cadres partisans helvétiques*, Lausanne, Éditions Loisirs et Pédagogie.
- Bachelot C. (2007), « La culture d'organisation au Parti socialiste: de l'explication à l'appropriation des normes », In : Haegel F. (éd.), *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 143-181.
- Baer M. & Seitz W. (2009), *Les verts en Suisse*, Zurich/Coire, Rüegger Verlag.
- Bailer S. & Bütikofer S. (2015), « From Loose Alliances to professional Political Players: How Swiss Party Groups Changed », *Swiss Political Science Review*, vol. 21, n° 4, 556-577.
- Balmelli T. (2001), *Le financement des partis politiques et des campagnes électorales. Entre exigences démocratiques et corruption*, Fribourg, Éditions Universitaires Fribourg.
- Barnea S. & Rahat G. (2007), « Reforming Candidate Selection Methods », *Party Politics*, vol. 13, n° 3, 375-394.
- Bauman Z. (2001), *Voglia di comunità*, Rome, Laterza.
- Baumgartner W. (1998), *Die Christlichsoziale Partei des Kantons St.Gallen 1911-1939: St.Galler Arbeiterschaft und Angestellte zwischen Katholizismus und Sozialismus*, Saint-Gall, Staatsarchiv und Stiftsarchiv St. Gallen.
- Bazin L. et al. (2007), « Nationalisation et étatisation des identités dans le monde contemporain », *Journal des anthropologues*, vol. hors-série.
- Behrens N. (éd.) (2013), *Einig- aber nicht einheitlich. 125 Jahre Sozialdemokratische Partei der Schweiz*, Zurich, Limmat Verlag.
- Benoit K. & Laver M. (2007), « Estimating party policy positions: Comparing expert surveys and hand-coded content analysis », *Electoral Studies*, vol. 26, n° 1, 90-107.
- Bereni L. (2006), « Lutter dans ou en dehors du parti? L'évolution des stratégies des féministes du Parti socialiste (1971-1997) », *Politix*, vol. 73, n° 1, 187-209.
- Betz H.-G. (1998), *The New Politics of the Right*, New York, St Martin's Press.
- Bianchi R. (1989), *Il Ticino politico contemporaneo. 1921-1975*, Locarno, Armando Dadò editore.
- Blanchard P. et al. (2009), « La double loyauté des députés : cohésion partisane et liens d'intérêt au Conseil national », In : Mazzoleni O. & Rayner H. (éd.), *Les partis politiques suisses :*

- traditions et renouvellements*, Paris, Michel Houdiard Éditeur, 208-247.
- Blondel J. (1987), *Political Leadership: Towards a General Analysis*, Londres, Sage Publications.
- Blondel J. et al. (2010), *Political leadership, parties and citizens: the personnalisation of leadership*, Londres, Routledge.
- Blumler J. G. & Kavanagh D. (1999), « The Third Age of Political Communication: Influences and Features », *Political Communication*, vol. 16, 209-230.
- Bochsler D. (2005), « Les raisons pour une régionalisation des partis. Institutions contre les clivages à l'exemple des cantons suisses », *Congrès des quatre pays*, Lausanne, 18-19 novembre 2005.
- Bochsler D. (2010), « L'union fait la force: les apparentements entre les partis du camp rose-vert lors des élections au Conseil national entre 1995 et 2007 », In : Nicolet S. & Sciarini P. (éd.), *Le destin électoral de la gauche. Analyse du vote PS et Verts en Suisse*, Genève, Georg Éditeur, 361-396.
- Bochsler D. et al. (2016), « An Ever Closer Union? The Nationalisation of Political Parties in Switzerland, 1991-2015 », *Swiss Political Science Review*, vol. 22, n° 1, 29-40.
- Bolleyer N. (2012), « New party organization in Western Europe: Of party hierarchies, stratarchies and federations », *Party Politics*, vol. 18, n° 3, 315-336.
- Bösch F. & Domeier N. (2008), « Cultural history of politics: concepts and debates », *European Review of History – Revue européenne d'histoire*, vol. 15, n° 6, 577-586.
- Boschetti P. (2007), *La conquête du pouvoir: essai sur la montée de l'UDC*, Carouge-Genève, Editions Zoé.
- Bouverat A. et al. (2006), *100 ans JS Suisse*, Ecublens, Édition Jeunesse socialiste suisse.
- Brändle M. (1999), « Konkordanz gleich Konvergenz? Die Links – rechts – Positionierung der Schweizer », *Swiss Political Science Review*, vol. 5, n° 1, 11-29.
- Brändle M. (2001a), « Professionalisierung der Parteiorganisation », In : Ladner A. & Brändle M. (éd.), *Die Schweizer Parteien im Wandel. Von Mitgliederparteien zu professionalisierten Wählerorganisationen?*, Zurich, Seismo Verlag, 193-223.
- Brändle M. (2001b), « Die finanziellen Mittel der Parteien », In : Ladner A. & Brändle M. (éd.), *Die Schweizer Parteien im Wandel. Von Mitgliederparteien zu professionalisierten Wählerorganisationen?*, Zurich, Seismo Verlag, 149-192.
- Braun D. (2003), « Dezentraler und unitarischer Föderalismus. Die Schweiz und Deutschland im Vergleich », *Swiss Political Science Review*, vol. 9, n° 1, 57-89.
- Brox B. J. & Shaw D. R. (2006), « Political Parties, American Campaigns, and Effects on Outcomes », In : Katz R. S. & Crotty W. J. (éd.), *Handbook of Party Politics*, Londres, Sage Publications, 148-159.
- Budge I. et al. (éd.) (1987), *Ideology, Strategy and Party Change: Spatial Analysis of Post-War Election Programmes in Nineteen Democracies*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Bühlmann F. et al. (2012), « Political and Economic Elites in Switzerland: Personal Interchange, Interactional Relations and Structural Homology », *European Societies*, vol. 14, n° 5, 727-754.
- Bühlmann M. & Gerber M. (2015), « Von der Unterschichtspartei zur Partei des gehobenen Mittelstands? Stabilität und Wandel der Wählerschaften der Sozialdemokraten und anderer grosser Schweizer Parteien zwischen 1971 und 2011 », In : Freitag M. & Vatter A. (éd.), *Wahlen und Wählerschaft in der Schweiz*, Zurich, Verlag Neue Zürcher Zeitung, 71-94.
- Butler D. & Ranney A. (éd.) (1992), *Electionneering: a comparative study of continuity and change*, Oxford, Clarendon Press.
- Camus J.-Y. (2003), « Extrême droite européenne: la rupture de la filiation fasciste? », *Contre-*

- temps*, vol. 8, 117-122.
- Caramani D. (1994), *La nationalisation du vote : étude comparative des processus d'homogénéisation territoriale du soutien électoral des partis politiques dans 15 pays européens*, Genève, Université de Genève.
- Caramani D. (2004), *The Nationalization of Politics. The Formation of National Electorates and Party Systems in Western Europe*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Carter E. (2005), *The Extreme Right in Western Europe: Success Or Failure?*, Manchester, Manchester University Press.
- Carty R. K. (2004), « Parties as Franchise Systems. The Stratarchical Organizational Imperative », *Party Politics*, vol. 10, n° 1, 5-24.
- Ceschi R. (1986), « Buoni ticinesi e buoni svizzeri. Aspetti storici di una duplice identità », In : Ratti R. & Bardan M. (éd.), *Identità in cammino*, Locarno, Armando Dadò editore, 17-34.
- Ceschi R. (1992), « Un Ticino poco svizzero? L'epoca dei malintesi 1880-1940 », *Itinera - Nouvelles approches de la conscience nationale suisse*, vol. 13, 54-65.
- Chaponnière M. (2001), « L'égalité contrainte: suffrage, quotas, parité et approche intégrée de l'égalité », In : Brander S. et al. (éd.), *Geschlechterdifferenz und Macht. Reflexion gesellschaftlicher Prozesse*, Fribourg, Editions universitaires Fribourg, 219-227.
- Conrad C.-A. (1970), *Die politischen Parteien im Verfassungssystem der Schweiz*, Frankfurt, Athenäum.
- Dalton R. J. (2006), *Citizen Politics. Public Opinion and Political Parties in Advanced Industrial Democracies*, Washington, CQ Press.
- Dalton R. J. et al. (2011), *Political Parties and Democratic Linkage: How Parties Organize Democracy*, Oxford, Oxford University Press.
- Dalton R. J. & Wattenberg M. P. (2002), *Parties Without Partisans. Political Change in Advanced Industrial Democracies*, Oxford, Oxford University Press.
- de Lange S. L. (2007), « A New Winning Formula?: The Programmatic Appeal of the Radical Right », *Party Politics*, vol. 13, n° 4, 411-435.
- de Lange S. L. & Art D. (2011), « Fortuyn versus Wilders: An Agency-Based Approach to Radical Right Party Building », *West European Politics*, vol. 34, n° 6, 1229-1249.
- De Lauretis M. & Giussani B. (1992), *La Lega dei ticinesi. Indagine sul fenomeno che ha sconvolto il Ticino politico*, Locarno, Armando Dadò editore.
- Degen B. (1988), « Fra opposizione e partecipazione al governo », In : Lang K. (éd.), *1888-1988 Cento anni del Partito socialista svizzero*, Lugano, Fondazione Pellegrini-Canevascini, 327-353.
- Degen B. (1993), *Sozialdemokratie: Gegenmacht?, Opposition?, Bundesratspartei? Die Geschichte der Regierungsbeteiligung der schweizerischen Sozialdemokraten*, Zurich, Orell Füssli Verlag.
- Déloye Y. (2011), *Sociologie historique du politique*, Paris, Édition La Découverte.
- Delwit P. (2007), « Les partis socialistes d'Europe du sud: des organisations performantes? », *Pôle Sud*, vol. 2, n° 27, 21-41.
- Delwit P. & Poirier P. (2007), *Extrême droite et pouvoir en Europe*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Deschouwer K. (2003), « Political Parties in Multi-Layered Systems », *European Urban and Regional Studies*, vol. 10, n° 3, 213-226.
- Deschouwer K. (2006), « Political Parties as Multi-Level Organizations », In : Katz R. S. & Crotty W. (éd.), *Handbook of Party Politics*, Londres, Sage Publications, 291-300.
- Detterbeck K. (2011), « Party Careers in Federal Systems. Vertical Linkages within Austrian, German, Canadian and Australian Parties », *Regional & Federal Studies*, vol. 21, n° 2, 245-270.

- Dinkin R. J. (1989), *Campaigning in America. A History of Election Practice*, Westport, Greenwood.
- Donges P. (2000), « Amerikanisierung, Professionalisierung, Modernisierung? Anmerkungen zu einigen amorphen Begriffen », In : Kamps K. (éd.), *Trans- Atlantik - Trans-Portabel? Die Amerikanisierungsthese in der politischen Kommunikation*, Wiesbaden, Westdeutscher Verlag, 27-42.
- Doolan M. A. (2009), *Exploring the Americanization of political campaigns. Croatia's 2003 and 2007 general elections*, London, LES.
- Duverger M. (1972), *Party Politics and Pressure Groups: A Comparative Introduction*, New York, Crowell.
- Duverger M. (1977), *Les partis politiques*, 9^e éd., Paris, Armand Colin.
- Eichenberger S. et al. (2016), « Parlement de milice et groupes d'intérêts (1970-2010): Professionnalisation et diversification des liens d'intérêts? », *Annuaire suisse d'histoire économique et sociale*, Zurich, Chronos Verlag, 185-202.
- Eldersveld S. J. (1964), *Political Parties : A Behavioral Analysis*, Chicago, Rand McNally.
- Engeli I. & Tonka L. (2010), « L'évolution des campagnes électorales en Suisse: une modernisation en demi-teinte », In : Nicolet S. & Sciarini P. (éd.), *Le destin électoral de la gauche. Analyse du vote PS et Verts en Suisse*, Genève, Georg Éditeur, 397-437.
- Erber G. et al. (2016), « Campaign Strategies in the 2015 Swiss National Elections: Nationalization, Coordination, and Personalization », *Swiss Political Science Review*, vol. 22, n° 1, 15-28.
- Esser F. & Hanitzsch T. (2012), « On the why and how of comparative inquiry », In : Esser F. & Hanitzsch T. (éd.), *The Handbook of Comparative Communication Research*, New York, Routledge, 3-22.
- Fabre E. (2008), « Party Organization in a Multi-level System: Party Organizational Change in Spain and the UK », *Regional & Federal Studies*, vol. 18, n° 4, 309-329.
- Fabre E. (2011), « Measuring party organization: The vertical dimension of the multi-level organization of state-wide parties in Spain and the UK », *Party Politics*, vol. 17, n° 3, 343-363.
- Fagagnini H. P. (1978), « Die Rolle der Parteien auf kantonaler Ebene », *Annuaire suisse de sciences politiques*, vol. 18, 75-94.
- Fairholm G. W. (2009), *Organizational power politics : tactics in organizational leadership*, California, Praeger Publishers.
- Farrell D. M. (1996), « Campaign Strategies and Tactics », In : DeDuc L. et al. (éd.), *Comparing Democracies. Elections and voting in global perspective*, Thousand Oaks, Sage Publications, 160-183.
- Farrell D. M. (2005), « Campaign Modernization and the West European Party », In : Luther K. R. & Müller-Rommel F. (éd.), *Political Parties in the New Europe. Political and Analytical Challenges*, Oxford, Oxford University Press, 63-83.
- Farrell D. M. (2006), « Political Parties in a Changing Campaign Environment », In : Katz R. S. & Crotty W. (éd.), *Handbook of Party Politics*, London, Sage Publications, 122-133.
- Farrell D. M. & Webb P. (2000), « Political Parties as Campaign Organizations », In : Dalton R. J. & Wattenberg M. P. (éd.), *Parties Without Partisans. Political Change in Advanced Industrial Democracies*, Oxford, Oxford University Press, 102-128.
- Fertikh K. et al. (éd.) (2016), *Les programmes politiques. Genèses et usages*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- Fouradoulas A.-V. (2013), « Gauche radicale et gauche modérée: des relations ambivalentes, entre accommodement et désaveu », In : Mazzoleni O. & Meuwly O. (éd.), *Voisinages et conflits. Les partis politiques suisses en mouvement*, Genève, Éditions Slatkine, 153-172.

- Frey R. L. (2006), « La réforme du fédéralisme suisse », In : Frey R. L. et al. (éd.), *Le fédéralisme suisse. La réforme engagée. Ce qui reste à faire*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 17-40.
- Frey T. (2008), *Die Christdemokratie in Westeuropa*, Baden-Baden, Nomos Verlag.
- Freymond J. (1953), « Le mouvement ouvrier », *Cent cinquante ans d'histoire vaudoise. 1803-1953*, Lausanne, Librairie Payot, 169-194.
- Fritzsche B. & Lemmenmeier M. (1994), « Auf dem Weg zu einer städtischen Industriegesellschaft 1870-1918 », *Geschichte des Kantons Zürich. Band 3 19. und 20. Jahrhundert*, Werd Verlag, 158-249.
- Froidevaux D. (1997), « Le principe de la territorialité des langues : la fin de la cohésion nationale ? », *Revue suisse de science politique*, vol. 3, 6-11.
- Gallagher M. (1988), « Introduction », In : Gallagher M. & Marsh M. (éd.), *Candidate Selection in Comparative Perspective. The Secret Garden of Politics*, London, Sage Publications, 1-19.
- Gambillara G. (1985), *Analisi ecologica del comportamento elettorale nel Cantone Ticino*, Bellinzona, Ufficio cantonale di statistica.
- Garrigou A. (1992), *Le vote et la vertu. Comment les Français sont devenus électeurs*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Gava R. et al. (2016), « Interests groups in Parliament: Exploring MPs' interest affiliations (2000-2011) », *Swiss Political Science Review*, vol. 23, n° 1, 77-94.
- Gaxie D. & Lehingue P. (1984), *Enjeux municipaux. La constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Geissbühler S. (1999), « Are Catholics still different? Catholicism, political attitudes and party attachments in Switzerland, 1970-1995 », *West European Politics*, vol. 3, 223-240.
- Genasci P. et al. (2000), *PS. Socialisti da cent'anni*, Lugano, Fondazione Pellegrini-Canevascini.
- Gernet H. (2008), *Vom Geld der Parteien*, Thèse de doctorat, Université de Fribourg.
- Gernet H. (2011), *(Un-)heimliches Geld. Parteienfinanzierung in der Schweiz*, Zurich, Verlag Neue Zürcher Zeitung.
- Gerstlé J. (1992), *La communication politique*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Gerstlé J. (1997), « La persuasion de l'actualité télévisée », *Politix*, vol. 10, n° 37, 81-96.
- Geser H. et al. (1994), *Die Schweizer Lokalparteien*, Zurich, Seismo Verlag.
- Geser H. (1997), « The Persistence of Confessional Political Cultures in Switzerland: Some Puzzling Empirical Evidence from Local Parties », *Schweizerische Zeitschrift für politische Wissenschaft*, vol. 3, n° 2, 1-29.
- Geser H. et al. (2004), *Les partis locaux Suisses en mutation*, Institut sociologique de l'Université de Zurich, Zurich.
- Gibson R. & Römmele A. (2001), « Changing Campaign Communications: A Party-Centered Theory of Professionalized Campaigning », *Press/Politics*, vol. 6, n° 4, 31-43.
- Giger N. et al. (2011), « Die Bedeutung des regionalen Kontexts für die programmatische Positionierung von Schweizer Kantonalparteien », *Swiss Political Science Review*, vol. 17, n° 3, 259-285.
- Giugni M. & Sciarini P. (2008), « Polarisation et politisation en Suisse », In : Suter C. et al. (éd.), *Rapport social 2008. La Suisse mesurée et comparée*, Zurich, Seismo Verlag, 222-243.
- Godmer L. (2009), *Des élus régionaux à l'image des électeurs? L'impératif représentatif en Allemagne, en Espagne et en France*, Paris, Éditions Harmattan.
- Gottraux P. & Péchu C. (2012), *Militants de l'UDC. La diversité sociale et politique des engagés.*, Neuchâtel, Antipodes.

- Graber D. et al. (1998), *The Politics of news; the news of politics*, Washington, CQ Press.
- Grande E. (2002), « Parteiensystem und Föderalismus », In : Benz A. & Lehmbruch G. (éd.), *Föderalismus. Analysen in entwicklungsgeschichtlicher und vergleichender Perspektive*, Wiesbaden, Westdeutscher Verlag, 179-212.
- Gruner E. (1977), *Die Parteien in der Schweiz*, 2^e éd., Winterthur, Ziegler Druck und Verlags.
- Gulati G. J. et al. (2004), « News Coverage of Political Campaigns », In : Kaid L. L. (éd.), *Handbook of political communication research*, New Jersey, Lawrence Erlbaum Associates, 237-256.
- Gunzinger M. (2008), *Analyse comparative des ressources financières des partis politiques suisses*, Lausanne, Cahier de l'IDHEAP 240/2008.
- Hallin D. C. & Mancini P. (2004), *Comparing Media Systems : Three Models of Media and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Hardmeier S. (2003), « Amerikanisierung der Wahlkampfkommunikation? Einem Schlagwort auf der Spur », In : Sciarini P. et al. (éd.), *Schweizer Wahlen 1999: Ergebnisse des Projektes Selects '99*, Berne/Stuttgart/Vienne, Paul Haupt Verlag, 219-250.
- Harmel R. (1989), « The Iron Law of Oligarchy Revised », In : Jones B. D. (éd.), *Leadership and Politics. New Perspectives in Political Science*, Lawrence, University of Kansas, 160-188.
- Harmel R. et al. (1995), « Performance, Leadership, Factions and Party Change: An Empirical Analysis », *West European Politics*, vol. 18, n° 1, 1-33.
- Harmel R. & Janda K. (1994), « An Integrated Theory of Party Goals and Party Change », *Journal of Theoretical Politics*, vol. 6, n° 3, 259-287.
- Hartmann A. (éd.) (1968), *Im Spannungsfeld der Politik. Festgabe für Dr. Martin Rosenberg*, Luzern, Generalsekretär der Konservativ-christlichsozialen Volkspartei der Schweiz.
- Hartmann H. & Horvath F. (1995), *Zivilgesellschaft von rechts. Die unheimliche Erfolgsstory der Zürcher SVP*, Zurich, Realotopia.
- Heinisch R. (2016), « The Austrian Freedom Party: Organizational Development and Leadership Change », In : Heinisch R. & Mazzoleni O. (éd.), *Understanding Populist Organisation*, Londres, Palgrave Macmillan, 19-47.
- Heinisch R. & Mazzoleni O. (éd.) (2016), *Understanding Populist Organisation*, London, Palgrave Macmillan.
- Herrnson P. S. (2008), *Congressional Elections: Campaigning at Home and in Washington*, 5^e éd., Washington, Congressional Quarterly Press.
- Hildebrand M. (2017), *Rechtspopulismus und Hegemonie. Der Aufstieg der SVP und die diskursive Transformation der politischen Schweiz*, Bielefeld, transcript Verlag.
- Hopkin J. & Paolucci C. (1999), « The Business Firm Model of Party Organisation: Cases from Spain and Italy », *European Journal of Political Research*, vol. 35, n° 3, 307-339.
- Hug S. & Sciarini P. (2002), *Changements de valeurs et nouveaux clivages politiques en Suisse*, Paris, Éditions Harmattan.
- Ignazi P. (2003), *Extreme Right Parties in Western Europe*, Oxford, Oxford University Press.
- Inglehart R. (1990), *Culture Shift in advanced industrial society*, Princeton, Princeton University Press.
- Ishiyama J. & Breuning M. (2011), « What's in a name? Ethnic party identity and democratic development in post-communist politics », *Party Politics*, vol. 17, n° 2, 223-241.
- Janda K. (1980), *Political Parties: A Cross-National Survey*, Londres, Collier Macmillan Publisher.
- Janda K. (1993), « Comparative Political Parties: Research and Theory », In : Finifter A. W. (éd.), *Political Science The State of the Discipline II*, Washington, American Political Science Association, 163-191.

- Janda K. et al. (1995), « Changes in Party Identity: Evidence from Party Manifestos », *Party Politics*, vol. 1, n° 2, 171-196.
- Jeanneret P. (1982), *Histoire du Parti socialiste vaudois 1890-1990*, Lausanne, Parti socialiste vaudois.
- Jeanneret P. (1988), « La scission de 1939 en Suisse romande », In : Lang K. (éd.), *Solidarité, débats, mouvement. Cent ans de parti socialiste suisse 1888-1988*, Lausanne, Editions d'En Bas, 247-278.
- Jeanneret P. (2002), *Popistes: histoire du Parti ouvrier et populaire vaudois, 1943 - 2001*, Lausanne, Editions d'En Bas.
- Jost H. U. (1986), « Critique historique du parti politique », *Annuaire suisse de sciences politiques*, vol. 26, 317-332.
- Jost H. U. (1996), « L'historiographie du mouvement ouvrier suisse », *Labour/Le Travail*, vol. 37, 275-282.
- Katz R. S. (2002), « The internal life of parties », In : Luther K. R. & Müller-Rommel F. (éd.), *Political Parties in the New Europe. Political and Analytical Challenges*, Oxford, Oxford University Press, 87-118.
- Katz R. S. & Mair P. (éd.) (1992), *Party Organizations. A Data Handbook on Party Organisations in Western Democracies, 1960-1990*, Londres, Sage Publications.
- Katz R. S. & Mair P. (1995), « Changing Models of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartel Party », *Party Politics*, vol. 1, n° 1, 5-28.
- Katz R. S. & Mair P. (2008), « La transformation des modèles d'organisation et de démocratie dans les partis. L'émergence du parti-cartel », In : Aucante Y. & Dézé A. (éd.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Paris, Presses de Sciences Po, 35-64.
- Keating M. (2004), « European Integration and the Nationalities Question », *Politics & Society*, vol. 32, n° 3, 367-388, Adresse : <http://pas.sagepub.com/content/32/3/367.abstract>.
- Kirchheimer O. (1966), « The transformation of Western European party systems », In : La Palombara J. & Weiner M. (éd.), *Political Parties and Political Development*, Princeton, Princeton University Press, 177-200.
- Kitschelt H. & McGann A. J. (1995), *The Radical Right in Western Europe: A comparative Analysis*, Ann Arbor, University of Michigan Press.
- Klingemann H.-D. & Budge I. (2013), « Using Manifesto Estimates to Refine Party Family Placements and Distinguish Niche from Mainstream Parties », In : Volkens A. (éd.), *Mapping Policy Preferences from Texts. Statistical Solutions for Manifesto Analysts*, Oxford, Oxford University Press.
- Knutsen O. (1999), « Left-right polarization among the mass publics: A comparative longitudinal study from eight West European countries », In : Narud H. M. & Aalberg T. (éd.), *Challenges to Representative Democracy: Parties, Voters and Public Opinion*, Bergen, Fagbokforlaget.
- Koch P. et al. (2013), « Vertical Careers and Multilevel Party Organisation. A typology of parliamentary candidates in Switzerland », *SVPW/ASSP Annual Conference*, Zurich, 31 janvier - 1 février 2013.
- Kohn M. L. (1989), *Cross-national research in sociology*, Newbury Park, Sage Publications.
- König M. et al. (1994), « Klassenkämpfe, Krisen und ein neuer Konsens - Der Kanton Zürich 1918-1945 », *Geschichte des Kantons Zürich. Band 3 19. und 20. Jahrhundert*, Zurich, Werd Verlag, 250-349.
- Kriesi H. (1995), *Le système politique suisse*, Paris, Economica.
- Kriesi H. et al. (1998), *Schweizer Wahlen 1995. Ergebnisse des Projekts Selects*, Berne, Haupt Verlag.

- Kriesi H. (1998), « The transformation of cleavage politics. The 1997 Stein Rokkan lecture », *European Journal of Political Research*, vol. 33, n° 1967, 165-185.
- Kriesi H. et al. (2005), *Der Aufstieg der SVP. Acht Kantone im Vergleich*, Zurich, Verlag Neue Zürcher Zeitung.
- Krouwel A. (1999), *The Catch All Party in Western Europe: a Study in Arrested Development*, Vrije Universiteit Ams.
- Krouwel A. (2006), « Party Models », In : Katz R. S. & Crotty W. J. (éd.), *Handbook of Party Politics*, Oxford, Sage Publications, 249-269.
- Krouwel A. (2012), *Party Transformations in European Democracies*, Albany, Suny Press.
- Kury P. (2003), *Über Fremde reden. Überfremdungsdiskurs und Ausgrenzung in der Schweiz 1900-1945*, Zurich, Chronos Verlag.
- La Palombara J. & Weiner M. (1966), « The origin and development of political parties », In : La Palombara J. & Weiner M. (éd.), *Political Parties and Political Development*, Princeton, Princeton University Press.
- Labrot L. (1999), « Le Parti radical démocratique suisse: du parti dominant au parti prédominant? », *Schweizerische Zeitschrift für politische Wissenschaft*, vol. 1, 82-97.
- Ladner A. (1996), « Die Schweizer Lokalparteien im Wandel. Aktuelle Entwicklungstendenzen gefährden die politische Stabilität », *Swiss Political Science Review*, vol. 2, n° 1, 1-24.
- Ladner A. (2001a), « Swiss political parties : Between persistence and change », *West European Politics*, vol. 24, n° 2, 123-144.
- Ladner A. (2001b), « Die politische Orientierung der Kantonalparteien », In : Ladner A. & Brändle M. (éd.), *Die Schweizer Parteien im Wandel. Von Mitgliederparteien zu professionalisierten Wählerorganisationen?*, Zurich, Seismo Verlag, 261-302.
- Ladner A. (2004), *Stabilität und Wandel von Parteien und Parteiensystemen. Eine vergleichende Analyse von Konfliktlinien, Parteien und Parteiensystemen in den Schweizer Kantonen*, Wiesbaden, Verlag für Sozialwissenschaften.
- Ladner A. (2005), « Die Parteien in der politischen Kommunikation. Mediendemokratie: Herausforderungen und Chancen für die politische Parteien », In : Donges P. (éd.), *Politische Kommunikation in der Schweiz*, Berne, Haupt Verlag, 57-74.
- Ladner A. (2007), « Political Parties », In : Klöti U. et al. (éd.), *Handbook of Swiss Politics*, Zurich, Verlag Neue Zürcher Zeitung, 309-334.
- Ladner A. (2011), « Switzerland: Subsidiarity, Power Sharing and Direct Democracy », In : Loughlin J. et al. (éd.), *The Oxford Handbook of Local and Regional Democracy in Europe*, Oxford, Oxford University Press, 196-220.
- Ladner A. & Brändle M. (1999), *Fact-Sheets zum Wandel der Schweizer Parteien*, Université de Berne, Berne, Adresse : http://socio.ch/par/documents/fact_sheets.pdf.
- Ladner A. & Brändle M. (2001), *Die Schweizer Parteien im Wandel. Von Mitgliederparteien zu professionalisierten Wählerorganisationen?*, Zurich, Seismo Verlag.
- Lamprinakou C. (2008), « The Party Evolution Model : An Integrated Approach to Party Organisation and Political Communication », *Politics*, vol. 28, n° 2, 103-111.
- Lanfranchi P. & Lüthi R. (1999), « Cohesion of Party Groups and Interparty Conflict in the Swiss Parliament: Roll Call Voting in the National Council », In : Bowler S. et al. (éd.), *Party Discipline and Parliamentary Government*, Columbus, Ohio University Press, 99-120.
- Lang K. (éd.) (1988), *Solidarité, débats, mouvement. Cent ans de Parti socialiste suisse, 1888-1988*, Lausanne, Editions d'En Bas.
- Lang K. et al. (1988), « Cento anni del Partito socialista svizzero. Riflessione sulle costanti e le rotture, le tensioni e l'armonia », In : Lang K. (éd.), *1888-1988 Cento anni del Partito socialista svizzero*, Lugano, Fondazione Pellegrini-Canevascini, 9-26.

- Latté S. (2002), « Cuisine et dépendance. Les logiques pratiques du recrutement politique », *Persée*, vol. 15, n° 60, 55-80.
- Laurent S. (éd.) (2003), *Archives « secrètes », secrets d'archives?: l'historien et l'archiviste face aux archives sensibles*, Paris, CNRS Éditions.
- Lawson K. (1980), *Political Parties and Linkage. A Comparative Perspective*, New Haven, Yale University Press.
- Lazar M. (1992), *Maisons rouges. Les Partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier.
- Lazarsfeld P. & Katz E. (2008), *Influence personnelle: ce que les gens font des médias*, Paris, Armand Colin.
- Liehr D. (2012), *Skandal und Nation. Politische Deutungskämpfe in der Schweiz*, Thèse de doctorat, Université de Zurich.
- Lilleker D. G. & Negrine R. (2002), « Professionalization : Of What? Since When? By Whom? », *Press/Politics*, vol. 7, n° 4, 98-103.
- Linder W. (2005), *Schweizerische Demokratie: Institutionen, Prozesse, Perspektiven*, Berne, Haupt Verlag.
- Lindig S. (1979), « *Der Entscheid fällt an der Urne* » *Sozialdemokratie und Arbeiter im Roten Zürich. 1928 bis 1938*, Zurich, Eco-Verlag.
- Lipset S. M. & Rokkan S. (1967), *Party systems and voter alignments. Cross-national perspectives.*, Toronto, The Free Press.
- Livingstone S. (2012), « Challenges to Comparative Research in a Globalizing Media Landscape », In : Esser F. & Hanitzsch T. (éd.), *The Handbook of Comparative Communication Research*, New York, Routledge, 415-429.
- Longchamp C. & Rickenbacher A. (1996), *Aktive Werbung: möglich und nötig! Studie über die heutige und zukünftige Mitgliederstruktur von SP-Kantonalparteien*, Berne.
- Looser H. (1995), *Die Schweiz und ihre Skandale*, Zurich, Seismo Verlag.
- Ludger H. & Helms L. (2004), « The federal election in Germany , September 2002 », *Electoral Studies*, vol. 23, n° September 2002, 143-182.
- Ludwig B. (2009), *Zwischen Schutz des Lebens und Emanzipation der Frau. Die Familienpolitik der CVP Schweiz 1971-1987*, Fribourg, Éditions Universitaires Fribourg.
- Lutz G. (2008), *Elections fédérales 2007. Participation et choix électoral*, Lausanne, Selects.
- Lutz G. (2010), « The Swiss National Elections 2007 », *Swiss Political Science Review*, vol. 16, n° 3, 335-341.
- Macaluso P. (1997), *Storia del Partito Socialista Autonomo*, Locarno, Armando Dadò editore.
- Macaluso P. (2013), *Tra due guerre. Problemi e protagonisti del Ticino (1920-1940)*, Locarno, Armando Dadò editore.
- Mach A. (2015), *Groupes d'intérêts et pouvoir politique*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Mair P. (1997), *Party system change: approaches and interpretations*, Oxford, Clarendon.
- Mair P. et al. (2004), *Political Parties and Electoral Change: Party Responses to Electoral Markets*, London, Sage Publications.
- Mair P. & Mudde C. (1998), « The party family and its study », *Annual Review of Political Science*, vol. 1, 211-229.
- Mair P. & Smith G. (1990), *Understanding party system change in Western Europe*, Oxon, Frank Cass & Co.
- Manatschal A. & Rapp C. (2015), « Welche Schweizer wählen die SVP und warum? », In : Freitag M. & Vatter A. (éd.), *Wahlen und Wählerschaft in der Schweiz*, Zurich, Verlag Neue Zürcher Zeitung, 187-215.
- Marcacci M. (2003), « Il Cantone e la Confederazione: le difficoltà di essere ticinesi e

- svizzeri », In : Ghiringhelli A. (éd.), *Il Ticino nella Svizzera. Contributi sul Ticino duecento anni dopo. 1803-2003*, Locarno, Armando Dadò editore, 61-86.
- Marcacci M. (2015), « Presentazione del quaderno n° 35 di Coscienza Svizzera. L'immaginario di ieri e... quello di oggi? », In : Ratti R. (éd.), *Evoluzione dell'immaginario nella Svizzera italiana. Simboli, valori e comportamenti di una minoranza (2-continuazione)*, Bellinzona, Coscienza Svizzera, 13-21.
- Marks G. et al. (2007), « Crossvalidating data on party positioning on European integration », *Electoral Studies*, vol. 26, n° 1, 23-38.
- Martinola G. (1980), « I partiti politici », In : Caratti S. et al. (éd.), *Il Canton Ticino e il nuovo corso politico 1831-1847*, Bellinzona.
- Masket S. E. (2009), *No Middle Ground: How Informal Party Organizations Control Nominations and Polarize Legislatures*, Ann Arbor, University of Michigan Press.
- Mastropaolo A. (2012), « Donde vengono e dove se ne stanno andando i partiti politici? », *Parolechiave*, vol. 47, n° 1, 37-56.
- Mastropaolo A. (2013), « Ma è proprio vero che i cittadini odiano la politica? », *Italiani europei*, vol. 1, n° 2, 61-69.
- Mayaffre D. (2003), « Dire son identité politique », *Cahiers de la Méditerranée*, vol. 66.
- Mazzoleni O. et al. (2004), « Comizi elettorali fra declino e trasformazione. Il caso ticinese dal secondo dopoguerra ad oggi », *Dati. Statistiche & società*, vol. 4, n° 2, 80-91.
- Mazzoleni O. et al. (2007), *L'Union démocratique du centre: un parti, son action, ses soutiens*, Lausanne, Antipodes.
- Mazzoleni O. (2008), *Nationalisme et populisme en Suisse*, 2^e éd., Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Mazzoleni O. (2010), « Personal leadership and party organization in a changing environment: the case of the Lega dei Ticinesi », *60th Political Studies Association 29 March - 1 April 2010*, Edinburgh, 1-18.
- Mazzoleni O. (2012), « Between centralisation and nationalisation: the case of the Swiss People's Party », In : Pallaver G. & Wagemann C. (éd.), *Challenges for Alpine Parties. Strategies of Political Parties for Identity and Territory in the Alpine Regions*, Innsbruck/Wien/Bozen, Studien Verlag, 17-33.
- Mazzoleni O. (2015), *Berna è lontana? Il Ticino e il nuovo regionalismo politico*, Locarno, Armando Dadò editore.
- Mazzoleni O. & Ratti R. (2009), *Identità nella globalità. Le sfide della Svizzera italiana*, Lugano-Milano, Giampiero Casagrande.
- Mazzoleni O. & Rayner H. (éd.) (2009), *Les partis politiques: traditions et renouvellements*, Paris, Michel Houdiard Éditeur.
- Mazzoleni O. & Rossini C. (2014), « Salience, orientation and content of socio-economic issues: the electoral manifesto of the Swiss People's Party (1995-2011) », *ECPR General Conference*, Glasgow, 3-6 settembre 2014.
- Mazzoleni O. & Rossini C. (2016), « The Swiss People's Party », In : Heinisch R. & Mazzoleni O. (éd.), *Understanding Populist Organisation*, London, Palgrave Macmillan, 79-104.
- Mazzoleni O. & Voerman G. (2016a), « Memberless parties: Beyond the business-firm party model? », *Party Politics*, Adresse : <http://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/1354068815627398>.
- Mazzoleni O. & Voerman G. (2016b), « Revitalising grass-roots party membership? A comparison between Swiss and Dutch parties », *ECPR General Conference*, Prague, 7-10 settembre 2016.
- McGann A. J. (2005), « The Radical Right in The Alps: Evolution of Support for the Swiss SVP and Austrian FPÖ », *Party Politics*, vol. 11, n° 2, 147-171.

- Menefee-Libey D. (2000), *The Triumph of Candidate-Centered Politics*, New York, Chatham House.
- Mény Y. & Surel Y. (2000), *Par le peuple, pour le peuple. Le populisme et les démocraties*, Paris, Fayard.
- Mergel T. (2005), « Wahlkampfgeschichte als Kulturgeschichte. Konzeptionelle Überlegungen und empirische Beispiele », *Zeitschrift für historische Forschung*, vol. 35, 355-376.
- Meuwly O. (1999), *Aux sources du radicalisme. Les origines de la démocratie libérale*, Berne, Editions du Sabre.
- Meuwly O. (2003), *La politique vaudoise au 20ème siècle. De l'Etat radical à l'émiettement du pouvoir*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Meuwly O. (2007), *L'unité impossible. Le Parti radical-démocratique suisse à la Belle Epoque, 1891-1914*, Hauterive, Éditions Attinges.
- Meuwly O. (2010), *Les partis politiques. Acteurs de l'histoire suisse*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Michels R. (1971), *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Éditions Flammarion.
- Miéville D. S. (2013), *6 décembre 1992. Le non de la Suisse à l'Europe*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Morresi E. (2014), *Giornalismo nella Svizzera italiana. 1950 - 2000 (vol. I)*, Locarno, Armando Dadò editore.
- Morresi E. (2017), *Giornalismo nella Svizzera italiana. 1950 - 2000 (vol. II)*, Locarno, Armando Dadò editore.
- Mudde C. (2007), *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Mudde C. (2014), « Fighting the system? Populist radical right parties and party system change », *Party Politics*, vol. 20, n° 2, 217-226.
- Müller M. G. (2000), « Parteitaginszenierung diesseits und jenseits des Atlantiks », In : Kamps K. (éd.), *Trans- Atlantik - Trans-Portabel? Die Amerikanisierungsthese in der politischen Kommunikation*, Wiesbaden, Westdeutscher Verlag, 221-246.
- Müller M. & Schorderet P.-A. (éd.) (2007), *Histoire des partis politiques en Suisse*, Zurich, Chronos Verlag.
- Müller S. (2010), « National, Confederal, Regional, or Inter-Local? The Scale of Political Parties in Canton Glarus », *SISP Annual Conference*, Venice, 16-18 septembre 2010.
- Nadeau R. & Bastien F. C. (2003), « La communication électorale », In : Gingras A. M. (éd.), *La communication politique : état des savoirs, enjeux et perspectives*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 159-188.
- Negrine R. & Papathanassopoulos S. (1996), « The « Americanization » of Political Communication: A Critique », *The Harvard International Journal of Press/Politics*, vol. 1, n° 2, 45-62.
- Neidhart L. (1986), « Funktions- und Organisationsprobleme der schweizerischen Parteien », *Annuaire suisse de sciences politiques*, vol. 26, 21-46.
- Neidhart L. (2002), « Elementare Bedingungen der Entwicklung des schweizerischen Föderalismus », In : Benz A. & Lehmruch G. (éd.), *Föderalismus. Analysen in entwicklungsgeschichtlicher und vergleichender Perspektive*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 111-133.
- Nicolet S. & Sciarini P. (éd.) (2010), *Le destin électoral de la gauche: le vote socialiste et vert en Suisse*, Chêne-Bourg, Georg Éditeur.
- Noiriel G. (2006), *Introduction à la socio-histoire*, Paris, Édition La Découverte.
- Norris P. (2000a), *A Virtuous Circle. Political Communications in Post-Industrial Societies*,

- Cambridge, Cambridge University Press.
- Norris P. (2000b), « The Evolution of Campaign Communications », *A Virtuous Circle: Political Communications in Post-Industrial Societies*, New York, Cambridge University Press.
- Oesch D. (2008), « Explaining Workers' Support for Right-Wing Populist Parties in Western Europe: Evidence from Austria, Belgium, France, Norway, and Switzerland », *International Political Science Review*, vol. 29, n° 3, 349-373.
- Offerlé M. (2010), *Les partis politiques*, 7^e éd., Paris, Presses Universitaires de France.
- Ostrogorsky M. (1903), *La démocratie et l'organisation des partis politiques*, Paris, Calmann-Lévy.
- Pacella M. (2010), *Qui gouverne le Tessin? Les Elites politiques cantonales tessinoises: l'évolution du profil sociologique des Conseillers d'Etat de 1905 à nos jours*, Lausanne, Université de Lausanne.
- Paillé P. & Mucchielli A. (2010), *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, 2^e éd., Paris, Armand Colin.
- Panebianco A. (1982), *Modelli di partito*, Bologna, Il Mulino.
- Panebianco A. (1988), *Political Parties: Organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Papadopoulos Y. (1997), *Les processus de décision fédéraux en Suisse*, Paris, Éditions Harmattan.
- Papadopoulos Y. (1998), « Suisse », In : Hermet G. et al. (éd.), *Les partis politiques en Europe de l'ouest*, Paris, Economica.
- Parodi J.-L. (1983), « Dans la logique des élections intermédiaires », *Revue politique et parlementaire*, n° 903, 42-70.
- Pedahzur A. & Brichta A. (2002), « The Institutionalization of Extreme Right-wing Charismatic Parties: a Paradox? », *Party Politics*, vol. 8, n° 1, 31-49.
- Pellegrini M. (1998), *Le Parti radical vaudois. Les fondements d'un système hégémonique entre modernité et tradition (1918-1929)*, Mémoire de licence, Université de Lausanne.
- Pilotti A. et al. (2010), « Les parlementaires suisses entre démocratisation et professionnalisation », *Swiss Political Science Review*, vol. 16, n° 2, 211-245.
- Pilotti A. (2017), *Entre démocratisation et professionnalisation: le Parlement suisse et ses membres de 1910 à 2016*, Zurich, Seismo Verlag.
- Pilotti A. & Mazzoleni O. (2014), *Il voto ticinese sull'iniziativa 'contro l'immigrazione di massa' del 9 febbraio 2014*, Lausanne, Université de Lausanne.
- Pizzorno A. (1991), « Sur la rationalité du choix démocratique », In : Birnbaum P. (éd.), *Sur l'individualisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 330-369.
- Plasser F. & Plasser G. (2002), *Global political campaigning: a worldwide analysis of campaign professionals and their practices*, Westport, Praeger.
- Plüss L. & Rusch M. (2012), « Der Gender Gap in Schweizer Stadtparlamenten », *Swiss Political Science Review*, vol. 18, n° 1, 54-77.
- Poguntke T. (1987), « New politics and party systems: The emergence of a new type of party? », *West European Politics*, vol. 10, n° 1, 76-88.
- Poguntke T. et al. (2016), « Party rules, party resources and the politics of parliamentary democracies: How parties organize in the 21st century », *Party Politics*, vol. 22, n° 6.
- Poguntke T. & Webb P. (2005), *The Presidentialization of Politics: A Comparative Study of Modern Democracies*, Oxford, Oxford University Press.
- Raniolo F. (2013), *I partiti politici*, Roma-Bari, Laterza.
- Rennwald L. (2015), *Partis socialistes et classe ouvrière. Ruptures et continuités du lien électoral en Suisse, en Autriche, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France (1970 -*

- 2008), Neuchâtel, Edition Alphil.
- Rennwald L. & Zimmermann A. (2016), « Le vote ouvrier en Suisse, 1971-2011 », *Social change in Switzerland*, vol. 4, 1-11.
- Restier-Melleray C. (2002), *Que sont devenues nos campagnes électorales ?*, Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux.
- Ridolfi M. (1999), *Interessi e passioni. Storia dei partiti politici italiani tra l'Europa e il Mediterraneo*, Milano, Bruno Mondadori.
- Ritter G. (éd.) (1997), *Wahlen und Wahlkämpfe in Deutschland. Von den Anfängen im 19. Jahrhundert bis zur Bundesrepublik*, Düsseldorf, Droste.
- Rokkan S. (1999), *State Formation, Nation-Building, and Mass politics in Europe. The Theory of Stein Rokkan*, Oxford, Oxford University Press.
- Römmele A. et al. (2005), *Political Parties and Political Systems. The Concept of Linkage Revisited*, London, Praeger Publishers.
- Rossini C. (2015), « Fra perdita di consensi e reazioni al cambiamento. I partiti politici ticinesi negli anni '70 e '80. », *Archivio Storico Ticinese*, vol. 158, 49-74.
- Roussellier N. (1988), « Archives des partis, politique des archives », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 19, 104-106.
- Ruf F. (2000), *L'introduction de la représentation proportionnelle pour les élections au Grand Conseil vaudois (1945-1960)*, Mémoire de licence, Université de Lausanne.
- Sani G. & Sartori G. (1983), « Polarization, Fragmentation and Competition in Western Democracies », In : Daalder H. & Mair P. (éd.), *Western European Party Systems. Continuity & Change*, London, Sage Publications, 307-340.
- Sarcinelli U. (éd.) (1998), *Politikvermittlung und Demokratie in der Mediengesellschaft. Beiträge zur politischen Kommunikationskultur*, Wiesbaden, Westdeutscher Verlag.
- Sartori G. (1976), *Parties and Party Systems: A Framework for Analysis*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Sawicki F. (1988), « Questions de recherche: pour une analyse locale des partis politiques », *Politix*, vol. 1, n° 2, 13-28.
- Sawicki F. (1991), « Les questions de protection sociale dans la campagne présidentielle française de 1988. Contribution à l'étude de la formation de l'agenda électoral », *Revue française de science politique*, vol. 41, n° 2, 171-196.
- Sawicki F. (1994), « Configuration sociale et genèse d'un milieu partisan. Le cas du parti socialiste en Ille-et-Vilaine », *Sociétés contemporaines*, vol. 20, 83-110.
- Sawicki F. (1997), *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin.
- Sawicki F. (2001a), « Les partis politiques comme entreprises culturelles », In : Cefaï D. (éd.), *Les cultures politiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 191-212.
- Sawicki F. (2001b), « Les partis politiques comme entreprises culturelles », In : Cefaï D. (éd.), *Les Cultures Politiques*, Paris, PUF, 191-212.
- Schakel A. H. (2012), « Nationalisation of multilevel party systems : A conceptual and », , 1-25.
- Schattschneider E. E. (1942), *Party Government*, New York, Holt, Rinehart & Winston.
- Schiess Rütimann P. M. (2006), « Das schweizerische Parteienregister », *Mitteilungen des Instituts für Deutsches und Europäisches Parteienrecht und Parteienforschung*, vol. 13, 67-76.
- Schiess Rütimann P. M. (2010), *Politische Parteien: Privatrechtliche Vereinigungen zwischen öffentlichem Recht und Privatrecht*, Zurich, Nomos Verlag.
- Schmid G. (1981), *Politische Parteien, Verfassung und Gesetz. Zu den Möglichkeiten und Problemen einer Parteiensetzgebung in der Schweiz*, Bâle, Helbing und Lichtenhahn Verlag.
- Schmid S. G. (2003), *Die Zürcher Kantonsregierung seit 1803*, Zurich, Schulthess Juristische

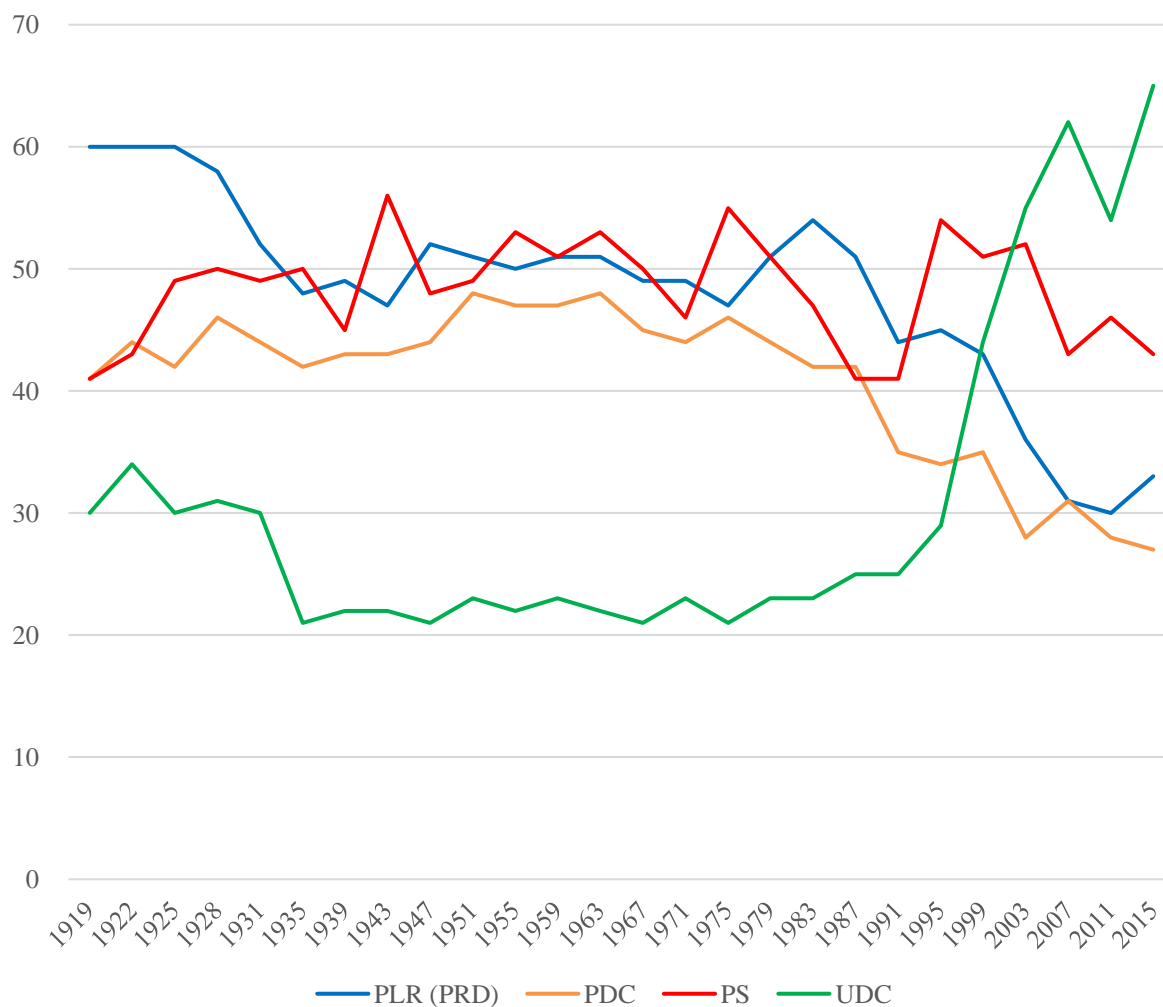
Medien.

- Schmidt M. G. (1995), *Wörterbuch zur Politik*, Stuttgart, Alfred Kröner Verlag.
- Schnydrig S. (2007), *Aufstieg und Wandel einer Kantonalpartei. Strukturelle und programmatische Entwicklung der Zürcher SVP 1971 bis 1991*, Mémoire de licence, Université de Fribourg.
- Schorderet P.-A. (2009), « Retour sur les origines des partis politiques. Les transformations du mouvement catholique-conservateur », In : Mazzoleni O. & Rayner H. (éd.), *Les partis politiques en Suisse: traditions et renouvellements*, Paris, Houdiard, Michel, 23-44.
- Schumpeter J. A. (1999), *Théorie de l'évolution économique: recherches sur le profit, le crédit, l'intérêt et le cycle de la conjoncture*, 2^e éd., Paris, Dalloz.
- Schwarz D. (2009), *Zwischen Fraktionszwang und freiem Mandat: Eine Untersuchung des fraktionsabweichenden Stimmverhaltens im schweizerischen Nationalrat zwischen 1996 und 2005*, Norderstedt, Books on Demand.
- Schwarz D. & Linder W. (2007), *Fraktionsgeschlossenheit im schweizerischen Nationalrat (1996-2005). Studie im Auftrag der Parlamentsdienste der schweizerischen Bundesversammlung*, Berne.
- Schwengler B. (2005), « Le clivage électoral catholique-protestant revisité (France, Allemagne fédérale, Suisse) », *Revue française de science politique*, vol. 55, n° 3, 381-413.
- Seiler D.-L. (2011), *Clivages et familles politiques en Europe*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.
- Shaw E. (1994), *The Labour Party Since 1979: Crisis and Transformation*, Londres, Routledge.
- Skenderovic D. (2005), *The Radical Right in Switzerland: postwar Continuity and Recent Transformations - a study of politics, ideology, and organizations*, Thèse de doctorat, Fribourg, Cric Print.
- Skenderovic D. (2007), « Immigration and the radical right in Switzerland: ideology, discourse and opportunities », *Patterns of Prejudice*, vol. 41, n° 2, 155-176.
- Skenderovic D. (2009a), « Campagnes et agenda politiques. La transformation de l'Union démocratique du centre », In : Mazzoleni O. & Rayner H. (éd.), *Les partis politiques en Suisse: traditions et renouvellements*, Paris, Houdiard, 378-409.
- Skenderovic D. (2009b), *The Radical Right in Switzerland. Continuity and Change, 1945-2000*, New York/Oxford, Berghahn.
- Smith J. K. (2006), « The Politics of Campaign professionalization », *Annual Meeting of the Midwest political Science Association, 22 Avril 2006*, Chicago.
- Stadler P. (1971), « Die Hauptstadtfrage in der Schweiz: 1798-1848 », *Revue suisse d'histoire*, vol. 21, 526-582.
- Stolz K. (2003), « Moving Up, Moving Down : Political Careers across Territorial Levels », *European Journal of Political Research*, vol. 42, 223-248.
- Stonecash J. M. (2013), « Political Science and the Study of Parties », In : Brewer M. D. & Maisel L. S. (éd.), *The Parties Respond. Changes in American Parties and Campaigns*, Colorado, Westview Press, 1-23.
- Strebel H. (2010), « *Darum Freisinnige, vereinigt euch!* » : vom Volksverein zur FDP : die Liberalen 1910-2010, Trogen, Kantonsbibliothek Appenzell Ausserrhoden.
- Studer B. (2003), « Universal Suffrage and Direct Democracy: The Swiss Case, 1848-1990 », In : Fauvre C. (éd.), *Political and Historical Encyclopedia of Women*, New York/Londres, Routledge, 447-457.
- Swanson D. L. & Mancini P. (éd.) (1996), *Politics, Media, and Modern Democracy. An International Study of Innovations in Electoral Campaigning and Their Consequences*, Westport/Connecticut/Londres, Praeger Publishers.
- Thorlakson L. (2009), « Patterns of Party Integration, Influence and Autonomy in Seven

- Federations », *Party Politics*, vol. 15, n° 2, 157-177.
- Thorlakson L. (2011), « Measuring vertical integration in parties with multi-level systems data », *Party Politics*, vol. 19, n° 5, 713-734.
- Traber D. et al. (2013), « Party Unity in the Swiss Parliament: The Electoral Connection », *The Journal of Legislative Studies*, vol. 20, n° 2, 193-215.
- van Biezen I. (2003a), *Political Parties in New Democracies. Party Organization in Southern and East-Central Europe*, Londres, Palgrave Macmillan.
- van Biezen I. (2003b), *Financement des partis politiques et des campagnes électorales, lignes directrices*, Strasbourg, Editions du Conseil de l'Europe.
- van Biezen I. et al. (2012), « Going, going,...gone? The decline of party membership in contemporary Europe », *European Journal of Political Research*, vol. 51, n° 1, 24-56.
- van Dijk T. (2006), « Politique, idéologie et discours », *Semen*, vol. 21, Adresse : <http://semen.revues.org/1970>.
- van Houten P. (2009), « Authority in Multilevel Parties: A Principal - Agent Framework and Cases from Germany and Spain », In : Sweden W. & Maddens B. (éd.), *Territorial Party Politics in Western Europe*, Londres, Palgrave Macmillan, 167-182.
- Volkens A. (2002), *Manifesto Coding Instructions*, Berlin.
- Volkens A. (2007), « Strengths and weaknesses of approaches to measuring policy positions of parties », *Electoral Studies*, vol. 26, n° 1, 108-120.
- Volkens A. (éd.) (2013), *Mapping Policy Preferences 3: Measurement Solutions for Manifesto Analyses: 54 Democracies, 1945-2012*, Oxford, Oxford University Press.
- Wagner M. (2012), « Defining and measuring niche parties », *Party Politics*, vol. 18, n° 6, 845-864.
- Weaver D. et al. (2004), « Agenda-Setting Research: Issues, Attributes, and Influences », In : Kaid L. L. (éd.), *Handbook of political communication research*, New Jersey, Lawrence Erlbaum Associates, 257-282.
- Weber M. (1921), *Economie et société*, Paris, Plon.
- Weber M. (1959), *Le savant et le politique*, Paris, Plon.
- Weinmann B. (2009), *Die Amerikanisierung der politischen Kommunikation in der Schweiz. Bestandesaufnahme und Experteninterviews vor dem Hintergrund der Eidgenössischen Parlamentswahlen 2007*, Zurich, Rüegger.
- Whiteley P. F. (2011), « Is the party over? The decline of party activism and membership across the democratic world », *Party Politics*, vol. 17, 21-44.
- Wicki J. (2007), « *On ne monte pas sur les barricades pour réclamer le frigidaire pour tous* », Lausanne, Antipodes.
- Wilson A. (2013), « Presidentialisation of Regional Politics in Italy and Spain », *SVPW/ASSP Annual Conference*, Zurich, 31 janvier - 1 février 2013.
- Wolinetz S. B. (2002), « Beyond the Catch-All Party : Approaches to the Study of Parties and Party Organization in Contemporary Democracies », In : Linz J. et al. (éd.), *Political Parties: Old Concepts and New Challenges*, Oxford University Press, 136-165.
- Zimmermann A. (2007), « Von der Klassen- zur Volkspartei? Anmerkungen zum ideologischen Selbstverständnis und zur gesellschaftlichen Basis der SPS im kurzen 20. Jahrhundert », *Traverse. Zeitschrift für Geschichte*, vol. 14, n° 1, 95-113.
- Zurbriggen L. (2004), *CVP und die soziale Mitte. Soziales Kapital, Koalitionen und symbolische Praxis der CVP*, Zurich/Coire, Rüegger Verlag.

Annexes

Annexe 1. Répartition des mandats au Conseil national (1919 – 2015)



Source : OFS, Neuchâtel.

Annexe 2. Répartition des sièges au Conseil national, selon le canton et le parti

	Parti	1991	1999	2007
Tessin	PDC	2	2	2
	PRD	3	2	3
	PS	1 (PSA)	2	2
	UDC	0	0	0
	Autres	2	2	1
	<i>Total</i>	8	8	8
Vaud	PDC	0	1	1
	PRD	5	5	3
	PS	5	5	4
	UDC	1	2	5
	Autres	6	4	5
	<i>Total</i>	17	17	18
Zurich	PDC	2	2	3
	PRD	7	6	4
	PS	7	10	7
	UDC	8	13	12
	Autres	11	3	8
	<i>Total</i>	35	34	34

Source : OFS, Neuchâtel.

Annexe 3. État des lieux des archives consultées

Archives des partis politiques nationaux

Parti	Lieu	Consistance	État
PDC	CVP Schweiz Klaraweg 6 3001 Bern	Nombreux classeurs	Documentation complète
PLR	FDP. Die Liberalen Neuengasse 20 3001 Bern	Pas d'accès	-
PS	Sozialarchiv Zürich Stadelhoferstrasse 12 8001 Zürich Sozialdemokratische Partei der Schweiz Spitalgasse 34 3001 Bern	Nombreux classeurs et boîtes triés par les Archives sociales de Zurich	Documentation complète
UDC	Union démocratique du Centre Brückfeldstrasse 18 Case postale 8252 3001 Berne	Pas d'accès	-

Archives des partis politiques tessinois (TI)

Parti	Lieu	Consistance	État
PDC	Sede Popolo e libertà Viale Portone 5 6501 Bellinzone	Nombreux classeurs	Documentation complète sauf pour 1991.
PLR	Segreteria PLR Ala Munda 3 6528 Camorino	Nombreux classeurs	Documentation complète
PS	(avant 1991) Archivio di Stato Viale Stefano Franscini 30 a 6500 Bellinzone (après 1991) Segreteria PST Piazza governo 4 6500 Bellinzone	Nombreux classeurs	Documentation complète. Pour les années plus récentes, il manque des documents sur les relations avec le parti national.

Archives des partis politiques vaudois (VD)

Parti	Lieu	Consistance	État
PDC	Archives cantonales vaudoises Rue de la Mouline 32 1002 Chavannes-près-Renens	Quelques classeurs	Documentation essentielle et pas toujours complète sur la longue période
PLR	Archives cantonales vaudoises Rue de la Mouline 32 1002 Chavannes-près-Renens	Quelques classeurs	Documentation essentielle jusqu'aux années 2003.
PS	PS Vaud Maison du peuple Place Chauderon 5 1003 Lausanne	Nombreux classeurs	Documentation complète
UDC	UDC Vaud Rue de la louve 1 1003 Lausanne	Nombreux classeurs	Documentation complète pour les années 1999 et 2007. Pour 1991, il manque parfois des sources.

Archives des partis politiques zurichois (ZH)

Parti	Lieu	Consistance	État
PDC	CVP Kanton Zürich Alfred Escher-Strasse 6 8002 Zürich	Nombreux classeurs	Documentation complète pour 1991 et 1999. Il manque des procès-verbaux des organes dirigeants pour 2007.
PLR	FDP Zürich Kreuzstrasse 82 8032 Zürich	Quelques classeurs	Documentation essentielle. Il manque surtout du matériel pour 2007.
PS	Sozialarchiv Zürich Stadelhoferstrasse 12 8001 Zürich SP Kanton Zürich Gartenhofstrasse 15 8004 Zürich	Nombreux classeurs	Documentation complète
UDC	SVP des Kantons Zürich Lagerstrasse 14 8600 Dübendorf	Peu de matériel	Documentation très incomplète

Archives des partis politiques bernois (BE)

Parti	Lieu	Consistance	État
UDC	SVP des Kantons Bern Optingenstrasse 1 3013 Bern	Nombreux classeurs	Documentation complète pour 1991 et 1999. Moins de documents pour 2007.

Annexe 4. Apparetements pour les élections nationales de 1991, 1999 et 2007

	Gauche	Centre-gauche	Centre	Centre-droite		Droite
Tessin 1991	PdL PSU PST Verdi					
Tessin 1999	PS Verdi PdL					UDC Lega
Tessin 2007	PS Verdi PdL					
Vaud 1991	PSV POP Verts			PDC PRD PLV UDC		
Vaud 1999	PSV POP Verts			PDC PRD PLV UDC		
Vaud 2007	PSV POP Verts			PDC PEV UDF	PRD PLV UDC	
Zurich 1991	SP GPS		EVP EPS LdU	CVP FDP EDU SVP		
Zurich 1999	SP GPS AL CSP		EVP CVP LdU EPS		FPS SVP	
Zurich 2007	SP GPS AL PdA CSP		EVP CVP EDU		FDP SVP	FPS/AP SD

Liste des abréviations

AL	Alternative Liste	PEV	Parti évangélique
AP	Auto-Partei	PLV	Parti libéral vaudois
CSP	Christlichsoziale Partei	POP	Parti ouvrier et populaire
CVP	Christlichdemokratische Volkspartei	PRD	Parti radical-démocratique
EDU	Eidgenössisch-Demokratische Union	PS	Partito socialista
EPS	Europa Partei der Schweiz	PST	Partito socialista ticinese
EVP	Evangelische Volkspartei	PSU	Partito socialista unitario
FDP	Freisinnig-Demokratische Partei	PSV	Parti socialiste vaudois
FPS	Freiheits-Partei der Schweiz	SD	Schweizer Demokraten
GPS	Grüne Partei der Schweiz	SP	Sozialdemokratische Partei
LdU	Landesring der Unabhängigen	SVP	Schweizerische Volkspartei
Lega	Lega dei ticinesi	UDC	Union démocratique du centre
PdA	Partei der Arbeit	UDF	Union démocratique fédérale
PDC	Parti démocrate-chrétien	Verdi	Partito dei Verdi
PdL	Partito del lavoro e Giovani Progressisti	Verts	Parti écologiste vaudois

NdA. Seuls les plus grands partis et apparetements ont été décrits dans le tableau. D'autres petits mouvements faisaient partie de certains apparetements (notamment dans le canton de Zurich).

Source : Feuille fédérale suisse 1991 – 2007

Annexe 5. Sous-apparetements pour les élections nationales entre 1971 et 2007

		Âge (jeunes, seniors, etc.)	Genre	Lieu (ville/campagne, etc.)	International	Autres
1971	Tessin					
	Vaud					
	Zurich			PS PRD		
1975	Tessin					
	Vaud					
	Zurich			PS PDC PRD		
1979	Tessin					
	Vaud					
	Zurich			PS PDC PRD		
1983	Tessin					
	Vaud					
	Zurich			PS PRD UDC		
1987	Tessin					
	Vaud					
	Zurich	UDC		PS PRD UDC		
1991	Tessin					
	Vaud					
	Zurich	PDC UDC	PS	PRD UDC		
1995	Tessin					
	Vaud		PDC			
	Zurich	PDC UDC		PRD UDC		
1999	Tessin					
	Vaud	PDC PRD	PS			
	Zurich	PS* PDC PRD UDC		UDC		
2003	Tessin					
	Vaud	PRD				
	Zurich	PS PDC PRD UDC			UDC	PS**
2007	Tessin	PDC				
	Vaud	PDC PRD				
	Zurich	PS PDC PRD UDC			PRD UDC	

* PS jeunes, seniors et liste de base

** SP-Second@s Plus

Source : Feuille fédérale suisse 1971 – 2007

Annexe 6. À propos de Christoph Blocher

Christoph Blocher (1940)

1974 – 1978 Conseil communal de Meilen/ZH ; 1975 – 1980 Grand conseil/ZH ; 1975 – 2003 Conseil national/ZH ; 2003 – 2007 Conseil fédéral ; 2011 – 2014 Conseil national/ZH.

Politicien et industriel zurichois. Juriste de formation, il a été CEO de EMS-Chemie. Il a occupé plusieurs postes au sein de la section zurichoise de l'UDC. Notamment, il a été président de la section de Meilen (1974 – 1978), président du parti cantonal (1977 – 2003), vice-président du parti national (2008 – 2016). Il est co-fondateur de l'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN), qui promut différentes actions contre le rapprochement avec l'Union européenne. Enfin, officier dans l'armée suisse, il a atteint le grade de colonel.

Annexe 7. À propos des présidents et des personnalités de l'UDC suisse

Hans Uhlmann (1933)

1964 – 1987 Conseil communal de Bonau/TG ; 1989 – 1984 Grand conseil/TG ; 1983 – 1987 Conseil national/TG ; 1987 – 1999 Conseil des États/TG.

Agriculteur. Il a occupé différentes fonctions au sein de l'UDC : entre 1985 et 1989, président du parti cantonal et entre 1988 et 1996 président de l'UDC suisse.

Adolf Ogi (1942)

1980 - 1987 Conseil national/BE ; 1988 - 2000 Conseil fédéral.

Formation à l'école supérieure de commerce, il travailla pour la Fédération suisse de ski, dont il assumait la direction (1975 - 1981). Directeur général et membre du conseil d'administration de la Société Intersport Holding AG (1981 - 1987). Il devient président de l'UDC suisse en 1984 (1984 - 1987).

Ueli Maurer (1950)

1976 - 1986 Conseil communal de Hinwil/ZH ; 1983 - 1991 Grand conseil/ZH ; 1992 - 2008 Conseil national/ZH ; 2009 – aujourd'hui Conseil fédéral.

Titulaire d'un diplôme fédéral de comptable, il rejoint la présidence de l'UDC suisse en 1996 (1996 - 2008). Il a été directeur de l'Union des paysans zurichois (1994 - 2008).

Toni Brunner (1974)

1995 – aujourd'hui Conseil national/SG.

Agriculteur. Il occupe la fonction de président de l'UDC suisse entre 2008 et 2016.

Albert Rösti (1967)

2008 -2013 Conseil municipal de Uetendorf/BE ; . 2013 2011 - aujourd'hui Conseil national/BE.

Ingénieur agronome de profession, il était directeur de la fédération suisse des producteurs de lait (2007 - 2013). Il occupe plusieurs fonctions au sein de l'UDC (membre du Comité directeur de la section de Uetendorf, de la section cantonale et du parti national) jusqu'à atteindre la présidence du parti en avril 2016.

Annexe 8. Composition et responsabilités des organes dirigeants de l'UDC

	Composition	Principales responsabilités
Assemblée des délégués	<ul style="list-style-type: none"> • 600 délégués (8 membres pour chaque section cantonale, + droit de représentation sur la base des résultats électoraux)⁶¹⁰ • Membres du Comité central • Représentants de l'UDC au gouvernement et au parlement fédéral • Membres des gouvernements cantonaux • Présidents et secrétaires des sections cantonales 	<ul style="list-style-type: none"> • Élire le président du parti, les vice-présidents, les membres du Comité central, la présidente du groupe des femmes, le président du groupe des seniors • Prendre les décisions importantes sur les statuts • Décider les taxes des membres • Décider les positions du parti pour les votations • Adoption finale de documents politiques⁶¹¹ • Décider du lancement des initiatives populaires • Analyse des recours
Comité central	<ul style="list-style-type: none"> • Président du parti • Vice-présidents • Représentants de l'UDC au gouvernement et au parlement fédéral • Président du groupe parlementaire • Secrétaire général • Leaders du groupement des femmes et des seniors⁶¹² • Présidents des sections cantonales • Représentants des sections cantonales (1 membre par section cantonale, + 1 chaque 20'000 votes)⁶¹³ 	<ul style="list-style-type: none"> • Préparer l'Assemblée des délégués et les élections • Décider les taxes des sections cantonales⁶¹⁴ • Adopter les mots d'ordre pour les votations fédérales • Décider du lancement des referendums • Examiner et adopter des documents politiques • Décider de l'admission ou l'exclusion d'organisations proches • Élection des membres du Comité directeur et du secrétariat
Direction du parti	<ul style="list-style-type: none"> • Président du parti • Vice-présidents • Représentants de l'UDC au gouvernement et au parlement fédéral • Président du groupe parlementaire • Secrétaire général • Leaders du groupement des femmes et des seniors⁶¹⁵ • Présidents des six plus grandes sections cantonales⁶¹⁶ • Représentants de la Suisse francophone, italophone et allemande (1 membre) 	<ul style="list-style-type: none"> • Responsable des affaires courantes • Entretenir les relations avec les sections cantonales • Délibération des thématiques politiques courantes • Élection du président et des membres des commissions spéciales⁶¹⁷ • Responsable des élections fédérales • Gestion des questions financières

⁶¹⁰ 2000: augmentation de 500 à 600 délégués; réduction de 10 à 8 délégués pour les sections cantonales.

⁶¹¹ Ajouté en 2001.

⁶¹² Président de l'UDC seniors ajouté en 2001.

⁶¹³ 2000: augmentation de 10'000 à 20'000 votes pour obtenir un représentant.

⁶¹⁴ Ajouté en 2001.

⁶¹⁵ Président de l'UDC seniors ajouté en 2001.

⁶¹⁶ 2000: augmentation de 4 à 6 présidents des sections cantonales avec le plus de votes.

⁶¹⁷ Ajouté en 2008. Jusqu'en 2001, il y avait une commission pour le programme, qui était élue par le Comité central. Le programme est aujourd'hui créé par une Commission spéciale ad hoc élue par le Comité directeur (sur proposition du Bureau).

Bureau de la Direction du parti ⁶¹⁸	<ul style="list-style-type: none"> • Président du parti • Vice-présidents⁶¹⁹ • Président du groupe parlementaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Responsable de la planification et de la direction stratégique du parti⁶²⁰ • Représentant du parti sur les thématiques politiques
---	--	---

Sources: Statuts de l'UDC 2008 (en note bas de page les changements majeurs dans les statuts de l'UDC suisse en 2000, 2001, 2004 et 2008)

⁶¹⁸ Le nom a changé au cours des années. Cet organe a été créé en 1998. Avant 2004, il était appelé *Parteipräsidium*. Entre 2004 et 2008, il devient le bureau du Comité directeur (German: *Büro des Leitendes Ausschusses*) et finalement, à partir de 2008 son nom est bureau de la direction du parti (German: *Parteileitung*).

⁶¹⁹ Le nombre des vice-présidents a changé au cours du temps. Avant 2004, les vice-présidents étaient deux, entre 2004 et 2008 trois et à partir de 2008, le nombre exact a disparu des statuts.

⁶²⁰ Ajouté en 2004.

Annexe 9. Composition et responsabilités des organes dirigeants du PS

	Composition	Responsabilités principales
Congrès	<ul style="list-style-type: none"> • Camarades délégués des sections⁶²¹ • Membres du Comité directeur⁶²² • Membres de la conférence de coordination⁶²³ • Membres du Groupe socialiste de l'Assemblée fédérale • Membres de la Coordination des femmes • Deux camarades délégués par chacun des partis cantonaux • Douze camarades délégués par la Jeunesse socialiste • Un/une délégué/ée du groupe PS du personnel fédéral • Représentantes (sans droit de vote) de l'USS, OSEO, etc. 	<p>Congrès ordinaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Adoption des rapports du Comité directeur, du Groupe socialiste de l'Assemblée fédérale • Décision concernant le montant des cotisations des membres • Élection du président, des vice-présidents et des 3 autres membres du Comité directeur • Décisions concernant les propositions des organes compétents • Lancement et soutien d'initiatives populaires⁶²⁴ • Adoption du programme • Fixation des objectifs politiques • Révision des statuts • Recours contre l'exclusion d'une section <p>Congrès extraordinaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Traite les affaires soumises par le Comité directeur
Assemblée des délégués⁶²⁵	<ul style="list-style-type: none"> • Délégués des partis cantonaux • Membres du Comité directeur⁶²⁶ • Membres de la Conférence de coordination • Délégués du Groupe socialiste de l'Assemblée fédérale • Huit membres des Femmes socialistes suisses⁶²⁷ • Huit délégués de la Jeunesse socialiste suisse⁶²⁸ • Un délégué du groupe PS du personnel fédéral • Un délégué de la section internationale du PSS 	<ul style="list-style-type: none"> • Décider de la politique du parti entre deux congrès • Lancement et soutien de référendums • Soutien au lancement d'initiatives populaires • Contrôle de l'activité du Comité directeur • Mots d'ordre concernant les votations fédérales • Adoption du budget • Adaptation du montant de la cotisation de membre • Adoption des comptes annuels et des rapports de l'organe de révision • Élection du/de la secrétaire général/e • Élection de la commission de surveillance • Élection du président de la commission des finances • Institution des commissions permanentes • Élection des présidents des commissions permanentes • Exclusion d'une section • Recours contre l'exclusion d'un membre • Recours contre les décisions du Comité directeur • Nomination de l'organe de révision

⁶²¹ En 1990, le nombre de délégués était choisi en fonction du nombre de membres cotisants dans la section.

⁶²² Ajouté dans les statuts en 2010.

⁶²³ Ajouté lors de la création de la Conférence de coordination.

⁶²⁴ En 1990, il était de compétence du Comité central.

⁶²⁵ Organe introduit dans les modifications statutaires de 2000. Elle assume une partie des tâches du Comité central.

⁶²⁶ Ajouté dans les statuts en 2010.

⁶²⁷ En 1990, 5 membres.

⁶²⁸ En 1990, 3 membres.

<p>Conférence de coordination⁶²⁹</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Présidents des partis cantonaux et de leur secrétaire politique⁶³⁰ • Présidents ou vice-présidents des partis socialistes des villes de Suisse (avec plus de 50'000 habitants)⁶³¹ • Membres de la présidence⁶³² • 3 représentants des Femmes socialistes suisses • 3 représentants de la Jeunesse socialiste suisse 	<ul style="list-style-type: none"> • Coordination au niveau national des politiques et des campagnes fédérales, cantonales et communales du parti • Développement du parti comme organisation⁶³³ • Processus administratifs nécessitant une forte coordination nationale⁶³⁴ • Coordination de la campagne électorale en vue des élections fédérales⁶³⁵
<p>Comité directeur⁶³⁶</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Président du parti • Vice-présidents • Président du Groupe socialiste de l'Assemblée fédérale • Secrétaire général • Deux délégués de la présidence des Femmes socialistes suisses • Deux délégués de la Jeunesse socialiste suisse • Trois membres élus par le congrès • Présidents des deux plus grands partis cantonaux de Suisse alémanique, du président du plus grand parti de suisse latine, ainsi que de deux autres présidents de partis cantonaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Adoption du programme d'activité • Planification et contrôle de la politique du parti • Planification et contrôle du travail d'information politique et des campagnes politiques • Travail d'information politique et des campagnes politiques • Propositions de la candidature au Conseil fédéral • Négociations avec d'autres organisations politiques • Préparation des objets à traiter par l'Assemblée • Gestion des finances • Consultations du parti • Requêtes aux autorités fédérales • Relations avec les organisations socialistes internationales • Proposition pour l'élection au poste de secrétaire général • Rédaction des cahiers des charges • Fixation des cotisations extraordinaires • Élection des délégués aux Congrès du PS Europe
<p>Présidence⁶³⁷</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Président du parti • Vice-présidents du parti • Présidente du Groupe socialiste de l'Assemblée fédérale • Secrétaire général 	<ul style="list-style-type: none"> • Direction des affaires politiques courantes⁶³⁸ • Mise en œuvre de la politique du parti • Travail d'information politique et des campagnes politiques

Sources: Statuts du PSS 1990, 2000 et 2010.

⁶²⁹ Avant la réforme des statuts de 2000, cet organe s'appelait 'Comité central' et avait beaucoup plus de tâches décisionnelles. Avec la création de l'Assemblée des délégués, le Comité central assume plus un rôle de coordination et transfère une partie de ses compétences à l'organe nouvellement né.

⁶³⁰ Dans les statuts de 2000, la conférence de coordination se composait des président-e-s des partis cantonaux, ou de leur secrétaire politique ou d'un membre de leur Comité directeur.

⁶³¹ Ajouté dans les statuts en 2010.

⁶³² En 2000, l'organe inclus était le Comité directeur.

⁶³³ Ajouté dans les statuts en 2010.

⁶³⁴ Ajouté dans les statuts en 2010.

⁶³⁵ Ajouté dans les statuts en 2010.

⁶³⁶ Avec la réforme de 2000, le Comité directeur voit le nombre de ses membres se réduire. Dans les années suivantes, un groupe encore plus petit a été créé avec l'organe de la Direction.

⁶³⁷ Ajouté dans les statuts en 2010.

⁶³⁸ En 2000, il était de compétence du Comité directeur.

Annexe 10. À propos des présidents et des personnalités du PS suisse

Helmut Hubacher (1926)

1956 – 1968 Grand conseil/BS ; 1963 – 1997 Conseil national (BS).

Après un apprentissage auprès des CFF, il devient en 1953 secrétaire syndical du Syndicat des services publics (1953 – 1963) et en 1963, rédacteur en chef auprès de la Basler AZ. Il est nommé comme le président du PSS entre 1975 et 1990.

Peter Bodenmann (1952)

1976 – 1989 exécutif de Brigue/VS ; 1985 – 1997 Grand conseil/VS ; 1987 – 1997 Conseil national/VS ; 1997 – 1999 Conseil d'État/VS.

Avocat de formation, il dédie une bonne partie de sa vie à la politique. Depuis son retrait de la vie politique active, il est un entrepreneur et travaille dans l'hôtellerie. Il garde la présidence du PS suisse entre 1990 et 1997.

Christiane Brunner (1947)

1981 – 1990 Grand conseil/GE ; 1991 – 1995 Conseil national/GE ; 1995 – 2007 Conseil des États/GE.

Licenciée en droit, elle travaille comme avocate. Elle garde la présidence du PS suisse entre 2000 et 2004. Elle est présidente du Syndicat des services publics (1982 – 1989).

Hans-Jürg Fehr (1948)

1983 – 1984 Législatif de Schaffhouse/SH ; 1983 – 2009 Grand conseil/SH ; 1991 – 2013 Conseil national/SH.

Licencié en lettre de l'Université de Zurich, il se dédie de nombreuses années à la vie politique active. Il devient président du PSS en 2004 (2004 – 2008) après avoir été vice-président (2000 – 2004).

Christian Levrat (1970)

2000 – 2004 Assemblée constituante fribourgeoise ; 2003 – 2012 Conseil national/FR ; 2012 – aujourd'hui Conseil des États/FR.

Licencié en droit de l'Université de Fribourg, il est aussi titulaire d'un master en science politique. Il travaille auprès de Caritas Suisse (1995 – 2000), du Syndicat de la communication et de l'union syndicale suisse (2003 – 2008). Depuis 2008, il occupe le rôle de président du PS suisse.

Annexe 11. Composition et responsabilités des organes dirigeants du PRD

	Composition	Responsabilités principales
Assemblée des délégués	<ul style="list-style-type: none"> • Membres du Comité directeur • Membres de la Conférence des présidents⁶³⁹ • Membres de la faction PRD à l'Assemblée fédérale • Présidents des commissions permanentes du parti • Conseillers d'États PRD • Au moins deux représentants de chacune des organisations proches du parti • Délégués des sections cantonales (4 par section, plus d'autres délégués décidés en fonction des mandats obtenus au Conseil national. Les représentants des cantons ne peuvent pas dépasser les 300 membres) 	<ul style="list-style-type: none"> • Détermine les principes de base, les objectifs et le programme du parti • Examine le rapport du Comité directeur relatif à la réalisation du programme du parti • Élit le président du parti national, les vice-présidents, les membres du Comité directeur, qui n'en font pas partie d'office et la commission arbitrale • Prend position sur les questions fondamentales et sur les questions politiques ordinaires plus importantes • Prend position définitivement sur les questions de principe ou sur des problèmes d'actualité, sur proposition du Comité directeur ou de la Conférence des présidents • Prend position pour les votations fédérales, pour autant que la compétence n'en soit pas remise à la Conférence des présidents par le Comité directeur • Décide du lancement d'initiatives ou de référendums • Accepte le rapport annuel du Comité directeur et de la faction • Examine le rapport de la commission arbitrale • Décide de la révision des statuts • Décide de l'organisation de votations générales
Conférence des présidents cantonaux⁶⁴⁰	<ul style="list-style-type: none"> • Membres du Comité directeur • Présidents des sections cantonales⁶⁴¹ • Un représentant de chaque organisation proche 	<ul style="list-style-type: none"> • Prend position sur les questions politiques actuelles • Traite les projets des votations fédérales • Peut, sur proposition du Comité directeur, approuver les consultations importantes • Élit le secrétaire général et l'organe de contrôle • Prend la décision de convoquer les congrès • Prend position à l'attention de la faction sur les activités importantes de l'Assemblée fédérale • Surveille la réalisation des programmes électoraux • Autorise le règlement de la commission arbitrale • Se prononce sur les motions déposées • Adopte le rapport de l'organe de contrôle sur les comptes annuels du parti

⁶³⁹ Ajouté en 2000.

⁶⁴⁰ Cet organe assume dans la réforme statutaire de 2000 beaucoup plus de pouvoir. Avant, il s'appelait Conseil des délégués et avait moins de pouvoir décisionnel. Notamment cet organe, formé de 50 membres de l'assemblée des délégués, avait des compétences de prise de position.

⁶⁴¹ Avant 2000, des délégués des sections cantonales étaient élus et non pas les présidents.

<p>Comité directeur⁶⁴²</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Président du parti • Maximum quatre vice-présidents⁶⁴³ • Le président ainsi que deux vice-présidents de la faction PRD à l'Assemblée nationale • Les Conseillers fédéraux PRD • Le secrétaire général • La présidente des PRD femmes⁶⁴⁴ • Le président des jeunes PRD⁶⁴⁵ • Autres délégués élus par l'Assemblée des délégués⁶⁴⁶ 	<ul style="list-style-type: none"> • Représente le parti à l'extérieur • Traite les affaires politiques courantes • Surveille et coordonne les affaires administratives et financières du parti • Peut nommer des personnes externes pour le traitement de questions organisationnelles ou politiques⁶⁴⁷ • Élabore et adopte les prises de positions destinés à la conférence des présidents et de l'assemblée des délégués • Entretien les contacts avec les autres partis libéraux des autres pays • Prend publiquement position sur les questions d'actualité • Prépare les objets mis à l'ordre du jour de la conférence des présidents et de l'assemblée des délégués • Adopte les consultations, qui ne sont pas prises par les autres organes • Choisi un vice-président qui, au besoin, occupe le rôle de président du parti⁶⁴⁸
<p>Présidence⁶⁴⁹</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Président du parti • Quatre vice-présidents • Présidente des femmes PRD • Président des jeunes PRD 	<ul style="list-style-type: none"> • Préparation des séances du Comité directeur • Coordination des affaires courantes entre le parti national, les sections cantonales et les organisations proches.

Source : Statuts du PRD suisse 1976 et 2000 (modifiés aussi en 2003 et 2004).

⁶⁴² En 2004, le parti supprime le système de commissions tel qu'il existait jusqu'alors. A partir de 2004, il existe des responsables spécialisés dans le Comité directeur qui se chargent de l'action programmatique du parti dans les différents domaines politiques. En effet, en 2000, dans les compétences du Comité directeur existait aussi : « Élit les membres des commissions et leurs présidents ». Cet organe inscrit en 2004 dans les statuts qu'il doit être composé d'au moins 20 membres (jusqu'à 2000 il était composé de 9 à 11 membres)..

⁶⁴³ En 2000, ils étaient trois vice-présidents (représentant les trois régions linguistiques principales).

⁶⁴⁴ Ajouté en 2000.

⁶⁴⁵ Ajouté en 2000.

⁶⁴⁶ Ajouté en 2000.

⁶⁴⁷ Ajouté en 2004.

⁶⁴⁸ Deux compétences ont été enlevées entre 2000 et 2004: « élit les membres des commissions et leurs présidents » et « est responsable du traitement de tous les objets qui ne sont pas spécifiquement attribués à la compétence d'un autre organe ».

⁶⁴⁹ Organe ajouté entre 2003 et 2004.

Annexe 12. À propos des présidents du PRD suisse

Franz Steinegger (1943)

1973 – 1986 exécutif de Flüelen/UR ; 1980 – 2003 Conseil national.

Juriste de formation, il occupe plusieurs fonctions au sein PRD. Tout d’abord, il est président de la section de Uri entre 1977 et 1984 et il est élu à la présidence du PRD suisse en 1989 (1989 – 2001).

Gerold Bühler (1948)

1982 – 1991 Grand conseil/SH ; 1992 – 2007 Conseil national/SH.

Licencié en sciences économiques, il a été directeur financier pendant longtemps. Il devient président du PRD suisse entre 2001 et 2002. Il est membre de plusieurs conseils d’administration (Banque Nationale suisse, Rotary club, Rentenanstalt, Georg Fischer, etc.).

Christiane Langenberger (1941 – 2015)

1987 – 1995 exécutif de Romanel sur Morges/VD ; 1994 – 1995 Grand conseil/VD ; 1996 – 1999 Conseil national ; 2000 – 2007 Conseil des États.

Elle est vice-présidente du PRD suisse entre 1999 et 2003. Elle occupe le rôle de présidente du parti (première femme) en 2003 et 2004.

Rolf Schweiger (1945)

1970 – 1974 et 1976 – 1994 Grand Conseil/ZG ; 1999 – 2011 Conseil des États.

Avocat. Il occupe la position de président du PRD suisse en 2004.

Fulvio Pelli (1951)

1980 – 1990 législatif de Lugano/TI ; 1983 – 1995 Grand conseil/TI ; 1996 – 2013 Conseil national/TI.

Avocat et notaire. Il préside tout d’abord le PRD tessinois entre 1988 et 2000. Ensuite, il devient vice-président du PRD suisse entre 1992 et 2000. Enfin, il préside le parti national entre 2005 et 2012 et devient le premier président depuis l’union entre libéraux et radicaux (2009). Il était membre de la Banque Nationale suisse (conseil de banque).

Annexe 13. Composition et responsabilités des organes dirigeants du PDC

	Composition	Responsabilités principales
Congrès du parti ⁶⁵⁰	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les membres du parti ont le droit de vote 	<ul style="list-style-type: none"> • Entretient la cohésion à l'intérieur du parti • Discute les affaires revêtant une importance fondamentale • Se consacre aux thèmes prépondérants • Traite les questions ayant une importance déterminante pour l'État et le parti • Peut fixer les priorités politiques • Détermine les lignes directrices de l'activité politique
Assemblée des délégués	<ul style="list-style-type: none"> • Délégués des partis cantonaux (1 membre par tranche de 2000 électeurs ; 1 membre par tranche de 500 membres du parti enregistrés, au moins 7 membres⁶⁵¹) • Membres du comité du parti • Délégués des groupements reconnus • Représentants du parti au Conseil fédéral et à l'Assemblée fédérale • Membres PDC des gouvernements cantonaux⁶⁵² • Voix de délégués de la cybercommunauté⁶⁵³ 	<ul style="list-style-type: none"> • Se prononce sur le programme du parti⁶⁵⁴ • Traite les affaires revêtant une importance fondamentale • Promulgation et modification des statuts • Etabli la position du parti face aux projets importants soumis à des votations fédérales • Lancement d'initiatives populaires • Rapports d'activités du Comité du parti • Décide les propositions soumises par les délégués • Élit président du parti, vice-présidents, sept autres membres de la présidence, trois membres de la commission de contrôle
Comité du parti	<ul style="list-style-type: none"> • Membres de la présidence • Une femme et un homme par parti cantonal (au moins une personne doit être membre de la plus haute instance dirigeante dudit parti)⁶⁵⁵ • Deux personnes par groupement reconnu • 5 membres du groupe parlementaire de l'Assemblée fédérale • secrétaires des partis cantonaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Décide la convocation extraordinaire du congrès et de l'assemblée • Surveille l'activité de la présidence du parti • Fait rapport de la situation et l'activité politiques du parti • Décide en lieu et place de l'Assemblée des délégués (dans la mesure où une affaire ne peut être ajournée) • Prend position sur des questions politiques • Décide de la prise de position du parti face aux projets soumis à des votations • Décide le lancement de référendums • Prépare les élections aux Chambres fédérales et dirige la campagne électorale nationale

⁶⁵⁰ Introduit dans le parti en 1997. A cette occasion, le parti s'est déplacé d'un parti 'des sections' envers un 'parti de membres'.

⁶⁵¹ Jusqu'en 1980 et après 1997, ce sont les dispositions pour la composition de l'Assemblée des délégués. Entre 1980 et 1997 les délégués étaient ainsi élus : un délégué par tranche de 1'500 suffrages recueillis ; un délégué par tranche de 400 membres. Le total était toujours d'au moins 7 délégués.

⁶⁵² Ajouté en 1997.

⁶⁵³ Ajouté en 2004.

⁶⁵⁴ Ajouté en 1997.

⁶⁵⁵ Précision introduite en 1997. Jusqu'à 1997, les caractéristiques des membres du Comité du parti n'étaient pas souligné. Simplement, cet organe était composé de la présidence et de quarante autres membres, dont dix appartenaient au groupe parlementaire de l'Assemblée fédérale.

		<ul style="list-style-type: none"> • Décide de la reconnaissance des groupements • Forme des groupes d'étude • Se prononce sur le budget • Décide les règlements relatifs au statut de membres, à la cartothèque centre des membres, etc.
Présidence du parti	<ul style="list-style-type: none"> • Président du parti • Président du groupe parlementaire de l'Assemblée fédérale • Sept autres membres⁶⁵⁶ 	<ul style="list-style-type: none"> • Expédie les affaires administratives courantes ainsi que les affaires politiques urgentes et exécute les décisions du Comité du parti • Prépare les affaires à remettre au comité du parti • Désigne une commission des finances • Décide de la nomination du secrétaire général • Contrôle l'activité du secrétaire général • Exécute les missions que lui confient les autres organes • Entretien des relations avec les organisations proches • Décide d'inviter des personnes à l'Assemblée des délégués • Fixe quel organe doit prendre position face aux projets soumis en votation • Gère et anime la cybercommunauté⁶⁵⁷

Source : Statuts du PDC suisse de 1970 (modifiés en 1980) et 1997 (modifiés en 2000, 2005 et 2008)

⁶⁵⁶ Jusqu'en 1997, les membres étaient 9.

⁶⁵⁷ Ajouté en 2005.

Annexe 14. À propos des présidents du PDC suisse

Eva Segmüller (1932)

1976 – 1980 Grand conseil/SG ; 1979 – 1995 Conseil national.

Ménagère et secrétaire, elle préside entre 1972 et 1984 la Ligue des femmes catholiques de Saint-Gall – Appenzell. Elle est élue présidente du PDC national de 1987 à 1992. Elle fonde et préside l'Association suisse des services d'aide et de soins à domicile (Spitex) (1995 – 2002).

Carlo Schmid-Sutter (1950)

1979 – 1995 Grand conseil/AI ; 1984 – 2013 Conseil d'État/AI ; 1980 – 2007 Conseil des États/AI.

Licencié en droit de l'Université de Fribourg, il est avocat et notaire. Il est nommé président du PDC suisse entre 1992 et 1994.

Anton Cottier (1943-2006)

1976 – 1987 Grand conseil/FR ; 1982 – 1991 exécutif de Fribourg/FR ; 1987 – 2003 Conseil des États/FR.

Avocat. Il est président du PDC suisse entre 1994 et 1997.

Adalbert Durrer (1950-2008)

1978 – 1986 exécutif de Alpnach/OW ; 1981 – 1986 Grand conseil/OW ; 1986 – 1996 Conseil d'Etat/OW ; 1996 – 2001 Conseil national.

Avocat et notaire. Il détient la présidence du PDC entre 1997 et 2001.

Philipp Stähelin (1944)

1975 – 1976 législatif de Frauenfeld/TG ; 1989 – 2000 Conseil d'Etat/TG ; 2000 – 2011 Conseil des États.

Avocat, il obtient sa licence en droit à l'Université de Fribourg. Il est élu à la présidence du PDC en 2001 (2001 – 2003). Il est membre de plusieurs commissions parlementaires, entre autres celle des finances et de la politique extérieure.

Doris Leuthard (1963)

1997 – 2000 Grand conseil/AG ; 2000 – 2006 Conseil national/AG ; 2007 – aujourd'hui Conseil fédéral.

Licenciée en droit de l'Université de Zurich, elle est avocate. Elle rejoint le PDC national en 2001 lorsqu'elle est élue à la vice-présidence (2001-2004). Elle va obtenir le rôle de présidente en 2004 (2004-2006).

Christoph Darbellay (1971)

2003 – 2015 Conseil national/VS.

Diplômé en agronomie de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich. Avant de rejoindre la présidence du PDC, il occupe plusieurs fonctions (mandataire commercial Kali AG, directeur d'AGORA, vice-directeur de l'Office fédéral de l'agriculture, etc.).

Annexe 15. Introduction de nouveaux statuts entre 1991 et 2007

	UDC	PSS	PRD	PDC
Avant 1990	1971 1977	1874	1929 1941 1958 1977	1912
		1893		1957
		1948		1970
		1967		1974
		1980		1980
		1984		
		1986		
1990		30 avril		
1991				
1992				
1993				
1994		19 juin		
1995				20 avril
1996				
1997				19 avril
1998	2 mai			
1999				
2000	4 mars	15 octobre	22 janvier	19 août
2001	20 octobre			
2002		20 octobre		
2003			14 mars	
2004	27 mars	24 octobre	16 avril 21 août	
2005				25 juin
2006				
2007				
2008	1 mars 4 octobre	26 octobre		26 avril
Après 2008		2009	2009 ⁶⁵⁸ 2010	
		2010		
		2012		

N.B. En gras, les dates où de nouveaux statuts ont été introduits, qui abrogeaient les précédents. Dans les autres cas, les modifications sont faites directement dans les statuts en vigueur.

⁶⁵⁸ Il s'agit des statuts du nouveau « PLR. Les Libéraux-Radicaux ».

Annexe 16. Organes des partis politiques suisses

	Organe directeur	Organe exécutif	Organe de gestion	Organe décisionnel	Organe souverain
PDC suisse	Présidence du parti		Comité du parti	Assemblée des délégués	Congrès
PDC Tessin	Presidenza		Comitato cantonale		Congresso
PDC Vaud	Comité directeur	Comité de présidence			Assemblée générale
PDC Zurich	Präsidium		Kantonalvorstand	Delegiertenversammlung	
PRD suisse	Comité exécutif		Conférence des présidents des partis cantonaux	Assemblée des délégués	
PRD Tessin	Ufficio presidenziale	Direttiva cantonale	Comitato cantonale		Congresso
PRD Vaud	Direction	Comité directeur			Congrès
PRD Zurich	Vorstand			Delegiertenversammlung	Parteitag
PS suisse	Présidence	Comité directeur	Conférence de coordination	Assemblée des délégués	Congrès
PS Tessin	Ufficio presidenziale	Direzione	Comitato cantonale		Congresso
PS Vaud	Comité directeur		Comité cantonal		Congrès
PS Zurich	Präsidium	Geschäftsleitung	Partei Vorstand	Delegiertenversammlung	Parteitag
UDC suisse	Bureau du comité directeur	Comité directeur	Comité central	Assemblée des délégués	
UDC Tessin					
UDC Vaud	Direction exécutive		Comité central		Congrès
UDC Zurich	Büro der Parteileitung	Parteileitung	Kantonalvorstand	Delegiertenversammlung	Parteitag

Source : Statuts actuels des partis politiques suisses

Annexe 17. À propos des secrétaires de l'UDC suisse

Max Friedli (1945)

Diplômé en histoire et droit public. Collaborateur des services du parlement (1970 – 1977). Il a été secrétaire général de l'UDC (1979 – 1994). Directeur de l'Office fédéral des transports (1994 – 2010).

Myrtha Welti (1945)

Diplôme dans l'enseignement secondaire et licenciée en droit. Entre 1981 et 1991, elle a été collaboratrice scientifique au sein du secrétariat de l'UDC national. Elle occupe la position de secrétaire générale adjointe de l'UDC suisse entre 1992 et 1994. Elle succédera à Max Friedli à la présidence entre 1994 et 1995. En 1995, elle se porte candidate pour les élections nationales sans succès ; la même situation se produit en 1999 lors de sa candidature au CN pour le canton des Grisons. Elle quitte le parti en 2000 pour rejoindre le PBD.

Martin Baltisser (1969)

2008 – 2011 Exécutif de Bremgarten bei Bern/BE.

Economiste de profession, il a été chef de communication et secrétaire adjoint de l'UDC suisse entre 1992 et 1995. Entre 1996 et 1999, il occupe pour la première fois la place de secrétaire général de l'UDC. Entre 1999 et 2008, il travaille dans différentes entreprises de communication (Mediapolis AG, Farner Consulting AG). En 2009, il rejoint à nouveau le secrétariat de l'UDC et son ancien poste de secrétaire général (2009 – 2016). En 2016, il est nommé directeur général de l'entreprise Robinvest AG, qui avait été créée en 2008 par Christoph Blocher. Il a été membre du comité cantonal de l'UDC bernoise. Il est président de la section locale de Bremgarten bei Bern.

Jean Blaise Défago (1962)

Formation universitaire en histoire contemporaine, droit public et sciences de la communication et des médias. En parallèle de son activité professionnelle, il a aussi suivi des formations pour obtenir le diplôme fédéral de conseiller en relation publiques. Défago occupe le rôle de chef de communication au sein de l'UDC nationale entre 1996 et 2000. À partir de 1997, il est aussi secrétaire adjoint. En 1999, il est nommé secrétaire général du parti (1999 – 2001). Il occupe ensuite des fonctions dirigeantes dans le domaine des conseils en relations publiques (2001 – 2003). Il passe ensuite à différents postes comme chef de la communication : 2003 – 2004 chez l'entreprise Visana, 2004 – 2010 au Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS). En 2010, il est nommé par Ueli Maurer au poste de collaborateur personnel. En 2015, il travaille comme conseiller indépendant. Depuis 2015, il est manager chez la Société Suisse de Public Affairs (SPAG – SSPA).

Gregor Rutz (1972)

2011 – 2012 Grand conseil/ZH ; 2012 – aujourd'hui Conseil national/ZH.

Études de droit à l'Université de Zurich. Il devient collaborateur scientifique à l'Université de Fribourg (faculté de droit) (1998 – 2000). Il devient secrétaire général de l'UDC suisse en 2001 (2001 – 2008). Il poursuit sa carrière comme conseiller en communication indépendant dans l'entreprise Rutz & Partner (2008 – aujourd'hui). À partir de 2009, il est vice-président de l'UDC Zurich.

Annexe 18. À propos des secrétaires du PS suisse

André Daguet (1947 – 2015)

2003 – 2011 Conseil national/BE.

Formation en sociologie et sciences politiques à l'Université de Berne, il a aussi occupé le rôle d'assistant pour un séminaire dans la même université. Entre 1980 et 1986, il a été secrétaire général de la section suisse d'Amnesty International. Après cette expérience, il occupera la place de secrétaire général du PS suisse (1986 – 1996) et jusqu'à sa retraite en 2009, il sera syndicaliste.

Barbara Haering Binder (1953)

1979 – 1983 Grand conseil/ZH ; 1990 – 2007 Conseil national.

Diplômée en sciences naturelles à Zurich. Elle a travaillé comme chercheuse indépendante pour l'entreprise INFRAS (1980 – 1993). À côté de son travail, elle assume le poste de secrétaire du PSS entre 1996 et 1998. Depuis 2007, elle dirige une société privée de conseil, spécialisée dans le développement durable (econcept AG). Elle assume aussi plusieurs mandats de direction dans les universités.

Jean-François Steiert (1961)

1990 – 2002 Législatif de Fribourg/FR ; 2002 – 2007 Grand conseil/FR ; 2007 – 2017 Conseil national/FR.

Historien. Dans les années 1990, il est premièrement porte-parole du PSS. Ensuite il passe à la fonction de secrétaire général du parti. Entre 2000 et 2002, il devient collaborateur personnel de Anne-Catherine Lyon (directrice du département de la formation et de la jeunesse du canton de Vaud). Entre 2002 et 2005, il est délégué aux affaires intercantionales du même département. Au sein du PS, il occupe plusieurs fonctions : membre du comité directeur du Parti socialiste fribourgeois (1982 – 1993) ; secrétaire politique du Parti socialiste fribourgeois (1988 – 1992) ; vice-président du PS fribourgeois (1992 – 1994) et président du PS de la Suisse occidentale (1993 – 1995). Il appartient à plusieurs associations (Alzheimer Suisse, Fondation Suissemobilité, Pro Vélo, Société suisse de politique de la santé, Ligue fribourgeoise contre le cancer, etc.).

Reto Gamma (1953)

Journaliste indépendant en 1987, il a ouvert un bureau de communication à Altdorf (UR). Après plusieurs collaborations avec différents journaux, il occupe la place de secrétaire politique du PSS (2000 – 2005). Il reste rattaché au parti comme responsable principal de la collecte des fonds.

Thomas Christen (1975)

Diplôme en droit à l'Université de Saint-Gall. Entre 2000 et 2002, il est secrétaire général du Nouveau mouvement européen suisse (Nomes). Il occupe ensuite plusieurs fonctions internes au PS : dans le comité de campagne (2002 – 2003), responsable de campagne (2004), collaborateur de campagne et de la communication (2005), etc. En septembre 2006, il est nommé secrétaire général du PSS (2006 – 2012). Aujourd'hui, il est collaborateur personnel du Conseiller fédéral Alain Berset.

Annexe 19. À propos des secrétaires du PRD suisse

Christian Kauter (1947)

Il étudie les sciences politiques à l'Université de Berne et à Genève. Entre 1974 et 1977, il travaille dans l'association suisse de l'industrie de la presse. Entre 1977 et 1987, il était le secrétaire à Washington de la délégation suisse du GATT. Entre 1987 et 1997, il a été secrétaire du PRD suisse. Sans succès il se porte candidat aux élections nationales de 1995. En 1997, il travaille pour la société de publicité APG (Allgemeine Plakatgesellschaft) dont il est *manager général*. Peu après, il est nommé délégué du Conseil d'administration et CEO d'Affichage Holding SA (2000 – 2010).

Johannes Matyassy (1957)

Études en économie à Berne. En 1985, il entre dans l'administration fédérale, où il travaille d'abord au Bureau de l'intégration. De 1987 à 1990, il a dirigé la section économie et commerciale de l'Ambassade de Suisse en Argentine. Entre 1990 et 1995, il a été chef de section à la Division du commerce mondial (GATT) (1990 – 1993) et de la présidence suisse d'EUREKA (1993 – 1995). Il a ensuite été collaborateur personnel du conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz (1995 – 1997) jusqu'à sa nomination en tant que secrétaire général du PRD suisse (1997 – 2001). En 2000, il occupera le poste de chef du Bureau de Présence Suisse (2000 – 2010) et depuis 2011 il est ambassadeur. Il préside entre 2004 et 2010, la section cantonale bernoise du PRD.

Guido Schommer (1972)

Études en gestion d'entreprise à l'Université de Saint-Gall. Il collabore comme stagiaire auprès du secrétariat du PRD suisse entre 1995 et 1997. En 1997, il devient chef de la communication du parti et en 2001 il est nommé secrétaire général (2001 – 2008). En 2008, il quitte le domaine politique pour se consacrer à l'économie privée. En 2017, il est nommé dirigeant de l'association bernoise des notaires (VbN).

Annexe 20. À propos des secrétaires du PDC suisse

Iwan Rickenbacher (1943)

Formation dans l'enseignement, où il travaille trois années dans l'enseignement primaire. En même temps, il continue sa formation à l'Université de Fribourg en pédagogie. Entre 1975 et 1988, il est directeur de l'école des enseignants du canton de Schwyz. Entre 1988 et 1992, il est secrétaire général du PDC suisse. À partir de 1992, il travaille comme responsable de communication. Il siège depuis 1996 dans le conseil d'administration de Tamedia et à partir de 2005, dans le conseil de l'association Schweizer Berghilfe.

Raymond Loretan (1955)

Titulaire d'un diplôme en droit de l'Université de Fribourg et en droit européen de l'Université de Strasbourg. Il assume des fonctions de secrétaire diplomatique entre 1984 et 1987, puis entre 1987 et 1990 il est conseiller personnel du Conseiller fédéral Arnold Koller. Il passe ensuite sept années au sein de l'armée suisse et en même temps, il est secrétaire du PDC (1993 – 1997). En 1997, il devient ambassadeur de Suisse à Singapour et Brunei (1997 – 2002), puis consul général à New York (2002 – 2007). Il fonde un cabinet de conseil à Genève et il occupera ensuite d'autres postes de reliefs comme le président de la société suisse de radiodiffusion et télévision (2012 – 2015).

Hilmar Gernet (1961)

2007 – 2011 Grand conseil/LU.

Il étudie à Fribourg et Vienne où il rend une thèse de doctorat sur l'argent des partis politiques (2008). Il travaille comme journaliste pour plusieurs journaux et agences de presse. Entre 1997 et 2001, il est secrétaire général du PDC. Il travaille depuis 2008 comme directeur du service politique et société (2008 – 2015). À partir de 2015, il dirige aussi le département Communication & Politique. Il fait partie du conseil d'administration du groupe LZ Medien Holding AG et de Surseer Woche AG.

Reto Nause (1971)

2005 – 2008 législatif de Berne/BE ; 2009 – aujourd'hui exécutif de Berne/BE.

Historien et politologue. Il est secrétaire du PDC Argovie entre 1996 et 2000. Entre 2000 et 2001, il est directeur de l'association des pilotes de Swissair (Aeropers). Entre 2001 et 2008, il assume le rôle de secrétaire général auprès du PDC. À partir de 2009, il est membre de l'exécutif de la ville de Berne, Direction de la sécurité, de l'environnement et de l'énergie.

Martin Rosenberg (1908 – 1976)

Il étudie à l'Université de Fribourg, où il a obtenu le grade de docteur en 1941. Il a été président du PDC entre 1941 et 1968. En même temps, il a été rédacteur du journal Vaterland (1935 – 1968). Il est considéré comme l'un des plus grands stratèges du XX^e siècle en Suisse, aussi en raison de son implication dans la mise en place de la 'Formule magique' (règle tacite qui a régi la répartition des sièges au Conseil fédéral entre les principaux partis politiques entre 1959 et 2003).

Annexe 21. Tables des matières des plateformes électorales, UDC suisse, 1991 – 2007

1991	1999	2007
<p>« Programme du parti '91 »⁶⁵⁹</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Citoyens, État et droit 2. La Suisse dans le monde 3. Formation, recherche, innovation 4. Économie, travail, consommation 5. Environnement, ressources, infrastructures 6. Culture, communications, médias 7. Communauté, générations, santé 	<p>« Wahlplattform 1999 »⁶⁶⁰</p> <ul style="list-style-type: none"> • Arbeit • Asyl-und Ausländerpolitik • Bildung und Forschung • Energie und Umwelt • Europa • Finanzen • Gesellschaft und Familie • Gesundheit • Kommunikation und Medien • Kultur und Brauchtum • Landwirtschaft • Sicherheit • Solidarität • Soziale Sicherheit • Sport • Staat • Steuern • Verkehr • Wirtschaft, Gewerbe und Tourismus 	<p>« Ma maison, notre Suisse »⁶⁶¹</p> <ul style="list-style-type: none"> • La Suisse, un cas particulier : l'indépendance est une chance • Citoyens et État : autodétermination démocratique et non toute-puissance de l'État • Politique extérieure : ouverture au monde, fermeté et défense des intérêts du pays • Impôts et redevances : plus pour les citoyens, moins pour l'État • Entreprises, arts et métiers : l'omniprésence des bureaucrates • Finances : la légende des 'économies forcées' • Sécurité : lutte contre la criminalité • Défense nationale : une armée de milice adaptée à la menace • Politique d'asile : des succès grâce à une action rigoureuse • Politique des étrangers : freiner l'immigration • Agriculture : le paysan est un chef d'entreprise • Formation : exiger des performances et les soutenir • AVS, AI, AC : pour des assurances sociales sûres • Santé : notre système de santé publique est malade • Transports : résoudre les problèmes au lieu de les reporter • Énergie : pour un approvisionnement énergétique sûr et avantageux • Médias : diversité et non pensée unique • Culture : la culture est l'affaire de la culture • Sport : le sport stimule le corps et l'esprit • L'être humain, la famille et communauté : collaboration et non-confrontation • La voie de l'avenir : responsabilité individuelle et non socialisme

⁶⁵⁹ Pôle documentaire sur la vie politique, sociale et économique en Suisse VieDoc, Université de Lausanne.

⁶⁶⁰ « Plateforme électorale. Travail ; Politique étrangère et de l'asile ; Formation et recherche ; Energie et environnement ; Europe ; Finances ; Société et famille ; Santé ; Communication et médias ; Culture et coutumes ; Agriculture ; Sécurité ; Solidarité ; Sécurité sociale ; Sport ; Etat ; Impôts ; Transports ; Economie, travail et tourisme » (TdA). Archives UDC Berne, Berne.

⁶⁶¹ Pôle documentaire sur la vie politique, sociale et économique en Suisse VieDoc, Université de Lausanne.

Annexe 22. Tables des matières des plateformes électorales, PS suisse, 1991 – 2007

1991	1999	2007
<p>« Wahlhandbuch. Die Themen »⁶⁶²</p> <ul style="list-style-type: none"> • Altersvorsorge • Armut • Asyl- und Ausländerpolitik • Bildungspolitik • Bodenrecht/Wohnen • Drogenpolitik • Energiepolitik • Entwicklungspolitik • Europa • Finanzpolitik • Friedens- und Sicherheitspolitik • Gentechnologie • Gesundheitsversorgung • Gleichstellung von Mann und Frau • Jugendpolitik • Konsumentenpolitik • Landwirtschaft • Luftreinhaltung • Parlaments- und Regierungreform • Sozialpolitik allgemein • Staatsschutz/Bürgerrechte • Umwelt- und Landschaftsschutz • Verkehr 	<p>« Wahlplattform 1999 der SP Schweiz »⁶⁶³</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mit nachhaltigem Wachstum Erwerbsarbeit für alle • Der ökologische Umbau ist eine Chance für die Umwelt und den Werkplatz Schweiz: Nutzen wir sie! • Finanz- und Steuerpolitik im Dienst der Vollbeschäftigung und der Gerechtigkeit • Service public: hohe Qualität für alle statt noch mehr Privatisierungen • Bildung ist Zukunft – Die Schweiz muss in die Zukunft investieren! • Bilaterale Verträge und EU-Beitritt mit internen Reformen • Sozialer Zusammenhalt setzt starke Sozialversicherungen voraus • Gesundheit muss für alle bezahlbar sein • Gleichstellung muss umgesetzt werden • Minderheitenrechte: Diskriminierungen abbauen • Jugend in Entscheidungsprozesse integrieren • Altern in Würde • Familienpolitik • Migrationspolitik im Gleichgewicht der Interessen • Flüchtlingspolitik: Das Recht aus Asyl kennt keine Ausnahmen • Demokratie Stärken • Globalisierung politisch gestalten 	<p>« Pour une Suisse sociale, ouverte et écologique »⁶⁶⁴</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mondialisation • Politique de développement • Développement économique durable • Marché du travail et mutation structurelle • Politique régionale, tourisme et agriculture • Transparence et démocratie dans l'économie • Finances et fiscalité • Service public • Famille • Santé • Social • Chapitre Égalité • Personnes âgées • Jeunesse • Politique étrangère • Politique européenne • Politique de paix et de sécurité • Sécurité intérieure • Énergie • Environnement • Politique des transports • Politique d'agglomération et aménagement du territoire • Médias • Formation et perfectionnement professionnel, science et recherche • Culture • Politique d'intégration • Politique de l'asile • Droits fondamentaux • Homosexualité

⁶⁶² « Manuel électoral. Les thématiques. Prévoyance vieillesse ; Pauvreté ; Politique étrangère et de l'asile ; Politique de la formation ; Droit relatif à l'occupation des sols (logement) ; Politique de la drogue ; Politique de l'énergie ; Politique de développement ; Europe ; Politique des finances ; Politique de la paix et de la sécurité ; Ingénierie ; Soins de la santé ; Égalité entre hommes et femmes ; Politique de la jeunesse ; Politique des consommateurs ; Agriculture ; Maintien de la pureté de l'air ; Reformes du parlement ; Politique sociale ; Sûreté de l'État ; Protection de l'environnement ; Transports » (TdA). Archives sociales suisses, Zurich, QS38.51991.

⁶⁶³ « Plateforme électorale du PS suisse. Avec la croissance, travail pour tous ; La transformation écologique est une chance pour l'environnement et pour la Suisse : l'utilisons la ! ; Politique des finances et des impôts au service d'un plein emploi et de la justice ; Service public : haute qualité pour tous au lieu de plus de privatisations ; Formation est l'avenir – La Suisse doit investir dans le futur ; Traités bilatéraux et adhésion à l'UE avec des réformes internes ; La cohésion sociale suppose des assurances sociales fortes ; La santé doit être abordable pour tous ; L'égalité doit être mise en œuvre ; Baisser les discriminations contre les minorités ; Intégrer les jeunes dans le processus décisionnel ; Vieillesse de la population ; Politique des familles ; Politique de la migration ; Politique des réfugiés : Le droit de l'asile ne connaît aucune exception ; Renforcer la démocratie ; concevoir la globalisation de manière politique » (TdA). Archives sociales suisses, Zurich, 1.116.33.

⁶⁶⁴ Archives PS Vaud, Lausanne.

Annexe 23. Tables des matières des plateformes électorales, PRD suisse, 1991 – 2007

1991	1999	2007
<p>« Nos convictions. Objectifs et postulats 1991 – 1995 »⁶⁶⁵</p> <p>1. Politique générale, politique extérieure et politique de sécurité</p> <ul style="list-style-type: none"> – Politique générale – Politique extérieure – Politique de sécurité – Armée – Étrangers et réfugiés <p>2. Économie et finances</p> <ul style="list-style-type: none"> – Économie – Finances et impôts – Politique de l'emploi – Agriculture – Consommation <p>3. Environnement, énergie, transports</p> <ul style="list-style-type: none"> – Protection de l'environnement – Énergie – Transports – Politique foncière et aménagement du territoire – Logement <p>4. Sécurité sociale et santé publique</p> <ul style="list-style-type: none"> – Sécurité sociale – Santé publique – Médecine de la reproduction – Génie génétique <p>5. Culture, société, loisirs</p> <ul style="list-style-type: none"> – Culture – Éducatifs – Médias – Drogue – Jeunesse – Sport – Tourisme 	<p>« La sécurité par l'innovation »⁶⁶⁶</p> <ul style="list-style-type: none"> – Nous voulons permettre la création de nouvelles places de travail — au lieu d'interdictions de travailler ou d'utiliser les nouvelles technologies – Nous voulons des revenus accrus et une prévoyance sûre pour tous — au lieu d'une répartition des charges du passé sur l'avenir – Nous voulons que la Suisse apporte une contribution dans les régions de crise — au lieu de subir chez elle des conflits et une immigration sans frein – Nous voulons que la Suisse collabore davantage avec ses voisins — au lieu de se distancer de l'Europe et du monde 	<p>« Eine Schweiz in Bewegung. Eine erfolgreiche Schweiz »⁶⁶⁷</p> <ul style="list-style-type: none"> - Die intelligente Schweiz. Die Wissensgesellschaft mit den besten Startchancen - Die wachsende Schweiz. Europas führende Wachstumsnation - Die soziale, gerechte und moderne Schweiz. Optimale Chancen für individuellen Erfolg - Die offene Schweiz. Eine fortschrittliche, international vernetzte Gesellschaft.

⁶⁶⁵ Programme de législature 1991-1995, Archives PRD Tessin, Camorino.

⁶⁶⁶ Archives PRD Tessin, Camorino.

⁶⁶⁷ « Une Suisse en mouvement. Une Suisse couronnée de succès. La Suisse intelligente. La Suisse grandissante. La Suisse sociale, juste et moderne. La Suisse ouverte », Archives PRD Tessin, Camorino.

Annexe 24. Tables des matières des plateformes électorales, PDC suisse, 1991 – 2007

1991	1999	2007
<p>« Zukunft für Alle. Kurzprogramm der CVP der Schweiz »⁶⁶⁸</p> <ul style="list-style-type: none"> - ein sinnerfülltes Leben in der Gemeinschaft - eine aktive Friedens- und Aussenpolitik - eine Erneuerung unserer Demokratie - eine sozial und ökologisch ausgerichtete Marktwirtschaft - eine neue Bildungs- und Kulturpolitik 	<p>« Postulats PDC au seuil du 21e siècle »⁶⁶⁹</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'<u>innovation</u> gage de sécurité (le maintien et la création d'emplois, la réforme fiscale écologique, offensive en faveur des places d'apprentissage, une agriculture compétitive) - La <u>solidarité</u> gage de sécurité (Contre la 'tactique du salami' en matière de politique sociale, une AVS garantie, primes d'assurance maladie raisonnables, renforcement des familles) - L'<u>ouverture</u> gage de sécurité (Accords bilatéraux, adhésion à l'Union européenne, neutralité et coopération internationale, lutte contre la corruption) - La <u>protection</u> gage de sécurité (Suisse : pas un pays d'immigration, mais terre d'asile, les abus en matière d'asile sont intolérables, aide sur place, Lutte contre la criminalité) 	<p>« Notre contrat électoral 2007 »⁶⁷⁰</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour une Suisse favorable aux familles - Pour une Suisse du plein emploi - Pour une Suisse socialement sûre - Pour une Suisse écologiquement durable

⁶⁶⁸ « Une vie sensée dans la société; Une politique de paix et extérieure active; Un renouvellement de notre démocratie; Une économie de marché sociale, écologique et orientée; Une nouvelle politique de la formation et de la culture » (TdA). Ce document résume les postulats décrits dans le programme « Leitsätze und Postulate 1991-1995. Vorausschauen, prüfen, solidarisch handeln », Archives PDC suisse, Berne.

⁶⁶⁹ Archives PDC Tessin, Bellinzone.

⁶⁷⁰ Archives PDC suisse, Berne.

Annexe 25. Affiches de l'UDC suisse

	<p>1999 : récolte de signatures en faveur de l'initiative contre les abus dans le droit d'asile</p>
	<p>2007 : récolte de signatures en faveur de l'initiative "pour le renvoi des étrangers criminels"</p>
	<p>2008 : initiative UDC "pour des naturalisations démocratiques"</p>
	<p>2009 : campagne contre la votation populaire du 8 février 2009 qui voulait une reconduction de l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'Union européenne et son extension à la Roumanie et la Bulgarie</p>
	<p>2014 : Initiative UDC "contre l'immigration de masse"</p>

Annexe 29. Représentations de la Suisse, des Suisses et du rôle du parti dans différentes campagnes électorales par le PDC suisse, 1991 – 2007

	<p>1991: Wir fordern für Schweizerinnen und Schweizer⁶⁷¹ :</p> <ul style="list-style-type: none"> - einen bürgernahen und entscheidungsfähigen Staat - einen aktiven Platz der Schweiz in der Völkergemeinschaft, insbesondere in Europa - einen Dienst an der Gemeinschaft, der sowohl Militär- und Zivildienst umfasst - die Stärkung des Zusammenhaltes über Kulturförderung
	<p>1999: CVP für eine gesunde Schweiz⁶⁷² Gesund ist, was lebt: Die CVP engagiert sich für eine zeitgemässe, aufgeschlossene Schweiz.</p>
	<p>2007: Besser für unser Land⁶⁷³</p>

⁶⁷¹ « Nous exigeons pour les Suissesses et les Suisses : un État proche des citoyens ; une place active de la Suisse dans la communauté des peuples, en particulier en Europe ; un service à la communauté qui comprend le service militaire et le service civil ; le renforcement de la promotion culturelle » (TdA). Archives PDC suisse, Berne.

⁶⁷² « PDC pour une Suisse saine. La santé, c'est la vie. Le PDC s'engage pour une Suisse d'actualité, ouverte » (TdA). *Ibidem*.

⁶⁷³ « Mieux pour notre pays » (TdA). *Ibidem*.